

daniel guérin

front populaire révolution manquée

témoignage militant



“Les textes à l’appui”

FRANÇOIS MASPERO



« textes à l'appui »

DU MEME AUTEUR

FRANÇOIS MASPERO

Sur le fascisme (2 vol., "Petite collection Maspero")

I - La peste brune

II - Fascisme et grand capital

Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, 1867-1967

Ni Dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme

ANTHROPOS (à paraître)

La concentration économique aux U.S.A.

PIERRE BELFOND

Essai sur la révolution sexuelle après Reich et Kinsey

EDITIONS DE MINUIT

Au service des colonisés

Décolonisation du Noir américain

GALLIMARD

La lutte de classes sous la Première République

2 vol., nouvelle édition rénovée et augmentée

L'anarchisme (collection "Idées")

GRASSET

Autobiographie de Malcolm X, préface

ROBERT LAFFONT

Pour un marxisme libertaire

LA TAUPE, BRUXELLES

La Révolution française et nous

Trotsky, *Sur la deuxième guerre mondiale*, préface

PRÉSENCE AFRICAINE

Les Antilles décolonisées

Théâtre :

EDITIONS MONDIALES

Le grain sous la neige, adaptation théâtrale d'après Ignazio Silone

LA PLUME D'OR

Vautrin, adaptation théâtrale d'après Balzac

daniel guérin

front populaire révolution manquée

Témoignage militant

*Nouvelle édition
revue et augmentée
avec des inédits de Trotsky*

FRANÇOIS MASPERO
1, place paul-painlevé, V°
PARIS
1970

Avant-propos (1970)

Le livre que je présente aujourd'hui est une refonte largement augmentée, surtout en ce qui concerne la période 1930-1934, c'est-à-dire le prologue du Front populaire, d'un livre paru en 1963. Le recul aidant, j'ai l'impression que, pour son auteur au moins, le sujet s'éclaire d'un jour quelque peu nouveau et, s'il n'était pas présomptueux de le suggérer, pourrait bien avoir pris une dimension nouvelle. En effet, depuis sa première rédaction, il y a eu Mai 68. La grande fête révolutionnaire de Juin 36, qui a marqué l'apogée de la période dite du Front populaire, vient d'être recommencée.

Dans un écrit en forme de confession intime, paru, en 1962, sous le titre *Eux et lui*, j'avais avoué, à regret, n'avoir pas trouvé l'occasion, « sauf une seule et brève fois », de me trouver plongé dans un « vaste déferlement des masses ». Il y a donc eu une seconde fois. Il y en aura sans doute une troisième.

Certes, les différences ne manquent pas — aussi bien quantitatives que qualitatives — entre les deux explosions révolutionnaires. Elles se dégageront pour les jeunes d'aujourd'hui de la lecture du présent ouvrage. Mais, en dépit des particularités nombreuses et diverses qui les distinguent, les deux vagues de fond ont un point commun : les masses, les deux fois, sont, subitement et spontanément, sorties de leurs gonds et, bien qu'au départ elles n'aient pas vu au-delà des revendications immédiates, les deux fois la dialectique de la révolution les a entraînées beaucoup plus loin et elles ont été bien près d'en finir avec le régime capitaliste. Celui-ci, qui paraissait solide, a été gravement ébranlé : nous aurions probablement vaincu, les deux fois, sans la volonté délibérée du Parti communiste français de canaliser le torrent, puis de le faire rentrer dans son lit, pour des raisons à la fois de politique extérieure soviétique et de pétrification bureaucratique du P. C. en France.

Les deux fois, il a manqué à la classe ouvrière des minorités agissantes susceptibles de se faire entendre en temps voulu et de saisir l'occasion révolutionnaire. Les deux fois, cette occasion a été manquée.

Echec temporaire, certes, car chaque grande expérience révolutionnaire porte en elle, alimente et prépare la suivante : le souvenir de 1936 était, sans aucun doute, présent dans les consciences de 1968, même chez les plus jeunes ouvriers.

La troisième fois, j'en suis à peu près sûr, les travailleurs français ne se laisseront plus duper. Deux fois, c'est assez. Maintenant ils ont compris. Puisse — si besoin est — ce livre contribuer à une prise de conscience encore plus profonde et plus entière.

Pour des raisons strictement commerciales, le livre, dans sa première version de 1963, avait été émondé de nombre de passages, qui ont été rétablis dans la présente édition. Ils ont trait, notamment, aux années, en quelque sorte de préparation à 1936 et, tout particulièrement, à la tentative de réunification syndicale, menée par le syndicalisme révolutionnaire en 1930-1931.

Ici encore l'échec a préparé la victoire. L'unité syndicale, manquée en 1931, a été rétablie enfin en 1935 et elle a permis l'essor prodigieux de la C.G.T. en 1936.

La version précédente se limitait, dans une certaine mesure, au terrain strictement politique. La présente le déborde largement, puisqu'il y est davantage question des luttes menées au sein des organisations économiques de la classe ouvrière, celles qui sont l'émanation directe du prolétariat, celles dans lesquelles il se reconnaît, même quand ses mauvais bergers les accaparent — pour un temps.

Préface (1963)

Trente ans, ou presque, après sa naissance, le Front populaire n'est pas une formule exsangue, une pièce pour musée, un cadavre qu'on exhume, mais un mythe toujours vivant. Son évocation n'a pas cessé d'exalter les uns, d'effrayer les autres. Les deux mots qui le composent habitent le subconscient des masses, font trembler la plume des journalistes, hantent les politiques.

Le récit qu'on va lire est moins l'histoire de ce qu'il a été réellement qu'une contribution à cette histoire : un témoignage vécu. Je témoigne pour une équipe. J'ai eu, en effet, la chance de conserver ou de retrouver les traces écrites qu'elle a laissées de son action. Fort souvent je témoigne aussi pour un homme qui fut notre animateur et qui n'est plus parmi nous pour produire lui-même son témoignage : Marceau Pivert.

En 1940, il avait déjà, mais de façon, à son avis, trop rapide et sommaire, esquissé l'histoire de notre passé commun ; au surplus, cet essai, publié à Mexico, l'avait été en traduction espagnole. J'ai été autorisé par Germaine Pivert à citer de nombreux extraits du manuscrit français. Qu'elle en soit ici remerciée. En 1954, l'ancien leader de la gauche socialiste me confia son intention, une fois sa retraite prise et si sa santé chancelante lui en laissait le temps, de refondre son premier texte. Il s'est éteint, vaincu par la maladie et par le chagrin, au début de juin 1958, le lendemain même du rapt du pouvoir par le régime issu du 13 Mai, sans avoir pu remplir ce qu'il considérait comme un dernier devoir. M'incombe donc la responsabilité du témoignage, responsabilité d'autant plus lourde qu'entre le disparu et le survivant l'accord, bien qu'étroit, n'a pas toujours été total.

Sans manquer de modestie au point de songer à comparer son récit à celui que, trente ans après l'événement, Philippe Buonarroti écrivit sur la conspiration de Babeuf, Marceau Pivert aurait voulu expliquer aux jeunes générations une *révolution manquée*, et les aider à en tirer elles-mêmes les leçons, afin, la prochaine fois, de faire mieux que nous.

●

Je m'expose au grief d'avoir raconté l'aventure du Front populaire à travers celle d'une équipe somme toute restreinte, dont l'odyssée peut, au moins à l'observateur superficiel, apparaître moins digne d'intérêt que l'épopée elle-même. Mais, au risque de surestimer notre rôle, je réponds que de ce grand mouvement nous étions partie intégrante. Mieux : nous en avons été les initiateurs, en maintes occasions l'élément moteur ; et, du début à la fin, la conscience critique. Nous avons été mêlés à toutes ses péripéties, celles d'en bas comme celles d'en haut : d'une part, nous n'avons jamais cessé d'être liés aux masses ; de l'autre, nous avons été associés d'assez près à l'activité gouvernementale. Le Front populaire a été, dans une assez large mesure, *notre* Front populaire. Nos faits et gestes, qui, au premier abord, pourraient apparaître comme de la petite histoire, éclairent donc la plus large histoire, dévoilent son mécanisme interne, laissent filtrer ses secrets.

J'encours aussi le reproche d'avoir donné une importance exagérée aux luttes de minorités et de fractions. Mais ces luttes ne sauraient être passées sous silence parce que leur narration aide à atteindre la vérité cachée : les vices congénitaux du Front populaire, les causes de sa défaite ne peuvent être appréhendés qu'à travers les affrontements de minorités qui, contrairement aux grandes formations politiques aveugles ou béates, étaient, sans relâche, en quête de démystification et de redressement. L'une d'elles s'incarnait en un homme à l'expérience révolutionnaire universelle. Ne pas soupeser attentivement les jugements portés par Trotsky sur les étapes successives du Front populaire serait, même quand il lui arrivait de faire erreur, aberrant.

On m'en voudra, enfin, d'avoir écrit un livre qu'anime encore la fureur des combats. Mais, en matière de luttes sociales, l'odeur de la poudre met des siècles à se dissiper. Ainsi l'histoire de la grande Révolution française est-elle toujours un champ de bataille. Je n'aurais pu écrire un livre détaché que si j'étais détaché des idées de ma jeunesse. Sans doute ne trouvera-t-on pas ici une histoire du Front populaire qui soit ce qu'on est convenu d'appeler objective. Mon témoignage est partial, comme l'est tout témoignage, mais notre optique partisane nous a, peut-être bien, mis sur la trace de la vérité objective. Et puis, les histoires du Front populaire qui se prétendent objectives sont légion.

Les mots « révolution manquée » figurent dans le titre de ce livre. C'est Trotsky qui, le premier, a salué les grèves françaises avec occupation d'usines comme le commencement d'une révolution. Par la suite, en avril 1937, il devait qualifier, rétrospectivement, la situation dans laquelle s'était trouvée la France de 1934 à 1936 de « prérévolutionnaire ». Mais, pour d'autres, l'expression est impropre et ils doutent qu'il y ait eu, en juin 36, une véritable situation révolutionnaire. Jean Guéhenno titrant un de ses livres : *Journal d'une « Révolution »* a cru devoir user de guillemets. Subjectivement, il est vrai, les masses laborieuses, quand elles cessèrent spontanément le travail pour appuyer un cahier de revendications somme toute limitées, n'avaient pas conscience de s'engager dans une révolution, et il est évident que les partis composant, au sommet, le Front populaire, à commencer par Jean Guéhenno, barde de leur mystifiante « mystique », y songèrent encore moins. Mais, objectivement, l'arrêt généralisé du travail sous une forme qui remettait en cause la propriété capitaliste, l'unité ouvrière enfin scellée, l'alliance des travailleurs industriels avec la petite paysannerie et une large fraction des classes moyennes, l'adhésion, enfin, des intellectuels, tout concourait à frayer, par étapes, la voie d'une authentique révolution. Qu'ensuite elle ait été manquée, cette révolution, ou confisquée, comme le dira Marceau Pivert, ou ravalée à une caricature, comme s'en gaussera Trotsky, ne modifie en rien sa nature au départ.

Devons-nous (comme aujourd'hui plusieurs de nos anciens coéquipiers) rougir de ce passé militant et devons-nous, par rapport à la tragédie mondiale dans laquelle a sombré le Front populaire, nous frapper la poitrine ? Il est courant, dans certains cercles, de soutenir que les luttes sociales en France auraient paralysé la préparation de la guerre et qu'ainsi le Front populaire porterait la responsabilité de la défaite de 1940 ; Léon Blum, devant le tribunal de Riom, s'est défendu pied à pied contre cette charge ; fait comme il l'était, il ne pouvait que la prendre très au sérieux.

Il serait, hélas, plus exact, je crois, d'avancer que le Front populaire, celui conclu au sommet entre partis politiques, a, largement, contribué au naufrage de la paix, fermé la porte, encore entrouverte, du désarmement ; qu'il a avalisé, et, ce qui est plus grave, fait avaliser par les masses, le maintien du statu quo de Versailles ; brisé l'essor des luttes sociales au moyen du chantage à la guerre ; affaibli ainsi les forces démocratiques et antibellicistes ; enfin, par contrecoup, rejeté les travailleurs allemands, qui n'étaient pas tous nazis, dans les bras de leur dictateur.

L'équipe à laquelle j'ai appartenu pendant les années du Front populaire s'est trouvée prisonnière d'une terrible contradiction, une contradiction dont nous n'étions pas les fautifs, mais qui découlait de la nature même des choses. Nous étions à la pointe de l'antifascisme. Nous avons été les premiers à dénoncer le monstre de notre temps, à démasquer sa barbarie, à appeler les masses populaires à le combattre avec la plus extrême résolution. Les premiers à saisir et à mesurer l'étendue de la victoire hitlérienne en Allemagne. Les premiers, en France, après le 6 février, à appeler et à sceller le front unique antifasciste.

Et, cependant, nous nous sommes toujours refusés à pactiser, contre Hitler, avec notre classe dominante. Nous n'avons cessé de rappeler la part écrasante de responsabilité des gouvernements français dans la montée du national-socialisme. Et quand, faute d'un accord sur le désarmement, la colossale machine de guerre allemande s'est mise en marche, nous n'avons pas hésité à combattre de toutes nos faibles forces l'union nationale, négation et trahison du Front populaire, du vrai, de celui qui avait conquis ses lettres de noblesse dans la grève générale de juin 36. Nous n'avons pas voulu combattre l'hitlérisme en enchaînant les travailleurs au char de leur adversaire de classe, en les sacrifiant sur l'autel de la patrie.

A tort ou à raison, nous pensions détenir un moyen tout différent de lutte contre le fascisme international, un moyen qui nous appartenait en propre, celui de l'internationalisme révolutionnaire. Attitude réaliste, au demeurant, malgré ses apparences chimériques, car, parmi les patriotes qui, en 1938-1939, nous exhortaient à l'union sacrée, plus d'un devait, ensuite, soit à la remorque de Moscou, soit à celle de Vichy, pactiser avec Hitler. Si notre position était difficile, scabreuse même, s'il n'était pas aisé pour nous de trouver, et de faire admettre, une ligne juste entre des données si contradictoires, que dire des palinodies ultérieures de ceux qui aboyaient à nos trousses ? Notre attitude, au moins pour ceux d'entre nous qui n'ont pas déraillé en cours de route, eut, à plus long terme, à défaut de popularité, le mérite de la constance et de la logique. Nous avons traversé la guerre, et nous en sommes sortis, sans avoir renié notre internationalisme, ni baissé pavillon devant l'un ou l'autre des képis providentiels.

La vivacité des reproches dont nous harcelions les staliniens d'alors ne devrait pas indisposer les communistes d'aujourd'hui. Sans doute une fatalité veut-elle que quelques-uns des vétérans du P. C. aient vu, depuis, leur bail indéfiniment reconduit. Mais le procès que

nous intentions s'adressait surtout à Staline, et notre peu tendre réquisitoire était loin d'atteindre à la rigueur de celui prononcé depuis, à Moscou même, contre le tyran déboulonné. Au surplus, nous nous sommes toujours efforcés de distinguer P. C. et stalinisme. Avec le premier, nous avons toujours prôné et pratiqué l'unité d'action, toujours été prêts à le défendre contre les coups d'un anti-communisme réactionnaire. Par contre, nous n'avons pas hésité à dénoncer le stalinisme comme « une véritable syphilis du mouvement ouvrier ».



Ce témoignage risque, par ailleurs, de peiner certains socialistes, demeurés fidèles au souvenir de Léon Blum. L'homme avait reçu en partage les dons les plus rares. Le gouvernement porté au pouvoir par les élections de 1936 valait, certes, infiniment mieux que la série noire de ses successeurs. Bien qu'il s'en soit un peu abusivement attribué les mérites, il reste associé dans la mémoire de la classe ouvrière aux conquêtes sociales arrachées par elle de haute lutte. Et, dans ce sens, Blum n'eut pas entièrement tort de contester, rétrospectivement, l'échec, de tirer argument d'une « modification profonde de la vie nationale », d'une « transformation des rapports sociaux », d'un nouveau style de vie. Ces traits relativement positifs de son expérience seraient, paraît-il, des raisons suffisantes pour s'abstenir de le censurer, pour le nimber d'une auréole légendaire. Comment le Front populaire renaîtrait-il un jour si nous nous appliquions, par avance, à le dénigrer, à le rendre suspect, si, ne celant rien des circonstances et des causes de son final reflux, nous développons chez les militants d'aujourd'hui, qui n'y sont, déjà, que trop enclins, un complexe d'échec ?

Tels sont les arguments que l'on va m'opposer. Mais, à mon avis, la vérité seule compte, la vérité seule est révolutionnaire. Dangereuses sont les légendes, et trompeuses les auréoles. Plus prestigieux le leader, et plus coupable sa carence. Nous avons un impérieux besoin de connaître, tels qu'ils ont été, aussi bien les événements que les formations politiques et les hommes. Ainsi seulement pouvons-nous tirer pleinement la leçon du cours pris par les uns, des erreurs ou des faiblesses des autres. Ainsi, surtout, si l'occasion d'un nouveau Front populaire nous était donnée, pourrions-nous éviter de retomber dans les mêmes trappes et, partant des mêmes prémices, tenir le gouvernail d'une main, cette fois, plus experte et plus ferme.

Après Thermidor, les héritiers des hommes de 93, les babouvistes, étaient partagés entre deux attitudes : les uns croyaient nécessaire d'idéaliser le souvenir de Robespierre pour les mêmes raisons, exac-

tement, qui incitent certains socialistes d'aujourd'hui à glorifier Léon Blum ; mais les autres, les durs, les conséquents, pour qui comptait avant tout la recherche des causes profondes de la défaite essuyée par les sans-culottes, n'hésitaient pas à dénoncer les coups portés à la Révolution par l'Incorruptible lui-même. A travers le xix^e siècle et jusqu'à la Commune, ce fut la perspective des seconds qui, finalement, l'emporta ; et ce fut grâce à ce travail, non de dénigrement, mais de démystification, que la Commune de 1871, continuatrice de celle de 1793, tenta de se donner un contenu, non plus bourgeois et jacobin, mais social et prolétarien.

Faire aujourd'hui la critique du Front populaire de 1936 me paraît tout aussi nécessaire ; une telle entreprise est la condition préalable d'un nouveau départ révolutionnaire.

Prologue et apprentissage (1930-1932)

Visite à Léon Blum. — Débuts à Belleville. — Deux exceptions : Zyromski, Marceau Pivert. — La nausée de l'électoratisme. — Chez les syndicalistes révolutionnaires. — Préjugé contre les intellectuels. — Quelques désaccords. — Au Syndicat des correcteurs. — Reporter social. — Les C.R.S. de 1930. — L'Eglise et les ouvriers. — La révolte des colonisés. — Pour l'unité syndicale. — Vie et mort des 22. — Dislocation. — La grande dépression. — Un pacifisme révolutionnaire.

Ce livre est, en réalité, le deuxième volume d'une série de Mémoires, jusqu'à présent interrompue et inachevée. Il fait suite au premier, qui a pour titre *Un jeune homme excentrique*. J'y ai raconté l'enfance et la jeunesse d'un fils de famille bourgeoise « libérale », venu à l'âge de vingt-six ans au socialisme et au syndicalisme révolutionnaires. Ce tournant de ma vie a eu des motivations diverses. En m'expatriant au Liban pour y exercer un métier et m'y sentir indépendant, j'avais mis un terme à une vie parisienne tardivement dévergondée et commencé à rompre les amarres familiales. Ensuite, j'avais fait le voyage d'Indochine alors en pleine révolte, comme passager à bord d'un cargo, sur lequel j'avais emporté toute une cargaison de livres marxistes, anarchistes, syndicalistes. Dans l'ouvrage qui précède celui-ci, j'ai tenté d'expliquer que mon adhésion à la révolution sociale avait été surtout viscérale : une mue moins intellectuelle qu'instinctive, l'attraction en quelque sorte physique du peuple.

Visite à Léon Blum

C'est donc en 1930, au retour de ce voyage, que je fais mes premiers pas dans le mouvement ouvrier et socialiste, me familiarisant avec ses données essentielles, prenant conscience de ses faiblesses, me liant avec quelques-uns de ses protagonistes qui, plus tard, seront ceux du Front populaire.

A commencer par Léon Blum. Je me hasarde à lui écrire. De mes années de jeunesse j'ai conservé un faible pour lui, un faible dont je serai long à me délivrer, un faible que, plus tard, à travers les déceptions du Front populaire, il me faudra réprimer et qui confèrera à mon « antiblumisme » la vivacité des amours déçues. J'écris à Blum. Lui, j'en suis sûr, me comprendra. Je lui expose que je suis un fils de famille, et je précise de quelle famille. Je viens d'embrasser le socialisme. J'ai jeté mon froc littéraire aux orties. Je brûle de m'intégrer dans le mouvement, et de servir. Le leader S.F.I.O. me convoque un matin, à son appartement du boulevard Montparnasse. Chemin faisant, j'évoque des images lointaines : le Blum, au chapeau à larges bords et lorgnon, qui, filialement, donne le bras au très vieil et déjà irréal Anatole France, dans la cour mal pavée du Palais Mazarin, le Blum héroïque de janvier 1923, tenant tête, du haut de la tribune parlementaire, à une réaction bleu horizon, hurlante et déchaînée ; le Blum, sensible et tendre, s'essayant à reconforter, sur le même trottoir du boulevard Montparnasse, ses voisins, les parents de la jeune Annie Ménard, que j'ai aimée et qui a été fauchée avant l'âge.

Blum approche maintenant de la soixantaine. Ce matin-là, à la surprise du visiteur, il est encore au lit. Des oreillers lui donnent une position assise. Autour de lui, sur les draps, des journaux, des papiers. Il est vêtu d'un pyjama de couleur mauve, tacheté d'or. Son accueil est chaleureux, presque expansif. Derrière le pince-nez, la bonté irradie, une bonté familière et pourtant distante, aristocratique. Le charmeur met tout de suite le néophyte à l'aise, le traite en vieille connaissance. Et lui fait incontinent deux propositions : la première, de s'inscrire (il l'y introduira) à la section S.F.I.O. du XX^e arrondissement, quartier éminemment prolétarien ; la seconde, ébouriffante celle-là, de tenir la page sociale du quotidien du parti, *Le Populaire*. Blum n'était pas trop satisfait du titulaire de cette rubrique, Marcel Bidoux. Cette offre dont, certes, je n'étais pas digne mais qui, de but en blanc, m'eût ouvert les portes du mouvement ouvrier, devait avorter, un peu par ma faute. Elie Halévy (le frère de Daniel), mon ancien professeur à l'Ecole des sciences politiques, avait eu la malencontreuse idée de me recommander à Jean-Baptiste Séverac, bras droit de Paul Faure au secrétariat général du Parti socialiste, pédagogue hypocrite et ombrageux. Dans ma candeur, j'avais vendu la mèche. Pouvais-je savoir

qu'à cette époque déjà une lutte sourde, mais vive, opposait Blum à Paul Faure ? Révéler, comme je le fis, à mon interlocuteur — c'est-à-dire à l'appareil du parti — l'intérêt que voulait bien me porter le directeur du *Populaire* était une gaffe.

Débuts à Belleville

Seule donc la première proposition aboutit. Je m'inscris au groupe de Belleville de l'importante section du XX^e, subdivisée en plusieurs quartiers. Un homme y pontifie, doux, mélancolique et paternel : le député et conseiller municipal Alexandre Luquet. Blum sait ce qu'il fait en me confiant à lui. Il a un passé de syndicaliste révolutionnaire et de socialiste de gauche. animateur de la Fédération des coiffeurs, il a été, un moment, en 1906, trésorier de la C.G.T. Il a le mérite d'être intègre, ce qui n'est pas le cas des topazes S.F.I.O. du XIX^e et du XX^e : Fiancette (un ancien cocher de fiacre devenue multimillionnaire), Levillain et Loyau. Il habite une petite place provinciale, à l'ombre de l'église de Belleville. Je lui ai été tout spécialement recommandé, et son accueil n'est pas décevant. Mais Luquet, à qui j'ai, d'emblée, donné ma confiance, ne tarde pas à être enlevé prématurément par la mort et son dauphin au groupe de Belleville, l'inquiétant Robert Jardel, n'est qu'un petit fonctionnaire de parti, à l'unction ecclésiastique, médiocre, filandreux et roublard. J'ai perdu un parrain.

Je m'accroche à une équipe de Jeunes Socialistes qui font preuve d'un certain dynamisme et qui ont lu Marx, ce qu'on ne saurait dire des autres. Parmi eux, Daniel Mayer, qui ira loin, sa femme, Livian, son beau-frère. Le plus instruit en marxisme est un certain Vagemont, un israélite originaire de l'Europe orientale. Il me confie avec une sorte de joie mystique qu'après avoir ingurgité *Le Capital*, ses yeux ont commencé à voir, comme s'il avait subi l'opération de la cataracte.

Mais les membres adultes de la section sont beaucoup plus décevants. Parmi eux, relativement peu d'ouvriers d'industrie. Petits artisans ou petits fonctionnaires, leurs horizons intellectuels et spirituels ne vont guère au-delà de la cuisine électorale ou de la défense de leurs intérêts corporatifs. Ils ne se passionnent vraiment que les jours où sont débattus une candidature ou un désistement. Leur patriotisme est obtus et borné, leur haine de leurs rivaux bolcheviks sans bornes. Dans ces quartiers prolétariens du XIX^e et du XX^e, en tolérant les agissements de leurs topazes, en laissant apparaître le Parti socialiste comme gangrené, ils font le jeu de leurs rivaux staliniens.

Les jours où, par contre, je vais rôder dans les couloirs et les meetings de la Bellevilloise, la coopérative ouvrière que gèrent alors les communistes, j'ai la joie de m'y trouver face à face avec de

vrais prolos. Ils appartiennent aux couches les plus défavorisées de leur classe. Mais leur tenue vestimentaire un peu trop arsouille marque aussi une volonté délibérée de couper tous les ponts avec la société bourgeoise. Elle illustre à merveille les slogans ultra-gauchistes de la troisième période de l'Internationale communiste : classe contre classe. Numériquement, le P. C. est pauvre, mais les gars qu'il recrute sont des manuels, des manœuvres, des bagarreurs, des irréconciliables. Il me faudra des années pour que mon cœur cesse d'être attiré par l'ouvriérisme de ce parti, dont pourtant ma raison ne cesse de me représenter les grossières outrances idéologiques, l'incapacité à conquérir le gros de la classe, la soumission mécanique aux ordres du Kremlin.

La désignation du candidat à la succession de feu Luquet fait soudain de la section socialiste un champ clos d'intrigues et d'empoignades nauséabondes. En est comme empesté le Salon des Prévoyants (Noces et Banquets) où nous tenons nos assises plénières, rue des Pyrénées (style 1900, pierres trop blanches, gerbes de roses horriblement stylisées, sculptées sur la façade, grandes baies prétentieusement arrondies aux angles).

Pour écarter la candidature d'un militant qui n'a pas l'heur de plaire aux édiles de la S.F.I.O., ces étranges élus de la classe ouvrière lancent une injure surprenante dans une bouche socialiste :

— Ce Schnitzer n'est qu'un primaire !

Je me bouche le nez. Il ne respirera pas mieux, ce nez trop délicat, le jour où le Sorbonnard Célestin Bouglé m'ayant présenté à Marcel Déat (le futur fasciste), ce dernier m'invite à l'accompagner dans la Marne. Dans notre compartiment, coincé entre lui et Albert Rivière, le député manchot de la Creuse, sa conversation étincelante commence par m'émouvoir, car brillante, certes, est son intelligence. Il est candidat S.F.I.O. à une élection partielle et va haranguer, à Ay, un parterre de cavistes de Champagne. Malgré le talent de l'orateur, ces boniments électoraux ne me disent rien qui vaille.

Deux exceptions : Zyromski, Marceau Pivert

Heureusement, j'ai trouvé un refuge dans un tout petit bureau de la rue Feydeau, en plein centre de la capitale, auquel on accède par un escalier étroit et raide : le local de la Fédération socialiste de la Seine. Le secrétaire fédéral, Jean Zyromski — il vient d'atteindre la quarantaine —, est un guesdiste de la vieille école, sanguin, hirsute, tonitruant, quelque peu démagogue. A la tribune, il frappe du poing, le visage empourpré, les yeux injectés, sa voix de stentor près de s'étrangler. Il a introduit dans la fédération de la Seine un style nouveau. Que la S.F.I.O. ait perdu sa base ouvrière au profit du Parti communiste et soit en passe de devenir

un parti petit-bourgeois, qu'elle ne soit plus qu'une « fédération de comités électoraux », il ne peut, lui, s'y résigner. Il faut, tonne-t-il, disputer au bolchevisme les couches ouvrières les plus exploitées. Pas d'anticommunisme borné. C'est sur le terrain de l'action révolutionnaire, de la démocratie ouvrière qu'il faut se placer pour arracher aux sectaires bolcheviks les prolétaires. Ce langage, qui correspond à mes préoccupations et à mon attente, me surprend et m'enchanté.

Tandis que la droite du parti, chaperonnée par Pierre Renaudel, défend, dans un organe de tendance, *La Vie socialiste*, des conceptions social-patriotes et, au Parlement, collabore activement à la « défense nationale », la gauche mène contre elle une lutte au fleuret moucheté, dans *La Bataille socialiste*, dont les rédacteurs les moins académiques sont Jean Zyromski et Marceau Pivert.

Je prends, à première vue, Marceau Pivert, son adjoint à la Fédération de la Seine, pour le disciple de Zyromski. Il ne l'est, en fait, que dans une certaine mesure et, plus il mûrira, plus il s'affranchira de son mentor. Les deux hommes ne sont pas pétris dans la même pâte. Marceau fait jeune : il n'a pas plus de trente-cinq ans. Il est séduisant : corps élancé, regard clair, mise soignée, lèvres sensibles que ponctue une petite moustache bien taillée, teint pâle et narines pincées d'ancien gazé. Dans la rue, il se coiffe d'un martial béret basque. Enseignant, cavalier servant de l'école laïque, il professe, dans l'enseignement primaire supérieur, les mathématiques et la physique, disciplines auxquelles, sans doute, il doit ses manières posées et méthodiques, son goût passionné de la vérité et aussi une logique rigoureuse qui le fait s'indigner lorsque les mauvais bergers du prolétariat violent systématiquement les lois élémentaires de la science politique¹.

Il est, à la fois, délicat et résolu, courageux et faible, humain et dévoué corps et âme à une cause qui l'absorbe totalement. Nulle affectation : en lui quelque chose de simple, de sobre, de sincère, qui, dès le prime abord, inspire la confiance et lui attache fortement, aussi bien ses élèves à l'Ecole normale d'instituteurs que, dans le Parti S.F.I.O., les militants de base. Les impératifs de la politique ne laissent guère de place au sentiment. Peu d'homme, à ma connaissance ont suscité, et conservé, autant d'amitié parmi les socialistes du rang. Il a réussi à grouper autour de lui une sorte de chevalerie. Il a fait, notamment, de sa section du XV^e un petit bastion de socialisme activiste, où chacun lui est totalement attaché. Le revers de la médaille sera l'hétérogénéité de ses partisans, liés à lui moins par une claire identité de vues politiques que par une allégeance personnelle. Dès notre première rencontre de 1930, ce qui naît entre lui et moi, c'est, aussi, je crois, de l'amitié. Une amitié qui, par-dessus les vicissitudes de l'action politique, au-delà

1. Marceau PIVERT : *Où va la France ?*, Mexico, août 1940.

de désaccords épisodiques, nous permettra de franchir, au coude à coude, l'épreuve du Front populaire.

Du point de vue idéologique, Zyromski est, et restera, un socialiste autoritaire, un jacobin marxiste louchant vers les bolcheviks. A la fin, il n'y tiendra plus et il trouvera sa véritable voie. A l'heure où j'écris, il appartient toujours au P. C. Marceau, en dépit de sa formation social-démocrate et de son affiliation maçonnique, a, bien plutôt, des affinités luxemburgistes et libertaires. Il a été un syndicaliste avant de s'adonner à l'action politique. Il aspire à un socialisme par en bas ; au-delà des écrans que forment les partis, il cherche toujours à s'insérer dans le mouvement autonome des masses. Cependant, il demeurera, en dépit de ses oscillations, avec plus ou moins d'à-propos et de succès selon les circonstances, fidèle à l'objectif que nous fixait Zyromski en 1930 : déborder le Parti communiste par la gauche, à travers et au sein de l'authentique prolétariat.

Nausée de l'électoratisme

Les élections de Belleville, où doivent être désignés les candidats à la succession de Luquet tant au conseil municipal qu'au Palais-Bourbon, font éclater une crise qui couvait depuis quelque temps dans les entrailles de la Fédération socialiste de la Seine. Après le premier tour de l'élection législative, le conseil fédéral a maintenu, à une forte majorité, la candidature de Robert Jardel, bien que celui-ci n'ait obtenu que 3 673 voix, contre 4 246 au candidat communiste, Maurice Thorez. En signe de protestation, Zyromski et Marceau Pivert abandonnent le secrétariat fédéral en claquant la porte. Dans un numéro de *La Bataille socialiste*, ils s'expliquent longuement sur les raisons de leur démission. Le candidat S.F.I.O., en refusant de se désister en faveur du candidat communiste, s'est « exposé à réunir, sur son nom, les voix des défenseurs de l'ordre social bourgeois ».

N'y tenant plus, j'avais tenté d'empêcher l'irréparable. En ma modeste et nouvelle qualité de militant de base de la XX^e section, je m'étais rendu au Palais de Justice, où plaidait Blum, afin de l'adjurer d'obtenir le retrait de la candidature Jardel. Le grand homme a déjà revêtu sa robe noire et il arpente les couloirs, serviette sous le bras, précédé de sa moustache tombante et de son pince-nez pourfendeur. Il met la main sur mon épaule, m'enlace d'un geste paternel, comme si son besoin d'affection trouvait enfin un exutoire. Mais, quand je lui expose le pourquoi de ma démarche, il fronce les sourcils, prend un air désabusé et protecteur, me serre plus fort contre son sein, me confie que lui aussi, dans sa lointaine

jeunesse, a connu de telles heures où seule compte la fidélité aux principes. Mais le privilège de l'âge n'est-il pas de savoir se résoudre à certains compromis ? Je m'en vais, penaud. Je m'accuse d'être un naïf, et c'est contre « Zyrom », comme nous l'appelons, que se retourne ma cuisante déception. Ce dernier n'a maintenant qu'un seul tort à mes yeux : c'est d'avoir attendu octobre 1930 pour, enfin touché de la lumière divine, se mettre si fort en colère. Son indignation à retardement me paraît un peu risible. Car, enfin, ce n'est pas d'aujourd'hui que la S.F.I.O. collabore avec la bourgeoisie. Pourquoi charger le malheureux Jardel de tous les péchés d'Israël ?

Dans un parti essentiellement électoraliste et petit-bourgeois, les vrais « socialistes » sont les professionnels de la cuisine politique anticommuniste, les Fiancette et les Levillain, inspirateurs du candidat belleveillois. Les non-conformistes sont ces secrétaires fédéraux prêts à sacrifier l'assiette au beurre à un principe révolutionnaire. Lestée de Zyromski et de Marceau Pivert, la Fédération de la Seine va tourner délibérément le dos au recrutement dans les masses prolétariennes, à l'action de classe, à l'unité ouvrière. Je tire une conclusion : peut-être est-ce mieux ainsi ; la situation est désormais plus nette et plus franche.

Ecoeuré par l'électoralisme de la S.F.I.O., je cesserai, en mars 1931, de cotiser à la section du XX^e. Si je conserve avec les deux leaders de la gauche socialiste des liens étroits et fraternels, formellement, j'ai cessé d'être des leurs.

Chez les syndicalistes révolutionnaires

Mais, de toute façon, la S.F.I.O., même rachetée par Jean Zyromski et Marceau Pivert, n'aurait pu étancher ma soif d'apprentissage révolutionnaire. Je n'ai jamais su choisir. Il m'est difficile de jeter l'ancre. L'intérêt que je porte aux hommes et aux mouvements est trop divers pour que je ne sois pas tenté d'explorer beaucoup de terres inconnues. Non point par amateurisme. J'ai horreur des sectes, des cloisonnements, des gens que presque rien ne sépare mais qui, pourtant, se regardent en chiens de faïence. Je n'aime pas me rétrécir, me mutiler. Voulant être, si possible, chez tous, avec tous, je voudrais, présomptueusement, réconcilier, rassembler.

Et puis, aussi, le hasard eut sa part dans cet éparpillement. Au seuil d'un monde si nouveau pour moi j'avais, avec l'aide de quelques parrains, lancé mes hameçons aux quatre vents. De plusieurs côtés à la fois, le poisson avait mordu. Pourquoi aurais-je fait un tri dans ces options, tourné le dos à des mains qui voulaient bien se tendre ? Il serait toujours temps, me disais-je, après des reconnaissances aussi variées que fructueuses, de limiter le champ d'action, de trouver une voie.

Ainsi donc, au moment même où je frappais à la porte de Léon

Blum, Daniel Halévy, mon oncle, m'introduisait auprès de Pierre Monatte, vétéran du syndicalisme révolutionnaire. J'étais, lui écrivait-il, un jeune cousin que la révolution marxiste et prolétarienne passionne.

Daniel Halévy avait connu Monatte, alors tout jeune, à la revue *Pages libres* de Paul Guieysse, issue des « universités populaires », et les deux hommes, bien que leurs destinées eussent pris des voies fort différentes, ne s'étaient pas perdus de vue. Nourri de Georges Sorel, l'oncle appréciait dans le syndicalisme révolutionnaire ce qu'il considérait comme une école de moralité politique, un salutaire antidote aux crapuleries du parlementarisme. Et puis, son inépuisable curiosité portait ce grand bourgeois à nouer et à conserver des contacts avec les hommes les plus éloignés de son milieu. « Il faut connaître ces gens-là et savoir même les estimer », écrivait-il un jour à mon père.

Monatte me donna rendez-vous à l'imprimerie de presse où il travaillait comme correcteur. Il me reçut dans une longue blouse grise : quinquagénaire alerte et d'apparence robuste, petit de taille avec une grosse tête d'enfant, un front bombé, des yeux sensibles et tristes, modeste, affable, mais intimidant tout de même avec son épaisse moustache, sa mâchoire volontaire et sa voix goguenarde de colonel en retraite, son regard inquisiteur et quelque peu méfiant, ses intonations parfois sarcastiques qui laissaient entrevoir que, le cas échéant, il pouvait avoir la dent dure. Il m'examina de la tête aux pieds, avec indulgence, mais sans manquer de me faire sentir que j'étais un fils de bourgeois, un « intellectuel », que j'avais tout à apprendre du mouvement ouvrier et, surtout, à me délivrer d'une faiblesse coupable pour la Russie stalinienne, travers fréquent, assurait-il, chez les jeunes intellectuels bourgeois venant au peuple. Pendant les trente années que durèrent nos relations, Monatte ne cessa jamais, même quand ce fut contre l'évidence, de nourrir à mon égard cette suspicion empoisonnée.

De ses débuts dans la vie comme enseignant et comme écrivain, Monatte avait conservé une écriture élégante et soignée, un style sobre et ferme, un goût passionné pour la lecture. Bien qu'issu d'une famille modeste, il ne répondait en rien à l'image, romantique, que l'on se fait parfois de l'ouvrier. Dans son aspect extérieur comme dans sa vie privée, il était, au meilleur sens du terme, un petit-bourgeois, régulier, correct, casanier, de mœurs puritaines, bon époux, enfermé dans un cercle restreint d'amis, n'allant jamais au spectacle, ne parlant aucune langue étrangère, sortant rarement de son pays. Mais, par une contradiction que j'eus longtemps peine à comprendre, il n'en était pas moins un révolutionnaire en même temps qu'un internationaliste. Je crois bien que Monatte demeura révolutionnaire même lorsque, par la suite, sa haine du stalinisme le fit verser, au moins pour un temps, dans un réformisme pro-américain. Révolutionnaire, il l'était et il le demeura, dans la mesure où ce pur refusait la société bourgeoise, ses tentations, ses

corruptions, ses vaines glorioles, ses formations politiques parlementaires, fussent-elles d'extrême-gauche, dans la mesure enfin où toute sa vie de salarié syndiqué était tendue vers un seul but : la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, instrument nécessaire et, selon lui, suffisant de l'émancipation ouvrière, substitut d'un monde à qui, une fois pour toutes, il avait dit non.

Monatte, après m'avoir fait subir un examen, me conseilla de me « jeter dans le bain » pour « apprendre » et pour « voir », et il m'offrit de collaborer au *Cri du peuple*, un hebdomadaire que publiaient ses camarades de la minorité syndicaliste de la C.G.T.U., où ils étaient aux prises, de façon fort vive, et même fort pénible, avec la direction communiste.

Monatte me fit un petit cours d'histoire syndicale que ma relative ignorance rendait nécessaire. La Confédération générale du travail unitaire était née de la scission criminelle de 1921. Cette scission n'avait pas été, comme on eût pu le croire, l'œuvre des communistes : Jouhaux et son état-major réformiste en portaient la plus lourde part de responsabilité. Dans la nouvelle centrale qui avait entraîné la majorité des syndiqués, les plus allants, les plus jeunes, les militants révolutionnaires de toutes tendances avaient eu la possibilité de s'exprimer librement.

Pendant longtemps, l'épithète officielle : unitaire, n'avait pas été un vain mot. La C.G.T.U. avait multiplié les tentatives pour rétablir l'unité syndicale, allant jusqu'à se résigner aux concessions les plus sévères : en vain, car la C.G.T. réformiste avait toujours fait la sourde oreille. Mais, à partir des années 1927-1928, changement à vue : la bolchevisation, opérée dans le Parti communiste comme dans la centrale syndicale, avait radicalement altéré le visage de la C.G.T.U. En 1928, la propagande unitaire avait été renvoyée aux calendes grecques ; en 1929, l'indépendance du syndicalisme, pourtant reconnue par toutes les résolutions des congrès antérieurs, abandonnée au profit du rôle dirigeant du Parti communiste. Les minorités de tendance anarcho-syndicaliste n'avaient pu supporter ce carcan et s'en étaient allées.

Devenue un simple instrument au service du gouvernement russe, la C.G.T.U. avait, comme disait Monatte, pris les cotisants pour des soldats qu'on mène au feu sans prendre la peine de les consulter. A ces automates, elle avait imposé la plus stérile des gymnastiques révolutionnaires : grèves politiques, artificielles journées de lutte, actions aventuristes, outrances de langage, sectarisme, brusques pirouettes correspondant aux tournants successifs ordonnés de Moscou.

Les dirigeants « unitaires » alléguaient qu'en perdant leur indépendance, les syndicats s'évadaient d'un corporatisme trop étroit pour retrouver pleinement la pratique de la lutte de classes. Mais c'était une contre-vérité. Tout au contraire, leur subordination au Parti communiste et au gouvernement russe faussait la pratique de la lutte de classes. Les grèves n'étaient plus déclenchées que dans

l'intérêt de la diplomatie soviétique et leur réussite ou leur échec final importait peu aux stratèges de la Grange-aux-Belles. Les travailleurs n'aiment pas qu'on joue avec eux. La défense de leurs intérêts de classe est pour eux chose trop sérieuse. Ecœurés, en particulier ceux de la grande industrie, ils désertèrent la C.G.T.U. à laquelle s'accrochait encore, désespérément, la minorité syndicaliste. Quant aux syndiqués de la vieille C.G.T., dont les effectifs s'étaient regonflés, comment espérer obtenir leur audience quand, à partir de 1930, on en vint à les traiter de social-fascistes ?

C'est dans un petit bureau de deux pièces du 123 rue Montmartre, où s'était installée ascétiquement la rédaction du *Cri du peuple*, que je fis la connaissance de Maurice Chambelland. Le journal était confectionné au rez-de-chaussée sur les presses de l'imprimerie Dangon et, chaque semaine, nous n'avions qu'à descendre l'escalier pour accéder à notre marbre. Chambelland n'avait pas encore atteint la trentaine. C'était un grand garçon svelte, rasé (pas toujours de très près), d'allure sportive, aux cheveux coupés court, aux yeux noirs expressifs et songeurs, à la voix douce et un tantinet mielleuse. Il avait fait très jeune ses débuts dans le syndicalisme unitaire et dans le Parti communiste. Les yeux dessillés, il avait rejeté le stalinisme, mais il s'obstinait, non sans courage, à militer au sein de la C.G.T.U. où les « orthodoxes » l'abreuvaient, lui et ses amis, de grossières injures, allant parfois jusqu'à la menace physique. Tour à tour comptable et correcteur d'imprimerie, Chambelland était un homme de bureau, flegmatique, à l'écriture fine, au style aisé et brillant, bon organisateur, avec des aptitudes financières qui l'aidaient à boucler (très laborieusement toutefois) le budget d'un hebdomadaire ouvrier. Il avait connu Monatte depuis les temps héroïques de *La Vie ouvrière*, puis de la page sociale de *L'Humanité*, et il lui vouait un attachement filial sans bornes, une admiration qui frisait la vénération. Monatte était sa vie et son dieu. Il était fier d'avoir rencontré un tel homme sur sa route et il possédait, comme dit d'Abou Bekr, un historien de Mahomet, « une qualité, courante chez les femmes, mais quelquefois présente chez les hommes, qui est d'être prêt à s'attacher au destin de quelqu'un d'autre avec une dévotion totale et aveugle, sans jamais discuter, ni revenir en arrière ». Cette fidélité devait durer jusqu'à la mort. A l'incinération de Monatte, en 1960, Chambelland, le chef blanchi et déjà sur la pente fatale, maîtrisera à peine son affliction.

Les syndicalistes dont le *Cri du peuple* était l'organe appartenaient en majorité à ce qu'on appelle l'aristocratie ouvrière. Ils avaient de l'instruction et des manières. Ils s'habillaient comme des

petits-bourgeois. Ils écrivaient avec aisance et ils parlaient bien. Tels étaient le rondet Fronty, des P.T.T. ; Delsol, du Gaz, qui faisait sérieux ; le jovial et cynique Boville, des boulangers ; le pince-sans-rire Deveaux, des Transports en commun ; le félin Charbit, des typos ; le barbu Hagnauer, cravate lavallière et intarissable faconde la grisonnante Lucie Colliard, sorte de nonne laïque, jaune, osseuse, émaciée, au service de la trésorerie du *Cri du peuple*, tous deux instituteurs ; l'autodidacte de Groote du Bois, généreux et convaincu, mais bavard infatigable ; le comptable Finidori, Corse truculent et colérique ; le cheminot Rambaud, au puissant coffre d'orateur ; et bien d'autres encore.

L'allure prolétarienne était plutôt l'apanage de quelques provinciaux, que l'on voyait rarement à Paris, tels Englor, du port de Rouen, et Bour, dirigeant parisien des dockers, qui avaient conservé le physique épais, la voix grasseyante et l'accoutrement de leur profession, ou Arnaud, dont le sombre veston, la triste casquette venaient tout droit des lugubres mines de charbon de la Loire.

Dans une catégorie intermédiaire se situaient Roy, des Métaux, autre discoureur intarissable, qui portait casquette et s'exprimait avec l'accent traînant du titi parisien ; et Charlot, des Bouchers, bébé rose sous l'épiderme juvénile duquel circulait le sang encore chaud de l'étal ; Florestan Malfatti, jeune ébéniste membre du Syndicat du Bois, ardent mais empreint déjà de maturité ; le pétulant Juin, des Chauffeurs de taxi, qui ne quittait pas sa blouse de travail et ruait parfois dans les brancards ; et le jeune Maupieux, de la Monnaie, aux culottes cyclistes, avec, à la boutonnière, l'insigne des « Amis de la nature ».

Au milieu de ce cénacle, Germaine Goujon, du textile, de Rouen, apportait de temps à autre toute la grâce d'une féminité prolétarienne et d'une distinction naturelle, qu'elle devait conserver tout au long de sa vie.

Préjugé contre les intellectuels

La plupart de ces syndicalistes étaient robustement intelligents. Mais dans leur bouche le mot intellectuel sonnait comme un outrage. A les entendre, il pouvait sembler que la lutte de classes se déroulait moins entre bourgeois et prolétaires qu'entre intellectuels et salariés. L'intellectuel était à leurs yeux un personnage dangereux, un parasite social, un idéaliste échappant aux contingences matérielles, donc imprévisible et versatile, un individu soupçonné de se servir de ses connaissances plus étendues pour s'assujettir les travailleurs sans défense ou les « rouler ».

Méfiance en partie justifiée, certes, par les renégats du socialisme, d'une part, et, surtout, par les prétentions dictatoriales des idéologues

moscoutaires, dont ces syndicalistes venaient de faire la cuisante expérience et à la fêrule desquels ils venaient seulement d'échapper. Mais pour le novice que j'étais, elle était cruelle, cette méfiance. J'étais sans cesse sur mes gardes, je croyais avoir toujours à me faire pardonner l'appartenance à la caste réprouvée des intellectuels, en même temps que mes origines sociales.

Et, surtout, je vivais dans une terreur panique que, par un malencontreux hasard, à l'étalage d'un libraire ou dans une boîte des quais, mes nouveaux camarades ne tombent sur les poèmes ou romans que j'avais commis avant mon adhésion au socialisme. Cette crainte n'était pas d'ordre politique : je n'avais rien écrit dans ma jeunesse dont j'eusse à rougir sur ce plan-là. Elle était d'ordre humain. J'appréhendais un jugement méprisant ou ironique. Mes livres de jeunesse étaient imbibés de sensualité et aussi d'un sentimentalisme petit-bourgeois. Des révolutionnaires eussent pu s'en choquer ou, pour le moins, en condamner la futilité. Un jour, Chambelland vint à discourir sur l'œuvre de Marcel Proust. Il n'y avait décelé que snobisme, coupage de cheveux en quatre, hérésie sexuelle. Je l'écoutais, muet, oppressé, et mon appréhension d'être découvert et démasqué par un homme à l'estime et à l'amitié duquel je tenais tant devint de la panique.

Par une sorte d'autodéfense inconsciente, j'aimais, dans mes articles du *Cri du peuple*, foncer à bras raccourcis sur des bourgeois appartenant à mon milieu d'origine. C'est ainsi que je soulignais les « partis pris aveugles » de Daniel Halévy quelques mois à peine après avoir été introduit par lui auprès de Monatte et que, dans mes dénonciations de la pourriture bourgeoise, je ne ratais ni le magnat Ernest Mercier, maître à penser d'amis de ma famille, ni son gendre, le dandy Wilfrid Baumgartner, qui avait été mon condisciple à l'Ecole des sciences politiques, ni Paul-Louis Weiller, affairiste à scandales, mon parent éloigné. En rompant ainsi les dernières amarres avec la classe désertée, je tentais de me dédouaner.

Par Monatte, j'avais également été accepté à la *Révolution prolétarienne*, organe mensuel de la Ligue syndicaliste. Fondée en 1925, elle avait pris la suite de la remarquable *Vie ouvrière* que le vétéran avait animée de 1909 à 1924. La Ligue groupait des syndicalistes révolutionnaires de toutes affiliations (confédérés, unitaires, autonomes), rassemblés sur une plateforme commune de lutte de classes et d'indépendance du syndicalisme, selon la fameuse Charte d'Amiens. La *R. P.*, comme nous l'appelions en abrégé, publiait de grandes études sur les sujets les plus divers. Son noyau était plus restreint, plus instruit que le cercle du *Cri du peuple*. Sa figure de proue était, à part Monatte, qui y tenait régulièrement un savoureux Carnet du Sauvage, le truculent et multiforme Robert Louzon, quinquagénaire à la barbe et au crâne de prophète révolutionnaire, polémiste virulent, anticolonialiste de la première heure, économiste parfaitement documenté et parfois paradoxal, retranché, comme un stylite, dans son ermitage de Super-Cannes, à l'écart de Paris et de

ses vanités temporelles. Sous sa coupe, un jeune médecin de la marine marchande, qui naviguait fréquemment sous les tropiques et signait du pseudonyme J. Péra³, pourvoyait la revue en études magistrales et prophétiques sur l'aurore des mouvements de décolonisation.

Le noyau avait sa table d'hôte et il avait sa librairie. La première était tenue, rue du Vertbois, ruelle sombre des alentours de la République, par une vieille femme du peuple, que nous appelions la « mère » Caviolle. La pièce était si étroite que la longue table l'encombrait presque entièrement, au point qu'il était malaisé de gagner son siège. La pitance n'était pas mesurée et la bonne humeur générale en facilitait l'absorption. Les provinciaux de passage à Paris ne manquaient pas de prendre place parmi nous et corsaient l'ambiance. Grâce à la mère Caviolle, le noyau prenait des allures de famille. J'y retrouvais le substitut de ce que j'avais perdu en rompant avec mon milieu.

Quant à la Librairie du Travail, elle était gérée, rue de Sambre-et-Meuse, non loin du canal Saint-Martin, par Marcel Hasfeld. Ses racines plongeaient dans un passé déjà lointain, celui de Zimmerwald et de la lutte contre la première guerre. Elle avait publié Trotsky, Rosa Luxemburg, Nguyen-Aï-Quốc (le futur Ho-Chi-Minh)⁴, le poète Marcel Martinet, et beaucoup d'autres. Hasfeld souffrait de neurasthénie ; sa conversation n'était qu'une longue plainte. Il se débattait dans d'inextricables difficultés financières et se lamentait, non sans quelque raison, de l'indifférence, à l'égard de son effort, de trop de militants. Mais son catalogue, ses rayons étaient pour les apprentis en révolution une mine inépuisable.

Quelques désaccords

Entre les syndicalistes groupés autour de Monatte et le jeune journaliste qui, au printemps de 1930, faisait ses débuts tant au *Cri du peuple* qu'à la *Révolution prolétarienne*, les désaccords furent relativement peu nombreux (ils ne devaient s'aggraver qu'à la fin de 1931, au moment de la dislocation du *Cri*). Ils portaient essentiellement sur la Russie soviétique. La haine passionnelle que lui vouaient ces anciens communistes déçus dans leur ferveur révolutionnaire m'inquiétait et m'indisposait. A mes yeux, elle était excessive, unilatérale et manquait de sens dialectique. Trotsky, qu'on ne pouvait certes pas accuser d'indulgence envers Staline, ne soulignait-il pas, lui, certains traits progressifs de la société soviétique ?

3. De son véritable nom, le Dr Louis Bercher.

4. Le livre de NGUYEN-AÏ-QUỐC avait pour titre *Le Procès de la colonisation française*, 1924.

Les observations exactes, mais à courte vue, d'Yvon, qui avait travaillé comme ouvrier en U.R.S.S., les fureurs du libertaire Nicolas Lazarévitch qui, pourtant, avait combien raison (je devais le comprendre plus tard) de rendre justice à Makhno et de dénoncer la répression de Cronstadt, les rancunes de Miasnikov (énorme moustache, aspect de moujik mal dégrossi), exécuteur d'un grand-duc et exilé de Russie pour son organisation de « groupes ouvriers » clandestins au sein du Parti bolchevik, plus tard la campagne en faveur de Victor-Serge que Staline ne laissait pas sortir de l'étouffoir soviétique, me causaient un malaise. Dans mes articles, je glissais, de temps à autre, une note discordante. Tantôt je citais chaleureusement une conférence de Vandervelde, où le n° 1 du réformisme belge rendait « un éclatant hommage à l'immense effort accompli en U.R.S.S. », ou bien je contestais le droit de critique de « ceux d'entre nous qui observent sans indulgence l'effort de nos camarades russes ». En particulier, le livre de Paul Marion, renégat de la Révolution, futur théoricien fasciste, m'avait inspiré un article véhément : le *Cri du peuple* ne l'inséra point. Monatte ne cessait de me guetter soupçonneusement.

Sur un autre point, nos violons ne s'accordaient pas toujours. J'étais obsédé, le mot n'est pas trop fort, par la menace d'une nouvelle guerre. Je voyais poindre à l'horizon des catastrophes auprès desquelles la guerre de 1914-1918 apparaîtrait comme un jeu d'enfants. Les syndicalistes du *Cri du peuple* étaient beaucoup moins alarmistes. Les communistes de stricte obéissance avaient tant de fois crié au loup, organisé tant de journées de lutte contre la guerre que leurs adversaires de tendances étaient devenus sceptiques quant à la réalité du danger. Les mots d'ordre apocalyptiques de la « troisième période » n'emportaient pas leur conviction et, bien plutôt, les faisaient sourire. Mieux : ils n'en étaient pas dupes. Ils avaient flairé, en effet, que les dirigeants du Kremlin, eux aussi, en dépit de leur démagogie ultra-gauchiste, avaient, confidentiellement, misé sur la stabilisation temporaire du monde capitaliste, sur une coexistence pacifique plus ou moins longue entre impérialismes rivaux, à l'abri desquels on allait pouvoir construire « le socialisme dans un seul pays ».

Mes amis me laissaient, dans une colonne, amener contre la guerre, fatale sinon imminente, mais dans une colonne voisine ils soutenaient, en douce, la thèse contraire. Chambelland lança un jour, non sans imprudence, des chiffres. Il voyait venir une période de paix qui pouvait durer dix, vingt, trente ans. Vassart, leader de la majorité de la C.G.T.U., avec une insigne mauvaise foi, majora aussitôt ce calcul et, de surplus, transforma le mot paix en paix sociale. Désormais, dans *L'Humanité*, on ne parla plus que du « Chambelland des quarante ans de paix sociale »⁵. Mes amis

5. Cf. A. VASSART, *Le Mensonge des 40 ans de paix sociale*, discours prononcé au V^e Congrès de la C.G.T.U., septembre 1929.

syndicalistes et moi-même avions également tort : la guerre était en marche, mais l'échéance un peu plus lointaine que je ne le redoutais en 1930.

Au Syndicat des correcteurs

Il fallait songer à la « matérielle », que le *Cri du peuple*, éternel mendiant, eût été bien en peine d'assurer. Mon train de vie était des plus réduits. Mais il y avait tout de même à payer chaque semaine une petite chambre à Belleville et les peu dispendieux festins de la mère Caviolle. Aussi Monatte et Chambelland m'entrouvrirent-ils les portes du Syndicat des correcteurs. C'était, c'est toujours, un syndicat peu ordinaire, une corporation aussi fermée que celles du moyen âge. Le « Sésame ouvre-toi » n'était pas prononcé pour tous. Le postulant ne devenait membre qu'après un long purgatoire qui avait nom : permanence des chômeurs. Dans un petit local inconfortable des environs des Halles, il lui fallait, chaque soir, vers les six heures, poser son fessier sur un banc, dur comme celui d'un poste de police, avec d'autres sans-travail, et attendre que, sur un coup de téléphone, le permanent le propulse, pour un remplacement, vers telle ou telle imprimerie de presse ou de labeur. A force de faire des remplacements d'un, deux ou trois jours, on pouvait, la chance aidant, gagner la confiance d'un chef correcteur et décrocher, un jour, un emploi stable. Le syndicat sanctifiait cette aubaine en ouvrant, enfin, les portes du Paradis.

La raison de ce corporatisme étroit et farouche était la volonté de réserver à un petit nombre d'élus les sinécures d'un métier bien rémunéré et aux heures de travail courtes, métier qui, lorsqu'il était exercé de nuit, permettait de vaquer, le jour, à d'autres occupations. Les élus étaient, pour la plupart, des vétérans du mouvement ouvrier, presque tous des anarchistes ou des syndicalistes révolutionnaires. En dehors de leurs heures de travail, ils étaient journalistes, écrivains, traducteurs, militants, libraires, etc. Dans l'exercice de mon métier, je côtoyai ainsi une collection de personnalités étranges et pittoresques, tels que le bouquiniste Franssen, qui exerçait ainsi deux métiers, le vieux cégétiste d'avant 1914 Georges Yvetot, l'énigmatique et doucereux Victor-Serge, le poète surréaliste Benjamin Péret, etc.

Hélas, le syndicat était divisé en cliques rivales : les Montagus et les Capulets, en l'espèce le clan de Monatte et celui d'Alzir Hella, s'y livraient une guerre fratricide. Mon appartenance aux Montagus me valut la solide inimitié de Capulet-Hella, nain bossu que sa difformité avait rendu dangereusement venimeux. Il me fit la vie très dure et, du moins pendant quelques mois, le syndicat, que j'avais idéalisé dans mes abstraites rêveries, entrevu comme l'alpha et l'oméga de la société future, devint pour moi un enfer : je n'en franchissais plus le seuil qu'avec angoisse.

Fort heureusement, je fus envoyé par la permanence dans une imprimerie ouvrière qui appartenait à l'Union des syndicats unitaires, au fond de l'impasse mal pavée de la rue de la Grange-aux-Belles. Les clients comme les typographes étaient des prolétaires. Nous imprimions les journaux corporatifs de la C.G.T.U., et les responsables des fédérations ou des syndicats venaient sur le marbre et ne dédaignaient pas de bavarder familièrement avec les correcteurs. Je fis ainsi la connaissance de plusieurs syndicalistes communistes, en particulier d'Arrachard, alors rude et juvénile terrassier, et d'Eugène Hénaff qui, en ces temps préhistoriques, n'avait pas encore abandonné les larges pantalons de satin noir et la casquette du cimentier. Il était jeune et costaud, avec une gueule de brute et il me racontait ses émerveillements de titi parisien voyageant pour la première fois en U.R.S.S. et assistant aux ébats nudistes de camarades nymphes.

Mais, bientôt, une nouvelle forme d'angoisse m'envahit. Les journaux que je corrigeais, et qui émanaient pour la plupart de la majorité stalinienne de la C.G.T.U., soutenaient des thèses radicalement opposées à celles des « minos » du *Cri du peuple*. Je n'avais pas trop à craindre d'être repéré, car j'étais un nouveau venu, donc un inconnu, dans le mouvement syndical. Mais, au fur et à mesure que je collaborais davantage à notre petit journal, et que mon nom y était imprimé plus souvent, j'appréhendais d'être un jour traité de brebis galeuse par les « unitaires » de la Grange-aux-Belles. Et cette pensée m'était d'autant plus cruelle qu'il s'agissait d'authentiques ouvriers, dont je prisais le mode de vie et la conviction révolutionnaire. Pendant des années, je ne devais pas cesser de souffrir à la perspective d'être traité en ennemi, en « trotskyste », en « vipère lubrique » par des gars du bâtiment ou des métallos, par des enfants du pavé parisien, par des camarades qu'en désertant ma classe d'origine j'avais voulu rejoindre.

Reporter social

Au *Cri du peuple*, novice soumis et désireux de prouver ma bonne volonté, j'étais prêt à accomplir, sans discuter, toutes les tâches, ou corvées, journalistiques que l'on jugeait bon de me confier. Pourtant j'avais une préférence pour les reportages sociaux, qui me permettaient de me déplacer et de me familiariser avec le monde du travail.

De ces plongées, certes, je ne rapportais pas que des observations encourageantes. En 1930, la classe ouvrière française était comme engourdie. A cette amorphie, il y avait, certes, des causes lointaines : tout d'abord, la lassitude, le besoin de repos et de jouissance des masses populaires au lendemain de 1918 ; puis l'amère-déception provoquée par la dégénérescence des deux partis qui se réclamaient

du marxisme ; et, parallèlement, la prospérité de l'économie française due à la restauration des régions dévastées et aux primes à l'exportation offertes par les successives dévaluations monétaires ; ensuite, l'insignifiance du chômage, grâce, non seulement à cette conjoncture, mais aussi à la destruction par la guerre de tant de vies humaines ; enfin, le lest jeté fort habilement par le patronat pour éviter une révolution : salaires relativement élevés, ça et là des conventions collectives, journée de huit heures et, plus récemment, les assurances sociales, bientôt les allocations familiales.

Mais de tous les facteurs de démoralisation et d'impuissance la division ouvrière était le plus nocif. Au-dessus d'une classe indifférente, et le plus souvent coupés d'elle, des bureaucrates syndicaux ou des politiciens s'acharnaient à retourner contre eux-mêmes les armes qu'ils ne pointaient plus contre la bourgeoisie. Les travailleurs, ayant perdu confiance en leurs institutions propres, les avaient désertées. La classe dirigeante pouvait tout se permettre : elle n'avait devant elle que les « poussières du syndicalisme à 10 % ».

Le résultat de cet abandon : les syndicats n'étaient pas en mesure de remplir leur tâche minimale : défendre le pain quotidien, faire respecter les lois sociales. Journée de huit heures en désuétude, droit syndical violé, tyrannie patronale illimitée, droit de grève cyniquement bafoué par les « jaunes », grèves de la C.G.T.U. sabotées par la centrale syndicale rivale, tel était le tableau d'ensemble. Ses divisions ramenaient le mouvement ouvrier français un demi-siècle en arrière.

C'est au cours d'un trop bref séjour à Brest — où, au retour d'Indochine, je me suis fait embaucher sur un chantier du bâtiment — que j'ai eu une première vision de cette lutte intestine. Je n'avais pas encore franchi le seuil d'une Maison du peuple. Beau titre prometteur, pour qui vient de lire l'ouvrage classique de Pelloutier sur les Bourses du travail, mais cruellement démenti par la réalité. Je tombe d'abord sur le concierge, qui est un « autonome » : il déblatère contre le secrétaire confédéré, peste, avec encore plus d'acrimonie, contre le secrétaire unitaire. Dans le couloir, deux portes se font face : celles des frères ennemis. Ils passent chaque jour devant le portier sans lui adresser la parole. Ils se calfeutrent chacun dans un petit bureau, séparés par une mince cloison, pour y distiller l'un contre l'autre leur venin. Dans cette Maison du peuple, en conséquence, il n'y a plus de peuple. Je la trouve quasi morte. Les travailleurs, ayant perdu confiance en leurs institutions propres, les ont désertées. Dans la salle de réunion, les

6. Manifeste du Comité de propagande pour l'unité syndicale, 28 juin 1931.

bancs sont, le plus souvent, vides. Les livres de la bibliothèque sommeillent, intouchés.

Et, parallèlement, les maîtres du jeu capitaliste perfectionnaient leurs moyens d'intoxication intellectuelle et morale, répandaient à foison leur opium : presse pourrie, radio pourrie, films pourris, sport pourri. La classe ouvrière perdait ce qui lui restait de conscience dans l'abrutissement hebdomadaire d'une salle de cinéma, d'un match de ballon ou d'une partie de pêche. L'instinct de classe, surtout parmi les jeunes générations, s'atrophiait.

N'était-il pas enrageant de constater que, plus le capitalisme accumulait ses contradictions, se débattait dans ce que l'on commençait à appeler crise de structure ou de régime, plus l'échéance objective de la Révolution se rapprochait, moins les travailleurs semblaient prêts pour leurs tâches futures ? Aux heures de découragement, j'en venais à me poser la question : le régime s'écroulerait-il sans autres successeurs que des ilotes ivres ?

Mais il y avait, à côté des ombres, des lumières, et ce que je rapportais de mes premiers reportages sociaux n'était pas que déprimant.

C'est ainsi qu'au début de juillet, je franchis le seuil d'un foyer ouvrier : un modeste logement au fond de l'impasse des Jardiniers, dans le XI^e. Je fus reçu par deux femmes. Elles me contèrent comment leurs maris, Gauthier et Rousselle, avaient été jetés à Fresnes, au droit commun. L'affaire était ancienne : les deux hommes, dirigeants du syndicat unitaire du Bijou, s'étaient rendus chez un patron pour protester contre les heures supplémentaires pléthoriques qu'il imposait à son personnel. Les chômeurs qui les accompagnaient engagèrent une discussion aigre-douce avec les gars au travail, qui se termina, après le départ des deux syndicalistes, par un pugilat et des bris de glace. L'employeur n'en porta pas moins plainte contre les permanents syndicaux qu'un tribunal, interprétant abusivement le code pénal, osa condamner pour « responsabilité morale ». Les deux militants, qui se pourvurent en cassation, étaient demeurés en liberté provisoire. Quatre ans après, ils venaient d'être arrêtés comme des malfaiteurs.

Quelques jours plus tard, en juillet 1930, on m'expédie au cœur de la bataille qu'ont engagée les métallos et les ouvriers du textile du Nord. C'est la première grande grève à laquelle j'assiste. Les assurances sociales venaient d'être introduites en France. Les travailleurs cégétistes en acceptaient le principe, mais réclamaient un rajustement des salaires en compensation de la cotisation ouvrière. Débarqué à Lille, j'eus d'abord un haut-le-cœur : une immense agglomération de bagnes industriels, aux murailles grises, à l'atmo-

sphère empuantie par les cheminées d'usines, sans horizon ni verdure. Mais comment ne pas admirer ces rudes gars des Flandres qui avaient l'habitude de la lutte en rangs serrés, au coude à coude ? Ils n'ignorent pas à quelles puissances redoutables, Comité des Forges, Consortium du Textile, ils s'attaquent. Mais ils ont un moral que n'entament pas les charges de gardes mobiles, fonçant avec une sauvagerie d'hommes ivres sur une foule dans laquelle se trouvent des femmes et des enfants. Cependant, la division les désarme. Les unitaires, démagogiquement, combattent en bloc les assurances sociales, qu'ils traitent de loi d'escroquerie et refusent la cotisation ouvrière. De leur côté, les chefs réformistes repoussent toute unité d'action. Mortelles divisions en face de patrons de combat qui font preuve, eux, de cohésion et de discipline. Elles provoqueront finalement l'échec de la grève. Celle-ci a été, à l'origine, un mouvement spontané des masses, où dominaient les inorganisés. J'y vois un grand signe et je conclus mon reportage en notant que, d'instinct, la masse ouvrière réclame non seulement l'union dans la bataille, mais l'unité syndicale pour l'avenir.

Quelques mois plus tard, en mars 1931 je devais, toujours en tant que reporter social du *Cri du peuple*, retourner dans le Nord et y assister à une nouvelle bataille de classe. La crise mondiale débutait en France, l'industrie consommait moins de houille et les stocks s'accumulaient sur les carreaux des mines. Déjà, avant même ce ralentissement, le chômage avait été provoqué par une rationalisation intensive et aussi par l'introduction accélérée des ouvriers polonais, à qui l'on faisait jouer, les malheureux, le rôle de briseurs de grève. Au regard de la concurrence étrangère, le charbon français était trop cher, mais les trusts houillers n'entendaient pas réduire leurs bénéfices : ils trouvaient plus expédient de rogner sur les salaires des gueules noires.

Dès le 22 mars 1931, je suis à pied d'œuvre, à Lens, où se tient un congrès régional des syndicats de mineurs. Une délégation est envoyée à Paris à la condition expresse qu'elle s'engage à ne rien conclure avec le patronat sans être revenue devant la base. Mais, une fois arrivés dans la capitale, en présence de Jouhaux qui leur lie les mains, les délégués se laissent avoir par le sordide maquignon qu'est le président du Conseil d'alors, Pierre Laval. Et ils rapportent dans le Pas-de-Calais une amputation de salaire de 6 %, présentée comme le résultat « heureux » d'un marchandage.

J'assiste, le dimanche suivant 29 mars, à la séance du congrès régional où les chefs réformistes parviennent à faire avaler à leurs cotisants l'amère pilule. Le syndicalisme minier dans ces régions est entre les mains de potentats redoutables qui cumulent leurs fonctions syndicales avec des mandats parlementaires et municipaux conquis

sous l'étiquette S.F.I.O., sans compter toutes sortes de postes dans des organismes de collaboration de classes. Ils sont aussi intégrés qu'il est possible dans le régime ; la grève est pour eux une aventure où ils n'auraient rien à gagner mais tout à perdre.

Les mineurs, encore mal domptés, commencent par crier leur colère. C'est un beau chahut. Groupés sur l'estrade, les bonzes courbent la tête, sous l'orage. Leur chef de file, Jacques-Alfred Maës⁷, député-maire de Lens, un escogriffe congestionné, essaie de se défendre en un discours interminable, vide, mal assuré, grotesque :

— Oh ! certes je comprends vos réactions ! Une diminution de salaires, ce n'est jamais drôle. J'admets que l'on ronchonne. Si vous ne ronchonniez pas, vous ne seriez pas des hommes. Mais, précisément, parce que vous êtes des hommes, vous devriez maîtriser vos nerfs. D'ailleurs, qu'est-ce que c'est qu'une diminution de salaires ? Les salaires ne sont pas quelque chose d'immuable. Est-ce de notre faute s'il y a crise charbonnière, chômage, si les salaires des mineurs des autres pays ont été pareillement diminués ?

Mais Kléber Legay, gaillard trapu aux traits réguliers, à la voix chaude et sonore, qui représente deux mille mineurs du bassin de Douchy, fait entendre un tout autre langage :

— Nous voulons précisément la bataille pour rappeler à nos camarades anglais, belges et allemands qu'aux coups de force du capitalisme international la solidarité internationale doit être la seule réponse. Pas de baisse des salaires sous le prétexte que les Belges ou les Allemands ont été diminués, mais la lutte, pour donner à nos camarades des autres pays l'exemple de la lutte.

Les applaudissements crépitent. On crie : Vive Legay ! Vive la grève !

Alors, Maës joue le tout pour le tout. Il fonce comme un taureau, les bras croisés en bataille. Il se plante devant l'auditoire, le tance et le fouaille :

— Quoi ! Vous êtes fous, fous ! La grève ? Aujourd'hui, maintenant, demain ? La grève ? Vous avez réfléchi ? Vous allez faire cet affront aux administrateurs de votre syndicat, qui, depuis tant d'années, travaillent pour vous, qui ont tant fait pour l'amélioration de votre sort ? En un instant de démençe, vous allez effacer tout ce passé, vous lancer dans l'aventure ? Vous allez nous bafouer ? (*Fin du crescendo, puis un temps d'arrêt.*) Allez-y, mes amis ! Sur ce chemin, je ne vous suivrai pas, et puissiez-vous ne pas avoir à vous en repentir !

7. Jacques-Alfred Maës, 1875-1941.

Les délégués, retournés, mais tout de même la rage au cœur, votent, à mains levées, l'humiliante motion que leur propose Maës : l'acceptation de la défaite.

Une autre fois, je « descends » à Lyon où se déroule une autre bataille. Les patrons du bâtiment ont lock-outé depuis plusieurs mois leurs ouvriers. Mais ici, contrairement à Lille, la solidarité ouvrière a joué mieux que la discipline patronale : une bonne moitié des chantiers sont restés ouverts. Les six mille gars qui ont pu continuer le travail sont venus en aide aux cinq mille lock-outés. Cependant toutes les puissances capitalistes du Lyonnais se sont ligüées contre les syndicats du Bâtiment : les chambres syndicales patronales des régions limitrophes ont refusé d'embaucher les sans-travail, les banques ont volé au secours des entrepreneurs en reportant leurs échéances. Les syndicats ont alors organisé l'exode des lock-outés, leur procurant du travail en dehors de l'agglomération lyonnaise.

Au moment de mon arrivée, des fissures commencent à s'élargir au sein du bloc patronal ; et les syndicats, voyant se profiler la victoire, passent à la contre-offensive : mises à l'index d'entreprises, grèves, représsailles.

Je fais connaissance avec l'organisation qui galvanise cette lutte : le Cartel du Bâtiment, autonome depuis son retrait de la C.G.T.U. en 1925. Il groupe plus de 12 000 adhérents. A sa tête, un petit homme infatigable, à la faconde méditerranéenne, aux yeux vifs : Eysséris, secondé par un jeune disciple à l'allure énergique, au visage frais et coloré, Lavieille. Le Cartel, en même temps qu'il pratique un syndicalisme révolutionnaire, à la manière de la C.G.T. d'avant 1914, est constructif, à la manière des syndicats anglo-saxons. Il est fier, à juste titre, de sa bibliothèque, de son imprimerie-modèle, de son journal hebdomadaire, de ses cours de dessin, de sa caisse primaire d'assurances sociales, etc.

Deux ans plus tard, le jeune Lavieille, qui avait pourtant les apparences d'une florissante santé, sera fauché par la tuberculose. Ce jeune et beau militant incarnait tout à la fois les valeurs physiques et morales qui m'avaient attiré vers la classe ouvrière. Dans les tristes temps que traversait le mouvement, il perpétuait, en les rajeunissant, les vieilles traditions du syndicalisme d'action directe. Ce n'était pas une quelconque école d'apprentis bureaucrates qui l'avait formé, du genre de celle que le P. C. entretenait à Bobigny. Il n'était pas davantage un fruit vert de la bureaucratie réformiste. Il avait vécu, grandi, appris son métier de responsable sur le chantier. Sa précoce expérience venait de la lutte. De jeunes militants syndicalistes comme lui, on pouvait les compter sur les doigts. La classe ouvrière aurait eu beaucoup à attendre d'un Lavieille.

Me voici maintenant dans les coulisses de l'Opéra, sur invitation des machinistes. Pour qui, naguère, a fréquenté le théâtre de l'autre côté de la rampe et de la barricade, quel changement d'optique ! On joue ce soir-là *Rigoletto*. Je suis accueilli et d'emblée tutoyé par un des délégués du personnel machiniste. D'une corpulence de fort des Halles, en tenue de travail, salopette bleue et ceinture de gymnaste, le camarade Warlet m'entraîne sur l'immense plateau, m'installe dans un coin, entre le pompier de service et le régisseur, tout près de la petite loge où les artistes guettent le moment d'entrer en scène. Le rideau vient de tomber et les applaudissements crépitent, un peu dérisoires quand on les entend d'où je suis. C'est la minute du changement de décor. En quelques instants, celui du « un », attaqué par des bras vigoureux, s'est évanoui. Et, à la cour comme au jardin, les lourds châssis du « deux » sont tirés, assemblés dans une confusion apparente qui est en réalité ordre et méthode. A peine le dernier accessoire est-il mis en place que les trois coups sont frappés : le rideau, en s'effaçant, découvre, au-delà de la rampe et de l'orchestre, les rangées de spectateurs : bourgeois confortables dans leur chemise empesée ou leur conventionnelle robe de soirée. Ils semblent à mille lieues de ce labeur sudo-ripare.

Warlet s'éponge le front et, en attendant son prochain travail d'Hercule, pose sa grosse patte sur mon épaule. Avec humour il me raconte comment la direction vit dans la terreur d'une grève des machinistes :

— Vendredi soir, on donnait *Les Maîtres Chanteurs*... La police était en état d'alerte. Les alentours du théâtre regorgeaient de flics. Il y en avait d'autres, en tenue ou en bourgeois, sur le plateau, dans les couloirs ; la brigade mondaine elle-même était de la fête : bref un véritable état de siège.

Tandis que je prends des notes, les petites danseuses en tutu blanc ont envahi le plateau en vue du ballet qui va clore le spectacle. Warlet et son équipe plantent le féerique décor de *Coppelia*. A quelques mètres, Serge Lifar, alors à l'apogée de sa carrière, encadré par deux praticables, danse avec un style non moins impeccable que le sont sa taille et ses jambes.

Les C.R.S. de 1930

La rédaction du *Cri du peuple* m'a désigné un adversaire à pourfendre : la garde mobile. Gendarmerie spéciale pour grèves, ses effectifs viennent d'être renforcés et elle tisse insidieusement sa toile d'araignée à travers le territoire national. Ses unités sont installées à proximité des principaux centres industriels, mais à une

sage distance, dans de petites villes sans histoire ou des forts isolés, de manière à faire oublier leur présence et aussi à les préserver de la contamination des propagandes dites subversives. En ces temps de crise aiguë du logement, les argousins sont grassement rétribués et logés, avec leurs familles, dans des villas flambant neuf et cosssues.

Le pourquoi de cette nouvelle arme ? Le troupion d'avant-guerre, fils d'ouvrier ou de paysan, lorsque, d'aventure, on l'engageait contre des grévistes, était plus enclin (à part quelques exceptions sanglantes) à fraterniser avec ses frères de classe qu'à ouvrir le feu contre eux. D'avantage encore l'expérience des troubles révolutionnaires d'après-guerre avait incité la classe dirigeante à substituer à l'armée nationale, dans les conflits sociaux, une armée prétorienne inaccessible à la pitié, équipée à la moderne.

De leur côté, les chefs socialistes faisaient chorus : ces bonnes âmes voulaient, à tout prix, écarter du champ de grève les jeunes appelés du contingent. En outre, ces messieurs réclamaient la réduction de la durée du service et les chefs militaires n'étaient disposés à la leur accorder que moyennant une onéreuse contrepartie, trop aisément acceptée : le renforcement de l'armée de métier. C'est ainsi que les citoyens Paul-Boncour et Renaudel, leaders de la droite S.F.I.O., que leur conservatisme un peu trop voyant n'avait pas encore fait éjecter du parti, s'étaient faits les parrains de la garde mobile. Dans chaque numéro du *Cri du peuple*, je les mordais à pleines dents. J'étais devenu le client consciencieux des librairies militaires du boulevard Saint-Germain. Je dévorais manuels et revues. *L'Aide-Mémoire de l'officier aux grèves*, *l'Echo de la gendarmerie* me ravitaillaient en perles journalistiques.

Au-delà de ce facile humour, je tentais d'esquisser une technique de lutte gréviste contre la garde mobile, que je voyais comme une sorte de guérilla, opérée par petits groupes dispersés, tendant à user les mercenaires et à les réduire à une quasi-impuissance. Par contre, mes penchants libertaires me prévenaient contre toute forme de milices ouvrières marchant au pas cadencé, telle que la *Reichsbanner* allemande. Ce genre d'« autodéfense » ne développait-il pas chez les travailleurs le goût de la parade, le penchant militariste ? Il me semblait que des noyaux de grévistes résolus, courageux, doués d'initiative, sauraient mieux se battre qu'une milice ouvrière trop rigide.

Mais, bien au-delà du problème, relativement limité, de la garde mobile, je voyais, menace bien plus grave et d'un plus lointain avenir, les chefs militaites français — parmi lesquels Charles de Gaulle, dont j'ignorais encore le nom — plagier le général allemand von Seeckt, tourner le dos à la nation armée républicaine et opter pour une armée de métier, composée de techniciens, pourvue de blindés, rapide et manœuvrière, instrument de classe idéal entre les mains de la bourgeoisie.

L'Eglise et les ouvriers

Une autre fois, c'est des soutanes que je dois m'occuper. Nous, révolutionnaires, ne pouvons fermer les yeux sur l'intempestive irruption du catholicisme social en milieu prolétarien. Tandis que la classe ouvrière, divisée, est réduite à l'impuissance, l'Eglise redouble d'activité pour la capter dans ses filets. A Rome, Pie XI vient alors de publier une encyclique, baptisée *Quadragesimo anno*. Un homme à la page, ce pape, qui voit loin, sait s'adapter aux circonstances et tente de sauver sa barque du naufrage, pendant qu'il est temps encore. Malgré de sérieuses résistances dans ses propres rangs, au risque de voir sa clientèle habituelle se rebiffer, la hiérarchie se voit contrainte de mettre au premier rang de ses préoccupations la conquête du prolétariat.

Les jeunes catholiques ne sont-ils pas chaque jour plus nombreux qu'une Eglise à la solde des riches écœure, et qui louchent dange-reusement vers le socialisme ? Il est temps de retenir ces brebis sur le point de s'égarer, en jetant du lest, et de canaliser, si possible, le mouvement prolétarien que ne suffisent plus à endormir les vieilles antennes sur l'inviolabilité de la propriété privée, la légitimité du pouvoir civil, la divine inégalité sociale.

On me fait éplucher les plus récentes cogitations catholiques. Me paraît plaisant et encourageant, dans une fastidieuse encyclique, ronronnante et ampoulée, le diagnostic sévère porté par le Saint-Père sur l'ordre social bourgeois. Ne met-il pas les capitalistes en garde contre leur politique de suicide ? Ne se fait-il pas leur censeur impitoyable, leur donnant des leçons, les incitant à des concessions afin d'endiguer, ou de retarder, « l'assaut des forces révolutionnaires » ? Si cet auguste personnage, à son tour, se mêle de pester contre l'ordre social, n'est-ce pas bon signe ?

En particulier, l'auteur de l'Encyclique en veut au fascisme de mal défendre le régime capitaliste. Pour éviter la catastrophe menaçante, pour conquérir et contenir le prolétariat, il se targue d'avoir dans son sac des tours plus astucieux. Il faudra attendre l'effondrement des dictatures après la deuxième guerre mondiale pour que la conservation de l'ordre social bourgeois prenne le visage, plus discret, de la démocratie chrétienne.

La révolte des colonisés

Le secteur journalistique où l'on me laissait carte blanche, c'était celui de la lutte anticolonialiste. Sur cette question brûlante et à l'époque si peu explorée, je pouvais dire exactement tout ce que je voulais et aussi souvent, aussi abondamment que j'en éprouvais le

besoin : je revenais de Syrie et d'Indochine avec une expérience vécue, et l'on me croyait sur parole⁸. Le *Cri du peuple*, au surplus, n'était pas fâché de prouver aux « orthos » que son anti-impérialisme valait bien le leur. Enfin, au noyau de la R.P., Louzon, Péra, Finidori, pionniers de la décolonisation, avaient déjà habitué leurs lecteurs à prendre conscience de ces lointains problèmes.

Pourtant, c'était ailleurs que j'avais porté mon premier papier, *Tempête sur l'Indochine*, sans doute afin de lui assurer une plus large audience que celui des journaux syndicalistes révolutionnaires. J'étais allé frapper, près de la place des Victoires, à la porte de l'hebdomadaire *Monde*, que dirigeait Henri Barbusse.

C'était une feuille volontairement éclectique. L'argent venait de Moscou, mais les intellectuels de gauche y étaient accueillis sans discrimination, dans la mesure où leur nom et leur talent pouvaient élargir la zone d'influence du stalinisme. La rédaction, fort brillante, était, en conséquence, un véritable pot-pourri. On y rencontrait des bourgeois libéraux comme Gaston Bergery, Bertrand de Jouvenel, Philippe Lamour, Emmanuel Berl, Francis Delaisi, etc., des vétérans du socialisme comme Paul Louis ou du Komintern comme l'Italien Tasca (qui signait : A. Rossi), des écrivains révolutionnaires mais non staliniciens comme Magdeleine Paz, Léon Werth, et mon camarade de jeunesse, le critique cinématographique Georges Altman. La rédaction en chef était assurée par un Belge taciturne et sensible, au visage immobile et glabre, Habaru, future victime de la barbarie hitlérienne, et l'administration accaparée par un aventurier, à l'hypocrite rondeur, qui sera tour à tour crypto-stalinien, trotskyste, socialiste de droite et, enfin, vichyssois : Francis Desphelippon. Barbusse, tartuffe décharné, rongé par la tuberculose, ne faisait que de peu fréquentes apparitions.

En conclusion de mon rapport indochinois, j'avertissais que la révolte en était à ses débuts et qu'elle finirait un jour dans un bain de sang. De façon plus générale, j'insistais sur le réveil des peuples asiatiques pour lesquels le besoin d'indépendance était devenu une idée-force, contre laquelle ne pouvaient prévaloir ni les répressions, ni les concessions, ni le simple appât de l'enrichissement. Et je voyais succéder, à bref délai, en Asie, au nationalisme bourgeois rêvant d'une décolonisation à son seul profit, la lutte de classes, le socialisme.

Ainsi mis en selle, j'ouvris dans notre hebdomadaire une chronique régulière d'Indochine, où je dénonçais l'atroce répression qui s'abat-tait alors sur la terre d'Annam. Dans cette campagne, je me montrais sans indulgence pour mes confrères de la presse bourgeoise. A Louis Roubaud, dont les articles du *Petit Parisien* laissaient pourtant, malgré mille précautions, percer la vérité sur le drame indochinois, je reprochais, en termes cinglants, d'avoir rendu visite au gouverneur général Pasquier.

8. Cf. mon livre *Au Service des colonisés*, 1954.

Le séjour parisien du gouverneur me portait, en effet, sur les nerfs. M. Pasquier avait pu impunément atterrir au Bourget, se pavaner à l'Aéro-Club, s'attarder cinq longs mois dans la capitale. N'y tenant plus, je montai un jour l'escalier de l'immeuble de la plaine Monceau où résidait le proconsul. Le hasard me servit. Au moment précis où je parvenais sur le palier, la porte de l'appartement s'ouvrit et le gouverneur, qui s'apprêtait sans doute à sortir, étala sa grande barbe grise. *Assassin, Assassin !* lui criai-je littéralement sous le nez, qui devint blême. A ce vacarme, son épouse accourut, le prit à bras le corps, le repoussa vers l'intérieur, claqua la porte tandis que je dévalais l'escalier, soulagé.

L'indifférence de la masse ouvrière française à l'égard de l'Indochine à feu et à sang me mettait dans un état d'exaspération. Laissons-nous faire ? Faisons-nous notre devoir ? Serez-vous complices ? Etes-vous sourds ? Ces petits Annamites qui meurent sur l'échafaud, si singuliers que puissent vous paraître leurs yeux bridés, l'ambre de leur peau, et leur visage énigmatique, ne voyez-vous pas qu'ils sont les ennemis de vos ennemis ? Tels étaient les thèmes, cent fois répétés, de mes impatientes mais vaines adjurations.

Elles ne devaient d'ailleurs pas demeurer toujours vaines. Un certain nombre d'écrivains, d'intellectuels, de militants se décidèrent à unir leurs efforts contre la répression indochinoise. Le Comité d'amnistie qu'ils formèrent, et dont je devins membre, groupa, autour de Francis Jourdain, son animateur, André Malraux, Andrée Viollis, Magdeleine Paz, Léon Werth, Félicien Challaye, Paul Rivet, Marius Moutet, etc.

Bientôt ce fut la répression au Maroc qui m'inspira de non moins vives imprécations. En mai, le résident général Lucien Saint avait fait signer à un jeune sultan de dix-neuf ans, le futur Mohammed V, un *dahir* (décret) visant à désislamiser les Berbères pour les opposer aux Arabes. Une ardente jeunesse estudiantine avait manifesté bruyamment contre cette tentative de diviser pour régner. On l'avait jetée en prison ou fouettée en public. Au nom du laïcisme, il me fut reproché par certains lecteurs de *Monde* de m'immiscer dans une querelle religieuse. Mais, à travers elle, c'était, de toute évidence, la conscience politique du peuple marocain qui s'éveillait. Le colonisateur, ici encore, se voyait signifier que les temps de la domination sans frein étaient révolus. L'Islam, sans doute, était une institution rétrograde. Mais qui, sinon le colonialisme, laissait volontairement les populations autochtones dans une ignorance et une misère crasses ? Le progrès humain, répondais-je à mes contradicteurs, les colonisés ne pourront y accéder que par eux-mêmes, au moyen de l'autodétermination et de l'indépendance.

Je tenais mes informations de jeunes étudiants marocains de la

Sorbonne avec qui j'avais noué des relations de cordiale amitié : Mohamed El Ouezzani, Ahmed Balafrej, Omar Ben Abdeljalil, El Kholti, etc. Ces fils de grands bourgeois, orgueilleux et de haute civilisation, découvrirent le syndicalisme ouvrier en secourant pécutiairement *Le Cri du peuple* ; en contrepartie, je les aidai à rédiger et à publier une brochure, *Tempête sur le Maroc*, qui parut sous le pseudonyme « Mouslim Barbari » (« Berbère musulman »). Ce fut l'acte de naissance du mouvement national au Maroc, l'embryon de ce qui devait devenir le Comité d'action marocaine, plus tard l'Istiqlal.

De mai à novembre 1931, tous les badauds de la capitale et des provinces se ruent à l'Exposition coloniale qui s'est ouverte sous les ombrages du parc de Vincennes. C'est le sénile maréchal Lyautey, épave irrécupérable depuis sa disgrâce marocaine, que l'on a mis à la tête de cette foire. On a poussé le luxe jusqu'à reconstituer en carton-pâte le plus célèbre des temples d'Angkor. Irai-je ? N'irai-je pas ? Je suis pris entre la curiosité et le dégoût. J'y vais tout de même, car on m'assure (j'ai d'abord peine à le croire) que la C.G.T. y a son stand. Mais où est-ce donc ? A plusieurs reprises, les bâtons blancs du service d'ordre me fourvoient. Enfin, un jardinier, occupé à arroser les plates-bandes, me met sur le droit chemin :

— Le stand de la C.G.T. ? Ce doit être au palais de la Métropole.

Il a raison, cet homme. Ne sommes-nous pas des syndiqués à peau blanche ? C'est bien là que doit se trouver notre stand.

Je me laisse entraîner par une foule qui s'engouffre à travers une imposante muraille nue, couleur crème. Hall immense. Nous sommes en plein sanctuaire capitaliste. Se détachent en lettres bleues sur fond gris, les grands noms de France : Citroën, Fives-Lille, Longwy, Marine et Homécourt, Schneider, de Wendel. Au fond, reléguées dans une modeste petite salle, qui ressemble à une chapelle, flamboient les initiales C.G.T.. Cette fois, j'y suis. Sur une vaste fresque, une femme de bleu vêtue, coiffée à la Récamier, appariée à un viril gaillard brandissant un drapeau, dont les plis rouges sont, en grande partie, cachés par sa stature. En lettres d'or, je déchiffre cette litanie :

ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
DÉSARMEMENT
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
LUTTE CONTRE L'IGNORANCE ET L'ALCOOLISME
ACTION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
PAIX MONDIALE

C'est beau, et rassurant, comme un discours de Léon Jouhaux.

J'étais, au *Cri*, un journaliste prolix et multiforme, à la plume trop facile et rapide, abondant, sous forme soit d'articles, soit d'échos, les sujets les plus variés, tantôt sous ma signature, tantôt sous le pseudonyme de Lucien Mino (que Chambelland et moi utilisions tour à tour) ou sous un autre, tantôt sous le voile de l'anonymat. Il y eut des numéros où, Chambelland étant absorbé par d'autres tâches ou absent de Paris, j'avais à boucher tant de trous dans les colonnes du journal que ce dernier était, pour une large part, le produit de mon envahissante plume.

Mais cette intense activité rédactionnelle avait un revers : j'étais plus journaliste que militant. Tandis que j'instruisais ou amusais la galerie, les autres étaient intégrés dans le mouvement, et ce qu'ils écrivaient était en liaison directe avec leur action. Je me sentais un parasite, et j'en souffrais.

Pour l'unité syndicale

Pourtant, à la fin de 1930, l'occasion me fut donnée, pour la première fois, de participer, bien que dans les coulisses, à un combat : la campagne du Comité dit des 22 en faveur de l'unité syndicale.

Des syndicalistes révolutionnaires de toutes provenances venaient de prendre conscience, avec un certain retard, des deux données formidables qui pesaient sur notre destin : d'une part, la crise mondiale ; d'autre part, la menace de guerre et de fascisme⁹. L'impuissance et la division de la classe ouvrière face à ces périls étaient si patentes, si dramatiques qu'ils sentirent la nécessité d'une initiative audacieuse, d'un langage nouveau.

La campagne des 22 pour l'unité syndicale s'ouvrit par une nette et claire formulation des périls en question : il était pressant de rallier les forces ouvrières pour empêcher la bourgeoisie de rejeter sur le prolétariat les frais de la crise et de défendre par des moyens d'exception le dernier stade de son existence ; il était temps de s'unir devant le double péril de la guerre et de la dictature. Cette prise de conscience retentissante des fléaux de la décennie qui s'ouvrait, par-delà l'objectif relativement limité et spécialisé d'une campagne syndicaliste, fut peut-être l'apport historique le plus positif du Comité de propagande mort-né.

Je n'avais pas, à l'origine, été mis dans la confidence, mais au petit bureau du *Cri du peuple*, j'avais flairé que quelque chose se tramait : visages soudain fermés et méditatifs, conciliabules secrets.

9. Voir plus loin, p. 54.

Chambelland, entre autres, guidé par l'invisible Pierre Monatte, un timide, un modeste qui n'affrontait guère les feux de la rampe, avait de fréquents apartés avec un jeune militant des Contributions indirectes, animateur de la Fédération autonome des fonctionnaires, Robert Laplagne. Un jour, à la dérobée, il se rendit dans le Nord, à Denain. Il en revint, dissimulant mal sa joie : il avait réussi à gagner à ses projets un syndicaliste de très gros calibre, Georges Dumoulin.

Dumoulin était un personnage pittoresque, haut en couleurs, insaisissable, déconcertant, débordant de flux vital et, par certains côtés, génial. Quand je fus reçu chez lui à Denain, en 1931, il habitait avec sa femme une petite maison très modeste de coron minier et sa vie était celle, non d'un politicien ou d'un excentrique, mais d'un militant ouvrier. Pourtant, au physique comme au moral, il faisait penser à Don Quichotte. Toujours théâtral avec son chapeau noir à larges bords, sa moustache batailleuse complétée par une mouche sombre, son geste large, son langage mordant et chaleureux, il tenait de l'histriion et du tribun. Doué pour les rôles de tout premier plan, il n'était pourtant à l'aise que dans son milieu d'origine, parmi les mineurs du Nord.

Il avait derrière lui une longue et étonnante aventure. Fils du peuple et fils de ses œuvres, enfant de famille nombreuse ouvrière, il avait été, dès l'âge de huit ans, à la rude école du travail prématuré et de la faim. A seize ans, il faisait ses débuts à la mine. Son action militante l'ayant à plusieurs reprises obligé à abandonner le pic, il avait entrepris un tour de France de vagabond prolétarien, peiné à Paris comme terrassier, écopé de longues peines de prison pour ses activités syndicalistes révolutionnaires. Et, en même temps, ce diable d'homme s'était donné lui-même, tout seul, une vaste instruction. Il tenait la plume mieux encore que la pelle. Ce fut avec lui que Pierre Monatte, avec qui il formait un vivant contraste, fonda *La Vie ouvrière*. Pendant la Grande Guerre, il refusa comme Monatte le social-patriotisme, tonna contre les militants ouvriers qui trouvaient à la boucherie des vertus et lança le cri fameux : « *Cette guerre n'est pas notre guerre.* »

Après les hostilités, ce militant aussi versatile que courageux, cette imprévisible force de la nature, avait fléchi. Don Quichotte avait fait place à Sancho Pança. Il s'était rallié à Jouhaux, et avait pris sa part de responsabilité dans la scission syndicale de 1921. Écarté de la direction confédérale deux ans plus tard par un « général » ingrat (c'est ainsi qu'on appelait Jouhaux dans le milieu syndical), il avait reçu comme fiche de consolation un beau fromage à Genève, où la C.G.T. se donnait du bon temps dans les institutions internationales. Mais il n'avait pas hésité, un jour, à abandonner les rives enchanteresses du Léman pour un poste à la mairie socialiste de Denain, dans le Nord. Car ce syndicaliste pur avait, aussi, versé dans le socialisme politique, où, d'ailleurs, il se sentait fort mal à l'aise, ce qui, un jour, lui avait inspiré l'idée

d'un parti travailliste à l'anglaise ou à la belge, lubie à laquelle il avait dû vite renoncer.

Depuis peu de temps, en ce personnage double, Don Quichotte reprenait le dessus sur Sancho Pança. Contre la rationalisation, la collaboration de classes, la guerre, l'ancien secrétaire adjoint de la C.G.T. retrouvait son brio syndicaliste révolutionnaire d'antan. Il devenait à nouveau possible aux amis de Monatte de faire un bout de chemin avec lui. Dumoulin, de son côté, aspirait à sortir de sa solitude. Il était la bête noire tout à la fois des syndicalistes communistes et des bonzes réformistes, tandis que les socialistes parlementaires le tenaient en suspicion. D'une façon générale, il était abhorré par tous les médiocres qu'une forte personnalité apeure et rend jaloux. Plus vulnérable que quiconque, il se considérait lui-même, non sans raison, comme une cible vivante. Dans le Comité des 22, il pouvait tout aussi bien être la « caution tarée » qui conduirait à l'échec, ou la vedette qui, par son prestige, la publicité faite autour de son nom, serait le porte-étendard triomphal du mouvement. En fait, il fut l'un et l'autre.

Ainsi donc, un dimanche de novembre 1930, le 9 pour être exact, vingt-deux militants se réunissent sans tapage dans un petit restaurant de la rue de Maubeuge. Leur dosage a été bien calculé. Ils sont sept confédérés, sept autonomes, huit unitaires. Parmi les confédérés, les hôtes de marque, à part Monatte et Dumoulin, sont Marthe Pichorel, une femme de tête qui joue un rôle à la direction du puissant Syndicat national des instituteurs, et le maladif Digat, militant écouté des postiers. Les autonomes sont presque tous des responsables de la Fédération autonome des fonctionnaires, militants des Contributions indirectes ou des Douaniers, réunis autour du farouche Piquemal et du plus débonnaire Laplagne. Les unitaires sont les principaux chefs de file de la minorité syndicaliste de la C.G.T.U.

Les fondateurs du Comité de propagande pour l'unité syndicale se mettent d'accord sur les termes d'une déclaration. C'en est assez. Après dix ans de duel fratricide, il faut faire effort pour mettre fin à la division des forces ouvrières. Les bases sur lesquelles l'unité doit être reconstruite ne peuvent être que la Charte d'Amiens : pratique de la lutte des classes, indépendance du syndicalisme, en dehors de toute ingérence des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements. Les signataires sont convaincus — et ils n'ont pas tort — que l'idée qu'ils émettent rejoint la pensée intime et les désirs profonds des travailleurs français. Commentant l'événement dans le numéro suivant du *Cri du peuple*, Chambelland écrira, sans tomber dans l'hyperbole : « Ce n'est pas un lumignon qui s'est allumé dimanche, mais une grande flamme. »

La déclaration du 9 novembre était d'importance, en effet, car ce qui était en jeu, c'était l'unité ouvrière tout court. Il était moins malaisé de rassembler d'abord les travailleurs sur le plan corporatif

et économique, et l'unité syndicale, si elle était reconstruite, hâterait peut-être l'heure de l'unité politique ; en outre, face à un patronat de combat et à de multiples périls, il était plus urgent de réconcilier d'abord les travailleurs sur le lieu même du travail ; enfin, les effectifs ouvriers sur lesquels porterait l'unité syndicale étaient, malgré l'état squelettique des syndicats, beaucoup plus nombreux que tous les salariés communistes et socialistes réunis, et l'unité, comme devait le confirmer, bien plus tard, la réunification de 1935-1936, attirerait irrésistiblement vers le syndicalisme des millions de travailleurs. C'est pourquoi la reconstruction de l'unité syndicale était, en soi, un acte révolutionnaire, une première victoire que le prolétariat remporterait sur lui-même et qui serait le prélude d'autres victoires.

La référence à la poussiéreuse Charte d'Amiens pouvait, certes, apparaître comme un retour en arrière. Beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts depuis qu'en 1906 le syndicalisme français tout entier s'était raidi contre la perspective d'une subordination au socialisme guesdiste, à la fois autoritaire et électoraliste. Pour Georges Dumoulin, il n'était pas question de s'ensevelir dans ce texte sacré comme dans un sépulcre millénaire. Il faudrait bien un jour, une fois l'unité rétablie, lui ajouter quelques compléments définissant plus nettement la position vis-à-vis de l'Etat et de l'action politique d'un syndicalisme qui avait marché avec son temps et qui, au surplus, comptait maintenant dans son sein nombre de salariés de l'Etat.

Mais, tenait à préciser (sinon à corriger) Monatte, la Charte n'avait pas tellement vieilli : elle conservait le mérite de séparer le syndicalisme de la bourgeoisie, de l'Etat, et aussi des partis politiques au recrutement hétéroclite ou aux prétentions dirigeantes. L'indépendance du syndicalisme, contrairement à ce qu'insinuaient ses adversaires, n'était nullement une position de neutralité ou de repli dans la lutte contre l'Etat de classe, instrument de domination de l'adversaire capitaliste. Bien au contraire. Dans un manifeste aux travailleurs lancé, au cours d'une deuxième réunion, le 11 janvier 1931, les 22 prirent soin de dissiper tout malentendu à ce sujet : ils ne nourrissaient aucune hostilité à l'égard des partis et groupements qui, sur leur terrain propre, poursuivaient également, par des voies convergentes, la disparition du capitalisme. Ce dont se souciait la vieille Charte, c'était seulement l'autonomie organique du mouvement syndical, sans lequel celui-ci ne pouvait refaire ni préserver son unité : en prenant sa carte syndicale, le salarié devait avoir la certitude qu'il ne serait pas violenté dans ses convictions politiques ou philosophiques.

La déclaration des 22 eut l'effet d'un pavé dans la mare. Elle prit à l'improviste les prébendés. Les bureaucraties syndicales, sectairement ou plantureusement installées dans la scission, firent

flèche de tout bois. Les communistes de la C.G.T.U. ripostèrent dans le langage dont ils avaient coutume d'user contre leurs minoritaires. Les 22 étaient des scissionnistes, des renégats, des traîtres qui méditaient de débaucher les ouvriers révolutionnaires pour les entraîner dans la C.G.T. réformiste. « Offensive de la bourgeoisie contre la C.G.T.U. », titra *L'Humanité* ; « C.G.T. unique, C.G.T. de trahison », tonna le secrétaire confédéral Monmousseau ; et Claveri, encore plus mal embouché, lança : « Merde pour l'unité ! » Du côté confédéré, les attaques furent, bien entendu, moins vulgaires, mais perfides : les 22 cherchaient à fonder une troisième C.G.T. ; ils étaient manœuvrés contre la Confédération par la gauche socialiste ; ils formaient un comité « hétéroclite » voué à une rapide dissolution ; ils n'avaient qu'un but : désorganiser les forces ouvrières.

La grande voix lointaine de Trotsky rejoignit ce concert d'imprécations : homme de parti, il avait toujours eu quelque peine à bien comprendre le syndicalisme et l'occasion était pour lui trop belle de prêter aux 22 les intentions manœuvrières et sectaires qui n'étaient que trop familières à l'opposition communiste. Pour lui, aucun doute : Monatte avait franchi le Rubicon¹⁰. Il s'était rallié à Georges Dumoulin, l'un des ennemis les plus nuisibles de la révolution prolétarienne. Il ne visait pas seulement à rétablir formellement l'unité syndicale. Non, ce qu'il voulait créer, c'était une fraction politique, une secte, afin d'y rassembler les fatigués, les désabusés, tous ceux qui avaient perdu la foi en la Révolution. Les « courtiers de l'unité » n'étaient en réalité que des anticommunistes, des agents camouflés de Jouhaux.

Sur le moment, les articles de Trotsky m'estomaquèrent. Pourtant la suite des événements devait prouver qu'en dépit de ses systématisations tendancieuses, l'exilé n'avait pas entièrement tort. Il se trompait, assurément, lorsqu'il sous-estimait la portée révolutionnaire de ce qu'il appelait le « mot d'ordre formel » de l'unité et lorsqu'il prêtait à Monatte des intentions politiciennes, si éloignées de sa véritable nature. Mais cet extra-lucide ne manquait pas de clairvoyance lorsqu'il discernait chez les initiateurs du Comité des 22 des signes de désillusion et de lassitude qui, en fin de compte, après l'échec de la campagne pour l'unité, devait les faire choir dans les bras de Jouhaux.

10. TROTSKY, « Monatte a franchi le Rubicon », 5 décembre 1930, in TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France (1929-1939)*, publié par Pierre Broué, 1967, p. 363-368.

Cette attaque faisait suite à deux articles des 14 et 21 octobre 1929 où Trotsky, déjà, avait pourfendu, à la fois, les « fétiches » de l'unité syndicale et de l'indépendance du syndicalisme (TROTSKY, *On the Trade Unions*, New York, 1969, p. 15 ; Broué, *op. cit.*, p. 355).

Vie et mort des 22

Le Comité des 22 avait pris un bon départ, son appel rencontré un large écho, dépassant même les prévisions. L'idée de l'unité était, à coup sûr, dans l'air. Elle correspondait à un besoin profond des masses. Dans les secteurs les plus variés du mouvement syndical, elle avait secoué les torpeurs, réveillé des énergies, elle avait rendu la volonté de lutte à des militants disséminés, atomisés et plus ou moins isolés. L'éventail assez large des 22 avait permis d'atteindre, d'ébranler, souvent de convaincre, des syndicalistes appartenant à des courants d'opinion très divers.

Mais, par manque de moyens financiers et aussi par la faute de certaines dissensions internes, le fer n'avait pas été battu pendant qu'il était chaud. De notre petit bureau, nous avions fait une prospection intense et méthodique à travers toute la France, suivie d'envoi de matériel et de journaux. Mais ce n'était pas assez. Le manifeste du 11 janvier 1931 avait été largement diffusé sous forme de tract, mais avec retard. Des tournées de propagande n'avaient pas été organisées de façon systématique. On s'était contenté de quelques meetings tenus, çà et là, au petit bonheur, où des ténors, comme Dumoulin ou Rambaud, des cheminots, avaient donné de la voix. Ils ignoraient, ces tribuns ouvriers, les boniments à l'usage des électeurs. Ils ne coupaient pas les cheveux en quatre et ne se perdaient pas dans des effets de creuse rhétorique, empruntés aux désuètes humanités classiques. Leur vigueur physique égalait leur vigueur morale. Ils ne rusaient pas avec les problèmes. Ils les abordaient de front. Le tarabiscotage leur était étranger. Ce qu'ils avaient à dire, ils le disaient tout net et tout haut. Leur message n'était pas gratuit, artificiel, mais marqué du signe solide de la nécessité. Ils avaient les pieds sur la terre.

Ces grands orateurs, les 22 ne surent pas en tirer pleinement parti. Au surplus, il leur manqua un organe au moins hebdomadaire. *Le Cri du peuple* aurait pu et voulu l'être. Mais ce vœu ne fut pas exaucé. Le journal ouvrit, avec la caution de Dumoulin et de Monatte, une Tribune de l'Unité où parurent de brillants articles, de Dumoulin, entre autres, et même de Piquemal. On ajouta un beau jour à sa manchette : Organe de l'unité syndicale. Mais il ne se transforma point en organe officiel du Comité. Pourquoi ?

Le tiers autonome du Comité était en coquetterie avec le Parti communiste. Il accusa notre équipe de vouloir renflouer son journal déficitaire en tirant profit du courant pour l'unité. Il tira prétexte des polémiques (parfois mesquines et lassantes, il est vrai) qu'entretenait chaque semaine dans le journal la minorité syndicaliste de la C.G.T.U. contre sa direction stalinienne. Quand Monatte, après coup, reprocha au Comité de ne pas s'être mieux servi du *Cri du peuple*, qui avait été son berceau, cette critique manquait d'équité : les plus enragés des « minos », tel Henri Boville, des boulangers,

bagarreur à la plume mordante, rédacteur ordinaire de notre éditorial, avaient, en « bouffant du coco » chaque semaine, hypothéqué *Le Cri*.

C'étaient aussi les réticences des fonctionnaires autonomes qui avaient empêché Dumoulin de prendre à travers la France le bâton de pèlerin, rôle qui lui eût convenu à merveille. Cette aile gauche crypto-communiste, comme on dirait aujourd'hui, nous mit des bâtons dans les roues. Piquemal, avec sa moustache de combat, son allure de vieux militaire obstiné, déclara tout net que lui et ses amis ne resteraient pas un seconde de plus au Comité des 22 s'il devait « s'orienter contre l'U.R.S.S. ». Et il multiplia sur Moscou, sur le front unique, des déclarations à l'emporte-pièce qui incommodèrent les plus timides parmi le tiers confédéré, du genre de Digat. A travers les autonomes, la pression stalinienne s'exerça au point de provoquer, finalement, la démission d'un des 22, l'ingénieur Roger Francq. Toutefois, celui-ci n'entraîna personne dans sa retraite et ne réussit pas davantage, à la conférence du 28 juin 1931, à provoquer la démission collective du Comité, qu'il réclamait sur un ton d'ultimatum.

Du côté de l'aile droite, les manœuvres, les sollicitations n'allaient pas moins bon train. Dumoulin était lié à la gauche socialiste de Jean Zyromski et de Marceau Pivert. Grâce à elle, notre manifeste, malgré de vives résistances au conseil d'administration de la feuille, avait été publié intégralement dans *Le Populaire*. Comme ni *L'Humanité*, ni le quotidien de la C.G.T., *Le Peuple*, n'avaient eu la loyauté de reproduire un texte qu'ils couvraient régulièrement d'injures, la publicité du quotidien de la S.F.I.O. avait été fort utile aux 22. Mais Dumoulin avait cru devoir répondre aux commentaires assez bienveillants de Léon Blum en lui offrant ce que Monatte appelait « un bouquet de fleurs un peu trop gros ». Et ces flatteries en direction des socialistes avaient déplu aux syndicalistes de gauche.

Cependant l'élément de dislocation le plus grave résidait dans une équivoque née dès le départ. Le premier appel, celui de novembre 1930, avait été muet quant à la procédure permettant d'aboutir à l'unité. Le premier mouvement de Dumoulin avait été d'inciter les minoritaires de la C.G.T.U. à rentrer purement et simplement dans la C.G.T. Mais les syndicalistes révolutionnaires ne voulurent pas aller à Canossa. L'absorption par la C.G.T., c'était à leurs yeux, comme disait Monatte, le passage par un « tourniquet doublé d'une bonne barrière » : des conditions seraient posées devant lesquelles il faudrait s'agenouiller.

Il y avait, au fond, parmi les 22, deux sortes de partisans de l'unité : ceux qui étaient disposés à rentrer à la C.G.T. si toutefois leur retour au bercail n'était pas assorti d'exigences trop sévères ; ceux qui, au contraire, demandaient un congrès de fusion des centrales syndicales réunifiées. Au lecteur non averti, la différence entre les deux termes de l'alternative peut paraître byzantine : elle avait pourtant une signification concrète. La rentrée dans la C.G.T.,

même sous sa forme la plus enjolivée, risquait de ressembler à une capitulation devant le réformisme. Elle ne serait jamais acceptée par l'aile gauche des 22. Par contre, la formule du congrès national de fusion sauvegardait la dignité de chacun et elle était la plus démocratique. En outre, elle était la seule qui eût permis de mettre au pied du mur les communistes de la C.G.T.U., soit en les obligeant finalement à s'y rallier, soit en démasquant ces unitaires comme antiunitaires. C'était la procédure de congrès de fusion qui avait été finalement retenue par les 22. Mais les partisans du drapeau blanc hissé devant Jouhaux n'avaient pas réellement désarmé : le ver était dans le fruit.

Le congrès de la C.G.T. s'ouvre au gymnase Japy, le 15 septembre 1931. En lever de rideau, la résolution du Comité des 22, réclamant un congrès de fusion, n'est votée que par une infime minorité de syndicats (132 sur 2 539). C'est pour les partisans de l'unité syndicale une sévère défaite. Mais les interventions de leurs porte-parole, qui ont pour eux l'autorité des faits, celle notamment de Dumoulin qui prononce un percutant discours, sur la crise économique et contre la politique de la présence à Genève et autres lieux, secouent profondément les congressistes et, des galeries où je les capte avidement, j'ai l'impression que Jouhaux, malgré son prestige et ses ficelles de vieux routier, est un instant désarçonné. Mais « le général » ne tarde pas à se ressaisir et, caressant d'inquiétante façon sa barbe impériale, pointant vers nous sa panse batailleuse, il sait trouver notre talon d'Achille. Sûr de nous diviser par cette ruse, il lance soudain l'idée d'une fusion *à la base* des syndicats de même profession, sanctionnée par des congrès fédéraux de fusion, consacrée enfin, au sommet, par un congrès extraordinaire de la C.G.T. C'est la moins humiliante possible des procédures de réintégration dans la « vieille maison ». Delmas, des instituteurs, s'empresse de transformer cette proposition inattendue en motion.

Les 22 vont-ils déjouer la redoutable manœuvre, s'en tenir fermement, comme la ligne de conduite adoptée ensemble leur en fait le devoir, à la plate-forme du congrès de fusion ? Autour des tables des délégués, dans les couloirs, les colloques s'animent. Delsol, Hagnauer et Thévenon (de la Loire), tous trois du noyau de Monatte, se concertent avec Digat. Ils consultent les leaders minoritaires de la C.G.T.U. présents à Japy : Chambelland et Boville. Finalement, Digat monte à la tribune et, de sa voix éteinte, annonce notre soumission. Sans même songer à consulter les adhérents de base du mouvement, on a fait litière des engagements pris. En l'espace d'une seconde, le Comité s'est disloqué. Pour longtemps, le mouvement pour l'unité syndicale est brisé.

Pourquoi cet échec ? Le chaînon le plus faible du Comité des 22, c'était, je le compris un peu tard, les minoritaires de la C.G.T.U. Tout dépendait d'eux. Ils avaient pris l'initiative de la campagne

pour l'unité, joué le rôle de trait d'union entre réformistes et gauchistes. Mais, sous une apparence pourfendeuse, ils étaient à bout de nerfs. Ils s'étaient engagés solennellement, avec l'ensemble des 22, à « rester fermement attachés » à leurs organisations syndicales respectives. Mais ils n'avaient plus la force de tenir leurs promesses : l'air de la C.G.T.U. était devenu pour eux irrespirable. Après huit ans de stériles luttes internes, leur espoir d'un redressement de la centrale bolchevisée avait irrémédiablement sombré. Par la faute des communistes, certains d'entre eux, de l'aveu même de Charbit, glissaient vers le réformisme¹¹. Les majoritaires, fort astucieusement, les avaient poussés à un tel degré de dégoût qu'ils finiraient par partir d'eux-mêmes. Malgré la peine qu'ils éprouvaient à s'en aller et leur répugnance à entrer dans la C.G.T. réformiste, ils ne voyaient plus d'autre issue. Ils justifiaient ainsi, *a posteriori*, les sarcasmes dont les avait criblés Trotsky. Ces fatigués franchissaient le Rubicon.

Après le congrès de Japy, la minorité de la C.G.T.U. passa donc avec armes et bagages dans la C.G.T. réformiste. Quant aux autonomes, ils reprirent, avec hargne, leur liberté. Au congrès suivant de leur fédération, Piquemal reprocha aux monattistes, non sans quelque raison, d'avoir « lâché à mi-chemin », d'avoir eu le « mal de mer ». Et, au congrès de la C.G.T.U. qui se tint au Magic-City, les communistes furent assez sectaires pour porter le coup de grâce à une réunification dont, pourtant, si elle avait été scellée, même selon la procédure étriquée qu'avait manigancée Jouhaux, ils auraient été, dans un court laps de temps, les premiers bénéficiaires. Ce pronostic, de Trotsky, se trouva vérifié beaucoup plus tard, lorsque, après le congrès de Toulouse de mars 1936, l'unité syndicale sera enfin reconstruite. Mais à cette date le Comité des 22, pionnier malheureux, en avance sur l'histoire, aura, depuis belle lurette, rendu le dernier soupir.

Dislocation

Cette dislocation entraîna la disparition du *Cri du peuple* et, pour ce qui me concerne, mit brutalement fin à une collaboration quotidienne de près de deux ans avec Maurice Chambelland. Notre bonne entente n'avait, pour ainsi dire, pas connu de nuages. Il avait été pour moi un maître en syndicalisme toujours compétent, prévenant et fraternel. J'éprouvais pour lui des sentiments qui étaient plus encore que de la gratitude et qui m'avaient fait me dévouer totalement à sa cause aussi bien qu'à sa personne. J'étais doublement affligé de notre séparation forcée : tout d'abord, parce que

11. Ferdinand CHARBIT, article dans *La Révolution prolétarienne*, 5 octobre 1931.

la perspective de ne plus travailler quotidiennement avec lui, près de lui, me navrait ; ensuite, parce que les circonstances de cette dislocation lui avaient enlevé, à mes yeux, son auréole. Point de ressentiment, certes, rien qu'une profonde déception. Par ce cruel divorce, je perdais à la fois un ami et un modèle. Je me retrouvais seul.

Mon désarroi était tel que, dans le petit bureau de la rue Montmartre, qu'il nous fallait maintenant déménager et abandonner, je me laissai aller, dans un instant de faiblesse, à verser des larmes. Parmi les témoins, peu nombreux, il y eut un moment de stupeur. De toute évidence, j'étais d'une autre pâte que ces durs à cuire. Alors l'un d'eux, Finidori, je crois, sur un ton d'indulgence un peu méprisante, trouva, à mon sujet, le mot de la fin :

— Il faut essayer de le comprendre. Lui, c'est un *idéaliste*.

Chambelland, dont le budget personnel était lourdement obéré par les dettes du *Cri du peuple*, et moi-même avions un besoin impérieux de gagner notre vie. Pendant quelques semaines, de décembre 1931 à janvier 1932, nous fûmes embauchés tous deux, comme correcteurs, dans une imprimerie de labeur d'Issy-les-Moulineaux. C'était pour notre amitié un délai de grâce. Nous éprouvions une certaine fierté à reprendre ensemble le boulot et à rentrer dans le rang. L'amertume de nos divergences était tempérée par le souvenir des longs mois de lutte menée côte à côte. Puis, quittant cette imprimerie, nous reprîmes chacun notre route. Nos destinées ne devaient plus jamais se rejoindre.

Je veux essayer d'oublier et de changer d'air. A l'occasion des fêtes du 15 août 1931, il m'est donné de traverser, en voiture, la France, en droite ligne. J'en ressens une impression d'anomalie et de scandale. Tandis qu'à travers le monde des dizaines de millions de prolétaires sont privés de travail et souffrent de la faim, j'ai devant les yeux des îlots de bonnes gens coupés artificiellement du reste de la planète, placés sous cloche, capitonnés d'ouate et freinant, en retour, par le soutien tacite qu'ils accordent à la rétrograde bourgeoisie française, la marche du monde.

Oui, vraiment, diabolique a été le pacte qui a réjoui le cœur d'un Michelet et que l'on peut formuler, brièvement, en ces termes : « Nous vous laissons la paix sur vos parcelles, mais laissez-nous la paix dans nos fabriques. » Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie n'a cessé de s'appuyer sur la petite propriété agricole pour préserver son ordre social, c'est-à-dire ses privilèges et ses exactions.

Elle a courtisé, flagorné le paysan. Elle l'a encouragé dans son attachement aveugle au lopin de terre. Elle a entretenu son égoïsme, sa mentalité routinière, tempéré ses charges fiscales, haussé artificiellement le prix du blé au détriment du consommateur, acheté le vigneron en érigeant le cabaret à la hauteur d'une institution.

Grâce au soutien du paysan, elle a pu mater, à maintes reprises, en juin 48, en mai 71, l'ouvrier en révolte. La parcellisation, en poussant les fils de la campagne à quitter la terre, a fourni aux maîtres du jeu un réservoir inépuisable de force de travail. Et, pour les guerres impérialistes, ils ont à leur disposition une chair à canon non moins abondante : le paysan toujours prêt à « mourir pour son sol ».

Mais ce tableau n'appartient-il pas déjà au passé ? La contradiction trop flagrante entre le mode de vie des citadins et celui des ruraux commence, dès cette époque, à dépeupler la campagne au point de bouleverser ses structures. L'improductivité des méthodes d'exploitation archaïques empêche le consommateur paysan d'absorber les produits fabriqués. Malgré le protectionnisme, la concurrence des pays agricoles industrialisés fait baisser les prix des produits de la terre, dont la culture a cessé, déjà en 1931, d'être rémunératrice. La multiplication des parcelles a abouti à un morcellement si absurde et anti-économique que le paysan lui-même s'en alarme. L'agriculture française aura à opérer une mutation radicale sous peine de périr. L'individualisme y semble condamné, la nécessité de l'association chaque jour plus évidente.

La grande dépression

Dès ces années 1930-1931, le mouvement ouvrier se trouve soumis à un certain nombre de données qui conditionneront toute l'évolution ultérieure et forment comme un prologue aux grandes batailles sociales du Front populaire.

Tout d'abord, la crise économique mondiale. En quelques mois, le fameux paradis américain s'est brutalement effondré, transformant le pays le plus riche du monde en une immense terre de mendiants. C'est la faillite d'une colossale chimère. Le capitalisme a cru pouvoir redorer son blason, il s'est vanté d'avoir trouvé les moyens de surmonter son anarchie et ses contradictions. Il s'est lancé à corps perdu dans la rationalisation. Aux Etats-Unis, le ministre du Commerce, Hoover, a osé un bouleversement complet des méthodes industrielles. Le formidable bond en avant de la production américaine a été son œuvre. Porté à la Maison-Blanche dans une sorte d'enthousiasme mystique, il a incarné le mythe de la prospérité. Son optimisme béat, son orgueil boursoufflé ont été à l'image du capitalisme rénové et triomphant.

La réussite a été telle que sa griserie a gagné l'Europe. La religion

nouvelle a pénétré jusque dans le monde du travail. Ce que les Etats-Unis ont fait, pourquoi les pays d'Europe ne le feraient-ils pas ? a demandé naïvement le pape du syndicalisme réformiste, Léon Jouhaux. (Il échappe, d'ailleurs, à ce myope que l'Europe morcelée est sans point de comparaison avec les Etats-Unis et que c'est pure folie d'y rationaliser les productions nationales avant d'avoir, au préalable, rationalisé l'économie européenne et fait l'Europe, les Etats-Unis socialistes d'Europe.) L'ex-ouvrier Hyacinthe Dubreuil, un cuistre qui s'écoute parler gravement, est allé en pèlerinage au paradis yankee. Les socialistes eux-mêmes se sont mis au diapason. Le polytechnicien Jules Moch a rendu son augure : la saturation du marché est « infiniment éloignée ». Et son alter ego, l'ineffable Charles Spinasse, futur ministre de l'Economie du Front populaire, sourd aux avertissements du chômage technologique, a célébré « la disparition progressive du chômage qui caractérise les économies anarchiques ».

Toute cette mythologie s'est effondrée un beau matin d'octobre 1929 avec le krach boursier de New York. La crise ainsi déchaînée, le président Hoover a commencé par la nier ; puis, après l'avoir niée, il a essayé de l'enrayer et, en retardant par mille artifices l'heure de la nécessaire pénitence, il n'a fait que la prolonger et l'aggraver. La rationalisation, qui se donnait pour but d'harmoniser production et consommation, de stabiliser et d'organiser l'économie, aboutit à un plus grand désordre : de périodique, la crise économique devient structurelle ; de nationale, universelle : quinze millions de chômeurs dans le monde à la fin de 1930, dont cinq en Allemagne et deux et demi en Angleterre.

En colonisant économiquement l'Allemagne de Weimar, en lui imposant, à coups de dollars prêtés, ses méthodes de rationalisation, l'Amérique l'a entraînée dans sa chute. Il a suffi d'une panique boursière, de la simple défaillance d'une banque pour que s'y écroule le fragile château de cartes du crédit. L'économie allemande est entrée en léthargie. Elle prend l'aspect d'un grand corps dans lequel le sang ne circule plus.

Quant à la France, prémunie par l'état relativement arriéré et artisanal d'une grande partie de sa production, par un protectionnisme de couveuse qui isole son économie du reste du monde et ne la pousse à rénover ni son équipement industriel ni ses structures agricoles, elle n'entre encore que très lentement dans la crise. Mais déjà, à la fin de 1930, on assiste aux premières banqueroutes financières et l'on enregistre les signes avant-coureurs du chômage, de la chute des prix de gros, tandis qu'alternent, au pouvoir, dans une pestilence d'arbitraire, de corruption et de scandale, les équipes gouvernementales réactionnaires d'André Tardieu et de Pierre Laval.

Un pacifisme révolutionnaire

L'extension de la crise mondiale, l'exaspération des antagonismes impérialistes font mûrir dangereusement les germes de guerre et de fascisme. Aux élections allemandes du 14 septembre 1930, les hitlériens ont recueilli 6 400 000 suffrages (au lieu de 800 000 en 1928) et enlevé 107 sièges (au lieu de 12). Entre la France, puissance nantie, et l'Italie mussolinienne, nation frustrée, la tension est extrême, soulignée par d'inquiétants branlebas de combat. La perspective d'une conjonction entre les Chemises noires et les Chemises brunes apparaît chaque jour plus probable, celle d'une intoxication chauvine des masses françaises d'autant plus à redouter qu'elle risque de prendre appui sur un sentiment légitime et démocratique : l'anti-fascisme.

Les obsèques du maréchal Joffre, le 7 janvier 1931, sont, à mes yeux, prémonitoires. Où donc est-elle la « radicalisation des masses » annoncée par les communistes ? Les masses ? Mais elles se pressent le long du cortège, acclament éperdument et en bloc les vieux maréchaux décrépits, la jument du défunt, le haut-de-forme de Gastounet¹². Des hommes et des femmes ont passé la nuit dans la rue, debout, malgré le froid, la fatigue, pour voir de plus près passer la dépouille d'un « héros », des ouvriers ont renoncé à des heures de paie pour être présents à la grande hystérie collective. Il y a, bien sûr, dans le million de spectateurs, beaucoup de badauds, d'amateurs de cirque gratuit. Mais cette parade entretient, de toute évidence, l'indéracinable chauvinisme, le culte du guerrier, dont, plus tard, le gaullisme au pouvoir fera une pratique quasi quotidienne.

Comment réveiller ces somnambules, si malléables entre les mains de leurs conducteurs, déjà prêts pour une nouvelle saignée, alors que des élus de la classe ouvrière font de la surenchère nationaliste, tel Paul-Boncour, fleuron et cabotin de la S.F.I.O., pour qui la « grande paix organisée » est « mise en péril par des partis de dictature et de philosophie brutale¹³ » ? N'est-ce pas, sous une forme nouvelle et encore plus insidieuse, l'argument mensonger de 1914 : tous à la boucherie pour préserver, contre l'impérialisme des Habsbourg et des Hohenzollern, la paix et la liberté ? En ces temps lointains de mon enfance, dont j'ai gardé un vif souvenir, on marchait la main dans la main avec l'autocrate russe comme demain on nous enverrait au casse-pipe contre Mussolini et Hitler, pour secourir la dictature du général yougoslave Zigmovitch ou celle du maréchal polonais Pilsudski.

12. Le président de la République était alors Gaston Doumergue.

13. Peu après, Paul-Boncour devait quitter le Parti socialiste, pas assez social-patriote à son gré, et fonder un fantomatique Parti socialiste français.

On oublie seulement qu'à l'origine de ces périls il y a l'inique Traité de Versailles et que, si plus de six millions d'Allemands viennent de voter pour Hitler, ce n'est pas seulement à cause du chômage, mais aussi parce que les Alliés, face à une Allemagne finalement désarmée, n'ont pas tenu leurs promesses de désarmement, parce qu'à la frontière orientale du Reich se dresse une Pologne provocante, armée et financée par la France, parce qu'un couloir, véritable défi géographique, coupe en deux la Prusse orientale. On nous le cache, comme demain on nous montrera sur le petit écran les horreurs commises par les hordes nazies en Pologne envahie mais sans souffler mot de Dantzig, épine dans la chair de l'Allemagne. Demain peut-être ce sera contre un Hitler au pouvoir qu'on nous mobilisera pour la liberté du monde. Non, la guerre, si elle éclatait un jour, ne serait pas notre guerre. De 1930 à 1939, notre pacifisme révolutionnaire ne s'est jamais relâché. Nous avons été, mes coéquipiers et moi, des antifascistes pour qui c'était une erreur mortelle de combattre le fascisme par le moyen de la guerre impérialiste.

Dès la fin de 1930, portant nos regards au-delà de l'actualité quotidienne, nous étions un certain nombre à entrevoir que la question posée était ni plus ni moins celle de la survie de la planète. La bombe atomique n'avait pas encore projeté son champignon apocalyptique au-dessus d'Hiroshima. Mais, déjà, le professeur Branly, l'inventeur de la T.S.F., avertissait que les progrès de la science feraient de la prochaine guerre une tuerie « effroyablement plus terrible » que la précédente et qui pourrait bien « anéantir en partie la race humaine ». Était-il encore temps de sauver notre espèce ? Pour l'apprenti-journaliste du *Cri du peuple*, la Révolution, ce n'était plus seulement la construction d'une société sans classes, mais la solution d'un dilemme plus pressant : la vie ou la mort. Le début de cette décennie nous obérait d'une angoisse plus métaphysique encore que politique : nous avions découvert à quel point nous étions périssables.

Fascisme et antifascisme (1932-1934)

Montée du fascisme en Allemagne. — La peste brune. — Incrédulités. — A l'école des réfugiés allemands. — Peste verte ou peste brune ? — Front commun antifasciste. — Un congrès mondial pour rien. — Visite à Trotsky. — La folle soirée du 6 février. — Le grand capital au pouvoir. — La gauche prise à l'improviste. — La riposte des 9 et 12 février. — Doriot et la querelle du front unique. — Le pacte socialiste-communiste. — Fascisme ou socialisme.

Montée du facisme en Allemagne

En attendant, le fascisme montait en Allemagne. Au cours d'un voyage Outre-Rhin, en août-septembre 1932, j'assistai, la mort dans l'âme, à l'agonie de la République allemande ¹.

Ce péril d'un nouveau genre était fort mal compris de ceux qu'il menaçait, pourtant, d'éradication. Les socialistes, derniers avocats de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, semblaient ébaubis par la forme ultime que prenait, sans leur permission, l'adversaire de toujours. En Allemagne, pitoyable était leur riposte. Après avoir fait, par leurs capitulations successives, le lit de l'hitlérisme, étaient-ce leurs poitrines qu'ils opposaient aux Chemises brunes ? Songeaient-ils sérieusement à abréger, en prenant eux-mêmes le pouvoir, la sanglante dernière étape d'un système agonisant ? Point.

1. Cf. *La Peste brune*, réédition 1969, Petite Collection Maspero.

Ces épigones d'un mouvement qui, naguère, avait voulu violenter la société bourgeoise, s'accrochaient aux détroques de la bourgeoisie la plus vétuste ; c'était d'un maréchal de Guillaume II qu'ils imploraient aide et protection.

Quant aux staliniens, ils mettaient dans le même sac fascistes et socialistes, traités, pour les besoins de la cause, de frères jumeaux, et, qui pis est, il leur arrivait même, alors qu'ils refusaient obstinément l'unité d'action avec les uns, de flirter avec les autres ; au cours d'un référendum, en août 1931, ils n'avaient pas hésité à déposer dans l'urne un bulletin de même couleur que les nazis. Et puis, les deux systèmes de gouvernement présentaient de troublantes similitudes : capitalisme d'Etat, l'un et l'autre, dictature d'un parti unique tous deux, se singeant mutuellement dans le recours à la terreur. Il n'était pas exclu qu'un jour les frères ennemis fussent tentés de pactiser. En attendant, le régime fasciste en Italie (Hitler n'avait pas encore pris le pouvoir) et le régime stalinien se faisaient des politesses, se prêtaient des techniciens, brocantaient l'un avec l'autre, tandis que des officiers allemands, fascistes jusqu'à la moelle, accomplissaient, secrètement, des stages d'entraînement dans l'Armée rouge. Ils continueront à se former en U.R.S.S. après l'avènement d'Hitler tandis que le gouvernement russe s'empressera de proroger le traité de commerce antérieur entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. A telle enseigne que les travailleurs des Transports, sous l'impulsion d'Edo Fimmen, secrétaire de la Fédération internationale des travailleurs des transports (réformiste), dont le siège était aux Pays-Bas, ayant refusé de décharger des cargos portant pavillon à croix gammée, seront vitupérés par le P. C. hollandais².

Mais de toutes les erreurs qui conduisaient au tombeau la démocratie allemande, la plus flagrante, et pour nous la plus lourde d'enseignements, c'était l'incapacité des frères ennemis à cimenter, à défaut d'unité organique, une unité d'action contre leur redoutable adversaire.

Pourtant, en Allemagne au cours de l'été 1932, je l'avais constaté de visu, un courant unitaire avait pris naissance à la base. Les travailleurs sentaient d'instinct que la mise en commun de leurs forces contre la marée hitlérienne était, pour eux, une question de vie ou de mort. En juillet et en août, le front unique au sommet, c'est-à-dire d'organisation à organisation, fut spontanément scellé en maints endroits. Mais, chaque fois, à peine conclu, il s'était disloqué. Ailleurs, des pourparlers entamés avaient été, presque aussitôt, interrompus. Les directions centrales des deux partis ouvriers, malgré la forte pression de la base, étaient demeurés irréductiblement hostiles à l'unité d'action : les social-démocrates, par peur de perdre la direction de leurs troupes, les communistes, par

2. Fenner BROCKWAY, *Inside the Left*, autobiographie, 1942, pp. 255-256.

obéissance servile aux ordres de Moscou et, aussi, crainte de se déjuger en négociant avec des camarades que, la veille encore, ils traitaient de social-fascistes.

Et, chaque fois, le prétexte invoqué pour refuser le front unique avait été la question brûlante de la trêve des critiques : les communistes se refusant à cesser leurs attaques idéologiques contre les réformistes et ces derniers n'encaissant le front unique que sous la forme d'une confortable trêve de Dieu où l'expression d'aucune opinion divergente n'égratignerait leur trop sensible épiderme.

Pourtant, en deux occasions particulièrement dramatiques, le Parti communiste s'était résolu à proposer au Parti socialiste l'organisation d'une grève générale commune. Mais la social-démocratie s'y était refusé et la grève générale tentée par le seul P. C. allemand avait été un cuisant échec. Comment, en effet, eût-il pu faire quitter brusquement le travail à des ouvriers entretenus dans la haine du « social-fascisme » en guise de protestation, comme ce fut le cas après le 20 juillet 1932, contre l'expulsion, *manu militari*, de ministres « social-fascistes » du gouvernement local de Prusse ? En outre, cet échec avait fait la preuve que l'influence du P. C., assez forte sur les chômeurs, était, sur les travailleurs organisés, quasi nulle : de toute évidence, la grève générale, sans le concours des ouvriers réformistes, était impossible. Et, précisément, sa tactique sectaire interdisait au P. C. allemand de trouver l'audience de ces travailleurs.

Il fallut attendre le dénouement tragique du début de 1933 : l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'incendie du Reichstag, la mise hors la loi du P.C., pour que Moscou autorise enfin ses exécutants berlinois à « renoncer aux attaques contre les organisations socialistes durant l'action commune ». Mais ce revirement de la dernière heure vint trop tard : la marée brune avait déjà tout submergé.

La peste brune

Au printemps de 1933, je me hasarde à entreprendre un nouveau tour d'Allemagne. Je voudrais voir de mes yeux les ravages exercés par la peste hitlérienne.

Bien que n'appartenant plus au Parti socialiste, j'ai été rendre visite à Léon Blum, au siège du parti, 9, rue Victor-Massé. Je franchis la lourde porte de l'ancien hôtel particulier, au style faussement Renaissance, où la S.F.I.O. a eu l'idée de se nicher. Et me voici, un peu angoissé, face au directeur du *Populaire*, séparé de lui par son large bureau. Dès les premiers mots, avec résolution, il opine du bonnet. Il a pu se tromper dans certains de ses pronostics avant la prise du pouvoir hitlérienne. Mais, maintenant, il a réalisé toute la dimension du désastre. Mon reportage sur l'Allemagne hitlérienne paraîtra dans le quotidien du parti. Muni de ce viatique, il ne me reste plus qu'à tenter l'aventure, à mes risques et périls.

A bicyclette à travers l'Allemagne, je pédale comme à travers des décombres, et j'en dresse le lugubre inventaire. Le colosse ouvrier, social-démocratie, Parti communiste, syndicats aux millions d'adhérents, s'est effondré, ou a été balayé, comme un château de cartes. Ses insignes, ses journaux, son matériel de propagande, ses livres flambent sur les autodafés des places publiques. Ses membres peuplent les camps de concentration. Ses somptueux locaux hissent le pavillon rouge à croix gammée. J'assiste à un crépuscule des dieux.

Dans les grands centres, je rencontre, en cachette, des militants et j'assiste à mainte réunion clandestine. J'ai pris l'habitude de dissimuler dans le tube du cadre de mon vélo les tracts illégaux que me remettent, à titre documentaire, mes amis antifascistes. Un jour, à Berlin, sur une piste cyclable, j'entre en collision avec une pédaleuse ; et le choc brise tout net mon cadre. Comme j'aperçois, dans le lointain, le casque en cuir bouilli d'un Schupo, je ne demande pas mon reste et je file, à pied, portant sur l'épaule mon engin hors d'usage. Dans les réunions national-socialistes, j'ai une façon toute particulière de veiller à ma sécurité : je lève le bras avec tout le monde et, la rougeur au visage, dans la honte que m'inspire ce blasphème, je gueule, chaque fois qu'il sied : *Heil Hitler !*

Incrédulités

Le récit de ce terrible et passionnant voyage paraît dans *Le Populaire* du 25 juin au 13 juillet 1933. Simple témoin d'une catastrophe sans précédent, je me suis contenté, comme un opérateur de cinéma, de tourner la manivelle, de prendre des vues. Mon témoignage n'est rien de plus qu'un documentaire. Pourtant, l'opinion publique, en France, est alors si mal renseignée sur l'hitlérisme, si sceptique, si indifférente que, même dans les milieux socialistes, on se refusera à me croire sur parole. Oreste Rosenfeld, alors rédacteur en chef du *Populaire*, m'a révélé, depuis, avoir reçu, tandis que paraissaient mes articles, de nombreuses lettres de protestation : J'« exagérais », pestaient acrimonieusement ces correspondants, j'étais « de parti pris ».

Il est vrai que ma conclusion heurte de front beaucoup de préjugés alors solidement ancrés. Je vois, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, le fascisme gagner la France à larges enjambées. Chez nous, son lit est déjà creusé. Et j'apostrophe un peu trop rudement mes lecteurs : Attendez-vous, ici, que pleuvent les coups de matraque ? Le fascisme est essentiellement offensif : si nous le laissons prendre les devants, si nous restons sur la défensive, il nous assommera. Mais le philistin socialiste ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Le calvaire de la lointaine Allemagne ne trouble guère sa digestion : il s' imagine que les « macaronis » italiens se sont donnés à Mussolini parce qu'ils ont le goût de la bravade et du

superlatif. Les « boches » ont succombé aux charmes d'Hitler parce qu'ils ont le vice du pas de l'oie. Nous autres, Français, nous sommes trop fortiches pour tomber dans le panneau. Au congrès socialiste de Mulhouse, en 1935, Vardelle, de la Haute-Vienne, osera soutenir qu'« en Allemagne le fascisme a pu faire ce qu'il voulait, chose qui ne se passerait pas en France où il y a une autre maturité politique ». Et lorsque j'évoquerais devant elle la leçon encore saignante de l'Allemagne, Suzanne Buisson, bonne dame dévouée et glapissante de la Fédération socialiste de la Seine, s'écriera, dans son isoloir de la rue Feydeau : « Mon petit ami, à force de crier au péril fasciste, vous allez le faire naître ! » Elle mourra quelques années plus tard aux mains des bourreaux nazis.

Quant aux clercs français, en pleine trahison, comment puis-je m'attendre à les émouvoir avec mes descriptions des autodafés où j'ai vu flamber la pensée libre allemande ? Ces confrères sont déjà enclins à renier la culture sur laquelle Goebbels pointe son revolver. La plupart des écrivains bourgeois qui visitent le Troisième Reich : Philippe Barrès, François Le Grix, André Germain, etc., dissimulent à peine leur complaisance à l'égard de la peste brune. La solidarité de classe prévaut chez eux sur l'humanisme. Derrière l'ultime incarnation du capitalisme dont ils tentent d'estomper la hideur, d'instinct ils serrent les coudes. Leur masque d'esthètes et de dilettantes tombe de leur visage où s'allume une mauvaise joie et ils se trémoussent, avec un masochisme complice, devant les bottes hitlériennes.

A l'école des réfugiés allemands

Si la déroute du prolétariat allemand laissait quelque peu indifférentes les masses populaires françaises, elle introduisit dans la politique révolutionnaire en France un élément nouveau : la présence parmi nous des rescapés de la défaite.

Nous apprîmes à les mieux connaître. Des liens personnels de camaraderie se nouèrent entre eux et nous. Quelques-uns s'intégrèrent dans nos mouvements, les aidant de leurs connaissances théoriques et de leur expérience pratique. D'autres préférèrent se tenir à l'écart de notre activité publique, soit parce que leur statut d'étrangers les incitait à être prudents, soit parce qu'ils étaient absorbés par un travail clandestin en direction de l'Allemagne. Mais ils collaboraient, souvent sous des noms d'emprunt, à notre presse.

Au cours de l'année 1933, j'eus l'idée, un peu naïve, de confronter un certain nombre d'entre eux au cours d'un conciliabule privé, tenu un soir dans le petit logement de René Lefeuve, rue Mouffetard. Lefeuve, infatigable artisan de l'édition, charmant bohème un peu lunatique, toujours prêt à héberger des réfugiés ou des globe-trotters, s'obstinait — et continue aujourd'hui encore — à

publier, contre vents et marées, un mensuel de culture révolutionnaire : *Spartacus*, et de nombreuses brochures, parmi lesquelles les traductions des œuvres de Rosa Luxemburg. Il était particulièrement lié avec les militants allemands du S.A.P. dont il va être question dans un instant.

Il y avait ce soir-là, serrés les uns contre les autres, le ban et l'arrière-ban de l'émigration politique indépendante, c'est-à-dire qui n'avait été inféodée ni au stalinisme ni aux dirigeants social-démocrates. Je n'ai pas conservé la liste exacte des participants, mais il devait y avoir, face à face, les porte-parole de l'opposition communiste brandlérienne (K.P.O.), dont le doctrinaire Thalheimer, raide et ennuyeux, qui ressemblait un peu à Blum avec sa moustache et son lorgnon ; les leaders du Parti ouvrier socialiste (S.A.P.), une petite formation qui se situait à la gauche de la social-démocratie et s'était implantée surtout en Saxe : à savoir, Paul Frölich, le futur historien de Rosa, que j'avais connu à Berlin l'année précédente, barbiche et prunelles très noires, aux manières affables, à la sensibilité d'artiste ; faisant contraste avec lui, le rude, lourd et plébéien Jakob Walcher, au visage carré et fermé ; le jeune Boris Goldenberg, à la souple et féline intelligence sémite et qui ressemblait davantage à un *play boy* qu'à un militant révolutionnaire ; Kurt Landau, pâle, délicat, ascétique qui, après avoir suivi le sillage de Trotsky pour ensuite s'en éloigner, sera assassiné par les staliniens en Espagne ; la pétulante, mordante, sectaire Ruth Fischer, ancienne secrétaire générale du Parti communiste allemand, redondante et masculine, accompagnée d'Arkadi Maslov, le compagnon de son existence et son bras droit politique de toujours, au débit lent, au visage de vieil acteur, à l'acide ironie. Ruth et Arkadi avaient capitulé devant Staline en 1928, mais la victoire du fascisme venait de les ramener à l'opposition.

Parmi les Français, j'imagine qu'à part Lefeuve et moi-même, se trouvaient Marceau Pivert, porte-parole de la Gauche socialiste ; Michel Collinet, qui venait du trotskysme et du syndicalisme unitaire de l'enseignement et sa compagne, Simone Kahn, alors animatrice infatigable de comités d'entraide et de secours ; la grande et altière Magdeleine Paz, écrivain au style généreux et qui ressemblait à une tragédienne ; enfin Simone Weil, dont on a fait depuis une célébrité. Petite, un peu courbée et zézayante, les yeux faussés par des lunettes, le cheveu noir, huileux, mal peigné, cérébrale à l'extrême, elle avait des traits hommasses où s'inscrivait la plus vive, la plus exceptionnelle des intelligences. Elle s'intéressait à tout. Elle savait tout. Redoutable ergoteuse, retournant son interlocuteur sur le gril, ratiocinant sans fin, elle avait toujours le dernier mot. Ce n'était pas seulement l'à-propos inattendu de ses subtils arguments qui la faisait ainsi l'emporter, mais l'épuisement physique et mental de son malheureux contradicteur. Dans son appartement très bourgeois de la rue Auguste-Comte où je me risquais souvent, elle pérerait inlassablement devant un cercle de dévots, au premier

rang desquels ses parents. Dans la *Révolution prolétarienne*, elle venait de publier des études percutantes sur le crépuscule du mouvement ouvrier allemand, et elle connaissait bien le pénible sujet à l'ordre du jour ce soir-là.

Le thème de discussion que j'avais cru devoir proposer, dans ma candeur, était : les leçons de la défaite allemande. A la lumière de l'expérience, nous allions, c'était mon espoir, repenser, en internationalistes, les fondements théoriques et les modalités pratiques de notre action. Et comme, dès ce moment, j'étais persuadé que la contagion fasciste n'épargnerait pas la France, je souhaitais que nous recherchions ensemble les moyens de prévenir une défaite aussi honteuse que celle d'Outre-Rhin.

Mais les débats prirent une tout autre tournure. L'événement était encore trop proche, et des questions de personnes, des rancunes de sectes aveuglaient nos invités. Ils s'empoignèrent les uns les autres comme des chiffonniers, se jetèrent à la tête leurs erreurs respectives. Absorbés par ces règlements de comptes, ils furent parfaitement incapables de nous dire pourquoi ils avaient été vaincus et comment nous devrions nous y prendre pour éviter de l'être à notre tour. Les Français assistaient, muets, consternés, à ce déballage de linge sale, aggravé, chez nos hôtes, par la connaissance imparfaite de notre langue et par l'accent. Et quand nous nous dispersâmes, à la fin, sur les pavés inégaux de la Mouffe, nous n'étions ni plus avancés ni ragaillardis.

L'été suivant (1934), j'eus l'occasion de pouvoir compléter ces contacts avec des militants allemands et, une nouvelle fois, d'évoquer avec eux les leçons de la victoire hitlérienne. Chez ma belle-mère, qui était autrichienne, j'eus l'occasion, au bord d'un lac de Styrie, de rencontrer des hommes tels que Wilhelm Reich, marxiste en même temps que freudien, génial et déjà un peu fou, qui venait de publier sa *Psychologie de masses du fascisme* ; Karl Frank, au physique de don Juan qui, sous le pseudonyme de Miles, avait publié, en allemand, une brochure retentissante : *Neu Beginnen* (Nouveau Départ) et qui s'efforçait, dans la clandestinité, de réorganiser la gauche de la social-démocratie ; et encore le rondouillard Rubinstein, que nous surnommions, pour cette raison, le *Dicke*, d'origine israélite galicienne, qui avait joué un rôle de premier plan dans les intrigues financières et techniques du Komintern, sous le pseudonyme de Thomas³. Casquette sur le chef et canne à la

3. Un ami, que j'ai tout lieu de croire bien informé, m'assure que le véritable nom d'Arnold Rubinstein (nom d'emprunt qui figurait sur le

main, il se montrait, malgré son enbompment, un marcheur infatigable. Tandis que nous faisons le tour du Grundlsee, j'écoutais passionnément le monologue de cet homme qui détenait tant de secrets et qui, d'ailleurs, à mon grand dam, ne les livrait qu'au compte-gouttes.

Peste verte ou peste brune ?

L'été suivant (1935), je me trouvais de nouveau (en Autriche) où la peste brune menaçait, à son tour, ce petit pays, artificiellement découpé par les traités de l'après-guerre et qui, économiquement, n'était pas viable. Les nazis portaient, pour s'identifier et se dénominer, des bas blancs : on ne rencontrait que de blancs mollets. Sur les montagnes, la nuit, ils allumaient des feux pour manifester leur omnipotente présence. La croix gammée s'étalait partout. Dès qu'elle apparaissait sur les murs, une police plus ou moins zélée essayait de la transformer en croix potencée, insigne du fragile régime, catholique et réactionnaire, à qui le chancelier Schuschnigg essayait d'insuffler la vie.

Les nazis autrichiens, petits-bourgeois enragés, jeunes chômeurs, luttèrent pour le rattachement au Troisième Reich, l'*Anschluss*, et le triomphe, dans leur pays, de la « révolution » national-socialiste. Car l'hitlérisme leur semblait encore plus radical qu'aux nazis allemands de 1932 : en Allemagne, le fascisme en marche vers le pouvoir avait bénéficié de la tolérance, souvent même de la complicité, des autorités établies, tandis qu'en Autriche il était plus ou moins réprimé, réduit à la lutte clandestine, et ce, par une dictature cléricale. Un procureur, du nom d'Osio, n'avait-il pas fait pendre avec entrain non seulement des socialistes, mais aussi des nazis ? Après l'*Anschluss*, il devait mourir dans un camp de concentration hitlérien.

L'*Anschluss* était une perspective qui, hélas, n'effrayait pas assez les travailleurs autrichiens. Pendant des années, leurs dirigeants social-démocrates l'avaient réclamé. Sans doute s'agissait-il alors d'une union avec l'Allemagne démocratique. Mais, dans leur réalisme à courte vue, des ouvriers croyaient qu'un rattachement au Troisième Reich améliorerait la déplorable conjoncture économique.

En outre, la haine du fascisme dit vert, de la réaction catholique, qui, l'année précédente, avait sauvagement écrasé, par les armes,

passport dont l'avaient pourvu les Soviétiques) était James Reich (à ne pas confondre, bien entendu, avec Wilhelm Reich). Pierre FREYMOND a publié, en 1965, dans son livre *Contribution à l'étude du Komintern*, un « Récit du camarade Thomas ».

le prolétariat viennois, incitait plus d'un travailleur à s'allier contre lui avec le diable.

Les jésuites du Front patriotique autrichien essayaient de faire accroire qu'ils formaient le dernier rempart du monde civilisé contre la barbarie hitlérienne. Ils réussissaient à faire quelques dupes. François Mauriac, qui séjournait, cet été-là, à Salzburg, me contait, attendri et trop confiant, son entrevue avec le très catholique gouverneur de la province. Mon ancien condisciple, Louis Roché, alors conseiller à l'ambassade de France à Vienne, où l'on ne fréquentait que des aristocrates autrichiens, rédigeait des rapports cautionnant la solidité du régime clérical.

Mais, de toute évidence, ce fameux rempart n'était qu'une passerelle. Sur les points essentiels, les deux fascismes, le vert et le brun, étaient d'accord. Une solidarité de classe, une haine commune de la démocratie et du socialisme les unissaient. Le vert réprimait aussi féroceement le mouvement ouvrier que le brun en Allemagne. Le vert eût depuis longtemps tourné au brun, n'était-ce le veto opposé par les puissances étrangères, Italie comprise, à l'*Anschluss*.

Entre le cléricalisme de Schuschnigg et le Troisième Reich, je soupçonnais même une certaine connivence : Vienne et Berlin n'avaient probablement jamais cessé de nouer des tractations secrètes. L'administration, les forces de l'ordre étaient truffées de nazis plus ou moins camouflés. Et je concluais : barrer la route à Hitler avec ce régime-là, c'était comme si on bouchait une voie d'eau avec une planche pourrie. Il me paraissait impossible de résister à la poussée hitlérienne en s'appuyant sur une base populaire aussi étroite.

Un plébiscite eût, sans nul doute, en cet été 1935, donné une majorité au national-socialisme. Une petite caste féodale dictait ses volontés à tout un peuple hostile. Il suffisait que Mussolini retirât son soutien aux milices fascistes autrichiennes pour que s'effondrât la frêle dictature. La suite des événements ne devait pas infirmer ce pronostic pessimiste : moins de trois ans plus tard, l'Autriche tombera dans les bras d'Hitler, comme un fruit trop mûr⁴.

Front commun antifasciste

En France, un certain nombre de militants et d'intellectuels commençaient à comprendre la leçon d'Allemagne et à tenter de s'armer contre le péril fasciste. Tandis que je parcourais les routes allemandes, un radical-socialiste démissionnaire, le maigre et pâle Gaston Bergery, personnage équivoque qui devait finir vichyssois, avait réuni, à la Mutualité, le 26 mai 1933, des hommes de gauche de toutes tendances et constitué avec eux un Front commun contre

4. Cf., dans l'édition de 1965 de *Sur le fascisme, I, La Peste brune*, p. 136 et s., ma série d'articles de 1935 : « Peste verte ou peste brune ? ».

le fascisme. Parmi eux, le jeune et sémillant Georges Monnet, socialiste proche de Léon Blum, futur ministre de l'Agriculture du Front populaire ; Bernard Lecache, de la Ligue contre l'antisémitisme (L.I.C.A.) ; des crypto-staliniens tels que le professeur Langevin et l'écrivain Jean-Richard Bloch ; l'auteur dramatique et poète Charles Vildrac. Le Parti communiste avait envoyé officiellement en observateurs le syndicaliste unitaire Benoît Frachon et le rétif Jacques Doriot, futur champion du front unique en attendant de capoter dans le fascisme. C'était la première des tentatives plus ou moins hétéroclites qui, deux ans plus tard, devaient aboutir au Front populaire.

Le manifeste du Front commun était d'ailleurs rédigé avec beaucoup d'éclat et, en comparaison, ceux du Front populaire paraîtront timorés. Il avait une tonalité franchement anticapitaliste. Le fascisme y était, à juste titre, traité de vieillesse. Du neuf ? seul le socialisme pouvait l'apporter, un socialisme à tendances libertaires. Au contraire du fascisme, ce socialisme s'affirmait l'adversaire de l'étatisme bourgeois et il condamnait l'étouffement de la liberté individuelle. Les signataires du manifeste terminaient par un pathétique appel à l'unité : ils ne voulaient pas revivre l'expérience allemande, les fractions du prolétariat écrasées séparément et s'injuriant encore, alors qu'elles tombaient sur les coups des mêmes assassins.

Sur le plan théorique, Front commun se proposait d'étudier les causes du fascisme, sa marche, ses méthodes de prise du pouvoir, afin de lui mieux barrer la route. Ce vœu fut, en partie, exaucé lorsque, peu après, s'ouvrit, avenue de l'Observatoire, avec l'assistance financière de Moscou, un Institut pour l'étude du fascisme⁵, qui mit à la disposition des chercheurs une excellente bibliothèque et publia en français comme en allemand, d'utiles informations, voire de solides études sur le fascisme. Néanmoins la faillite pitoyable du parti de Thaelmann y était soigneusement escamotée, et tenues sous le boisseau les troubles raisons pour lesquelles Staline, plus méfiant à l'égard des Occidentaux que des Germains, rêvant déjà d'une alliance entre les deux dictatures, n'avait pas tenté grand-chose pour empêcher Hitler d'accéder au pouvoir. Ainsi s'ouvrait, en France, dans une ambiance de réticence et de mensonge, la lutte contre le fascisme.

Un congrès mondial pour rien

A l'automne de 1933, un Congrès mondial de la jeunesse, organisé à Paris à l'instigation de Moscou, fut une nouvelle manifestation des mortelles équivoques qui obéraient le mouvement de lutte antifasciste.

5. Sur cet Institut, cf. Arthur KESTLER, *Hiéroglyphes* (autobiographie), trad. française 1955, p. 291-292.

Tout, bien entendu, n'était pas à rejeter ou à blâmer dans ce rassemblement de jeunes venus du monde entier pour clamer leur horreur du fléau. Pendant trois jours, furent réunis des garçons et des filles de tous pays, de toutes races, de toutes langues. Des Anglo-Saxons un peu raides, aux lunettes attentives ; des Américains nasillards, parmi lesquels un Noir ; des Asiatiques aux yeux bridés et de très blonds Scandinaves ; deux filles remarquables, polyglottes jamais en défaut, représentant la jeunesse soviétique ; et surtout une délégation allemande, aux vestes courtes de globe-trotters dont une bonne partie arrivait en droite ligne de l'Allemagne hitlérienne pour, ensuite, repartir vers l'enfer. Bref, toute une jeunesse prête, jusqu'au sacrifice, à la lutte contre le fascisme, à condition que l'on sût, et que l'on voulût, l'orienter.

Mais l'habile Willy Münzenberg⁶ avait, de main de maître, organisé une fort déplaisante parade au profit de Staline, dont il était alors l'homme à tout faire et qu'il ne devait renier qu'après les sanglants procès de Moscou. Sur l'estrade, une couronne de fleurs blanches enrubannées en hommage aux victimes du nazisme. Et les numéros de music-hall de se succéder : deux troupiers en bleu horizon, dont une étoile soviétique rouge dissimule le chiffre du képi ; pour eux, on cueille une rose dans la couronne : « Camarade, nous te donnons cette fleur, etc. » Dans la salle, un délégué suédois endosse le gracieux uniforme de sa marine nationale. A chaque nouvelle exhibition, le rituel se répète. Pendant trois jours on se gargarise de mots, dans toutes les langues de la terre, que captent à la vitesse du vent les deux jeunes interprètes soviétiques.

J'attends en vain une allusion aux fautes du passé, un semblant d'examen de conscience. Quand l'orateur, chargé de conclure les débats, lance, en guise de péroraison : « Unité ! Unité ! Unité ! », je ne me contiens plus et je crie que cette unité-là, il eût mieux valu la réaliser en Allemagne avant le triomphe de Hitler. Comme par enchantement, l'ambiance fraternelle s'est évanouie. Une meute déchaînée me conspue : « Sale trotskyste ! » Cependant, je réussis à accéder à la tribune. J'y dénonce les rumeurs qui circulent d'une alliance militaire franco-soviétique en gestation. Plus tard, à une séance de commission, le délégué officiel de la Jeunesse soviétique, Kossakov, déclare que les bruits dont je me suis fait l'écho « ressemblent à des provocations ». Je proteste. Il me répond, quelque peu gêné, jurant que son pays ne « conclurait jamais d'alliance militaire avec aucun pays capitaliste ». Un serment dont un proche avenir fera un parjure.

Quand les derniers lampions de la parade sont éteints, les jeunes Allemands restent groupés dans l'ombre. Et avant de se séparer, de repartir pour le royaume de la peste brune, ils chantent, dans la nuit, comme ils savent chanter, les vieux airs révolutionnaires de

6. Sur Münzenberg, cf. A. KOESTLER, *op. cit.*, p. 251-253, 491-493, etc.

leur pays. C'est beau. La larme à l'œil, je me joins à eux. Mais, en dépit de ces moments émotionnels, ç'a été un congrès pour rien, puisque toute la vérité n'a pas été dite et que, par ordre supérieur, on n'a pas voulu faire de *mea culpa*.

Visite à Trotsky

A la fin de 1933, je suis admis à l'honneur de rencontrer Trotsky. L'exilé, qui a débarqué à Marseille, le 24 juillet, venant de l'île de Prinkipo, en Turquie, s'est installé, discrètement, en novembre, à Barbizon, à l'orée de la forêt de Fontainebleau. Dans le plus strict incognito, il vient de temps à autre à Paris consulter un praticien. Il en profite pour y prendre contact avec des militants et des intellectuels d'extrême-gauche qu'il ne saurait rencontrer en Seine-et-Marne, sous peine de dévoiler sa retraite. Il vient d'avoir un entretien avec Simone Weil. Bientôt il accueillera André Malraux. Je n'ai qu'un seul titre à sa bienveillance : m'être lié d'amitié avec son fils Sedov, un brave garçon, actif et efficace, qui n'a pas hérité du génie paternel, mais qui lui est totalement dévoué et qui paiera de sa vie cette allégeance.

Les admirables analyses qu'il vient de consacrer à la défaite allemande sont dans ma mémoire. Mon cœur bat, lorsque je monte le petit escalier modeste de l'immeuble où habite Robert Ranc, le camarade choisi pour héberger notre entrevue. Dans l'antichambre, de jeunes lieutenants pérorant avec gravité et importance. Parmi eux, le maigre et ascétique Pierre Naville, au cœur pur, au visage de chien battu ; et son rival, le gras et trépidant Raymond Molinier, aventurier balzacien, à qui Trotsky n'a pas encore retiré sa confiance, car, doté d'une ingéniosité roublarde et sans scrupule, il n'a pas son pareil pour débrouiller les problèmes financiers et matériels les plus scabreux.

Enfin, je suis introduit. Vêtu d'un ample complet gris clair, grand, massif, un peu voûté, affable, souriant, mon interlocuteur n'a rien de l'aspect redoutable que suggèrent les portraits historiques. Peut-être, tout simplement, parce qu'il a coupé sa célèbre barbiche. Une simple moustache grise, un peu longue, encadre sa lèvre supérieure. Sa voix est aux antipodes de celle que j'imaginai. Est-ce parce que sa santé laisse à désirer ? Toujours est-il que cette voix ne tonne pas. Elle n'est guère timbrée : un peu nasillarde, avec un soupçon d'accent yiddish. Mais je suis surtout surpris, et fasciné, par ses yeux bleu de ciel, sous le verre des lunettes, des yeux qui déconcertent, à la fois perçants et lumineux de bonté.

L'homme que j'ai devant moi n'est pas le Trotsky de la légende, le Trotsky que, depuis tant d'années, j'imaginais lorsque je lisais ou que je prononçais son nom. Il m'est impossible, en un clin d'œil, de renoncer à l'autre image. Durant tout l'entretien, je verrai donc,

à la fois, deux Trotsky, l'idéal et le réel. Ils n'ont pour moi, de commun, que le nom. En dépit de mes efforts ultérieurs, ils demeureront toujours dissociés dans ma mémoire. Peut-être, d'ailleurs, y a-t-il réellement deux Trotsky : celui, surhumain, lançant des éclairs, de son épopée révolutionnaire, de ses écrits ou discours politiques, et le Trotsky à l'échelle humaine, du *Journal intime*, des pages sur son fils Sedov, des dernières paroles murmurées à sa femme à l'heure du suprême adieu.

Avec une vive sollicitude, nullement affectée, où l'on sent percer une vieille et solide amitié, une estime profonde que les années, et même les articles sur le passage du Rubicon, n'ont pas refroidie, Trotsky me demande :

— Comment va Monatte ?

Je lui raconte combien le vieux syndicaliste a été affecté par ses furieuses diatribes de 1930-1931. Trotsky me paraît gêné, voire ému, en tout cas hypersensible au souvenir du vétéran.

Nous parlons, à bâtons rompus, de l'Allemagne, du péril fasciste qu'il voit approcher à grands pas en France et au barrage duquel il entend participer activement. Trotsky se fait utilitaire. Avec la gentillesse un peu impérieuse dont il doit, j'imagine, user vis-à-vis de ses collaborateurs immédiats, il me demande si j'ai du temps libre. Sur ma réponse imprudemment affirmative, il me propose de dresser, pour lui, une sorte de tableau, d'inventaire détaillé, de la vie politique en France, département par département, qui sera pour lui un instrument de travail. Je bredouille un acquiescement. Paternel, un peu olympien, il me reconduit jusqu'à la porte. Je ne le reverrai jamais plus. Mais, à distance, avec ou sans communication directe, le dialogue avec lui sera constamment renoué, à travers toute la période du Front populaire. Aussi bien sur le plan théorique que sur celui de l'action militante, il restera, jusqu'à sa mort, pour nombre d'entre nous, un excitateur en même temps qu'une fêrule.

Quelques mois plus tard, en mars 1934, la police envahira grossièrement sa résidence de Barbizon, feignant de la découvrir. Un arrêté d'expulsion sera pris contre lui. Mais il parviendra, non sans peine, en grand secret, à se maintenir en France, dans l'Isère, jusqu'à son départ pour la Norvège en juin 1935. Les admirables écrits qu'il consacra à la situation politique après le coup du 6 février paraîtront sans signature, comme s'il s'agissait d'un texte collectif : mais cet anonymat, un peu trop transparent, ne trompera personne.

La folle soirée du 6 février

Dans la soirée du 6 février 1934, en effet, le fascisme fait son apparition en plein cœur de Paris. La distance est grande entre une prophétie et son accomplissement, tout comme paraît longue

la durée qui sépare un éclair lointain du premier coup de tonnerre. Sur le papier, je me suis persuadé que le péril fasciste n'épargnerait pas la France. Mais quand j'ai soudain devant moi le monstre en chair et en os, je dois me frotter les yeux, éberlué.

J'allais dîner lorsque j'apprends que l'on se bat place de la Concorde. J'enfourche mon vélo et j'y cours. Le pont qui mène au Palais-Bourbon est barré par d'importantes forces de l'ordre, à pied et à cheval. Je ne puis distinguer ce qui s'y passe. Je n'aperçois qu'un rideau noir de manifestants qui, à cette heure, ne me semble plus avoir une grande importance numérique et, derrière ce rideau, une barrière de jets d'eau, provenant de lances d'incendie et formant de grandes taches blanches. Sur la place même, non loin de l'Obélisque, un autobus rougeoyant achève de se consumer, tandis que des escarpes, aux silhouettes douteuses, s'amuse à souffler dans les tuyaux du moteur. Des débris divers, des pavés jonchent le sol. Des conduites de gaz, déterrées on ne sait comment, brûlent à leur extrémité comme un chalumeau. La police se contente de barrer le pont de la Concorde, mais, en fait, elle livre la place aux émeutiers. A l'angle de la rue Royale, une fumée épaisse se dégage du rez-de-chaussée du ministère de la Marine, tandis que les pompiers s'affairent. Une camionnette, stationnée providentiellement devant le ministère, sans être le moins du monde inquiétée, a amené à pied d'œuvre les incendiaires.

Et, vers 22 heures, voici que débouche sur la place, venant de la rue Royale et occupant toute la largeur de la rue, une colonne qui brandit des drapeaux tricolores. Au milieu de la chaussée, des messieurs d'aspect mûr et respectable, arborant leur légion d'honneur, braillent *La Marseillaise*. Ils ne font pas du tout émeutiers. Sur les bords, les encadrant, de jeunes travailleurs, en chandail et casquette, entonnent, eux, *L'Internationale*. Aucune des deux variétés de choristes ne semble incommodée par la présence de l'autre, ni indisposée par cette bizarre cacophonie. Ils donnent bien plutôt l'impression de manifester ensemble, au coude à coude, et de communier dans une même fureur contre le pouvoir et contre le service d'ordre. Ce sont, me dit-on, des anciens combattants, les uns de droite, les autres d'extrême-gauche. Pourtant la plupart des titis qui entonnent l'hymne rouge ne sont pas d'âge à avoir fait la guerre.

Ce cortège, n'ayant pu ni atteindre ni franchir le pont, ne s'éternise pas sur la place de la Concorde. Et celle-ci, bientôt, est livrée à des badauds clairsemés, venus voir les dégâts provoqués par l'émeute. Mais, brusquement, vers 23 h. 30, le rideau noir des manifestants toujours visible, au loin, sur le pont, reflue vers nous, en déroute. Sous l'impulsion, paraît-il d'un colonel de gendarmerie qui, posant pour l'Histoire, hurle : « A moi ! en avant ! », deux colonnes d'argousins passent à l'attaque. L'une s'élance du Cours-la-Reine vers les Champs-Élysées, la seconde passe entre les chevaux de Marly où les manifestants, en début de soirée, ont édifié un embryon de barricade, et elle entreprend de nettoyer les bosquets

des Champs-Élysées en direction du théâtre des Ambassadeurs. Une pétarade formidable éclate. Une folle panique s'empare des badauds. J'ai tout juste le temps de saisir mon vélo sur l'épaule, de prendre, comme tout le monde, mes jambes à mon cou, de franchir, tant bien que mal, vu le poids de ma machine, la simili-barricade de l'entrée des Champs-Élysées et au pas de course, parmi des très nombreux fuyards, j'essaie de gagner l'avenue Gabriel. Les balles crépitent dans le verre des réverbères qui vole en éclats. A côté de moi, des gens tombent sur le dos, les quatre fers en l'air. D'autres rampent sous la rafale. Un jeune homme, un peu plus loin, se plaint d'une brûlure à l'oreille : il y porte une main, aussitôt ensanglantée.

Ici s'intercale un épisode burlesque. Ayant mission, sans doute, de protéger le palais de l'Élysée, des flics forment un barrage sous les arbres et, nous interdisant la direction de l'avenue Gabriel, nous refoulent vers les Champs-Élysées, c'est-à-dire vers la trajectoire du tir. Je renâcle. Alors les cognes s'emparent de mon vélo et le piétinent sur un rythme de danse nègre. Mais un des plus costauds, soudain, me reconnaît. C'est le champion de lutte Jean Jourlin, qui gagne sa matérielle comme gardien de la paix. Modérant ses collègues, me restituant, avec force excuses, ma machine quelque peu détériorée, il me souffle :

— Allons, Daniel, file, file au plus vite !

Quand j'arrive au rond-point des Champs-Élysées, toutes les conduites à gaz brûlent dans un bel éclairage rouge. Une Américaine d'âge mûr, drapée dans un manteau de vison, contemple avec une extase sadique cet étonnant spectacle et me lance, avec un accent traînant et guttural :

— Ah ! que j'aime Pa-ris !

Comme la pétarade se rapproche, je me réfugie dans un petit café au coin de l'avenue qui portait alors le nom de Victor-Emmanuel ; et, du sous-sol, je téléphone à Marceau Pivert, à la Fédération socialiste de la Seine, pour lui faire un bref rapport.

Quand je quitte cet abri, et que j'entreprend la traversée de la capitale, j'aperçois, place Saint-Augustin, un monsieur en melon et gants beurre frais, un authentique fasciste celui-là. Il a une balle dans la joue qui la fait ressembler à un ballon. Mais, au lieu d'aller se faire panser, il demeure planté sur le refuge, bêlant comme un automate : « Assassins ! Assassins ! »

La fusillade finale semble avoir été la plus meurtrière. Elle a fait un nombre respectable de morts et de blessés. J'ai le sentiment que les premières victimes, celles du début de la soirée, n'étaient pas tout à fait suffisantes pour provoquer la forte commotion politique qui renverserait le ministère Daladier, baptisé gouvernement de fusilleurs, et hisserait au pouvoir le régime préfasciste de Gaston Doumergue. Le petit massacre manigancé au terme de cette folle journée a permis de la clore sur une note hautement dramatique

qui, dès le lendemain, sera exploitée politiquement par les meneurs du jeu.

Sans attendre même que se soit levée l'aube, un homme surexcité capitalise déjà les morts. Je l'apercevrai vers deux heures du matin, les mains derrière le dos, la barbe en pointe, parcourant seul, comme un bolide, les grands boulevards, enjambant, fort en colère, les débris qui jonchent le sol, trébuchant contre les pavés, gesticulant comme s'il criait vengeance : mon oncle Daniel Halévy, qui, hors de ses gonds, perdant toute retenue, rejetant tout masque, s'avoue publiquement d'extrême-droite.

Le grand capital au pouvoir

Tel a été le 6 février. Je n'ai pu voir que ce qui se déroulait dans un minuscule champ visuel et je suis incapable de donner, au moins sous forme de témoignage direct, une vue d'ensemble de cette journée historique.

Par contre, il m'est moins malaisé d'en rappeler les causes. La crise mondiale avait fini, avec un retard considérable, par frapper assez durement la France ; la production industrielle, tout comme le montant total des revenus distribués, fléchi d'environ 30 % par rapport à 1929. Le chômage s'était aggravé. Les classes moyennes urbaines : commerçants, artisans, chefs d'entreprises modestes étaient particulièrement touchés. Et, comme cela s'était passé en Allemagne, ces petits-bourgeois devenaient enragés.

Au même moment, les scandales politiques et financiers se succédaient. A la suite de l'émission de faux bons par le Crédit municipal de Bayonne, l'escroc Alexandre Stavisky avait pris la fuite. Il avait été protégé par deux ministres radicaux en exercice, le ministre des Colonies, Dalimier, et le Garde des Sceaux, Raynaldy. Tous deux durent démissionner. Le frère du président du Conseil, Camille Chautemps, avait été l'un des avocats de l'aventurier ; son beau-frère, le procureur Pressard, ne s'était pas moins mouillé. Il fallait à tout prix empêcher Stavisky de parler. Quand les policiers enfoncèrent les portes de la villa où il s'était réfugié à Chamonix, l'escroc, providentiellement, avait déjà reçu une balle dans la tête (tout comme devait être supprimé Georges Figon, en janvier 1966).

A la fin de janvier, le ministère entier, éclaboussé par le scandale, devait se retirer. L'extrême-droite exploita à fond la boue dont s'était maculée la gauche et qui avait rejailli sur le Parti socialiste lui-même, Léon Blum s'étant obstiné à couvrir Chautemps. Elle perpétua, durant tout le mois de janvier, des manifestations de rue, mollement contenues par la police, et qui tournèrent parfois à l'émeute. Daladier, lorsqu'il succéda à Chautemps, voulut justifier sa réputation de taureau de la Camargne. Il fendit l'oreille au préfet de police, Chiappe, qui avait, depuis longtemps, installé solidement le fascisme

à la tour pointue. Le petit Corse jappa : « Vous me retrouverez dans la rue ! »

Mais derrière cette façade politique, les hommes du grand capital préparaient, de sang-froid, une opération d'envergure. Stimulés par l'exemple allemand, ils aspiraient à un gouvernement fort, capable de résoudre la crise au profit des possédants et de pratiquer, autoritairement, par décrets-lois, une politique de déflation aux dépens des masses populaires. Leur porte-parole était Ernest Mercier, magnat de l'électricité et du pétrole, qui, depuis longtemps, subvenait le Redressement français, officine de corruption politique.

C'était par la volonté des trusts que les bandes fascistes, Croix-de-Feu de l'incéffable colonel de La Rocque, camelots du roi et autres groupuscules activistes, avaient, le soir du 6 février, tenté de franchir le pont de la Concorde et de faire pression sur le Parlement. L'objectif n'était pas encore, à proprement parler, fasciste. Il s'agissait, pour l'instant, de renverser la majorité parlementaire (depuis les élections Bloc des Gauches de 1932, la France était gouvernée par les radicaux-socialistes, avec soutien S.F.I.O.) et d'amener au pouvoir un gouvernement de droite, dit de trêve. L'émeute du 6 février atteignit pleinement ses véritables objectifs. Traité de fusilleur, le gouvernement Daladier, bien que soutenu par une confortable majorité, céda la place. Les communistes, le matin même, avaient contribué à sa chute en faisant chorus avec les royalistes pour réclamer son châtiment ; quant aux dirigeants socialistes et démocrates, ils voyaient avec stupeur s'effondrer l'ultime barrage en lequel, naïvement, ils avaient mis tous leurs espoirs.

On fit rentrer darc-dare dans la capitale, de sa lointaine retraite provinciale, un invalide politique : l'ancien président de la République, Gaston Doumergue. Le grand capital avait trouvé ses hommes liges. Autour de lui se pressèrent tous les chevaux de retour de la réaction, les chefs de gouvernement déshonorés pour avoir trempé dans les scandales des années 1930 : Tardieu, Flandin, Laval. Le parti de la guerre était représenté par Louis Barthou, la haute banque par Germain Martin, l'industrie lourde par Louis Marin, l'armée par le maréchal Pétain, que dévorait une ambition sénile. Les radicaux, amadoués par la conservation du ministère de l'Intérieur, passèrent sans sourciller de l'union des gauches à l'union nationale. Le tour était joué : l'opération chirurgicale de la déflation allait pouvoir être menée par simples décrets-lois.

La gauche prise à l'improviste

La gauche ouvrière avait été prise à l'improviste et, tout d'abord, décontenancée. Les communistes criaient plus fort que les émeutiers fascistes eux-mêmes : « A bas les voleurs ! », et leur sympathie allait à tout manifestant, quel qu'il fût, qui se heurtait à la police. Le

matin du 6 février, leur journal se bornait à donner la consigne d'aller manifester au Rond-Point des Champs-Élysées, plongeant ses lecteurs dans la confusion la plus absolue et la plus dangereuse. Après le massacre, André Marty tenta d'accréditer une version fantaisiste : les fascistes étaient tombés, « par erreur », sous les balles destinées à la classe ouvrière. Quant aux chefs socialistes, Paul Faure en particulier, il leur fallut quelque temps pour retrouver la vue. Mais Léon Blum, lui, reprit assez rapidement ses esprits et essaya de réparer l'erreur fatale qu'il avait commise en s'accrochant aux basques de la démocratie bourgeoise, en cautionnant un président du Conseil taré.

A la Fédération socialiste de la Seine, Jean Zyromski et Marceau Pivert furent les premiers à comprendre la gravité du péril fasciste et à agir en conséquence. *Quid* des trotskystes ? Empêtrés dans leurs schémas théoriques, ils traitèrent successivement de bonapartistes le gouvernement Daladier, puis celui de Doumergue, comme en Allemagne ils avaient baptisé, l'un après l'autre, bonapartistes, les cabinets Brüning, Papen et Schleicher. Cette définition passe-partout n'aidait guère à comprendre pourquoi, dans les deux pays, les maîtres du jeu avaient cru devoir essayer, tour à tour, tant de variétés de bonapartisme.

De fait, l'objectif ultime du gouvernement Doumergue était de doter le pays d'une constitution autoritaire. Mais, en 1934, la gauche, enfin réveillée, fit avorter le plan. Et Gastounet dut, au bout de quelques mois, réintégrer sa retraite de Tournefeuille. Cependant, sous la houlette de ses successeurs, Pierre-Etienne Flandin, puis Pierre Laval, la politique de la grande pénitence devait être aveuglément poursuivie, soulevant la colère des masses et creusant ainsi le lit du Front populaire.

La riposte des 9 et 12 février

Dans la nuit du 6 au 7 février, tandis que je fais mon rapport téléphonique à Marceau Pivert, les commissions exécutives des Fédérations socialistes de Seine et Seine-et-Oise siègent fiévreusement dans le petit local de la rue Feydeau. Elles lancent un appel sur le thème : « Trêve aux divisions, unité d'action loyale ! » Peu après minuit, elles envoient une délégation au Parti communiste, lui proposant, à titre de riposte immédiate, une manifestation de rue pour le 8 février. Au même moment, au comité central du P. C., Renaud Jean et Jacques Doriot pressent la direction de proposer aux socialistes une contre-manifestation rapide. Mais Maurice Thorez, qui a des ordres et qui, au surplus, n'a encore rien appris, s'obstine : pas de front unique à la tête. Les communistes refusant de s'associer à la manifestation du 8, celle-ci est annulée. Ils veulent leur manifestation à eux. Elle aura lieu le 9 au soir, à partir de la place de

la République. En dépit du sectarisme stalinien, nombre de militants socialistes de la Seine, pour la plupart des pivertistes, se sont joints, dans la rue, aux manifestants communistes.

Tout le quartier de la République est en état de siège. Pendant cinq heures, de sept heures à minuit, nous nous battons violemment avec les flics. Nous dressons un peu partout des barricades et échangeons avec la police force coups de feu. L'émeute fait tache d'huile jusqu'aux faubourgs ouvriers du XX^e. Dans les ruelles avoisinant les rues de Belleville et de Ménilmontant, on se bat furieusement : charges et contre-charges. J'ai l'impression, à la fois excitante et un peu terrifiante, que le quartier, qui m'est si familier, a repris son visage du temps de la Commune. Le bilan est lourd : six morts, plusieurs centaines de blessés. Les combattants ont fait preuve de courage. Par ce baroud d'honneur, le Parti communiste se flatte à la fois de racheter son inconduite du 6 février et de prouver l'inutilité du front unique à la tête. Mais ce ne sont pas les maigres effectifs dont il dispose qui peuvent suffire à barrer la route au fascisme. Là où les sectes politiques sont impuissantes, la classe elle-même va entrer en scène.

La grève générale du 12 février a été manigancée, le 7 au matin, par le ministre de l'Intérieur de Daladier, Eugène Frot, de mèche avec Léon Jouhaux et Léon Blum. A l'origine, ses objectifs sont limités et nullement révolutionnaires : elle vise à faire contrepoids à la pression exercée par les ligues factieuses sur un gouvernement qui n'est pas encore démissionnaire. Mais, à l'insu, ou au-delà de l'attente, de ses initiateurs, elle va prendre figure de formidable démonstration de masses. A travers la France, quelque cinq millions de travailleurs se croisent les bras. A Paris, ni journaux, ni spectacles, ni moyens de transport. J'ai passé, pour ma part, toute la journée du 11 à rouler dans les rames de métro, avec en bandoulière une grosse gibecière de cuir, qui servait à mon grand-père pour la chasse, et que j'ai bourrée de tracts de la C.G.T. L'accueil des voyageurs, leur chaude sympathie, leurs encouragements fraternels m'ont déjà permis de prendre la température des masses ; le triomphe de la journée du lendemain ne me surprendra pas.

L'après-midi du 12, en pleine grève, les socialistes ont organisé une manifestation au cours de Vincennes. Les communistes, tempérant, enfin, leur hargne sectaire, ont décidé de s'y rallier. Une marée humaine déferle sur la place de la Nation. C'est le premier des rassemblements gigantesques qui marqueront l'âge dit du Front populaire. Le cortège communiste tourne autour du rond-point dans un sens, le cortège socialiste dans le sens contraire. Puis, quand ils se rencontrent, leurs flots se rejoignent, se fondent, au cri de « Unité ! Unité ! ». Leur masse avance maintenant, en rangs serrés,

sur toute la largeur du cours de Vincennes, chantant *L'Internationale*.

Quant à chacun de nous, fétus de paille au milieu de cet océan, la confiance nous gonfle la poitrine. Enfin, pour la première fois, nous agissons ensemble. Ce dont le mouvement ouvrier allemand s'est révélé incapable, jusqu'à la dernière minute, contre Hitler, nous venons de le faire, nous. Les fascistes et leurs complices policiers peuvent s'amuser à allumer des incendies sur nos places publiques : ce sont là jeux de gamins. Nous, nous venons de prouver que nous sommes capables de paralyser toute la vie du pays. Nous voilà délivrés, enfin, des complexes d'infériorité qui, depuis si longtemps, nous inhibaient : nous découvrons que nous sommes forts.

Mais nous ne le serons que si nous ne nous bornons pas à rester sur la défensive. Nous ne vaincrons le fascisme que si nous sommes plus offensifs que lui. La défense des libertés n'est qu'un point de départ, un minimum. Les occupations d'usines italiennes, en 1920, l'ont démontré : la grève générale peut être une arme à double tranchant. Il faut pousser plus loin. Ou le fascisme prendra le pouvoir, ou ce sera nous. Ou nous exorciserons la guerre, ou nous subirons la guerre.

Doriot et la querelle du front unique

Malgré le pas en avant fait par la direction du P.C. le 12 février, celle-ci continuait à se cramponner à la tactique puérile et stérile du front unique à la base et à substituer à la véritable unité d'action les comités paracomunistes du mouvement dit Amsterdam-Pleyel. Le ton de ses polémiques avec les chefs socialistes ne s'était guère adouci. N'était pas davantage épargnée la gauche de la S.F.I.O., qui, pourtant, appelait obstinément à un rapprochement avec les communistes. Marceau Pivert, en particulier, était leur tête de Turc. Il jouait, à leurs yeux, un « rôle néfaste ». Il essayait de briser la vague d'unité d'action (à la manière stalinienne). Ce n'était qu'en le démasquant et en le combattant impitoyablement que le P.C. réussirait à entraîner les ouvriers socialistes dans le front unique à la base.

Mais, à l'intérieur même du comité central, Jacques Doriot et ses amis s'élevaient de plus en plus vivement contre ce sectarisme insensé. Depuis la fin janvier, ils s'étaient persuadés que le front unique à la base ne suffisait pas et qu'il fallait le compléter par des accords au sommet. Le succès de la grève générale du 12 février les avait renforcés dans leur conviction. Cette fois, c'étaient les réformistes et les socialistes qui avaient pris l'initiative de la bataille. Les troupes socialistes n'avaient pas perdu confiance dans leurs chefs. Affirmer le contraire, c'était sous-estimer dangereusement le réfor-

misme, son emprise sur des masses importantes. La grève avait revêtu le caractère d'un immense mouvement d'unité d'action, d'organisation à organisation, masses et chefs compris.

Seuls à la tête des masses, les communistes, par contre, tout comme en Allemagne, auraient été incapables de réussir une grève générale. A travers la France s'étaient constitués spontanément des comités de vigilance, groupant les organisations ouvrières, politiques et syndicales. Doriot n'en dénombrerait pas moins de trois mille. Dans le XV^e arrondissement de Paris, c'était Marceau Pivert qui avait réussi à en constituer un ; à Saint-Denis, c'était Jacques Doriot. Le 18 mars, Benoît Frachon osa qualifier de « crime » cette dernière initiative. Le 6 avril, *L'Humanité* dénonça hystériquement la politique de bloc avec la social-démocratie : c'était « abandonner les positions du bolchevisme pour retomber au vomissement social-démocrate ».

Le 26 avril, Doriot riposta en organisant à Saint-Denis, la ville dont il était maire, un grand meeting d'unité d'action. Nombreux dans la salle étaient les socialistes de la Seine. Les interrupteurs staliniens vociféraient et menaçaient. Ainsi l'un d'eux, m'ayant défié : « Ose gueuler vive Doriot ! pour voir », je poussai à pleins poumons le damnable cri, ce qui me valut, dégoulinant sur mes joues, un visqueux crachat.

Et, pourtant, je pouvais difficilement passer pour un anticommuniste. Quelques semaines plus tôt, j'avais adhéré, dans ma localité des Lilas, au comité de lutte antifasciste, affilié au mouvement Amsterdam-Pleyel. En cette qualité, j'avais contribué à organiser une liaison permanente entre les organisations ouvrières des quatre communes du canton de Pantin. Notre propos était le dépistage des bandes fascistes, l'identification de leurs membres, la surveillance de leurs permanences, le repérage et la mise hors d'état de nuire de leurs crieurs de journaux, le lacérage de leurs affiches et, en cas de provocation de leur part, notre riposte immédiate.

En donnant mon adhésion à ce comité, j'avais voulu protester contre une affiche de la Région parisienne de la C.G.T. qui osait affirmer : « Entre les communistes et nous, il ne peut y avoir rien de commun. » Ma lettre d'adhésion avait été publiée, à ma surprise, dans *L'Humanité* du 12 avril. De nouveau, le 11 mai, le même journal reproduisit des extraits d'un article du *Fonctionnaire syndicaliste* où j'accusais le « Plan de rénovation économique » de la C.G.T. de détourner les travailleurs du front unique révolutionnaire scellé depuis février et que ceux-ci ne laisseraient saboter par personne, d'un côté comme de l'autre. Le quotidien communiste, il est vrai, avait omis, en reproduisant mon texte, les mots : d'un côté comme de l'autre. Il n'était pas permis de dire dans ses colonnes que, non seulement les réformistes, mais aussi les staliniens, sabotaient le front unique.

7. *Pour l'unité d'action !*, préface de Jacques Doriot, 9 avril 1934.

J'étais donc logique avec moi-même en épousant la querelle de Doriot contre son comité central. C'était toujours pour la même bonne cause : celle de l'unité d'action. Sous le titre : « Saint-Denis a crié : casse-cou ! », j'écrivis un article pour le journal du rayon de Saint-Denis, *L'Emancipation*. C'était avec émotion et espoir que nous avions participé au meeting du 26 avril. Ce n'était pas une personnalité ni une politique de clocher que nous étions venus applaudir. Un seul fait s'imposait à nous : pour la première fois, une voix s'élevait dans l'Internationale communiste en faveur du front unique, du vrai. L'événement dépassait de beaucoup les limites de la ville rouge. Dans les rangs mêmes du Parti communiste allemand, de nombreux camarades, dans leur for intérieur, avaient désapprouvé la tactique antiunitaire de leur direction. Mais ils s'étaient tus. Saint-Denis avait parlé. Telle était la différence. A mes yeux, le problème du front unique, qui occasionnait un si vif désaccord entre la direction du P.C. et son plus fort rayon, n'était pas un problème secondaire, artificiellement hissé au premier plan : c'était le problème fondamental de la résistance ouvrière au fascisme. Dans sa solution, si ardue fût-elle, résidait notre seule chance de victoire. Tout le problème consistait à lutter ensemble contre l'adversaire commun sur quelques points communs, précis et clairement définis, tout en gardant intactes nos idéologies respectives, tout en revendiquant sur tous les autres points une liberté d'action entière. Le comité central du Parti communiste français, par son incompréhension, répétait la même tragique erreur qui avait coûté la vie au parti frère allemand. En freinant le courant qui, à la base, entraînait les travailleurs vers l'authentique unité d'action, il faisait, en réalité, le jeu des réformistes. Ce qu'il fallait, c'était entraîner dans la bataille les troupes socialistes et réformistes, non par-dessus la tête de leurs chefs, mais, tout au plus, malgré leurs chefs. En persistant dans une tactique sectaire, les communistes s'isolaient davantage encore des larges masses. Il était temps que l'Internationale communiste, si elle voulait réellement parer la menace fasciste, révisât de fond en comble sa conception du front unique.

Un mois plus tard, au défilé traditionnel du Mur des Fédérés, Doriot, en bras de chemise, marcha en tête de ses cohortes dionysiennes, grand gaillard jeune encore et robuste, les cheveux en brosse, lunettes sur les yeux. La veille même, afin de faire juges ses électeurs, il avait donné sa démission de maire de Saint-Denis et abandonné son mandat au conseil municipal.

Mais Staline s'empressa, selon son habitude, de couper l'herbe sous le pied du rebelle et de s'approprier sa plate-forme. Dès le 31 mai, *L'Humanité* publiait la traduction d'un article de la *Pravda* en faveur du front unique hier honni. L'Internationale communiste, à laquelle Doriot en avait appelé, estimait maintenant que le P.C. français pouvait et devait, devant la menace fasciste, proposer le front unique de lutte à la direction du Parti socialiste. Agir autrement eût été commettre un crime à l'égard de la classe ouvrière.

Mais, pour Doriot, soutenait le document, il ne s'agissait qu'en apparence du front unique ; ce qu'il voulait, le renégat, c'était « entraîner les travailleurs dans la voie du trotskysme, c'est-à-dire de l'avant-garde de la contre-révolution ».

Le pacte socialiste-communiste

Moscou ayant parlé, le P.C. se hâta d'obéir. Le 11 juin, il entamait avec la S.F.I.O. des négociations en vue de l'unité d'action. Pour la première fois, Blum et Thorez siégèrent autour d'une même table. Mais, comme les dirigeants socialistes se faisaient encore un peu tirer l'oreille, la Fédération de la Seine n'hésita pas, sous l'impulsion jamais en défaut de Jean Zyromski et de Marceau Pivert, à organiser en commun, avec les communistes de la région parisienne, un meeting, le 2 juillet, à la salle Bullier. L'affluence fut telle qu'il fallut, en toute hâte, improviser une seconde réunion au gymnase Huyghens. Ce fut une soirée inoubliable, un enthousiasme indescriptible. Le mouvement ouvrier français, enfin réconcilié avec lui-même, prenait un nouveau départ. Le 27 juillet, les dernières résistances des social-démocrates enfin surmontées, un pacte d'unité d'action était signé entre les deux partis.

Ainsi se trouvait exaucé le vœu des intellectuels qui, dès le 12 février, avaient réclamé « un organisme capable de faire de l'unité d'action une réalité et une arme ». Ces intellectuels, le 12 mars, s'étaient rassemblés, pour fonder un Comité d'action antifasciste et de vigilance, sous la direction de Paul Rivet, professeur au Museum, du philosophe Alain et du savant Paul Langevin, professeur au Collège de France et notable crypto-communiste. L'antifascisme de ces hommes de plume n'était pas seulement défensif : Il ne s'agissait pas « de conserver le monde présent » mais « de le transformer ». Deux mille après le 6 février, le nombre des « vigilants », un an plus tard, avant même la formation du Front populaire, avait triplé.

En septembre 1934, la presse ouvrière publiait un appel en vue de faire échouer, le soir même, dans le XX^e arrondissement, une réunion des Jeunesses patriotes. Au cours des bagarres qui s'ensuivirent, un jeune militant socialiste, Villemin, fut tué. Ce meurtre donna lieu à une grande manifestation. Je nous vois encore défilant sur toute la largeur de la rue des Pyrénées avec, en tête de notre imposant cortège, André Malraux et Jean Guéhenno. A un moment donné, un barrage de police s'interposa. Les deux jeunes écrivains négocièrent un peu longuement avec la gradaille policière et nous pûmes enfin passer, tout fiers, et de notre puissance, et d'avoir les écrivains avec nous.

L'unité d'action des partis et des syndicats ouvriers, à laquelle se joignaient les intellectuels, était capable, non seulement de barrer

la route au fascisme, mais peut-être aussi de renverser la conjoncture politique et, dans un élan irrésistible, de s'emparer du pouvoir. Malheureusement ce formidable potentiel, comme il sera conté au prochain chapitre, allait être galvaudé.

Fascisme ou socialisme

Un intellectuel, qui est en même temps un militant, doit-il donner la priorité à l'action ou à l'étude ? Car les deux activités, hélas, sont assez peu compatibles. A tort ou à raison, je crus devoir me retirer temporairement de la mêlée pour combattre le fascisme au moyen de recherches dites érudites. Exposer les véritables raisons de la victoire fasciste, démasquer, sans ménagement, les défaillances des partis ouvriers vaincus, que d'autres s'obstinaient à camoufler, convaincre le lecteur qu'on ne pouvait pas combattre le fascisme en s'accrochant à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise, qu'il fallait donc choisir entre fascisme et socialisme, tel était mon propos⁸.

Mais, pour mener à bien cette entreprise, il fallait, tout d'abord, diagnostiquer la véritable nature du fascisme : on avait affaire à une maladie. Pour décrire un mal encore nouveau et mal connu, le médecin n'a d'autre ressource que d'en comparer minutieusement les symptômes observés sur divers patients. C'est ce que je tentai de faire. Mes patients furent, comme de juste, l'Italie et l'Allemagne. Cette autopsie souleva des critiques. Maurice Chambelland m'adressa une lettre aigre-douce où il me reprochait de couler dans un même moule deux pays aussi différents que l'Italie et l'Allemagne et de verser dans les systématisations qui avaient déconsidéré le Komin-tern ; à son tour, Jean Bruhat, dans *L'Humanité*, cria au schématisme : mon livre avait l'inquiétant défaut d'être trop clair. Mais comment éviter de s'exposer à cette grogne si l'on voulait, par un effort d'abstraction, essayer de dégager les lois du phénomène fasciste ?

J'avais eu la présomption de vouloir appliquer la méthode dite du matérialisme historique. D'autres me cherchèrent querelle sur ce point. La superstructure, disaient-ils, ne pouvait si aisément s'expliquer par l'infrastructure. Pour ces idéalistes, le fascisme était un phénomène en soi, qui se déroulait dans l'âme et n'avait que de très lointains rapports avec les conditions économiques et le mécanisme des rapports de classe. Leur bonne foi, me semble-t-il, était douteuse, car je n'avais pas pris moins de peine à analyser ce qui se passait au fond des consciences qu'à décrire l'infrastructure matérielle.

8. *Fascisme et grand capital*, rééd. 1969, Petite collection Maspero.

Des naïfs, enfin, m'accusèrent d'avoir faussé le phénomène fasciste en l'accouplant tendancieusement au grand capital. Le fascisme était bel et bien, à leurs yeux, une révolution. Ces impostures, génératrices de chimères, et qui firent trop longtemps des dupes, devaient, enfin, s'écrouler en même temps que le Troisième Reich, pour ne plus jamais se relever.

A la vaste confrontation dans laquelle je m'engageais, les écrits récents de Trotsky servirent de guide⁹. Ils m'aiderent à comprendre le problème, si complexe, des classes moyennes oscillant entre le prolétariat et la bourgeoisie et que la crise économique, d'une part, la carence ouvrière, de l'autre, rejetaient vers les desperados de l'extrême-droite. Ils me mirent également sur la voie qui m'amena à décrire comment le fascisme, une fois au pouvoir, élimine les plus gauchistes de ses plébiens et, cette purge opérée, aboutit finalement, au moins dans une certaine mesure, à une dictature militaire et policière de type classique.

Deux autres ouvrages me furent d'un grand secours : tout d'abord, une analyse théorique du fascisme italien, remarquable par sa précision, sa documentation, sa lucidité et son style, qu'Ignazio Silone, émigré en Suisse, avait publiée en langue allemande, sous le titre *Der Faschismus* ; ensuite, un écrit du disciple espagnol de Trotsky, André Nin : *Les Dictatures de notre temps*, que Pierre Naville avait traduit en français et dont il m'avait confié le manuscrit (demeuré depuis inédit). C'est Nin qui m'enseigna les rôles respectifs de l'industrie légère et de l'industrie lourde dans la marche du fascisme vers le pouvoir et les raisons pour lesquelles le grand capital avait plus besoin de l'Etat fort fasciste que les autres groupes de pression économique.

L'ouvrage terminé, comme il arrive généralement dans ce cas, je perdis un temps précieux à lui trouver un éditeur. J'aurais sans doute dû renoncer à mettre au monde *Fascisme et grand capital* si la montée en flèche du Front populaire n'avait créé un climat favorable à sa publication et si, pour cette raison, André Malraux n'était intervenu en sa faveur auprès de Gaston Gallimard.

Le livre, si tant est qu'un livre puisse exercer, au moins dans l'immédiat, une quelconque influence sur les forces élémentaires du champ de bataille social, parut trop tard. Quand, en juillet 1936, il atteignit l'étalage des libraires, alors que le rédacteur avait, depuis belle lurette, repris sa tâche de militant, le mouvement ouvrier était déjà fourvoyé, irréparablement, dans une direction contraire à celle qu'on l'adjurait de prendre ; sous couleur de combattre le fascisme, il s'était accouplé avec une démocratie bourgeoise en putréfaction.

9. Cf. TROTSKY, *Ecrits*, t. III, 1928-1940, 1950, « Allemagne », pp. 23-389 ; t. II, *Où va la France ?*, 1958, pp. 3-38 ; *La IV^e Internationale et l'U.R.S.S.*, 1934.

Les deux Fronts populaires (1935-1936)

L'hypothèque de Versailles. — Le pacte Laval-Staline. — En flèche contre le pacte. — Du pacte au Front populaire. — Une mésalliance. — Programme rabougri. — Mauvaises excuses. — Naissance de la gauche révolutionnaire. — Trotsky et nous. — Météores dans le Parti socialiste. — Nos désaccords avec Trotsky. — Nous voulons être liés aux masses. — Pour ou contre le Front populaire ? — Unitaire oui, mais réticent. — Nous servons trop loyalement. — Un embryon de parti révolutionnaire. — Un petit brain-trust. — Syndicaliste avant tout. — Du Front populaire à l'expérience Blum. — Une mystique. — Exercice et conquête. — Tout est possible. — Un fil à la patte. — Blum frappé au visage. — Savoir terminer une grève. — Nous avons manqué le coche. — Un soviet en banlieue. — Un sigle magique : C.G.T. — La colonisation stalinienne. — Examen de conscience. — A la recherche d'un pouvoir révolutionnaire.

Le cartel électoral formé en 1935 fut une opération de politique intérieure essentiellement motivée par des considérations de politique extérieure. Il nous ravit notre trésor. Il nous dépouilla de notre victoire. Le Front populaire, tout à la fois, contribua à aggraver la tension internationale et il en fit subir aux masses populaires le contrecoup. Le danger de guerre qu'il activa, tout en prétendant le combattre, hypothéqua lourdement la lutte des classes en France ; il faussa, par sa permanente présence, tout le mécanisme des rapports sociaux.

L'hypothèque de Versailles

Quelles étaient ces considérations de politique extérieure ? L'accession au pouvoir de l'auteur de *Mein Kampf* ne fut pas, comme certains se l'imaginent superficiellement aujourd'hui, la seule cause de tension internationale. Il y en avait une autre, d'origine beaucoup plus ancienne : la paix de Versailles, que les vainqueurs avaient imposée par la force aux vaincus. En 1933, la question brûlante, c'était moins la révision des clauses territoriales du traité, encore à l'arrière-plan, que le désarmement. Les puissances alliées, en effet, s'étaient engagées solennellement à faire suivre le désarmement de l'Allemagne de la réduction de leurs propres armements. De l'aveu de deux chefs militaires français, le maréchal Foch et le général Nollet, l'Allemagne avait, pour sa part, tenu les engagements pris, et son désarmement, au début de 1927, était effectif¹.

Mais les gouvernements réactionnaires que les marchands de canons firent subir à la France manifestèrent avec éclat leur intention de ne pas honorer la parole donnée. Depuis 1925, une commission préparatoire à une conférence générale du désarmement discutait, palabrait, se congratulait, émettait des vœux, imprimait des montagnes de rapports et, en fait de résultats positifs, n'accouchait que d'un poste de T.S.F. en cas de conflit et d'un luxueux annuaire militaire. Sous des prétextes divers, les militaires français s'arrangeaient pour toujours reculer l'heure de mettre bas les armes. Leur thèse était que la sécurité devait précéder le désarmement. Comme la sécurité était une notion indéterminable et qu'elle supposait, en tout cas, une Allemagne renonçant, de façon irréversible, à la révision du *Diktat* versaillais, il était aisé de toujours s'en déclarer frustré.

Mais, un jour, il fallut bien se résigner à la convocation, pour le 4 février 1932, d'une conférence générale du désarmement, qui, maintes fois, avait été renvoyée aux calendes grecques. A l'avance, le président du Conseil d'alors, André Tardieu, l'homme qui avait rédigé le traité de Versailles, s'empressa de la torpiller. Le 15 juillet 1931, il alluma la mèche d'un explosif memorandum exposant pourquoi la France ne désarmerait pas. Il n'était pas question de réduire les armements français au niveau de ceux imposés à l'Allemagne par les traités et, mieux encore, si l'Allemagne s'avisait de dépasser en quoi que ce soit ce niveau, elle rendrait impossible le maintien des maigres réductions déjà faites par la France, qui saisirait aussitôt le prétexte pour armer davantage. Peu de temps après, Aristide

1. Maréchal Foch à la commission de l'Armée de la Chambre des députés, 17 février 1927 ; général Charles NOLLET, *Une expérience de désarmement : cinq ans de contrôle en Allemagne*, 1932 ; cf. D. GUÉRIN, *Contre la guerre et l'union sacrée*, brochure de propagande, mai 1938.

Briand, l'homme du rameau d'olivier tendu hypocritement à l'Allemagne, était évincé de la scène politique, par la disgrâce, puis par la mort. Le bellicisme sans masque avait, à Paris, les coudées franches.

Mais les élections de mai 1932 ramenèrent au pouvoir une majorité de gauche, et les radicaux-socialistes, qui devaient compter avec le soutien socialiste, mirent une sourdine aux provocations du militarisme français. Le 22 mai 1933, le gouvernement Daladier proposa à Hitler une transaction cousue de fil blanc et qui signifiait en substance : nous vous interdisons le moindre réarmement ; quant à nous (vous voyez comme nous sommes accommodants), nous verrons dans quatre ans (mais pas avant) si notre sacro-sainte sécurité nous permet de faire un pas dans la voie du désarmement.

Hitler riposta du tac au tac, avec une logique redoutable dont ses adversaires lui avaient fourni la justification : ou bien vous commencez votre désarmement, vous tenez enfin vos promesses, ou bien je commence moi-même à réarmer. Le résultat fut qu'à la conférence du désarmement, le 14 octobre, à Genève, les ponts furent coupés. L'Allemagne quitta, en claquant la porte, et la conférence, et la Société des Nations. Le gigantesque réarmement allemand se mit en marche,

A cette époque les communistes, qui n'avaient pas encore arboré les trois couleurs, soulignèrent que l'impérialisme français portait la responsabilité de la rupture. « C'est, écrivit Gabriel Péri, la politique de Versailles, c'est la politique de la "sécurité impérialiste" qui produisent aujourd'hui leurs fruits amers. Voilà ce que les prolétaires français ne doivent jamais oublier »².

Au lendemain du 6 février, la réaction avait repris le pouvoir en France. André Tardieu, toujours lui, en profita pour arracher à ses collègues du gouvernement Doumergue, le 17 avril 1934, une déclaration qui mettait fin à toute négociation avec Hitler sur le désarmement. L'Allemagne était accusée de porter seule la responsabilité de la rupture. La France enterrait, sans appel, la conférence du désarmement. Elle devait désormais « placer au premier plan de ses préoccupations les conditions de sa sécurité propre ».

Cette déclaration, qui avait soulevé les protestations pathétiques de la gauche française, Daladier y compris, trouva un soutien inattendu : celui du délégué soviétique à la moribonde conférence du désarmement : Maxime Litvinoff. Le 29 mai, il proclama sans déplaisir la faillite de la conférence et commença à mettre l'accent sur la « sécurité » des États « non agresseurs ». L'U.R.S.S. faisait ainsi une entrée, encore discrète, dans la « ronde » formée contre Hitler par les puissances occidentales : pour les besoins de la cause, elles avaient cessé, dans le jargon moscovite, d'être des impérialismes ; elles étaient devenues des « démocraties ». Plus tard, au

2. *L'Humanité*, 16 octobre 1933.

début de l'hiver 1935, le même Litvinoff, dans une note diplomatique, jeta par-dessus bord le désarmement au profit de la sécurité basée sur l'assistance mutuelle, qui était, précisément, le cheval de bataille du militarisme français.

Le pacte Laval-Staline

Un coup de théâtre, en effet, était en train de se tramer entre le dictateur russe et le gouvernement ultra-réactionnaire de Pierre Laval, qui avait succédé à celui de l'émeute du 6 février. Engagée à fond dans sa politique belliciste, la bourgeoisie française en venait à admettre de s'allier, contre Hitler, avec le diable. Par ailleurs, une fraction importante du grand capital, celle même qui, l'année précédente, sous la houlette du magnat Ernest Mercier, avait subventionné les ligues factieuses, se prenait soudain d'admiration pour la Russie soviétique, alléchée par la perspective de fructueuses commandes. Le 9 avril 1935, Mercier était devenu administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, liée à Léon Blum par son directeur général, Horace Finaly³.

Staline, de son côté, était en mal d'alliés. Il avait tenté de toutes ses forces, en 1933, de devenir celui d'Hitler, faisant bon marché des communistes allemands. Mais la main tendue sans vergogne avait été repoussée. Le Führer faisait alors du charme à la perfide Albion, s'offrant à jouer le rôle de bouclier de l'Europe contre le bolchevisme. Depuis longtemps, le potentat du Kremlin avait enterré l'internationalisme prolétarien et il ne se fiait plus qu'aux cyniques combinaisons de la politique de puissance. La rebuffade essuyée le décida à changer son fusil d'épaule. Il parvint à entrer dans les bonnes grâces de Pierre Laval, signa avec la France, le 2 mai 1935, un traité d'assistance mutuelle en cas d'agression allemande.

Quelques jours plus tard, le chef du gouvernement français était l'hôte de Moscou. Dans un communiqué officiel, les deux partenaires déclarèrent sentir le devoir « de ne laisser en rien affaiblir les moyens de leur défense nationale », pour ajouter : « A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » Le machiavélique Géorgien, sans aucun égard pour le prolétariat français, s'alliait ouvertement avec la bourgeoisie française, comme, plus tard, il devait réussir, enfin, à pactiser avec Hitler.

La nouvelle du voyage de Pierre Laval éclata comme une bombe. Elle bouleversa toutes les données de la politique internationale

3. Voir plus loin, p. 160.

comme de la politique intérieure française. Tout d'abord, elle rapprocha l'échéance de la guerre. Le pacte franco-soviétique, dès sa ratification le 27 février 1936, devait servir de prétexte à Hitler pour remilitariser la Rhénanie, démilitarisée depuis le traité de Versailles.

En France, sans que leur maître lointain eût même pris la peine de les prévenir, les stalinien^s avaient dû faire un tête-à-queue complet. Gaston Monmousseau, secrétaire de la C.G.T.U., avait, en juin 1934, repoussé avec horreur, comme une « monstrueuse trahison, pire que celle de 1914, l'hypothèse d'une alliance militaire avec l'U.R.S.S. ayant pour résultat l'union sacrée sous le couvert de la défense de l'U.R.S.S. »⁴. Peu de semaines avant le pacte, le 15 mars 1935, Maurice Thorez s'affirmait encore défaitiste révolutionnaire, et il s'opposait vigoureusement au service de deux ans. Du jour au lendemain, le Parti proclama que « Staline avait raison ». La lutte contre les deux ans fut discrètement abandonnée ; le défaitisme révolutionnaire devint un motif d'exclusion du Parti. Un langage nouveau, fort surprenant sur leurs lèvres, apparut dans les discours des tribuns communistes : le P.C. devenait le « Parti de la nation française » et il œuvrait pour « une France libre, forte et heureuse ». « Face à la menace hitlérienne », il fallait désormais considérer comme « impossible » une politique qui « risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France »⁵. Tout fut subordonné au souci de renforcer la puissance militaire du pays⁶. Dans toutes ses permanences, ses manifestations, ses cortèges, ses fêtes, et jusque dans les usines en grève, le Parti associa désormais au drapeau rouge le drapeau tricolore, *La Marseillaise à L'Internationale*. Maurice Thorez alla jusqu'à « tendre la main » aux catholiques et même aux anciens combattants Croix-de-Feu, comme lui « fils du peuple »⁷.

Les socialistes étaient aux anges. Ce rustre de Staline avait bien sûr manqué de tact en décarnant à un Premier ministre de droite un certificat de bonne conduite ; mais Blum clama que la déclaration de Moscou lui donnait raison, que le fossé avec les communistes sur la défense nationale était comblé, qu'un pont venait d'être jeté vers l'unité ouvrière. Les syndicalistes réformistes, Jouhaux en tête, n'exultèrent pas moins et cessèrent, comme par enchantement, d'opposer leur ancien veto à l'unité syndicale.

Quant aux radicaux-socialistes, qui la veille encore s'étaient faits les complices de l'opération issue du 6 février et avaient accepté servilement le rôle d'otages dans le gouvernement d'union nationale,

4. Discours au Congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement, Montpellier.

5. Article de Gitton, « Tout n'est pas possible », dans *L'Humanité* du 29 mai 1936.

6. C'est ce que devait souligner, plus tard, notre jeune camarade Pierre STYBE dans un schéma de Propagande, *Bulletin Intérieur* du P.S.O.P., n° 6, mai 1939.

7. Discours radiodiffusé du 17 avril 1936.

ils se découvrirent soudain pour les communistes, devenus nationaux, des trésors d'indulgence, en attendant l'accolade de Daladier et de Thorez, place de la Nation, le 14 juillet 1935.

En flèche contre le pacte

Seul manifesta énergiquement sa réprobation un Comité de liaison contre la guerre et l'union sacrée, créé pour la circonstance, qui groupa un certain nombre d'écrivains, tels Henry Poulaille, Simone Weil, Magdeleine Paz, Jean Giono, etc., la gauche socialiste de Marceau Pivert, les trotskystes, les syndicalistes révolutionnaires de Pierre Monatte, et quelques libertaires. Pour ma modeste part, j'avais, enfin, retrouvé un terrain d'action militante, conforme à mes convictions pacifistes révolutionnaires. Je participai activement aux deux conférences contre la guerre et l'union sacrée que le Comité organisa, la première à Saint-Denis les 10 et 11 août 1935, la seconde au Palais de la Mutualité à Paris, le 28 septembre.

Le langage que nous tenions dans nos manifestes n'était point tendre. La classe ouvrière était ligotée dans sa lutte contre le capitalisme par les conséquences désastreuses de l'alliance franco-soviétique. Sous la double pression du stalinisme et du réformisme, le prolétariat était invité à renoncer à toute action révolutionnaire contre la guerre. Au lieu d'orienter son unité d'action dans la voie de la Révolution, on voulait en faire la base d'une union sacrée dans la guerre contre l'Allemagne pour la défense du traité de Versailles. Bien que nous haïssions le régime hitlérien d'une haine implacable, ce n'était pas d'une guerre impérialiste mais de la lutte révolutionnaire internationale que nous attendions sa chute.

Quant au prudent Comité de vigilance des intellectuels, son attitude fut beaucoup plus nuancée. Toujours soucieux, comme il se l'était promis à sa fondation, de « demeurer uni par-dessus toutes divergences », menacé, au surplus, depuis le Pacte, d'une dissidence des intellectuels staliniens conduits par Jean Baby et André Wurmser, il évita de prendre à son sujet une position tranchante. Il esquiva toute polémique autour de la déclaration de Staline et concéda que le pacte franco-soviétique valait mieux que des accords européens d'où l'U.R.S.S. serait dangereusement exclue, mais à condition de servir de préface à des négociations générales. Comme Hitler, pour contrer le pacte, se mettait soudain à reparler désarmement⁸, les intellectuels insistaient pour que ces appels du pied, même intéressés, ne fussent pas écartés ou ignorés, mais pris au mot. Agir autrement eût été mettre aux mains du dictateur une arme supplémentaire.

8. Discours de Hitler du 21 mai 1935.

La gauche socialiste était partagée au sujet du pacte. Jean Zyromski, après avoir adjuré les Soviétiques de ne point ressusciter l'alliance franco-russe d'avant 1914, une fois mis au pied du mur, s'y ralliait. (Marceau Pivert) balançait entre une position d'hostilité catégorique que lui dictait son pacifisme révolutionnaire et une attitude plus hésitante, que lui inspiraient, à la fois, un souci unitaire voisin de celui des intellectuels et son amitié pour Zyromski. Lors de la ratification du pacte, au début de 1936, il déclara, devant l'organisme directeur du Parti socialiste, vouloir « en dégager les éléments qui servent la paix et combattre ceux qui pourraient servir la guerre ». Mais Staline servait-il la paix en s'alliant avec le militarisme qui, depuis quinze ans, maintenait l'Europe sous son hégémonie et qui, par son refus de désarmer, portait une si lourde part de responsabilité dans la tension internationale ? Était-ce servir la paix que de laisser le maréchal Toukhatchevski déclarer, après une visite à l'arsenal de guerre du Creusot : « Il faut être fort » ?

Était encore plus inquiétant un accord secret qui, s'il fallait en croire un orateur de la Chambre des Communes, venait d'être conclu entre le maréchal et l'état-major français. Cette ténébreuse annexe au pacte autorisait l'U.R.S.S. à se servir, en cas de besoin, des bases militaires aériennes de la Tchécoslovaquie devenue « porte-avions russe » et ne pouvait qu'exaspérer chez Hitler la psychose d'encerclement. Mais ce qui portait au comble nos alarmes, c'était la manière dont les Soviétiques poussaient leurs partenaires de Paris à une politique de force vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne, repoussant énergiquement toute négociation et allant jusqu'à préconiser une guerre préventive. Si le pacte était vraiment un instrument de paix, il était temps, grand temps qu'en fussent offertes des preuves plus tangibles. En aucun cas, bien entendu, nous ne devons confondre notre action avec celles des fascistes français, adversaires du pacte parce qu'il étaient, eux, partisans d'une alliance franco-allemande contre l'U.R.S.S. Mais nous devons combattre sans compromis toute politique belliciste, aussi bien celle qui mènerait à la guerre contre l'U.R.S.S., en alliance avec l'Allemagne, que celle qui mènerait à la guerre contre l'Allemagne, en alliance avec l'U.R.S.S. ?

Sur le désarmement, je n'étais pas moins en flèche. J'apostrophais | / Léon Blum⁹. Pendant des années, le leader socialiste avait soutenu que la sécurité ne conditionnait pas le désarmement, mais que c'était

9. D. GUÉRIN, « Le Pacte franco-soviétique instrument de paix ? », *La Gauche révolutionnaire*, N° 7, avril 1936. L'article fut publié en tribune libre, avec un chapeau de Marceau Pivert, qui le présentait comme une contribution à une « discussion loyale ».

10. D. GUÉRIN, « Toi aussi, Léon Blum », *La Gauche révolutionnaire*, N° 7, avril 1936.

le désarmement qui créait la sécurité. Or Hitler venait, au début d'avril 1936, de renouveler ses propositions antérieures en vue de freiner la course aux armements. Peut-être, en effet, ces appels du pied n'étaient-ils, comme le soutenait Blum, que « cruelle dérision ». Mais plus que jamais il fallait prendre au mot le sanglant dictateur, le mettre au pied du mur, l'obliger à passer des paroles aux actes. N'était-ce pas faire son jeu que de lui laisser le privilège d'apparaître en Europe comme le dernier, comme le seul partisan du désarmement ? Voilà ce qu'eût dit, il n'y avait pas si longtemps, Léon Blum en personne. Mais pour lui, maintenant, tant que l'Allemagne ne donnerait pas de gages à la sacro-sainte sécurité, il n'était plus question de désarmer.

Du pacte au Front populaire

La politique menée sur le plan extérieur par Pierre Laval devait inévitablement conduire à un renversement de la politique intérieure, l'union nationale, née du 6 février, céder la place au Front populaire. L'alliance de toutes les gauches et leur accession au pouvoir, rendues enfin possibles par le tournant social-patriotique du Parti communiste et par les très larges subventions que l'allié moscovite allait désormais faire pleuvoir sur l'antifascisme français¹¹, telles étaient les conséquences logiques du pacte Laval-Staline. Conséquences si évidentes que l'on s'étonne qu'elles aient pu échapper à son fourbe promoteur. Il est vrai qu'une fois le pacte signé le maquignon ne mit aucune hâte à le ratifier. Il multiplia les contacts avec le Troisième Reich : sur le chemin du retour de Moscou, il avait eu, en Pologne, un long conciliabule avec le maréchal Gœring. Les accords militaires franco-russes qui inculquèrent toute sa virulence au pacte ne furent conclus qu'après la chute de Pierre Laval.

Mais quels qu'aient été les troubles mobiles de l'Auvergnat, le pacte franco-soviétique eut une conséquence directe et presque immédiate : la formation du Front populaire.

Une mésalliance

La mésalliance du Parti radical-socialiste et du Parti communiste, consommée au cours de l'été 1935, avait, en réalité, des origines plus lointaines, antérieures au pacte Laval-Staline. André Ferrat, qui fut un des dirigeants du P.C.F., estime que, dès le renversement

11. Sur le pactole dont Moscou arrosa l'antifascisme français, cf. A. KOESTLER, *op. cit.*, p. 375-376, 394-395.

opéré en mai 1934 et qui avait consisté, brusquement, à faire « à tout prix le front unique au sommet, honni la veille encore, c'est-à-dire, de fait, en acceptant toutes les conditions du Parti socialiste », c'était déjà le Front populaire, et non la seule unité d'action socialiste-communiste, qui avait été l'objectif véritable de la stratégie russe¹². Le front unique ouvrier n'avait été considéré que comme une étape inévitable par laquelle il fallait bien passer pour en arriver au Front populaire avec les bourgeois radicaux-socialistes, en attendant, étape ultime, le « Front des Français ». ¹³

D'ailleurs, cette opération machiavélique avait été annoncée, assez longtemps à l'avance, par des signes avant-coureurs. Au cours d'un meeting qu'ils tinrent, à la salle Bullier, le 10 octobre 1934, les staliniens exhibèrent un programme de revendications immédiates (défense des salaires et traitements, mesures d'aide aux petits paysans et commerçants) qui surprit par sa modération et son empirisme. Jetant par-dessus bord, ou ajournant à des temps meilleurs, toute nationalisation (et, à plus forte raison, toute socialisation), toute mesure touchant à la structure même du régime capitaliste, ne retenant qu'un impôt exceptionnel sur les grosses fortunes, ils s'appliquaient à faire risette aux classes moyennes tout en se gardant de les effrayer.

Parmi les critiques qu'avant le grand tournant unitaire le P.C. avait lancées contre Marceau Pivert, figurait une calomnie : le leader de la gauche socialiste aurait essayé d'orienter la lutte anti-fasciste vers un bloc avec la bourgeoisie de « gauche »¹⁴. Cependant, ce ne fut à aucun degré Marceau Pivert, mais le socialiste de droite Ludovic-Oscar Frossard qui, en ce mois d'octobre 1934, avait lancé l'idée d'une résurrection du Cartel des Gauches entre socialistes et radicaux en vue de « sauver la République ». Zyromski, dans *Le Populaire*, avait vivement reproché à Frossard cette tentative d'élargissement à droite du pacte d'unité d'action. Mais, ô surprise, Maurice Thorez en personne, au meeting de Bullier, parlait maintenant d'« étendre l'alliance aux classes moyennes » et lançait un appel pour la constitution d'un « Front populaire du travail, de la liberté et de la paix ». Quelques jours plus tard, le 24 octobre, à Nantes, à la veille du congrès du P.C., il mettait les points sur les i : le Front populaire projeté devait englober les « groupements radicaux hostiles à la réaction ». Le même jour, le vétéran Marcel Cachin, dans *L'Humanité*, préconisait, ouvertement, un bloc avec le Parti radical-socialiste. Nous ne pouvions en croire nos oreilles.

12. André FERRAT, « Contribution à l'histoire du Parti communiste français », *Preuves*, N° 168, février 1935.

13. A. FERRAT, *op. cit.* ; voir plus loin, p. 149.

14. Lucien CONSTANT, « La Crise du Parti socialiste », *Cahiers du bolchevisme*, 15 mai 1934.

Le 18 janvier 1935, pour la première fois, la Fédération radicale de la Seine figurait, à l'occasion d'un grand meeting, aux côtés des dirigeants des organisations ouvrières. Quand les neiges de l'hiver eurent fondu, les embrassades reprirent de plus belle. Aux élections municipales des 5 et 12 mai, les candidats de gauche, en de nombreuses circonscriptions, se désistèrent au second tour en faveur du candidat le plus favorisé. C'est ainsi que le professeur Paul Rivet fut élu triomphalement, à Paris, dans le 5^e arrondissement.

Le 28 juin, à un meeting tenu au Palais de la Mutualité, se trouvèrent pour la première fois réunis, à la même tribune, Edouard Daladier, Léon Blum, Maurice Thorez, Paul Rivet. Le premier y proclama que les « classes moyennes n'avaient jamais trahi le prolétariat » et conclut démagogiquement : « Si nous sommes d'accord, nous sommes capables d'allumer la flamme de temps nouveaux. »

Les intellectuels, tirés de leur tour d'ivoire et dopés par le succès triomphal du professeur Paul Rivet, crurent avoir à se poser en médiateurs et en arbitres. Ces idéalistes se flattaient d'« unir » par la magie de leur verbe et de leur foi. Il y avait dans leur comportement, découlant de leur fonction sociale, un mélange de vanité, de générosité et de naïveté. Il leur était d'autant plus aisé de survoler les divergences qu'ils avaient des véritables frontières de classe une notion extrêmement floue. Ils étaient faciles à manœuvrer. Ils participèrent d'enthousiasme à des conciliabules où ils purent, tout à loisir, se donner de l'importance¹⁵. Une initiative y fut entérinée, qui leur avait été, probablement, soufflée : l'organisation, pour la fête nationale du 14 juillet, d'une vaste manifestation populaire et tricolore.

Le matin du grand jour, au stade Buffalo, on fit le serment, dans un langage emprunté à la creuse rhétorique républicaine, de donner au monde, entre autres, « la grande paix humaine ». L'après-midi, place de la Nation, aux cris de *Daladier au pouvoir !* s'exhibèrent, côte à côte, Daladier, Thorez et Pierre Cot, perchés sur un taxi, levant tous trois le poing. Les gauchistes ressentirent une fort pénible sensation de gêne que la contagion de l'enthousiasme populaire ne suffit pas à dissiper. De cette démonstration à grand spectacle sortit la constitution définitive d'un Comité d'organisation du Rassemblement populaire, auquel le congrès radical des 24-27 octobre confirma son adhésion. « La nation, affirmait la déclaration adoptée par ces démagogues, se libérera des féodalités modernes, comme elle a jadis abattu celles de l'Ancien Régime. » Qu'il s'agît de la défense de la paix ou de la lutte contre les trusts, le mensonge coulait à pleins bords.

15. Cf. Jean GUÉHENNO : *Journal d'une « Révolution », 1937-1938*, 1939, p. 207.

Programme rabougri

Il ne suffisait pas de convoler en justes noces. Le Rassemblement populaire dut se chercher un programme. Les démagogues socialistes l'avaient devancé en adoptant à l'unanimité (gauche y compris), au congrès de Mulhouse de juin 1935, une motion présentée par le redondant Vincent Auriol et qui visait, en des termes beaucoup plus véhéments encore que ceux dont usèrent un peu plus tard les radicaux, à « briser, en prenant appui sur les masses laborieuses, les résistances du grand capitalisme bancaire et industriel ». Il s'agissait s'inspirant tout à la fois du plan élaboré, en 1934, au congrès de Toulouse, par la S.F.I.O., et du Plan de la C.G.T., de promouvoir un certain nombre de nationalisations (crédit, assurances, chemins de fer, fabrications de guerre, mines, électricité).

Ces mesures, hardies en apparence, avaient un côté trompe-l'œil, car leur exécution intégrale était une question de rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat, et les divers « plans », alors à la mode ¹⁶, se gardaient de lever à ce sujet l'équivoque. Avait-on en vue des nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ou après une prise du pouvoir par les travailleurs ? Les résultats de l'opération, les bénéfices qu'en tireraient les masses populaires devaient, de toute évidence, être, dans l'un et l'autre cas, totalement différents ¹⁷. Pourtant, Marceau Pivert se déclara disposé à « propager » le Plan de la C.G.T. ¹⁸.

Mais, à la fin de 1935, ces réformes de structure, comme on les appelait alors, si aléatoires fussent-elles, étaient jugées encore trop audacieuses par les radicaux-socialistes et leurs alliés communistes. Jacques Duclos expliqua dans *L'Humanité* que les radicaux avaient raison de s'opposer à ce qu'on les inscrivent dans le futur programme du Front populaire. Au sein du Parti socialiste, beaucoup de militants, parmi les plus modérés, renâclèrent. Mais, dans l'organisme dirigeant de la S.F.I.O., le même Vincent Auriol, qui avait parrainé la tonitruante motion de Mulhouse, plaida avec le même feu son abandon par le Front populaire. Les dirigeants S.F.I.O. se laissèrent faire, en fin de compte, « une douce violence » ¹⁹.

16. Cette mode avait été lancée par le social-démocrate belge Henri de Man et ainsi avait été forgé un néologisme : le « planisme ».

17. D. GUÉRIN, *Le Fonctionnaire syndicaliste*, 5 mai 1934 ; « Démocratie économique et Fascisme », *La Révolution prolétarienne*, 10 février 1935 ; « Le Plan et nous », *La Gauche révolutionnaire*, décembre 1935.

18. Marceau PIVERT, « Tout se tient », *Le Populaire*, 18 mars 1935.

19. Jean ROUS, « Note d'un militant », *Esprit*, mai 1956.

Le programme du Rassemblement populaire tel qu'il fut publié, le 18 janvier 1936, était, en conséquence, d'une insuffisance criante. Il formulait un certain nombre de revendications, réclamait un certain nombre de palliatifs, destinés, notamment, à résorber la crise économique qui sévissait encore durement en 1935, mais il se gardait de définir les moyens de réaliser ce minimum. Quant aux mesures à prendre pour dompter les résistances du grand capital et venir à bout du sabotage qu'il ne manquerait pas d'exercer par la suite, il n'en était pas question. Dès l'origine, le Front populaire et le gouvernement auquel il devait donner naissance étaient sévèrement handicapés.

Mauvaises excuses

Les excuses invoquées par les staliniens pour tenter de justifier ce rabougrissement étaient, me semble-t-il, peu sincères.

Pour amener au pouvoir un gouvernement populaire, disait-on, il était indispensable de conclure une alliance avec le Parti radical-socialiste. Les partis ouvriers à eux seuls n'étaient pas capables, sur le plan électoral, de renverser la vapeur. L'argument était faux. Ses compromissions d'avant et d'après le 6 février avaient gravement entamé le prestige du Parti radical. C'était l'occasion ou jamais de le désarticuler, de lui donner le coup de grâce. Au contraire, en le conviant aux noces du Front populaire, les staliniens, loin de le « plumer », le remplumaient. Les résultats des élections de mai 1936 devaient être, de ce point de vue, fort éloquent. Les radicaux, grâce à l'aide des partis ouvriers, réussirent à décrocher 106 sièges métropolitains. Mais ils n'en perdaient pas moins, par rapport à la consultation de 1932, 51 sièges et plus de 400 000 voix. Si le Front populaire ne leur avait pas fourni une occasion miraculeuse de redorer leur blason, leurs pertes eussent, sans doute, été beaucoup plus sévères. Et si les deux partis prolétariens s'étaient entendus sur des candidatures ouvrières uniques, comme devait le suggérer Marceau Pivert (on le verra page 105), ils eussent, sur la base des voix recueillies, conquis 35 sièges de plus.

Un cartel électoral avec les radicaux eût pu, à la rigueur, trouver un semblant de justification dans une seule hypothèse : celle d'une ruse de guerre délibérée, visant à utiliser, l'espace d'un matin, le Parti radical, pour ensuite le déborder et le submerger sous un formidable mouvement de masses. Mais un tel calcul n'entra pas un instant dans la pensée des staliniens. Les raisons de politique étrangère, précisées un peu plus loin, qui leur faisaient rechercher l'appui des radicaux leur commandaient, au contraire, de jouer avec eux franc jeu, ce qu'ils ne firent pas toujours avec la S.F.I.O.

Il était indispensable, disait-on encore, pour se concilier les classes moyennes, pour les empêcher d'écouter les sirènes fascistes,

de les ménager. L'argument, ici encore, était contestable. Car, de toute évidence, il ne pouvait être mis fin aux tribulations des classes moyennes qu'en portant des coups décisifs au capital monopoliste qui les ruinait. Par contre, si l'on se mariait avec des partis bourgeois qui ne voulaient faire nul bobo au régime capitaliste, tout en laissant la classe ouvrière mener une action purement revendicative dans le cadre de l'ordre établi, on ne pouvait qu'aggraver, au lieu de la soulager, l'inconfortable situation des classes moyennes, coincées toujours davantage entre le capitalisme et le prolétariat, et les rejeter, par désespoir, vers le fascisme dont, précisément, on souhaitait les détourner.

Mais le slogan des classes moyennes n'était pour les dirigeants staliniens qu'un prétexte. La véritable raison de leur collusion avec les chefs radicaux était tout autre. Leur stratégie, bien qu'à usage interne, émanait du dehors. Le bureau politique du P.C. français n'était que postiche, Maurice Thorez et Jacques Duclos que des marionnettes. Le véritable centre de décision était assuré, depuis le début de 1932, par un appareil rigoureusement occulte et composé de non-Français, agents dociles en France du Kremlin. On en connaît aujourd'hui exactement la composition : la direction générale en était assurée par Eugen Fried, alias Clément, ancien membre de la direction du P.C. tchécoslovaque, assisté du Hongrois Ernst Geroy (le futur bras droit du sinistre dictateur rouge Rakosi), de la Roumaine Anna Pauker, dite Marina, la future et dure dirigeante stalinienne de Bucarest, du Polonais Georges Kagan, dit Constant, responsable de la section d'agit-prop et directeur des *Cahiers du bolchevisme*, d'un autre Polonais, Valetski, affecté à la section syndicale, d'une Russe, Goloubieva, dite Suzanne, chargée de la section coloniale, d'un Russe encore, Yabloski, responsable des écoles du P.C.F., enfin du Letton Heimo, instructeur de la section d'organisation. C'était un Roumain encore qui tenait les fils de l'attrape-nigaud que fut le Comité Amsterdam-Pleyel. D'autres instructeurs étaient chargés de diverses sections. Dans une lettre au *Monde*, Maurice Thorez fils a reconnu expressément : « C'est bien Eugen Fried qui a eu l'idée du Front populaire, comme il a eu l'idée de la main tendue aux catholiques, l'idée du Front national et d'autres idées encore. »

Cette direction occulte une fois en place, raconte André Ferrat, Maurice Thorez met « ses pas dans ses pas ». « Lorsqu'il parle au bureau politique, chacun de ses membres sait pertinemment que les directives et les explications qu'il fournit sont exactement celles qui lui ont été données, la veille ou le matin même, par Fried²⁰. »

Le Kremlin, par le truchement de ces agents occultes, était impatient de se concilier les politiciens français supposés partisans

20. A. FERRAT, *op. cit.* ; Annie KRIEGER, *Les Communistes français*, 1968. La lettre de Maurice Thorez junior a paru dans *Le Monde* des 11-12 mai 1969.

à la fois d'une politique de « fermeté » vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne et du pacte franco-soviétique. Il avait hâte de compléter ce dernier par une alliance militaire devant laquelle rechignait Pierre Laval. Le Front populaire, confirme Ferrat, « avait essentiellement pour but d'opérer le rassemblement maximum de toutes les couches de la population, même les plus réactionnaires, pour faire pression sur le gouvernement français et l'obliger à signer les accords militaires aux conditions fixées par le gouvernement soviétique ».

Les radicaux-socialistes, dans cette optique, étaient jugés plus sûrs que les socialistes : le bellicisme de Blum n'était pas encore, à cette date, suffisamment éprouvé, sa docilité à l'égard de Moscou fort douteuse ; de plus, la S.F.I.O. recélait dans son sein divers courants pacifistes : celui, fort équivoque, de Paul Faure, qui devait, plus tard, le conduire à s'acoquiner avec les munichois ; celui, tout autre, de Marceau Pivert et de ses amis, qui demeuraient fidèles au pacifisme révolutionnaire et qui, pour le moins, regardaient avec méfiance l'alliance franco-russe.

Pour ces raisons, les staliniens escomptaient bien davantage, aux élections à venir, la victoire des radicaux que celle des socialistes. Cette victoire, ils ne faisaient pas que la prévoir, ils l'appelaient presque ouvertement de leurs vœux et ils la favorisaient par tous les moyens. Avec le soutien communiste, nul doute que les radicaux au pouvoir pratiqueraient la politique extérieure énergique souhaitée, ou dictée, par Moscou ²¹ (de même qu'après 1958 Charles de Gaulle poursuivra une politique anti-américaine utile à l'U.R.S.S.). Mais les résultats du scrutin furent quelque peu différents puisque le S.F.I.O. en sortit largement en tête des partis de Gauche (v. plus loin p. 110). Au soir du 3 mai 1936, dans l'entourage de Maurice Thorez, on dut rire jaune.

Le Front populaire triomphait, mais pas tout à fait comme on l'eût voulu. Quand, au printemps 1937, le gouvernement Blum tomba, les staliniens ne firent pas grand-chose pour le retenir et, par contre, au moins jusqu'à Munich, ils donnèrent carte blanche aux cabinets radicaux, celui de Daladier y compris.

Naissance de la Gauche révolutionnaire

En ce qui concerne ma chétive personne, pour m'insérer dans l'aventure du Front populaire, je ne pouvais continuer à faire cavalier seul. Où adhérer ? Le drame de nombreux militants de notre géné-

21. Cf. François HERBETTE, articles du 23 avril et du 4 juin 1936, in *L'Expérience marxiste en France, 1936-1938*, 1959, p. 64, 80.

ration, ce fut la sempiternelle répugnance à opter pour l'une ou l'autre des deux grandes formations qui se réclamaient, abusivement, de la classe ouvrière. Le stalinisme et la social-démocratie nous rebutaient, chacun à sa manière. Et, pourtant, ceux des hommes du peuple qui éprouvaient le besoin de militer sur le plan politique se trouvaient organisés dans l'une ou dans l'autre. Les petites formations intermédiaires, les sectes extrémistes étaient vouées, nous semblait-il, à des effectifs squelettiques et à l'impuissance. La S.F.I.O., malgré l'intégration de ses chefs dans l'ordre existant, avait, au moins, sur le Parti communiste, un avantage, d'ordre formel : sa relative démocratie intérieure permettait, dans une certaine mesure, à un révolutionnaire de s'y exprimer, tandis que l'automatisme monolithique du stalinisme interdisait à un réfractaire d'y ouvrir la bouche et même de s'y maintenir.

Tant que la S.F.I.O. s'était montrée incapable de développer dans son sein une tendance révolutionnaire autre que la Bataille socialiste de Jean Zyromski, un pot-pourri de démagogues inconséquents, plus ou moins liés à la fraction blumiste de la direction, j'avais hésité à réintégrer un parti dont je m'étais, à tort ou à raison, tenu éloigné depuis quatre ans. Mais, au printemps 1935, je rejoignis une S.F.I.O. qui présentait un spectacle un peu moins désolant que par le passé. Tout d'abord, elle s'était allégée de sa droite la plus compromettante : Paul-Boncour l'avait désertée le premier ; les « néos » (Déat, Marquet, Renaudel) avaient poussé si loin le révisionnisme que Blum lui-même s'était avoué « épouvanté » : ils avaient été finalement exclus en novembre 1933, suivis, en juin 1935, par l'« attentiste » Frossard.

Par contre, la petite secte que formaient les disciples de Trotsky, les « bolcheviks-léninistes », avait rejoint le parti en août 1934 et avait, plus ou moins, réussi à en passionner les débats ; enfin, et surtout, Marceau Pivert se différenciait et s'émancipait chaque jour davantage de son ex-tuteur, Zyromski, et, face au problème de la guerre notamment, défendait des positions internationalistes de plus en plus tranchées. Dans un brillant discours au congrès de Mulhouse, en juin 1935, puis, au début de septembre, dans une brochure²², il avait développé deux thèmes parallèles : le meilleur moyen de combattre le fascisme hitlérien, c'était de mener la lutte contre notre propre impérialisme et d'inciter, par l'exemple, le prolétariat allemand à en faire autant. Le meilleur moyen de défendre la Russie des Soviets, c'était, non pas de nous laisser embrigader par notre état-major, mais de conquérir le pouvoir dans notre pays. Révolution d'abord !

Lorsque les contours du Front populaire tricolore se dessinèrent plus nettement, la rupture fut définitivement consommée entre Marceau Pivert et Jean Zyromski. Par ailleurs, les trotskystes, qui

22. Marceau PIVERT, *Révolution d'abord*, 1935.

s'étaient introduits dans la S.F.I.O., venaient, à l'automne 1935, de s'en faire exclure. Dans le double vide ainsi créé au sein du parti par la capitulation social-patriote du leader de la Bataille socialiste et le départ des bolcheviks-léninistes, la nécessité se fit sentir de créer une nouvelle tendance, internationaliste et révolutionnaire. Au surplus, à l'extérieur de la S.F.I.O., les pivertistes venaient de tourner le dos à divers groupes avec lesquels ils avaient fondé, on l'a vu, le Comité de liaison et d'action contre la guerre et l'union sacrée : Jacques Doriot amorçait l'évolution fatale qui devait le faire glisser de l'extrême-gauche à l'extrême-droite et il commençait à nouer des tractations équivoques avec des personnalités fascistes de France et d'Allemagne. Par ailleurs, les diverses formes de pacifisme de la Ligue syndicaliste et de la Ligue des combattants de la paix s'accordaient mal avec la lutte révolutionnaire qui, pour Marceau Pivert et ses amis, était inséparable de la lutte contre la guerre. Sur ce plan également, la nécessité d'un regroupement s'imposait. Ce fut la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste.

Trotsky et nous

Mais la radicalisation du pivertisme posait, logiquement et de façon aiguë, le problème de ses rapports avec les trotskystes, qui, après leur départ de la S.F.I.O., se proclamaient maintenant section française d'une fantomatique IV^e Internationale. Nous étions d'accord en gros avec les bolcheviks-léninistes sur le fascisme et les moyens de lui barrer la route, sur la guerre et la façon révolutionnaire internationaliste de la combattre, contre la collusion du social-pacifisme et du national-communisme, contre le pacte conclu par le Front populaire avec la bourgeoisie radicale, contre l'impérialisme et pour la libération des peuples colonisés, etc. Pour l'exilé de Mexico, nous n'étions qu'un « sous-produit du trotskysme ²³ ».

Mais, si nous étions très proches des trotskystes sur bien des questions, nous avions avec eux de sérieux désaccords en matière de tactique et d'organisation. Il est utile de fournir quelques précisions sur ces divergences, car elles devaient peser assez lourdement sur l'avenir de la Gauche révolutionnaire. A travers toute l'aventure du Front populaire, la grande figure de Trotsky, telle une statue du Commandeur, ne nous quittera pas des yeux, conseillant, gourmandant, tantôt nous infléchissant vers ses positions, tantôt nous braquant contre elles.

23. *Le « trotskysme » et le Parti socialiste ouvrier et paysan*, article du 25 juillet 1939, reproduit à l'Annexe II, 2, p. 278.

Pendant de longues années, Trotsky avait mené sa lutte contre le stalinisme en se refusant à rompre avec la III^e Internationale. Ses partisans s'y donnaient le sobriquet d'Opposition communiste, bien que la terreur antitrotskyiste qui y régnait empêchât la plupart d'entre eux de militer au sein des divers partis communistes. Quand s'effondra le P.C. allemand, après un flottement de plusieurs mois, il proclama que, cette fois, la III^e Internationale était bien morte et, en mars 1934, ses partisans annoncèrent, par un manifeste, la naissance, sur le papier, d'une IV^e Internationale. Les petites formations révolutionnaires qui n'appartenaient ni à la II^e ni à la III^e Internationale furent sommées de rejoindre la nouvelle Internationale, et, si elles hésitaient ou si elles s'y refusaient, elles s'exposaient aux foudres du rigoureux fondateur de la IV^e : elles étaient qualifiées, avec une intonation injurieuse, de centristes. Hanté, en effet, par les souvenirs de son épopée lointaine, Trotsky avait tendance à transposer sans cesse le passé dans le présent. Le centrisme avait été, sous le tsar, le péché des révolutionnaires russes qui oscillaient entre le menchevisme et le bolchevisme. Trotsky s'était rendu lui-même coupable de cette faiblesse et c'est pourquoi, dans son âge mûr, il l'abhorrerait, subodorant le centrisme chez tous les militants qui ne professaient pas sa pureté doctrinale.

Météores dans le Parti socialiste

Par un nouveau coup de théâtre, faisant fi de tout ce qu'il écrivait ou préconisait la veille, Trotsky avait décidé, en août 1934, l'entrée dans la S.F.I.O. de ses partisans français, qui prenaient l'engagement d'y être des adhérents disciplinés. Le Parti socialiste cessait d'être une maison maudite dont, la veille encore, par un injurieux amalgame, on attribuait la direction contre-révolutionnaire au couple Blum-Pivert. La S.F.I.O. pouvait jouer, disait-on maintenant, « un rôle important pour le regroupement des forces révolutionnaires en France ». Les bolcheviks-léninistes disaient ne pas vouloir rester à l'écart du vaste regroupement ouvrier qui s'opérait sous le signe de l'unité d'action.

Trotsky avait, d'ailleurs, préconisé l'entrée dans la social-démocratie à l'échelle internationale. S'il ne fut pas suivi par ses partisans espagnols, aux Etats-Unis, par contre, sa secte américaine lui obéit et adhéra au parti de Norman Thomas, pacifiste, idéaliste et réformiste. La nouvelle tactique eût pu être féconde. En effet, à cette époque, la lutte antifasciste avait favorisé l'essor de la gauche socialiste dans plusieurs pays (notamment en Espagne, Autriche, Belgique, etc.) et, d'autre part, il était encore possible à un militant révolutionnaire français de s'exprimer dans la S.F.I.O.

Malheureusement, Léon Davidovitch ne songeait nullement à une tentative sérieuse de rénovation socialiste ou, à défaut, à l'implan-

tation profonde et, si possible, durable d'une minorité marxiste dans la social-démocratie. Aveuglé par des schémas datant des temps lointains où s'étaient affrontés bolcheviks et mencheviks, il croyait la social-démocratie irrévocablement et totalement gangrenée, et ce qu'il tentait (il en a fait l'aveu lui-même), c'était seulement une manœuvre, une manœuvre, allait-il jusqu'à préciser, calquée sur celles qu'opérait la machine stalinienne sur l'ordre de Moscou²⁴. En France, ses représentants dissimulèrent mal qu'ils étaient entrés dans la S.F.I.O. avec l'arrière-pensée d'en ressortir un jour prochain et l'espoir de grossir ainsi leurs maigres effectifs par le débauchage des meilleurs éléments de la gauche socialiste. En somme, le mouvement ouvrier était considéré comme un cobaye sur lequel on pouvait tenter, sur un simple ordre venu d'en haut, toutes sortes d'expériences chirurgicales. L'opération, qui ne tenait aucun compte de la psychologie des militants socialistes, ne pouvait que se terminer par un fiasco.

Cependant, on doit le reconnaître, tant qu'ils se maintinrent dans la S.F.I.O., les bolcheviks-léninistes ne perdirent pas leur temps et ne commirent pas que des bévues. Ils se montrèrent dévoués et combattifs ; ils entreprirent une propagande en profondeur, qui toucha jusqu'aux plus lointaines provinces. Dans la Seine, en particulier, ils obtinrent le chiffre appréciable de 1 087 mandats contre 2 373 à la Bataille socialiste. Et, surtout, ils exercèrent une influence souvent heureuse sur Marceau Pivert, le tirant à hue et à dia, s'appliquant à le soustraire au patronage de Zyromski, lui administrant une permanente douche écossaise, applaudissant les pas qu'il faisait vers le trotskysme pour le rappeler à l'ordre quand, selon leurs critères, il retombait dans le centrisme. En plusieurs circonstances (menace d'expulsion de Trotsky de France, sac par les fascistes du local fédéral de la rue Feydeau), Marceau Pivert prit publiquement des positions communes avec les trotskystes et, en mars 1935, il alla voir l'exilé dans sa retraite de l'Isère. Lorsque les bolcheviks-léninistes furent menacés d'exclusion de la S.F.I.O., il leur rendit courageusement justice.

Mais la secte y opérait avec une puérile et stérile maladresse. On le vit bien au congrès de Mulhouse en 1935. Souhaiter ou prédire la formation, à échéance relativement lointaine, d'un nouveau parti révolutionnaire et d'une nouvelle Internationale, préparer, patiemment et avec tact, les esprits à ce regroupement futur était une chose. C'en était une autre que de faire ouvertement du battage, et jusqu'à la tribune d'un congrès, en faveur d'une IV^e Internationale que l'on bluffait en la proclamant déjà existante, ce qui avait le don d'exaspérer les bonzes de la social-démocratie. Les

24. Discussion des trotskystes américains avec « Lund » (Trotsky), 12-15 juin 1940, sténogramme ronéotypé (en anglais).

trotskystes eux-mêmes leur fournissaient ainsi la preuve qu'ils étaient dans le parti comme un corps étranger.

L'étiquette groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O. n'était guère plus heureuse. Elle donnait l'impression que ce petit groupe était entré dans le parti pour y reprendre le noyautage qui avait depuis si longtemps hérissé les social-démocrates contre les communistes, que son but était de démolir l'organisation socialiste pour la faire passer sous sa direction et lui imposer une structure antidémocratique ou, en cas d'échec, pour perpétrer une scission :

— Mais il faut aller au bolchevisme. Qu'est-ce qu'il fait ici, ce garçon-là ? lança le vieux social-démocrate Jean-Baptiste Lebas à Raymond Molinier.

Les attaques endiablées des trotskystes contre le stalinisme, si fondées fussent-elles, indisposaient, en outre, les hommes qui, depuis le pacte Laval-Staline et le tournant tricolore du P.C., rêvaient d'épousailles avec leurs anciens adversaires :

— Camarade Molinier, s'écria Blum, je vous dirai, sans aucune espèce de ménagement ni de précaution oratoire, que si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous et que cette unité laissât en dehors d'elle-même le petit groupe où vous figurez, j'en prendrais très aisément mon parti.

— A la porte ! A la porte !, crièrent nombre de délégués.

Il n'était pas non plus très politique, au sein d'un congrès socialiste, de lancer, à l'adresse de Léon Blum, leader prestigieux aux yeux de ses fidèles, des mots tels que « crime » et « trahison ».

Enfin, les trotskystes laissèrent croire, en proposant, comme substitut au Front populaire, l'armement du peuple, les milices et les soviets, qu'ils penchaient pour une aventure insurrectionnelle capable seulement, aux yeux des militants S.F.I.O., d'isoler le prolétariat.

Malgré leur courage et leur lucidité révolutionnaire, les bolcheviks-léninistes, au congrès de Mulhouse, avaient joué le rôle de repoussoir à toute espèce de véritable orientation à gauche, et, à ce titre, servi la direction réformiste du parti. S'ils n'avaient pas existé, Paul Faure eût dû les inventer ²⁵.

Obnubilé par un orgueil qui, quelquefois, touchait au fanatisme, Trotsky ne voulut jamais admettre que, durant leur court séjour dans le Parti socialiste, ses exécutants français, sous la houlette de Pierre Naville et de Raymond Molinier, s'y étaient fort mal pris. Il repoussa du pied le jugement de Marceau Pivert selon lequel ils avaient accumulé les « erreurs psychologiques ». Pour lui, c'était Marceau Pivert qui commettait « une très grande erreur politique en idéalisant et en embellissant la "démocratie" hypocrite et mensongère de la S.F.I.O. ²⁶ ». Si l'on voulait tenter d'insuffler une pensée

25. Cf. Aimé PATRI, *Spartacus*, juin-juillet 1935.

26. *La Vérité*, 23 août 1934.

révolutionnaire aux socialistes, il eût fallu les prendre tels qu'ils étaient, sans les idéaliser, certes, ni les embellir, mais en tenant compte de leur mentalité particulière, de leurs traditions, de leur formalisme, de leur patriotisme de parti, toutes choses dont les trotskystes, ce qui n'avait rien de surprenant, étaient incapables.

Au surplus, à l'intérieur de leur groupe, Naville et Molinier étaient comme chien et chat, et cette discorde, bien que tenue secrète, n'était pas la moindre cause de leurs bévues. A peine furent-ils exclus de la S.F.I.O. qu'ils se divisèrent, ouvertement cette fois, en deux chapelles rivales, entretenant chacune un journal, toutes deux se réclamant du patronage de Trotsky et de la IV^e Internationale. Naville était un sectaire aux œillères parfois opaques, mais d'une angélique sincérité ; sa fidélité chevaleresque à la personne de Trotsky, si elle limitait sa liberté d'action, l'honorait, comme elle l'honore aujourd'hui encore. Le cynique Molinier n'était pas de cette espèce. C'était un trouble aventurier, dont l'exilé de Mexico, un peu tard, et nous tous aussi, devions découvrir le vrai visage.²⁷

Nos désaccords avec Trotsky

Les militants groupés autour de Marceau Pivert, je l'ai déjà souligné, se sentaient proches des trotskystes sur le plan de l'idéologie politique, mais ils ne pouvaient s'associer à ce qui vient d'être énoncé. Pour ma part, malgré toute l'admiration que m'inspiraient la personne et la pensée de Trotsky, j'avoue que j'étais particulièrement critique en ce qui concerne le mot d'ordre de la IV^e Internationale. Bien sûr, les bureaucraties de la II^e et de la III^e avaient donné le spectacle d'une lamentable banqueroute. Pourtant, c'était un fait que l'on pouvait déplorer, mais non pas ignorer, dans tous les pays, les masses laborieuses demeuraient obstinément attachées à l'une comme à l'autre. Se ranger sous la bannière d'une IV^e Internationale dont Trotsky convenait lui-même que la base en était encore « bien étroite »²⁸, c'était prendre le risque de se couper des

27. Plus tard, en 1938, lors de sa formation, le Parti socialiste ouvrier et paysan, qui succédera à la Gauche révolutionnaire après l'exclusion de celle-ci de la S.F.I.O., refusera l'adhésion de Raymond Molinier, à la suite d'un examen de son cas par une commission de contrôle présidée par Alfred Rosmer, ami personnel de Trotsky. Cf. lettre de Trotsky à Farrell Dobs du 10 juin 1940, où il se plaint du « caractère personnel » de Molinier, de sa « brutalité » et de « ses affaires financières privées ». (TROTSKY, *In Defense of marxism*, 1942, p. 96-97.)

28. *La Vérité*, 20 avril 1934.

masses. Dans une lettre à lui adressée en août 1935, Marceau Pivert exprima la conviction que les masses ouvrières groupées dans la II^e Internationale étaient « capables d'évoluer, de modifier leurs perspectives et leurs tactiques et de reformer une avant-garde révolutionnaire sous le fouet de leur propre expérience ».

Si nous avions été, en 1935, à la veille d'une révolution prolétarienne à l'échelle mondiale, comme Lénine, en 1919, avait pu, avec trop d'optimisme d'ailleurs, l'escompter, le regroupement, en dehors des deux Internationales banqueroutières, de révolutionnaires résolus, prêts à tout, même temporairement peu nombreux, eût pu se justifier. Mais la situation de 1935 nous paraissait sans points de comparaison avec celle de 1919. Nous n'avions pas non plus pour enfanter une nouvelle Internationale le prodigieux forceps d'une révolution victorieuse du type de celle d'Octobre. Loin de chercher à nous isoler des larges masses, il nous fallait nous mêler intimement à elles, essayer de les gagner peu à peu à l'idée d'un nouveau regroupement révolutionnaire. Cette rude tâche, pensions-nous, nous ne pouvions, hélas, l'entreprendre qu'au sein des formations existantes.

Et puis la raideur autoritaire qui avait inspiré la fondation de la prétendue IV^e Internationale heurtait nos habitudes de pensée libertaires. Les trotskystes, à nos yeux, malgré la lutte à mort qui les opposait aux stalinien, pratiquaient des méthodes et professaient des conceptions de l'organisation intérieure qui ne les différenciaient guère du stalinisme. Chez eux comme chez les stalinien, le mouvement n'était pas propulsé de bas en haut, mais de haut en bas. Les chefs (ou plus exactement le chef prestigieux) donnaient les mots d'ordre, et les troupes n'avaient plus qu'à emboîter le pas. Or ces méthodes étaient stérilisantes partout où l'on voulait les appliquer, et elles l'étaient, en particulier, dans la S.F.I.O. Elles ne pouvaient que provoquer chez les socialistes un réflexe de défense qui les conduisait à piétiner à leur tour la démocratie.

Les jeunes disciples de Rosa Luxemburg, qui militaient dans les Jeunesses socialistes, avaient, en des termes fort heureux, formulé publiquement à l'égard des bolcheviks-léninistes les mêmes critiques. Ces garçons croyaient à la valeur propre de la démocratie intérieure. Ils répudiaient la conception militariste et dictatoriale de l'organisation centralisée par en haut et ils luttèrent pour des formes d'organisation qui permettent le plein épanouissement de la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière. Pour eux, le rôle de l'avant-garde était d'éveiller et d'orienter cette spontanéité, non de l'étouffer. Ils se refusaient à considérer la classe ouvrière comme une simple masse de manœuvre au service d'une « élite » de révolutionnaires professionnels investis en vertu d'un quelconque droit divin. Ils estimaient néfaste à la classe ouvrière l'idéologie du chef

infaillible qui, d'une manière autoritaire, dirige la politique d'une fraction ou d'un parti ²⁹.

Nous voulons être liés aux masses

Les météores trotskystes n'avaient vraiment réussi dans la S.F.I.O. que sur un seul terrain : celui de la jeunesse. Aussi la Conférence Nationale des Jeunesses socialistes, réunie à Lille, le 30 juillet 1935, prononça-t-elle l'exclusion de treize camarades de la Seine, de tendance trotskyste. Mis en appétit, le secrétaire général de la S.F.I.O., Paul Faure, fit connaître, le 13 septembre, qu'une « demande de contrôle aux fins d'exclusion » avait été déposée contre treize militants adultes « à cause de la campagne menée par *La Vérité* en faveur de la constitution d'une IV^e Internationale ³⁰ ». Quelques-uns des sanctionnés avaient déjà été exclus, à Lille, au titre de la Jeunesse. L'exclusion, prononcée le 1^{er} octobre, fut confirmée par le Conseil national du 17 novembre. Au moment même où la bureaucratie du parti perpétrait son coup de force, nous venions de fonder la Gauche révolutionnaire. Dès ses premiers conciliabules, la nouvelle formation eut à débattre de ses rapports avec les trotskystes. La solidarité avec les exclus n'était contestée par personne. Mais fallait-il fusionner avec le groupe ou, simplement, coordonner notre action avec la sienne ? Et, pour nous le concilier, quelle était la limite des concessions à lui faire ? Devions-nous au Conseil national nous compromettre au point de présenter avec lui une résolution commune ?

Les organisations révolutionnaires ont un faible pour le formalisme et la chinoiserie. Nous eûmes sur ces questions byzantines des discussions oiseuses, au terme desquelles les partisans d'une prudente réserve finalement l'emportèrent. Ce furent d'ailleurs les trotskystes eux-mêmes qui, en fin de compte, nous tirèrent d'embarras. Ils repoussèrent du pied nos offres. Ils décidèrent avec hauteur la constitution d'une « nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat » affiliée à la IV^e Internationale ³¹. Et pour nous qui entendions développer notre lutte à l'intérieur de la S.F.I.O., ils n'eurent qu'injures et sarcasmes. Pivert avait choisi de capituler. La Gauche révolutionnaire n'avait rien appris et elle prêchait l'union dans un même parti de ceux qui veulent désarmer la classe ouvrière et de ceux qui veulent l'armer pour le combat. Elle s'imaginait que le parti révolutionnaire se formerait par la grâce du Saint-Esprit, par l'association de l'eau et du feu. Sous le couvert de quelques mots

29. « Les Bolcheviks-Léninistes et nous », *Spartacus*, N° 8, avril-mai 1935, article anonyme.

30. *La Vérité*, 27 septembre 1935.

31. *La Vérité*, 20 novembre 1935.

d'ordre ronflants, elle se faisait la complice de Paul Faure et de Léon Blum. Son langage révolutionnaire couvrait une politique de trahison devant l'union sacrée³².

Intervenant personnellement dans ce concert d'injures, Trotsky nous enveloppait, à la manière des staliniens, dans un amalgame : « Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui ensemble avec Thorez s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval. » Il fallait « démasquer impitoyablement la politique antirévolutionnaire de la soi-disant Gauche révolutionnaire ». Cette grande colère s'expliquait, en partie, par le fait que nous étions devenus des concurrents dangereux. En nous regroupant au sein de la S.F.I.O., en voulant nous lier aux masses populaires, nous retenions avec nous les militants socialistes de gauche et nous les empêchions de rejoindre la IV^e Internationale.

Marceau Pivert s'indignait. Était-il sérieux, ripostait-il, de considérer notre Gauche révolutionnaire comme un paravent dont les réformistes se servaient pour tromper les travailleurs ? Notre seule existence, dans le parti, depuis trois mois, remuait les masses. Le passage des trotskystes dans la S.F.I.O. avait été plus négatif que positif. Là, au contraire, où la Gauche révolutionnaire passait ou passerait, le parti s'enrichirait, en nombre comme en capacité de combat³³. L'avenir devait nous donner, au moins en partie, raison et les trotskystes, et Trotsky en personne, se mordre les doigts de ne pas avoir su ou voulu demeurer avec nous, de s'être ainsi davantage isolés³⁴. Marceau Pivert de son côté, regrettera, rétrospectivement, que leur sectarisme les ait empêchés de contribuer avec nous à une avance plus rapide de la gauche socialiste³⁵.

Sur un point, cependant, notre position demeurait fragile et Marceau Pivert en avait conscience. Nous étions résolus, et c'était l'article le plus intransigeant de notre programme, à ne jamais capituler devant la guerre, à ne jamais propager son acceptation. Si la lutte contre la guerre, si le défaitisme révolutionnaire, et non leurs « erreurs psychologiques » avaient été le véritable motif de l'exclusion des trotskystes, alors nous avions, pour l'avenir, à tirer en ce qui nous concernait une grave leçon : en dépit de notre souci de respecter la démocratie intérieure du parti, malgré notre loyauté socialiste, nous nous exposions, nous aussi, et pour le même motif, à être un jour rejetés de la S.F.I.O. Marceau Pivert, avec

32. *La Vérité*, 26 janvier 1936.

33. Article du 26 novembre 1935, in *Ecrits*, t. III, p. 106-108.

34. *La Gauche révolutionnaire*, 25 février 1936.

35. Entretiens sténographiés avec C.L.R. JAMES, avril 1939, Université de Harvard, T. 4560.

36. *Où va la France ?*, cit.

une lucidité prophétique, lança l'avertissement suivant : « Il faudra lutter autrement qu'à fleuret moucheté contre les adversaires de tendance qui voudraient nous chasser en dehors de la communauté socialiste avant peut-être d'entraîner le prolétariat dans un nouveau 1914 ³⁷. »

C'est au cours de deux réunions successives, tenues dans la première quinzaine d'octobre 1935, que fut définitivement constituée la Gauche révolutionnaire. A ces réunions, à part les militants S.F.I.O. qui avaient suivi Pivert dans sa rupture avec la Bataille socialiste, il y avait quelques nouveaux venus qui, ne pouvant adhérer au Parti communiste, vu son régime intérieur, étaient à la recherche d'un hébergement révolutionnaire ; parmi eux, le jeune et bouillant Fred Zeller, qui figurait dans la charrette d'exclusions des Jeunesses socialistes et dont la venue parmi nous symbolisait notre solidarité avec les exclus ; le fameux Treint, dit le « capitaine Treint », ainsi baptisé car il s'était converti au bolchevisme, après la révolution d'Octobre, alors qu'il portait encore l'uniforme de la mission militaire française en Russie : Albert Treint, en des temps lointains, avait été l'un des dirigeants du Parti communiste et s'était rendu célèbre par une cynique conception du front unique à la base qui consistait à « plumer la volaille ». Maintenant il se rattachait au groupe communiste démocratique de Boris Souvarine et il prit prétexte de ses conceptions fort tranchantes sur l'U.R.S.S. (où il diagnostiquait un capitalisme d'Etat) pour ne pas s'intégrer dans notre nouvelle tendance. Enfin, nous avions parmi nous le juvénile et brillant Boris Goldenberg, un des astres du S.A.P. allemand, que j'avais connu à Berlin, chez Paul Frölich, en 1932. Assez bon théoricien marxiste, ce qui n'était pas le cas de la plupart des pivertistes, c'est Goldenberg qui, sous le pseudonyme de Gilbert, rédigea la plate-forme de départ de la Gauche révolutionnaire.

Pour ou contre le Front populaire ?

La plate-forme de départ de notre minorité était centrée principalement sur le Front populaire. Nous étions, à son sujet, dans une situation plutôt embarrassante. Ce vocable, en effet, recouvrait deux marchandises de natures fort différentes, sinon incompatibles :

1. La mésalliance, sur le plan parlementaire et électoraliste, du radicalisme bourgeois et du stalinisme, sous le signe de la défense

37. Lettre de Marceau Pivert aux camarades frappés par le Congrès national des Jeunesses de Lille, *La Vérité*, 23 août 1935.

nationale, mésalliance à laquelle la S.F.I.O. ne s'était que trop aisément prêtée.

2. Le puissant mouvement populaire, l'unité d'action antifasciste, dont les organisations ouvrières, politiques et syndicales, secondées par les intellectuels, avaient pris l'initiative, mouvement réellement populaire en ce sens qu'il entraînait derrière la classe ouvrière une fraction non négligeable de petits bourgeois et petits paysans.

Ajoutons qu'il y avait même, dans une certaine mesure, une troisième marchandise, extra-parlementaire celle-là, qui consistait en un réseau national de comités locaux de Front populaire ; mais ces organismes de masses, comme l'avaient été les comités Amsterdam-Pleyel, n'étaient que des trompe-l'œil manipulés habilement par les communistes, au service de leur social-patriotisme.

La même étiquette recouvrant des marchandises si différentes, nous étions empêtrés dans des difficultés de vocabulaire. Nous ne pouvions entériner ni la collusion électorale ni les comités paracommunistes, mais nous ne pouvions pas non plus, en condamnant sans appel le Front populaire, apparaître comme nous isolant du formidable mouvement, issu du plus profond des masses, qui, depuis 1934, revigorait la France et qui venait de se traduire, en août 1935, par des manifestations violentes contre les décrets-lois du ministère Laval, tournant, à Brest comme à Toulon, à l'émeute révolutionnaire. Nous étions des adversaires résolus du Front populaire n° 1 et des partisans enthousiastes du Front populaire n° 2.

Si nous avions été aussi sectaires que le prétendaient nos adversaires réformistes et stalinien, nous eussions condamné le Front populaire en bloc, à cause de la présence dans son sein de la bourgeoisie radicale-socialiste. Mais, par égard pour le Front populaire n° 2, nous nous laissâmes entraîner à participer loyalement, trop loyalement, au Front populaire n° 1. Nous trouvions à ce compromis une apparence de justification. Il fallait que nous fussions présents dans le n° 1 pour le propulser et l'amener à se confondre avec le n° 2. Nous crûmes trouver une solution à nos difficultés de vocabulaire en nous faisant les champions d'un Front populaire de combat qui devait dissiper les illusions électorales et faire passer les masses à l'action directe extra-parlementaire, à la lutte sous toutes ses formes, depuis les démonstrations de rue jusqu'à une grève générale déclenchée en accord avec les syndicats. Mais la formule était bâtarde. Malgré les deux mots complémentaires que nous accolions, nous nous distinguions insuffisamment du Front populaire n° 1 ; nous aidions ainsi, dans une certaine mesure, à la propagation d'une duperie.

Plus tard, nous trouvâmes commode de baptiser *Juin 36* le mouvement autonome des masses dont nous nous réclamions et dont nous appelions la résurgence. Nous en fîmes même le titre de notre journal hebdomadaire. C'est dans le même esprit et avec la même intention que Jacques Danos (aujourd'hui prématurément disparu) et Marcel Gibelin devaient reprendre ce titre pour leur histoire du

Front populaire³⁸. Mais se définir par le nom d'un mois et le millésime d'une année ne suffisait pas à dissiper l'équivoque. Car Juin 36 (il en sera de même pour Mai 68, qui sera à tous et à personne) ne nous appartenait pas en propre : aucun des constituants de l'alliance électorale tricolore n'avait osé désavouer, au moins ouvertement, la gigantesque grève avec occupation d'usines.

Sur un autre point, nous étions fort en peine. Nous réclamant des traditions libertaires du prolétariat français, nous affirmions notre défiance innée à l'égard et des idéologies et des méthodes imposées de l'extérieur, mais donnions la priorité à l'action directe de classe. Pour nous, aucune transformation révolutionnaire ne se décrétait d'en haut et ne s'effectuait par des méthodes bureaucratiques. Aussi appelions-nous les travailleurs à constituer partout leurs comités populaires, comités locaux de salut public, comités d'usine, que nous considérions comme de futurs organes de gestion, de direction et de coordination, comme les embryons du pouvoir populaire se substituant à la vieille machine d'Etat.

Mais ici encore nous nous débattions dans une dangereuse contradiction, car les staliniens eux aussi, mais dans un tout autre but, prônaient la formation de comités populaires. Et notre authentique conception de la démocratie de type soviétique risquait de servir l'imposture des prétendus partisans des soviets partout.

Unitaire, oui, mais réticent

Sur le problème de l'unité, notre position n'était pas moins inconfortable. Encore mal affranchis de l'envoûtement qu'avait si longtemps exercé Jean Zyromski sur Marceau Pivert, nous proclamions la nécessité urgente de la fusion des deux partis dits « prolétariens ». C'était de l'intérieur du mouvement ouvrier unifié que nous voulions rechercher les possibilités de redressement révolutionnaire. Notre argument : la fusion des deux partis ne manquerait pas d'attirer des milliers de prolétaires encore inorganisés et elle contribuerait à élever la volonté combative de la classe.

Pour ma part, j'étais plus réticent. Certes, je croyais toujours, comme je n'avais jamais cessé d'en avoir la conviction depuis mon entrée dans le mouvement ouvrier, à la dynamique de l'unité. N'étant pas d'accord avec les trotskystes sur la nécessité d'une IV^e Internationale, je ne pouvais pas ne pas souhaiter le rapprochement des deux Internationales antagonistes. Mais je me méfiais extrêmement de ce que j'appelais l'unité à la sauce Zyromski, l'unité issue de la grande embrassade avec Staline. Cette unité-là se ferait sous le signe du sac au dos contre Hitler et nous avions beau poser comme une de ses conditions « la plus large démocratie intérieure »,

38. Parue en 1952.

elle s'alignerait, sans aucun doute, sur le centralisme stalinien : nous nous trouverions très rapidement rejetés d'un parti unique reconstitué sur de telles bases.

Dans une lettre adressée à Marceau Pivert, je crus devoir déplorer qu'au congrès national extraordinaire du parti, tenu à Boulogne-Billancourt les 1^{er} et 2 février 1936, nos délégués n'eussent pas suffisamment différencié leur position sur l'unité de celle de Zyromski. Nous devons, à mon avis, vouloir l'unité fanatiquement, oui, mais en soulignant qu'elle supposait un redressement de la politique catastrophique du Parti communiste (en même temps que de celle de notre propre parti). Autrement nous ferions le jeu de Staline. Il me paraissait paradoxal que les partisans les plus enthousiastes du mariage électoral avec les staliniens eussent été, à ce congrès, les porte-parole de la Gauche révolutionnaire, c'est-à-dire les militants que les différends idéologiques les plus irréductibles séparaient des staliniens.

Si cette complaisance à l'égard de l'unité organique relevait de la simple manœuvre, était-elle si habile ? Elle n'empêcherait pas les moscoutaires de tirer sur nous à boulets rouges, de nous couvrir de boue, de nous qualifier de trotskystes, de saboteurs et de traîtres. Elle n'empêcherait pas non plus le Parti communiste, aux prochaines élections, de présenter partout, au premier tour, ses propres candidats, rejetant l'appel aux candidatures ouvrières uniques qu'avait lancé Marceau Pivert.

Nous servons trop loyalement

De même, sur la question de l'unité syndicale, les événements allaient nous placer en porte à faux. Nous ne pouvions qu'applaudir à la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. qui fut, enfin, consommée au congrès de Toulouse, le 6 mars 1936. En ce qui me concerne, un ancien militant du Comité de propagande pour l'unité syndicale de 1930-1931 (Cf. p. 40) ne pouvait que se réjouir de voir enfin accomplie l'unité pour laquelle nous nous étions battus si longtemps à l'avance. Mais cette fusion ne devait pas tarder à produire des fruits empoisonnés. Les communistes de la C.G.T.U. s'étaient engagés solennellement à renoncer à créer des fractions dans le mouvement syndical unifié. Mais, dès que la C.G.T. unique eût été grossie par l'afflux de millions de nouveaux syndiqués, les staliniens s'empresèrent d'oublier leurs promesses ; ils firent main basse sur les syndicats et transformèrent les jeunes recrues ouvrières, encore tout feu tout flamme, en automates aux ordres de Moscou.

Sur un dernier point, notre position était particulièrement scabreuse. Dans un article où il exposait ce qu'était la « Gauche révolutionnaire du Parti socialiste S.F.I.O. », Marceau Pivert jurait que rien ne nous ferait porter atteinte, à l'intérieur de notre parti,

aux principes de libre discussion et de démocratie intérieure et que nous respecterions nos frères de combat, même quand ceux-ci se trompaient. Il lançait un appel sentimental au travailleur « à la recherche de son salut » pour qu'il entre au Parti socialiste et y adhère à notre tendance³⁹. Ainsi nous nous posions en militants loyaux de la S.F.I.O., nous recrutions pour elle, nous poussions l'esprit de dévouement et de sacrifice jusqu'à défendre publiquement des positions du parti que nous n'approuvions pas. Nous vendions à la criée, dans les rues, les cours et même les escaliers, avec plus de dévouement et de succès que les autres militants du parti⁴⁰, le journal *Le Populaire*, dont la prose était bien loin de combler nos vœux (pour ma part, je n'oublierai jamais certaines réunions électORALES où, la honte au visage, je m'entendais mentir, ni la vente du journal, par brassées, le dimanche matin, aux Lilas, enrôlé d'avoir trop bien fait le camelot).

Mais, en même temps, nous dénoncions sévèrement la politique du parti et nous lui en opposions une autre qui était aux antipodes de la sienne. Nous dansions ainsi sur la corde raide. Nous étions condamnés à sans cesse trébucher, soit que nous nous sentions obligés de faire à la direction social-démocrate des concessions excessives qui nous faisaient rougir et qui nous menaient au bord de l'opportunisme, soit que nous affrontions, et parfois même provoquions, le parti avec une vivacité qui nous menait au bord de l'exclusion. Notre manque d'adresse, parfois, ressemblait étrangement aux ruades juvéniles qui avaient perdu les trotskystes, et il nous arrivait de commettre nous-mêmes ces erreurs psychologiques pour lesquelles nous avions cru devoir les morigéner.

Un embryon de parti révolutionnaire

Nous nous donnions quelque peine, certes, pour sauvegarder les formes. Les statuts de la S.F.I.O. étaient, à cette époque, pleinement démocratiques. L'organisation des militants en tendances était admise. La représentation dans les organismes dirigeants et les assises du parti était proportionnelle au nombre de voix recueilli par chacune d'elles. Chacune pouvait disposer d'un périodique à la seule condition de ne le faire circuler qu'à l'intérieur du parti. En nous constituant en Gauche révolutionnaire, nous ne violions donc pas expressément la loi de la S.F.I.O. Tout au plus la tournions-nous un peu en publiant notre organe mensuel sous deux titres différents : *La Gauche révolutionnaire*, réservée aux membres du parti, et *Masses* qui, utilisant la composition des mêmes articles à l'exception de ceux à usage trop visiblement interne, circulait au-dehors. Mais les

39. *La Gauche révolutionnaire*, N° 1, 25 octobre 1935.

40. *Ibid.*, supplément au N° 14, janvier 1937.

coûteuses précautions que nous prenions ne parvenaient pas à dissimuler, sur le plan politique, notre provocante hétérodoxie. Nous nous donnions beaucoup de peine pour ne pas apparaître comme un parti dans le parti. Mais nos positions étaient si tranchées et exposées de façon si percutante qu'au sein d'une formation essentiellement électoraliste et intégrée dans l'ordre existant, nous faisons figure, tout comme il n'y avait pas si longtemps les trotskystes, de corps étranger. Nous n'étions pas encore, certes, un parti révolutionnaire, mais nous en étions déjà l'embryon.

Un petit brain-trust

La Gauche révolutionnaire, ou plus exactement son comité directeur, avait coutume de se réunir, autour d'une vaste table, au premier étage du Café Auger, 6, rue des Archives. Grâce à l'impulsion de Marceau Pivert, nos débats se déroulaient, tout à la fois, avec une stricte méthode et un laisser-aller fraternel. Nous devisions comme une grande famille heureuse et unie, où un papa détendu jouait le rôle de trait d'union et distribuait avec discernement les tâches à sa progéniture. Grâce à notre esprit d'équipe, nous abattions un énorme travail. A l'époque, cette équipe était encore relativement homogène, et les heurts entre nous peu fréquents.

Plus tard seulement, les péripéties de l'aventure politique dans laquelle nous étions engagés, la guerre d'Espagne, la menace toujours plus lourde d'une nouvelle guerre mondiale, l'épée de Damoclès de l'exclusion suspendue au-dessus de nos têtes, enfin l'entrée chez nous d'une partie des trotskystes, creusèrent dans nos rangs de sérieuses différenciations. Mais, en cette fin de 1935, elles étaient encore si peu accusées qu'il serait, pour le moment, prématuré de tenter une classification selon l'appartenance à des tendances nettement cristallisées. Il faudrait, plutôt, recourir à d'autres critères, d'ailleurs très approximatifs.

Il y avait, d'abord, les intellectuels de la Gauche révolutionnaire. Parmi eux le couple Collinet : Michel, sémillant professeur de mathématiques, cerveau encyclopédique, syndicaliste unitaire de l'enseignement, transfuge du trotskysme, qui, revenant d'Espagne, nous avait fait, à la fin de 1934, une passionnante conférence sur la grève des mineurs des Asturies, et sa compagne, Simone Kahn, ainsi que Boris Goldenberg, tous trois déjà nommés⁴¹ ; Colette Audry, enseignante qui n'avait pas encore découvert sa vocation d'écrivain littéraire, fille intelligente, virile, agissante, d'une beauté méditerranéenne ; Claude Beaurepaire, un petit homme à l'allure et à la moustache de Français moyen, polytechnicien à l'immense savoir et à l'ingénuité d'enfant, qui dirigeait la Régie des Tabacs mais,

41. Voir plus haut p. 59.

le cas échéant, n'hésitait pas à accepter les tâches les plus ingrates de militants de base, à vendre le journal à la criée et à se battre comme un lion dans la rue ; René Lefeuve, déjà nommé lui aussi, qui se chargeait de l'édition de nos périodiques ; le couple Modiano, René et Hélène, qui ne formaient, tant leur union était étroite, qu'un seul militant bicéphale, pacifiste, sentimental, hanté par les marchands de canons et les livraisons secrètes de matières premières au camp fasciste ; le couple Hérard, qui résidait à Dijon où Lucien, à la claironnante apparence sous laquelle se cachait la neurasthénie, enseignait et où Madeleine, si belle, si grande dame avec sa distinction naturelle et son écriture de duchesse, prodiguait aux réfugiés et autres victimes du destin révolutionnaire une bonté exquise pouvant aller jusqu'à la naïveté ; Gaston Goldschild, un petit clown superficiel, brillant, versatile, remuant, insinuant, retors ; frère du fameux Goldsky du *Bonnet rouge* de 1917, il avait des attaches avec la social-démocratie autrichienne et témoignait à Blum une indulgence un peu flagorneuse ; René Krihiff, instituteur israélite d'Algérie, pacifiste, buté dans son hostilité aux mouvements d'émancipation arabes ; André Weil-Curiel, jeune avocat, grand garçon frisé, beau et avantageux, dont les avis étaient souvent utiles, car ce franc-maçon, répandu dans les milieux les plus divers, connaissait assez bien les hommes et l'art de les manier ; Jacques Enock, étudiant plus mûr que son âge, au caractère prudent et posé ; le Dr Guy Hausser, spécialiste de la médecine du travail, un gentil garçon mou, plus tard assassiné par les nazis ; enfin l'énigmatique Georges Soulès, ingénieur écouté chez les techniciens socialistes et qui ne nous avait pas encore donné l'occasion de déchiffrer, au fond de ses yeux hagards, dissimulés sous des lunettes d'écaille, le futur écrivain de droite, visionnaire ésotérique, qui signera Raymond Abellio.

Plus tard prendra de l'importance dans notre petit cercle la menuie Suzanne Nicolitch, enseignante aux yeux de braise, qui écrivait dans un style romantique, parlait magistralement en public, croyait fanatiquement en la franc-maçonnerie, exerçait sur Marceau Pivert une influence de médium, pouvait tout aussi bien se montrer généreuse ou agressive ⁴².

Dans l'ombre de ce brain-trust, nourrissant à son égard des complexes d'infériorité et une méfiance d'ailleurs légitimes, marchaient, les pieds sur la terre, les petits bourgeois S.F.I.O., moins intellectuels que réalistes, tels que Georges Floutard, Maurice Jaquier, René Ruhl, Henri Goldschild, Georges Gravier, Georges Gillet, Spinetta et beaucoup d'autres, car, en province, dans de très nombreux départements, nous avions des affiliés, la plupart militants hors ligne (dont certains, plus tard, seront récupérés par

42. Fille d'un instituteur et militant de la Loire, Alamertery, agrégée de lettres, révoquée par Vichy, elle devait mourir, au moment d'atteindre la quarantaine, en 1942.

le stalinisme). Jaquier avait une grosse tête de curé, prématurément dégarnie, du courage physique, des dons d'organisateur, l'étoffe d'un administrateur ouvrier.

Il y avait aussi le groupe des techniciens animateurs de l'U.T.S. (Union des techniciens socialistes) avec Claude Beaurepaire et Georges Soulès déjà nommés, François Moch (le frère de Jules Moch), l'illustre aviateur Edouard Serre, etc.

Et encore les syndicalistes qui, à l'origine, se sentaient parfois un peu égarés dans un cercle d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise : je nommerai les jeunes instituteurs du type Edmond Breuillard et René Krihiff, les manuels, tels que Lucien Vaillant, de la Métallurgie ; mais, par la suite, la part des travailleurs industriels devait s'accroître sensiblement au sein de notre équipe, qui acquit des antennes dans la plupart des grandes usines de la région parisienne, surtout dans la métallurgie et l'industrie aéronautique.

Et aussi un noyau dynamique d'animateurs des Jeunesses socialistes, où ils avaient pris la relève des trotskystes en attendant d'être exclus à leur tour : Lucien Weitz, Pierre Stibbe, Jacques Lalande, André Cerf, Jean Meier, etc. ; plusieurs d'entre eux avaient été, à l'Ecole normale d'instituteurs, les élèves de Marceau Pivert. Weitz fut la plus brillante recrue du groupe. Il était courageux et très actif. Bon journaliste au surplus.

Enfin, les hommes de main, les bagarreurs, qu'au lendemain du 6 février Marceau Pivert avait organisés et armés dans une milice de défense antifasciste, les T.P.P.S. (toujours prêts pour servir), les Barthélemy, les Georges Ruhl, et qui, parfois épris d'action pour l'action, manquaient, périlleusement, de sens politique.

Syndicaliste avant tout

Pour ma part, je ne me sentais pas entièrement à l'aise parmi ces camarades. Chez les syndicalistes, j'avais parfois souffert d'un manque de vues politiques générales ; chez les pivertistes, par contre, je souffrais de leur origine non ouvrière, de la distance relative qui les séparait de l'authentique prolétariat et de ses problèmes. Et, surtout, je n'avais guère confiance, malgré mon retour tardif à la S.F.I.O., dans l'action des partis politiques. Ma réadhésion au Parti socialiste n'avait été qu'un pis-aller, une tentative d'échapper à un isolement stérile. Mais les mœurs, le formalisme et la vétusté de cette vieille maison me rebutaient. Je n'étais pas à l'unisson de mes camarades lorsqu'ils jouaient le jeu du parti, lorsqu'ils prenaient au sérieux son rituel désuet, lorsqu'ils pensaient en termes d'arithmétique de tendances, de congrès fédéral ou national, de tactique électorale, de statuts, etc.

Par contre, j'étais pleinement avec eux lorsqu'ils tentaient de s'implanter et de faire entendre leur message hors du parti, au sein

des larges masses ouvrières. Au fond, j'étais demeuré un syndicaliste révolutionnaire. La révolution menée par les syndicats était pour moi la meilleure des révolutions, celle qui éviterait l'hiatus, l'arrêt prolongé du mécanisme de la production, qui assurerait la continuité technique grâce à des comités préparés à assumer la gestion, enfin, qui dispenserait les travailleurs de passer par les fourches caudines de technocrates autoritaires.

Tel était, en effet, pour moi, le dilemme : ou bien le syndicalisme serait en mesure de se substituer à l'Etat, de produire et de répartir lui-même les fruits du travail, de fournir les cadres et de s'identifier avec la structure de l'économie future, ou bien, pour éviter le chaos, la classe ouvrière serait assujettie à la dictature de quelques intellectuels. Le syndicalisme, à mes yeux, n'était pas une idéologie, mais une organisation, l'organisation, le rassemblement des producteurs sur le lieu du travail, l'ordre en face du désordre. Le jour où les militants ouvriers auraient une mentalité de successeurs, la révolution serait aux trois quarts accomplie.

En juin 1936, pendant quelques semaines, plus tard, non moins brièvement, au début de 1938, dans les groupes socialistes d'entreprise, il me fut donné de pouvoir concilier pleinement l'appartenance à un groupement politique (la Gauche révolutionnaire) et l'identification avec la classe.

Du Front populaire à l'expérience Blum

Entre le radicalisme bourgeois et le national-communisme s'inséra Léon Blum. Le lecteur sait déjà que l'aventure du Front populaire, dans l'optique stalinienne, devait prendre la forme d'un gouvernement à direction radicale où les ministres socialistes ne joueraient que le rôle de brillants seconds. A ce gouvernement les communistes accorderaient leur soutien sous condition qu'il pratiquât la politique extérieure de fermeté voulue par le Kremlin. Ces perspectives avaient suscité les vives appréhensions de Blum, plus enclin à l'unité organique (sous le signe du social-patriotisme) qu'à une valse dansée par-dessus sa tête par les deux autres parties prenantes du Front populaire. Les résultats des élections des 26 avril et 3 mai 1936 le rassurèrent. Les socialistes prirent la tête des partis de gauche avec 147 élus métropolitains (contre 106 aux radicaux et 72 aux communistes)⁴³.

Le correspondant à Moscou du journal *Le Temps* télégraphia : « Les milieux dirigeants ne manifestent aucun enthousiasme spécial [...] On déplore l'échec relatif des radicaux⁴⁴. » Quant à Trotsky, rappe-

43. Au total, compte tenu des petites formations de gauche, le Front populaire disposait de 378 sièges contre 220.

44. *Le Temps*, 6 mai 1936.

lant que socialistes et communistes avaient les uns escompté, les autres préparé un ministère radical, il souligna : « Qu'ont fait les masses ? Elles ont imposé aux socialistes et aux communistes un ministère Blum. Est-ce que ce n'est pas un vote direct contre la politique du Front populaire⁴⁵ ? » Ainsi le gouvernement issu des élections allait être à direction socialiste, l'aventure du Front populaire se confondre avec l'expérience Blum. Pendant une courte période, il y eut coïncidence, fortuite et éphémère, entre l'élan de tout un peuple impatient d'arracher de moins mauvaises conditions de travail et de vie, et la destinée d'un homme. Un homme qui n'était pas fait pour gouverner, un homme qui avait, tout au long de sa carrière politique, écarté avec appréhension l'éventualité redoutable du pouvoir et qui, maintenant, « sans perdre une heure », se forçait à être « prêt à constituer et à diriger le gouvernement de Front populaire »⁴⁶.

Mais cet homme, visiblement, faisait contre mauvaise fortune bon cœur. A travers son assurance transparaissait une sorte d'accablement masochiste qu'il avouait et décrivait dans les termes mêmes par lesquels il s'appliquait à le démentir : « Je ne me présente pas à vous aujourd'hui comme un homme déjà accablé d'avance sous le poids des charges et des responsabilités, bien que, croyez-le, je les connaisse. Je ne viens pas ici en vous disant : "Eloignez de moi ce calice, je n'ai pas voulu cela, je n'ai pas demandé cela." Si, si, j'ai demandé cela, et j'ai voulu cela, parce que cela, c'est la victoire de notre parti au sein d'une victoire républicaine⁴⁷. » Blum allait se faire violence à lui-même, tenter une impossible mue : « Un homme nouveau doit surgir de moi », avouait-il aux congressistes S.F.I.O.⁴⁸. Trouverait-il en lui « la volonté, la substance d'un chef » ? Il n'en savait rien⁴⁹. En juin 1938, il ne le saura toujours pas⁵⁰.

Car cet homme nouveau ne devait jamais naître. Celui qui allait prendre le pouvoir était bien plutôt Blum l'ancien : c'était le critique de *La Revue blanche*, l'esthète venu à la politique comme au plus passionnant des jeux de l'esprit ; c'était le néophyte amené par la fascinante contagion de Jaurès à un socialisme rassurant parce que censé naître de l'évolution pacifique des hommes et des choses ; c'était le grand bourgeois libéral, dernier représentant d'une brillante lignée de *debaters* parlementaires et admirateur des mœurs politiques anglaises ; c'était le juriste éminent, conseiller d'Etat et avocat-conseil de grosses sociétés, rompu à considérer les problèmes sous

45. Article du 5 juin 1936, in TROTSKY, *Ecrits*, t. II, p. 133.

46. *Le Populaire*, édition spéciale, 4 mai 1936.

47. Conseil national S.F.I.O. du 10 mai 1936.

48. Discours au Congrès de Huyghens (30 mai-1^{er} juin 1936).

49. Discours du 6 septembre 1936, devant les socialistes de la Seine, à Luna-Park.

50. Discours au Congrès de Royan (4-7 juin 1938).

leur seul aspect formel et juridique. Sur le champ de bataille de la lutte de classes, Blum allait, pendant un an, faire figure d'écartelé, avec, pour seule arme, une extraordinaire aptitude, sinon dans les actes, du moins dans le langage, à draper d'une captivante dialectique, à la limite de la sincérité et de la mauvaise foi, ses oscillations et ses faiblesses. Il fuira, en fin de compte, le pouvoir, ou plus exactement la direction gouvernementale, incapable de soutenir plus longtemps la vue de son « calice » et s'attirant cette oraison funèbre que je cite à cause de son bonheur d'expression : « Nous connaissons ce jeu subtil de votre esprit ondoyant qui, excellant dans l'art de plaire, s'est efforcé de marier les contraires. » Mais, ajoutait le journaliste René Guerdan, « gouverner ce n'est pas préparer ces dosages florentins, ces ingénieux compromis, ce n'est pas effectuer ces virevoltes savantes entre la chèvre et le chou, ou ces laborieux croisements entre la carpe et le lapin »⁵¹.

L'expérience Blum qui commence, ce ne sera ni le cartel social-patriote souhaité à Moscou ni la transformation révolutionnaire attendue par nous les gauchistes, qui devait libérer le peuple et lui éviter, tout à la fois, la honte du fascisme et les horreurs de la guerre, mais une tentative inédite de collaboration des classes et de relance économique, entreprise sous le signe du charme et du prestige personnels, par un imitateur, malheureux, du président Franklin Delano Roosevelt.

Une mystique

Le mythe Blum prend naissance le jeudi 13 février 1936. Ce soir-là, la voiture du leader S.F.I.O. se trouve bloquée boulevard Saint-Germain par un cortège d'extrême-droite fasciste qui suit la dépouille mortelle de l'historien Jacques Bainville. Aux cris de « Blum à mort ! », un manifestant brise la lunette arrière de la voiture et, par un coup assez sérieux porté à la tête, confère au grand homme l'auréole du martyr. Le dimanche 16, nous défilons, en signe de protestation, du Panthéon à la Bastille. Nous sommes, au bas mot, un demi-million. Marceau Pivert s'empresse d'affirmer que l'attentat et ses conséquences ont « puissamment renforcé les perspectives et les solutions que nous proposons obstinément au parti ». Dans un sens, oui, puisque l'événement dérange les épousailles stalino-radicales. Mais ce n'est pas la Gauche révolutionnaire qui en récoltera les fruits. Nous avons contribué nous-mêmes à la sacralisation de Léon Blum. Dans *Le Populaire*, quotidien de la S.F.I.O., on ne le désigne plus que sous le vocable de « chef vénéré ». Sur l'initiative de Marceau Pivert, le Parti socialiste consacre un film à l'attentat contre « un des meilleurs serviteurs

51. *L'Homme réel*, juin 1937.

du peuple de France, un des meilleurs combattants pour le pain, pour la paix, pour la liberté ». Ses traits sont reproduits sur des panneaux gigantesques. Lorsque, au lendemain de sa présentation devant les Chambres, le 7 juin, il vient au Vélodrome d'Hiver, jurer au peuple de France de ne se jamais laisser déloger du pouvoir sans combat, une mise en scène extraordinaire salue son entrée. Des projecteurs sont braqués sur lui. Un orchestre joue *L'Internationale*. Les militants se métamorphosent en choristes. Les Jeunes Gardes en chemise bleue forment une double haie vibrante. Les fidèles scandent indéfiniment et à en perdre haleine : « Vive Blum ! » ou « Blum ! Blum ! ».

Qui est le metteur en scène de ce culte ? Nul autre que Marceau Pivert. Un peu plus tard, trop tard, il invitera les militants à se libérer d'une « certaine religiosité » qui leur interdit de juger saine-ment la politique des « militants les plus prestigieux »⁵². Mais, en attendant, c'est lui qui fait fonction de grand-prêtre.

Notre animateur croit aux techniques de propagande totalitaire. Il a fait la connaissance d'un hurluberlu dont le véritable nom est Serge Tchakhotine et qu'il introduit à la Gauche révolutionnaire sous le pseudonyme de professeur Flamm. Ce personnage a vécu en Allemagne. Il y a livré aux social-démocrates, qui, assure-t-il, n'ont pas su s'en servir, le miraculeux symbole des trois flèches pourfendeuses de croix gammées. Il s'est mis à l'école du fascisme. Les hitlériens, selon lui, ont compris intuitivement la véritable nature de l'homme. La foule aspirerait à être violée. Il faut l'exciter par des toxiques visuels et sonores. Mussolini et Hitler ont employé ces artifices dans un but négatif, antihumain. Le socialisme doit répondre à ces armes « venimeuses » par des armes équivalentes et user contre le fascisme des mêmes méthodes d'« obsession provoquée »⁵³. Marceau Pivert, à demi convaincu, enrôle le professeur Flamm au service du mythe Blum. Pendant le mois qui s'écoulera entre les élections triomphales et la prise effective du pouvoir par le gouvernement de Front populaire à direction socialiste, nous marcherons comme des somnambules et nous réagirons comme des drogués.

Exercice et conquête

Au Congrès de la S.F.I.O. qui précéda immédiatement l'ouverture de l'expérience, Blum eut la coquetterie de faire en sorte que s'assemblât autour de sa personne l'unanimité du parti. Pour enjôler

52. Préface de Marceau PIVERT à *Quatre Discours et un programme*, mai 1937.

53. Cf. Serge TCHAKHOTINE, *Le Viol des foules par la propagande politique*, 1939, réédité en 1952.

ses ouailles, et, tout particulièrement, la Gauche révolutionnaire, il dut mettre en œuvre une insurpassable dialectique.

Au centre de cette ratiocination il y avait le sempiternel problème du pouvoir, dont les Pères de l'Eglise S.F.I.O. discutaient, depuis des années, avec autant de stérile ardeur que s'il se fût agi du sexe des anges. Selon la Révélation initiale, confirmée par les congrès socialistes internationaux de 1900 et 1904, le socialisme ne devait pas participer au gouvernement dans la société bourgeoise. Alexandre Millerand avait été mis dehors pour avoir osé transgresser ce tabou et être entré, en 1899, dans le cabinet Waldeck-Rousseau.

Mais, par la suite, Blum avait insidieusement tourné ce dogme. Il avait imaginé un subtil distinguo entre l'exercice du pouvoir et la conquête révolutionnaire du pouvoir. L'exercice ne serait qu'une simple occupation des organismes gouvernementaux. Le gouvernement socialiste se placerait dans la situation d'un gérant loyal qui s'efforcerait de tirer du régime le maximum de justice sociale compatible avec les institutions, mais qui — grands dieux ! — ne pourrait porter la main sur elles et devrait toujours être prêt à les rendre en l'état où il les avait trouvées. Jamais, au grand jamais, les socialistes, une fois installés au gouvernement, n'en profiteraient pour transformer l'« exercice » en « conquête ». Ces « Justes », comme dit narquoisement Colette Audry, étaient trop gentils hommes pour se permettre une telle « escroquerie »⁵⁴.

Mais, sous la pression de ses militants, la S.F.I.O. devait, après le 6 février, parler en langue plus démagogique. Au Congrès de Toulouse de mai 1934, elle claironna qu'une fois installé au pouvoir, le parti, dominé par le sentiment de sa mission républicaine, ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme. Et, au lendemain du Congrès de Mulhouse de 1935, Blum cessa, pour un temps, de considérer l'exercice et la conquête comme deux catégories étrangères l'une à l'autre, sans communication possible : le prolétariat n'avait intérêt, selon lui, à exercer le pouvoir que dans la mesure où il pouvait en user pour accélérer le rythme du mouvement politique qui conduisait à la conquête.

A ce Congrès, le secrétaire-adjoint du parti, Jean-Baptiste Séverac, avait décrit, avec encore plus de vivacité et un réalisme que devait, hélas, confirmer l'expérience du Front populaire, le passage de l'exercice à la conquête : dès qu'un gouvernement prolétarien tenterait de prendre les premières mesures décisives dans l'édification de la société socialiste, il se heurterait à la force renaissante de la bourgeoisie abattue, mais non encore anéantie, et le prolétariat aurait alors besoin de toutes les forces de coercition de l'Etat pour abattre définitivement, pour anéantir complètement la classe vaincue, mais non encore détruite.

54. Discours de Léon BLUM à la Bellevilloise, le 10 janvier 1926, cité par Colette AUDRY : Léon Blum ou la politique du Juste, 1955, p. 74-75.

A la veille d'être intronisé, Blum, au Congrès de Huyghens, se replia prudemment sur l'ancien distinguo. A l'entendre, il y avait incompatibilité, de nouveau, entre l'exercice et la conquête. L'expérience qui commençait, c'était celle d'un exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste. Il fallait jouer la règle du jeu, ne pas abuser de la puissance qu'allait conférer la détention du pouvoir. On devait éviter à tout prix que les masses populaires, peu rompues à la dialectique, ne confondent exercice avec conquête et n'exigent une transformation révolutionnaire que le chevaleresque leader du Parti socialiste s'était interdit à lui-même d'entreprendre.

La pilule n'était pas aisée à faire avaler aux militants, et notamment à notre Gauche révolutionnaire. Car, bien entendu, nous ne nous faisons pas faute d'invoquer les autres textes théologiques, ceux qui reliaient, dans une dialectique révolutionnaire véritable, l'exercice à la conquête. Ce fut alors que Blum, au Congrès de Huyghens, joua le grand jeu destiné à enlever l'adhésion des gauchistes. Le problème que son expérience allait poser, c'était de savoir s'il était possible, par une action accomplie à l'intérieur du régime existant, de préparer, dans les esprits et dans les choses mêmes, l'avènement inévitable du régime socialiste, d'assurer un passage paisible, amiable, entre l'un et l'autre. Ainsi l'idée de la liaison entre exercice et conquête était réintroduite, mais sous une forme hypothétique, dubitative.

Et, sur un ton larmoyant, où la mauvaise foi s'effaçait soudain devant la sincérité, Blum, en pleine victoire, annonçait déjà l'échec : « Mais, s'il se trouvait que nous échouions, s'il se trouvait que des résistances insurmontables nous obligent à constater qu'il est impossible d'amender, du dedans, la société actuelle, je serais, moi, le premier à venir vous dire : C'était une chimère ! C'était un rêve vain ! Il n'y a rien à faire de cette société. [...] Et je serais le premier alors à venir vous dire pourquoi et comment nous avons échoué, et quelles conséquences vous devriez alors tirer de notre échec. [...] Le parti pourrait peut-être s'en trouver affaibli temporairement. Mais l'erreur ou la faiblesse ou le malheur de quelques hommes n'aurait détruit ni la nécessité ni la vérité de la doctrine socialiste. » Victime expiatoire offerte à l'avance aux coups de l'ennemi, il nous consolait, par anticipation, de l'effondrement de nos rêves en réchauffant notre foi socialiste à la vision d'un futur eschatologique. La salle, debout, l'acclama religieusement.

Mais cette argumentation spécieuse et quelque peu défaitiste ne pouvait troubler les cœurs que sous une forme orale, qu'à travers la voix de sirène qui la développait. Couchée sur le papier, elle était déjà moins soutenable. La perspective de l'échec n'a jamais galvanisé des militants. Aussi la motion offerte à Huyghens au vote unanime du parti fut-elle rédigée en des termes assez différents : le parti avait parfaitement conscience des réalités ; il n'attendait pas de ses délégués au pouvoir la réalisation de sa doctrine et de son programme ; mais l'avenir lui appartenait ; il s'agissait seulement,

à travers l'expérience Blum, de « franchir une étape » au-delà de laquelle se profilait la marche vers tout le pouvoir pour tout le socialisme.

La Gauche révolutionnaire était sur des charbons ardents. Elle se sentait empêtrée, une fois de plus, dans les contradictions qui l'avaient assaillie dès ses premiers pas. Toutefois, dans la fièvre du triomphe, elle ne perdit pas entièrement son sang-froid. Elle n'était pas assez aveugle pour ne point déchiffrer dans le langage du chef prestigieux ses intentions véritables. Elle était assez clairvoyante pour prévoir qu'une expérience partant de telles prémices, était grosse d'« effroyables dangers ». Elle se souvenait, au surplus, de la triste manière dont on France, en 1924, un gouvernement radical à soutien socialiste, en Angleterre, en 1931, un gouvernement travailliste avaient buté contre le mur d'argent et cédé la place à une formation réactionnaire, dite d'union nationale. Et, pourtant, elle ne crut pas devoir fermer l'oreille à « certaines obligations tactiques ». Elle se persuada qu'il ne fallait ni présenter de fissures à l'adversaire, ni faire preuve d'un parti pris de critique systématique, que Léon Blum avait besoin d'une « autorité suffisante » et que seule la confiance de l'ensemble du parti pouvait la lui conférer. Au Congrès de Huyghens, elle commit donc la lourde faute de voter la motion d'unanimité. Mais, n'étant jamais en mal d'arguments, elle se trouva une justification supplémentaire.

En politique, c'est à qui dupera l'autre. Elle crut habile d'exploiter à ses propres fins l'équivoque distinguo entre exercice et conquête. Elle était, certes, sans illusion aucune. Comment eût-elle pu en avoir ? On avait, elle en convenait, à exercer le pouvoir, dans le cadre du régime bourgeois. Mais cet exercice, elle le proclamait bien haut à l'avance, ne pouvait aboutir qu'à des palliatifs absolument insuffisants. Nous n'avions donc intérêt à exercer le pouvoir que dans la mesure où nous pourrions en user pour, preuves en main, accélérer le rythme de la marche vers la conquête du pouvoir et la transformation révolutionnaire. Ainsi, dès le début de l'exercice, notre interprétation était assez éloignée de celle donnée par l'homme que nous déléguions au pouvoir. Il ne se fera pas faute, par la suite, de nous le rappeler⁵⁵.

Tout est possible

Nous avons une dernière excuse. La température populaire était montée à un degré tel que le passage de l'exercice à la conquête pouvait nous apparaître, en dépit de la casuistique blumiste, comme imminent. Le distinguo allait bientôt être balayé. Nous allions nous installer dans l'expérience pour, très vite, la déborder en prenant appui sur l'action directe des masses. Car, naïfs impénitents, nous

55. Discours de Léon Blum au Congrès de Royan, 4-7 juin 1938.

ne pouvions écarter tout à fait un fol espoir : peut-être Blum ne s'en tenait-il à l'exercice qu'à l'usage externe, pour rassurer les radicaux, ménager le national-communisme, et nous suivrait-il, pour peu que nous lui forcions la main.

Le 27 mai, écrivant dans *Le Populaire*, Marceau Pivert avait clamé que « tout était possible » : « Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur tout le pays, oui, tout est possible aux audacieux ! Tout est possible et notre parti a ce privilège et cette responsabilité tout à la fois d'être porté à la pointe du mouvement. Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera. [...] Ce qu'appellent du fond de leur conscience collective des millions et des millions d'hommes et de femmes, c'est un changement radical, à brève échéance. [...] Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine ; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr. [...] Tout est possible, maintenant, à toute vitesse. Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de notre histoire ⁵⁶. »

Dans les souvenirs qu'il écrira plus tard sur « ces heures exaltantes », Marceau ne se démentira point : « Oui, tout était possible ! Un prolétariat en pleine action, une paysannerie compréhensive, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, des anciens combattants ardemment pacifistes et révolutionnaires, des petits boutiquiers empressés au service de la solidarité ouvrière, des hommes du rang, dans la police et dans l'armée, en absolue communion d'idées avec les combattants antifascistes, un mouvement syndical brusquement dressé sur ses jambes et se révélant à lui-même sa force, son efficacité, que n'avions-nous pas entre les mains ? Appuyé sur ces masses ferventes, Blum pouvait tout : aucune force parmi celles du grand capitalisme, du fascisme, de l'état-major, de l'église, de la réaction n'aurait pu lui résister. S'il l'avait voulu, il n'avait qu'un mot à dire et des milices ouvrières et paysannes armées auraient surgi du sol jusque dans les moindres villages ; elles auraient protégé les conquêtes sociales, appuyé les grandes nationalisations, réduit à l'impuissance les trusts [...]. Même l'influence stalinienne sur les centres industriels était à sa merci ; il n'avait qu'à ouvrir la voie, qu'à prendre la tête. »

Au Conseil national du 10 mai, le porte-parole de la Gauche

56. Cf. à l'Annexe III, p. 298, le texte intégral de cet article. Dans leur étude, « Critique de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1966, Pierre Broué et Nicole Dorey insinuent que Marceau Pivert aurait voulu dire : « Tout est possible sous la direction du gouvernement Blum » ! C'est une interprétation fallacieuse. Marceau Pivert a soutenu que « tout est possible avec un tel parti », mais à condition qu'il reste « fidèle à son objet [...] et à ses principes », et au-delà du parti, avec les masses, « beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine ».

révolutionnaire avait littéralement adjuré le président du Conseil : « Nous avons confiance en vous. Nous savons que vous resterez toujours au service du peuple. Ecoutez ses aspirations, entendez ses cris, ses appels. Et s'il veut aller loin, restez toujours à sa tête. » Se remémorant ce passé, Marceau Pivert commentera plus tard, avec aux lèvres, dira-t-il, un « goût d'amertume » : « Mais il était Léon Blum. Il était trop "grand bourgeois", subtil, raffiné, pour devenir un chef révolutionnaire »⁵⁷. »

Ces souvenirs seront suivis, beaucoup plus tard, d'un embryon d'autocritique : la confusion entre occupation en conquête, expliquera Marceau Pivert en 1953, s'était développée dans les masses ; la notion permanente de l'Etat, de sa structure, de ses fonctions, de ses appareils administratifs, policiers, judiciaires, n'avait pas été clairement perçue, ni en haut, ni en bas, sauf par des minorités⁵⁸. Mais pour que le *mea culpa* fût complet, il eût fallu admettre que ces minorités avaient elles-mêmes contribué à cautionner la mortelle équivoque.

Un fil à la patte

Léon Blum ne se contenta pas d'obtenir la caution de la Gauche révolutionnaire. Il essaya de la neutraliser en offrant à son leader des fonctions officielles, sous l'astucieuse condition que leur détenteur conserverait son droit de critique. Marceau Pivert fut chargé, auprès du secrétaire général de la présidence du Conseil, c'est-à-dire sous Jules Moch, du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma, poste qui équivalait, sans le titre et sans participation aux délibérations gouvernementales, à un portefeuille de sous-secrétaire d'Etat à l'Information. Notre chef de file, pressenti, consulta démocratiquement le comité directeur de la Gauche révolutionnaire : la « mission », après discussion, fut acceptée, moins une voix, par tous les présents, y compris Michel Collinet, l'un de nos cerveaux politiques qui, à titre de témoin de l'accord intervenu, accompagna Marceau Pivert chez Léon Blum. J'avais été le seul à voter contre. Nous nous étions laissé lier au gouvernement par un fil à la patte, erreur dont s'étaient gardés les communistes. Comment pouvions-nous désormais, avec l'appui des masses, tenter de déborder tout à la fois l'expérience Blum, le Front populaire, le Parti communiste ?

Dans son examen de conscience de 1953, déjà cité, Marceau Pivert concédera que la Gauche révolutionnaire aurait pu jouer un rôle de dépassement, mais qu'elle n'y avait pas réussi. Et à lui-même il se posera l'inquiète question : était-ce à cause des conditions dans lesquelles la Gauche révolutionnaire s'était loyalement

57. M. PIVERT, *Où va la France ?*

58. Du même, « Juin 36 », *Revue socialiste*, décembre 1952.

associée à l'effort gouvernemental ? Pour, aussitôt, tenter de se rassurer : mais non ! Nous aurions pu rassembler sur un programme révolutionnaire une classe ouvrière qui l'aurait été ; mais elle ne l'était pas. Elle a préféré [cette classe ouvrière] accorder sa confiance à des dirigeants qui ne voulaient pas la conduire au pouvoir. Ainsi, pour le Marceau Pivert de 1953, ce n'était pas notre tendance qui s'était trompée, mais la classe !

Blum frappé au visage

Entre le triomphe électoral du 3 mai et son accession au pouvoir, le 4 juin, Blum avait perdu un temps précieux. A la commission administrative permanente du Parti socialiste, le 6 mai, Marceau Pivert l'avait pourtant adjuré d'agir « à toute vitesse ». Qu'il provoque la démission du ministère en exercice et se proclame, sans plus tarder, chef du gouvernement. Qu'il pronne enfin des mesures énergiques contre les grands féodaux capitalistes ; qu'il prépare l'opinion, non seulement à accepter, mais à exiger les nationalisations à chaud, c'est-à-dire avec le concours de l'action directe des travailleurs ; qu'il encourage publiquement toutes les initiatives en faveur du contrôle ouvrier et de la création de conseils d'usine, etc.

Quelques jours plus tard, au Conseil national S.F.I.O. du 10 mai, Marceau Pivert haussa encore le ton : « Nous ne voulons pas, et nous le disons tout net, qu'il s'agisse, pour la période que nous allons vivre, de couler purement et simplement la matière en fusion de l'enthousiasme populaire dans le vieux moule de la démocratie et du parlementarisme bourgeois. [...] Ce qu'il faut respecter comme la prunelle de nos yeux, c'est la confiance que les masses ont en elles-mêmes, et c'est par conséquent une obligation stricte de leur fournir à chaque instant l'aliment nécessaire pour que cet enthousiasme continue à se développer. Ecoutez mon appel, camarade Blum, ne freinez jamais les travailleurs. Ecoutez leurs aspirations profondes et, lorsqu'ils exigeront de passer à une étape ultérieure, soyez comme maintenant à leur tête pour aller encore plus loin avec eux. Camarade, si les résistances s'accumulent sur votre chemin, si on veut briser le gouvernement socialiste, nous vous le crions : ne partez pas ! restez au pouvoir ! Il faut que vous ayez cette volonté de ne pas céder d'un pouce à l'ennemi. S'il y avait des résistances du Sénat, s'il y avait des résistances de la rue, la classe ouvrière les brisera⁵⁹. »

59. Dans son discours au Vélodrome d'Hiver, le 7 juin (v. p. 113), Blum, gonflé par l'enthousiasme populaire, devait prendre l'engagement solennel, qu'avait réclamé Marceau Pivert, « de ne pas se laisser déloger du pouvoir sans combattre » ! On sait la suite.

Mais Léon Blum fit la sourde oreille aux adjurations de Marceau Pivert. Les mesures de coercition lui répugnaient et il préférait ne pas créer une « situation délicate ». Il respecterait le jeu constitutionnel et attendrait que le président de la République Albert Lebrun lui confie le pouvoir. C'était une partie qu'il fallait gagner par la patience et l'habileté. « En face d'un ennemi redoutable, narre Marceau Pivert, il manifestait une sorte d'élégance aristocratique de duelliste aux manchettes de dentelles. Il attendit donc un mois encore son installation à la présidence du Conseil, un mois pendant lequel des privilégiés affolés prirent toutes sortes de dispositions de sécurité et firent passer en Suisse ou en Hollande quatre milliards de francs-or. »

« Les sorties d'or ne m'impressionnent pas ; l'or reviendra », répétait Blum, euphorique et impassible ⁶⁰. Le parallèle entre juin 36 et juin 68 est ici frappant.

Le soir du 4 juin, l'élégique homme d'Etat avait enfin reçu l'investiture de l'Elysée. Mais il perdit encore deux jours, et ce fut seulement le 6 qu'il lut devant le Parlement la déclaration ministérielle. Cette fois, ce n'était plus Marceau Pivert qui s'alarmait de sa lenteur, mais Albert Lebrun et, derrière la marionnette présidentielle, le patronat. Il y avait de quoi. A travers tout le pays, les travailleurs étaient en grève, et ils occupaient les usines. Dans notre mensuel, *La Gauche révolutionnaire*, René Lefevre, quelques mois plus tôt, observait que les travailleurs, dans divers pays, avaient trouvé une nouvelle forme d'action directe : la grève sur le tas. Ils l'avaient choisie eux-mêmes, en dehors et contre la bureaucratie syndicale, parce qu'ils estimaient à juste titre que ce moyen de pression serait plus sensible aux capitalistes que les simples grèves d'antan « dans le calme et la dignité » ⁶¹.

Au lendemain du 1^{er} mai, passant aux actes, les ouvriers de l'usine Bréguet, au Havre, avaient occupé les ateliers pour protester contre le licenciement de deux de leurs camarades qui avaient chômé la veille. Latécoère à Toulouse, Bloch à Courbevoie avaient suivi l'exemple. Le mouvement (comme ce sera le cas en mai 68) avait fait tache d'huile. Il avait pris très vite le caractère d'une vague de fond. Le pays que Blum s'appropriait à gouverner n'était déjà plus celui qui, quelques semaines plus tôt, avait porté le Front populaire au pouvoir. Le rapport des forces sociales était renversé, nos vues luxemburgistes sur le mouvement autonome des masses confirmées d'éclatante façon.

Cette grève générale, en effet, n'avait pas été ordonnée par les directions syndicales. Elle n'avait pas été manigancée, dans le secret d'une conspiration fractionnelle, par les stalinien, les pivertistes ou

60. Marceau PIVERT, *Où va la France ?*, op. cit. ; compte rendu sténographique du Congrès S.F.I.O. de Marseille, 1937, p. 413.

61. *La Gauche révolutionnaire*, 25 février 1936.

les trotskystes. Elle avait surgi spontanément de la conscience ouvrière et elle avait des mobiles élémentaires : la crise économique, d'une part, sévère jusqu'à la fin de 1935 ; d'autre part, les décrets-lois déflationnistes des gouvernements issus du 6 février qui avaient durement frappé une partie des salariés. Les statistiques révélaient que plus d'un tiers des travailleurs recevaient un salaire « anormalement bas », moins que le minimum vital. L'unité syndicale enfin scellée, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement populaire ouvraient à ces masses paupérisées la perspective d'un changement radical. De surplus, elles le savaient bien, Léon Blum ne ferait pas évacuer les usines occupées.

Le raisonnement du peuple était juste. Blum, au Congrès de Huyghens, se déclara « résolu à tout affronter, sauf une chose : une mésintelligence avec l'ensemble de la classe ouvrière. » Il lui semblait « parfaitement naturel, surtout au sortir d'une longue période de misère et de souffrance, que la victoire remportée sur le terrain politique crée dans la classe ouvrière une impatience de voir réalisées les réformes mêmes que sa victoire politique lui permet d'escompter ».

Mais, s'il eut la sagesse de ne pas user de la force contre les grévistes, Blum était loin d'être enchanté. Plus tard, il évoquera avec amertume « cette explosion sociale qui, dès le départ, était venue frapper au visage son gouvernement »⁶². Quand, au congrès de Huyghens, Marceau Pivert lui présente une motion d'entière solidarité aux grévistes, cette proposition le laissa « soucieux et circonspect »⁶³. Habile courtier entre le capital et le travail, il allait s'efforcer, au grand soulagement du patronat, de ramener dans son lit le torrent populaire. Au procès de Riom, il s'expliquera sans ambages : « A ce moment, dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on ne considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle ; je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. » Son devoir apparut à Léon Blum « clair, impérieux » : éviter la guerre civile entre patrons et ouvriers »⁶⁴.

Les intermédiaires bénévoles, comme à toutes les heures critiques de l'histoire, ne manquèrent pas de surgir. Le mystérieux Dobsen

62. Léon Blum devant la Cour de Riom, 1945.

63. Commentaire parlant du film *Contre le courant* par Marceau Pivert, novembre 1938. Cette motion avait été appuyée par Jean Zyromski, mais sous la condition expresse qu'y fût ajouté un coup de chapeau à la « discipline syndicale ».

64. Maurice RUBET, *Le Procès de Riom*, 1945, p. 167.

qui, en mai 1793, s'interposa, d'étrange façon, entre Robespierre et le comité de l'Evêché⁶⁵, s'appelait, en juin 1936, Paul Grunebaum-Ballin. Sa haute position dans la franc-maçonnerie le désignait pour le rôle de trait d'union entre capitalisme et socialisme ; il établit le contact entre son ami Blum et son ami Lambert-Ribot du Comité des Forges. C'est ainsi que, l'après-midi du 7 juin, le président du Conseil put réunir autour d'un tapis vert les délégués de la Confédération générale du patronat et ceux de la C.G.T. Dans la nuit du 7 au 8, en grande hâte, les accords Matignon, prototype des accords de Grenelle de 1968, étaient bâclés et signés. Ils apportaient aux travailleurs la reconnaissance du droit syndical, le principe des contrats collectifs, l'institution de délégués ouvriers élus, enfin un rajustement de salaires allant de 7 % à 15 % pour les catégories les plus défavorisées.

Le patronat, trop heureux de s'en tirer à si bon compte, ne marchandait point sa signature. Tambour battant, Blum fit entériner par le Parlement les conventions collectives et la création de délégués du personnel, pour y ajouter lui-même deux nouveaux dons de joyeux avènement : la semaine de quarante heures, les congés payés.

Savoir terminer une grève

Tout ce lest précipitamment jeté ne suffit pas à museler le géant populaire. Il avait soudain pris conscience de sa force colossale et hésitait à mettre bas les armes. Au cours de deux réunions successives, les 9 et 11 juin, les délégués des ouvriers métallurgistes, en dépit des efforts conciliateurs de leur direction syndicale stalinienne, estimèrent insuffisantes les concessions patronales et décidèrent de poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications. Le bruit courut qu'ils allaient sortir en masse des usines et descendre sur la capitale. Bien qu'encore confuse, l'idée germa dans leur conscience de remettre en route les usines à leur profit exclusif. Mais ces velléités d'appropriation collective et d'auto-gestion ne furent pas formulées clairement. Les résolutions adoptées se réduisirent finalement à un appel à la réquisition et à la remise en marche des entreprises... sous autorité gouvernementale⁶⁶.

Le mouvement était arrivé à un point critique. En prévision de troubles, le gouvernement acheminait des pelotons de gardes mobiles vers la région parisienne (tout comme de Gaulle fera appel, en 1968, aux C.R.S. de province et aux chars). Faute d'objectifs révolutionnaires clairement exprimés, les occupants risquaient de se four-

65. Cf. *La Lutte de classes sous la première République*, rééd. 1968, vol. I, p. 135-137.

66. Jacques DANOS et Marcel GIBELIN, *Juin 36*, 1952, p. 165-166.

voyer dans une impasse. La paralysie de la production et du ravitaillement allait avoir sur leurs conditions d'existence l'effet d'un boomerang.

Déjà le combustible manquait à certaines entreprises où le patronat ayant cédé sur toute la ligne, la reprise du travail avait été décidée. Jusqu'alors, les classes moyennes s'étaient solidarisées avec les grévistes. Mais la paralysie économique qu'entraînerait une prolongation de la lutte ne risquait-elle pas de les retourner et d'être mise à profit par les provocateurs fascistes ? De toute évidence, nous ne pouvions plus piétiner. Nous avions été trop loin ou, plutôt, pas assez loin.

Pour les staliniens, c'était, bien entendu : trop loin. Dès le 29 mai, Marcel Gitton avait répondu à Marceau Pivert : « Non ! tout n'est pas possible. » Et de dénoncer « les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés »⁶⁷. Achetant le journal, le matin du 12 juin, j'y lus que Maurice Thorez, la veille au soir, au gymnase Jean-Jaurès, avait donné le signal du répl : « Il faut savoir terminer une grève. » Au même moment, le gouvernement faisait saisir le journal des trotskystes : *La Lutte ouvrière*, qui titrait sur la largeur de sa première page : « DANS LES USINES ET LA RUE, LE POUVOIR AUX OUVRIERS ! » Les staliniens (pour lesquels le gauchisme était, comme il le sera en 1968, un épouvantail) s'empressèrent de pester contre « les gesticulations hystériques des trotskystes et trotskysants ».

Un mois plus tard, l'un de nous, Michel Collinet, devait critiquer vivement, dans une tribune libre du *Populaire*, non seulement les déclarations arrachées par le Sénat au ministre de l'Intérieur Roger Salengro contre les occupations d'usines, mais aussi la condamnation de ces dernières par les communistes. Jacques Duclos somma derechef le Parti socialiste de désavouer publiquement l'article subversif⁶⁸.

Nous avons manqué le coche

Tout au long de la bataille sociale, la Gauche révolutionnaire avait témoigné une solidarité active aux grévistes. Marceau Pivert avait multiplié ses visites aux usines et grands magasins occupés, haranguant les travailleurs. Mais toute son éloquence fraternelle ne pouvait effacer le handicap initial : il appartenait à l'équipe gouvernementale ; ses apparitions étaient celles d'un personnage consulaire apportant le salut d'en haut. Mais ce boulet au pied ne fut pas l'unique ni peut-être même l'essentielle raison de notre

67. *L'Humanité*, 29 mai 1936.

68. *Le Populaire*, 16 juillet 1936 ; *L'Humanité*, 17 juillet 1936.

carence, raison que voici : la plupart des membres de notre tendance, de par leur origine sociale ou leur profession, ne purent jouer le rôle d'un ferment révolutionnaire inséré dans les masses, issu d'elles, faisant corps avec elles. Leur organisation sur le lieu du travail était, à cette époque, rudimentaire. Il leur fut impossible de rivaliser avec les délégués ouvriers communistes, hommes du rang, et quand ceux-ci prêchèrent la reprise du travail, ils ne furent pas qualifiés pour pousser à la continuation de la lutte.

Dans son autocritique de 1952, Marceau Pivert soutiendra, sur un ton désabusé, que, si les masses avaient été révolutionnaires, elles eussent, à défaut de la Gauche révolutionnaire, suivi les trotskystes ou les anarchistes. Mais, de toute façon, ceux-ci n'étaient qu'une minuscule poignée. L'admirable article de Trotsky : « La révolution française a commencé », paru dans le numéro saisi de *La Lutte ouvrière*, ne fut lu que par un quarteron d'initiés. Si nous avions vraiment rempli notre mission au sein du mouvement populaire, nous dispositions, nous, de moyens autrement efficaces de nous faire entendre. Le stalinisme n'avait pas encore consolidé son empire sur les millions de nouveaux syndiqués et nous eussions pu entrer en compétition avec lui. Les masses en grève, sans doute, n'étaient pas révolutionnaires de façon consciente. Elles étaient poussées par des mobiles d'ordre immédiat : pain et dignité humaine.

Sans doute aussi, les travailleurs français revenaient-ils de loin : ils avaient derrière eux de longues années de division, d'impuissance, d'inorganisation, de désaffection à l'égard des syndicats et des partis, et les jeunes une totale ignorance de l'action économique ou politique. Mais, même aveugle ou, pour le moins confus, le comportement des masses était certes, pas tout à fait consciemment encore, révolutionnaire du fait qu'il rompait avec l'ordre établi. Comme nous l'avions déclaré le 15 juin 1936 : « En réalité, la grève généralisée pose la question même de l'existence du capitalisme que tous les partis du Front populaire ont cherché à esquiver. » C'était donc à nous d'aider les travailleurs à passer de l'inconscience ou de la demi-conscience à la pleine conscience. En juin 36, nous avons manqué le coche de l'histoire. Comme le dira Marceau Pivert : « La révolution prolétarienne passait à portée de nos mains : nous n'avons pas su la saisir ⁶⁹. »

Un soviet en banlieue

De Juin 36, j'ai gardé une double vision : une vision d'ensemble, celle d'un membre du comité directeur de la Gauche révolutionnaire ; une vision fragmentaire, locale, celle d'un responsable du

69. Commentaire du film *Contre le courant*, op. cit.

Comité de propagande et d'action syndicale des Lilas. Après la première vision, un peu aérienne, je dois au lecteur la seconde, la concrète, la vivante.

A l'origine, ces comités avaient été créés dans la banlieue parisienne pour affirmer la présence de la C.G.T. dans les localités. Ils étaient des parents pauvres, sans existence statutaire, sans représentation aux échelons supérieurs, sans voix délibérative. Simples organes d'exécution, ramifications locales de l'Union des syndicats de la région parisienne, ils avaient à appliquer les consignes qui leur étaient transmises d'en haut. Leur rôle se bornait à une propagande générale en faveur du syndicalisme, au recrutement syndical dans les petites entreprises que ne pouvaient toucher directement les divers syndicats professionnels. Mais l'adhésion d'un nouveau membre, aussitôt obtenue, était transmise au syndicat compétent et, dès ce moment, le Comité local n'avait plus aucun lien organique avec l'adhérent : il ne pouvait prélever sur lui aucune cotisation syndicale.

En temps de paix et d'effectifs squelettiques, les comités locaux végétaient dans un demi-sommeil. En ce temps de guerre sociale et d'afflux massif des postulants, le Comité local eut soudain une tâche immense à remplir. Les responsables des syndicats de métier étant débordés, accaparés par mille tâches, c'était le Comité local, le plus souvent, qui prenait contact avec l'entreprise en grève, faisait remplir et recueillait les bulletins d'adhésion du personnel, aidait le comité de grève à engager des pourparlers avec le patron, organisait le ravitaillement et les loisirs des occupants, négociait, au nom de la C.G.T., avec les pouvoirs publics (municipalité, police), prenait l'initiative de grands meetings et de fêtes, publiait un petit journal de lutte et d'éducation ouvrière.

Quelques mois avant Juin 36, je m'étais mis à la disposition du Comité local des Lilas, en ma qualité de correcteur syndiqué. Mon ami Morin, ouvrier du bâtiment de tendances libertaires, assumait alors, en brave homme qu'il était, le secrétariat du Comité et je lui fus adjoint. Les dirigeants (réformistes) d'alors de l'Union des Syndicats, le vieux Gaston Guiraud et le jeune Robert Lefèvre, m'encourageaient, me facilitaient la tâche. Quand éclata la grande bagarre sociale, Morin, trop peu résistant pour remplir une tâche aussi écrasante, et fort tiède, au surplus, à la perspective d'avoir à se frotter quotidiennement aux staliniens, passa la main. Et je devins, assisté de quelques camarades dévoués, le responsable d'un organisme dont les événements firent assez vite un petit soviet. Notre bureau était installé dans une salle municipale, située en sous-sol derrière le corps du bâtiment principal de la mairie des Lilas. Ainsi hébergés officiellement au cœur de la commune, il nous fut facile de devenir un centre de ralliement, et bientôt un second pouvoir communal, se mesurant avec le premier.

Presque chaque matin, je suis éveillé avant l'aube. Des coups puissants ébranlent ma porte. Qu'est-ce encore ?

— Viens vite ! Il y a une nouvelle boîte en grève !

Je m'habille en hâte. Cette fois, l'entreprise qui a débrayé est une toute petite manufacture d'articles en caoutchouc. Elle n'emploie que des femmes, dans une atmosphère qui, la veille encore, devait être paternaliste. Mais, ce matin, le patron et son épouse, apeurés, se sont retranchés dans leur minuscule bureau : les ouvrières en blouse blanche, calmes, la tête haute, parcourent les couloirs. Elles se sont réparti les tâches : élection d'une délégation, piquet de grève, drapeau rouge hissé à l'entrée. Sans transition, sans hésitation, elles ont passé de leur ancienne fonction d'esclaves à leur nouveau rôle de prégestionnaires. Quelque chose dans leur vie, dans leur conscience, a changé pour toujours.

Chez Kalker, qui est une beaucoup plus grosse entreprise, également spécialisée dans le caoutchouc, la lutte prend de l'ampleur. Chaque jour, les grévistes tiennent un meeting dans le plus vaste des ateliers, aux poulies endormies, et la sirène, dont le sifflement strident annonçait, la veille encore, le début et la fin du travail, sert à convoier les travailleurs à leur quotidienne délibération. Assisté du délégué du personnel, j'engage des négociations longues et complexes avec la direction de l'usine. Mon incompétence technique est compensée par une certaine roublardise manœuvrière. Il m'arrive assez souvent de prendre en défaut mes partenaires et de marquer des points. Quand les pourparlers sont suspendus, je descends dans l'atelier où, debout, le personnel attend et je lui fais un compte rendu détaillé, suivi d'une discussion familière et démocratique. Un peu plus tard, je serai secondé, puis suppléé, dans cette tâche ardue par le responsable du syndicat des produits chimiques, qui a pu enfin se libérer pour quelques heures : le juvénile Jean Carasso. (Il n'a pas bien longtemps à vivre, car au terme de sa précocité carrière l'attend le peloton d'exécution nazi.)

Quand sonne midi, de longues planches soutenues par des tréteaux sont alignées bout à bout, recouvertes de papier d'un blanc immaculé, ornées de vases de fleurs. Elles forment une immense table de banquet, autour de laquelle, comme pour un mariage, hommes, femmes, jeunes, dégustent joyeusement. Au dessert, on lève son verre à l'issue victorieuse de la grève.

Nous avons organisé nous-mêmes le ravitaillement, emprunté des voitures à bras avec lesquelles nous avons collecté chez les commerçants de l'alimentation les dons les plus divers. Et quand, dans l'allégresse générale, la grève est enfin gagnée, nous chargeons sur nos attelages les sacs de pommes de terre, les provisions en rabiote et nous partons en cortège, à travers les rues de la petite ville, chantant, criant et plaisantant, pour ravitailler une autre entreprise où les gars sont encore en lutte. Quand nous arrivons, ils nous

font fête. Les boutiquiers, les passants nous saluent et applaudissent. Pas une note discordante.

L'importante usine Ronéo, avenue de la Liberté, qui fabrique, comme son nom l'indique, des machines à écrire et des duplicateurs, emploie une main-d'œuvre composée en grande partie de jeunes. Laissant au délégué du syndicat de la Métallurgie, qui a pu venir sur les lieux, le soin de négocier avec la direction patronale, je m'occupe, ici, surtout de distraire cette jeunesse ; l'atelier, au son de l'accordéon, se transforme en un trépidant bal-musette, où les petits métallos à casquette, blouson de cuir et roulaquettes, serrent dans leurs bras des filles jolies et soigneusement maquillées.

Chez Fradet, une fabrique de jouets, tout le personnel est féminin, à l'exception d'un ouvrier, grand gaillard, bon enfant et embarrassé par ses formes herculéennes. Comme il est le seul mâle, c'est lui qui prend en main l'organisation de la grève et le recrutement syndical. Mais la direction est opiniâtre. L'occupation dure plusieurs semaines. Les femmes résistent. Elles ont établi un tour de roulement. Un tiers environ garde les ateliers, tandis que les deux autres vont se retremper dans leurs foyers.

La lutte s'éternisant, les ouvrières ont maintenant les nerfs à fleur de peau. Depuis quelques jours, je les vois tendues, faisant effort pour se maîtriser. Un jour, une fille qui porte une pile d'assiettes en heurte par mégarde une seconde, occupée à une autre corvée alimentaire. L'orage, qui couvait, éclate. Les deux filles s'injurient, en viennent aux mains. Et soudain, par un fantasmatique phénomène d'hystérie collective, toutes les femmes entrent dans la mêlée. Cris, horions, vaisselle cassée, larmes. A ce moment, tout à fait par hasard, je fais mon entrée. La fureur est telle que je passe inaperçu. Secondé par l'athlète, j'essaie de séparer les combattantes, j'écope quelques coups. Et soudain, comme par enchantement, le calme revient. La crise est passée. Les femmes s'affairent à réparer les dégâts sur leurs personnes aussi bien que sur le matériel, et, à mon adresse, elles se confondent en excuses. Dès le lendemain, s'étant cotisées à mon insu, elles offriront à ma femme des layettes destinées à notre futur enfant.

Un sigle magique : C.G.T.

Sur la place, non loin de notre local, le chantier du métro Mairie des Lilas est livré à de jeunes terrassiers, espèce qui n'existe plus guère aujourd'hui, à la puissante musculature, aux larges pantalons de velours. Je m'étais retenu de frayer avec eux, appréhendant leur indifférence à l'égard des syndicats, et aussi trop intimidé par leur rude prestance pour oser les interpeller. Miracle : voici qu'ils se mettent en grève à leur tour, arborent le drapeau rouge. Le bras ceint de mon brassard, rouge lui aussi, je me trouve soudain un

des leurs, mêlé à eux, fraternisant avec eux. Et, pour eux, le fils de bourgeois attiré par les jeunes ouvriers que j'avais été naguère devient, aujourd'hui, par la force des choses, plus qu'un frère : je représente, en effet, à leurs yeux une puissance ascendante, providentielle, l'image d'eux-mêmes multipliée à des millions d'exemplaires : la C.G.T.

Quand les coiffeurs en grève mettent à mal des jaunes qui continuent à manier le ciseau et le peigne, le commissaire de police des Lilas, flanqué de quelques sbires, fait mine de les disperser. Mais dès qu'il me voit surgir avec mon brassard et que je décline mon titre magique : la C.G.T., il rougit, balbutie, se confond en excuses, se retire. Le maire des Lilas, Eugène Decros, vieillard pontifiant, hostile d'abord, réticent ensuite, me témoigne une considération qui augmente à vue d'œil. Il me mande dans son bureau et, avec une déférence qui me laisse pantois, m'adjure d'intervenir auprès du syndicat compétent pour que l'entreprise Kalker, qui a repris le travail après la victoire ouvrière, puisse être favorisée d'une livraison de mazout.

Avons-nous pleine conscience de la force qui est la nôtre ? La petite bourgeoisie est neutralisée ou acquise. Les politiciens tremblent. Les fascistes se sont terrés comme par enchantement. Les autorités sont à nos pieds. Un nouveau pouvoir s'ébauche. Une révolution commence. Beaucoup, qui n'avaient que le mot de révolution à la bouche quand elle était encore lointaine, ne la reconnaissent plus quand elle est là.

Les vieux syndicalistes révolutionnaires à la Morin, qui ont en poche leur carte syndicale depuis des dizaines d'années, font grise mine aux millions de nouvelles recrues, à ces maudits inorganisés d'un passé trop récent, à qui ils ne pardonnent point d'avoir tant attendu pour trouver le chemin du syndicat. Attitude absurde, mesquine, stérile et qui fera, en fin de compte, le jeu de la colonisation stalinienne.

Les militants majoritaires de la section S.F.I.O. ne sont pas plus clairvoyants. Certes, ils inscrivent, à l'instar de la petite bourgeoisie boutiquière, leur obole sur les listes de souscription qui circulent en faveur des grévistes. Mais leur incompréhension du gigantesque mouvement est totale. Les travailleurs ne sont pas gentils, pas raisonnables d'avoir jeté ces grèves dans les pattes de notre camarade Léon Blum. Ce sont, une fois de plus, les bolcheviks, qui, par leurs perfides manigances souterraines, essaient de mettre en échec le socialisme. Même ceux des militants de la section qui ont adhéré à la Gauche révolutionnaire, la plupart petits bourgeois, eux aussi, semblent sous-estimer l'importance de la bataille, ne s'insèrent pas dans la lutte, la regardent de haut, de loin, s'obstinant à dédaigner le syndicalisme qui, pour eux, n'est que l'école primaire du socialisme.

Juin 36, comme le sera Mai 68, est une grande fête. Le bonheur qui, comme disait Saint-Just en 1793, « est une idée neuve en

Europe », le voici à portée de la main. Les travailleurs s'offrent le luxe d'être heureux. Simone Weil, qui elle-même avait travaillé en usine et qui a pu pénétrer dans les usines Renault, l'a bien senti :

« Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange. [...] Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus de doigts, elles ne font plus de mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. On cesse enfin d'avoir besoin de lutter à tout instant, pour conserver sa dignité à ses propres yeux, contre une tendance presque invincible à se soumettre corps et âme. Joie de voir les chefs se faire familiers par force, serrer des mains, renoncer complètement à donner des ordres. Joie de les voir attendre docilement leur tour pour avoir le bon de sortie que le comité de grève consent à leur accorder. Joie de dire ce qu'on a sur le cœur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte à côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine — le rythme qui correspond à la respiration, aux battements du cœur, aux mouvements naturels de l'organisme humain — et non à la cadence imposée par le chronométrateur. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme les soldats en permission pendant la guerre. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission. Des souvenirs qui mettront un peu de fierté au cœur, qui laisseront un peu de chaleur humaine sur tout ce métal.

« [...] On se détend complètement. On n'a pas cette énergie farouchement tendue, cette résolution mêlée d'angoisse si souvent observée dans les grèves. On est résolu, bien sûr, mais sans angoisse. On est heureux. On chante, mais pas *L'Internationale*, pas *La Jeune Garde* ; on chante des chansons, tout simplement, et c'est très bien. Quelques-uns font des plaisanteries, qu'on rit pour le plaisir de s'entendre rire. On n'est pas méchant. Bien sûr, on est heureux de faire sentir aux chefs qu'ils ne sont pas les plus forts. C'est bien leur tour. Ça leur fait du bien. Mais on n'est pas cruel. On est bien trop content. On est sûr que les patrons céderont. On croit

qu'il y aura un nouveau coup dur au bout de quelques mois, mais on est prêt ⁷⁰. »

La colonisation stalinienne

Les staliniens mettent à profit la carence des petits-bourgeois S.F.I.O. et se hâtent de tisser, au sein du mouvement des masses, un puissant réseau fractionnel. Ils réussissent très vite à happer dans leurs filets les jeunes ouvriers qui viennent de découvrir le syndicalisme et qui, dans les comités de grève, se sont soudain révélés des meneurs d'hommes ; cette merveilleuse matière première humaine, vierge, riche en potentialités immenses, ils la transforment, au nom d'une discipline que le travailleur respecte car elle a permis sa libération, en automates au service d'une église rigide. A ces pousses fraîchement écloses et gonflées de sève, capables d'initiative créatrice, on fait seulement exécuter des consignes. La méthode inverse eût permis, permettra un jour, de reconstruire le monde.

Au sein du Comité local, les émissaires du Parti communiste ne tardent pas à mener un travail de sape contre une direction dont le seul tort, à leurs yeux, est de n'être pas stalinienne. Peu à peu, lorsque de nouvelles grèves éclatent, les responsables des syndicats de métier, tous communistes, évincent purement et simplement les représentants du Comité local et, par contre, invitent des députés communistes à palabrer devant les grévistes. Des militants sont semoncés, contraints même à démissionner, parce qu'ils se sont montrés trop bienveillants à notre égard. Quand nous sommes soumis à réélection, la fraction indique en sous-main les noms des candidats à biffer.

En séance, on psalmodie, la main sur le cœur : « Unir ! Unir ! Unir ! » Mais dans la coulisse on murmure le vocable infamant, et d'ailleurs inexact en ce qui me concerne : « trotskyste ». Dans l'Union des syndicats de la Région parisienne, il se chuchote que quelques comités locaux sont « indésirables », par exemple celui des Lilas. La colonisation stalinienne étend peu à peu ses tentacules, accapare tout, absorbe tout, élimine systématiquement les réfractaires. La C.G.T. tend de plus en plus à se confondre avec le Parti communiste. Et cette mainmise sur les syndicats n'a pas pour objectif le développement de l'action révolutionnaire, le dépassement de Juin 36, mais, tout au contraire, la « paix sociale », un peu plus tard le Front des Français ⁷¹, à travers lesquels les travailleurs, désarmés, vont perdre la majeure partie de leurs conquêtes.

70. *La Révolution prolétarienne*, 10 juin 1936, sous le pseudonyme de S. Galois.

71. Voir plus loin, p. 149.

J'essaierai longtemps de me cramponner, de faire face à mes adversaires de tendance. C'est que des liens d'amitié et d'estime, nés dans la bataille menée ensemble, m'attachent à beaucoup de jeunes communistes des entreprises lilasiennes. Le 16 février 1937, je réussirai à organiser, au Ciné-Magic, une grande soirée au profit des chômeurs locaux. Devant une salle comble et vibrante, j'aurai le privilège de pouvoir faire passer sur l'écran un film documentaire pris sur le vif, par les soins de la C.G.T., dans les usines en grève — film qui, hélas, aujourd'hui semble bien détruit et perdu, du fait de l'occupation allemande de 1940-1944... Les spectateurs qui, pour la première fois, s'aperçoivent qu'ils sont en même temps acteurs, se reconnaîtront et s'acclameront eux-mêmes avec allégresse. Ensuite, comme il faudra doser les tendances, je ferai haranguer la foule, à tour de rôle, par le réformiste René Belin (qui finira vichyssois) et le stalinien Eugène Hénaff, mon ancien « pote » de la Grange-aux-Belles, qui maintenant me regarde tout à fait de travers.

Mais la situation de secrétaire d'un comité local, à qui est interdite toute fonction d'orientation et qui ne peut être qu'un organe d'exécution, deviendra, sous la houlette stalinienne, vite intenable. Et, le 24 novembre 1937, au cours d'une assemblée générale convoquée spécialement à cet effet, je démissionnerai avec éclat, en même temps que huit autres membres de notre commission exécutive, non sans avoir, au préalable, vidé notre sac, défoulé tout ce que nous avions sur le cœur, stigmatisé, sans mâcher nos mots, la colonisation de la C.G.T. par le Parti communiste.

Examen de conscience

Le moment est venu de faire sur Juin 36 un examen de conscience. Dans ma modeste sphère d'activité, au Comité intersyndical des Lilas, je me suis gardé de « politiser » les grèves. En effet, je ne croyais pas possible, en adoptant une attitude intéressée, de gagner la confiance des masses ouvrières qui déferlaient vers les syndicats. Il eût été aussi malhonnête que maladroit de profiter d'une fonction syndicale pour faire du battage en faveur du parti, ou de la tendance à laquelle j'appartenais. J'ai respecté scrupuleusement l'indépendance du syndicalisme et les travailleurs dont j'avais la charge n'ont jamais eu l'occasion de suspecter mes intentions ou mes propos. Ce fut d'ailleurs la raison pour laquelle certains d'entre eux me soutinrent si longtemps contre les coups fourrés de mes détracteurs staliniens. Mon seul écart, sur lequel sautèrent, bien entendu, les staliniens, fut, une fois, de patronner des Jeunesses syndicalistes, de tendances libertaires.

Par contre, si j'ai évité la politique au sens vulgaire du terme, j'ai essayé, dans la faible mesure de mes moyens, d'orienter les grèves vers une issue révolutionnaire. J'ai essayé de faire de chaque

entreprise un petit bastion de résistance, de notre Comité local l'embryon d'un nouveau pouvoir. Dans les éditoriaux de notre minuscule journal mensuel, *La Voix des usines des Lilas*, je n'ai cessé d'exhorter nos lecteurs à consolider leurs conquêtes, à ne pas tomber dans le piège de la paix sociale, à ne pas mettre bas les armes, à ne pas oublier que l'ennemi de classe était à terre, mais non vaincu, que, si un coup décisif avait été porté au droit divin du patronat, la condition ouvrière n'était pas, pour autant, abolie.

Cependant mon poste syndical m'enfermait dans une contradiction : négocier avec les patrons, signer des accords mettant fin aux grèves quand les revendications essentielles étaient satisfaites, n'était-ce pas, dans une certaine mesure, conclure des accords Matignon à l'échelle locale ? N'était-ce pas, à mon tour, ramener le torrent dans son lit ? A plus longue échéance, aider les travailleurs à conquérir, sans plus, les congés payés, les quarante heures avec, pour corollaire, l'organisation des loisirs, la culture et le tourisme populaires, n'était-ce pas émousser le tranchant de leur lame ? Enfin, les nouvelles recrues qu'en si grand nombre j'introduisais dans le syndicalisme, j'acceptais de les perdre aussitôt après les avoir conquises. Je les ventilais, pour les livrer (car tel était un des devoirs de la fonction à laquelle j'avais été nommé) aux appareils bureaucratiques des divers syndicats professionnels, qui allaient, eux, s'empreser de canaliser, puis de briser leur élan.

Lorsque les premiers symptômes se manifestèrent d'une lutte sourde entre les colonisateurs et la vieille garde de Jouhaux, je ne pus éviter, car il n'existait pas sur le plan syndical de troisième force, de m'appuyer, dans une certaine mesure, sur les réformistes contre les staliniens : au meeting du Magic-Ciné, sur Belin contre Hénaff⁷². C'était jouer Charybde contre Scylla. Situation intenable, à laquelle j'eus hâte de mettre fin.

De cette expérience, je devais tirer, en définitive, une leçon. Mais avec un certain retard. Mais trop tard. Car, à ce moment, le raz de marée aura depuis longtemps reflué. Dans le feu de la lutte, je n'avais guère eu le temps de méditer, ou peut-être même de lire, le lumineux article de Trotsky qui parut le 12 juin 1936, dans le numéro, saisi, de *La Lutte ouvrière*. Le précédent historique des soviets de députés ouvriers y était évoqué. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, il appelait les comités ouvriers à établir entre eux une liaison étroite, pour aboutir à un congrès de tous les comités de France. Tel était le nouvel ordre qui devait remplacer l'ancien.

72. L'hebdomadaire réformiste de combat contre la colonisation stalinienne, *Syndicats*, parut à partir d'octobre 1936. Plus tard, une troisième force se manifesta sur le plan syndical : le Cercle syndicaliste Lutte de classes. Mais elle demeura une minorité relativement faible, bien qu'agissante.

Ces liaisons latérales en vue d'un organisme fédérateur, nous avions négligé de les établir au Comité des Lilas. Nous n'avions emprunté que la voie verticale, la voie hiérarchique. Nous avons joué trop scrupuleusement le jeu de la légalité syndicale. Nous n'avions pas osé lui substituer un embryon de légalité nouvelle : celle des conseils ouvriers. Dix-huit mois s'écouleront avant que la réflexion et le recul me permettent de mûrir, puis de rédiger, un mea-culpa⁷³.

L'expérience de Juin 36 avait été pour nous une leçon un peu humiliante, mais salutaire. Le brusque essor des masses nous avait pris au dépourvu. Nous avions été débordés. Malgré des improvisations merveilleuses, dont le mérite revenait à l'instinct de classe, à l'ingéniosité des travailleurs, il avait manqué, à l'heure décisive, l'essentiel : une coordination entre les divers éléments en lutte, une direction d'ensemble de la bataille. Et c'est pourquoi les organisations traditionnelles, s'étant enfin ressaisies, purent aussi facilement museler la classe.

Comment, à l'avenir, éviter de répéter les fautes commises ? Ce que nous avons appris, c'était que les structures essentiellement corporatives de l'organisation syndicale, indispensables en période normale pour la défense des intérêts professionnels immédiats des travailleurs, ne suffisaient plus au cours d'une lutte généralisée. D'abord, parce qu'en de tels instants, le moteur du mouvement doit être à la base : or dans les syndicats la pression de la base risque d'être passablement amortie par la forte armature bureaucratique ; ensuite, parce que les cloisonnements corporatifs deviennent, dans une situation révolutionnaire, autant d'entraves et que ce qui compte alors, c'est la combinaison de toutes les forces ouvrières, tendues, au-dessus de tout particularisme corporatif, vers un but unique.

C'est pourquoi il me semblait, qu'au cours d'un deuxième round social, les comités intersyndicaux locaux pourraient jouer un rôle infiniment plus important que celui dans lequel les enfermaient leurs diables de statuts. Parce que mieux adaptés aux exigences de la lutte, ils feraient éclater leur cadre constitutionnel et se hisseraient au premier plan. De même que les entreprises enverraient des délégués à chaque comité local (comme nous l'avions pratiqué aux Lilas), à leur tour les comités locaux éliraient des délégués à un Conseil central des délégués ouvriers de la région parisienne. Toute la France finirait par être couverte par une fédération de Conseils ouvriers.

73. D. GUÉRIN, « Une révolution ne s'improvise pas », *Les Cahiers rouges*, février 1938.

A la recherche d'un pouvoir révolutionnaire

Cette représentation ouvrière serait-elle exclusivement syndicale ? Laisserait-elle de côté les partis qui se réclament de la classe ouvrière ? Aux heures de crise, les questions de forme perdent de leur importance. L'organisation la plus efficace est celle qui fait preuve du maximum de souplesse. Chaque comité intersyndical pourrait fort bien s'adjoindre les représentants locaux des partis ouvriers. Et, en conclusion, j'insistais, dans une intention d'auto-critique rétrospective, sur les devoirs qui incomberaient à des socialistes révolutionnaires dans les divers rouages d'un nouveau pouvoir.

Marceau Pivert, lorsqu'il écrira plus tard ses souvenirs, conclura parallèlement : « Il n'y avait pas d'organisation spécifiquement révolutionnaire, sachant agir résolument, rapidement, méthodiquement. C'est cet élément décisif qui a fait défaut en juin 36⁷⁴. »

Quelle « organisation révolutionnaire » ? Lorsque notre Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.) sera fondé en juillet 1938, Pivert invitera les travailleurs à créer des comités de base, ébauches d'un « futur pouvoir révolutionnaire », à la découverte duquel notre parti voudra seulement les « préparer »⁷⁵. Mais dans une lettre à Trotsky, au début de 1939, notre chef de file emploiera une formule différente : il présentera le P.S.O.P. comme l'instrument même de libération qui avait fait défaut en juin 36⁷⁶.

Une précision est donc ici nécessaire afin de dissiper l'équivoque créée par ce dernier écrit (et de mettre en garde contre des erreurs analogues qui ont cours aujourd'hui) : l'organisation révolutionnaire qui a fait défaut en juin 36, ce n'était pas, je le crois, une direction autoritaire, émanant d'un groupuscule ou d'une secte, mais un organisme de coordination des conseils ouvriers, issu directement des entreprises occupées. L'erreur de la Gauche révolutionnaire, ce ne fut pas tant d'avoir été incapable, dans son impréparation, de se transformer en un parti révolutionnaire du type léniniste ou trotskyste, mais de n'avoir pas su, ou pu, aider la classe elle-même à trouver, face à l'impôture du Front populaire n° 1, sa forme propre de pouvoir.

74. *Où va la France ? op. cit.*

75. Juin 36, 22 juillet 1938.

76. Lettre du 26 janvier 1939.

Le reflux (1937-1938)

Un gouvernement débile. — Haro sur les grèves. — Apprivoiser les capitaux ? — Les classes moyennes trinquent. — Pas de souffle républicain. — Un parti se confond avec le pouvoir. — Nous cautionnons « nos » ministres. — Du pacifisme au social-patriotisme. — Blocus de l'Espagne. — Nous devenons gênants. — Le sang coule à Clichy. — Sanctions contre nos jeunes. — Une scission prématurée ? — Le mirage de l'avenant. — Finally tombe le premier. — Blum déserte. — Le lugubre congrès de Marseille. — Un boulet au pied. — Staline étrangle la Révolution espagnole. — Les procès de Moscou. — On ne tient pas sa parole aux colonisés. — Seul à la commission coloniale. — Exécution d'une brebis galeuse. — Une soirée mémorable. — Blum champion de l'union nationale. — Au cœur du deuxième round. — Blum a repris le pouvoir. — A bas le Sénat ! — Blum tombe pour la seconde fois.

Une révolution qui cesse d'avancer est condamnée à refluer. En incitant les combattants de Juin 36 à ne pas pousser plus loin leur victoire, en jetant sur les grèves avec occupation (à défaut d'un recours à la force publique qui se produisit, épisodiquement, un peu plus tard) une sorte d'interdit moral, en prônant la paix sociale, l'unité française, les Blum, les Thorez, les Jouhaux, chacun à sa façon et tous ensemble, ont désarmé la classe ouvrière. Ils l'ont livré, pieds et poings liés, à un adversaire impatient de prendre sa revanche. Comme le dira Marceau Pivert : « Un moment désarçonné par ce choc imprévu, le capitalisme reprend vite conscience,

d'autant qu'il s'aperçoit qu'il a devant lui des adversaires peu disposés au combat ¹. »

Un gouvernement débile

11) Mais, de toutes les erreurs commises, la plus néfaste fut de faire accroire aux travailleurs que le gouvernement de Front populaire à direction socialiste et active participation radicale était, en quelque sorte, leur gouvernement. Comme l'a souligné Trotsky, les ouvriers furent incapables de reconnaître l'ennemi, « car on l'avait déguisé en ami ». Leurs chefs entourèrent le pouvoir bourgeois d'un écran qui dissimula sa véritable nature, le rendit méconnaissable, donc invulnérable et indestructible. Parce que des leaders prestigieux s'étaient installés dans un certain nombre de bureaux ministériels, l'illusion fut répandue que cet Etat n'était plus un Etat de classe, mais un Etat providentiel. Pourquoi, disait-on aux foules, vous obstiner à vouloir vous sauver vous-mêmes, puisque le gouvernement à direction socialiste s'apprête à faire votre bonheur ? Soyez donc bien sages, attendez, patientez, abstenez-vous de gêner, par des réflexes immodérés, le « grand camarade » qui va faire pleuvoir sur vous ses bienfaits. Ainsi les masses ont-elles été détournées de se sauver elles-mêmes, de dépasser le stade d'une grève générale avec occupation des usines purement revendicative, de la transformer en grève gestionnaire, de rechercher leur forme spécifique de pouvoir. Ainsi la révolution qui venait de commencer s'est-elle trouvée freinée, arrêtée, finalement « confisquée ² ».

Ce gouvernement providentiel sera, en réalité, un gouvernement débile. Ecartelé entre des masses encore relativement turbulentes (malgré tous les appels à la concorde lancés à leur seule adressé) et un patronat décidé à sabrer les conquêtes sociales, il ne disposera d'aucun appui vraiment stable, et il en sera réduit à pratiquer un perpétuel jeu de bascule : maintenir le contact avec les masses, tout en freinant leur élan ; rechercher le soutien des groupes capitalistes les moins réactionnaires, mais en subissant leurs conditions ³ ; accorder une valse à son cher ami le banquier Horace Finaly et l'autre à son cher ami Léon Jouhaux, tel sera le pénible exercice du pouvoir, pour parler son langage, auquel Blum s'astreindra. Pendant les longs mois que durera ce calvaire, il ira de recul en

1. Commentaire du film *Contre le courant*, op. cit.

2. TROTSKY « L'heure de la décision approche », *La Lutte ouvrière*, 6 janvier 1939 ; MARCEAU PIVERT, « Juin 36 », *La Revue socialiste*, décembre 1952 ; D. GUÉRIN, *Juin 36*, 20 mai, 17 juin 1938.

3. D. GUÉRIN, « Blum tel qu'il est », *Les Cahiers rouges*, août-septembre 1937.

recul, pour, en désespoir de cause, s'effacer finalement devant des cabinets radicaux de plus en plus inféodés au grand capital. La retraite opérée sous le drapeau du Front populaire s'achèvera en déroute.

Mais, la dialectique des luttes sociales étant complexe, cette évolution ne sera ni rectiligne ni unilatérale. Pendant toute une période, la classe ouvrière continuera, dans une certaine mesure, à aller de l'avant. Elle se démystifiera. Elle consolidera son organisation, ses points d'appui, ses systèmes de solidarité. Elle poursuivra son recrutement, atteignant le chiffre record de cinq millions de syndiqués. Elle réagira avec vigueur contre les coups que lui porteront, tantôt la réaction, tantôt les fascistes. Elle n'hésitera pas à recourir en maintes occasions, le plus souvent malgré ses mauvais bergers, à l'arme de la grève sur le tas.

Et nous-mêmes, à la Gauche révolutionnaire, nous renforcerons nos cadres et notre préparation idéologique, nous étendrons notre influence au sein du parti S.F.I.O. jusqu'à menacer dans son existence la bureaucratie social-démocrate ; et, surtout, parce que nous aurons enfin, grâce à l'expérience vécue, beaucoup appris et compris, nous saurons et nous pourrons, enfin, mettre à la disposition de la classe ouvrière, non plus seulement des intellectuels ou des petits bourgeois, mais une équipe de militants d'origine prolétarienne ; nous nous ferons entendre d'elle ; nous prendrons, surtout dans la région parisienne, une part active à ses luttes ; nous réussirons parfois à déborder par la gauche le national-communisme. Bref, nous accomplirons un tant soit peu de ce dont nous avons été incapables en juin 36. Mais, en dépit des réveils spasmodiques de la classe et de tous nos efforts pour la stimuler, il n'y aura pas de nouveau Juin 36. L'occasion unique qui avait été manquée une fois ne se reproduira plus. Et chimériques seront les tentatives pour la ressusciter.

Haro sur les grèves

L'ordre lancé par Maurice Thorez, le 11 juin, d'en terminer avec les grèves n'avait été, on s'en doute, que très incomplètement suivi. Pendant la seconde quinzaine de juin et tout le mois de juillet, les grèves sur le tas continuèrent à faire boule de neige. Après l'accalmie du mois d'août, pendant lequel l'application des congés payés provoqua, pour la première fois, la fermeture temporaire de nombreuses entreprises, les occupations reprirent de plus belle. Elles avaient, partout, une cause bien précise : le patronat violait ou tournait à qui mieux mieux les nouvelles lois sociales ; pour imposer, dans le cadre de l'atelier, le respect de leurs conquêtes, les travailleurs ne voyaient pas d'autre moyen que de riposter par la tactique qui avait fait merveille en juin.

Ces « occupations sans cesse renaissantes » avaient le don d'indisposer les banquiers dont la trésorerie du gouvernement Blum avait un si pressant besoin. Leurs porte-parole radicaux ne cessaient de récriminer et d'exiger. Le 7 juillet, au Sénat, le sénile Bienvenu-Martin avait sommé le gouvernement de condamner les occupations d'usines. Et le ministre de l'Intérieur, le social-démocrate Salengro, avait juré d'y mettre un terme « par tous moyens appropriés ». Cette menace ayant paru inadmissible aux bureaucraties syndicales, Salengro dut aussitôt amender ses propos : après épuisement des efforts de conciliation et de persuasion, on enverrait contre les grévistes des gendarmes, non sans les avoir « préalablement désarmés ». Le 29 septembre, les sénateurs étant revenus à la charge, Blum adjura la classe ouvrière de lui épargner l'emploi de la force. Le 7 octobre, il passa néanmoins des gémissements aux actes : deux cent cinquante gardiens de la paix forcèrent la porte de la Chocolaterie des Gourmets, rue Violet, à Paris, dans le XV^e arrondissement, et, après une dure bagarre, en expulsèrent les occupants. Un précédent redoutable était créé.

Pour le président du Parti radical, César Campinchi, la grève sur le tas était une « brimade humiliante » qui risquait « de faire du patronat un ennemi ». Nous n'avions que faire de ce risible argument paternaliste, mais, à nous aussi, pour de tout autres raisons, les occupations sporadiques, sans lien entre elles, paraissaient indésirables : elles étaient des combats en ordre dispersé, où la classe gaspillait, à tort et à travers, son capital d'énergies. Et elles risquaient, à la longue, comme le prédisait mon bourgeois libéral de père, « d'amener une réaction fasciste ». Tout en protestant énergiquement contre les évacuations d'usines par la force, nous suggérions la transformation des batailles partielles en batailles d'ensemble, coordonnées, embrassant toute une corporation, ou même toutes les corporations à la fois, avec des objectifs généraux, tels que l'échelle mobile des salaires (rendue indispensable par la hausse incessante du coût de la vie) et le contrôle ouvrier (pour mettre en échec le sabotage des lois sociales, les licenciements de délégués du personnel, etc.)⁴. Mais un deuxième round de Juin 36 était précisément ce dont ne voulaient à aucun prix les chefs du national-communisme, apôtres, fraîchement convertis, de la paix sociale.

4. D. GUÉRIN, « Le gouvernement contre les occupations d'usines », *La Gauche révolutionnaire*, 20 janvier 1937.

Apprivoiser les capitaux ?

Pour reprendre aux travailleurs ce qu'ils avaient arraché, les maîtres du jeu disposaient d'une arme beaucoup plus efficace encore que le sabotage sur le lieu du travail, l'arme invisible chère au père Ubu : la Phynance. Sa politique financière fut le talon d'Achille du gouvernement Blum et, en fin de compte, la cause directe de sa chute, le ministre des Finances, le pitoyable Vincent Auriol, le chaînon le plus faible de la débile équipe ministérielle. L'expérience des pays totalitaires, celle notamment de l'Allemagne hitlérienne, démontrait, au même moment, que, par des moyens appropriés, il était techniquement possible, sans outrepasser les cadres du régime capitaliste, de diriger la monnaie, de stabiliser, dans une certaine mesure, les prix, de barrer la route aux exodes de capitaux. Les rédacteurs du Programme du Rassemblement populaire avaient été du même avis qui, se gardant comme de la peste de toute mesure socialiste, s'étaient néanmoins prononcés pour le « contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur évasion par les mesures les plus sévères allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger ou de leur contre-valeur en France ».

Mais les banquiers sur qui Blum avait choisi de s'appuyer pensaient autrement. Le grand capital ne se résigne aux mesures de contrainte que lorsque leurs désagréments sont compensés, dans d'autres domaines, par de substantiels avantages, tels les bienfaits de toutes sortes qu'Hitler faisait alors pleuvoir sur l'industrie lourde allemande. Il n'en allait pas de même pour le gouvernement Blum : supportable, à titre temporaire, pour les avoir sauvés en juin 36, il était loin d'être, aux yeux des trusts, le meilleur des gouvernements possible, et Blum lui-même dut finalement convenir que, malgré tous ses efforts, il n'était « pas arrivé à s'attirer la confiance du grand capital »⁵. En lui refusant tout moyen de contrainte, on aurait, à coup sûr, sa peau. A peine intronisé, on le fit s'agenouiller devant les lois sacro-saintes, mais inopérantes et périmées, du libéralisme économique.

En dépit des adjurations de Marceau Pivert, le nouveau chef de gouvernement n'avait pas voulu avancer la date de son accession au pouvoir pour arrêter l'hémorragie épuisante des sorties d'or. Il se flattait, suivant sa propre expression, d'« apprivoiser » les « oiseaux migrateurs », et, par la seule force de sa magie, d'arrêter leur fuite ou de provoquer leur rapatriement⁶. Quand il comprit enfin que ce charme n'opérait pas, quand le Parti S.F.I.O. fut guéri de son « illusion », quand il reconnut son « erreur psycho-

5. Discours au congrès de Royan, 4-7 juin 1938.

6. Discours à la Chambre, 15 juin 1937.

logique », il était déjà trop tard⁷. Les réserves d'or, déjà réduites, d'avril à juin 1936, de 80 à 69 milliards, étaient maintenant épuisées. L'expérience Blum avait capoté — comme, en 1968, capotera le régime gaulliste.

Blum, au Parlement, s'était engagé solennellement, dans le style fleuri qui lui était propre, à ne jamais couvrir les murs « des affiches blanches de la dévaluation, des affiches d'un coup d'Etat monétaire⁸ ». Mais, le 1^{er} octobre 1936, sans crier gare, Vincent Auriol dut amputer la monnaie nationale de 37 %⁹. L'opération fut, pudiquement, camouflée en « alignement monétaire », baptisée « traité de paix financière » et Jules Moch eut même le culot de la présenter comme une mesure « démocratique¹⁰ ». En fait, elle se traduisait par une hausse des prix de détail qui, d'avril 1936 à avril 1938, atteignit 53,6 % pour les denrées alimentaires et 73,3 % pour l'habillement. Les augmentations de salaires de juin 36, accordées par le patronat d'une main, étaient reprises de l'autre.

Blum, un jour de fermeté relative, avait pesté contre les « mauvais citoyens » qui avaient essayé de « tirer leur épingle du jeu et encombré de titres ou de lingots d'or les coffres-forts des banques étrangères ». Il les avait rejetés aigrement de la communauté nationale. « Nous n'avons pas besoin d'eux et nous ne voulons pas d'eux »¹¹. Mais il dut vite renoncer à cette hargne. Le 5 mars 1937, une nouvelle pression des banques contraignit le malheureux Auriol qui, tels les bourgeois de Calais, n'avancait plus que la corde au cou, à une nouvelle capitulation : après la dévaluation, il avait tenté, en vain, de faire payer au fisc par les thésauriseurs d'or la différence entre l'ancien et le nouveau cours du métal précieux. Maintenant, levant la seule restriction existante, il rétablissait le marché libre de l'or, ce qui revenait à verser une prime à la désertion monétaire. L'échelle mobile, refusée aux salariés, était ainsi accordée aux thésauriseurs d'or comme aux capitalistes migrants. Sous la plume de Robert Prieur, alors chef de cabinet de Paul Faure, le Parti socialiste eut le front de travestir cette défaite en une prétendue victoire du socialisme : « Au lieu de fuir, l'or rentre ; chacun se précipite pour apporter le sien. Quel miracle ! Le gouvernement du peuple a stérilisé l'or et réalisé son asservissement, tout à la fois¹². »

7. Cf. les interventions de Pierre Brossolette, de Roucaïrol, de Paul Rives, etc., au Congrès S.F.I.O. de Marseille, juin 1937.

8. Discours à la Chambre, 6 juin 1936.

9. La valeur en francs du kilo d'or fin fut portée de 16 800 à 23 200.

10. *Le Populaire*, 26 et 27 septembre 1936.

11. Discours du 19 juillet 1936.

12. *Bulletin d'Information socialiste*, mars 1937.

Les classes moyennes trinquent

Les démagogues du Front populaire avaient fait risette aux classes moyennes et c'était, disaient-ils, pour les mieux allécher que les partis ouvriers étaient tombés dans les bras de la bourgeoisie radicale. Mais l'expérience n'était vieille que de quelques mois et, déjà, les classes moyennes criaient grâce. Les nouvelles charges sociales pesaient beaucoup plus durement sur les petits producteurs et les petits commerçants que sur les trusts. Seules les entreprises les plus robustes résistaient et profitaient de la déconfiture des autres. Mieux encore, le ministre social-démocrate de l'Economie nationale, Charles Spinasse, favorisait ouvertement le grand capital qu'il affirmait capable de « fournir encore une longue course » et auquel il offrait, grâce à un projet d'ententes industrielles, un moyen supplémentaire de se renforcer par la concentration et l'absorption des petites entreprises¹³.

Le sort de la petite paysannerie n'était pas plus enviable. Elle était spoliée par la hausse des prix industriels. Le Sénat avait émasculé un projet de loi déposé par le ministre social-démocrate de l'Agriculture, Georges Monnet, et qui comportait des mesures contre les gros intermédiaires et spéculateurs. Par ailleurs, malgré la création toute récente d'un Office du blé, les denrées autres que cette céréale avaient fait l'objet d'une revalorisation insuffisante.

Par ailleurs, la dévaluation, la hausse brutale du coût de la vie frappaient, plus encore que les salariés, les bénéficiaires de revenus fixes : rentiers, épargnants, retraités qui, eux, ne pouvaient faire grève pour obtenir le rajustement de leurs maigres rentes ou pensions.

Au début de 1937, j'eus l'occasion, grâce à Louis Vallon, de faire à la Radio une série de courtes causeries sur la paupérisation des classes moyennes dans les pays fascistes. Je reçus, de petits bourgeois tondus par le Front populaire, après lui avoir, sans doute, donné leurs voix, des lettres virulentes, et souvent pathétiques : « Le gouvernement actuel, m'écrivait un correspondant parisien, a été élu sur sa promesse solennelle qu'il ne dévaluerait pas. La dévaluation a été un de ses premiers actes. Il avait promis à maintes reprises que les lois qu'il a fait voter n'auraient pas de répercussion sur le coût de la vie. Or le coût de la vie a augmenté de plus de 30 % et ce n'est pas fini. Il avait promis de protéger les petits épargnants et les classes moyennes. Or il a écrasé les petits épargnants et ne s'est nullement préoccupé des classes moyennes ; il a traité avec les magnats de l'industrie. »

la petite bourgeoisie

De toute évidence, si le Front populaire persévérait dans cette

13. Cf. Marceau PIVERT, *Quatre discours et un programme*, cit., p. 44.

voie, il finirait par dresser contre lui, avant longtemps, la plus grande partie de la petite bourgeoisie ; il fournirait lui-même au fascisme, jusqu'alors impopulaire, une base populaire ¹⁴.

En administrant les verges aux régimes fascistes, j'avais fourni à mes auditeurs l'occasion de me les appliquer sur l'échine. Dans cette inconfortable position, j'engageai le dialogue avec ces mécontents qui, hier encore avec nous, n'étaient peut-être pas tout à fait perdus pour nous. « Il est exact, leur disais-je, que nous n'avons pas jugulé les trusts. Il est évident que vous risqueriez d'être les victimes de l'expérience du Front populaire si elle se continuait sous sa forme actuelle, les victimes, non de la classe ouvrière à qui vous ne pouvez reprocher d'avoir cherché à améliorer ses dures conditions de vie, mais du grand capital qui fait retomber sur vous les charges sociales nouvelles. En régime démocratique comme en régime fasciste, les trusts s'entendent à résoudre sur votre dos leurs difficultés : d'où le parallélisme qui vous a frappés entre certains points de l'expérience italienne ou allemande et de l'expérience française. Nous serions insensés de nier cela, de chercher à le dissimuler. Au contraire, c'est justement la raison pour laquelle nous estimons indispensable et urgent de passer à une deuxième étape. Contrairement au fascisme qui, lui, n'a pas tenu ses promesses, nous voulons aller plus loin que les nôtres. Nous voulons, nous, en finir avec le grand capital qui vous pressure : seule la nationalisation des industries-clés, du crédit et des assurances peut permettre d'apporter des remèdes efficaces à votre détresse, freiner la hausse des prix, garantir votre pouvoir d'achat, protéger vos épargnes. C'est pourquoi vous n'écoutez pas la voix intéressée de ceux qui essaient aujourd'hui de vous dresser contre nous. C'est pourquoi vous nous suivrez jusque-là ¹⁵. »

Ces « nous », quand je les relis aujourd'hui, me sont intolérables. Sur les ondes de la tour Eiffel, je dégoisais, en somme, comme si j'étais le gouvernement. Je jurais que nous irions « au-delà de nos promesses » alors que, dans mon for intérieur, je savais pertinemment que le gouvernement de Front populaire ne tenait pas, et ne tiendrait pas, ses promesses. Mais j'étais, plus ou moins comme nous l'étions tous à la Gauche révolutionnaire, captif de l'expérience : nous nous condamnions à ne pas dire sur elle toute la vérité, à ne pas nous en désolidariser pleinement, car nous entretenions toujours la chimère que, de l'intérieur, nous parviendrions encore à la redresser.

Mais quand nous nous exprimions en petit comité, et non plus à l'adresse de l'extérieur, notre optimisme était beaucoup plus mitigé. Dès le 10 octobre, dans une déclaration à l'usage des membres du parti, nous ne mâchions pas nos mots : « l'absurdité qui consistait

14. D. GUÉRIN, « Socialisme ou Fascisme », *La Gauche révolutionnaire*, 15 décembre 1936.

15. Texte radiodiffusé repris dans *La Vague*, 1^{er} mars 1937.

à promettre le pain, la paix et la liberté aux masses populaires sans toucher au régime capitaliste [...] produit aujourd'hui ses effets catastrophiques [...]. Ou le gouvernement de Front populaire s'attaquera au grand capitalisme en socialisant les industries-clés et en réalisant le contrôle ouvrier, ou le gouvernement tombera. »

Le gouvernement Blum avait bien opéré quelques nationalisations, mais elles étaient caricaturales. La Banque de France avait fait l'objet d'une réforme qui consistait surtout à élargir l'éventail des groupes capitalistes représentés dans son conseil général. Les usines d'armement et d'aéronautique — ainsi celles de Marcel Bloch (qui ne se faisait pas encore appeler Dassault) — avaient été étatisées, mais elles avaient conservé sensiblement la même direction après indemnisation des actionnaires. La firme d'armement Brandt, généreusement indemnisée, avait fomenté une société nouvelle, avec à sa tête le gendre du patron, pour continuer à vendre aux gouvernements étrangers, sans ingérence de l'Etat, le matériel qui portait son nom ¹⁶.

Une Société nationale des chemins de fer fut créée, avec à sa tête le dynamique porte-parole du néo-capitalisme : Raoul Dautry. Dans ses conseils comme dans ceux des diverses filiales d'approvisionnement et de réparation, on retrouvait, comme on les retrouve encore aujourd'hui, les anciens magnats du Rail.

Intoxiqués par des habitudes de pensée étatiques, nous ressassions, comme tout un chacun alors, le mot nationalisation plutôt que ceux de socialisation et d'autogestion. Mai 1968 ira plus loin.

Pas de souffle républicain

A travers l'administration publique, le souffle républicain annoncé n'avait point passé, ou, plutôt, il n'avait soufflé que sur nos illusions. Les réactionnaires, les fascistes continuaient à être solidement installés dans les rouages de l'Etat. Ceux qui, durant la tempête de juin 36, s'étaient attendus à être limogés relevaient maintenant la tête et se sentaient à nouveau les maîtres. Une brochure de la S.F.I.O. destinée à célébrer, en termes lyriques, l'œuvre du gouvernement de Front populaire ¹⁷, était obligée de concéder que la bureaucratie avait « une puissance énorme de résistance ». Certes, les fascistes, s'ils triomphaient jamais, ne s'embarrasseraient pas de considérations morales ou légales ; mais les socialistes, continuait la brochure, ne leur ressemblaient pas. En fait, ils se complaisaient à laisser en place leurs plus redoutables ennemis. Marceau Pivert,

16. Cf. M. PEYRETHON, « Le Bluff des nationalisations », *Juin 36*, 4 juin 1938.

17. *Le gouvernement à direction socialiste*, fin 1936.

chargé, on le sait, du contrôle de l'Information à l'Hôtel Matignon, était obligé de constater que la Radio était « infestée de fascistes », alors qu'il ne parvenait pas à y introduire les nombreux techniciens en chômage que possédait le Parti ¹⁸.

A mes yeux, cette carence n'était pas faite pour surprendre. Epurer la haute administration, l'armée, la police, la magistrature de tous les complices ouverts ou cachés du fascisme, c'eût été vider l'ossature de l'Etat bourgeois de sa moelle, paralyser les forces répressives indispensables pour assurer la pérennité de l'Etat de classe ¹⁹. C'avait été folie, en vérité, de croire que l'occupation de l'Etat pouvait conférer le pouvoir réel et la possibilité d'utiliser la machine étatique dans l'intérêt de la classe opprimée. Le gouvernement « à direction socialiste » ne gouvernait qu'en façade. Le vieil appareil, intouchable et intouché, conservait la réalité du pouvoir.

Je pouvais m'en rendre compte par moi-même quand mes fonctions à la commission coloniale du parti m'amenaient à rendre visite au ministre des Colonies, Marius Moutet. Dans son bureau somptueux de la rue Oudinot, l'Excellence était le jouet de ses bureaux. Le sabotage s'exerçait dans les deux sens : de haut en bas, les ordres qu'il croyait donner n'étaient pas exécutés ou ils l'étaient tendancieusement ; de bas en haut, les rapports qu'il recevait n'étaient que tissu de mensonges. Moutet ne prenait aucune décision sans décrocher son téléphone et consulter le tout-puissant directeur des Affaires politiques, M. Gaston Joseph ²⁰. L'éminence grise correspondait, à titre clandestin et privé, avec les gouverneurs coloniaux, à l'insu et par-dessus la tête de son ministre. Le président de la République, Albert Lebrun, ancien ministre des Colonies, faisait de même. Pour ma part, je ne pouvais franchir sans remords le seuil de la rue Oudinot : n'avais-je pas été de ceux qui, par l'intermédiaire de Maurice Paz, avaient insisté auprès de Blum, en mai 1936, pour que le portefeuille des Colonies fût confié à notre ancien collègue du Comité d'amnistie aux Indochinois ?

Nous avions trempé nos doigts dans la glu. Peu à peu, Moutet cessa d'être le dindon de la farce. Il devint, consciemment, l'homme-lige de la répression colonialiste.

18. Discours au Conseil national du 8 novembre 1936, supplément au n° 12 de *La Gauche révolutionnaire*, 20 décembre 1936.

19. D. GUÉRIN, art. cit., *La Gauche révolutionnaire*, 15 décembre 1936.

20. Le successeur, au début de 1938, de Marius Moutet au ministère des Colonies, Georges Mandel, se montra plus indépendant : il lui arrivait, disait-on, de réveiller brutalement M. Gaston Joseph et, en pleine nuit, de le convoquer à son domicile privé.

Un parti se confond avec le pouvoir

Quant à notre Parti socialiste, il était devenu une simple filiale de ce gouvernement de façade. Sa vie propre était absorbée par la vie ministérielle. Son secrétaire général, Paul Faure, cumulait ses fonctions avec celles de ministre d'Etat. Les affaires de la S.F.I.O. se réglaient à l'Hôtel Matignon. Il arriva à Paul Faure de faire écrire par son chef de cabinet, sur papier ministériel, une lettre au secrétaire de la fédération de la Seine, lui demandant de « maintenir la discipline dans la fédération ». Quelle discipline ? Celle de l'Etat ou celle du parti ? De même, deux fonctionnaires détachés au cabinet de ministres social-démocrates furent mis à la disposition de notre fédération pour y remplir des fonctions de permanents et, sans doute, contrôler son activité. Tel personnage qui avait un pied dans le parti et l'autre dans le gouvernement n'hésitait pas à se servir de rapports de police pour espionner l'activité politique des militants du parti et, le cas échéant, déchaîner contre eux les foudres convergentes du parti et du gouvernement ²¹.

De peur d'entraver l'action de ses délégués au pouvoir s'il n'approuvait pas sans réserve tous leurs actes, le parti se traînait à la remorque du char étatique. La C.A.P., qui eût dû assurer la direction politique entre les congrès, n'était plus qu'une annexe du groupe parlementaire. Les Excellences, de leur côté, oubliaient de plus en plus qu'elles se faisaient appeler socialistes. Au Congrès de Marseille, en 1937, un orateur de Meurthe-et-Moselle, Lafond, fit entendre d'amères doléances. Les militants sentaient avec angoisse que, plus les camarades ministres s'élevaient, plus ils s'éloignaient de leurs mandants. Quand on leur demandait quelque chose en faveur des travailleurs, ils ne daignaient pas répondre eux-mêmes ou, plutôt, ils faisaient répondre, avec arrogance et mépris, par les préfets.

D'ailleurs le parti au pouvoir ne ressemblait guère à celui d'avant mai 1936. Comme il avait le vent en poupe et qu'il était installé dans le fromage gouvernemental, il avait attiré à lui, en six mois cent mille, en un an deux cent mille nouveaux venus. Parmi eux, il y avait des sincères, des combatifs, qui vinrent bientôt grossir les rangs de notre minorité. Mais l'emportaient les opportunistes, les ambitieux, les gourmands. A nous l'avancement, à nous les faveurs ! clamait cette meute. Les courtisans et les arrivistes eurent souvent la priorité sur la vieille garde, sur les militants clairvoyants et désintéressés. Les recrues les plus suspectes envahirent nos sections, et même notre Gauche révolutionnaire. Tel chef de service de la

21. D. GUÉRIN, « Parti et Gouvernement », *Les Cahiers rouges*, janvier 1938.

Banque de Paris et des Pays-Bas, hâtivement converti au socialisme, que venait-il donc faire dans notre galère ? Il avait nom Raymond Haas-Picard ; il devait être nanti, dès juin 1936, d'un poste de chargé de mission au secrétariat général de la présidence du Conseil ; il finira préfet « igame » des Bouches-du-Rhône, puis de la Seine.

Nous cautionnons « nos » ministres

Dans la nuit du 16 au 17 novembre 1936, un événement tragique démontra tout à la fois l'intégration de la S.F.I.O. dans l'ordre établi, sa dépendance vis-à-vis de l'opinion bourgeoise et son incurable faiblesse à l'égard de l'adversaire fasciste. La presse d'extrême-droite s'avisa que, pendant la guerre mondiale, le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, aurait franchi les lignes ennemies et « déserté ». Pour un social-patriote, une telle accusation, mensongère ou non, était infamante. Salengro, au lieu de coffrer ses calomniateurs, préféra se donner la mort. Etrange socialiste qui s'afflige d'être qualifié de déserteur mais n'hésite pas, en pleine bataille, à désertir un poste-clé de l'équipe gouvernementale. La Gauche révolutionnaire, comme elle l'avait fait lors de l'attentat manqué contre Blum, crut devoir ériger Salengro en martyr de la lutte anti-fasciste²². Une fois de plus, nous avons contribué, non à démystifier, mais à mystifier.

Certes, nous dénoncions, en termes de plus en plus virulents, la carence du gouvernement et celle de notre parti et, dans les Conseils nationaux, nos motions explosives faisaient quelque scandale. Mais, en même temps, nous nous obstinions à excuser « nos » ministres et nous nous efforcions de « sauvegarder leur prestige socialiste ». S'ils étaient les prisonniers du pouvoir, ce n'était pas leur faute, mais celle des « contradictions du régime »²³. C'était à nous de leur rendre leur liberté, de les « délivrer ». « S'ils le voulaient », leur action, du dedans, pourrait se conjuguer avec l'action, au-dehors, des masses révolutionnaires²⁴. Avec une naïve générosité nous nous offrions à tirer d'une geôle somptueuse des détenus qui y semblaient fort à l'aise et qui ne levaient pas le petit doigt pour s'en évader. Incorrigibles pénélopes, nous recommençons tous les jours de tisser, pour nous-mêmes et pour ceux qui avaient le tort de nous prêter l'oreille, la toile de nos trompeuses illusions.

22. *La Gauche révolutionnaire*, 20 novembre 1936.

23. Marceau PIVERT au Conseil national du 14 avril 1937.

24. D. GUÉRIN, *La Gauche révolutionnaire*, art. cit., 15 décembre 1936.

Du pacifisme au social-patriotisme

Le cheval de bataille n° 1 de la Gauche révolutionnaire était la lutte contre la guerre. C'était aussi l'un des terrains sur lesquels notre position était la plus forte. Les masses populaires, en particulier dans les campagnes, malgré les slogans staliniens, étaient demeurées foncièrement pacifistes. Ici au moins, nous pouvions invoquer le sacro-saint programme du Rassemblement populaire. Par bonheur, en effet, l'aile pacifiste du Comité de vigilance des intellectuels avait réussi à glisser dans cette timide plate-forme, en dépit de la présence d'émissaires du national-communisme, quelques couplets en faveur du désarmement et de la révision du traité de Versailles : « Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, d'abord par une convention de limitation, puis par la réduction générale, simultanée et contrôlée des armements. Assouplissement de la procédure prévue par le pacte de la Société des Nations pour l'ajustement pacifique des traités dangereux pour la paix du monde. »

Dès le Congrès de Huyghens, nous avions posé comme condition à notre vote d'unanimité le retour au service d'un an et la réduction des crédits militaires au chiffre de 1933. A la tribune, nous avions réclamé, en outre, le renversement total de la politique extérieure et, notamment, la dénonciation du traité de Versailles, ce traité que le Parti socialiste avait été le seul à refuser de ratifier en 1919. Nous souhaitions, dans notre candeur, que le premier acte du gouvernement de Front populaire fût une déclaration solennelle de paix et de désarmement à tous les peuples de l'Europe.

Blum, certes, nous avait donné, bien avant son accession au pouvoir, quelques timides gages de pacifisme. A la Chambre, le 15 mars 1935, il s'était prononcé, en vain d'ailleurs, pour le maintien du service d'un an. Dans un discours radiodiffusé, le 21 avril 1936, il avait tenté de persuader le corps électoral que socialisme et guerre étaient deux termes contradictoires : le socialisme incarnait la lutte contre la guerre, la volonté d'extirper les racines mêmes de la guerre. Hôte de l'American Club, il y avait déploré une résolution agressive de l'Internationale socialiste qui, sous la pression de l'émigration allemande, tournait le dos à la lutte pour le désarmement et à la condamnation de la guerre. Son ami Jean Longuet confia aux congressistes de Huyghens : « Blum n'a jamais désespéré du désarmement. Il faut arracher à Hitler l'initiative de la paix. »

A la tribune de la Société des Nations, à Genève, le 1^{er} juillet, le nouveau président du Conseil français avait nié la fatalité de la guerre et concédé, trop discrètement, certes, que, si la sécurité collective (chère au militarisme français) était la condition du désarmement, la réciprocité n'était pas moins vraie : le désarmement était

la condition d'une sécurité collective complète. Mais, dans un effort stérilement sentimental pour ménager la chèvre et le chou, il avait paru presque honteux de relancer l'idée du désarmement à travers une Europe « toute résonnante du fracas des armes », où l'on sentait « l'atmosphère s'alourdir, l'ombre s'étendre ». Et, qui pis est, il avait « accepté l'éventualité de la guerre pour sauver la paix ». Commentant ce discours, un de ses proches collaborateurs écrivit : « Pour la première fois un homme d'Etat français a proclamé que la paix ne peut être sauvegardée que si les pays pacifistes sont résolus à employer tous les moyens contre l'agresseur, y compris la guerre ²⁵. »

Encore au début de septembre, à Luna-Park, devant les militants de la fédération de la Seine, il avait rompu des lances avec Maurice Thorez, qui venait de lancer l'idée d'un Front des Français allant jusqu'au cocardier Paul Reynaud : « Nous avons des amis qui nous disent qu'il faut résister, raidir et exalter la volonté nationale [...]. Tout ce qui resserre entre Français le sentiment de solidarité vis-à-vis d'un danger possible, je le conçois. Mais l'excitation du sentiment patriotique, mais l'espèce de rassemblement préventif en vue d'un conflit qu'au fond de soi on considère comme fatal et inévitable, cela non ! Pour cela, il n'y aura jamais, je le dis tout haut, à tout risque, ni mon concours ni mon aveu. »

Tandis que le leader prestigieux nous endormait ainsi avec une phraséologie teintée de pacifisme qu'il devait lui-même, plus tard, cyniquement renier, qu'il démentait déjà par l'incohérence de ses propos, la préparation à l'union sacrée allait bon train. Peu de jours après le discours de Luna-Park, le gouvernement « à direction socialiste » faisait voter, à l'unanimité, par le Parlement vingt milliards de nouveaux crédits militaires répartis sur quatre ans. Et, dans la rue, les manifestations de chauvinisme se multipliaient. La célébration du 14 Juillet 1936 avait été le nec plus ultra des fêtes du Front populaire. Elle avait réuni plus d'un million de participants. Marceau Pivert, toujours prêt pour « servir », toujours enclin à prouver son dévouement au parti, avait cru devoir s'en faire le metteur en scène. A la tribune érigée place de la Nation, ce fut lui qui présenta les divers orateurs à la foule en délire. « Un peuple entier veut la paix ! », écrivit-il, avec exaltation, au soir de cette mémorable journée.

Mais, le matin même, la revue du 14 Juillet avait été une fracassante manifestation d'« union de la nation française ». Nos braves troupes avaient été ovationnées par une double haie de nationaux-communistes au poing levé et de fascistes à la main tendue, aux cris alternés de « vive l'armée républicaine » et « vive l'armée » tout court. L'après-midi, les trois couleurs l'avaient nettement emporté sur le drapeau rouge, *La Marseillaise* sur *L'Internationale*. On avait

25. André LEROUX, *Le Populaire*, 13 juillet 1936. (André Leroux était l'ancien communiste italien Tasca, alias A. Rossi..)

promené le portrait de Rouget de Lisle et fait défiler les jeunes vierges communistes sur des chars bleu-blanc-rose²⁶.

A la suite d'un article de Jacques Duclos dans *L'Humanité* du 15 août 1936, Eugen Fried ordonna aux dirigeants nominaux du P.C. de tenter d'élargir le Front populaire vers la droite en un « Front des Français ». On a déjà vu que, selon le témoignage d'André Ferrat, ancien leader communiste, dès le front unique socialiste-communiste de 1934, dès le Front populaire de 1935, le Front des Français était l'objectif ultime de la stratégie russe²⁷.

Pour le (11 novembre) le conseil des ministres en ayant ainsi décidé, une commission d'anciens combattants, allant des royalistes aux nationaux-communistes, avait été chargée d'organiser les cérémonies dites « de la victoire, du souvenir et de la paix ». Sur les Champs-Élysées défilèrent côte à côte les fascistes et les staliniens, les enfants des écoles publiques et les enfants de chœur. Jamais encore l'atmosphère d'union sacrée n'avait été aussi provocante.

Pour nous la coupe était pleine : « Nous percevions, enfin, comme en convint Marceau Pivert, les premiers symptômes de la déviation du courant populaire vers le nationalisme²⁸. » Au début de 1937, il abandonna avec éclat son poste à la présidence du Conseil. Dans une lettre de démission rendue publique, il fut aussi virulent qu'il avait été, trop longtemps, crédule et patient : « Le Rassemblement populaire n'a pas été créé pour faire avaler au prolétariat la pilule des crédits militaires et de l'union nationale. Non ! Je ne serai pas un complice silencieux et timoré. Non ! Je n'accepte pas de capituler devant le militarisme et les banques. Non ! Je ne consens ni à la paix sociale, ni à l'union sacrée²⁹. »

Enfin le cordon ombilical qui nous attachait au pouvoir était sectionné. Nous avons retrouvé notre liberté d'action. Ceux qui ne s'étaient jamais résignés aux fonctions officielles de Marceau Pivert et qui, depuis des mois, le pressaient de s'en démettre, respirèrent.

Blocus de l'Espagne

Mais, au moment même où nous rompons avec Blum sur une position nette et tranchée de lutte contre la guerre, la révolution espagnole mettait durement à l'épreuve, à la fois notre pacifisme révolutionnaire, notre internationalisme, et aussi l'unité de notre tendance.

26. Articles de Marceau PIVERT et de René MODIANO, *La Gauche révolutionnaire*, juillet-août 1936.

27. A. FERRAT, *op. cit.* ; — voir plus haut, p. 87.

28. Commentaire du film *Contre le courant*, *op. cit.*

29. *La Vague*, 1^{er} mars 1937 ; *La Gauche révolutionnaire*, 1^{er} mars 1937 ; supplément aux nos 6 et 7 des *Cahiers rouges*, décembre-janvier 1938.

lequel
d'Espagne

Le 18 juillet 1936, le coup d'Etat militaire du colonel Franco ouvrait, en Espagne, la guerre civile. Le risque était gros que les puissances fascistes ne soutiennent militairement l'officier rebelle. Une guerre mondiale pouvait sortir de leur intervention. Blum, un peu par pacifisme, beaucoup pour rassurer la City de Londres qui possédait en Espagne d'énormes investissements, imagina de proposer à tous les gouvernements intéressés un chevaleresque accord de non-intervention. La France s'engageait à ne pas aider les républicains espagnols à condition que les autres puissances, « piquées d'honneur » (*sic*), disait Blum, promettent d'observer une attitude similaire de neutralité. La frontière des Pyrénées fut fermée, l'exportation de matériel de guerre à destination de l'Espagne interdite.

✓ Bien entendu, les Etats fascistes violèrent avec entrain la non-intervention et armèrent l'Espagne franquiste. Blum, il le reconnaîtra plus tard, avait fait un marché de dupes. Marceau Pivert, déchiré entre son pacifisme et son internationalisme, commença par tenter de justifier l'embargo ³⁰. Il dénonça le danger de guerre immédiate en Europe, danger, d'ailleurs, évident, que comportait toute intervention dans la guerre civile espagnole. Mais, au sein de notre Gauche révolutionnaire, cette caution accordée à Blum suscita de vives critiques. Michel Collinet prit la tête de l'opposition à Marceau Pivert, avec le slogan : « A bas l'embargo ! » Le seul argument valable de Pivert, c'était que la guerre pouvait sortir de l'émulation des fournitures d'armes à l'Espagne ; mais une politique de fausse neutralité ne réduisait en rien les dangers de conflit. L'étonnant, c'était que des militants socialistes qui, par ailleurs, critiquaient durement les faiblesses du gouvernement, approuvaient son attitude dans l'affaire d'Espagne. « Curieux strabisme ! » lançait Collinet ³¹.

✓ Marceau Pivert avait repris à son compte, pour tenter de justifier sa position, le fameux distinguo entre un gouvernement qui, exerçant le pouvoir dans la société bourgeoise, ne peut rien faire par lui-même, et les masses populaires qui, elles, devaient aider leurs frères espagnols par l'action directe, par une intervention rapide et efficace, visant à empêcher le ravitaillement des rebelles et à organiser leurs propres fournitures clandestines ³². Pour Collinet, cette conception, que Marceau, d'ailleurs, s'étant ressaisi, ne tarda pas à abandonner, était empruntée aux rêveries révolutionnaires des anarchistes d'autrefois. Elle ne tenait pas compte des réalités. En fait, les organisations ouvrières internationales ne réussirent jamais à imposer un embargo prolétarien, et l'aide sous le manteau, malgré le dévouement de certains camarades, demeura bien insuffisante.

30. *Bulletin intérieur de la Gauche révolutionnaire*, août 1936 ; discours au Conseil national du 18 avril 1937.

31. *La Gauche révolutionnaire*, 20 novembre 1936.

32. Supplément au n° 12 de *La Gauche révolutionnaire*, 20 décembre 1936.

Situation paradoxale : ceux des socialistes qui firent passer des armes à travers la frontière avaient à déjouer la surveillance des sbires aux ordres du gouvernement « à direction socialiste ». Il est vrai que, parfois, la main droite voulut ignorer ce que tramait la main gauche. Ainsi, à l'Hôtel Matignon, Jules Moch, secrétaire général de la présidence du Conseil, me reçut gentiment et confidentiellement, flanqué de Germaine, son épouse : il voulait bien donner un coup de pouce à mon ami Robert Louzon qui, avec des camarades, projetait d'enfouir des armements au fond d'un lac pyrénéen, en attendant leur transfert ultime en Espagne.

Plus tard, le leader du P.O.U.M., Julian Gorkin, devait exprimer la reconnaissance de tous les antifascistes espagnols pour l'action de Marceau Pivert pendant les premiers mois de la guerre civile³³. En silence, assure-t-il, il rendit les services les plus grands. Il profita de sa mission à la présidence du Conseil pour faciliter les achats d'armes, pour aplanir toutes sortes d'obstacles. Chaque jour, de Barcelone, lui étaient communiquées des nouvelles qu'il faisait transmettre par toutes les stations françaises de radio. En outre, il surveillait étroitement les activités des agents franquistes en France et au Maroc français, et interceptait nombre de leurs télégrammes. A une conférence du Bureau de Londres (voir plus loin, p. 237), en octobre 1936, Marceau Pivert fit un rapport dans lequel il affirma que l'Espagne républicaine recevait, de France, une aide clandestine considérable³⁴. Mais l'embargo des armes ne faisait alors que commencer. Et l'évaluation de Marceau Pivert allait s'avérer beaucoup trop optimiste.

Au Congrès de Marseille de juin 1937, Edouard Serre, directeur technique d'Air France, qui savait ce dont il parlait, car il s'était largement dépensé au service de l'Espagne républicaine, affirma : « Il faut en finir avec cette plaisanterie d'une aide occulte et importante que l'on n'a pas le droit d'avouer en raison de la situation internationale. Non, ça n'est pas passé ! Non ! ça ne passe pas ! »

Et l'orateur d'affirmer avec force qu'une aide aux révolutionnaires espagnols ne risquait pas de conduire à la guerre, mais à une condition : que le gouvernement de Front populaire se décide, en même temps, à déclarer la paix au monde et à dénoncer le traité de Versailles. Hélas, le national-communisme, qui réclamait à grands cris des armes pour l'Espagne, n'était pas disposé à soutenir des initiatives aussi pacifistes.

Quant à moi, j'avais cru devoir prendre une position qui se distinguait à la fois de celle de Marceau Pivert et de celle de Michel Collinet : la meilleure façon d'aider la Révolution espagnole, c'était, à mes yeux, de poursuivre la révolution commencée en

33. Julian GORKIN, Introduction à l'édition mexicaine de *Où va la France ?* de Marceau Pivert (février 1941).

34. F. BROCKWAY, *op. cit.*, p. 296.

France. Cette révolution, je regrettais de voir tant de camarades de notre Gauche révolutionnaire la sous-estimer et, par l'accomplissement d'un légitime devoir internationaliste, consacrer, en fait, tout leur temps, toutes leurs énergies à la solidarité avec l'Espagne, alors qu'en France même nous avions tant à faire. Mais Collinet traitait ma position d'abstraite, de fataliste et me rétorquait que la révolution en France était impossible si le prolétariat n'aidait pas l'Espagne ; pour lui et ses amis du Comité d'action socialiste pour l'Espagne³⁵, le C.A.S.P.E., la lutte contre l'embargo était un levier de l'action révolutionnaire des masses.

J'avais tort, sans aucun doute, d'accorder une priorité à la révolution en France, mais je ne me trompais guère en me méfiant des intentions de Collinet et de ses amis qui, assez vite, devaient les faire glisser dans un bellicisme à la Zyromski. Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir rompu avec la tendance Bataille socialiste !

Quand, beaucoup plus tard, Marceau Pivert fera son examen de conscience, il refusera à Léon Blum l'excuse du risque de guerre. Cette excuse, dira-t-il, avait impressionné une grande partie des socialistes, en général plus pacifistes que révolutionnaires (lui-même y compris, aurait-il pu ajouter). Mais, avec le recul des années, il lui était impossible d'admettre la sincérité du chef de gouvernement de 1936 : car le même Blum, plus tard, ne devait-il pas, sans la moindre hésitation, préparer, voter, soutenir la guerre impérialiste³⁶ ? Et Marceau de convenir que « le voile de chasteté de la non-intervention » avait couvert le blocus de la Révolution espagnole³⁷.

Toujours est-il que les incidences du drame espagnol affaiblirent, de diverses façons, notre Gauche révolutionnaire, lui firent perdre sa cohésion.

Nous devenons gênants

D'un village de Catalogne non loin de Barcelone, Michel Collinet avait, en septembre 1936, adressé à quatre de ses camarades, dont Marceau Pivert et moi-même, une lettre politique assez véhémement. Il y témoignait de l'amertume profonde ressentie par les révolutionnaires espagnols à l'égard de l'embargo. Il ne s'y montrait tendre

35. Ce comité groupait, à côté de social-patriotes tels que Jean Zyromski, Louis Lévy et Jean Longuet, un certain nombre de membres de la Gauche révolutionnaire tels que Michel et Simone Collinet, Colette Audry, André Weil-Curiel, Claude Beaupaire, Edouard Serre, Jean Prader, Lucien Weitz. Il publia, à partir du 16 avril 1937, un journal : *L'Espagne socialiste*.

36. *Où va la France ?*, op. cit.

37. Manifeste du Front ouvrier international contre la guerre, Mexico, 7 novembre 1940.

ni pour Léon Blum, ni pour le parti, ni même pour Marceau Pivert à qui il reprochait l'appui donné à la politique de non-intervention et qu'il souhaitait voir quitter au plus vite la présidence du Conseil. Il insistait sur la nécessité de nous implanter davantage dans les usines et employait à l'égard de nos groupes ou amicales d'entreprise un mot imprudent parce que honni par les social-démocrates, celui de cellules. Il invitait enfin la Gauche révolutionnaire à opérer un redressement. Mais cette missive privée, confidentielle, rédigée à l'emporte-pièce, se défendait explicitement de toute intention scissionniste : nous n'étions pas un parti indépendant, nous entendions demeurer une tendance du Parti socialiste. Par des procédés relevant du cabinet noir, un exemplaire de ce document-massue fut intercepté et utilisé contre nous par la bureaucratie S.F.I.O. Des extraits arbitrairement juxtaposés furent répandus perfidement dans les assemblées du parti. Nous exigeâmes la publication intégrale de la lettre. C'était le premier acte du long procès que l'inquisition socialiste allait mener contre nous, jusqu'à l'excommunication finale.

Un assez violent article de Marceau Pivert, dans *Le Populaire* du 12 janvier 1937, fut, pour la première fois, censuré. Notre critique publique des reniements du gouvernement à direction socialiste, et aussi les progrès que notre tendance faisait au sein du parti, alarmaient, à juste titre, la bureaucratie dirigeante. A la commission administrative permanente du 13 janvier 1937, Paul Faure confia ingénument ses angoisses : « Il ne fallait pas croire que l'action de la Gauche révolutionnaire n'était pas dangereuse et qu'une écrasante majorité se dégagerait toujours contre elle. »

Quelques jours plus tard, le 19 janvier, le secrétaire du parti envoyait aux sections et fédérations une circulaire³⁸. Notre redoutable action s'exerçait « au sein du parti et hors du parti ». Nous nous livrions à des « tentatives de désagrégation », à des « attaques injustes et systématiques ». Nous fournissions, par nos articles et propos, des munitions aux ennemis du socialisme. Nous tirions dans le dos des hommes que nous avions mis en avant. Conclusion : il faudrait, « au besoin », prendre contre nous de « nécessaires sanctions ».

Nous devenions de plus en plus indésirables, au fur et à mesure que le gouvernement à direction socialiste, sous l'aiguillon de la crise financière, avançait dans la voie de l'apostasie. Le 13 février 1937, dans un discours aux fonctionnaires, Blum lança une nouvelle formule : un « temps de pause » était nécessaire. Or, dans une révolution, mes études sur 1793 devaient plus tard me le confirmer, il n'y a pas de temps d'arrêt. Renoncer à progresser, c'était se condamner à reculer. La pause ne pouvait être qu'une retraite de la classe ouvrière, un avantage remporté par le capitalisme. La Gauche

38. Circulaire « n° 273 ».

révolutionnaire engagea l'offensive. Réquisition générale des moyens de production, contrôle des changes, monopole du commerce extérieur, appui direct sur les masses organisées : telles étaient nos solutions à nous, plus dures que la pause, certes. Mais, pour ce combat-là, nous nous déclarions prêts³⁹.

Le sang coule à Clichy 16 mars 37

Le 5 mars, nouvelle reculade. Le gouvernement, pour tenter de rassurer les détenteurs de capitaux, abandonna divers projets de philanthropie sociale. Au ministère des Finances, l'infortuné Vincent Auriol fut flanqué d'experts du grand capital : MM. Rist, Rueff et Baudouin. Chassées par la porte, les deux cents familles, comme on disait alors dans le style Front populaire, étaient réintroduites par la fenêtre. Alors que l'emprunt précédent dit emprunt Auriol avait été boycotté par la Haute Banque⁴⁰, une nouvelle émission, gagée cette fois sur l'or et non plus sur une fondante monnaie, fut abondamment souscrite. Nous fîmes flèche de tout bois : le gouvernement a capitulé devant les trusts. Nous prédisions que cette nouvelle concession aux banques, loin de sauver le ministère Blum, ne ferait que précipiter sa chute : « Nous, nous n'acceptons pas de voir ce gouvernement tomber dans quelques semaines ou quelques mois, à bout de souffle et de popularité, humilié, déchu⁴¹ »

Quelques jours plus tard, c'était le massacre de Clichy. Le soir du 16 mars 1937/ le Parti social français, version nouvelle des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, osait tenir meeting au cœur de la cité ouvrière. Le comité local du Front populaire invita la population, par affiches, tracts, appels dans la presse ouvrière, à une contre-manifestation devant la mairie. Par une lettre adressée au ministre de l'Intérieur socialiste, Marx Dormoy, il avait insisté pour que la réunion fasciste fût interdite afin d'« empêcher des incidents inévitablement graves ». Dans l'atmosphère de capitulation créée le 5 mars et, pour ne pas s'attirer à la Chambre les interpellations de l'extrême-droite, Dormoy ne pouvait que laisser les fascistes provoquer les travailleurs de Clichy.

Dix mille manifestants se battirent dans la rue contre une police d'autant plus déchaînée qu'elle se sentait enfin les mains libres et que des provocateurs fascistes s'étaient glissés à la fois dans son sein et dans la foule. Cinq morts et des centaines de blessés restèrent sur le pavé. Une militante socialiste et Gauche révolutionnaire,

39. Claude BEAUREPAIRE, *La Gauche révolutionnaire*, 1^{er} mars 1937.

40. Il avait rapporté 4 milliards au lieu des 10 prévus.

41. Déclaration à la C.A.P., « Vic du parti » (Supplément du *Populaire*), 6 avril 1937.

Solange Demangel, avait été atteinte d'une balle au cervelet, dont elle devait mourir six semaines plus tard. Le jour de l'Ascension, nous la conduisîmes au cimetière de Pantin. Nous n'étions, ce jour-là, que quelques centaines, les organisations du Front populaire ayant organisé autour des funérailles d'une pivertiste la conspiration du silence⁴². La fureur des cogens n'épargna pas même le chef du cabinet du président du Conseil, André Blumel, qui fut frappé à la tête. Blum, qui s'était rendu à l'Opéra pour applaudir l'exécution d'une symphonie de Haydn, quitta en hâte le concert pour verser des larmes.

Clichy fut, pour le mouvement qui avait atteint son apogée en juin 36, l'heure de vérité. Ainsi donc, sous un gouvernement de Front populaire à direction et avec un ministre de l'Intérieur prétendus socialistes, des militants socialistes étaient assassinés par l'appareil policier de l'Etat. Tels étaient les fruits empoisonnés de l'exercice du pouvoir.

Sanctions contre nos jeunes

La Jeune Garde, organe des Jeunesses socialistes, publia, sans perdre un instant, un numéro spécial qui titrait :

HUIT MILLIARDS POUR L'EMPRUNT

CINQ MORTS A CLICHY

L'ARGENT DE LA BOURGEOISIE SE PAIE AVEC LE SANG DES OUVRIERS

Le numéro fut aussitôt saisi par la police.

Au Conseil national S.F.I.O. qui suivit, Dormoy, loin de faire amende honorable, se plaignit de « recevoir traîtreusement dans le dos les coups des membres de la Gauche révolutionnaire ». Nous fîmes observer que le ministre de l'Intérieur se portait quand même mieux que Solange Demangel⁴³.

Pour leur numéro spécial, les vingt-deux militants les plus actifs de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine furent exclus et l'organisation dissoute. Leur crime ? Ils avaient osé « accuser les hommes que le parti avait unanimement délégués au gouvernement de trahir et d'assassiner la classe ouvrière ». Marceau Pivert, qui avait, certes, trempé dans cette unanimité mais qui du fait de sa profession d'enseignant avait été aussi le maître de plusieurs de ces jeunes gens, revendiqua hautement sa responsabilité personnelle dans leur subversion. Il écrivit en leur faveur : un éducateur digne de ce nom n'était-il pas « forcé d'aimer un peu comme ses propres enfants ces belles figures de grands élèves ? Le maître véritablement affranchi », ne cherche-t-il pas « à préserver ses disciples contre la

42. *La Vague*, 15 mai 1937.

43. *Ibid.*, 2 mai 1937.

terrible maladie du conformisme, sclérose qui détruit toute jeunesse d'esprit » ? Les exclus demandèrent à leurs camarades, tout en restant liés intimement à la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste, de se préparer idéologiquement à la constitution future d'un parti révolutionnaire. La bureaucratie S.F.I.O. sauta, bien entendu, pour s'en faire une arme contre nous, sur cette menaçante suggestion.

Une scission prématurée ?

Pour ma part, je ne croyais pas encore le moment venu de nous lancer dans l'aventure d'une nouvelle formation révolutionnaire. Voici comme je raisonnais (ou déraisonnais) : notre influence croissante dans le parti est due au fait que nous sommes les seuls à dire, et depuis longtemps, certaines vérités, les seuls à avoir raison. C'est bien pourquoi la bureaucratie S.F.I.O. ne veut pas nous laisser choisir notre heure. Elle préfère se débarrasser de nous avant que nous ne devenions majoritaires dans le parti, avant que ne soient créées les conditions objectives d'un rassemblement révolutionnaire. Gagnons du temps, coûte que coûte, car le temps travaille pour nous. Restons là où se trouvent les masses. Il y a encore bien des militants à gagner, et dans le parti et dans le Front populaire. Les foudres de Paul Faure, la menace d'exclusion sont pour nous une formidable publicité gratuite. En province, elles n'ont fait que cristalliser l'opposition à la direction de la S.F.I.O. Dans l'hypothèse où nous quitterions le parti, un grand nombre de nos militants ne nous suivraient pas. Pas encore. La fondation d'une nouvelle formation politique est donc prématurée⁴⁴. Si, comme il en est question, notre tendance est dissoute, si notre organe mensuel est interdit, qu'à cela ne tienne : nous exigerons que nos textes soient insérés dans *La Vie du Parti*⁴⁵. S'il le faut, nous donnerons nos

44. Dans leur étude de 1966 déjà citée, Pierre Broué et Nicole Dorey ont prétendu qu'après Clichy « de nombreux militants, surtout parmi les partisans de la G.R., s'en vont sur la pointe des pieds, ne comprenant pas la prudence des opposants ». Je n'ai, en ce qui me concerne, aucun souvenir de tels départs à cette date. Pierre Broué et Nicole Dorey ne semblent pas avoir idée de l'incroyable « patriotisme de parti », de même que la persistance de la mystique du Front populaire, qui freinaient, même chez des militants avancés, leur départ de la S.F.I.O. Je persiste à croire qu'une scission à ce moment, si séduisante qu'elle pût être, ne nous eût malheureusement pas permis d'entraîner hors de la S.F.I.O. un nombre important de camarades. Même quand l'heure de la scission sonnera, en juin 1938, après notre exclusion au Congrès de Royan, nous emmènerons avec nous beaucoup moins de militants que nous ne l'avions escompté (voir plus loin pp. 191, 205-206, 243 note).

45. Supplément du *Populaire*, servi exclusivement aux porteurs de la carte S.F.I.O.

articles, sans les signer, à l'hebdomadaire *La Vague*⁴⁶. Et si l'on nous oblige à entrer dans la clandestinité, nous inspirerons des journaux d'usine, la presse syndicale, nous plongerons plus profondément nos racines dans la classe ouvrière au moyen des amicales socialistes d'entreprise. De toute façon, nous ne nous laisserons pas étrangler. Nous serons plus diaboliques que notre Saint-Office.

Mais, si nous restons, ce ne sera pas en capitulards. Nous constituons déjà une force, et nous ferons usage de notre force. Nous nous défendrons en attaquant. Nous accuserons nos inquisiteurs de fouler aux pieds la charte du parti, les décisions de ses congrès. Nous leur dirons : « Nous vous dénonçons le droit de vous présenter en défenseurs du parti. » Ce n'est pas une avant-garde restreinte que nous avons à rassembler, mais l'ensemble de la classe ouvrière. En nous appuyant sur les travailleurs, nous poursuivrons la lutte. Et si vous parvenez, en dépit de nos efforts, à nous exclure, nous vous obligerons à nous chasser pour un motif qui ne sera pas formel, statutaire, mais politique.

Malheureusement Marceau Pivert, dont le pendule oscillait avec la même impétuosité d'un extrême à l'autre, crut devoir pousser les concessions plus loin que nécessaire. La direction du parti, les ministres dits socialistes essayaient insidieusement de le dissocier de ses coéquipiers. (Au Congrès de Marseille, quelques mois plus tard, Vincent Auriol, du haut de la tribune, devait lui faire cette confiance ou plutôt cet appel du pied : « J'ai peur, Marceau Pivert, non pas de toi, mais de tous ceux qui te poussent. ») Notre porte-parole fit le mea-culpa de nos « imperfections ». Il proclama notre amour du parti, notre « loyauté absolue, notre attachement indéfectible ». Il était disposé à « reconnaître la portée positive de l'effort du gouvernement ». Il répudiait « formellement ceux qui, se réclamant abusivement de notre tendance, demanderaient le retrait de nos délégués du gouvernement ou la dislocation du Front populaire ». Il ne répudiait pas moins « tout langage qui comporterait des accusations injurieuses à l'égard de nos camarades ministres et de Léon Blum » dont il savait « le tranquille courage et la volonté pacifique ». Ces « camarades », il les jugeait capables de tenir compte des courants d'opinion qui s'exprimaient à l'intérieur du parti et d'améliorer dans une mesure considérable leur action politique. « Nous ne disons pas : allez-vous-en !, mais au contraire : restez et faites mieux. »

En dépit de ce langage attendrissant, la Gauche révolutionnaire fut dissoute. Au Conseil national tenu le 18 avril 1937 à Puteaux, l'exposé des motifs déclara « inadmissible » et « intolérable » qu'il

46. *La Vague* réunissait, à part quelques membres de notre Gauche révolutionnaire, des pacifistes, des syndicalistes et des « pupistes » (du nom du minuscule Parti d'unité prolétarienne qui vivait sous la direction du vétéran Paul-Louis). Son premier numéro parut le 15 novembre 1936 et elle ne vécut qu'un an.

existe au sein même du parti des organisations portant au-dehors des attaques publiques contre les ministres dits socialistes. Ainsi éclatait la contradiction dans laquelle nous nous étions enlisés depuis la constitution de notre tendance. Mais la bureaucratie du parti demeurerait, au moins jusqu'à nouvel ordre, prisonnière de la même contradiction : si l'on nous enlevait notre raison sociale, nous n'étions pas exclus pour autant, et les statuts mêmes de la S.F.I.O. nous garantissaient notre « liberté d'appréciation et d'expression à l'intérieur du parti ». Nous fîmes aisément peau neuve. Nos résolutions devinrent celles de la « minorité de la C.A.P. »⁴⁷. Et notre organe mensuel n'eut qu'à changer de titre : *La Gauche révolutionnaire* fut rebaptisée *Les Cahiers rouges*.

Un rédacteur de *La Vague* ayant conté, en termes d'un humour fort vif, les débats du Conseil national baptisé par lui « Auberge des Adrets », Marceau Pivert crut devoir, dans le numéro suivant, marquer son « désaveu total de certains procédés de polémique »⁴⁸. Notre reculade fut traitée par plusieurs rédacteurs de ce journal de « capitulation ». On nous reprocha d'avoir « raté notre sortie »⁴⁹. Mais, quelques semaines plus tard, au Congrès de Marseille, l'un des nôtres, Lucien Hérard, constatera, non sans ironie, que les divers orateurs s'obstinaient à nous désigner sous le vocable de Gauche révolutionnaire. Les sanctions visant à nous bâillonner n'avaient été qu'un coup d'épée dans l'eau. Ou, plus exactement, la bureaucratie, sous la pression d'une base elle-même fort mécontente, s'était vue contrainte de nous accorder un sursis.

Le mirage de l'avenant

Pour tenter d'ouvrir une soupape de sûreté à la mauvaise humeur et à l'impatience des militants du rang, Paul Faure avait fait miroiter la perspective d'un nouveau programme. Cet avenant serait proposé par le parti au Rassemblement populaire et comporterait les fameuses nationalisations honnies, l'année précédente, par la coalition du radicalisme bourgeois et du national-communisme⁵⁰. La Bataille socialiste de Zyromski, secouant soudain sa torpeur gouvernementaliste et tricolore, emboîta le pas. Elle réclama un gouvernement de combat, qui ne se contenterait pas de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais qui entendrait imprimer une impulsion vigoureuse aux mesures de transformation économique et sociale représentées par la nationalisation des industries clés⁵¹.

Le slogan de l'avenant n'était, en réalité, qu'une manœuvre déma-

47. Commission administrative du parti.

48. *La Vague*, 2 et 15 mai 1937.

49. *La Vague*, 2 mai 1937.

50. Paul FAURE, discours à Puteaux, *Le Populaire*, 17 février 1937.

51. *Le Populaire*, 9 mai 1937.

gogique renouvelée de celle de Mulhouse. Paul Faure ne fut jamais sincère en le lançant et, une fois le nouveau programme entériné par le Congrès de Marseille, la bureaucratie S.F.I.O. mit une singulière mollesse à solliciter son adoption par le Rassemblement populaire. Quant à Zyromski, il s'empessa, pour être agréable à ses amis staliniens, d'oublier sa ronflante plate-forme de la veille. L'avenant fut enterré à jamais dans des cartons poussiéreux.

Notre minorité de la C.A.P. fut la seule à y croire, ou à affecter d'y croire. En politique, c'est à qui sera le plus ficelle. Il nous parut habile de prendre au mot Paul Faure aussi bien que Jean Zyromski et de capter cet avenant pour lui donner une teinte plus rouge.

On voulut m'assagir en me faisant tenir la plume de cette grande manœuvre. Dans une « Tribune du parti » du quotidien S.F.I.O., j'eus à soutenir qu'une simple discussion autour du tapis vert de la commission du programme n'aboutirait pas à grand-chose sans l'intervention active des masses. Il fallait donc faire délibérer la commission sous la pression d'une foule ardente et résolue. Si les négociations traînaient en longueur ou s'avéraient laborieuses, il serait du devoir strict du parti de dénoncer publiquement toutes les responsabilités d'où elles vinssent et d'entreprendre une vigoureuse campagne d'agitation. Sans attendre d'en être réduit à cette ultime ressource, le parti devait d'ores et déjà puiser dans le soutien des masses son énergie et son audace, aller à elles, leur faire comprendre directement, « et par-dessus certaines têtes rétives », la nécessité du miraculeux avenant, l'urgence des grandes nationalisations. Elles seules pouvaient aider le parti à briser toutes les résistances.

Et comme Jean-Baptiste Séverac nous avait insidieusement accusés de pousser à la démission des ministres dits socialistes, je fis la concession d'affirmer le contraire : inviter Blum à quitter le pouvoir, « ce serait admettre l'échec de l'expérience et par là même la banqueroute du parti. Or nous voulons que l'expérience réussisse. Or nous voulons que le parti vive. Et c'est pourquoi nous pensons tout au contraire que Léon Blum et ses collaborateurs socialistes doivent conserver les leviers de commande quoi qu'il arrive. Et c'est pourquoi nous espérons encore qu'ils renverseront la vapeur avant qu'il soit trop tard ; qu'ils prendront résolument la tête des masses »⁵².

Mon pensum du *Populaire*, dont l'optimisme de commande risquait d'abuser bien des lecteurs, était racheté par une dernière séquence. Cette rallonge incendiaire, nous n'osâmes point la faire paraître dans le quotidien du parti et elle fut insérée (sans signature) dans notre nouvelle revue : *Les Cahiers rouges*⁵³. Elle était empreinte

52. D. GUÉRIN, « Front populaire de combat », *Le Populaire* du 15 mai 1937.

53. *Les Cahiers rouges*, N° 1, mai 1937. Parallèlement, nous avions rédigé, pour l'usage externe, un appel en vue d'un Front populaire de combat, qui fut signé, avec nous, par des pacifistes, des syndicalistes, des ligueurs des Droits de l'homme. (*La Vague*, 1^{er} avril 1937.)

d'un pessimisme qui tranchait heureusement avec le reste de l'article : « Si notre appel n'était pas entendu, si la pause, de provisoire devenait définitive, alors, sans doute, c'en serait fini de l'expérience, des immenses espoirs soulevés l'an dernier, c'en serait fait du parti lui-même. Les possédants, après s'être servis du gouvernement de Front populaire à direction socialiste, après l'avoir soumis à leurs volontés, après l'avoir discrédité en l'obligeant à rompre avec les masses, le rejetteraient comme un outil usagé, confieraient à d'autres, à la réaction, voire au fascisme, la défense de leurs privilèges. Et le parti serait définitivement compromis aux yeux des masses, peut-être même, comme la social-démocratie allemande, condamné à un suicide sans gloire. »

Nous offrons au parti une ultime occasion de rédemption. Mais les plus risque-tout de notre équipe l'avertissaient que, s'il persévérait dans la voie de l'abandon, que si, parallèlement, il étouffait la voix des minorités sous « l'arbitraire d'une bureaucratie omnipotente », ce serait « hors de ses rangs, sous une forme ou sous une autre, que nous forgerions notre organisation de combat »⁵⁴. Paul Faure avait l'ouïe fine. Cet avertissement un peu appuyé ne tomba pas dans les oreilles d'un sourd.

Finally tombe le premier

Quelques semaines plus tard, le Sénat conservateur que nous avions omis, quand tout était possible, de juguler, renversa le gouvernement Blum. L'ingrate bourgeoisie congédia son sauveur de juin 36.

Ce coup de théâtre politique fut précédé d'une mutation sur le plan bancaire. Le capitalisme forme rarement un bloc homogène. Des intérêts opposés s'affrontent, plus ou moins secrètement, dans ses sordides coulisses. Une fraction, qui avait à sa tête Horace Finaly, le directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, soutenait l'expérience Blum, non seulement parce que des liens d'amitié unissaient, de longue date, les deux hommes, mais aussi parce que le groupe Finaly avait jugé habile de canaliser le mouvement des masses, par la collaboration des classes, afin de le détourner de l'issue révolutionnaire. Il avait médité l'échec de la déflation menée par les gouvernements issus du 6 Février, et qui avait été à deux doigts de provoquer, par réaction, des réformes de structure. A cette désastreuse politique, la Banque intelligente préférait une politique de reflation ou d'inflation, et de relance économique. En période d'instabilité monétaire, la Banque de Paris (elle l'avait déjà prouvé au temps du Cartel des Gauches de 1924) s'entendait à fructueusement spéculer. Finaly avait donc joué la carte du Front populaire.

54. Gaston GOLDSCHILD, « Capitulations », *La Vague*, 2 mai 1937.

Mais le groupe rival de l'industrie lourde n'était pas du même avis. La monnaie fondante gênait les industriels. Le Front populaire avait conféré à la C.G.T. un pouvoir énorme, fort incommode pour le grand patronat. La réforme de la Banque de France, opérée par le gouvernement Blum, avait fait entrer la Banque de Paris dans son nouveau Conseil, où les manitous de l'aile conservatrice du capitalisme régnaient naguère sans partage. Au début de juin 1937, Horace Finaly, mis en minorité, fut délogé de son poste de directeur général par Emile Moreau, l'homme des anciens régents de la Banque de France, et qui représentait, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, le groupe Lehideux, catholique et réactionnaire⁵⁵.

Sans perdre une minute, Robert Louzon, toujours perspicace et bien informé, commenta l'importance de cette mutation et en prédit l'inévitable suite : « On peut être à peu près assuré que les jours du gouvernement Blum sont comptés. » L'article s'achevait sur un post-scriptum : « La note ci-dessus était écrite depuis près de huit jours lorsque le ministère Blum est tombé »⁵⁶.

Blum déserte

Au début de juin, la situation financière s'est aggravée : les sorties d'or s'accroissent, les banques retirent leurs dépôts du Trésor public. Blum et Auriol, avec une velléité d'énergie bien tardive, réclament du Parlement des pleins pouvoirs financiers relativement draconiens. La Chambre les leur accorde, le 15 juin, par 346 voix contre 247. Mais le 19, le Sénat les leur refuse ; la Chambre les leur confirme à la même majorité. Le Sénat les leur dénie à nouveau. C'est quand la bataille est déjà jouée que la Fédération socialiste de la Seine se décide enfin, trop tard, à manifester contre le Sénat. Plus de dix mille militants se battent contre le service d'ordre, de la porte Maillot à la Concorde. « Les travailleurs », racontera plus tard Marceau Pivert, « attendaient un ordre de combat. Blum n'eut plus qu'une hâte : fuir le risque et chercher un refuge »⁵⁷.

Au Parlement, le président du Conseil, s'il ne voulait pas violer la constitution, ne manquait pas d'artifices de procédure. Il pouvait revenir une troisième fois devant la Chambre pour obtenir d'elle un vote de confiance. Il pouvait ordonner la démission en bloc des députés S.F.I.O. Il pouvait faire prononcer la dissolution de l'assemblée suivie d'une consultation électorale qui l'eût plébiscité. Il n'a recours à aucun de ces moyens. Il se démet sans même réunir au préalable, pour le consulter, le Conseil national du parti, ou à défaut,

55. Hélène et René MODIANO, « Les mystères de la Banque de Paris », *Les Cahiers rouges*, N° 2, juin-juillet 1937.

56. *La Révolution prolétarienne*, 25 juin 1937.

57. *Où va la France ?*

l'organe exécutif, la commission administrative permanente, sans même prendre l'avis de l'ensemble des ministres dits socialistes.

Marceau Pivert révélera qu'à l'heure de la fatale décision, le ministre de la Santé publique, Henri Sellier, a été tenu à l'écart, pour avoir vainement adressé à son chef de gouvernement des lettres d'avertissement prophétiques. A bout de nerfs, soulagé d'en finir avec « les jours sans répit et les nuits sans sommeil », de voir enfin son « épreuve terminée⁵⁸ », Blum annonce soudain qu'il démissionne et qu'il passe la main au radical Camille Chautemps. Toutefois, cette décision brusquée n'aurait pas dû surprendre les militants qui eussent prêté attention aux confidences faites par leur prestigieux leader au Conseil national du 14 février 1937 : il avait alors posé devant le parti, comme il le dira lui-même, « en termes un peu enveloppés, mais pourtant bien clairs, la question de savoir si, à partir du moment où la pause était [inévitabile], c'était une direction socialiste qui devait prendre en main le gouvernement chargé de la régler »⁵⁹. Depuis longtemps, Blum méditait sa fuite, et nous avions été joués.

Le lendemain, 22 juin, le Conseil national S.F.I.O., enfin convoqué, est mis devant le fait accompli. A Marceau Pivert qui le pousse dans ses derniers retranchements, Blum ouvre plaintivement son cœur. Qu'on ne lui force pas la main, qu'on ne tente pas de lui faire jouer un rôle qui ne peut être le sien. Jamais lui, Blum, n'ouvrira les vannes au torrent populaire, ne jettera le pays dans la lutte révolutionnaire : « Vous savez que j'ai toujours tout fait pour mon parti. Vous savez aussi que je ne suis pas un lâche. Mais ne me demandez pas cela. » Et, d'un de ces gestes de grand seigneur dont il a le secret, Blum ajoute : « Ce serait la guerre civile, ici comme en Espagne⁶⁰. »

L'astucieux orateur ne se contente pas de cet aveu qui laisse atterré son trop confiant interlocuteur. Il exerce ensuite, comme le racontera Marceau Pivert, « une pression insolente sur les sentiments véritables des militants pour leur faire accepter une participation ministérielle jusqu'alors constamment repoussée par les congrès [...] ». Mais les délégués résistent. La pilule est amère. Les fonctionnaires du parti, pourtant dociles, sont réticents ; le jeune député du Tarn, Malroux, pleure de rage. Les détenteurs de gros paquets de mandats, dont dépend le vote, s'insurgent. Des négociations se poursuivent dans le plus grand secret : Lebas, Paul Faure et Dormoy [...] marchandent avec Camille Chautemps ; celui-ci voudrait bien éviter de prendre dans sa combinaison le médiocre Lebas. Mais les sept cents mandats de Lebas représentant la Fédération du Nord peuvent faire

58. Discours de BLUM au Congrès de Marseille, juillet 1937.

59. BLUM aux congrès de Marseille, juillet 1937, et de Royan, 4-7 juin 1938.

60. D. GUÉRIN, « Léon Blum tel qu'il est », *Les Cahiers rouges*, août-septembre 1937 ; Colette AUDRY, *Léon Blum*, p. 148 ; Marceau PIVERT, *Où va la France ?*, cit.

pencher la balance du résultat : s'il vote contre la participation, le gouvernement Chautemps est impossible. Alors, donnant donnant, Paul Faure, Dormoy et Lebas feront partie du ministère Chautemps. Ils rentrent au Conseil national et votent pour la participation »⁶¹.

Cependant, le Conseil, après s'être prêté, avec une résignation dépourvue de conviction, à ce nauséabond maquignonnage, met une condition expresse à la participation : il ne l'accepte que si Chautemps ne fait pas appel à des hommes qui ont combattu le gouvernement du Front populaire. Mais Blum, le rideau une fois tombé, oublie qu'il a posé cette condition. « Dans la nouvelle équipe ministérielle », écrira Marceau Pivert, « et en violation de la décision qui vient d'être prise par le Conseil national, des ministres adversaires du Front populaire sont introduits ». C'est le cas de Georges Bonnet qui, en septembre 1936, a combattu farouchement le cabinet Blum, et d'Henri Queuille, qui, en Corrèze, a pris la tête d'une coalition électorale contre le Front populaire. Quand, au ministère des Finances, le même Georges Bonnet prendra, sans tarder, contre la classe laborieuse de sévères mesures dites de déflation, le quotidien du Parti socialiste entérinera cette politique et, mieux, niera qu'elle fût déflationniste⁶².

Vice-Président du Conseil, Léon Blum entérinera par sa présence au gouvernement, la grande pénitence. Tout comme, au début de juillet, il s'associera, dans une atmosphère d'union sacrée, aux réceptions officielles grandioses qui accueilleront en France le cardinal Pacelli, le futur Pie XII. Depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la République ne s'était pas agenouillée devant un légat du pape.

Avec son ami Marx Dormoy, Blum, également, couvrira Edouard Daladier, ministre de la Défense nationale, compromis dans le scandale des Cagoulards, une organisation secrète d'activistes qui avait des ramifications multiples au sein de l'armée et était en relation avec les chefs militaires les plus haut placés. Quelques comparses, lampistes ou hommes de main, seront arrêtés. Mais Blum et Dormoy ne voudront pas remonter une filière qui les eût conduits jusqu'au Conseil supérieur de la Guerre et au maréchal Pétain⁶².

Enfin, Blum endossera deux décrets du 21 décembre 1937 qui légaliseront de graves entorses à la semaine de quarante heures, une des principales conquêtes de juin 36.

Une page est tournée. Réduit au rôle d'otage d'un gouvernement à direction radicale de plus en plus réactionnaire, Léon Blum est, désormais, comme le franc, démonétisé.

61. *Où va la France ?*

62. *Le Populaire*, 22 juillet 1937.

62. Cf. Marceau PIVERT, *op. cit.* ; D. GUÉRIN, « Les chefs de l'armée patronnaient les cagoulards », *Jeun 36*, 23 décembre 1938. Marx Dormoy devait, le 26 juillet 1941, sous Pétain, être assassiné par les cagoulards.

Le lugubre Congrès de Marseille

Quand le Congrès S.F.I.O. s'ouvrit, à Marseille, le 10 juillet 1937, dans la salle de l'Opéra, l'atmosphère était lugubre. La mystique Blum n'avait pas résisté à l'épreuve de sa désertion. Le parti n'était pas seulement dégrisé, mais en pleine révolte. Des militants, qui avaient jusqu'alors suivi la bureaucratie dirigeante, et qui n'étaient ni Bataille socialiste ni Gauche révolutionnaire, crièrent leur stupeur et leur indignation.

Malroux, du Tarn, fut un des plus véhéments : « Lorsque le gouvernement a capitulé devant le Sénat, j'ai eu tout de suite l'impression, non seulement que quelque chose d'essentiel venait de casser dans le Front populaire, mais que le Parti socialiste ne tenait plus ses promesses [...]. Combien de fois, dans les premiers mois du gouvernement de Front populaire, avions-nous fait savoir aux masses que leur devoir était d'être derrière leur gouvernement, prêts à toutes les éventualités, décidées à crever dans l'œuf toute tentative de la réaction capitaliste ou sénatoriale [...]. Partout les vieux nous écrivent leur colère et crient à la trahison. » Cette politique risquait « d'amener la désaffection, l'indifférence, bientôt l'hostilité, et avec elle le fascisme ». Et, se tournant vers Blum, l'orateur l'apostropha : « Vous serez obligé d'aller de concessions en concessions. Je crie : casse-cou ! »

Pierre Brossolette, le futur martyr de la Résistance, exhala sa rancœur en termes encore plus sévères : « Nous pensions que le parti n'était pas un parti comme les autres, que son chef n'était pas un homme comme les autres, qu'il ne pouvait tomber comme les autres, et que la crise ouverte par sa chute ne pouvait se résoudre comme les autres. On n'a pas le droit de capituler quand on parle au nom de la misère humaine. Nous voulons que le Congrès dise que jamais le parti ne se permettra à nouveau de pareilles faiblesses. »

Dagain, de la Nièvre, enregistra : « Le Front populaire est brisé. Les radicaux l'ont brisé. » Roucayrol invita les ministres dits socialistes, le jour où serait formé un gouvernement de combat, à faire preuve de « plus d'énergie, plus de fermeté, plus de décision » que pendant l'année qui venait de s'écouler.

A bout de nerfs, le Congrès, n'osant manquer de respect à l'idole déchu, passa sa mauvaise humeur sur Paul Faure : le gnome fut vivement houspillé. La Gauche révolutionnaire, au milieu d'un tel tollé, ne pouvait guère hausser davantage le ton que les anciens moutons de Léon Blum. Mais elle accomplit un acte, l'acte même devant lequel notre excessif opportunisme avait trop longtemps reculé : elle demanda le retrait des ministres dits socialistes. Zyromski, éternel velléitaire, emboîta le pas, à la différence qu'il n'exigeait pas, lui, un retrait « immédiat », mais « le plus rapide

l'union de la SFIO, le 10 juillet 38, et les autres qui s'opposent à elle. L'opinion de la SFIO est en faveur de la gauche qui a obtenu une large majorité. La gauche a commencé la campagne. Blum devrait avoir le reflux

le reflux

possible ». La motion finale de la Bataille socialiste blâmait explicitement les délégués au Conseil national du 22 juin de n'avoir pas empêché la formation d'un gouvernement « qui n'est pas à l'image du Front populaire ». Blum, sentant qu'il allait être mis en minorité, s'en tira par un artifice : il fit en sorte, après une longue et risible bataille de procédure, que les voix recueillies par la Bataille et par l'ex-Gauche révolutionnaire ne fussent pas totalisées. Mais, additionnées après coup, elles donnaient tout de même 2 439 mandats oppositionnels contre 2 949 à la motion Blum-Paul Faure. Encore cette faible majorité était-elle truquée, car les deux plus grosses fédérations, le Nord et les Bouches-du-Rhône, ainsi que plusieurs autres, avaient bloqué tous leurs mandats en faveur de la direction du parti, étouffant ceux de leurs propres minoritaires. Un vote honnête, c'est-à-dire conforme à l'arithmétique des tendances, eût mis en minorité les capitulards S.F.I.O.

Sentant passer le vent de la défaite, les majoritaires laissèrent la pègre marseillaise se livrer à des agressions scandaleuses contre les délégués de notre minorité. Des balcons et des galeries des chaises furent lancées. Dans les tribunes, des « Jeunesses socialistes » assenèrent leur poing sur des spectateurs qui avaient applaudi Marceau Pivert. Des individus firent même irruption dans l'enceinte réservée aux congressistes, se jetèrent sur les pivertistes, menaçant de les « sortir », les traitant de tous les noms, brisant leurs accessoires, et jusqu'à leurs stylos, brutalisant des femmes. On n'avait jamais assisté à de telles scènes dans un congrès social-démocrate.

Notre montée n'alarmait pas seulement les bonzes socialistes, elle mettait en fureur les stalinien. Au début d'avril, un secrétaire de cellule de l'Eure écrivit à la section locale S.F.I.O. en lui proposant une réunion commune sur le thème suivant : « La Gauche révolutionnaire (trotskyste) au sein du Parti socialiste ».

Un boulet au pied

Nous étions, en effet, devenus réellement dangereux. L'influence que nous avions conquise dans le parti représentait bien davantage que les 892 mandats recueillis par nous au Congrès. Dans les mois qui suivirent, la justesse de notre position allait apparaître de plus en plus clairement aux militants du parti, nos effectifs comme notre prestige s'accroître. Au Conseil national du 17 janvier 1938, comme on le verra (p. 179), les voix conjuguées de la Bataille socialiste et de la Gauche révolutionnaire mettront en minorité la direction de la S.F.I.O.

Cependant, le cordon ombilical qui nous liait au parti nous interdisait de faire ouvertement devant le pays le procès des hommes qui nous avaient conduits à la déroute. Je ne peux évoquer sans un certain sentiment de honte ma participation à la campagne

électorale en vue des élections cantonales des 10 et 17 octobre 1937. Aux électeurs de Corneilles-en-Parisis, par exemple, je promis de ne rien cacher de la situation, de ne pas « arranger la vérité ». Mais mon langage n'en était pas moins équivoque : « Nous ne sommes pas responsables des difficultés de l'heure. Nous les avons prévues, et c'est parce qu'« on » n'a pas voulu appliquer nos solutions que nous en sommes là. Le mariage avec le parti radical, ce n'était pas nous qui l'avions souhaité, mais d'autres plus à gauche que nous. Nous n'avions pas au départ tous les atouts en main. Pour consolider les conquêtes de Juin 36, il eût fallu aller plus loin, mais « on » n'a pas « pu » le faire. Résultat : « on » a « dû » capituler devant le mur d'argent. La loyauté totale de notre parti au Front populaire a été la cause de notre échec. » J'avais beau conclure en appelant mes auditeurs à l'action directe en faveur d'un nouveau programme, de l'avenant démagogique entériné par notre Congrès de Marseille, mon exposé, bien que partiellement exact, tendit à rejeter tous les torts sur les autres partenaires du Front populaire, et à disculper ainsi la S.F.I.O. Ce n'était pas dire toute la vérité. Ce n'était pas dissiper toutes les illusions qui retardaient encore la prise de conscience des masses laborieuses. L'appartenance à ce parti nous rivait un boulet au pied.

Staline étrangle la Révolution espagnole

Tandis que s'effritait ainsi le Front populaire en France, les événements d'Espagne n'étaient pas moins lourds de conséquences. Staline menait dans la péninsule une politique dont la noirceur était rendue plus abominable encore par l'hypocrisie dont elle s'entourait. Il soutenait, en façade, les républicains, mais les privait des moyens de vaincre. Ses livraisons d'armes, faites au compte-gouttes et contre espèces sonnantes et trébuchantes, comportaient de strictes contreparties politiques : l'élimination des révolutionnaires espagnols.

Pour le dictateur du prolétariat mondial, l'Espagne en était à l'étape de la révolution bourgeoise, et c'était un crime que d'y vouloir planter les jalons de la révolution prolétarienne. Cet immobilisme obtus n'avait pas sa source dans la seule théorie ; ce n'était pas seulement parce que l'adversaire inexpiable de Trotsky haïssait l'idée de la révolution permanente qu'il voulait briser en Espagne l'authentique socialisme. Il obéissait à des mobiles plus concrets : il avait choisi de danser la « ronde des démocraties » avec la perfide Albion ; il ne voulait pas offusquer sa cavalière en plantant le drapeau rouge sur une des chasses gardées de la City de Londres. Il craignait enfin les répercussions possibles d'une révolution ouvrière en Espagne sur son propre pouvoir bureaucratique.

A Barcelone, au début de mai, les staliniens n'avaient pas hésité à provoquer le prolétariat révolutionnaire et libertaire de Cata-

logne, pour le désarmer, lui arracher ses positions stratégiques, l'empêcher de s'engager dans la voie du socialisme. Le sang ouvrier avait coulé. Le Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.), auquel nous attachaient des liens fraternels, avait été dissous, sa presse supprimée. L'un de ses dirigeants, André Nin, ancien disciple de Trotsky, avait été séquestré, puis assassiné.

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international, une révolution était ouvertement étouffée par ceux qui se prétendaient les porte-parole mondiaux de la Révolution. Ils y parvenaient d'autant plus aisément que la grande leçon d'Octobre leur avait enseigné mieux qu'aux bourgeois les lois profondes du processus révolutionnaire : le consul de l'U.R.S.S. à Barcelone, Antonov-Ovseenko, pionnier de la Révolution de 1917, avait mis son expérience de la révolution au service de la contre-révolution. Aussi les journées sanglantes de Barcelone marquaient-elles un tournant de l'histoire.

Désormais les masques étaient jetés. Il était impossible à tout révolutionnaire honnête, ayant des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, de considérer les hommes qui avaient ordonné ces crimes comme d'autres révolutionnaires séparés de nous par de simples divergences de tactique. Staline n'était plus, à nos yeux, un adversaire de tendance, mais un bandit. Dans tous les pays du monde, les socialistes révolutionnaires venaient d'apprendre que, le jour de la Révolution, ils n'auraient pas à affronter seulement la riposte bourgeoise la plus implacable, mais aussi les coups de nos prétendus camarades. « L'ère de la suppression physique des révolutionnaires était ouverte et nous étions tous des morts en sursis. » Ainsi m'exprimais-je au cours d'un meeting, à la salle Wagram, le 22 octobre 1937⁶³.

Dans deux tribunes libres du *Populaire*, sous notre double signature, Marceau Pivert et moi-même⁶⁴ avions alerté l'opinion socialiste au sujet de ce drame. Après avoir houspillé ceux qui, dans le parti, s'étaient laissés prendre au mirage de la non-intervention, nous n'étions pas plus tendres pour les socialistes interventionnistes. Ceux-là étaient tombés, à notre avis, dans une autre erreur, également funeste : dans leur ardeur à dénoncer le blocus de l'Espagne républicaine, ils avaient trop négligé le contenu de classe de la Révolution espagnole ; ils n'avaient pensé qu'aux armes nécessaires pour vaincre le fascisme, sans se poser la question : entre les mains de qui sont ou vont ces armes ? Or, précisément, les armes étaient en train de changer de mains. En juillet 1936, elles étaient entre les mains du prolétariat. Maintenant on les arrachait des mains du prolétariat et de l'avant-garde révolutionnaire.

Nos articles firent enrager les staliniens français. Dans *L'Humanité*, Georges Soria les traita de « provocation grossière » et notre alarme

63. Organisé par le Comité pour l'enquête sur le Procès de Moscou.

64. Articles des 31 août et 7 septembre 1937.

de « touchante dans sa perfidie ». Les révolutionnaires espagnols assassinés ou arrêtés étaient traités d'« espions trotskystes », d'« aventuriers sans scrupules » visant à désagréger le *Frente popular*, et le futur auteur dramatique, alors simple émule de Basile, prétendait posséder des documents prouvant leur liaison avec les rebelles et les agents de la Gestapo⁶⁵.

Au début de novembre 1937, d'illustres écrivains, parmi lesquels André Gide, Georges Duhamel, François Mauriac, Roger Martin du Gard et le professeur Paul Rivet furent pris à partie, dans les *Izvestia*, par Ilya Ehrenbourg, pour avoir protesté contre l'arrestation des « fascistes et provocateurs du P.O.U.M. ».

André Gide, collaborateur attitré de *Vendredi*, demanda à l'hebdomadaire de publier sa réponse à l'écrivain soviétique. Au nom de la rédaction, Jean Guéhenno refusa net. Il accusa Gide, venimeusement, de « se préférer à la révolution, à l'univers, de préférer sa propre cause à la cause du Front populaire ». Le futur académicien, au nom de la mystique du Front populaire, s'interdisait d'« épouser les querelles de Gide avec l'U.R.S.S. et les communistes ». Gide répondit avec dignité en s'affligeant de voir l'hebdomadaire « réduire son rôle à celui de miroir du Front populaire, lorsqu'il en aurait pu être, et dû être, la conscience »⁶⁶.

Les procès de Moscou

Staline pataugeait partout dans le sang. A Moscou, après la première fournée de la vicille garde bolchevique liquidée en août 1936, le maréchal Touchatchevsky était exécuté, le 3 juin 1937, Hitler ayant, indirectement, fait accroire au dément du Kremlin que le brillant chef de l'Armée rouge était un traître. La deuxième charrette de pionniers d'Octobre, celle où périt Boukharine, fut la pluie de sang qui fit déborder le vase : elle détacha de Staline quelques-uns de ses thuriféraires les plus obstinés : tel, en mars 1938, le correspondant des *Izvestia* à Paris, Charles Rappoport, tel Willy Münzenberg, homme à tout faire du Komintern et du P.C. allemand, qui devait être assassiné mystérieusement, en France, au cours de l'été 1940.

L'entourage de Trotsky allait se rétrécir comme peau de chagrin : après l'Espagnol Andrés Nin, le trotskyste Ignace Reiss est assassiné près de Lausanne, l'ex-trotskyste Kurt Landau et le secrétaire de Trotsky, Erwin Wolf, en Espagne ; le 16 février 1938, le propre fils de l'exilé de Mexico, Léon Sedov, meurt à Paris, d'étrange façon : il avait pour conseiller et meilleur ami, sans le savoir bien entendu, un agent du Guépéou qui se faisait appeler « Etienne » ;

65. *L'Humanité*, 25 septembre 1937.

66. Jean GUÉHENNO, *Journal d'une « Révolution »*, 1939.

un autre secrétaire de Trotsky, Rudolf Klement, est enlevé et assassiné dans la région parisienne. Plus tard, ce sera le tour du secrétaire de Trotsky en Norvège, Heinz Epe, qui écrivait sous le nom de Walter Held : il commettra l'imprudence, pendant la guerre, de traverser l'U.R.S.S. pour se rendre aux U.S.A. muni d'un passeport norvégien ; arrêté à Saratov, il disparaîtra avec sa femme et son bébé.

J'avais connu personnellement la plupart d'entre eux. La mort rôdait autour de nous. Trotsky, à la veille de la guerre, était un mort en sursis.

Dès le mois de décembre 1936 était créé, avec notre participation, un Comité pour l'enquête sur le Procès de Moscou qui lança un « Appel aux hommes » et demanda la création d'une commission d'enquête internationale. Le fossé sanglant que Staline s'appliquait à creuser entre les travailleurs communistes et notre avant-garde accusée de complicité avec les agents fascistes, aggrava la division ouvrière, scinda le front révolutionnaire, contribua à notre isolement. Nous entrions dans un étroit défilé où, de tous côtés, nous étions vilipendés et menacés. Certains de nos militants supportaient mal d'être maudits et s'abandonnaient au désespoir.

On ne tient pas parole aux colonisés

Pour la plupart des militants S.F.I.O., le problème de ce que nous appelons aujourd'hui la décolonisation était une question secondaire. Elle ne les touchait pas directement. Ils étaient imbus de préjugés plus ou moins colonialistes et, ne comprenant rien à la question nationale, ils taxaient de nationalisme (au sens rétrograde du mot) les luttes libératrices des colonisés. A la Gauche révolutionnaire, grâce à l'insistance de quelques spécialistes, dont j'étais, le problème dit colonial avait cessé d'être sous-estimé.

Sur ce grave sujet, dont l'actualité n'était pas moins brûlante alors que de nos jours, le Rassemblement populaire n'avait accouché que d'une souris : sur un plan théorique la reconnaissance d'un vague principe de « justice pour les indigènes des colonies » ; sur le plan pratique, la nomination d'une commission d'enquête. Tel était le maigre lest jeté par les radicaux-socialistes, qui trempaient jusqu'au cou dans la fange colonialiste. Encore fallut-il attendre décembre 1936 pour que le Sénat se décidât à voter la création de cette commission d'enquête, et celle-ci ne fut envoyée qu'en Afrique occidentale, sans résultats tangibles.

La S.F.I.O., dans une large mesure sous notre impulsion, s'était montrée un peu moins chiche. Au Congrès de Huyghens, à la veille de prendre le pouvoir, elle avait adressé un message solennel aux peuples colonisés :

« Le Congrès du parti vous adresse l'expression de son active solidarité. Il connaît votre misère, il a la volonté d'y mettre un terme. Avec le Front populaire au pouvoir, une ère nouvelle commence pour la France laborieuse aussi bien que pour les peuples qu'elle associe à sa destinée [...]. Le Parti socialiste vous en donne l'assurance formelle. »

La S.F.I.O. s'engageait à mettre en vigueur dans les pays colonisés l'a b c de nos républicaines conquêtes : libertés démocratiques, législation sociale. On n'avait jamais entendu au-delà des mers pareil langage, pareilles promesses. Leur retentissement, les espoirs suscités furent immenses.

Mais ce programme minimum, programme pourtant démocratique et non socialiste, qui s'inscrivait dans le cadre de l'ordre existant, n'en fut pas moins saboté par une administration demeurée impérialiste et ne reçut pas le plus petit commencement d'exécution. Tout au contraire, le Front populaire, une fois au pouvoir, une nouvelle vague de répressions, emprisonnements, dissolution de mouvements, fusillades, s'abattit sur les colonisés. Un pauvre bougre d'Annamite fut même condamné à plusieurs années de prison pour avoir donné lecture à ses amis d'une brochure ancienne du président du Conseil Léon Blum ⁶⁷.

En une série d'articles ⁶⁸, je m'obstinais à dénoncer ce scandale qui, à vrai dire, ne nous surprenait guère. Nous nous étions associés au message de Huyghens, dû à la plume généreusement démagogique de Maurice Paz, mais nous savions que les féodalités capitalistes ne lâcheraient pas leur proie coloniale sans y être contraintes. Nous tendions une main fraternelle à ceux qu'elles opprimaient et qui lui résistaient : « Tous les ennemis de nos ennemis sont nos amis. »

Seul à la commission coloniale

J'étais entré, après Huyghens, à la commission coloniale, organisme purement technique et consultatif, qui devait, en principe, transmettre des avis à la commission administrative du parti. J'y étais l'unique représentant de la Gauche révolutionnaire, position inconfortable dans un aréopage réformiste, assimilationniste, néo-colonialiste. Ainsi Germaine Picard-Moch nous déclara, un jour, avec une moue butée, qu'au grand jamais elle ne voudrait mettre un bulletin de vote entre les mains d'illettrés algériens. Un autre

67. D. GUÉRIN, (sans signature), « Si loin... », *La Vague*, 2 mai 1937.

68. D. GUÉRIN, « Les colonies sont encore sous le joug », *La Vague*, 1^{er} décembre 1936 ; « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis », *La Vague*, 15 décembre 1936 ; « Le Gouvernement de Front populaire et les colonies », *Les Cahiers rouges*, mai 1937.

membre, le gouverneur colonial Hubert Deschamps, chef de cabinet de Léon Blum, me retourna un cahier des revendications qui émanait authentiquement du peuple malgache avec ce commentaire méprisant : « [Elles] n'émanent en réalité que d'un petit groupe sans mandat. Vous savez le mot de Guesde : quand nous sommes trois, nous signons : le comité. Quand nous sommes deux, nous signons : le parti. Mais que je sois seul, je signe : le peuple. Ce travail ne servira donc pas de base à mon rapport. » Quant au docte professeur Charles-André Julien, il nous confia, en invoquant des incidents survenus en Tunisie entre les deux partis destouriens, qu'il « ne fallait pas donner trop vite la liberté aux indigènes. » L'illustre historien politique de l'Afrique du Nord, ancien communiste, futur président du Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka, assurait alors le secrétariat d'un organisme gouvernemental de coordination : le Comité méditerranéen. Il n'avait pas les mains libres.

La plupart des membres de cette inopérante commission étaient liés aux ministres dits socialistes par des liens personnels et même, parfois, professionnels, car plusieurs d'entre eux faisaient partie de cabinets ministériels. Bien que peu satisfaits, inquiets même, du tour que prenait la répression dans les pays colonisés, ils craignaient de parler trop haut ; ils ne voulaient faire à leurs ministres aucune peine, même légère ; ils ne protestaient que lorsque l'abus était trop flagrant. Ils croyaient se mettre en règle avec leur conscience en se contentant de délibérations académiques, en vase clos, ou en émettant, leurs soirs d'audace, des ordres du jour platoniques, qui allaient mourir dans les paperasses du secrétariat du parti.

Les ministres dits socialistes, par ailleurs, traitaient notre commission par-dessus la jambe, n'accusaient même pas réception de nos résolutions et prenaient la plupart de leurs initiatives sans juger bon de nous consulter⁶⁹. A l'automne 1937, je déposai devant la commission un texte leur rappelant les termes des motions de nos Congrès de Huyghens et de Marseille et exigeant l'exécution des promesses faites. Je fus, bien entendu, le seul de mon avis. Le cri d'alarme que je publiai ensuite en tribune libre du *Populaire* suscita l'ire de Maurice Paz, étroitement lié au secrétariat du parti. Il se refusait « à déplacer les responsabilités pour en accabler nos camarades délégués au gouvernement » et il soutenait que la commission n'avait « aucun pouvoir de citer à sa barre les ministres socialistes pour leur adresser des remontrances ». Je voulais à toute force « faire œuvre de tendance », ce qui n'était pas la meilleure façon d'aider les colonisés.

Je ripostai, le 21 octobre, au cours d'une réunion du parti dont il sera question plus loin (p. 177) que ce n'était pas faire injure à nos délégués au gouvernement que d'exprimer un doute sur leurs

69. D. GUÉRIN, « La Commission coloniale du parti », *Les Cahiers rouges*, juin-juillet 1937.

possibilités d'action. Ils se heurtaient, à chaque minute, nous ne le savions que trop, à la formidable pression exercée sur eux tant par l'appareil de l'Etat bourgeois que par la coalition des grands intérêts colonialistes. Et c'était une des raisons, précisément, pour lesquelles nous adjuvions le parti de les retirer d'un gouvernement à direction radicale ⁷⁰.

Je réussis, pourtant, à force d'insistance, à décider le ministre des Colonies, Marius Moutet, à se rendre, un soir, devant notre commission. Le 25 octobre 1937, il se fit conduire rue Victor-Massé par un chauffeur qui, une fois l'Excellence débarquée, ploya littéralement sous le poids des piles de dossiers mobilisés par la rue Oudinot pour se défendre, et me confondre. Pendant plusieurs heures, je dus rompre des lances seul, ou à peu près, avec un personnage entêté, venimeux, de mauvaise foi, souvent désarçonné, car il ne connaissait pas trop bien ses dossiers. D'accusateur, on essaya de me transformer en accusé. Le procès de Marius Moutet faillit devenir le mien. Seul, le brave et courageux Jean Longuet vint, de temps à autre, bien que timidement, à ma rescousse.

La situation était pour moi d'autant plus intolérable que j'avais jadis connu, et apprécié, un autre Moutet : celui qui, en 1931, au Comité de défense et d'amnistie des Indochinois, avait accepté, avec un dévouement inépuisable, la défense d'innombrables emprisonnés (voir plus haut, p. 38). Maintenant, c'était lui qui jetait, ou laissait jeter en prison, les leaders anticolonialistes (tels les conseillers municipaux autochtones marxistes de Saigon), s'obstinant, contre toute raison, à défendre soit ses services, soit les lointains provinciaux, ses subordonnés, jusque dans leurs actes les plus odieux.

Lorsqu'il était en veine de confidences, Moutet nous avouait volontiers, à Jean Longuet et à moi-même, dans le creux de l'oreille, qu'il était « prisonnier » de ses bureaux. Mais il se résignait trop aisément à cette captivité dorée.

Un jour il m'adressa une lettre fort vive, où il s'emportait contre ces « agitateurs » qui, disait-il, « dirigent leurs buts contre le Front populaire, le gouvernement qui en est issu et l'administration coloniale dont je suis le chef ». Ce fut lui qui, le 19 septembre 1936, avait invité le gouverneur général de l'Indochine à maintenir l'ordre « par tous les moyens » et à engager des poursuites contre les « fauteurs de trouble ». À Loubet, de la commission coloniale, Moutet confia qu'il ne serait pas le fossoyeur des colonies, qu'il ne les ferait pas perdre à la France ⁷¹.

70. D. GUÉRIN, « Colonies S.O.S. ! », *Le Populaire*, 12 octobre 1937 ; Maurice PAZ, « Tendance S.O.S. », *Le Populaire*, 18 octobre 1937.

71. D. GUÉRIN, « Fossoyeurs des colonies ou fossoyeurs du socialisme ? », *Les Cahiers rouges*, août-septembre 1937.

Les dirigeants staliniens n'étaient pas d'un avis sensiblement différent. Moutet me révéla que des députés communistes étaient venus tout exprès le voir pour me dénoncer auprès de lui comme un « dangereux personnage ». En prévision de la guerre des « démocraties » contre les dictatures, le Komintern veillait à ne pas priver l'allié impérialiste du soutien de ses précieuses colonies. De ses conseillers occultes, de Goloubieva, dite Suzanne, en particulier, le Parti communiste reçut l'ordre de renverser la vapeur dans ce domaine comme dans les autres, et les organisations d'émancipation nationale, non inféodées à Moscou, donc jugées indociles, furent désormais en butte à l'hostilité systématique du stalinisme. Il combattit à boulets rouges l'Etoile nord-africaine et, dans la coulisse, exigea sa dissolution ainsi que l'arrestation de son leader, le fondateur du mouvement de libération nationale algérien, Messali Hadj. Au Maroc, il ne fut pas étranger à la dissolution du Comité d'action marocain et à l'emprisonnement de ses chefs. A Madagascar, il désavoua publiquement les activités du mouvement national malgache, attirant sur lui les foudres colonialistes.

En Indochine, les staliniens ordonnèrent une scission au sein du groupe du journal *La Lutte*, dressant deux conseillers municipaux de Saigon, de tendance stalinienne (dont l'un avait nom Tao), contre deux autres, de tendance trotskystes (Ta-thu-thau et Tran-van-Tach), pour ensuite appeler la répression des pouvoirs publics sur ces derniers. Averti par le ministre intérimaire des Colonies, Maurice Violette, des menaces de dissolution qui pesaient sur le groupe de Saigon, je m'étais rendu en hâte, le 1^{er} avril 1937, devant le Rassemblement des Indochinois de France pour alerter ses militants. Mais le même jour les staliniens ordonnaient à leurs affiliés de cesser de participer à ce Rassemblement : on les faisait se défilier au moment précis où était sollicitée, en faveur d'un groupe menacé par la répression, leur solidarité active⁷².

Quant aux affaires algériennes, elles étaient du ressort du ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy. Elles allaient fort mal, puisque le gouvernement de Front populaire n'avait même pas osé tenir tête au Sénat pour lui imposer le vote du projet Blum-Violette. Ce texte, éminemment assimilationniste, était, pour les Français d'Algérie, les prépondérants, comme on les appelait, bien peu nocif, et pour nous bien insuffisant, puisqu'il visait simplement à écrémer les populations musulmanes de leurs « élites » les plus dociles, pour les verser dans le collège électoral français. Mais c'en était encore trop pour les partisans du double collège et de la suprématie de la représentation européenne. Tandis que le projet était enterré, la répression la plus brutale frappait le mouvement national de Messali Hadj. J'insistai pour l'audition de Dormoy par la commission. Le ministre me répondit qu'il « causerait volontiers » de la question

72. « Si loin... », *op. cit.* ; D. GUÉRIN, lettre au journal *La Lutte*, de Saigon, 2 juin 1937.

algérienne avec la commission coloniale. Mais il ne daigna pas se dé ranger.

Le gouvernement de Front populaire n'avait manifesté une certaine hardiesse décolonisatrice que sur un point : le mandat exercé par la France en Syrie. Pierre Viénot, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement Blum, y était chargé des territoires sous protectorat et mandat (Tunisie, Maroc, Syrie). Il n'appartenait pas au Parti socialiste, mais au minuscule Parti socialiste français gravitant autour du social-patriote Paul-Boncour. Pourtant, il fit preuve de moins d'inconséquence que le S.F.I.O. Marius Moutet. N'hésitant pas à négocier directement avec les leaders du nationalisme syrien, il signa avec eux, le 22 décembre 1936, un traité qui mettait fin au mandat et proclamait l'indépendance de l'Etat syrien.

Cet acte de sagesse faisait, d'ailleurs, la part assez belle aux intérêts impérialistes : l'indépendance ne devait devenir effective qu'après une période probatoire de trois ans ; pendant vingt-cinq ans, la Syrie resterait liée à la France par une alliance politique et militaire. Mais le colonialisme se cabra. Pierre Viénot fut vitupéré ; les gouvernements qui se succédèrent de 1936 à 1939 renièrent la parole donnée : le traité franco-syrien ne fut jamais soumis à la ratification du Parlement ⁷³.

Exécution d'une brebis galeuse

Au Conseil national des 6-7 novembre 1937, la Fédération socialiste du Maroc m'avait donné mandat de la représenter. Elle constituait une exception remarquable. Contrairement aux autres fédérations social-démocrates des pays colonisés qui, composées presque exclusivement de petits métropolitains, voyaient d'un fort mauvais œil les mouvements d'émancipation nationale, celle du Maroc avait épousé résolument la cause des autochtones et elle militait en liaison étroite avec le Comité d'action marocaine, le futur parti de l'Istiqlal. Ses leaders : P. Chaignaud, Gaston Delmas, étaient pourtant des fonctionnaires, enseignants pour la plupart, mais leurs sympathies pour le marxisme, voire le trotskysme, avaient fait d'eux des internationalistes. Le mandat en question m'avait été expressément confié pour me permettre de faire à la tribune du Conseil national le procès de la politique coloniale du gouvernement de Front populaire.

La Fédération du Maroc était, juste à ce moment-là, à couteaux tirés avec la direction du parti comme avec Léon Blum, devenu vice-président du Conseil dans le gouvernement radical présidé

73. Cf. Andrée PIERRE-VIÉNOT, « Un précédent : La Syrie », *Le Monde*, 7 mars 1958.

par Camille Chautemps. Le 22 octobre, son journal, *Le Maroc socialiste*, avait été saisi par la Résidence de Rabat pour avoir combattu la répression déchaînée par le général Noguès contre les nationalistes marocains. Le 25, André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum, et Paul Faure, au nom du secrétariat du parti, avaient téléphoné et télégraphié à Chaignaud et à Delmas pour leur signifier à la fois leur « approbation » de la politique autoritaire du résident, un militaire cher au cœur de Léon Blum, et leur « désapprobation » de l'attitude socialiste de la Fédération. Ainsi assuré de la confiance des ministres dits socialistes et du parti lui-même, le général Noguès, le soir même, se décida à sévir, selon sa propre expression, de façon impitoyable ; les dirigeants du Comité d'action marocaine furent jetés en prison ⁷⁴.

Telles étaient les ignominies que je m'apprêtais, au nom de la Fédération du Maroc, à produire à la tribune du Conseil national. La bureaucratie S.F.I.O. décida de me fermer la bouche. Un prétexte purement formel fut aisément trouvé. Pour être délégué, il fallait, aux termes des statuts, cinq années au moins de présence dans le parti et, par suite de ma malencontreuse démission temporaire (de mars 1931 à mai 1935), je n'en comptais que trois et demie, et encore non consécutives. En vain ma section, bonne fille, avait-elle consenti à me laisser payer les cotisations dues pour la période où j'avais été démissionnaire. Mon étouffement parut à la direction du parti affaire non négligeable puisqu'il fit l'objet d'un vote par mandats. Par près de 4 000 mandats contre 798, ma délégation fut annulée.

Cette guillotine sèche était d'autant moins justifiable que j'appartenais, par décision de congrès, à deux organismes dirigeants du parti : conseil d'administration du journal *Le Populaire*, commission coloniale. Lorsque les trotskystes, en 1934, étaient entrés dans la S.F.I.O., leur ancienneté dans le Parti communiste leur avait été comptée et ils purent ainsi être délégués à la commission administrative permanente comme aux assises nationales. N'ayant jamais vendu mon âme à Moscou, je ne pus revendiquer pareille faveur.

La brebis galeuse une fois exécutée, le Conseil national s'empressa de blanchir le camarade Marius Moutet. Il le félicita de « l'effort immense » qu'il avait « accompli pour apporter aux populations indigènes plus de justice et plus d'humanité » et lui fit « confiance pour poursuivre l'application de ce programme en surmontant toutes les résistances ».

Si j'ai cru devoir insister sur cet incident de procédure, c'est à cause de sa signification politique et des amers lendemains qu'il nous réservait : la démocratie, tant vantée, de la S.F.I.O., s'en allait en fumée dès que sa bureaucratie désirait étouffer des voix gênantes.

74. D. GUÉRIN, « Autour de la saisie du *Maroc socialiste* : Inconscience ? » *Les Cahiers rouges*, décembre 1937.

La lutte décolonisatrice de la Gauche révolutionnaire était orientée dans trois directions :

- harceler et, si possible, tenter de convaincre les ministres dits socialistes ;

- faire l'éducation anticolonialiste des militants de base S.F.I.O. ;

- soutenir, voire même coordonner, les luttes menées respectivement par les autochtones dans les pays colonisés par la France.

J'ai déjà traité de la première tâche, et de ses piètres résultats. Pour mener à bien la seconde, nous eûmes recours à des moyens théoriques aussi bien que pratiques.

Il importait, avant tout, car personne dans la social-démocratie française ne s'en était soucié avant nous, de définir un anti-colonialisme qui fût internationaliste et révolutionnaire et de l'insérer dans nos perspectives socialistes d'ensemble. Il fallait, notamment, préciser, pour répondre aux objections sans cesse renaissantes qui nous étaient faites, la nature de nos rapports avec ceux des mouvements de libération nationale dont le contenu n'avait pas encore dépassé le stade bourgeois.

Les socialistes révolutionnaires, dans les pays colonisés, devaient, selon nous, s'efforcer de conserver vis-à-vis de ces mouvements l'autonomie politique la plus absolue, empêcher la bourgeoisie de prendre la direction exclusive de la lutte émancipatrice. En même temps, ils avaient à mener une lutte sans compromis contre le féodalisme, le cléricanisme, contre la réaction sociale et le moyen âge. Il leur fallait mettre, entre autres, à leur programme la réforme agraire, les libertés démocratiques, le droit syndical, une législation ouvrière. Le jour où la lutte libératrice prendrait la forme d'un mouvement révolutionnaire de masses, susceptible d'effrayer la bourgeoisie, ils auraient sans doute à prévenir une collusion du nationalisme bourgeois, menacé dans ses privilèges de classe, soit avec les éléments féodaux, soit même avec l'impérialisme. A chaque étape, en bref, ils auraient pour tâche de mettre la bourgeoisie autochtone au pied du mur, jusqu'au jour où ils parviendraient à lui enlever la direction du mouvement pour mettre fin à toute forme d'exploitation, nationale ou sociale, sous le drapeau du socialisme⁷⁵.

J'avais été le rédacteur de ce morceau doctrinal, et je n'y avais aucun mérite, car il s'inspirait, dans ses grandes lignes, des écrits de Lénine et des plate-formes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Son seul défaut était son irréalité. Les socialistes, dans les pays colonisés, étaient, on l'a déjà dit, des

75. « La Lutte anti-impérialiste aux colonies », *La Gauche révolutionnaire*, n° 4, janvier 1936.

Européens, des « petits blancs » à mentalité colonialiste. Quant au socialisme révolutionnaire et internationaliste, c'était une monnaie qui n'avait plus cours nulle part, sauf dans notre petit groupe et dans les quelques groupuscules étrangers avec lesquels nous avions noué, à défaut d'une adhésion à la fantomatique IV^e Internationale, des liens fraternels. Qu'espérer, par ailleurs, du Komintern, qui domestiquait les mouvements anticolonialistes pour les asservir aux impératifs changeants de la diplomatie russe ? Il était chimérique, dans ces conditions, de prétendre enlever à la bourgeoisie autochtone la direction d'une lutte que, d'ailleurs, à cette étape de l'évolution, elle menait avec ténacité et un sens politique assez remarquable.

Notre tâche pratique consistait à alerter nos militants par des articles de presse, des causeries faites dans les sections, des réunions d'information, des interventions dans les assises du parti sur la gravité du problème colonial. Il fallait, à tout prix, percer le mur de l'indifférence. Nous n'y parvenions pas toujours.

Une fois le gouvernement Blum au pouvoir, le soutien des mouvements autochtones devint la partie la plus positive de notre effort. Nous obéissions d'ailleurs à des mobiles moins altruistes que politiques. Nous savions que, comme sur le champ de bataille intérieur, seule l'action directe des masses était capable de désembourber le Front populaire. C'étaient donc les peuples colonisés eux-mêmes qui, par leur constante pression, devaient contrebalancer celle exercée par le colonialisme sur nos ministres. Mais la bureaucratie S.F.I.O. tenait aux colonisés exactement le même langage qu'aux travailleurs français : patience, sagesse, confiance. Elle les invitait à renoncer aux exigences « utopiques », c'est-à-dire aux promesses qui leur avaient été faites solennellement au Congrès de Huyghens et à ne pas « gifler en plein visage », comme l'avaient fait ces malotrus de grévistes sur le tas, « leur » gouvernement de Front populaire.

Une soirée mémorable

A une heure où les deux partis « ouvriers », enlisés dans la paix sociale et la préparation de l'union sacrée, prêtaient une oreille inamicale aux porte-parole des colonisés, notre action en leur faveur nous valut des sympathies. Ils reportèrent sur nous les espoirs qu'on avait éveillés en eux et brutalement déçus.

A la fois pour l'éducation de nos militants et pour la coordination de la lutte anticolonialiste, la Gauche révolutionnaire organisa, le 21 octobre 1937, dans la salle maçonnique de la rue Puteaux (17^e), une réunion d'information ouverte à tous les membres de la S.F.I.O. L'affluence était grande, l'atmosphère vibrante. Les principaux mouvements autochtones étaient représentés. Messali Hadj n'avait pu être parmi nous, car il venait d'être arrêté en Algérie pour « recons-

titution de ligue dissoute », en vertu d'un texte législatif qui n'aurait dû être appliqué qu'aux seules ligues fascistes. Mais son Parti du peuple algérien, successeur de l'Etoile nord-africaine dissoute, avait délégué, à sa place, le jeune Radjef Belkacem, aujourd'hui président du Secours national algérien. Le Rassemblement des Indochinois de France avait pour porte-parole le brillant étudiant Vo-than-Loc, à la savoureuse verve asiatique.

Madagascar nous avait envoyé le vieux Paul Dussac, menu et ridé, héros du mouvement pour l'indépendance, qui, résidant depuis trente ans dans la grande île, était devenu malgache de cœur et se montrait fier de ce mot d'un procureur général : « Vous êtes un colon raté. » Il était la bête noire des colonialistes, considéré par Moutet comme un dangereux agitateur, et Maurice Violette, ministre des Colonies intérimaire, avait télégraphié au gouverneur de Madagascar de ne point tolérer l'agitation de ses amis et de prendre contre eux, le cas échéant, des « mesures sérieuses ».

Le Comité d'action marocaine était représenté par Ahmed Balafrej au profil bourbonien, dont j'étais le camarade depuis 1930, devenu depuis, hélas, l'acolyte du roi Hassan II, et la Tunisie par le futur « combattant suprême », le leader du Néo-Destour, Habib Bourguiba. Déjà plastronnant, de sa voix explosive, il affirma que ses compatriotes et nous avions les mêmes adversaires : ceux qui exploitaient le peuple français exploitaient le peuple tunisien avec encore plus d'impudence. Ce n'était pas la faute du peuple français si les promesses du Front populaire étaient demeurées lettre morte, si quinze mineurs tunisiens avaient été massacrés, le 7 mars 1937, à Metlaoui. Mais le jour où ce peuple aurait pris lui-même les leviers de commande et se serait affranchi de la tutelle des puissances d'argent, alors le peuple tunisien pourrait enfin établir avec lui des liens de collaboration qui ne seraient plus fondés sur la force. Nous eûmes, en somme, la primeur d'un bourguibisme avant la lettre.

Cette soirée mémorable scella l'alliance entre les colonisés et nous. Jusqu'à la veille de la guerre de 1939, nous devions maintenir avec leurs organisations une liaison toujours plus étroite.

Depuis, ceux de leurs leaders qui ont accédé au pouvoir s'y sont sali les mains, s'empressant d'oublier leurs amis des jours de combat.

Blum champion de l'union nationale

Le Blum qui était fermement décidé à ne pas transformer en conquête l'exercice du pouvoir était déjà présent dans le Blum qui nous leurrait avec la perspective d'un miraculeux passage de l'une à l'autre. De même, le Blum qui avait résolu d'opposer à Hitler la force des armes et d'entrer, comme en 1914, dans l'union sacrée, était déjà présent dans le Blum qui nous leurrait avec ses complaintes sur le désarmement et sur la paix. Quand le chef vénéré, pour la

première fois, prôna ouvertement l'unité française, nous n'en fûmes pas moins estomaqués.

Voici dans quelles circonstances. En janvier 1938, le gouvernement Chautemps-Blum était l'objet des mêmes attaques financières que son prédécesseur, le gouvernement Blum-Chautemps. Retraits d'or massifs, crise de trésorerie, rien n'y manqua. Le président du Conseil, pour apaiser les possédants, crut devoir congédier les communistes de sa majorité. Les ministres dits socialistes n'approuvèrent pas ce geste et donnèrent leur démission. Un Conseil national S.F.I.O., réuni le 17 janvier, refusa, par 4 155 mandats contre 4 035, toute nouvelle participation ministérielle. Le tandem Blum-Paul Faure était mis en minorité. C'était la première défaite subie par la bureaucratie S.F.I.O., et le petit secrétaire général, roquet rageur, jappa qu'il allait « f... le camp ».

C'est alors que Blum lança son ballon d'essai. Familier comme il l'était avec la vie publique anglaise, le précédent créé par Ramsay MacDonald le haïtaït. Porté au pouvoir en 1929, le leader travailliste d'outre-Manche avait, deux ans plus tard, au cours d'une dramatique crise financière, trahi son parti pour prendre la tête d'un gouvernement d'union nationale. Blum était prêt à la même palinodie, mais en y mettant plus de formes : sa conscience de « Juste » lui dictait de ne renier son credo socialiste qu'avec le blanc-seing de la S.F.I.O. Il s'agissait donc d'entraîner celle-ci dans l'union nationale.

Depuis quelque temps, il en avait fait l'aveu au Congrès de Marseille, il était sollicité de devenir « un grand homme d'Etat national en modelant sa majorité sur un type différent ». Sans aucun mandat du parti, il suggéra un gouvernement, dirigé par lui, et qui irait « de Thorez à Paul Reynaud ». Dans un hebdomadaire, le président du groupe parlementaire socialiste, Albert Sérol, justifia cet élargissement inattendu du Front populaire : « Dans le cas d'une agression étrangère, l'union nationale était indispensable pour faire face, d'un seul bloc, à l'ennemi ⁷⁶. » Mais l'initiative de Blum avorta, les radicaux se montrant peu enthousiastes à la perspective d'une participation communiste et Paul Reynaud voulant, quant à lui, élargir le Front populaire encore plus à droite : jusqu'au fossile Louis Marin. Chautemps dut former un autre gouvernement, cette fois sans participation S.F.I.O.

Comme l'écrivit à Léon Blum, dans une lettre pathétique, le professeur Rivet, l'union nationale « comportait nécessairement le reniement des promesses solennelles faites au pays ; c'était la mise en sommeil des lois sociales » et c'était l'« absolution » pour les fauteurs fascistes de guerre civile ⁷⁷.

76. *Marianne*, 9 février 1938.

77. Lettre citée dans Suzanne NICOLITCH, *Front populaire, socialisme, franc-maçonnerie*, préface de Marceau PIVERT, septembre 1938.

Il revenait à la Gauche révolutionnaire de prendre la tête de la lutte contre l'union nationale. Cette position intransigeante nous aida à conquérir la Fédération de la Seine. Nous ne dissimulions ni nos intentions ni notre drapeau. Vainqueurs dans la Seine, nous combattrions sans merci la nouvelle politique de Léon Blum. Le 23 janvier, par 7 450 mandats contre 4 087 à la Bataille socialiste et 3 688 aux amis de Paul Faure, nous obtenions une majorité relative qui nous donnait la direction : en effet, les deux minorités s'accordaient trop peu pour s'unir contre nous. Je me souviens que nous fûmes nous-mêmes étonnés de notre victoire. Nous prîmes possession des locaux fédéraux du 7 rue Meslay, près de la République, dont nous nous targuions de faire un bastion du socialisme révolutionnaire. Marceau Pivert assumait le secrétariat fédéral, assisté d'adjoints, dont j'étais. Dans la répartition des fonctions, je fus chargé des groupes socialistes d'entreprise, qui avaient été affublés par nos prédécesseurs du déplaisant sobriquet d'amicales.

Prenant appui sur cette position conquise, nous allions engager dans le parti une dure bataille contre l'union nationale. Mais, par une précaution qui devait s'avérer illusoire, cette bataille, nous nous refusions, d'avance, à la mener « en dehors du parti, encore moins contre le parti », ceci afin de ne pas fournir à la bureaucratie S.F.I.O. l'occasion d'une répression toujours prête à sévir.

Au cœur du deuxième round

À la Gauche révolutionnaire, nous savions toutes les insuffisances de la structure électoraliste du parti. Le travail en profondeur au sein des masses prolétariennes ne pouvait se faire utilement qu'en s'adressant au producteur là où il peine et non plus seulement au citoyen là où il vote. Dans cet esprit, plusieurs sections animées par notre tendance, comme celle du 15^e arrondissement, avaient depuis quelques années créé dans les usines des noyaux socialistes. Mais les amicales, imaginées par la direction du parti après l'avènement au pouvoir du gouvernement Blum, s'étaient vu assigner un tout autre objectif. Elles n'avaient pas pour but de faire rayonner dans les entreprises la pensée socialiste, mais de servir le gouvernement comme une vulgaire claque de théâtre : en faisant voter des adresses de félicitations au « camarade Léon Blum », en prêchant aux ouvriers le calme et la patience.

Le Comité national des amicales socialistes était dirigé par Robert Prieur, chef de cabinet du ministre d'Etat Paul Faure, et André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum. Il tenait, symboliquement, ses séances à l'Hôtel Matignon, et usait de bien étranges adjectifs possessifs : « À travers votre gouvernement, lançait-il aux travailleurs, c'est vous qui êtes menacés. Défendez-le et défendez-vous en vous

groupant dans ses amicales d'entreprises⁷⁸. » Les fonds secrets alimentaient fort généreusement ces points d'appui que le gouvernement s'était ménagés, artificiellement, au sein de la classe ouvrière.

Quand j'eus à prendre en main les amicales de la Seine (avant même notre conquête définitive de la fédération), je n'avais pas les coudées franches, car, bien qu'ayant élu domicile dans les locaux fédéraux, elles avaient jusqu'alors échappé à tout contrôle fédéral et, de surplus, elles étaient subordonnées au susdit Comité national dont l'exécuteur des hautes œuvres, en même temps que le bailleur de fonds, était Francis Desphelippon (futur homme-lige de Pétain et de Déat). J'ai engagé contre ce Robert Macaire (que je connaissais de longue date) un combat sans merci. Au terme duquel, avec des camarades tels que Lucien Vaillant et Maurice Jaquier, nous avons transformé les amicales de la Seine en leur contraire : elles sont devenues les points d'appui sur le lieu du travail de notre Gauche révolutionnaire⁷⁹.

Marceau Pivert, dans une brochure, avait défini, en termes excellents, le rôle d'animateurs que devaient jouer nos militants : s'ils étaient bien trempés, s'ils baignaient dans le courant populaire comme dans leur milieu naturel, s'ils étaient portés par la confiance des travailleurs, alors « rien ne pourrait résister à cette association entre des éléments moteurs et des masses mobilisées⁸⁰ ». De fait, là où cette « association » devint effective, il nous fut possible de rivaliser avec les stalinien en milieu ouvrier, mieux encore, de les mettre en échec et de les déborder par la gauche.

Le début de 1938 fut marqué par un renouveau des conflits du travail, un « deuxième round » de Juin 36, avec, toutefois, une différence : les travailleurs étaient ligotés maintenant par une puissante bureaucratie syndicale (comme ils le seront à la veille de Mai 68) et la pratique d'un arbitrage qui, bien que facultatif, n'allait pas tarder à devenir obligatoire⁸¹.

78. D. GUÉRIN, « Où vont les amicales socialistes », *Les Cahiers rouges*, décembre 1937 ; « Sortons enfin de l'équivoque ! », *Les Cahiers rouges*, janvier 1938.

79. Juin 36, 5-20 mars, 7, 14 et 27 mai 1938.

80. *Pour une politique de classe*, octobre 1937.

81. Parmi les textes déposés le 28 janvier 1938 par le gouvernement Chautemps figurait un article pénalisant sévèrement les grèves poursuivies en dépit d'une sentence arbitrale. Mais cette disposition ne fut jamais votée. Par contre, le 4 mars 1938, fut promulgué un texte instituant un système de conciliation et d'arbitrage, obligatoire mais non assorti de sanctions. Celles-ci, d'ailleurs, eussent été superflues, puisque les dirigeants syndicaux acceptaient docilement les sentences arbitrales.

Le 23 décembre 1937, à Colombes, la gigantesque usine Goodrich fut occupée par son très nombreux personnel. Avec un sens de l'organisation et une discipline admirables, l'usine était mise en état de défense comme une forteresse assiégée. Le 30, à l'aube, Marx Dormoy, toujours ministre de l'Intérieur, fit encercler l'entreprise par six cents gardes mobiles, avec mission de déloger les grévistes. L'équipe de surveillance déclencha aussitôt les signaux d'alarme. Les sirènes appelèrent, de leur voix stridente, les ouvriers des autres usines du voisinage ainsi que l'ensemble de la population. En fin de journée, quelque trente mille ouvriers, accourus, entouraient le « fort » Goodrich.

La nouvelle s'était répandue dans toute la région parisienne. Des débrayages spontanés eurent lieu un peu partout, des délégations ouvrières se présentèrent avec des vivres et des fonds de solidarité. L'opération d'évacuation était manquée. Les sbires de Dormoy durent battre en retraite. Mais les staliniens de l'Union des syndicats de la région parisienne, Eugène Hénaff en tête, émule du futur Séguy des accords de Grenelle, exigèrent, le 9 janvier, le respect d'une sentence arbitrale de compromis qui équivalait à une capitulation. Les ouvriers reprirent le travail la mort dans l'âme, criant à la trahison ⁸². Les considérations de politique extérieure, la préparation de la guerre impérialiste passaient avant la lutte des classes.

Le 29 décembre, Paris se réveilla paralysé par une grève totale des services publics. Pas de transports, ni gaz, ni électricité. Le Parti socialiste se scinda. Dans *Le Populaire* ⁸³, Daniel Mayer déclara « inconcevable » un mouvement décidé à l'improviste et qui risquait de « ne pas paraître justifié aux yeux de la population », tandis que, sous notre impulsion, la Fédération de la Seine se plaçait résolument aux côtés des grévistes acculés à la lutte par les manœuvres patronales et la hausse vertigineuse du coût de la vie.

A leur tour les travailleurs de l'alimentation entrèrent dans la bataille, une difficile bataille qui devait se prolonger plusieurs mois. Au cours d'une réunion tenue par les grévistes, à la mi-mars, je leur déclarai, au nom de notre Fédération de la Seine, qu'il était temps de ne plus laisser au patronat l'initiative de l'offensive et le choix du terrain. Les travailleurs de l'Alimentation avaient été jusqu'à l'extrême limite de la patience et de la conciliation, et même au-delà. Ils ne pouvaient pas transiger davantage. L'heure avait sonné de conférer aux luttes partielles, où l'on risquait de se laisser battre séparément, un caractère et un objectif d'ensemble ⁸⁴.

82. Cf. Marceau PIVERT, *Où va la France ?*, cit. ; *La Lutte ouvrière*, 6 et 20 janvier 1938.

83. N° du 29 décembre 1937.

84. Cf. D. GUÉRIN, « Les travailleurs ne peuvent plus transiger ! », *Juin 36*, 18 mars 1938. Telle fut aussi la conclusion d'une brochure publiée par le Syndicat des Techniciens (C.G.T.), *Les Grèves de la métallurgie de mars-avril 1938*.

Le 24 mars, les métallurgistes, Citroën d'abord, Renault un peu plus tard, entrèrent à leur tour dans la danse et occupèrent, une nouvelle fois, leurs usines. Certains chefs socialistes insinuèrent que les communistes avaient jeté cette grève dans les jambes de Léon Blum au moment précis où il reprenait le pouvoir⁸⁵. C'était faire aux staliniens trop d'honneur. En réalité, l'initiative de la grève avait été prise par les cadres syndicaux de base sous la pression des travailleurs depuis longtemps impatients de réagir. Mais les états-majors firent la grimace. *L'Humanité* affirma que la grève était l'œuvre des amicales socialistes et des « provocateurs trotskystes », dont elle demandait au gouvernement rien moins que l'arrestation. Comme Léon Blum avait repris le pouvoir depuis le 13 mars, avec le soutien du Parti communiste, les staliniens du Syndicat des Métaux s'« étonnèrent » que « des groupements dont les attaches avec le parti actuellement au pouvoir sont connues publient et développent des mots d'ordre en contradiction avec les conseils donnés par le chef du gouvernement »⁸⁶. Le 28, la section locale de Renault dénonça dans un tract la « bête trotskyste » qui voulait entraîner les métallos dans la « grande aventure ».

En sens inverse, le journal trotskyste *La Lutte ouvrière* nous accusa de ne pas « bouger le petit doigt », d'être hostiles au mouvement et de laisser les amicales socialistes aux mains des bureaucrates S.F.I.O.⁸⁷.

Le Parti socialiste, redevenu pour un temps parti gouvernemental, était, à nouveau, divisé en deux camps. Le chef de cabinet de Blum, André Blumel, convoqua à l'Hôtel Matignon les responsables des amicales de la métallurgie et leur déclara péremptoirement que, si le lundi 28 mars la grève n'était pas terminée, « Blum s'en ira et vous aurez Pétain »⁸⁸. Ce fatal lundi, *Le Populaire* publia, sous la signature de Francis Desphelippon, un article ordonnant aux amicalistes d'abandonner le mouvement et de cesser la grève. Notre bureau fédéral désavoua formellement cette initiative de jaune et renouvela sa solidarité totale avec les grévistes : le devoir de tous nos militants était, dans la discipline et le respect de l'autonomie syndicale, de mettre toutes leurs forces au service de cette « grande lutte » dont la « valeur démonstrative » était particulièrement importante. « Salut aux métallos en grève. En défendant leur pain ils protègent nos libertés et la paix. » Par ces mots se terminait notre tract que, pour ma part, voituré par Charles Lancelle, je répandis à profusion dans les usines métallurgiques de la région parisienne.

85. Discours de Jean-Baptiste Lebas et Max Lejeune au Congrès de Royan, 5 juin 1938.

86. *L'Humanité*, 27 mars 1938 ; D. GUÉRIN, « Les péripéties d'une grève », *Juin* 36, 22 avril 1938.

87. *La Lutte ouvrière*, 31 mars 1938.

88. Relaté par D. GUÉRIN, « Nous les pestiférés », *Juin* 36, 1^{er} mai 1938.

Bien que désavouée et sabotée par tous les états-majors, la grève s'obstina jusqu'au 19 avril, date où les métallos, la rage au cœur, durent reprendre le travail. Une sentence arbitrale avait été rendue qui allongeait de cinq heures la semaine de travail pour les besoins de la « défense nationale ». C'était, Blum régnant, un pas de plus dans la voie de l'assassinat des 40 heures.

Notre attitude militante au cours de ce conflit nous valut les attaques les plus fielleuses, ou, si l'on veut, les plus flatteuses, de l'ensemble de la presse. A l'en croire, c'était nous qui portions, seuls, la responsabilité de la cessation du travail de 150 000 ouvriers dans plus de cent usines de la région parisienne. Comme en mai 1968, les groupuscules avaient bon dos. J'adressai, dans notre hebdomadaire, nos sincères remerciements à ceux qui nous supposaient une telle influence et qui nous nimbaient d'une telle auréole. Mais je leur contestai tout sérieux. C'était leur incompréhension de l'action autonome du prolétariat qui leur faisait inventer le bouc émissaire pivertiste. Toutefois, en nous attribuant, à tort, tant d'autorité sur la classe, ils nous rendaient un hommage dont nous n'étions pas tout à fait indignes : malgré nos moyens et nos effectifs encore modestes au sein des masses travailleuses, nous étions les seuls à demeurer fidèles à l'esprit de Juin 36⁸⁹.

L'échec de la grève de la métallurgie, les conditions dans lesquelles elle avait été brisée, notre influence grandissante dans les entreprises provoquèrent des remous au sein même du Parti communiste. Un député de Clichy, Houël, adressa une lettre publique à Maurice Thorez lui exprimant l'inquiétude grandissante des ouvriers devant l'offensive du patronat et de la réaction. Après avoir fait allusion, non sans inquiétude, aux difficultés supplémentaires résultant des « agissements trotskystes » qui s'efforçaient de « nuire par tous les moyens au Front populaire », l'auteur de cette lettre ajoutait : « Le souci de vigueur s'exprime par le désir d'aller au-delà de la formation de Front populaire par la constitution d'un Front ouvrier ou d'un Front révolutionnaire⁹⁰. »

Le moment était venu pour nous de tendre la main aux militants communistes de base dont ce document reflétait des préoccupations si proches des nôtres. Dans un article, je remerciai Daladier, le nouveau président du Conseil, de faire comprendre aux plus naïfs la duperie de ce Front populaire que lui-même, un certain 14 juillet

89. D. GUÉRIN, *loc. cit.* Pierre Broué et Nicole Dorey, dans leur étude de 1966 citée, s'exagèrent le rôle des trotskystes dans les grèves d'avril 1938. Ils prennent sans doute pour argent comptant les contre-vérités de *L'Humanité* et du *Temps*.

90. *L'Humanité* du 13 mai 1938. Thorez, inquiet du mécontentement que traduisait cette lettre, répondit par une série d'articles dans le même journal par lesquels il entrouvrait une « soupape de sûreté ». (Cf. *La Lutte ouvrière*, 19 et 26 mai 1938, et l'article de Michel Collinet dans *Juin 36*, 1^{er} juillet 1938.)

(s'en souvenait-il encore ?), avait tenu sur les fonts baptismaux et de nous aider, bien involontairement, à sceller un Front révolutionnaire, dont nous avions été les premiers à répandre le bon grain ⁹¹.

Blum a repris le pouvoir

Il nous faut maintenant remonter de la base au sommet, des usines aux cimes du pouvoir.

La pression du grand capital s'exerçant par les mêmes moyens qui avaient abattu les précédents gouvernements dits de Front populaire, le président du Conseil Camille Chautemps sollicita, le 8 mars 1938, les pleins pouvoirs pour un nouvel « assainissement financier ». Cette fois, il ne s'agissait plus seulement d'ajourner, à nouveau, des projets de philanthropie sociale, comme l'avait fait le premier gouvernement Blum, mais de donner le coup de grâce à la semaine de 40 heures. La S.F.I.O. refusa son soutien et le ministère démissionna, sans qu'il y ait eu vote au Parlement.

Sur ces entrefaites, dans la nuit du 11 au 12 mars, les armées hitlériennes envahirent l'Autriche. Blum passa une nuit de consultations politiques fort agitée. Le matin du 12, devant un Conseil national S.F.I.O., il revint, pathétiquement, à l'idée qu'il avait déjà lancée en janvier : la gravité exceptionnelle des événements extérieurs, l'*Anschluss* exigeaient un « rassemblement national autour du Front populaire ». Il fallait, pour empêcher l'union nationale de se faire « sans nous », la faire sous « notre » direction. Malgré les protestations de l'orateur, c'était un pas vers l'union sacrée, une union sacrée qui n'osait pas dire son nom, et qui, assurait-il, était destinée, non à faire la guerre, mais à l'empêcher. Alors qu'au mois de janvier, Blum avait été mis en minorité par la conjonction de la Bataille socialiste et de la Gauche révolutionnaire, cette fois il obtint du Conseil national, à une énorme majorité (6 575 mandats contre 1 684), un « mandat illimité », une « pleine et entière confiance ». C'est que Zyromski avait apporté son adhésion enthousiaste à Blum. Le bouillant jacobin s'était définitivement converti au bellicisme stalinien. (Il est devenu depuis membre du Parti communiste.) La lutte de classes s'était, selon lui, « élargie ». Elle « débordait sur le plan international ». Fascisme et impérialisme se confondaient désormais. L'action directe du mouvement ouvrier devenait « inadéquate ». Contre Hitler, il était « conduit à admettre la nécessité d'utiliser l'appareil de force des Etats démocratiques » ⁹².

Par contre, Marceau Pivert vint lire à la tribune une déclaration qui répudiait « l'union nationale sous quelque forme qu'elle se

91. D. GUÉRIN, *Jeun 36*, 20 mai 1938.

92. Discours prononcé à Huyghens en février 1938, in Marceau PIVERT et Jean ZYROMSKI : *Deux méthodes contre la guerre et le fascisme*.

présente, refusait de s'associer à cette politique d'alliance avec une bourgeoisie égoïste et aveugle qui avait construit le monstrueux traité de Versailles, forgé de ses mains l'hitlérisme, provoqué la course aux armements et aggravé considérablement les périls de guerre ». En outre, nous affirmions que la décision prise ne correspondait pas à la volonté réelle des militants du parti. Et nous citions un exemple : la puissante Fédération du Nord, qui avait le mandat de voter contre l'élargissement de la majorité de Front populaire, avait, par ses délégués, appuyé la recherche de l'union nationale ⁹³.

En fin de journée, Blum, armé d'un blanc-seing qu'il avait obtenu, grâce à la panique de l'Anschluss, en moins d'une demi-heure, n'hésita pas à se rendre au Palais-Bourbon et à haranguer une réunion plénière des députés de droite. Ce n'était pas la première fois qu'il coquetait avec ces messieurs. Déjà, le 6 décembre 1935, il avait conclu naïvement un pacte avec le fasciste Ybarnegaray par lequel les deux partenaires s'étaient engagés à supprimer leurs formations paramilitaires respectives, désavouant ainsi les groupes de défense, les fameux T.P.P.S. que, sous l'impulsion de Marceau Pivert, son propre parti avaient constitués.

Cette fois, Blum venait supplier le même Ybarnegaray et ses acolytes de vouloir bien consentir à entrer dans un gouvernement d'union nationale à direction socialiste. Selon sa manière habituelle, il fit du charme, mais sur un ton attristé. Il ne pouvait pas croire que les résistances à son projet vinsent de la droite. Celle-ci allait-elle comprendre son véritable intérêt ?

Si l'unité nationale à la Blum échouait, un front ouvrier ne manquerait pas de se former, qui diviserait la France et entraverait la préparation de sa défense. Que pouvaient craindre de lui ces bons conservateurs ? Des réformes de structure ? Mais les gouvernements de Front populaire eux-mêmes n'avaient pu les opérer : à plus forte raison seraient-elles écartées par un gouvernement d'unanimité nationale. Les auditeurs ne furent ni séduits ni convaincus par ce langage où les masses laborieuses étaient échangées contre un plat de lentilles. Ils voulaient bien, certes, de l'union nationale, mais avec, à sa tête, un autre homme que Léon Blum. Délivrés de la grande peur des masses populaires, ils n'avaient plus besoin de leur sauveur de 1936. Ce fut avec un mépris à peine dissimulé qu'ils repoussèrent la main qui leur était tendue ⁹⁴.

Il ne restait plus à Blum qu'à constituer, la mort dans l'âme, un second gouvernement de Front populaire à direction socialiste. Mais lui-même n'y croyait guère. Il déclara publiquement qu'il faudrait un autre genre de gouvernement pour faire face aux difficultés de l'heure. Ce cabinet, nécessaire, il n'avait pas dépendu

93. *Les Cahiers rouges*, mars 1938.

94. « Déclaration de Blum aux groupes de la minorité le 12 mars 1938 », *Les Temps modernes*, septembre 1951 ; Colette AUDRY, *op. cit.*, p. 52, 152.

de lui de le réaliser, et il était prêt à le réaliser encore⁹⁵. Plus tard, en juin, au Congrès de Royan, il évoquera comme un cauchemar cette « combinaison de mars 1938 dont vous n'ignorez pas que je savais par avance à quels obstacles elle était destinée et dont nous sommes sortis sains et saufs par une espèce de miracle ». Comme s'il voulait démontrer par l'absurde la nécessité de l'union nationale, il réclama des pleins pouvoirs pour appliquer, enfin, une politique de coercition financière à laquelle il s'était refusé jusqu'à la veille de la chute de son premier gouvernement. A cet effet, un nouveau venu était introduit dans l'équipe ministérielle : le sous-secrétaire d'Etat au Trésor Pierre Mendès France, radical-socialiste de gauche. Comme il fallait s'y attendre, les projets furent adoptés par la Chambre, mais à une majorité relativement faible (317 voix contre 250 et 56 abstentions). Restait le Sénat.

A bas le Sénat !

Le 26 mars, notre bureau fédéral de la Seine avait adressé à Léon Blum une lettre publique l'assurant de son appui total « pour engager une lutte énergique, trop longtemps différée, contre le Sénat ». L'heure était venue de mobiliser les masses au service d'une politique authentiquement socialiste. « Il vous suffira de parler clair, disions-nous à notre correspondant : tous nos faubourgs et nos cités de banlieue répondront à votre appel et feront la démonstration de la puissance populaire⁹⁶. » A l'issue d'un conseil fédéral tenu le 5 avril, une délégation de notre fédération essaya en vain d'entrer en contact avec le président du Conseil. Une autre délégation ne réussit pas davantage à se faire recevoir par le secrétaire général du parti. Mais le secrétaire-adjoint, le cauteleux Jean-Baptiste Séverac, nous fit enfin savoir, dans la soirée du mercredi 6, que le parti laissait à la fédération la responsabilité d'organiser ou non une manifestation publique devant le Sénat. Sa seule objection était qu'elle risquait, si elle manquait d'ampleur, de se retourner contre nous. Notre décision fut aussitôt prise. Dans la nuit du 6 au 7, les colleurs commençaient à apposer nos affiches, 120 000 tracts furent distribués par nos militants.

Il disait, cet appel, rédigé dans un style un peu quarante-huitard : « Une poignée de vieillards au cœur sec, installés dans leur Bastille sénatoriale pour la défense des deux cents familles, s'oppose systématiquement depuis dix-huit mois aux volontés du peuple. [...] Il faut en finir. Venez crier votre colère avec nous. [...] A bas le Sénat ! Tous au Luxembourg ce soir, jeudi 7 avril, à 18 h. 30⁹⁷. »

95. Cf. Herbet, article du 15 mars 1938, *op. cit.*

96. *Juin* 36, 8-22 avril 1938.

97. On trouvera le texte intégral de cet appel à l'Annexe IV, p. 301.

Un tract stalinien nous répondit, qui parlait de « provocation trotskyste ». Bien que livrés à nos seules forces, sans l'appui ni de notre Parti ni du Parti communiste, sans l'aide d'aucun quotidien, il nous fut possible de mobiliser plus de 25 000 manifestants. Comme le ministre de l'Intérieur socialiste Marx Dormoy avait interdit la manifestation et massé des forces considérables autour du palais du Luxembourg, notre concentration s'opéra dans le Quartier latin qui, durant plusieurs heures, fut embouteillé. Une marée humaine recouvrit la chaussée et les trottoirs du Boul'mich où Marceau Pivert nous harangua du toit d'un édicule.

J'eus, pour ma part, en tant que membre du bureau fédéral de la Seine, à régler la marche du flot populaire, sous les yeux de mes parents, qui contemplaient le spectacle de leur balcon du troisième étage du 22 boulevard Saint-Michel. Ainsi donc ma pauvre mère avait eu « l'émotion de voir son fils à la tête de ce monstre odieux, aveugle et brutal qu'est la foule » : c'est en ces termes qu'un ami de la famille lui envoya des condoléances attristées.

La démonstration avait été puissante et digne. Mais les fascistes, étudiants pour la plupart, se livrèrent à des provocations. Ils eurent pourtant la prudence de ne s'attaquer qu'à des militants isolés. Dans la rue de l'Ecole-de-Médecine, après la dispersion, je fus honoré d'un coup de poing asséné en pleine figure : mes agresseurs, au préalable, m'avaient prié de chanter *L'Internationale*, et je m'étais exécuté avec un peu trop d'empressement.

Je dois avouer qu'à notre bureau fédéral, j'avais émis des réserves quant à l'opportunité de la manifestation contre le Sénat. Il me paraissait un peu naïf, et je me rapprochais sur ce point des trotskystes⁹⁸, de descendre dans la rue, aux cris de *Vive Blum* ! pour le soutien d'un homme qui prônait l'union nationale et d'affecter de croire, comme nous le lui avions écrit, qu'il était « arrivé, par la force des choses et par la volonté même de nos ennemis de classe, à renoncer à ses vaines tentatives ». En fait, Blum n'avait nullement abandonné ses desseins tricolores : il devait en faire la preuve, quelques semaines plus tard, au Congrès de Royan. Cependant, Marceau Pivert n'eut pas tort de souligner que « la manifestation contre le Sénat avait montré d'une manière éclatante que l'esprit de Juin 36 vivait toujours au sein des masses populaires et que leur cause aurait triomphé si les dirigeants l'avaient voulu »⁹⁹.

98. Cf. « La Manifestation contre le Sénat », *La Lutte ouvrière*, 14 avril 1938.

99. Commentaire du film *Contre le courant*, op. cit.

Blum tombe pour la seconde fois

En dépit de notre baroud d'honneur, le Sénat renversa, le lendemain 8 avril, le gouvernement Blum.

Pas plus qu'en juin 1937, le martyr du Luxembourg ne songea une seule minute à passer outre. Le surlendemain 9, au Conseil national S.F.I.O., il convint qu'il aurait pu résister au Sénat et lui imposer les pleins pouvoirs. Mais il y avait renoncé « pour des raisons de politique extérieure » et aussi pour une autre raison, quelque peu sibylline dans sa bouche : « parce que les forces les plus actives et les plus agressives n'auraient pas été dans cette crise entre les mains du parti et de la C.G.T. » ; autrement dit, parce que la S.F.I.O., aussi bien que la bureaucratie syndicale stalinienne, auraient pu être débordées par un mouvement de masses « incontrôlable », dans le même style que notre démonstration de rue du 7 avril.

Le ministre de la Défense nationale, Edouard Daladier, à la dévotion des chefs militaires, prit le pouvoir. Un Conseil national S.F.I.O. repoussa, par 4 320 mandats contre 3 763, la participation socialiste, mais autorisa le soutien : entre nous et Zyromski, un front minoritaire s'était, provisoirement, ressoudé. Le nouveau ministre des Finances, Paul Marchandeau, élaborait des projets bénéfiques pour les possédants, désastreux pour les masses laborieuses et qui comportaient, notamment, une nouvelle amputation du franc et de nouvelles entorses à la semaine de 40 heures, dite maintenant « loi de trahison nationale¹⁰⁰ ». « Nous n'avons pas de reproches sérieux à opposer à Daladier », devait déclarer Blum à Royan. Non seulement la S.F.I.O. mais aussi le national-communisme accordèrent les pleins pouvoirs à un gouvernement de combat contre la classe ouvrière.

Commentaire de Marceau Pivert : « Après un bref retour du second gouvernement Blum qui s'en va sans combattre, la vieille chanson patriotique devient impérative. On aboutit bientôt, sur les ruines du Front populaire, au retour des partisans de l'alliance traditionnelle entre le coffre-fort, le sabre et le goupillon¹⁰¹. » Le Front populaire était mort et enterré. L'unanimité d'union sacrée s'était déglacée. La course à la guerre s'ouvrait.

100. Selon les termes de Robert Marjolin dans *l'Europe nouvelle* : il n'y avait pas si longtemps, Marjolin, sous le pseudonyme de Marc Joubert, avait tenu la chronique économique du *Populaire*. Cf. D. GUÉRIN *Juin 36*, 4 juin 1938.

101. Commentaire du film *Contre le courant*, *op. cit.*

La guerre, déjà (1938-1939)

Juste le temps. — Foudres bureaucratiques. — Nous relevons le gant. — Ne pas envenimer les choses. — La fortune sourit aux audacieux. — Jeunesse au Congrès de Royan. — La dernière passe d'armes. — Naissance du P.S.O.P. — Les hésitants. — Notre conférence constitutive. — Nous nous définissons. — Colère des staliniens. — La guerre frôlée de près. — La « paix » de Munich. — Les masses sont pacifistes. — La gauche munichoise. — Le torchon brûle dans tous les partis. — Echec d'une grève générale. — Sous la férule de Trotsky. — Défaite en Espagne.

Notre opposition irréductible à l'union nationale rendit finalement impossible la survie d'une Gauche révolutionnaire dans la S.F.I.O. Si Jean Zyromski et certains de ses amis ne s'étaient pas, de plus en plus, identifiés avec le national-communisme, nous aurions bénéficié de leur soutien, non seulement à propos des mesures disciplinaires prises contre nous, mais aussi dans notre lutte politique contre l'union nationale, qui était la question essentielle.

Mais Zyromski se détourna de nous, en même temps qu'il isolait et affaiblissait sa propre tendance. Si, d'autre part, les ouvriers révolutionnaires du Parti communiste avaient davantage pu lier leur action à la nôtre dans les batailles sociales, leur appui fraternel eût, sans doute, empêché notre isolement : mais la terrible pression de l'appareil stalinien, mitigée de quelques soupapes de sûreté habilement entrouvertes, réussit à neutraliser leurs velléités de rébellion, et cette même pression s'exerça sur la bureaucratie socialiste pour l'inciter à nous exclure.

Ce ne fut pas notre imprudence, notre maladresse, nos « erreurs psychologiques » qui nous firent expulser de la S.F.I.O., mais une incompatibilité politique devenue irréductible entre nos conceptions révolutionnaires et le glissement du parti dans le social-patriotisme. Ce n'était pas nous qui avions changé. Nous n'avions pas fait, au moins à ce moment, un quelconque virage gauchiste sous l'aiguillon d'un Trotsky. Devant le spectre de la guerre, c'était la S.F.I.O. qui capitulait.

Juste le temps

Nous ne considérions pas la scission comme une panacée. Nous étions plutôt sceptiques quant aux bienfaits que nous-mêmes et la classe ouvrière pourrions en tirer, au moins dans un proche avenir. Nous n'étions pas absolument convaincus que la création d'un nouveau parti, même d'inspiration révolutionnaire, s'imposait dans l'immédiat, ni que nous réussirions dans cette téméraire entreprise. Pour ma part, les arguments que j'avais développés, un an plus tôt, en faveur de notre maintien dans le Parti socialiste n'avaient pas perdu toute valeur.

Notre action de stimulation au sein du prolétariat, dans les usines où nous avions tissé un réseau de militants désintéressés mis à la disposition de la classe, eût pu continuer à s'exercer au sein de notre minorité et, dans la région parisienne, à travers la fédération que nous avions conquise. Si le Parti socialiste ouvrier et paysan naquit, ce fut parce qu'on nous y obligea.

Mais, tandis qu'une partie de nos adhérents nous lâcha à l'heure de la scission, qu'une autre n'entra dans le P.S.O.P. qu'avec hésitation et regret, nos camarades les mieux trempés relevèrent le défi, s'attelèrent, avec énergie et foi, à la construction d'un parti révolutionnaire imposé par les circonstances.

Deux facteurs, toutefois, nuisirent à notre effort : l'approche de la guerre creusa dans nos rangs de nouvelles différenciations, accentua l'hétérogénéité de notre composition ; et, surtout, la course à la guerre prit une allure si rapide que l'échéance nous surprit alors que nous avions à peine démonté nos échafaudages, inauguré notre édifice. Comme Marceau Pivert l'écrivait en substance, non sans mélancolie, dans ses souvenirs, le P.S.O.P. a eu « juste le temps » entre sa création, au début de juin 1938, et le 1^{er} septembre 1939, de forger son organisation intérieure, d'établir ses relations internationales, de se préparer à l'action clandestine imposée par l'état de guerre¹.

1. Où va la France ?, *op. cit.*

Foudres bureaucratiques

Au lendemain du Conseil national du 12 mars qui avait donné à Léon Blum carte blanche pour ses projets d'union sacrée, le quotidien du parti avait refusé d'insérer la déclaration de notre minorité lue par Marceau Pivert à la tribune de cette assemblée. C'est alors que la Fédération de la Seine décida d'alerter elle-même le parti. Elle adressa à toutes les fédérations et à toutes les sections S.F.I.O. une circulaire, datée du 18 mars, qui titrait : *Alerte ! Le parti est en danger !* Le parti « souverain » n'avait pas dit son dernier mot. Les milliers de sections n'avaient pas donné leur avis. Il était encore temps de sauver « la vieille maison » de l'abdication et de la débâcle, de la rappeler à la fidélité au socialisme internationaliste. Notre position n'avait rien à voir, contrairement à ce qu'insinuaient nos adversaires, avec un pacifisme verbal ou un gandhisme impuisant. Nous tenions compte de la réalité des faits. Or c'était un fait que nous ne pouvions combattre le fascisme extérieur avec l'appui de notre propre réaction. Et nous ajoutions, prophétiquement : d'une réaction « prête à pactiser ouvertement ou sournoisement avec nos pires adversaires ». (Nous lisons dans l'avenir, non seulement de la bourgeoisie munichoise, puis vichyssoise, mais de Paul Faure lui-même, qui devait, avec plusieurs de ses lieutenants², se ranger derrière le maréchal Pétain.)

Parallèlement, nous adressions, le 24 mars, aux camarades de la tendance Gauche révolutionnaire une lettre ronéotypée où nous résumions la question posée à l'ensemble des militants S.F.I.O. : « Oui ou non, le parti va-t-il s'intégrer dans l'union nationale ? » Et nous mettions les points sur les i : « Pour nous, dès maintenant, nous pouvons dire que nous ne resterions pas dans un parti qui la ferait. »

Paul Faure, qui avait mis la main sur la circulaire du 18 mars, somma, par lettre du 24, le secrétaire fédéral de ne pas la diffuser. Notre commission exécutive décida de passer outre, et Marceau Pivert répondit au secrétaire national que les expéditions en cours seraient continuées : notre circulaire n'était pas un tract public et il était contraire à la charte fédéraliste du parti de dénier à une fédération le droit de communiquer ses idées à d'autres fédérations.

Certains camarades partisans de la conciliation nous reprochèrent, par la suite, de n'avoir pas cédé à l'injonction de suspendre l'expédition des circulaires. Était-il si difficile de les rendre à l'imprimeur et de remplacer la signature Fédération de la Seine par celle de

2. Parmi lesquels l'ancien ministre Spinasse, les députés Allemane, L'Hévéder, Albert Rivière, Roucayrol, l'administrateur du *Populaire* Gaillard, etc.

la guerre, déjà

Marceau Pivert ? Dans ce cas, avaient soutenu ces bons apôtres, ce n'était plus une fédération qui se rebellait contre un Conseil national, mais un simple militant qui poursuivait, conformément aux statuts, une lutte de tendance. La légalité du parti était saine et sauve. Mais le même Deixonne, porte-parole de cette suggestion a posteriori, devait convenir qu'en agissant au nom de la Fédération de la Seine nous avions davantage de chances de galvaniser les éléments minoritaires épars dans le pays et que, si l'initiative n'avait pas été fédérale, l'opposition aurait été, au Congrès de Royan, moins nombreuse³.

Le 31 mars, notre conseil fédéral, par 7 514 mandats (sur 13 910 exprimés) nous approuva d'avoir ainsi alerté les membres du parti. Mais nous ne pouvions plus guère avoir d'illusions sur le sort qui nous était réservé. Paul Faure ne se gênait pas pour dire à qui voulait l'entendre que la Gauche révolutionnaire devait être « foutue à la porte⁴ ». La Commission nationale des conflits, saisie de notre « indiscipline », rendit, le 11 avril, sa sentence : Marceau Pivert était frappé de trois ans de suspension de délégations, les membres du bureau fédéral : René Cazanave, Georges Gillet, Henri Goldschild, Daniel Guérin, Maurice Jaquier, René Rul, André Weil-Curiel de deux ans de suspension de délégations. Un conseil fédéral fut aussitôt convoqué. Il décida, à une énorme majorité qui ressoudait, au moins provisoirement, la Gauche révolutionnaire et la Bataille socialiste (11 488 mandats contre 204 et 1 579 abstentions), le maintien en fonctions, jusqu'au prochain Congrès national, du bureau fédéral suspendu. Le 13 avril, la C.A.P. riposta en prononçant la dissolution de la Fédération de la Seine et en constituant une fédération dissidente. Elle exauçait ainsi le vœu du réactionnaire Taittinger qui, dans le quotidien *Le Jour*, avait réclamé pareille mesure. La légalité du parti était bafouée : seul, en effet, le Congrès national, représentant l'ensemble des fédérations, avait le droit de dissoudre l'une d'elles. Sans même attendre la prise de position du prochain congrès, Paul Faure, abusivement, présenta aux membres de la fédération un engagement de respecter les « décisions du parti ». Ceux qui refuseraient de signer ce billet seraient considérés comme s'étant mis hors de la S.F.I.O.

Nous relevons le gant

Notre réponse à ce coup de force fut l'occupation, par un service d'ordre formé de nos militants, des locaux fédéraux. Ils étaient la propriété de la fédération et non du parti, et nous étions la fédé-

3. Maurice DEIXONNE, *La Vérité sur la scission de Royan*, Aurillac, 1938.

4. Propos rapportés par Marceau Pivert à la C.A.P. du 30 mars 1938.

ration régulière. Cet acte énergique, dans le style de Mai 68, eut un certain retentissement dans l'opinion publique et nombreux furent les journalistes, en quête de sensation, qui accoururent 7, rue Meslay.

Le 22 avril, la fédération dissoute organisa, au Centre des loisirs du 18^e arrondissement, une réunion d'information réservée aux membres du parti. L'affluence dépassa notre attente. Deux mille personnes s'entassaient dans une salle comble et, malgré l'ouverture de deux salles supplémentaires, nombreux furent les militants qui durent se contenter de stationner dans la rue.

Le 26, une nouvelle étape fut franchie, celle d'une réunion publique, à Montmartre, au Moulin de la Galette. Le succès fut plus vif encore, trois mille auditeurs chaleureux se pressaient au coude à coude. Après Lucien Chapelain, au nom des Jeunesses, René Rul, André Weil-Curiel, René Cazanave, je me risquai à lancer des mots fatidiques, qu'avaient esquivés les autres orateurs : « Nous voulons de toutes nos forces qu'au Congrès de Royan notre parti redevienne ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, un parti de lutte de classes et de révolution. Mais, s'il ne le faisait pas, ce serait moins la volonté artificielle de tel ou tel militant que la loi même de l'histoire qui ferait naître dans ce pays un parti de lutte de classes et de révolution. » S'il fallait en croire le journal des trotskystes, *La Lutte ouvrière*, « cette déclaration fut très applaudie et suscita le seul moment d'enthousiasme véritable du meeting »⁵.

Cette déclaration (qui se fait un peu trop au déterminisme historique) fut abondamment reproduite par la grande presse. Marceau Pivert conclut de façon moins catégorique : il faisait confiance à la base du parti pour réviser la sentence qui nous avait frappés et il insistait sur notre intention de ne « pas envenimer les choses ».

Ne pas envenimer les choses

Bien au contraire, dans *Juin 36*, notre chef de file pressa tous nos militants et sympathisants d'« éviter tout ce qui pourrait aggraver les divisions au sein du parti et de la classe ouvrière »⁶. Au cours d'une réunion à Nice, le 8 mai, ayant à faire face à un assaut de questions plus ou moins perfides lancées par le secrétaire fédéral, Jean Jacquot, il crut devoir démentir « les intentions "trotskystes" qu'on nous prêtait généreusement de vouloir faire un parti révolutionnaire. Pour nous, le parti révolutionnaire est tout construit : c'est le Parti socialiste ». Mais l'orateur répara aussitôt l'inconséquence de cette déclaration. Si la S.F.I.O. venait à manquer à la condition de demeurer fidèle à la lutte de classes, « alors une situa-

5. *La Lutte ouvrière*, 5 mai 1938.

6. *Juin 36*, 1^{er} mai 1938.

tion nouvelle serait créée »⁷. Comme s'il était encore possible de s'exprimer au conditionnel !

Plus aberrant encore : dans un appel solennel adressé à l'ensemble du parti, la Fédération de la Seine demanda l'annulation des sanctions prises contre elle et affirma : « Nous sommes socialistes unifiés et voulons le rester »⁸.

Au congrès fédéral qui se tint le 15 mai, le désaccord entre les partisans du passé et ceux de l'avenir apparut à ciel ouvert. Alors que Marceau Pivert s'abstint de tracer une perspective claire et se contenta de broder sur le thème : « la fédération continue », je crus devoir tenir un tout autre langage. Nous nous trouvions en face d'un début de scission « effective ». Cette situation que nous n'avions pas voulue, que nous n'avions pas créée, nous étions bien obligés de la regarder en face, sans réticence et sans peur. Il me paraissait, contrairement à certains camarades qui se berçaient encore d'illusions, que la scission à Royan était inévitable. Car, même en admettant que, sur le plan de la procédure, nous fassions reculer la direction du parti, la cause profonde de l'état de scission ne serait pas éliminée. Pour que nous puissions rester à la S.F.I.O., il faudrait que le congrès adopte un texte annonçant de façon explicite un redressement fondamental de la politique du parti, une condamnation formelle et catégorique de la collaboration de classes et de l'union nationale sous toutes ses formes.

Or ce redressement me paraissait absolument chimérique. On sacrifierait peut-être, pour jeter du lest, encore n'était-ce nullement certain, l'agent d'exécution de la scission, Paul Faure, mais on ne romprait pas nettement avec une politique qui portait en elle la scission. Rester au parti dans de telles conditions, et, au surplus, sans redressement ni garantie pour nous d'une totale liberté d'expression, serait une erreur grave que je conjurais mes auditeurs de ne pas commettre. Ce serait reculer, non pour mieux sauter, mais pour plus mal sauter. Car l'état de scission se reproduirait inévitablement, dans un court laps de temps et dans des circonstances beaucoup moins favorables pour nous : d'une part, nous aurions perdu nos éléments les plus combattifs, qui, démoralisés, nous auraient abandonnés ; d'autre part, nous ne trouverions plus la même audience auprès des nombreux ouvriers communistes ou sans-parti qui traversaient, à ce moment même, une sérieuse crise de conscience et qui cesseraient d'être attirés par nous s'ils nous voyaient nous engluier dans un nouveau compromis. C'est pourquoi nous devons aller à Royan parés pour toute éventualité.

Je précisais, puisqu'il ne fallait pas avoir peur des mots, que nous devons être prêts à nous constituer en un mouvement indépendant. Certains camarades soutenaient qu'il était inopportun,

7. Juin 36, 10 mai 1938.

8. *Les Cahiers rouges*, N° 11, 13 mai 1938.

prématuré, d'entrer dans le vif de ce sujet. Il serait toujours temps à Royan de voir venir et de nous concerter. Une telle fuite devant l'avenir me paraissait très dangereuse. Si nous allions à Royan dans un état d'impréparation, nous serions pris au dépourvu, démunis de perspectives, à l'heure même où s'imposeraient des décisions immédiates et hardies. Je me faisais du souci moins pour nos cadres que pour nos militants de base. Si nous ne les préparions pas à une consommation définitive de la scission, ils refuseraient, peut-être bien, à la dernière minute, de se jeter à l'eau et ils seraient finalement perdus pour nous.

Une organisation révolutionnaire ne se fabrique pas artificiellement. Elle ne peut surgir du cerveau de quelques théoriciens. Elle ne devient réalité que si, au préalable, elle s'est déjà inscrite dans le conscient, ou le subconscient, de nombreux ouvriers révolutionnaires : entraver, ajourner la maturation de cette notion nouvelle, ne pas la rendre familière dès maintenant aux travailleurs, ce serait nous fermer la seule voie qui, peut-être, nous restait ouverte. Ce serait nous suicider politiquement. Certes, notre responsabilité était lourde et nous en sentions tout le poids. Mais il est des heures où il ne convient pas d'avoir peur, des heures où il faut s'inspirer de l'adage : « La fortune sourit aux audacieux ».

La fortune sourit aux audacieux

Cette thèse, qu'appuya notamment Michel Collinet, ne l'emporta qu'à moitié. Le conseil fédéral adopta une motion inspirée d'un esprit de compromis qui adjurait le Congrès de Royan d'annuler purement et simplement les sanctions. Mais la gauche obtint le vote d'un additif : s'il advenait que le parti restât sourd à notre appel, qu'il cessât d'être le « parti de lutte de classes et de révolution » voulu par sa charte de 1905, nous aurions devant nous un parti transformé dans son essence, et ce serait à nos délégués qu'il appartiendrait alors et sans tarder, à Royan même, de prendre toutes décisions « en vue d'assurer la continuité du Parti socialiste, parti de lutte de classes et de révolution ».

Cette formulation était relativement habile en ce qu'elle visait à amadouer les militants fidèles à l'esprit de la « vieille maison » ; mais, comme toutes les « ficelles » politiques, elle était entachée d'une grave équivoque : elle travestissait la réalité en faisant passer pour révolutionnaire, au moins jusqu'à la veille, une formation social-démocrate qui, depuis bien plus longtemps, avait cessé de l'être, et elle ancrerait dans les cervelles l'idée que le futur parti serait la simple continuation de l'ancien. Pourtant, cette habileté était encore trop audacieuse pour la Bataille socialiste ; ses adhérents, s'étant solidarisés avec la fédération dissoute, votèrent la première partie

de la motion, mais non pas la seconde. A Royan, notre tendance allait se trouver seule.

Dans un article donné à l'organe de nos étudiants, je crus devoir condenser nos intentions désormais unanimes : ou notre parti reviendrait à sa charte constitutive, ou ce serait à nous, après Royan, de reprendre de ses mains défaillantes le drapeau rouge du socialisme révolutionnaire⁹.

Cependant Marceau Pivert hésitait encore à s'engager dans la voie aux inconnus redoutables que son aile gauche le pressait d'adopter. Il conservait un attachement sentimental à cette S.F.I.O. qui avait été son bercail depuis ses premiers pas dans la vie militante. La perspective d'un nouveau parti l'effrayait un peu et il ne se sentait peut-être pas de taille à en devenir le constructeur. Par ailleurs, il craignait, je l'imagine, d'y être débordé par les éléments trotskystes et trotskysants qui harcelaient son « centrisme ».

Dans les coulisses, beaucoup d'intrigues se nouaient. Une partie de la Bataille socialiste avec Pierre Commin et Andrée Marty-Capgras s'efforçait de jouer Blum contre Paul Faure afin d'obtenir que les sanctions prises contre nous fussent reconsidérées¹⁰. La mystique Blum, qu'on eût pu croire à jamais éteinte, se ralluma dans l'âme sentimentale de plus d'un camarade : si l'homme providentiel de 1936 allait resurgir, se prêter au rôle de « médiateur suprême¹¹ »... Les éléments de notre tendance qui appartenaient à la franc-maçonnerie, sous la houlette d'une femme obstinée, Suzanne Nicolitch, exerçaient une pression quotidienne sur Marceau Pivert pour le détourner de l'issue vers laquelle la force des choses et notre réflexion consciente l'entraînaient. Je me souviens d'une visite faite vers le 23 mai au chevet de notre ami qui avait été victime d'un accident de la route et reposait, allongé sur le dos, dans le plâtre. Suzanne Nicolitch était assise d'un côté du lit, Michel Collinet et moi-même de l'autre. Le malheureux patient était comme écartelé entre ces conseillers antagonistes qui, l'une, l'adjurait de ne pas réduire les chances d'un compromis, les autres d'en finir avec ces chimères et d'aller jusqu'au bout. Marceau Pivert alla finalement jusqu'au bout. Et, d'ailleurs, Suzanne Nicolitch elle aussi, qui, tout en prônant une prudence tactique, tout en quittant à regret la S.F.I.O., se refusait à une abdication sur la question de fond, c'est-à-dire l'union nationale¹².

Dans la mesure (toute relative) où ce qui sera peut éclairer ce qui a été, l'attitude ultérieure de Marceau projette peut-être une lueur sur ses réticences du printemps de 1938. Ecrivant, en

9. *Essais et Combats*, N° 12, mai 1938.

10. Pierre COMMINS et Andrée MARTY-CAPGRAS, article de « tribune libre » dans *Le Populaire* du 5 mai 1938 ; cf. *La Lutte ouvrière*, 12 et 26 mai 1938.

11. S. NICOLITCH, *op. cit.*

12. *Ibidem*.

1953, aux auteurs du livre *Juin 36*, Jacques Danos et Marcel Gibelin, Marceau Pivert leur confiera : « Je ne suis plus en mesure de recommencer la "construction d'un parti révolutionnaire" comme je m'y suis donné avec le P.S.O.P. », et d'ajouter qu'à ses yeux le parti révolutionnaire « est un mythe réconfortant mais sans bases réelles ». Dans sa critique publique du même livre, il se montrera sceptique « sur tout ce qu'on a tenté en dehors » de l'action dans un parti démocratique de masses, pour finalement poser la question : « Où peut-on faire ce travail ailleurs que dans notre Parti S.F.I.O. ¹³ ? »

Pourtant, en 1940, c'est-à-dire aussitôt après l'événement, alors que le feu de la bataille ne s'était pas encore éteint, Marceau devait défendre, sans restriction, avec une tranquille assurance, la fondation du P.S.O.P. ¹⁴. Il y avait, sans doute, deux Marceau Pivert : à la veille du Congrès de Royan, Marceau-Quichotte était tenté par la téméraire aventure, dans laquelle il s'engagea finalement avec courage, et Marceau-Pança s'en détournait.

Le dimanche 29 mai, la Fédération de la Seine, comme le montre la couverture de ce livre, va au Mur des Fédérés. Une forêt de pancartes portant JUIN 36, le titre de notre journal, surmonté de notre emblème : le poing fermé traversé des trois flèches, domine nos cohortes qui défilent contre l'union sacrée. « Il s'agit de savoir », a lancé notre appel, « si les descendants des Communards vont conclure une alliance monstrueuse avec ceux des Versaillais. La Fédération socialiste de la Seine a choisi ¹⁵. » Cette fois, notre choix est fait.

Jeunesse au Congrès de Royan

Dans la journée du 3 juin 1938, par la voie ferrée et par la route, les militants S.F.I.O., congressistes ou spectateurs, s'acheminent en grand nombre vers Royan. Sur cette plage de l'Atlantique, où règne une caniculaire chaleur de Pentecôte, va se jouer notre destin, un destin qui dépasse celui de notre équipe. Les membres de la Gauche révolutionnaire ne partent pas tous dans le même état d'esprit. S'il faut en croire un témoin ¹⁶, le secrétaire, alors, de la Fédération du Cantal, Maurice Deixonne, Michel Collinet et

13. Lettre à Jacques Danos et Marcel Gibelin, du 7 janvier 1953 ; « Juin 36 », *Revue socialiste*, décembre 1952.

14. *Où va la France ?*, op. cit.

15. *Juin 36*, 27 mai 1938.

16. M. DEIXONNE, op. cit.

Daniel Guérin sont aussi « résolus à l'inévitable cassure » que le sont Paul Faure et Léon Blum. En sens contraire, Deixonne a quitté Aurillac sans savoir au juste ce qu'il voulait et avec le vague espoir de concilier l'inconciliable. Lucien et Madeleine Hérard sont partis de Dijon armés d'une sagesse bien provinciale, un peu en retrait sur les bouillants camarades de la Seine. Le couple est résolu à tout faire pour éviter la scission et, si elle s'avérait inévitable, à rompre sur un clair désaccord politique, sur l'union nationale, et non sur une question de discipline.

Marceau Pivert, suspendu de toute délégation, ne peut assister au congrès, et il est au surplus handicapé par le plâtre qui, depuis son accident de la route, immobilise un de ses bras. Mais il est au milieu de nous à Royan, le membre en écharpe, la manche vide, faisant preuve, enfin, d'assurance. Il a fini par écouter, comme l'écrit Deixonne, les « conseils pernicioeux » que son aile gauche lui a prodigués ; et, toujours selon le militant du Cantal, perspicace au moins sur ce point, il pense que notre heure est venue : « il a pris ses décisions en parfaite connaissance de cause ».

La responsabilité de l'organisation matérielle de notre délégation à Royan m'a été confiée¹⁷. Au grand scandale de Paul Faure qui veut y voir la preuve de notre « volonté scissionniste¹⁸ », j'ai retenu, pour notre permanence et nos réunions, un assez vaste établissement. Le Café des Bains affecte une bizarre forme hexagonale. Il est surmonté d'une terrasse couverte, aux larges stores criards, baissés obliquement. C'est ce même café que peindra Picasso, réfugié à Royan après la débâcle de 1940. Sur la balustrade de la terrasse, une banderole annonce : « Ici Fédération socialiste de la Seine » et une longue bannière rouge porte, avec les mots *Juin 36*, notre pugnace emblème : un poing tendu percé de trois flèches.

Nous prenons nos repas en commun et nous logeons non loin de cette permanence, à l'Hôtel Victoria. En outre, j'ai mis à la disposition de nos jeunes un terrain de camping, à quelques kilomètres de la ville. Nos gars ont répondu en grand nombre à cette invite. Et Deixonne, soulignant avec envie l'air de jeunesse de notre entourage, qui contraste singulièrement avec les vieilles barbes du Congrès, avoue qu'il s'est « senti un faible pour ce public de jeunes campeurs débraillés qui ne manquent pas de gueule ».

À la porte du Palais de Foncillon, où se tient le Congrès, cette virile jeunesse vend à la criée, sans la moindre discrétion, notre journal, *Juin 36*. Nous portons tous, à la boutonnière ou sur la chemise, l'insigne de la Fédération de la Seine. Les fossiles de la « vieille maison » ne manquent pas d'être exaspérés par notre ostensible organisation, notre dynamisme, notre allure. Ils détournent la tête en passant devant le Café des Bains ou quand nos crieurs mettent notre hebdomadaire sous leur nez.

17. D. GUÉRIN, « Notre organisation à Royan », *Juin 36*, 4 juin 1938.

18. Circulaire du 25 mai 1938.

L'ex-ministre de l'Intérieur Dormoy, entrant au Palais de Fontcillon, avec le teint fleuri que laisse un bon déjeuner, un jeune lui crie : « A Clichy ! » La barbe en bataille, l'ancienne Excellence décoche à l'interpellateur un coup de poing. Une courte bousculade s'ensuit. Peu après, en séance de congrès, Vincent Auriol, qui préside, annonce, d'un ton mélodramatique, que le cher camarade Dormoy vient d'être odieusement frappé. Là-dessus, la « victime », qui n'était pas inscrite dans le débat, s'empare de la tribune, insulte les exclus de la Seine, injurie les militants de la 18^e section qui sont restés fidèles au souvenir de Solange Demangel, la jeune femme assassinée à Clichy. Et Albert Rivière, qui sera ministre de Pétain, nous traite, devant un congrès houleux, de « voyous de la Seine ». L'atmosphère est ainsi créée, qui va faciliter notre exclusion.

Mais une femme, à la tribune, a pris notre défense : Germaine Picard-Moch, l'épouse de l'ancien secrétaire général de la présidence du Conseil. Un séide de Paul Faure, futur « vichyssois », a osé écrire que nous n'avions jamais rendu le moindre service au parti¹⁹. Elle s'indigne de ces accusations portées contre des camarades qui, en bien des circonstances, ont pleinement rempli leur devoir : « On a dit : des exaltés, des excités, des provocateurs, de dangereux personnages. Peut-être. Mais combien de merveilleux militants parmi eux ! » « On commence, s'écrie-t-elle, à parler ainsi et on aboutit comme pour Trotsky à rayer son nom de l'histoire de la Révolution russe. On me dira : Vous, une intervention pareille ? Vous qui comptez parmi les proches de Léon Blum ? Je ne veux pas qu'à sa grande ombre on puisse perpétrer de vilaines petites choses. Pour l'honneur du parti, Basile et Staline, jamais ! » Malaise général. Les ex-ministres gesticulent, organisent systématiquement le chahut, à tel point que l'orateur, les larmes aux yeux, quitte la tribune en murmurant, avec une sensibilité trop féminine, qu'elle ne prendra plus la parole dans un congrès pendant cinq ans.

La dernière passe d'armes

Par contre, de Zyromski, nous ne pouvons plus rien attendre. Sommé d'explicitement son attitude belliciste, il met les pieds dans le plat et dévoile ce qu'il entend par « tous les moyens appropriés » qu'il faudrait, selon lui, mettre en œuvre pour vaincre Hitler : « Nous avons le droit et le devoir d'armer les Etats démocratiques, de les doter d'une force supérieure à celle des Etats totalitaires. » Cette minute de vérité fait, d'ailleurs, perdre à la Bataille socialiste huit cents mandats et Blum est bien gêné par cette profession de foi qui crève sa propre hypocrisie : il en veut à Zyromski de le

19. Article de Gaston ALLEMANE, *Le Populaire*, 20 mai 1938.

« caricaturer grossièrement ». Le bouillant jacobin pousse le zèle jusqu'à voir dans l'exécution de Toukhatchevski un « événement heureux » et à en féliciter Staline ²⁰.

De Blum, non plus, nous n'avons rien à espérer. Les intentions conciliantes que, dans un cercle intime, il a, paraît-il, manifestées à notre égard, se sont dissipées en fumée. Il est prisonnier de son rêve d'unité nationale. En préconisant l'amnistie de la Fédération de la Seine, il se désavouerait lui-même ²¹. Avec Paul Faure, il a conclu un marché, un donnant-donnant : le secrétaire général daignant, malgré son traditionnel « pacifisme », soutenir la tentative d'union nationale, il appuiera Paul Faure dans la procédure disciplinaire entamée contre nous. D'une voix de *mater dolorosa*, il déplore la « déperdition de forces utiles au parti ». Car, pour lui, le parti, c'est comme un « ensemble symphonique » et l'orchestre ne devrait pas être privé d'un instrumentiste tel que Marceau Pivert. Se scrutant et se confessant à voix haute, il ne trouve pas en lui « une ombre, la moindre trace d'un sentiment personnel hostile vis-à-vis de Marceau ». Mais est-ce sa faute si on l'oblige « à choisir entre des camarades et d'autres » ? Les jeux sont faits. Il a choisi Paul Faure.

Au surplus, sur la question politique, qui est au fond du débat, Blum s'obstine. Assez habilement, Deixonne tente de faire se prononcer le Congrès sur une motion préalable condamnant explicitement l'union nationale. Il pense, en effet, non sans raison, que, dans un vote ainsi présenté, le Congrès ne pourrait pas suivre Léon Blum. Mais le chef prestigieux, par une manœuvre indigne, parvient à empêcher que la question soit posée aussi clairement, et il obtient finalement du Congrès une énorme majorité sur un texte qui ne souffle mot de l'union nationale, dont il a mesuré l'impopularité mais qui, implicitement, lui donne carte blanche pour la faire.

D'ailleurs, dans son discours, après un chapelet de sophismes tendant à prouver que son union nationale n'est pas l'union nationale, mais qu'elle en est au contraire l'antidote, Blum s'est affirmé prêt à entrer, comme en 1914, dans une union sacrée en cas de guerre. Et pour obtenir les voix des fédérations qui se sont prononcées contre l'union nationale, il ose demander aux délégués « de s'élever au-dessus du mandat qu'ils ont reçu ».

Ainsi, désormais, l'union nationale n'est plus une intention fugitive, arrachée à un Conseil national dans une minute de panique, mais, à peine dissimulée sous quelques précautions de langage, la volonté exprimée dans un congrès par le parti. Nous n'avons plus rien à faire dans la S.F.I.O. Nous pouvons, sans hésitations ni remords, dire adieu à Léon Blum. Quand, en août 1940, l'ancien

20. *La Lutte ouvrière*, 10 juin 1938. (On sait aujourd'hui que le maréchal était innocent et que sa « liquidation » a gravement affaibli l'Armée rouge.)

21. S. NICOLITCH, *op. cit.*

président du Conseil sera soumis à la parodie de justice de la Cour de Riom, Marceau Pivert écrira qu'il faudrait, certes, tout d'abord, l'arracher à ses juges fascistes : mais pour, ensuite, le soumettre à la véritable justice du peuple ; le jugement que rendraient les juges populaires devrait être « celui auquel Léon Blum serait le plus sensible, car ils lui diraient : Léon Blum, vous nous avez trompés. Vous n'êtes pas des nôtres. Vous n'avez jamais été des nôtres ²² ! »

Notre porte-parole au congrès, Lucien Hérard, comme il en conviendra lui-même, a été jusqu'à « l'extrême limite des concessions possibles ». Il a fait preuve d'un « esprit d'accommodement » qui, parfois, a frisé la capitulation. En ce qui concerne les sanctions prises contre nous, il a renoncé à en demander le désaveu et il a déclaré qu'il se contenterait d'une simple « amnistie sans humiliation ». Sur la question de l'union nationale, il n'a sollicité aucune condamnation, même implicite, du passé, c'est-à-dire de l'initiative de Blum et de son approbation par le Conseil national du 12 mars. Après le vote qui a confirmé les sanctions prises contre nous, il n'a pas quitté le Palais de Foncillon, sacrifiant, comme il dit, le devoir de solidarité au devoir d'unité, désireux aussi de ne pas laisser sur le plan disciplinaire une question éminemment politique : l'opposition à l'union nationale.

Ces dispositions conciliatrices ont suscité mes alarmes. Dans la nuit fatidique du 7 au 8 juin, j'ai surpris Hérard dans une conversation de plein air avec l'ancien ministre de l'Agriculture, Georges Monnet, un des proches de Léon Blum, chargé peut-être d'une ultime médiation, et j'ai attendu patiemment, à distance, que le mystérieux colloque ait pris fin, pour rappeler notre porte-parole à la fermeté. Alarmes sans objet, d'ailleurs, puisque Blum-Paul Faure l'ont finalement emporté à la même majorité qui nous a condamnés sur le plan disciplinaire, ce qui confirme le caractère essentiellement politique de notre exclusion.

Ce dénouement ne nous prend pas au dépourvu. Aidé de quelques camarades, Michel Collinet a rédigé à l'avance, et fait approuver par nos militants, un manifeste annonçant la création du Parti socialiste ouvrier et paysan. Quand à 4 heures du matin, le 8 juin, le Congrès prend fin, nous sommes en mesure de distribuer ce texte aux journalistes.

Naissance du P.S.O.P.

Nous ne faisons pas que répéter, dans notre appel, les raisons de notre départ de la S.F.I.O. et ressasser nos griefs contre un

22. *Où va la France ?*, op. cit. Plus tard, Marceau Pivert, revenu à la « vieille maison », révisera quelque peu son verdict.

Parti socialiste d'union nationale ; nous ne nous bornons pas à dresser un nouveau bilan de deux années de capitulation du Front populaire ; nous visons plus haut et plus loin : nous nous plaçons délibérément sur le plan international, d'où nous dénonçons avec force la double faillite de la II^e et de la III^e Internationale. En particulier, nous énonçons sur la responsabilité encourue par le Parti communiste français dans l'échec du Front populaire, sur celle du Parti communiste allemand dans la victoire hitlérienne, sur le coup porté par l'U.R.S.S. à l'avant-garde révolutionnaire espagnole, des vérités que nous ne nous étions jamais risqués encore à assener de façon aussi catégorique. En d'autres termes, la pensée de Trotsky imprègne davantage ce texte que tous ceux rédigés antérieurement par nous. Cependant, dans un communiqué publié à part, nous croyons utile de démentir la « rumeur absurde » selon laquelle nous aurions adhéré à « une fantomatique IV^e Internationale ».

En incorporant dans le titre de notre nouveau parti l'adjectif paysan, en prenant soin de ne pas oublier dans nos manifestes les travailleurs des champs, en créant auprès de notre direction une commission paysanne, en envisageant la réunion d'une Conférence paysanne, nous avons voulu marquer que nous n'entendons pas négliger les exploités ruraux au profit des seuls travailleurs urbains. Mais, en dépit de la bonne volonté de notre spécialiste agricole, Desnots, de La Queue-des-Yvelines (Seine-et-Oise), nous avons renvoyé à des temps meilleurs la délicate recherche d'une solution de la question agraire par la transformation socialiste des campagnes et nous nous sommes contentés d'un programme, plus modeste, de revendications paysannes immédiates.

Le titre de notre parti fait à Trotsky, « du point de vue marxiste, dit-il, une étrange impression ²³ : un parti ne peut être ouvrier *et* paysan. La classe paysanne entre, au sens sociologique, dans la petite bourgeoisie. Un parti du prolétariat *et* de la petite bourgeoisie est un parti petit-bourgeois. Un parti socialiste révolutionnaire ne peut être que prolétarien. Il englobe dans son sein des paysans dans la mesure où ils adoptent le point de vue du prolétariat. [...] Le titre du parti, c'est le drapeau. Une erreur dans le titre est toujours grosse de dangers ». Et Trotsky, par-dessus nos têtes, de tancer Staline pour avoir, « en complète rupture avec le marxisme, prêché, pour les pays d'Orient, en faveur de partis ouvriers *et* paysans ».

Depuis, les exemples de la Chine, de Cuba, de l'Algérie, etc., où les masses rurales se sont affirmées comme une force révolutionnaire prépondérante et, par ailleurs, la radicalisation, en France, de la jeune paysannerie, ont remis en cause ce dogmatisme ; et, rétrospectivement, le titre que s'est donné le P.S.O.P. en 1938 n'apparaît plus aussi entaché d'opportunisme que le croyait Trotsky.

23. Lettre à D. GUÉRIN, 10 mars 1939, in TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, cit.

Le soir même du samedi 8 juin nous faisons, devant plus de deux mille militants de la Fédération de la Seine, un compte rendu du Congrès de Royan. Lucien Hérard raconte et commente la dure bataille qu'il vient de livrer. Il a quelques mots bienveillants pour les camarades de la Seine, s'efforçant ainsi de faire oublier le décalage d'optique qui, à Royan, a été perceptible entre nos militants de province et nos Parisiens. Marceau Pivert, dont c'est la première apparition publique depuis son accident, est salué par une *Internationale* et lit notre manifeste.

Quand vient mon tour, je crois devoir souligner que l'événement donne raison à ceux qui, quelques semaines plus tôt, ont adjuré nos militants de se préparer à l'éventualité d'une rupture. Grâce à notre préparation, nous avons pu prendre, sans perdre une minute, toutes nos responsabilités. Nous l'avons fait avec une discipline parfaite et une promptitude impeccable. Nous nous trouvons maintenant devant une grande porte ouverte, au seuil de l'avenir. Sur le chemin qui nous est tracé, je crois entrevoir quelques roses : ainsi quel soulagement, désormais, de pouvoir dire publiquement tout ce que nous pensons, d'œuvrer pour nous-mêmes et non plus au bénéfice d'autrui !

Mais ce chemin, je le vois également semé d'épines. Nous ne devons pas nous cacher que nous allons à une dure bataille. Nous recevrons des horions de tous côtés : conspiration du silence des uns, attaques acharnées des autres, et, par-dessus tout, les coups de la bourgeoisie. Il nous faut envisager ces perspectives d'un œil froid et lucide. Pour être à la hauteur de notre « rôle historique », nous n'avons pas seulement à définir une politique juste, mais aussi à faire un effort sur nous-mêmes afin de nous rendre humainement meilleurs. La social-démocratie vient de rompre avec nous. A nous de rompre avec toutes les faiblesses congénitales de la social-démocratie : avec le bavardage, le goût immodéré de la phrase, un penchant pour l'improvisation, un certain dédain de l'organisation, une sous-estimation de l'autodiscipline, pourtant combien nécessaire.

Nous voulons être plus démocrates que les social-démocrates qui ne le sont qu'en paroles ; pratiquer la véritable démocratie ouvrière de bas en haut, mais, en même temps, nous devons serrer nos rangs, tendre nos volontés, atteindre le maximum de cohésion dans la lutte. Le Parti socialiste ouvrier et paysan ne va pas être une maison confortable. Il n'y aura pas de place chez lui pour les jouisseurs, les désabusés, les cyniques et les dilettantes. Le P.S.O.P. ne sera pas, comme celui d'où nous sortons, un parti d'anciens et de futurs ministres, de chefs et d'attachés de cabinet, de détenteurs de fiefs électoraux.

Ne doivent venir à nous que ceux, et ceux-là seuls, qui se sentent

prêts à l'effort total, au dévouement total, au sacrifice total. Sans doute notre mouvement sera-t-il, au moins pour commencer, numériquement faible, mais il est riche en potentialités dont nous soupçonnons à peine l'ampleur. Une profonde vague de mécontentement monte, en effet, des rangs de la classe ouvrière. Bien que cruellement dupées et déçues, les masses demeurent révolutionnaires. C'est à nous de briser les obstacles purement formels qui nous séparent encore d'elles, de trouver la voie qui nous conduira vers elles. J'exprime la conviction (trop optimiste) que nous y parviendrons.

Les hésitants

Comme il fallait s'y attendre, une partie des anciens militants Gauche révolutionnaire, Maurice Deixonne en tête, ne nous avait pas suivis. Le déchet était plus important en province que dans la région parisienne. La brochure mi-figue mi-raisin que venait de publier le militant d'Aurillac fournit à la bureaucratie S.F.I.O. une arme contre le ralliement au P.S.O.P. dont elle ne manqua pas d'user. Son auteur y parlait d'« effritement partiel » de notre mouvement. Dans le numéro de *Juin 36* du 1^{er} juillet, je publiai les extraits d'une lettre d'un ouvrier, qui avait fait preuve dans les groupes d'entreprises d'exceptionnelles qualités de militant. Il se refusait à capituler devant le « social-réformisme » mais il se tenait, pour l'instant, sur la réserve, car il n'était pas d'accord avec la constitution du nouveau parti. Son expérience personnelle lui avait appris que le départ des grandes organisations politiques du prolétariat aboutit à l'isolement et à l'impuissance. Je crus devoir lui répondre qu'un militant révolutionnaire doit chercher à éviter deux écueils : capituler devant le réformisme afin de se maintenir à tout prix dans une organisation de masse, ce à quoi nous nous étions refusés, ou, sous prétexte de libre expression d'une pensée révolutionnaire, s'isoler des masses, comme le faisaient les trotskystes. Mais, à partir du moment où il n'était plus possible de se maintenir dans un parti autrement qu'en capitulant politiquement, le devoir était de continuer à dire la vérité en dehors du parti, quels qu'en fussent les inconvénients ou les risques. Heureusement, « sortir » ne signifiait pas, en toutes circonstances, s'isoler. Il est des moments où la vérité que l'on clame envers et contre tous correspond au sentiment profond des masses. Le malaise qui régnait, à ce moment, à la base, nous donnait l'assurance — du moins je le croyais — que nous ne sèmerions pas dans le vide le bon grain révolutionnaire.

Dans le numéro suivant du journal ²⁴, Lucien Hérard, à son tour, adressa une « lettre à des camarades qui nous ont lâchés ». Mais

24. *Juin 36*, n° du 8 juillet 1938.

lui et moi n'étions pas sur la même longueur d'onde. Hérard ne raisonnait pas par rapport à la *classe*, mais dans l'optique étroite d'un formalisme partisan. Il se contentait de chercher aux « lâcheurs » des chicanes procédurières : ils avaient signé à Royan notre déclaration de rupture et les voici qui se reniaient.

En réalité, notre futur secrétaire national portait personnellement une assez lourde part de responsabilité dans les flottements que maintenant il déplorait. C'était lui qui les avait provoqués en allant à Royan avec des illusions qu'il fit partager à trop de nos militants pour ensuite quitter la mort dans l'âme la S.F.I.O. C'était lui qui allait entretenir ces vacillations dans le P.S.O.P. en s'y alignant sur les éléments les plus tièdes, sur ceux qui ne nous avaient suivis qu'à contre-cœur. C'était lui, enfin, qui allait contribuer à faire du parti nouveau-né une organisation velléitaire, en y combattant sourdement, non pas son aile droite flottante, mais son aile gauche résolue.

Traités calomnieusement d'« agents » du trotskysme, les militants qui avaient, dès avant Royan, proclamé l'inéluctabilité de la rupture allaient être l'objet de singulières suspensions, comme s'ils avaient été les auteurs de la scission, et on devait les écarter — on m'écarta — des organismes dirigeants de la nouvelle formation. Elu secrétaire général aux côtés de Marceau Pivert, bien que résidant en province et rarement présent à Paris, Lucien Hérard va, non seulement se révéler un chef fort médiocre, fantasque et hypersensible, meilleur orateur et écrivain qu'organisateur, mais aussi orienter le P.S.O.P. dans une voie où il piétinera, ne réussira pas à s'accrocher à la classe, et finalement, de graves causes extérieures y contribuant, se disloquera.

En bref, certains de nos dirigeants étaient allés à Royan avec des illusions qu'ils avaient fait partager à trop de camarades, surtout en province. Marceau Pivert devait convenir, par la suite, de « la mauvaise préparation psychologique de nos militants à la sévère éven-tualité d'une scission »²⁵.

Notre conférence constitutive

Un beau week-end de juillet, le Parti socialiste ouvrier et paysan tient sa conférence nationale constitutive dans une salle de la butte Montmartre. 217 délégués sont assemblés, 56 départements représentés, plus de 40 fédérations, d'ores et déjà, constituées.

Les congressistes ont conscience de la nécessité de faire peau neuve. Nous étions la veille encore une tendance minoritaire de la

25. *Les Cahiers rouges*, avril 1939, p. 3.

S.F.I.O. Notre position très spéciale et fort inconfortable nous obligeait trop souvent à donner la priorité à la critique sur le travail constructif. Il nous faut maintenant dire adieu à l'« esprit de tendance » et nous muer en bâtisseurs. Comme le souligne Marceau Pivert, le pivertisme appartient au passé. Désormais nous avons à nous mettre exclusivement au service de la classe ouvrière, à nous identifier avec elle, pour l'aider à préparer la Révolution.

La décision la plus grave à prendre concerne nos rapports avec le Front populaire n° 1, celui du sommet. Devons-nous demander ou non notre adhésion au Comité national du Rassemblement populaire ? André Weil-Curiel (aujourd'hui plus gaulliste que de Gaulle) insiste pour une réponse affirmative. Le n° 1, l'« officiel », est sans doute prisonnier de ses conceptions parlementaires et legalistes qui l'ont fait dévaler de capitulation en capitulation pour finalement devenir une sorte d'antichambre de l'union sacrée. Mais, invoquant la réalité toujours vivante du mouvement autonome des masses populaires, du Front populaire n° 2, l'orateur croit que, dans un souci de tactique, nous ne devrions pas rester à l'écart du n° 1. Hélène Modiano lui réplique vertement que nous ne pouvons à la fois adhérer au Front populaire et en dénoncer la duperie. La demande d'adhésion est finalement repoussée par 100 mandats contre 83 et 11 abstentions. La gauche du P.S.O.P. l'emporte, mais de justesse. Nous allons certes prêter le flanc aux stalinienis qui ne vont pas manquer de nous travestir en adversaires du Front populaire, mais enfin nous sommes libérés d'une équivoque qui, trop longtemps, a pesé sur notre action.

Le parti que nous venons de fonder ne veut ressembler à nul autre. Nous avons trop souffert de la pseudo-démocratie de la S.F.I.O. pour que cette cuisante expérience ne nous serve pas de leçon. Notre mouvement sera « démocratique » (dans le sens authentique du terme) et « libertaire ». « Anticipation vivante de la démocratie prolétarienne dont il veut hâter l'avènement », le P.S.O.P., déclare notre conférence nationale, établit dans son sein « la pleine liberté de critique et de circulation de la pensée ». Pour éviter que la volonté de sa base ne puisse être déformée par les délégués à ses congrès, il institue, pour les questions de prime importance, un « référendum », c'est-à-dire la consultation directe de ses sections. Le P.S.O.P. considère l'existence de minorités oppositionnelles dans ses rangs, non pas comme un pis-aller que l'on tolère ou auquel on se résigne, mais comme une « nécessité », comme un « facteur progressif ».

Un authentique parti révolutionnaire n'est pas seulement un état-major d'armée qui dirige des opérations ; il est aussi un organisme d'élaboration de la stratégie que devra finalement appliquer cet état-major. Donc, chez nous, pas de dogmes, de chef vénéré suivi avec résignation ou mysticisme par des moutons dociles, pas de dictature ouverte ou occulte, pas de commandement autoritaire qui

ne rend compte à personne de ses décisions. Chaque militant du parti est lui-même un élément responsable. Il doit savoir s'orienter au milieu des événements, même s'il n'a pu recevoir d'instructions d'en haut. Chaque militant est formé dans la liberté et non dans l'obéissance aveugle. La base ne doit pas laisser confisquer, ou simplement grignoter, la parcelle de « souveraineté » dont chaque individualité dispose ²⁶. Pour éviter que le chancre bureaucratique ne s'introduise dans notre jeune parti, la Conférence nationale décide que nul ne peut être élu plus de trois fois consécutives à un poste quelconque, qu'il s'agisse du parti, d'une fédération, de tout autre organisme ou commission.

Nous avons la chance d'être immunisés contre un autre chancre, dont nous avons trop souffert dans la « vieille maison » : l'électoratisme. Nous ne gaspillerons ni nos ressources ni nos énergies sur les tréteaux des candidatures politiciennes. Une fois, à fin octobre 1938, nous aurons la faiblesse de laisser notre jeune camarade Pierre Stibbe, le futur avocat progressiste, solliciter les suffrages à une élection partielle du 9^e arrondissement. Beaucoup de peine prise, et beaucoup d'inutiles boniments, dans des préaux clairsemés, pour finalement recueillir 127 voix ²⁷. Les travailleurs, même quand ils sont mécontents de la politique d'abdication des grands partis, hésitent à disperser leurs votes.

La révolution que nous nous assignons comme objectif suprême, nous lui donnons un contenu essentiellement humaniste. Nous tentons de définir une morale du militant révolutionnaire, ce à quoi ne songent guère les partis politiques, fussent-ils d'extrême-gauche ²⁸.

Nous nous définissons

Notre souci libertaire nous conduit à observer strictement l'indépendance du syndicalisme. Nous ne militons pas sur le lieu du travail dans le but de coloniser ou de diriger les organisations de défense que la classe ouvrière s'est données elle-même. C'est pourquoi la Conférence nationale proclame que nos groupes d'entreprise « s'interdisent toute incursion dans le domaine syndical ». Mais cette formule, trop elliptique, ne doit pas être interprétée comme une abstention.

Nous prenons au sérieux, nous, l'indépendance du syndicalisme, que ne respectent ni la S.F.I.O. ni les staliniens. Mais nous n'entendons pas demeurer inactifs dans les syndicats. Au contraire. Nous

26. Extrait de Marceau PIVERT : *Où va la France ?*

27. Juin 36, 28 octobre et 4 novembre 1938.

28. On trouvera à l'Annexe V, p. 302, des extraits du *Mémento socialiste révolutionnaire*, dû à la plume de Marceau Pivert, qui avait paru dans le « Bulletin intérieur » du P.S.O.P., N° 1, novembre 1938.

voulons être sur le lieu du travail « les meilleurs syndicalistes révolutionnaires ». Nous prenons une part très active à l'action syndicale. Nous y combattons le découragement, la désertion des syndicats, le refus de payer les timbres. Nous acceptons des fonctions syndicales partout où notre liberté d'appréciation est protégée. Si nous luttons contre la colonisation stalinienne, nous nous dressons avec la même énergie contre toute manœuvre tendant à la scission du mouvement syndical. Ce que nous poursuivons, en tant que militants syndicalistes et non pas en tant que partisans politiques, c'est le redressement du mouvement syndical d'où dépend, en dernier ressort, le succès ou la défaite du prolétariat en France. Notre effort dans ce domaine doit se fixer un double objectif : « protéger l'unité et changer l'orientation »²⁹.

Mais nous ne considérons pas l'actuel syndicalisme ouvrier comme une forme fixe et éternelle d'action de classe. Sans sauter les étapes ni mettre la charrue avant les bœufs, comme le font certains sectaires, nous tendons dialectiquement, à travers un nouveau Juin 36, à promouvoir la formation de « comités de base », du type soviétique, ébauches d'un futur pouvoir révolutionnaire. Dans ce même contexte, loin d'identifier parlement et démocratie, nous entendons substituer aux institutions parlementaires décadentes des formes supérieures de démocratie.

Prenant le risque d'être dénoncés comme sacrilèges par les trotskystes³⁰, nous ne croyons pas devoir faire nôtre la classique formule de la dictature du prolétariat. A la Conférence nationale, Jean Prader démontre que cette notion équivoque a favorisé, en U.R.S.S., la transformation du bolchevisme en stalinisme. Le P.S.O.P. proclame que « le nouveau pouvoir [la dictature des classes travailleuses] ne peut être l'apanage d'une fraction, d'une secte ou d'un parti politique, mais l'expression des couches profondes de la population laborieuse ». Malheureusement, nous n'allons pas jusqu'au bout de notre réévaluation. Si nous remplaçons le mot prolétariat par ceux de classes travailleuses, nous conservons un vocable impropre et suranné, celui de dictature. Il nous échappe que le terme est incompatible avec la notion de pouvoir ouvrier et qu'il exprime, de façon aussi impropre que déroutante, le type inédit de contrainte que la bourgeoisie, abattue mais nocive encore, oblige le prolétariat à exercer contre elle³¹.

De même, en ce qui concerne la lutte contre la guerre, nous ne croyons pas devoir retenir le mot d'ordre léniniste de défaitisme révolutionnaire, que nous estimons mal compris encore des masses. Il prête en effet à malentendu, car il ne peut avoir de sens que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien où, loin d'impliquer

29. Circulaire de D. GUÉRIN du 19 octobre 1938, en tant que représentant de la commission des entreprises au Bureau du parti.

30. *La Lutte ouvrière*, 19 août 1938.

31. Cf. D. GUÉRIN, *Pour un marxisme libertaire*, 1969, p. 48-49.

le souhait d'une défaite unilatérale de son propre pays, il vise à la défaite des deux camps belligérants. Nous préférons donc une rédaction indiquant la nécessité de « mettre fin à la guerre par sa transformation en révolution prolétarienne ». A la tribune de la conférence nationale, deux conceptions du pacifisme s'opposent : pacifisme intégral avec Hélène Modiano, pacifisme révolutionnaire avec Léon Danno (du Nord). Ici encore, c'est l'aile gauche qui l'emporte : le P.S.O.P. affirme que « la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la révolution ».

La Conférence nationale se pose la question de notre affiliation internationale. Le P.S.O.P. proclame son attachement à l'internationalisme prolétarien. « Mais la II^e, la III^e et la IV^e Internationale ne correspondant pas à l'idée qu'il se fait d'une véritable Internationale, il réserve l'avenir et n'adhère à aucune d'entre elles. » Ensuite nous ajournons sagement notre éventuelle adhésion au Bureau de Londres (voir page 237), qui groupe des petites formations révolutionnaires, celles que Trotsky qualifie de « centristes », tels que l'Independent Labour Party britannique et le P.O.U.M. espagnol. Nous nous donnons enfin, au terme des travaux de la Conférence nationale, une commission administrative permanente de 44 membres, un bureau politique de 11 membres et enfin un secrétariat national de 4 membres. Je fais partie des deux premiers organismes, non du troisième. Le P.S.O.P. place à sa tête deux secrétaires nationaux : Marceau Pivert et Lucien Hérard.

Colère des staliniens

Notre naissance, comme il fallait s'y attendre, est fort mal accueillie dans le camp stalinien. La commentant, Guittou, le futur renégat du P.C., écrit que la réaction se réjouit de notre « acte de scission ». Se mêlant des affaires intérieures du voisin, il invite les « hésitants » socialistes à « se rendre compte que leur devoir est de s'éloigner de ce groupe trotskysant et de rejoindre leur parti d'origine ». En criant : « Sus au Front populaire ! », n'avons-nous pas trahi notre identité avec les fascistes ? Notre respect des minorités, notre démocratie intérieure font enrager le futur vichyssois (il sera abattu par un résistant) : « Quand on voit ce groupe trotskysant, à peine constitué et déjà peu nombreux, se diviser, se subdiviser en fractions, en tendances, en courants, en clans de toutes sortes, il se montre tel qu'il est : le ramassis, le réceptacle de gens qui ne sont pas autre chose que les agents des pires ennemis de la classe ouvrière ³². »

32. *L'Humanité*, 27 juillet 1938. Il est certain aujourd'hui que Gitton était un flic.

La guerre frôlée de près

A peine le jeune parti a-t-il poussé ses premiers vagissements que, sans avoir eu le temps de la respiration et de la réflexion, sans avoir pu roder ses rouages tout neufs, il se trouve happé dans un branle-bas de combat à l'échelle mondiale, si gigantesque qu'il broie, et souvent disloque, les individualités, les formations politiques, les classes, les communautés nationales elles-mêmes. Nous avons rompu avec la S.F.I.O. dans la panique consécutive à l'*Anschluss* ; nous allons maintenant subir l'épreuve de la crise internationale qui trouvera son dénouement, provisoire, à Munich.

Après avoir, en mars, récupéré l'Autriche, artificiellement isolée de l'Allemagne par le traité de Versailles, Hitler va ramener dans son giron la minorité allemande des Sudètes, annexée arbitrairement, à la fin de 1918, par la Tchécoslovaquie.

Malgré les vives protestations des socialistes autrichiens, les Alliés refusèrent alors aux quelque trois millions d'Allemands des Sudètes, pour des raisons à la fois économiques et stratégiques, un plébiscite d'autodétermination. Par la suite, les Tchèques, à la fois centralistes et racistes, colonisèrent durement le *Sudetenland*, s'efforçant, par tous moyens, de le « dégermaniser ».

Hitler a eu beau jeu pour utiliser cette situation explosive et il a rassemblé l'immense majorité des Sudètes dans un parti de libération à tendances national-socialistes³³. Dès le 24 avril 1938, le leader de ce parti, Konrad Henlein, a réclamé le droit de libre disposition et marqué son intention de proclamer le rattachement au Reich du *Sudetenland*.

Le 12 septembre, nous sommes, l'angoisse au cœur, à l'écoute du grand discours de clôture que le *Führer* prononce, à Nuremberg, au Congrès du parti nazi. Sur le fond d'une musique wagnérienne, nous entendons un roulement pesant, lent, de tambours et un bruit sourd de bottes martelant le sol, dans le cliquetis d'une armée en marche, qui suggère l'imminence d'une catastrophe. D'une voix rauque et déchaînée, Hitler rugit que, si les Sudètes font appel à l'Allemagne, le Reich n'hésitera pas à leur venir en aide. De menaçantes mesures militaires sont prises de part et d'autre. Le 15, le Premier britannique, Neville Chamberlain, s'envole pour le nid d'aigle de Berchtesgaden, afin de tenter, sans résultat, de négocier. Le 22, il prend à nouveau l'avion et, à Godesberg, Hitler lui déclare sans ambages qu'il est prêt à risquer une guerre mondiale si les Allemands des Sudètes n'obtiennent pas le droit de se rattacher au Reich.

Le 23, la Tchécoslovaquie décrète la mobilisation générale, la

33. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 10 septembre 1938.

France rappelle nombre de réservistes. Le 26, au Palais des Sports de Berlin, Hitler, plus hystérique que jamais et que nous écoutons avec le frisson, annonce une imminente mobilisation générale. Le 27, l'Angleterre mobilise sa flotte. Le même jour, point culminant de la crise, Hitler envoie un ultimatum au gouvernement de Prague.

Cependant, par le truchement de Mussolini, les Occidentaux obtiennent du *Führer* qu'il retarde de vingt-quatre heures sa mobilisation. Le monde commence à respirer, les cœurs se desserrent. Le 29, Neville Chamberlain et Daladier rencontrent à Munich Mussolini et Hitler. Ils accordent au *Führer* ce qu'il exigeait : le rattachement du *Sudetenland* à l'Allemagne. Neville Chamberlain commente ses raisons de façon très explicite : d'un côté, la Grande-Bretagne se refuse à entraîner l'Empire britannique dans une guerre « pour une seule petite nation » ; mais, d'autre part, si elle acquérait la conviction qu'une puissance était résolue à dominer le monde par la menace de la force, elle lui résisterait, elle se battrait.

La « paix » de Munich

Pendant ces jours de tension extrême, nous avons eu l'impression de frôler de près la catastrophe. En fait, aucun des partenaires n'était décidé à la guerre. Chacun voulait seulement intimider l'autre. Mais ces menaces réciproques présentaient de terribles aléas. La politique dite du risque calculé est toujours à la merci d'une erreur de calcul. Hitler voulait parvenir à ses fins sans entrer en conflit avec l'Angleterre et la France. Mais il a été à deux doigts de se tromper. Il s'est laissé persuader, en effet, que l'Angleterre n'interviendrait pas aux côtés de la France au cas où les troupes allemandes entreraient en Tchécoslovaquie. Or, dans une telle éventualité, les Occidentaux, de toute évidence, auraient dû entrer dans la danse. Ils le firent clairement savoir au dictateur d'outre-Rhin, qui renonça à mettre en branle ses armées. C'est précisément parce qu'ils étaient obligés de faire la guerre en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie qu'ils ont été acculés, de leur côté, à une négociation qui se termina par un abandon³⁴. (La guerre de 1939 naîtra, un peu plus tard, d'une erreur de calcul, cette fois non corrigée.)

Pendant la crise, les partis du Front populaire ont soutenu à fond le gouvernement français. L'esprit subtil de Léon Blum a forgé un argument inattendu. En s'armant d'une loupe, il a découvert au *Sudetenland* une « minorité dans la minorité » : minorité politique, composée d'une poignée de socialistes de langue allemande, mais réfractaire au national-socialisme ; minorité ethnique, formée de Tchèques artificiellement implantés par le gouvernement

34. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 7 octobre 1938.

de Prague aux fins de brimer et dégermaniser la majorité allemande. Pour ces flots de résistance au germanisme, Blum est prêt à risquer une guerre mondiale³⁵. Il prodigue à Daladier les encouragements, estimant « surabondamment justifiées » les mesures de mobilisation partielle³⁶. L'espoir ne l'a pas quitté de faire sa rentrée ministérielle et de former, enfin, son fameux gouvernement d'« unité française » pour lequel il nous a fait chasser de la S.F.I.O.

Quant aux staliniens, ils se sont, s'il est possible, surpassés. Gaston Monmousseau exalte, dans *La Vie ouvrière*, l'exemple d'un ouvrier touché par le rappel de réservistes et qui fait à ses copains cette déclaration : « En 1914, je suis parti sans savoir pourquoi ; aujourd'hui je sais pourquoi je repars, j'emporte *Mein Kampf* dans ma musette³⁷. »

Dès le 7 septembre, la commission administrative permanente du P.S.O.P. exhorte les travailleurs à ne pas se laisser hypnotiser par l'idée paralysante de la fatalité de la guerre. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait plus rien à faire. Tout peut encore être fait. Il n'est pas trop tard. Nous leur conseillons de lier la lutte contre la guerre à l'action revendicative : « Il y a, en effet, une étroite connexion entre les deux questions. A partir du moment où l'on accepte la défense nationale, où l'on veut rivaliser avec les dictateurs fascistes sur le plan de la préparation intensive de la guerre, on est amené inévitablement à demander aux travailleurs de sacrifier toutes les conquêtes sociales sur l'autel de la patrie. [...] Le mot d'ordre immédiat que nos militants doivent répandre inlassablement dans les masses, et notamment dans les organisations syndicales, c'est : grève générale d'avertissement de vingt-quatre heures. »

Pour ce langage, nous sommes, bien entendu, traités de provocateurs par les staliniens. Le 8 septembre, Marceau Pivert s'apprête à tenir, à la sortie des usines Farman, à Boulogne, une réunion du P.S.O.P. Trois cents militants fanatisés, commandés par le député Quinet, s'emparent de la salle, rouent de coups l'orateur, lui arrachent les cheveux, lui crachent à la figure aux cris de « trotskyste assassin³⁸ ». A la sortie d'un meeting communiste au Vélodrome d'Hiver, je distribue nos tracts dans la foule lorsque des énergumènes me conduisent, de force, vers la Seine avec l'intention de m'y faire prendre un bain. Je dois mon salut à un automobiliste compatissant qui m'arrache à la meute et me jette dans son cabriolet.

A ce moment, les staliniens tiennent encore trop à Edouard Daladier, à qui ils ont accordé les pleins pouvoirs et dont ils escomptent la « fermeté » à l'égard d'Hitler, pour lui faire la moindre peine,

35. D. GUÉRIN, *op. cit.*, 17 septembre 1938.

36. *Le Populaire*, 6 septembre 1938.

37. *La Vie ouvrière*, 29 septembre 1938.

38. « Mœurs fascistes », *Juin* 36, 10 septembre 1938 ; « Serait-ce possible ? » *ibid.*, 17 septembre 1938 ; Marceau PIVERT : *Où va la France ?*

même légère. « Nous ne voulons pas renverser le gouvernement » : c'est ce qu'avoue publiquement, avec une franchise ingénue, le jeune Jean Carasso, des Produits chimiques, qui est devenu l'un des secrétaires de l'Union des syndicats de la région parisienne³⁹. (De même, en mai 1968, Georges Séguy ne voudra pas renverser le gouvernement de Gaulle.)

Au même moment, les gars du bâtiment, qui décidément ne sont pas à la page, se sont mis en grève pour obtenir un rajustement de salaires. Arrachard, leur secrétaire fédéral, est pressé par le gouvernement de briser la grève, on lui donne deux jours pour s'exécuter. Au cours d'une pathétique réunion nocturne, il adjure les grévistes de reprendre le travail. Il n'est pas opportun, leur dit-il en substance, de faire grève au moment où il va s'agir de prendre les armes contre le fascisme⁴⁰.

Le 23 septembre, pour affoler l'opinion, *Ce soir*, quotidien financé par Moscou, annonce, faussement, l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie. Et l'écrivain Paul Nizan dénonce, avec le même zèle falsificateur, « le fait accompli de la violence »⁴¹.

Mais le compromis temporaire de Munich a enfermé la Russie soviétique dans un isolement total. Il est, de l'avis de Trotsky, le coup le plus formidable qu'ait jamais encaissé le Kremlin⁴². N'avons-nous pas eu raison de soutenir, à la Gauche révolutionnaire, que la politique d'alliance avec les impérialismes était dangereuse, au premier titre, pour l'U.R.S.S. elle-même⁴³ ? Staline expie la double faute d'avoir misé sur les bourgeoisies occidentales, et de les avoir poussées à la guerre. Du jour au lendemain, Daladier est devenu, pour les stalinien français, la bête noire. Ils se mettent à crier à tue-tête : « Daladier démission ! » Je ne puis m'empêcher, évoquant un passé encore récent, de leur poser la question : « Qui donc a hissé et maintenu Daladier au pouvoir ? » Si Daladier a signé la capitulation de Munich, s'il est en train de creuser le lit du fascisme dans notre pays, « c'est votre faute, votre très grande faute. Quand on s'est trompé comme vous vous êtes trompés, quand on a trompé comme vous avez trompé, on n'est plus qualifié pour guider les travailleurs »⁴⁴.

39. Discours public aux Lilas, le 23 septembre 1938, cf. *Juin* 36, 14 octobre 1938.

40. Compte rendu de Testard dans *Syndicats*, 28 septembre 1938 ; reproduit dans *Le P.S.O.P. et la guerre, feuillets mensuels du propagandiste*, novembre 1938.

41. « L'information par la presse en septembre 38 », n° spécial d'*Information*, périodique du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, janvier 1939.

42. *La Lutte ouvrière*, 25 novembre 1938.

43. C'est l'idée que développe notre jeune camarade Pierre Stibbe dans un schéma du propagandiste *Bulletin intérieur* du P.S.O.P., N° 6, mai 1939.

44. D. GUÉRIN, *Juin* 36, 14 octobre 1938.

Plus tard, dans ses souvenirs, Marceau Pivert produira pour l'histoire un témoignage accablant : « Cette tragique époque laissera le souvenir de la plus effroyable escroquerie politique qu'on ait jamais commise en France : celle d'un parti disposant à la Chambre de 75 députés, élus sur un programme antifasciste et anti-impérialiste. Mais, après avoir pipé les suffrages populaires, ce parti pratique une politique belliciste acharnée, vote les pleins pouvoirs, favorise la fascisation intérieure autant par ses votes à la Chambre que par les méthodes de calomnies et de violences physiques qu'il pratique au sein du prolétariat ⁴⁵. »

Est-il besoin de le préciser, nous ne sommes pas, au P.S.O.P., des « munichois ». Nous combattons à la fois « la guerre impérialiste et la "paix" fasciste » ⁴⁶. Nous dénonçons avec la même véhémence les combinaisons de Staline tendant à entraîner les impérialistes occidentaux dans une guerre contre l'Allemagne et celles de Hitler visant à pactiser avec eux en vue d'une croisade antisoviétique. Pour cette attitude sans compromis, notre journal est saisi, nos affiches lacérées, nos meetings interdits, nos militants traqués, poursuivis, quelques-uns emprisonnés. Nous avons, dès nos premiers pas, donné la preuve de notre fermeté et nous avons fait connaissance avec la répression.

Les masses sont pacifistes

Nous avons été seuls, une fois de plus, mais dans notre isolement, c'est peut-être notre jeune parti qui a le mieux reflété le sentiment des larges masses. De la crise dénouée à Munich, nous tirons, malgré tout, une leçon réconfortante : nous mesurons combien, dans les profondeurs du peuple, la guerre est impopulaire. Les centaines de milliers de Parisiens, qui ont acclamé follement Daladier à son retour dans la capitale, n'ont pas acclamé la paix fasciste, ni la capitulation devant Hitler, mais la paix tout court.

Cette fois, c'est bien sûr, les peuples ne marchent pas. Contrairement à leurs aînés de 1914, les hommes d'aujourd'hui savent ce qui les attend. Vingt années de propagande antibelliciste ont tout de même porté leurs fruits. Les masses n'ignorent rien des horreurs de la guerre moderne, aérienne et chimique. Les effroyables destructions d'Espagne, vulgarisées par la photographie, par l'écran, sont dans toutes les prunelles. D'où ces visages tragiques d'hommes, de femmes, d'enfants même, surpris, pendant les jours de crise, dans les rues d'Europe.

En France, ces sentiments sont perceptibles dans toutes les couches de la population. En dépit du bourrage de crânes des

45. *Où va la France ?*

46. C'est le titre de l'éditorial de *Jeun 36*, 11 novembre 1938.

stalinien, la majorité des ouvriers s'obstine à détester la guerre⁴⁷. Ils aspirent à jouir en paix des transformations apportées à la condition prolétarienne par Juin 36. Le pacifisme est encore plus perceptible dans les masses rurales, déjà une fois saignées à blanc. Quant aux bourgeois qui, à Paris, se sont rués vers les gares et ont embouteillé les sorties de la capitale, ils savent que, cette fois, la guerre aérienne ne se fera pas seulement avec la peau des autres et ils serrent les fesses, en proie à une indicible trouille.

En un mot, partout le moral est détestable. Par la suite, on apprendra que la crise internationale a provoqué en France une épidémie de suicides, des familles entières se donnant la mort. A Arles, un peu plus tard, un professeur d'école primaire supérieure avalera du cyanure, confiant à ses collègues : « Ils ne m'auront pas⁴⁸. » Le moral de septembre 1938, ce n'est pas celui de 1914, mais celui de 1917. Je conclus mes réflexions par cet avertissement que les conducteurs du jeu ont dû s'adresser à eux-mêmes et qui, sans doute, explique leur temporaire pusillanimité : « Alors, gare à vous, messieurs les maîtres ! » Cette répulsion pour la boucherie se manifesterait, l'année suivante, de façon encore plus évidente, au cours des longs mois de sceptique inaction que l'histoire baptisera « drôle de guerre »⁴⁹.

La gauche munichoise

Souligner comme un signe réconfortant les aspirations à la paix des masses populaires françaises, soit. Mais nous nous exposons, ce faisant, à un danger : celui de paraître confondre notre lutte avec celle des pacifistes intégraux, des pacifistes bourgeois, en un mot des munichois. Depuis la fondation de notre mouvement en 1935, nous avançons sur la corde raide, entre des précipices contradictoires. Déjà au Centre de liaison contre la guerre, créé aussitôt après la conclusion du pacte Laval-Staline, nous avons dû nous garder d'un pacifisme réformiste enclin à isoler la lutte antibelliciste de la lutte pour la révolution. Après l'*Anschluss* de mars 1938, le Centre de liaison était ressuscité sous le nom de Centre syndical d'action contre la guerre (C.S.A.C.G.), sous l'impulsion de la Ligue syndicaliste dont nous avons dû naguère nous séparer.

Au plus fort de la crise internationale, le dimanche 25 septembre,

47. Toutefois, quelques mois plus tard, sous la pression des événements internationaux, il semble qu'une fraction non négligeable de la classe ouvrière se ralliera aux solutions bellicistes. Cf. Lucien HÉRARD, « Ils sont à la remorque... », *Juin 36*, 3 mars 1939.

48. Marceau PIVERT, *Juin 36*, 7 avril 1939.

49. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 30 septembre 1938.

les délégués du P.S.O.P. avaient cru devoir donner leur signature à une affiche du C.S.A.C.G. : « Mobilisation générale pour la paix », qui mettait l'accent sur la nécessité de « négociations pacifiques » et qui proclamait, comme si c'était à nous de prêcher une morale aux gouvernements bourgeois : « Il n'y a pas de déshonneur à négocier. » Les trotskystes, présents à la réunion, s'étaient vivement dressés contre ce texte auquel ils en avaient opposé un autre, d'inspiration pacifiste révolutionnaire. Un certain nombre d'entre eux, qui avaient rejoint le P.S.O.P., signèrent une déclaration par laquelle ils se désolidarisèrent entièrement du texte de l'affiche que la direction du parti avait cru devoir signer. Ceux des trotskystes qui ne nous avaient pas rejoints et qui s'obstinaient dans le splendide isolement du Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.) furent encore plus violents : le 8 octobre, leur secrétaire, Pierre Naville, écrivit au P.S.O.P. que c'était une « erreur profonde et criminelle de faire confiance à Daladier et Cie pour ses tractations de Munich au nom de l'impérialisme français ».

A la réunion de la C.A.P. du 28 septembre, pour la première fois depuis la création du P.S.O.P., je m'associai à ces critiques. Nous avions, depuis 1935, une position qui nous distinguait de tous les autres, qui était notre raison d'être. Pendant la crise de septembre, nous avions été les seuls à combattre la guerre impérialiste avec des arguments révolutionnaires. Cette attitude, nous allions la gâcher, en perdre tout le bénéfice politique si nous avions l'air de rallier le camp des pacifistes intégraux, d'endosser la fausse « paix » de Munich, de nourrir l'illusion qu'en régime capitaliste il est possible d'ouvrir la voie à une paix désarmée, de mettre une sourdine à nos attaques contre le gouvernement réactionnaire de Daladier et de ne pas nous élever contre la mobilisation partielle qu'il avait décidée.

La direction du parti essaya de justifier sa défaillance. Ce qui importait le plus à cette heure critique, c'était la résistance au formidable courant belliciste. Certes, nous avions dû faire des « sacrifices ». Nous n'avions pas voulu « batailler sur les textes », mais des milliers d'affiches, des centaines de milliers de tracts avaient été diffusés et, pour Marceau Pivert, c'était l'essentiel. (Comme si la justesse d'une position politique pouvait se mesurer en nombre d'exemplaires.) Il fallait admettre comme un fait que nos alliés pacifistes n'étaient pas tous révolutionnaires, qu'on ne pouvait leur demander de se placer sur les mêmes bases internationalistes que nous. Mais notre direction convenait tout de même que nous ne pouvions pas nous associer à des appels qui contiendraient un éloge de l'action des gouvernements bourgeois, à un soutien quelconque de la politique, en apparence plus ou moins pacifiste, d'une fraction du capitalisme, contre une autre plus franchement belliciste. A notre Conseil national des 17-18 décembre, l'action menée aux côtés du C.S.A.C.G. en septembre fut approuvée par 229 mandats

une fois les ministres de la guerre, la guerre face à la guerre était partant

contre 43 et 16 abstentions⁵⁰. La tendance pacifiste était encore prépondérante dans le P.S.O.P., qui, lui-même, reflétait l'état d'esprit populaire.

La nécessité d'une nette démarcation était, pourtant, fort pressante, car, au même moment, une gauche munichoise se manifestait à grand fracas. L'écrivain Jean Giono, alors l'idole des pacifistes et naturalistes de tout acabit, avait envoyé, avant Munich, un télégramme à Daladier et à Chamberlain, où il comptait « sur une union étroite des gouvernements anglais et français pour sauver la paix par tout arrangement équitable ». Comme si les compromis temporaires entre impérialismes rivaux pouvaient être équitables. Après Munich, le même Giono poussa « un grand cri de victoire » et proclama que nous étions « à deux doigts de tuer la guerre ». Il fut fait chevalier de la Légion d'honneur.

Un autre pacifiste, le syndicaliste de l'Enseignement, Léon Emery (du Rhône), se montra si enthousiaste qu'il pressa la classe ouvrière de supporter les conséquences économiques et sociales des accords de Munich en acceptant les décrets-lois de misère que le nouveau ministre des Finances, Paul Reynaud, sitôt l'alerte passée, s'empressa d'édicter. Quant à l'anarchiste Chazoff, de mon Syndicat des correcteurs, il fut reçu, et congratulé par un des plus fiefés réactionnaires du gouvernement Daladier : Pierre-Etienne Flandin, tandis qu'André Delmas, du Syndicat national des instituteurs, coquetait avec le ministre Georges Bonnet et Michel Alexandre, du Comité de vigilance des intellectuels, avec le ministre Anatole de Monzie.

Le torchon brûle dans tous les partis

La crise de Munich bouleversa toutes les formations politiques, des plus grandes aux plus modestes. Chacune éclata en deux tronçons, l'un belliciste, l'autre pacifiste et, au-delà des partis, la classe elle-même se scinda en deux camps. La logique de cette ligne de partage devait conduire les uns à l'union sacrée de septembre 1939 et au gaullisme, les autres au fascisme de Vichy et à la collaboration avec l'occupant. Dans la S.F.I.O., Blum et Paul Faure, qui ne s'étaient jamais que tolérés, mais qui ensemble nous avaient exclus, devinrent comme chien et chat.

Leur querelle éclata publiquement au Congrès national extraordinaire de Montrouge (24-27 décembre). « On trouve, d'un côté, écrira rétrospectivement Marceau Pivert, un homme et une équipe qui choisissent délibérément la voie de la guerre impérialiste plutôt que d'envisager l'objectif révolutionnaire et de l'autre un homme et une équipe qui refusent systématiquement la voie révolutionnaire,

50. Juin 36, 23 décembre 1938.

même si cela doit les entraîner au fascisme [...]. Ces deux hommes, qui se sont de plus en plus opposés, parce que ni l'un ni l'autre n'étaient sur le terrain socialiste de classe, ont représenté, en réalité, au sein du mouvement ouvrier français, les contradictions mêmes de la classe dirigeante. Ils se sont complétés avant de se détester⁵¹. »

Dans un article, je soulignai que, pendant trois jours, le Congrès de Montrouge n'avait fait que refléter, comme un miroir, les deux grands courants qui divisaient la bourgeoisie française : celui qui acceptait de courir le risque de la guerre impérialiste et celui qui chantait les louanges de la paix fasciste. Les travailleurs n'avaient pas à choisir entre la solution Paul Faure et la solution Blum, mais à les renvoyer dos à dos. Nous condamnions énergiquement la politique de Léon Blum, qui ne pouvait conduire qu'à approuver la guerre. Mais nous condamnions avec la même véhémence celle de rapprochement avec les fascismes, préconisée par Paul Faure, parce qu'elle avait pour corollaire inévitable, sur le plan intérieur, la fascisation du pays ; sur le plan extérieur, l'isolement de l'U.R.S.S. et peut-être même les mains laissées libres à Hitler vers l'Est. Dans la confusion effroyable des esprits, à laquelle nous assistions, le P.S.O.P. était le seul en France qui se refusait à marcher à la remorque de l'un ou de l'autre des courants de la bourgeoisie, le seul qui restait fidèle à l'internationalisme prolétarien⁵².

Le Parti communiste, bien que protégé d'une crise ouverte par son monolithisme rigide, n'avait pas encore réussi, au moins à cette date, à rendre chauvins l'ensemble de ses troupes. A la base, nombreux furent les travailleurs qui, répudiant son bellicisme, le désertèrent. Malheureusement cette désagrégation risquait de ne profiter à aucune formation d'extrême-gauche, car les fascistes saisirent l'occasion pour faire de l'anticommunisme en milieu prolétarien. C'est ainsi que dans certaines régions du Sud-Est des groupes entiers d'ouvriers passèrent du P.C. au Parti populaire français du renégat Doriot. Il y avait là pour nous un danger sérieux. Tout en démasquant l'action chauvine des staliniens, nous devions nous garder de faire chorus avec la campagne anticommuniste menée par la réaction et qui devait, finalement, faciliter l'instauration du fascisme vichyssois.

Le trouble gagna jusqu'aux plus petites sectes : c'est ainsi que le « noyau » syndicaliste de *La Révolution prolétarienne* se brisa en deux. Le vieux libertaire Robert Louzon se rappela soudain qu'il avait été un héroïque capitaine de zouaves pendant la Première Guerre mondiale. Il accusa le gouvernement Daladier de trahison et traita les pacifistes de paniquards, tandis que les postiers Fronty et Mathé brodaient, eux, sur le thème masochiste : « Plutôt la servitude que la guerre. »

51. Où va la France ?

52. D. GUÉRIN, *Juin* 36, 6 janvier 1939.

Quant au groupuscule de Georges Valois, « Nouvel Age », il passa sans transition du pacifisme bélant à un bellicisme hystérique, traitant soudain les pacifistes, qu'il avait si longtemps enjôlés, de « fourriers de l'hitlérisme », réclamant une armée puissante et moderne, une armée « strictement défensive », bien entendu.

Le P.S.O.P. se comporta relativement mieux que les autres formations, ce qui permit à Marceau Pivert de le présenter en termes dithyrambiques : « Au cours de ces événements, au milieu des tempêtes qui ont détraqué certaines boussoles de pacotille et brisé des gouvernails trop fragiles, vous reconnaîtrez la fermeté inébranlable d'un groupe d'hommes [...] qui ont résisté aux illusions, dénoncé l'erreur, refusé de mentir [...], qui se sont dressés obstinément contre le courant⁵³. » Mais si notre parti n'éclata point, désormais le clivage ira s'approfondissant entre les pacifistes intégraux du genre Modiano ou Krihiff et les militants intégrés dans la guerre d'Espagne du type Michel Collinet, André Weil-Curiel, Colette Audry. Les premiers portaient d'une optique libertaire : ils constataient, non sans raison, qu'au fur et à mesure que la République espagnole prenait un caractère militaire, centralisé, hiérarchique, elle se dénaturait, pour finalement se faire battre ; mais ils en tiraient la déduction spécieuse et défaitiste que le camp républicain ne se différenciait plus du fascisme qu'il prétendait combattre⁵⁴. Quant aux seconds, l'« abandon » de Munich et la situation de plus en plus désespérée des forces républicaines en Espagne les inclinaient vers des positions voisines de celles de Zyromski. Seul, d'ailleurs, Weil-Curiel poussa sa logique jusqu'au bout : il nous quitta⁵⁵. Marceau Pivert cherchait laborieusement à concilier les deux extrêmes, ramené, quand il aura des défaillances, à l'internationalisme révolutionnaire par les trotskystes et leurs alliés de la gauche du P.S.O.P. Chez nous aussi, le ver était dans le fruit.

Echec d'une grève générale

Pendant la crise de septembre, un homme politique avait été l'espoir suprême et la suprême pensée des staliniens : Paul Reynaud. Il préconisait une politique extérieure dite de fermeté. Il rêvait, et ce rêve deviendra, un jour, réalité, de jouer en France un rôle analogue à celui du belliciste Winston Churchill de l'autre côté de la Manche. Après avoir signé le compromis de Munich, Daladier s'empressa de faire appel à ce va-t-en guerre et lui confia le soin de tondre, par décrets-loi, le petit peuple. A peine installé au

53. Commentaire du film *Contre le Courant*, op. cit.

54. Cf. René KRIHIFF, « Le Parti et la Révolution », *Juin* 36, 5 mai 1939.

55. *Juin* 36, 21 octobre 1938.

ministère des Finances, l'ex-poulain du stalinisme fit, le 12 novembre, un discours radiodiffusé. Sa grande pensée, il l'avouait cyniquement, était de « restaurer le profit capitaliste ». D'un trait de plume, il élevait la durée du travail hebdomadaire de 40 à 48 et même 50 heures, et il enterrait les « cinq jours » : « La semaine des deux dimanches a cessé d'exister ! » lança-t-il avec une joie non contenue. En même temps, les décrets-lois contenaient des entraves à la liberté syndicale et une incidence accrue des impôts directs sur les masses laborieuses.

Ainsi se trouvait enfin perpétré le mauvais coup contre les 40 heures, annoncé par Daladier dès son discours radiodiffusé du 21 août 1938. Au lendemain de cette homélie, le P.S.O.P. avait suggéré à la C.G.T. le mot d'ordre d'une grève générale d'avertissement de 24 heures. Cette fois, si la classe ouvrière laissait faire, c'était la fin des « 40 heures », l'enterrement des « cinq jours ». Ce n'était pas dans l'arène parlementaire que les conquêtes sociales devaient être défendues, mais dans les usines et dans la rue. « Face à l'agression de Daladier, une seule réponse : un nouveau Juin 36⁵⁶. » Ce thème, nous le reprenions dans un tract à large tirage : « Pour un nouveau Juin 36, à l'action ! » Dans l'atmosphère d'union sacrée qui régnait alors, un tel langage avait quelque chose d'irréel, comme la suite des événements allait, de façon cuisante, nous l'apprendre.

A la C.G.T., réformistes aussi bien que stalinien étaient fort embarrassés. La colère ouvrière grondait au point qu'ils ne pouvaient se dispenser d'en tenir compte. Mais ils ne voulaient à aucun prix compromettre la « défense nationale » par une véritable bataille de classes. Ils tergiversèrent dix-huit jours. Quand ils se résignèrent finalement à adopter notre mot d'ordre d'une grève générale de vingt-quatre heures, ils éventrèrent la mèche beaucoup trop tôt, laissant au pouvoir le temps de passer à la contre-attaque. Pendant plus d'une semaine, le gouvernement put utiliser à plein sa presse et sa radio pour pilonner l'opinion, dénoncer les agitateurs, menacer à l'avance les grévistes de sanctions, tandis qu'il mettait en place dans les centres industriels un important dispositif de gardes mobiles et de troupes noires.

Un certain nombre de grèves partielles chez Renault, aux mines d'Anzin, avaient éclaté avant la date du 30 novembre fixée pour la grève générale. Mais, au lieu de lier ces combats d'avant-garde au mouvement d'ensemble, les stalinien de la C.G.T. avait réussi à les liquider quatre jours avant celui de la grande bataille. Si la grève des services publics du 29 décembre 1937 avait brillamment réussi, c'était parce qu'elle avait été foudroyante ; cette fois, on renonçait délibérément à l'effet de surprise. Quant aux grèves générales d'un récent passé, celle du 12 février 1934 après le coup de force fasciste, celle du 18 mars 1937 après le massacre de Clichy,

56. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 26 août 1938.

elles avaient bénéficié d'une certaine complicité, ou tolérance, gouvernementale.

Mais une grève générale dont on savait qu'elle aurait contre elle un gouvernement décidé à la briser par tous les moyens, à mobiliser contre elle toutes ses forces, n'avait de chances de succès que si elle prenait une forme active et non passive, voire insurrectionnelle. Or c'était précisément ce dont la bureaucratie syndicale, la réformiste comme la stalinienne, ne voulait à aucun prix. Pas de mots d'ordre, pas de réunions préparatoires, pas de permanences de grève, pas de directives, pas de perspectives, pas la moindre préparation technique⁵⁷. Comme l'écrivait rétrospectivement Marceau Pivert, cette arme ultime du prolétariat fut maniée « comme si l'on cherchait à briser la dernière résistance de la classe ouvrière, à débayer de toute opposition révolutionnaire le terrain de la guerre »⁵⁸. Dans *Juin 36*, au lendemain de l'échec, j'écrivis carrément qu'on avait conduit les travailleurs désarmés dans la gueule du loup et que, soit par inconscience, soit par trahison, on avait tout mis en œuvre pour qu'ils fussent battus⁵⁹.

Le grand patronat avait incité le gouvernement à une répression impitoyable. Un de ses hommes de plume, François Herbette, invita l'exécutif à sévir contre ceux qu'il « avait dénoncés lui-même comme les agents de l'étranger et les ennemis du pays ». Et, la grève une fois brisée, le journaliste claironna : « La France sait maintenant qu'elle est gouvernée. Pour elle, une expérience est close : celle de l'anarchie⁶⁰. »

— Les postiers, les cheminots, les agents des services publics et des transports en commun reçurent des ordres de réquisition. Au matin du 30 novembre, un formidable appareil militaire brisa la grève dans l'œuf. Après l'échec, des quantités de grévistes furent révoqués ou licenciés. Ainsi intimidés, menacés, démoralisés, ayant perdu, au surplus, confiance dans des organisations syndicales qui les menaient si mal à la bataille, innombrables furent les travailleurs qui ne suivirent pas le mot d'ordre de grève. Dans leur désespoir, beaucoup d'entre eux déchirèrent leur carte syndicale. Même au sein de notre P.S.O.P., et jusque dans notre direction, il y eut des défaillances, surtout là où les échelons inférieurs des syndicats avaient donné des consignes en contradiction avec le mot d'ordre confédéral de grève.

Le 30 novembre 1938 fut une cruelle défaite pour le mouvement ouvrier français. Le désarroi, la démoralisation des travailleurs furent extrêmes. Au cours des mois qui précéderont le cataclysme du

57. Gilbert SERRET, « Les Responsables du 30 novembre », *Juin 36*, 10 février 1939.

58. *Où va la France ?*

59. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 2 décembre 1938.

60. Articles des 16 novembre et 1^{er} décembre 1938, *op. cit.*, p. 318-321.

1^{er} septembre 1939, ils auront toujours davantage une « psychologie de vaincus »⁶¹. Les organisations se vidèrent aussi vite qu'en juin 36 elles s'étaient gonflées. La bourgeoisie prit sa revanche, dérobant à Marceau Pivert le fameux slogan : c'était pour elle, maintenant, que « tout était possible »⁶².

De cette débâcle, je crus devoir tirer une conclusion, non de découragement, mais de dureté. Depuis deux ans, on nous avait fait perdre le sens des réalités. On avait tellement estompé les contours de la lutte de classes que beaucoup de travailleurs en avaient oublié le vrai visage. On nous avait fait vivre dans l'irréel, dans le factice. Nous venions de reprendre contact avec le sol. Un peu brutalement, certes. La bourgeoisie avait jeté le masque. Elle s'était montrée sous son véritable jour : implacable, puissamment organisée, prête à tout⁶³.

Mais pouvions-nous encore capitaliser à notre profit la désaffection manifestée par les travailleurs à l'égard de leurs mauvais bergers ? A une réunion d'information de nos groupes d'entreprise, le 14 janvier 1939, je fis effort pour me montrer optimiste : les ouvriers socialistes et communistes étaient tellement déçus qu'il suffirait de pas grand-chose pour qu'ils viennent à nous⁶⁴. Mais au même moment, notre *Bulletin intérieur* notait que les masses découragées quittaient le Parti socialiste comme le Parti communiste et que nous devions, à tout prix, tenter de repêcher « les militants qui, s'abandonnant au désespoir, reentraient chez eux »⁶⁵.

Dans une brochure de propagande en faveur de notre parti, parue au même moment, Lucien Hérard, après avoir souligné la démoralisation et l'accablement des travailleurs, se forçait, pourtant, à une note d'espoir : « Le P.S.O.P. n'est encore qu'un germe fragile, mais jeté à une heure propice dans un sol favorable »⁶⁶. Dans une autre brochure⁶⁷, Suzanne Nicolitch s'était flattée de nous voir agir sur les militants S.F.I.O. « comme un ferment sur une pâte amorphe » et de provoquer, au sein du P.C., « cette espèce de trouble qui ressemble au remords ». Mais elle écrivait avant le désastre du 30 novembre.

En réalité, nous étions déjà entrés, nous, le P.S.O.P. et avec lui la classe ouvrière, le socialisme pris dans son sens le plus large, dans une impasse tragique au fond de laquelle nous guettaient la guerre, puis, à la faveur de l'occupation allemande, une variété française de fascisme. Comme le dira plus tard Marceau Pivert, le prolétariat avait perdu confiance en ses propres forces. Il

61. Lucien HÉRARD, *Juin 36*, 31 mars 1939.

62. Marceau PIVERT, « Juin 36 », *Revue socialiste*, décembre 1952.

63. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 2 décembre 1939.

64. D. GUÉRIN, *op. cit.*, 20 janvier 1939.

65. *Bulletin intérieur* du P.S.O.P., n° 3 début 1939.

66. Lucien HÉRARD, *Ce qu'est le Parti socialiste ouvrier et paysan*.

67. S. NICOLITCH, *op. cit.*

marchait, tragiquement, sans conviction et sans résistance, à une guerre qui n'était pas la sienne, et se laissait embrigader dans les différentes factions antagonistes de la bourgeoisie ⁶⁸.

Dès avril 1939, au cours d'une conversation privée, Trotsky devait confier à un interlocuteur des vues non moins sombres : les masses s'abandonnaient au désespoir ; une défaite suivait l'autre ; le fascisme se propageait à travers le monde ; le marxisme officiel était devenu la plus puissante entreprise de tromperie des travailleurs ; la situation dans son ensemble nous était contraire ; le courant allait contre nous ; sans doute, en France, la défaite du Front populaire avait-elle fourni la preuve de la justesse de nos conceptions ; mais elle avait été, aussi, notre propre défaite ⁶⁹.

Sous la férule de Trotsky

Avions-nous, malgré tout, encore le temps de rallier à nous les masses laborieuses françaises si cruellement déçues par la banqueroute du Front populaire et prostrées par les approches de la guerre ; parviendrions-nous encore à nous frayer un chemin vers elles ? Telle était la question angoissée que, de son lointain Mexique, Trotsky posait, à la fin de 1938, à Marceau Pivert ⁷⁰. L'évolution approchait maintenant de son dénouement. Nous allions à une dictature fasciste (dans les premiers temps, prédisait-il, une dictature préfasciste de type militaire), ou à la victoire du prolétariat. Je ne pense pas, ajoutait le vieux lutteur, « que nous soyons là-dessus en désaccord avec vous. Je ne pense pas non plus qu'il y ait désaccord quant aux délais : un an ou deux, selon moi, c'est le délai maximum qui reste jusqu'au dénouement "définitif", c'est-à-dire irréparable pour de longues années ».

Comment faire pencher la balance du côté du prolétariat ? Avec une trop robuste assurance, qu'excusait en partie l'éloignement, Trotsky nous prodiguait ses conseils : « Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise ("socialiste", "communiste", "anarcho-syndicaliste", etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses [...]. De deux choses l'une : ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et compagnie, sera pris à l'impro-

68. Manifeste du Front ouvrier international contre la guerre, Mexico, 7 novembre 1940.

69. Entretien sténographié avec C.L.R. James, Houghton Library, Université de Harvard, T 4560.

70. Lettre du 22 décembre 1938, in TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, cit.

viste et écrasé sans résistances [...] ou bien, dans la période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses. » Mais à cette « insurrection des masses » il fallait « une ferme direction » ; autrement la catastrophe était « inévitable », et dans un délai très court.

Comment former, sans perdre un instant, l'indispensable avant-garde révolutionnaire ? Trotsky offrait une magique formule : par la fusion du P.S.O.P. et du P.O.I.⁷¹. Depuis le début d'octobre 1938, des pourparlers avaient été engagés entre les deux formations. Mais ils traînèrent en longueur, butant sur deux obstacles : la crainte de notre direction d'être « noyautée », dans l'organisation unifiée, par le chétif appareil du P.O.I., et notamment sa presse ; l'adhésion à la IV^e Internationale. Sur ces deux points, les réponses du secrétaire du P.O.I., Pierre Naville, furent plutôt évasives, et notre direction, le 29 octobre, crut devoir constater unanimement l'inopportunité d'une fusion entre le P.O.I. et le P.S.O.P., « les conditions de maturation de l'unité n'étant pas encore réalisées ».

La question fut évoquée à nouveau à notre Conseil national des 17 et 18 décembre. Lucien Hérard préconisa, purement et simplement, l'entrée individuelle dans notre parti des adhérents du P.O.I. Cette fois, je manifestai mon désaccord. Exiger l'« entrée individuelle », c'était infliger aux trotskystes une humiliation. Le P.S.O.P. était comme un creuset révolutionnaire dans lequel devaient se fondre toutes les tendances et, à ce titre, il ne pouvait traiter par-dessus la jambe un parti, même minuscule, qui incarnait la tradition de la Révolution d'Octobre. Nous devions rester fidèles à nos principes démocratiques et accepter une fusion loyale des deux organisations.

Le 26 janvier 1939, Marceau Pivert répondit, au nom de notre bureau politique, à Trotsky. Nous étions d'accord avec lui, et sur les perspectives, et sur la nécessité de forger, sans tarder, une avant-garde révolutionnaire. Avec, toutefois, une sérieuse réserve : « une politique d'avant-garde n'est pas, hélas, aussi pleinement rentable dans une période de retraite et de dépression du mouvement ouvrier que dans une période de marche en avant ». Si la fusion de notre parti avec le P.O.I. n'avait pas abouti, tous les militants révolutionnaires n'en avaient pas moins leur place dans le P.S.O.P. D'ailleurs, une minorité du P.O.I. l'avait compris, qui, malgré Naville, venait de se décider à rejoindre nos rangs.

L'échec des négociations avait pour cause « les méthodes sectaires consistant à violenter l'intelligence révolutionnaire des militants, nombreux en France, qui ont l'habitude de se faire eux-mêmes leur opinion, à dicter, de l'extérieur, au mouvement ouvrier, des attitudes, des tactiques ou des réactions qui ne surgissent pas des profondeurs de son intelligence collective ». Ces méthodes étaient

71. Parti ouvrier internationaliste, section française de la IV^e Internationale.

la raison pour laquelle la section française de la IV^e Internationale s'était, selon notre direction, « montrée absolument incapable, non pas même d'atteindre les masses, mais de former des cadres éprouvés et sérieux ».

Absent de Paris, je n'avais pu assister à la réunion du bureau du parti au cours de laquelle le texte de cette lettre avait été approuvé. Je crus devoir adresser, le 2 février, à Trotsky, un additif personnel⁷². Si j'avais été présent, disais-je, j'aurais insisté pour que la lettre fût rédigée de façon différente. La fusion me paraissait, en effet, à la fois « possible » et « souhaitable », en dépit du sectarisme de Naville et de ses amis. Toutefois, je n'oubliais pas l'expérience du passage des trotskystes dans la S.F.I.O. Elle ne serait indésirable, cette fusion, que dans le cas où les disciples de l'exilé mexicain « l'envisageraient comme une manœuvre déloyale et projetteraient de s'introduire comme un "corps étranger" dans le P.S.O.P. pour le détruire de l'intérieur et préparer une nouvelle scission, en un mot, pour débaucher un certain nombre de nos militants afin de former avec eux un nouveau P.O.I. ».

Malgré les réserves que m'inspirait la tactique de Naville et de sa secte, je ne voulais pas écarter, néanmoins, la « possibilité d'une fusion loyale ». Cela dépendait de Trotsky « et de lui seul ». Le fait qu'un certain nombre de militants du P.O.I., renonçant aux conditions posées par Naville, nous avaient déjà rejoints en janvier, obéissant aux consignes de Mexico, la proximité, d'autre part, de notre premier Congrès en mai 1939 excluaient, maintenant, à mon avis, l'éventualité d'un congrès spécial de fusion avec le P.O.I. Mais c'était bien, en fait, de fusion qu'il s'agissait puisque la voix des trotskystes, selon nos principes de démocratie prolétarienne, pourrait se faire entendre librement à notre Congrès. Notre seul véritable désaccord portait sur la IV^e Internationale : je m'obstinais à penser qu'une nouvelle Internationale ne pouvait être créée par un coup de baguette magique, mais qu'il fallait d'abord « convaincre les masses » de sa nécessité.

Trotsky me répondit, le 10 mars⁷³, par une diatribe longue et passionnée. Il s'en prenait violemment au « centrisme de gauche » de Marceau Pivert. Notre chef de file, estimait-il, ne comprenait « absolument pas qu'une manière impitoyable de poser les questions fondamentales et une polémique farouche contre les vacillations ne sont que le reflet nécessaire du caractère implacable et cruel de la lutte de classes à notre époque. Pour Pivert, il s'agit là de "sectarisme", de manque de respect pour la personnalité d'autrui, c'est-à-dire qu'il reste entièrement sur le plan de la moralisation petite-

72. M. Pivert et D. Guérin à Trotsky, 26 janvier et 2 février 1939, Archives de France, « Papiers des Amis de Marceau Pivert » (22 A S), cote 49 c) et d).

73. Cf. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, cit., pp. 623-630.

bourgeoise [...]. Les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le "rythme", la "forme", ou le "ton" ».

Certes, on nous accordait un demi-satisfecit : le P.S.O.P., pendant la crise de septembre, n'avait pas trop mal passé son « examen d'internationalisme révolutionnaire ». Mais, si les dangers de guerre s'aggravaient, il aurait à faire face à une « offensive enragée de l'opinion bourgeoise » et de son agence social-patriote. Pour préparer le parti à une telle épreuve, il fallait, dès maintenant, « tremper son intransigeance, aller jusqu'au bout de toutes ses idées » et, pour commencer, ne pas l'isoler du trotskysme. Ce n'était point par hasard, observait-il, que Marceau Pivert recevait quelques coups en passant, se faisant lui aussi traiter de « trotskyste ». « Les groupements politiques, expliquait-on, se polarisent. Le "trotskysme", c'est pour la réaction et ses agents la menace internationale de la révolution socialiste. Aussi, les centristes de diverses nuances jurent-ils à chaque pas : "Nous ne sommes pas trotskystes", "nous ne sommes pas si mauvais que vous le croyez". C'est jouer à cache-cache. Mon cher Guérin, il faut en finir avec ce jeu indigne [...]. La duplicité est incompatible avec la révolution prolétarienne. A bas la duplicité, Guérin ! »

Quant au reproche de sectarisme, Trotsky ne niait certes pas la présence de tendances sectaires dans les rangs de son église. Mais il était piqué au vif par l'accusation de Marceau Pivert selon laquelle la IV^e était isolée des masses. Certes, elle l'était encore. Mais ce n'était pas seulement la faute de l'adversaire de classe, c'était la faute du « centrisme », c'était la faute de Marceau Pivert qui empêchait l'avant-garde ouvrière de pousser ses idées jusqu'au bout et l'isolait ainsi du « marxisme » (lisez : de Trotsky). L'argument nous était familier : on nous l'avait déjà prodigué au temps où nous fondions la Gauche révolutionnaire.

Mes réticences concernant la IV^e Internationale, Trotsky les prenait fort mal. J'avais proféré une sornette en soutenant qu'il fallait, avant de la former, d'abord « convaincre les masses ». « La lutte pour la "maturation" de la masse, répliquait-il, commence avec une minorité, avec une "secte". Il n'y a et ne peut y avoir d'autre voie dans l'Histoire. » Et l'on ajoutait avec une ironie un peu méprisante : « Sans avoir encore de doctrine, de tradition révolutionnaire, de programme clair, de masses, vous n'avez pas craint de proclamer un nouveau parti. De quel droit ? Evidemment, vous croyez que vos idées vous donnent le droit de la conquête des masses, n'est-ce pas ? Pourquoi donc vous refusez-vous à appliquer le même critère à l'Internationale ? Un parti national est pour vous une nécessité vitale, mais un parti international, cela ressemble à un luxe, et cela peut attendre. C'est mal, Guérin, fort mal. »

En ce qui concerne le vœu que j'avais exprimé d'une fusion « loyale et honnête », Trotsky ne rejetait pas mes épithètes. Mais à condition, précisait-il, de ne pas interpréter comme le « renon-

cement à la critique la rémission réciproque des péchés », à condition de poser « clairement et franchement devant tous les membres des deux organisations toutes les questions de politique révolutionnaire ». Personne n'avait le droit de protester de sa sincérité et d'accuser, en même temps, de roublardise le partenaire. Il s'agissait, en définitive, « du sort du prolétariat », concluait-il.

Défaite en Espagne

La défaite du 30 novembre 1938 fut suivie d'une autre défaite, infiniment plus dramatique : celle du peuple espagnol. Simultanément, des deux côtés des Pyrénées, bien que de façon non sanglante sur le versant français, le Front populaire était trucidé par une réaction ivre de revanche. Des deux côtés, la défaite avait les mêmes causes profondes : la répugnance de la diplomatie soviétique à laisser s'accomplir la révolution prolétarienne dans les deux pays latins, l'alliance des staliniens avec la démocratie bourgeoise, l'anathème jeté contre l'avant-garde qui s'efforçait de dépasser le Front populaire. La défaite de la classe ouvrière espagnole était une défaite supplémentaire pour la classe ouvrière française. Elle l'était aussi pour nous, Parti socialiste ouvrier et paysan, car des liens très étroits nous liaient, non seulement à la Confédération nationale du travail (C.N.T.) anarcho-syndicaliste, mais aussi au parti frère de Catalogne, le Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.).

Le parti en question, certes, avait commis des fautes politiques qui contribuèrent, dans une certaine mesure, à l'effondrement de la Révolution espagnole. Ces fautes, Trotsky ne manquait pas une occasion de nous les jeter à la tête. Pour lui, ce n'était pas seulement « la mauvaise conduite de l'impérialisme français et britannique et de la clique bonapartiste du Kremlin » qui avait poignardé dans le dos le prolétariat espagnol. Le P.O.U.M. portait, lui aussi, sa part de responsabilité. Sous prétexte que les masses n'auraient pas compris une politique plus résolue, ses dirigeants s'étaient abstenus de jouer un rôle indépendant, ils s'étaient alignés sur les diverses formes de réformisme pratiquées par les anarchistes, les social-démocrates et les staliniens. Au nom des nécessités du front unique antifasciste, ils s'étaient laissé emprisonner dans le carcan du Front populaire. Ils avaient « temporisé, joué à cache-cache avec la Révolution », poussé l'opportunisme jusqu'à se refuser à politiser les syndicats libertaires, jusqu'à participer à la Généralité (gouvernement bourgeois libéral) de Catalogne. Ils avaient ainsi « désorienté et démoralisé » les travailleurs, au lieu de démasquer, pour ensuite les déborder, « les chefs traîtres »⁷⁴.

Trotsky, comme toujours, avait à la fois raison et tort. Il ordonnait

74. Lettre de Trotsky à D. GUÉRIN, cit.

arbitrairement tous les événements mondiaux selon le schéma classique d'Octobre 1917. D' « un petit groupe », les bolcheviks n'étaient-ils pas devenus, « en quelques mois, une force décisive » ? Le P.O.U.M., selon lui, aurait dû suivre mécaniquement et point par point ce mémorable exemple.

Sans aucun doute, notre parti frère avait manqué, sinon de courage, du moins d'intransigeance politique. Mais, par ailleurs, son souci de ne pas se couper des masses, de ne se point laisser étioiler dans le rôle d'une minuscule secte impuissante, du genre de celle de Naville en France, était un souci qu'à tort ou à raison nous partagions ; et il demeurerait douteux que le P.O.U.M., tout comme le P.S.O.P., même si la répression stalinienne ne s'était pas abattue sur lui et s'il avait eu une ligne politique plus conséquente, eût réussi, au seuil d'une période de déclin révolutionnaire, à prendre la tête des masses⁷⁵. De toute façon, le débat n'avait plus qu'un intérêt rétrospectif : depuis l'écrasement de la Commune de Barcelone en mai 1937, le P.O.U.M. était hors la loi ; et c'était maintenant l'ensemble du *Frente Popular* que la déroute de janvier 1939 anéantissait.

Notre P.S.O.P. s'efforça de placer le mouvement ouvrier français devant ses responsabilités : « Les travailleurs français, dupés par le Front populaire, ont fait confiance aux gouvernements capitalistes, à Léon Blum, à Daladier. Ils ont laissé les bourgeois et les staliniens étrangler la Révolution espagnole et ainsi affaiblir les chances de victoire militaire des ouvriers et des paysans [...]. Le sort du prolétariat international se joue en Catalogne. » Tel était le texte d'un de nos tracts. Puis, quand sonna l'heure de la déroute, un nouveau tract répandit le mot d'ordre : « Ouverture de la frontière dans les deux sens. » En effet, il était urgent, non seulement de ravitailler les derniers combattants républicains en blé comme en armes, mais aussi de laisser les rescapés entrer librement en France.

Or, sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, des cordons de gardes mobiles, de gendarmes et de tirailleurs sénégalais fermaient la frontière aux fugitifs, laissés sans secours dans les neiges des Pyrénées. Contre cette abomination, le P.S.O.P. proposa aux organisations de gauche une manifestation de rue, place de l'Opéra, l'après-midi du samedi 28 janvier. Personne ne daigna répondre à nos propositions et nos militants affrontèrent, seuls (avec le quarteron de trotskystes), le déploiement des forces policières. Un grand nombre d'entre nous (1 500 environ) furent embarqués, dont Marceau Pivert, brutalement jeté dans un taxi par des inspecteurs⁷⁶.

Il nous restait un dernier devoir de solidarité à accomplir : aller chercher sur les confins pyrénéens nos camarades du P.O.U.M.,

75. Cf. la défense du P.O.U.M. contre Trotsky, par Kurt LANDAU, transfuge du trotskysme, *Juin* 36, 19 et 26 mai 1939.

76. Cf. *Juin* 36 et *La Lutte ouvrière* du 3 février 1939.

empêchés par le « cordon sanitaire » de pénétrer en France, à moins de s'y laisser parquer dans l'enfer du camp d'Argelès, où ils eussent couché à même le sable, exposés à la bise glacée de l'hiver, risquant, au surplus, de s'y faire liquider physiquement par les staliniens.

L'après-midi du dimanche 5 février 1939, un camion couvert d'une bâche quitte notre permanence du 42 rue Rochechouart, salué par nos jeunes qui se sont rassemblés nombreux sur la chaussée. Il contient des vivres et des vêtements collectés par nos sections. Un as du volant, Barthélemy, de Montrouge, qui est, en même temps, un militant dévoué, le pilote. Sans désespérer, pendant vingt-trois heures d'affilée (car chaque instant compte et il faut faire vite) nous avalons les quelque mille kilomètres qui séparent Paris de Perpignan. Je me souviens que nous brûlons Limoges en pleine nuit. Les éléments sont avec nous : un clair de lune admirable, suivi d'un soleil étincelant.

A peine débarqués à Perpignan, où nous attendent nos militants des Pyrénées-Orientales, nous tenons à leur permanence un petit conseil de guerre. Maurice Jaquier, qui m'avait précédé là-bas, nous expose la situation. Les dirigeants du P.O.U.M., emprisonnés à Barcelone, ont réussi à reconquérir leur liberté. Ils ont passé la frontière. Ils sont quelque part là-haut, dans la montagne, en territoire français. Il faut à tout prix les y aller chercher.

D'où viennent ces informations ? Deux militants, l'un Espagnol, Enrique Gironella, l'autre, un jeune du nom de Trave, d'origine marseillaise, sont partis à pied pour nous indiquer cette cachette. Passant à travers champs, évitant les routes, les villages, les innombrables barrages de gardes mobiles, franchissant à gué les ruisseaux, avec de l'eau glacée jusqu'à mi-corps, n'avançant qu'avec d'innombrables précautions, ne faisant un pas qu'après avoir reconnu le terrain, s'inspirant, en un mot, des enseignements du front, ils ont, malgré leur état d'épuisement et en dépit d'un équipement vestimentaire qui eût pu trahir leur état de réfugiés, réussi à atteindre Perpignan. Dans les rues de la cité catalane, ils se sont faits souples comme des anguilles. Ils ont pu atteindre la permanence du P.S.O.P. et, grâce à eux, la liaison avec ceux de la montagne a été établie. Guidés par l'un d'eux, qui refera en sens inverse, mais cette fois en camion, le chemin déjà parcouru, nous parviendrons là-haut jusqu'au campement improvisé de nos camarades.

Quand nous gravissons, le matin du 7 février, les pentes pyrénéennes, j'ai en poche un précieux document. Colette Audry, elle-même fille de préfet, a obtenu, en se rendant sur place, du préfet des Pyrénées-Orientales, Didkowski, un sauf-conduit qui nous permettra de franchir aisément les cordons sanitaires. Le drame auquel nous assistons se déroule dans un des plus beaux paysages du monde. Devant nous, la ligne bleutée des Pyrénées. A droite, le massif, tout blanc de neige, du Canigou. Un ciel d'un bleu limpide, un soleil qui inonde et réchauffe toutes choses. Derrière nous, la cam-

pagne d'un brun rouge, parsemée de mas et de bouquets d'arbres, dévale en pente douce jusqu'à Perpignan. A intervalles rapprochés, un sourd grondement nous avertit : on se bat encore sur l'autre versant. Et, soudain, sans transition, nous entrons en contact avec les horreurs de la guerre.

Le village du Boulou, au pied du col du Perthus, est littéralement envahi par les réfugiés. Il y en a partout. Il en surgit de toutes parts. Les rues sont encombrées de véhicules hétéroclites et d'une masse humaine, pauvrement vêtue, au teint hâve, aux yeux brillants et creusés. Les hommes ont une barbe de plusieurs jours, les femmes un visage ravagé et las. A grand-peine notre camion se fraye un chemin.

A la sortie du village, nous voici face à face avec le triste exode. Un ruban humain qui n'a pas de fin descend sur un des bas-côtés de la route, contenu par des soldats espacés tous les cinq mètres. Sur un mulet ou un âne, les pauvres gens ont entassé tout ce qu'ils possèdent, y compris leurs gosses arrimés comme des colis, endormis ou pliés en deux par la fatigue. Derrière la monture, le vieux grand-père, la vieille grand-mère, appuyés sur une canne, s'en vont clopin-clopant. Puis viennent des hommes qui ont dû être des combattants, portant des pansements, traînant la patte, vides, hébétés.

De temps à autre, le service d'ordre fait accélérer la marche de cette monotone théorie humaine. Aux barrages, gardes mobiles ou douaniers arrêtent ceux qui se présentent, les fouillent rudement, eux, leurs colis et leurs hardes.

Nous nous engageons maintenant dans la montagne par une petite route étroite et caillouteuse. Nous voici dans une sorte de *no man's land*, entre la frontière et les premiers contrôles. Les malheureux qui viennent de fouler le sol français y font halte, essayant de retrouver des forces avant d'entreprendre la pénible descente vers le cordon sanitaire, c'est-à-dire vers le camp de concentration. Ils campent à travers champs, à travers bois, au fond des ravins. Ils ont allumé des feux. Les femmes font sécher au soleil le linge multicolore qu'elles viennent de laver dans les ruisseaux. On en voit qui se sont laissé tomber, inanimées, à plat ventre, à même le sol, écrasées de fatigue, affaiblies par la faim. D'autres, malgré leur prostration, malgré le poids du bambin sous lequel ploient leurs maigres bras, reprennent la marche, comme des automates.

Parvenus à une petite ferme, notre guide nous y fait garer notre camion. Et c'est maintenant la montée, assez raide, par un sentier de chèvres, au milieu d'une forêt de chênes-lièges dont les glands craquent sous nos pieds. Là-haut, un vieux mas, à demi ruiné, se profile sur le ciel : c'est le refuge de nos amis. Nous grimpons à grandes enjambées, tant est vive notre impatience. Enfin, nous y voici. Allongés dans l'herbe, sur des couvertures, ils sont là, à part Gironella déjà nommé, tous les cinq : Juan Andrade, Pedro Bonet, Julian Gorkin, José Rodes, et le jeune Willebaldo Solano.

Maigres, sans doute. Affaiblis. Frigorifiés. Mais leur visage est celui d'hommes durcis par l'épreuve. Ils nous ont aperçus. D'un bond, ils sont debout. Nos mains s'étreignent : — *Salud!*

Tandis que nos amis se restaurent, grâce aux vivres que nous avons apportés, et que Jacquier prend des photos (que la répression ultérieure en France fera disparaître), nous remarquons un peu plus loin, couchés sur l'herbe, des soldats aux faces juvéniles envahies par la barbe, dépenaillés, mais souriants et charmants. Ce sont les gardes d'assaut qui, à Barcelone, tenaient lieu de geôliers aux dirigeants du P.O.U.M. De bons gars, au surplus, des socialistes, de la tendance Largo Caballero. Par un singulier hasard, les gardiens et leurs ex-pensionnaires se sont rencontrés dans leur exode, juste au moment de pénétrer en France. Nous leur faisons signe de s'approcher. Ils ne se font pas prier et prennent leur part de notre frugale collation.

Mais il ne ferait pas bon s'éterniser là-haut. Nos amis ont vite fait de ramasser leur mince bagage. Notre petite troupe descend à travers les chênes-lièges, s'empile dans le camion, dont nous prenons soin de refermer la bâche. Assis à côté du chauffeur, j'exhibe, à chaque barrage, le sauf-conduit préfectoral. Les cognes rectifient la position, font le salut militaire. Cependant, à un des contrôles, l'un d'eux, moins discret, soulève la bâche. Il compte, à l'intérieur du véhicule, neuf hommes, alors que le sauf-conduit ne fait mention que d'un seul. Je rétorque qu'il s'agit sans doute d'une erreur matérielle, et l'on n'insiste pas. Sans passer par Perpignan, nous mettons le cap sur la capitale, nous réussissons à franchir tous les obstacles, et, après une randonnée qui nous paraît à tous fort longue, nous déposons nos camarades dans la région parisienne, en lieu sûr. Nous leur avons évité le camp de concentration, et peut-être le pire⁷⁷. Quelques jours plus tard, le lundi 13 février, Maurice Jacquier et moi-même rendons compte, au cours d'une réunion d'information réservée aux membres du P.S.O.P., de notre mission à Perpignan⁷⁸.

77. Le « pire » n'est pas une outrance de langage. L'un des principaux dirigeants du P.O.U.M. à Lérída, Joan Farré, emprisonné en France pendant la guerre, devait être assassiné à la Libération par les staliniens.

78. Cf. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 10 février 1939 ; Julian Gorkin, plus tard, a raconté cet épisode dans le dernier chapitre de son livre, *Canibales políticos*, Mexico, 1941.

Épilogue (1939-1940)

La guerre qui vient. — Front ouvrier international. — Déjà le drame palestinien. — Un puissant levier. — Encore les pacifistes. — Notre premier Congrès. — Ultime dialogue Pivert-Trotsky. — Suprême défense des colonisés. — Le dénouement. — Départ pour la Norvège. — Le Secrétariat international d'Oslo. — La fin du P.S.O.P. — Marceau Pivert s'adresse à de Gaulle. — Trotsky assassiné.

La guerre qui vient

Les réactions en chaîne, comme on dit aujourd'hui, allaient maintenant se succéder à un rythme de plus en plus rapide. Aucun répit ne nous était plus accordé. Il nous fallait courir, essoufflés, après les événements.

Tandis que le réarmement américain démarrait à une échelle colossale¹, tandis que l'impérialisme britannique se hâtait, par l'octroi de larges crédits et d'abondantes fournitures d'armements, d'édifier un barrage, à la fois économique et militaire, à travers l'Europe centrale et orientale², Hitler ripostait, de façon foudroyante, en dépeçant la Tchécoslovaquie, cette création artificielle du traité de Versailles. Sous la pression hitlérienne, les diverses minorités nationales asservies par les Tchèques se rebellèrent contre le gouvernement central. Tour à tour les Ruthènes de l'Ukraine subcarpa-

1. 1 milliard 300 millions de dollars pour 1939. Cf. Michel COLLINET, « Le Discours de Roosevelt », *Juin 36*, 13 janvier 1939.

2. Cf. D. GUÉRIN, « Entre le sterling et le mark la guerre est déclarée », *Juin 36*, 12 mai 1939.

thique et les Slovaques réclamèrent leur « indépendance ». Prague riposta par la destitution de leurs hommes d'État et des mesures militaires. Hitler saisit l'occasion qu'il avait lui-même encouragée. Après avoir concentré ses troupes à la frontière tchèque, il manda à Berlin le président de la République tchèque, Hacha, lui arracha, au cours d'une nuit tragique, un acte d'humiliante capitulation et, le 15 mars, jeta ses colonnes blindées sur la Bohême, pour, pratiquement, l'annexer. En un clin d'œil, et pour la première fois, un peuple était rayé de la carte de l'Europe.

A l'injustice du traité de Versailles, qui vengeait elle-même de plus anciennes injustices, le dictateur allemand substituait une nouvelle injustice. Parce que nous étions, au P.S.O.P., des partisans sincères, et non hypocrites, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous nous élevions contre l'asservissement du peuple tchèque, qui, après avoir été oppresseur, allait subir une oppression beaucoup plus cruelle que celle à laquelle il avait été soumis sous la vieille monarchie dualiste. Il allait, ce peuple, nous n'en doutions pas, reprendre sa lutte séculaire pour l'indépendance (une lutte qui se poursuit aujourd'hui contre un autre occupant) et donner du fil à retordre à l'impérialisme allemand³.

Mais Hitler, c'était évident, ne s'en tiendrait pas là. De même qu'en septembre ce n'était pas pour les seuls beaux yeux des Sudètes qu'il avait risqué une guerre mondiale, l'absorption de la Tchécoslovaquie ne calmerait pas sa faim endémique. En effet, l'économie allemande, en proie à d'inextricables difficultés, équipée pour inonder l'univers entier de ses produits et manquant de matières premières indispensables, étouffait dans le cadre trop étroit de ses frontières. Par-delà la Tchécoslovaquie, elle louchait vers les marchés de l'Europe sud-orientale, vers le pétrole roumain, vers les greniers à blé de Hongrie, de Yougoslavie et de Roumanie, c'est-à-dire vers les pays mêmes dont la perfide Albion s'employait, fort activement, à lui barrer l'accès.

Les pèlerins de Munich, Chamberlain et Daladier, c'était maintenant tout à fait clair, n'avaient pas cru un seul instant à la possibilité d'un compromis durable avec leur terrible partenaire. En lui cédant, ils avaient voulu seulement gagner du temps. Tout simplement parce qu'ils n'étaient pas prêts. A Prague, ils venaient, pour la seconde et dernière fois, de lui laisser les mains libres. Parce qu'ils n'étaient pas encore tout à fait prêts. D'ici quelques mois, ils seraient — ou se croiraient —, enfin, prêts.

Chaque nouvelle avance de Hitler accroissait dangereusement son potentiel militaire et le rendait plus redoutable pour ses rivaux ; menacés, bientôt, dans leurs intérêts essentiels, les impérialismes britannique et français allaient prononcer, dans quelques semaines ou d'ici quelques mois, le fatidique halte-là. Déjà le 23 mars, le

3. D. GUÉRIN, *Juin* 36, 24 mars 1939.

Premier ministre Neville Chamberlain posa la « question de savoir si le gouvernement allemand ne cherchait pas, par des efforts successifs, à dominer l'Europe et peut-être même à aller plus loin encore » ; et il ajoutait : « Si cette interprétation devait se révéler exacte, le gouvernement britannique a le devoir de dire que de telles tentatives provoqueraient la résistance victorieuse de l'Angleterre et des autres nations ⁴. »

Ce ne fut pas quelques mois ou quelques semaines mais quelques jours plus tard que le Premier britannique signifia, sans ambages, que l'heure de barrer la route à l'expansion allemande avait sonné. Il ajouta que cette volte-face était si lourde de signification qu'elle aurait « un chapitre à part dans les livres d'histoire ». Un chapitre combien sanglant. Parallèlement, se resserrait la « ronde » des Occidentaux et de leurs satellites, décidés à arrêter par tous les moyens l'impérialisme germanique et la percée hitlérienne contre l'encerclement en cours ⁵.

Il n'était plus temps, sous prétexte de ménager la sensibilité de nos militants, de les endormir avec des chimères pacifistes. Dans une affiche qui tenait toute une page du numéro de *Juin* 36 du 24 mars, pour la première fois, nous osâmes l'expression : « La guerre qui vient ».

A une réunion d'information réservée à nos camarades de la Seine, le 27 mars, je me risquai à tenir un langage dur et cru. Il était désormais impossible de s'y tromper. Nous n'échapperions pas à la guerre impérialiste. Je situais l'échéance « peut-être vers juillet ». Nous devions avoir le courage et la lucidité de regarder les choses en face. Certes, nous risquions ainsi de démoraliser les âmes sensibles. Mais si nos militants n'étaient pas préparés à toutes les éventualités, ne seraient-ils pas, à l'heure de la catastrophe, encore plus désarmés ? Eussions-nous vécu dans un monde paisible, il eût été, sans doute, psychologiquement dangereux de mettre brutalement devant leurs yeux le spectre de la guerre. Mais ne vivions-nous pas depuis des mois, des années, dans un univers catastrophique ? Après ce à quoi nous avions assisté en Espagne, nous devions être prêts à envisager, froidement, le pire.

Il ne s'agissait pas simplement d'un exercice de self-contrôle, mais d'ouvrir à nos militants des perspectives révolutionnaires. A travers la guerre, nous aurions grand besoin, pour guider les masses, opérer leurs yeux de la cataracte, d'une minorité révolutionnaire bien trempée, n'ayant pas perdu la tête, préparée à l'avance à sa mission. Pour cette tâche, notre jeune parti ne disposait que de très peu de temps. Pour parler franchement, il n'était pas encore un parti révolutionnaire. Il n'avait pas réussi à se défaire des mauvaises habitudes héritées de la S.F.I.O. Il avait, entre autres, commis, à sa fondation, l'erreur, fréquente chez les petites organisations poli-

4. D. GUÉRIN, *Juin* 36, 31 mars 1939.

5. *Ibidem*, 7 avril 1939.

tiques, de se donner la structure d'une grande formation. Nous avions prétendu singer la « vieille maison ». La grenouille avait voulu se faire aussi grosse que le bœuf.

D'où un appareil trop lourd, un gaspillage d'énergies et de ressources financières. Restait à nous transformer en une avant-garde, en un mouvement essentiellement composé de cadres, de militants solidement éduqués politiquement, triés sur le volet, voyant clair, résolus. L'heure n'était plus aux discussions académiques. L'heure était venue de nous préparer à entrer dans l'illégalité. Il était urgent de liquider définitivement dans nos rangs toutes les illusions pacifistes. Il était grand temps de préparer notre parti à affronter la tempête. Si nous nous montrions capables de cet effort, alors, et alors seulement, nous n'aurions pas failli à notre mission historique.

Ce langage, comme il fallait s'y attendre, fut mal compris de quelques pacifistes intégraux. Ils se déclarèrent « atterrés de cette acceptation de la guerre qui vient » et demandèrent si le parti avait vraiment renoncé à lutter contre elle. La guerre était, à leurs yeux, un noir tunnel au-delà duquel ils se refusaient, eux, à entrevoir la moindre perspective révolutionnaire. Mon langage, se plaignaient-ils, condamnait à l'inaction, à la résignation, fourrières de la défaite. Nos pacifistes, enfin, s'insurgeaient contre ma suggestion qu'il fallait liquider leurs chimères. Daniel Guérin avait le droit de s'exprimer en son nom personnel, mais Marceau Pivert, en le présentant, avait déclaré qu'il avait été mandaté par notre direction et il avait été à cette réunion le seul rapporteur, ce qui donnait à ses déclarations « un caractère officiel extrêmement grave ».

Ainsi se dessinait un divorce entre deux formes de lutte radicalement opposées, divorce qui, une fois la guerre déclarée, allait faire éclater le P.S.O.P., les uns s'enlisant dans un pacifisme stérile et légaliste, les autres, une poignée, s'enfonçant dans la clandestinité révolutionnaire.

Front ouvrier international

Pour affronter l'épreuve, nous avions, enfin, à établir ou à renforcer, pendant qu'il était temps encore, des liaisons internationales. A notre réunion d'information, j'avais rappelé que le mouvement ouvrier est, par excellence, international. En cas de guerre, le maintien, ou la reprise, des relations internationales serait une tâche essentielle, comme nous l'avaient enseigné, au cours de la guerre 1914-1918, les conférences de Zimmerwald et de Kienthal⁶. Enfin, l'effondrement du capitalisme, s'il se produisait à l'issue de la guerre,

6. Nous étions lecteurs assidus de l'ouvrage d'Alfred ROSMER : *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, t. I, 1936.

serait internationale. Seule une nouvelle Internationale serait capable d'orienter les masses enfin réveillées.

Nos textes constitutifs, sur ce point, étaient manifestement défectueux. Si peut-être Trotsky et ses amis avaient fait erreur en fondant, par en haut, une artificielle IV^e Internationale, nous ne devons pas répondre à cette erreur par une autre erreur, et esquiver le problème.

Ici, il convient de revenir un moment en arrière. A partir de 1932, le Parti ouvrier socialiste allemand (S.A.P.) avait, pour sortir de l'isolement, établi des liens avec de petites organisations similaires en Scandinavie et en Hollande. En 1934, ces contacts avaient donné naissance à un Bureau international pour l'unification socialiste révolutionnaire, dit Bureau de Londres. En février 1935, puis au début de novembre 1936, cet organisme avait tenu des conférences internationales, auxquelles étaient venus en renfort l'Independent Labour Party britannique (I.L.P.), le Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol (P.O.U.M.), et divers petits groupes belge, américain, allemand, italien, grec, etc. Depuis longtemps, Trotsky tonnait contre le maudit Bureau et il en dénonçait le « centrisme » congénital, l'incapacité totale en matière d'action révolutionnaire, le refus d'éduquer les masses en direction de la IV^e Internationale.

Le P.S.O.P. ayant, comme on l'a vu, lors de sa fondation, remis à plus tard la question de son éventuelle adhésion au Bureau de Londres, para au plus pressé en suggérant la constitution d'un organisme international d'unité d'action. Au surplus, certains autres petits mouvements, qui, pour une raison ou une autre, ne désiraient pas adhérer au Bureau de Londres, acceptèrent de se laisser pêcher par ce nouveau filet. Quant à moi, je nourrissais (fallacieusement) l'espoir secret d'entraîner les trotskystes dans notre front unique.

C'est ainsi qu'en pleine crise internationale naquit à Genève, le 12 septembre 1938, le Front ouvrier international contre la guerre (F.O.I.), faisant suite à la conférence de fondation de la IV^e Internationale qui venait de s'ouvrir le 3 septembre. Le F.O.I. lança un premier manifeste dans lequel il déclarait, à l'adresse des travailleurs communistes : « Ce n'est pas en faisant l'union sacrée avec votre impérialisme, mais en conquérant le pouvoir dans votre pays, que vous défendrez efficacement ce qui reste des conquêtes de la Révolution russe et que vous contribuerez en même temps à la renaissance du véritable pouvoir des soviets. »

Les 29 et 30 octobre, le F.O.I. tint à Bruxelles une nouvelle conférence à laquelle le P.S.O.P. était représenté, au titre de délégués titulaires, par son secrétariat national et par moi-même. La conférence élaborait une résolution et un manifeste dans lesquels, à la lumière de la crise de Munich, elle prenait position, tout à la fois, contre la guerre impérialiste et contre la paix impérialiste, proclamait que le compromis de Munich n'avait pas écarté le danger de guerre et, au cas où celle-ci éclaterait, s'engageait à poursuivre

une politique de défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire à souhaiter la défaite des divers impérialismes, y compris le sien propre, et à y concourir, pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

A cette conférence, nous fîmes la connaissance de délégués de nombreux pays : le svelte gentleman idéaliste Fenner Brockway, plus généreux qu'intelligent, le rude et truculent révolutionnaire hollandais Sneevliet, le lourd et finaud Germain Heinrich Brandler, bâti en buveur de bière, le sectaire et espiègle titi bruxellois Vereeken, bien d'autres encore. Les débats et textes adoptés par la Conférence de Bruxelles furent réunis en une brochure bilingue, sous le titre : *Par-dessus les frontières des mains se tendent — Worker's Hands across the frontiers*⁷. Nous n'étions plus seuls.

J'eus l'occasion de resserrer ces contacts internationaux au cours d'un voyage que je fis à Londres à la fin de janvier 1939. Le P.S.O.P. m'avait délégué à l'inauguration d'une Exposition anti-colonialiste organisée par nos amis de l'Independent Labour Party et le Bureau international africain de Londres. Les colonisés de notre propre Empire étaient représentés par un jeune camarade vietnamien, qui se faisait appeler Robert. A Londres, je me liai d'amitié, une amitié qui dura jusqu'à sa mort prématurée en 1959, avec le pionnier du panafricanisme noir que fut George Padmore. Originaire de Trinidad, il avait longtemps appartenu au Komintern, avec lequel il rompit quand Staline se mit à danser la ronde des démocraties.

C'était un homme d'une culture marxiste étendue, d'une vive intelligence, d'une faculté de travail peu commune. Secondé par Dorothy, une Britannique blanche, sa compagne dévouée et agissante (qui, après lui, devait mourir au Ghana), il avait des correspondants dans toutes les communautés de couleur, de l'ancien comme du nouveau monde, et il s'intéressait autant aux mouvements de libération de l'Afrique francophone qu'à ceux de l'Afrique anglophone. A Londres, je rencontrai également une autre étoile de la décolonisation : Jomo Kenyatta, alors militant syndicaliste, plus tard brillant sociologue de ses tribus autochtones, pendant des années captif de l'impérialisme britannique, ensuite libérateur, puis dictateur, du Kenya.

En notre présence, fut fondé, avec la participation de nombreuses organisations travaillistes et celle de vingt-six organisations de défense des colonisés, un Centre britannique contre l'impérialisme, destiné à coordonner les différents mouvements de libération. Avec le concours de la délégation française, dont un amendement fut accepté, le Centre adopta une résolution qui, notamment, appuyait le mouvement national indien dans sa résolution de refuser toute guerre engagée par le gouvernement britannique tant que l'Inde

7. Paris, décembre 1938.

ne serait pas politiquement libre. La suite des événements devait prouver que ce n'étaient pas paroles en l'air.

Le 22 janvier, nos amis nous firent également assister à la réunion constitutive d'une *No-conscription League*, destinée à combattre l'introduction en Grande-Bretagne du service militaire obligatoire. Le parti stalinien anglais s'abstint, et pour cause, de s'associer à cette initiative. Il nous fut aisé de produire devant l'auditoire des arguments supplémentaires, tirés de la triste expérience du service obligatoire que nous avions en France⁸.

Le contact établi à Londres fut repris, peu de jours après, à Paris. Le 11 février, les délégués de l'I.L.P., Fenner Brockway et John McNair, un Ecossais jovial et buvant sec, assistèrent, chez nous, à une nouvelle réunion internationale du F.O.I. Un manifeste fut adopté qui, après avoir dénoncé la lourde responsabilité de Staline dans la défaite de la Révolution espagnole, maintenait notre refus de prendre parti entre les divers impérialismes, « pour un groupe de brigands contre un groupe de pirates », et invitait les travailleurs du monde entier « à leur régler leur compte à tous »⁹.

Déjà le drame palestinien

Nous profitâmes de la présence à Paris de Brockway et de délégués anti-impérialistes venus de Londres pour organiser, dans la petite boutique du quartier Mouffetard qui appartenait à René Lefeuvre, un colloque sur le problème palestinien. De cet échange de vues, auquel prirent part des révolutionnaires juifs et arabes, sortit un texte collectif qui fut publié, sous ma signature, dans *Juin 36*¹⁰. Nous y dénoncions l'origine impérialiste et capitaliste du sionisme et nous énumérions les griefs à son égard des autochtones dépossédés. Les Arabes étaient prêts alors, à la rigueur, à accepter comme un fait accompli la transplantation en Palestine des 400 000 Juifs et la création d'un Etat indépendant, au gouvernement duquel les Arabes et les Juifs eussent participé proportionnellement à leur importance numérique, mais à une condition expresse : l'arrêt de l'immigration juive.

Toutefois, ce n'était pour nous qu'un palliatif : le socialisme seul pouvait résoudre le problème en apportant une solution définitive aussi bien à la question juive qu'à la question arabe.

Nous souhaitions, en conclusion, la naissance d'un parti révolutionnaire palestinien qui grouperait travailleurs arabes et juifs, répu-

8. D. GUÉRIN, « Visite à nos amis anglais », *Juin 36*, 3 et 10 février 1939.

9. *Juin 36*, 17 février 1939.

10. *Juin 36*, 3 et 10 mars 1939 ; republié récemment dans *Initiative socialiste*, N° 6.

dierait l'« Etat national juif », opérerait à la fois la socialisation des sociétés capitalistes juives et l'expropriation de la grande propriété arabe. La coopération entre les anti-impérialistes de Londres et de Paris portait déjà ses fruits : sans elle, la rédaction d'un tel texte n'eût pas été possible. Vue avec le recul du temps, la solution que nous esquissions apparaît quelque peu prophétique, bien que, depuis cette époque, un facteur nouveau soit venu pousser au paroxysme le drame palestinien et être exploité par Israël : le génocide de millions de Juifs.

Un puissant levier

Quand il devint évident que la conflagration mondiale était imminente, le Front ouvrier international contre la guerre éprouva le besoin de se réunir à nouveau. La session eut lieu, à Paris, du 27 au 29 avril. Trois copieux rapports avaient été préparés à l'avance, l'un sur la situation internationale dû à la plume de Michel Collinet, le deuxième sur la guerre et les syndicats, le troisième, dont j'étais l'auteur, sur la situation dans les colonies de l'Empire français. Cette fois, en effet, nous avions associé étroitement à notre conférence les représentants des mouvements de libération des deux Empires. Avec eux fut rédigé un texte affirmant leur résolution « d'utiliser en temps de guerre comme en temps de paix, toutes les circonstances pour se libérer, à la fois nationalement et socialement ». Ici encore, les paroles devaient être suivies d'actes.

La présence des colonisés conféra à notre rencontre une dimension supplémentaire. Nous ne formions, dans chacun des pays dont nous étions issus, que de petites minorités politiques, sans grande prise directe sur les larges masses. Mais les peuples colonisés qui, par le truchement de leurs délégués, s'unissaient à nous contre la guerre, représentaient, eux, des forces populaires immenses, infiniment plus efficaces, dans un proche avenir, contre les impérialismes que les prolétariats soporifiés. Ainsi nous avions désormais entre les mains un puissant levier qui, au cours et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à commencer par l'Inde et l'Indonésie, allait déplacer des montagnes.

De ces assises naquit également un Centre de liaison anti-impérialiste, fondé en présence d'une délégation du Centre britannique contre l'impérialisme et qui se proposait d'œuvrer, dans le cadre des pays opprimés par l'Empire français, en liaison étroite avec le Centre similaire de Londres. Le secrétariat de ce Centre fut confié au Sénégalais Emile Faure, ingénieur de son métier, petit-fils de Samory, l'Abd el-Kader de l'Afrique noire. La guerre venue, ce militant hors ligne, qui, comme Padmore, avait des correspondants dans toute l'Afrique noire, devait payer d'une longue et cruelle détention au Gabon la courageuse responsabilité qu'il

avait prise. Il était assisté dans sa tâche par le jeune Taieb Slim, aujourd'hui l'un des ministres les mieux assis du dictatorial président Bourguiba.

A l'issue de notre conférence, une réunion secrète groupa Jay Lovestone, transfuge du communiste oppositionnel brandlérien, qui représentait un mince noyau travailliste américain : l'International Labor League of America, Fenner Brockway, de l'I.L.P., Marceau Pivert et moi-même. Il y fut décidé que, dès le début des hostilités, un secrétariat de liaison internationale serait constitué en pays neutre et que j'en assumerais la charge. Des fonds, d'ailleurs modiques, me furent confiés pour les premiers frais d'installation. Un des plus actifs de nos jeunes camarades, Lucien Weitz, qui assurait à la fois la liaison avec le P.O.U.M. espagnol et la rédaction en chef de notre hebdomadaire *Juin 36*, fut chargé de se rendre en Scandinavie afin d'y préparer les voies à l'organisme futur. Après avoir comparé, sur place, les mérites respectifs de la Suède et de la Norvège, il opta pour cette dernière, la police y étant, disait-il, moins tracassière et les jeunes socialistes de gauche groupés autour de Haakon Meyer (un leader internationaliste de la gauche du Parti social-démocrate norvégien) prêts à nous seconder.

A l'avance tout un matériel (codes chiffrés, notamment) fut expédié à Oslo, les divers militants nationaux et internationaux dotés de noms de guerre. On convint de mots de passe. Je me mis à l'école du vieil Heinrich Brandler qui, avec bonhomie, et aux lèvres un sourire méphistophélique, m'initia aux techniques de la clandestinité, aux grilles, encres sympathiques, microfilms et autres trucs. Tout, ou presque tout avait été prévu. Rien, ou presque rien, n'avait été négligé. Quand sonna l'échéance fatale, nous étions, sur ce plan au moins, fin prêts¹¹.

Toutefois, le Front ouvrier international comportait un point faible : au fur et à mesure que nos fondations, sur le plan national, notre implantation dans les masses se rétrécissaient, nous construisions, sur le plan international, un toit de plus en plus démesuré. Nous compensions par le haut ce que nous perdions par le bas ; et le F.O.I. prenait la forme d'une pyramide inversée. Pourtant c'était là, de notre part, un calcul délibéré. Face à la guerre imminente, l'établissement de liaisons internationales nous paraissait un devoir prioritaire. A travers la tourmente, il fallait, à tout prix, maintenir un fragile lien entre de chétifs îlots nationaux de résistance à la guerre. Ce ne fut point par hasard que Marceau Pivert, à notre Congrès de Saint-Ouen, à la fin de mai, devait se faire attribuer une nouvelle fonction, celle de secrétaire international, abandonnant à de jeunes camarades moins expérimentés le secrétariat national du parti. Pour assurer la survie de notre bien le plus précieux : l'internationalisme révolutionnaire, notre chef de file

11. On lira plus loin (pp. 254-257, 265) ce qu'il advint de cette mission en Norvège.

n'hésita pas à déplacer son camp d'activité ; du P.S.O.P., il le reporta sur le F.O.I.

Encore les pacifistes

Cependant l'équivoque pacifiste continuait à nous compromettre. L'I.L.P. britannique était affligé d'un fléau : son président et député, James Maxton. Le vicil Ecossais était fort de son siège aux Communes et de son fief prolétarien de Glasgow. Au lendemain de Munich, il avait prononcé un discours, dans lequel, à la manière de notre Giono, il avait adressé des félicitations enthousiastes à Neville Chamberlain, « sauveur de la paix ». Cette malheureuse harangue avait, non sans raison, fait traiter l'I.L.P. par Trotsky de « misérable clique pacifiste ¹² » et, de surcroît, elle avait rendu notre parti frère vulnérable aux attaques des stalinien ¹³.

Mais le passage du pacifisme au bellicisme, comme l'avait montré en France la volte-face de la revue et du groupe de Georges Valois *Nouvel âge*, était aussi rapide qu'aisé pour qui ne demeurerait pas sur le solide terrain de l'internationalisme révolutionnaire.

Au début d'avril, Maxton et Fenner Brockway avaient pris une initiative qui, en sens contraire, n'était pas moins malencontreuse. Ils avaient proposé la réunion d'un congrès ouvrier international auquel ils conviaient les deux Internationales social-patriotes et banqueroutières, celle d'Amsterdam et celle de Moscou. Il s'agissait d'inviter la classe ouvrière internationale à organiser le blocus de l'Allemagne hitlérienne. N'était-ce pas renforcer l'idée, hélas déjà ancrée dans le cerveau de trop d'ouvriers, que l'impérialisme hitlérien était le *seul* responsable de la future guerre ? Du blocus prolétarien au soutien actif des impérialismes « démocratiques », il n'y avait qu'un pas et qui risquait d'être vite franchi. Par leur malheureuse proposition, nos amis achevaient de démoraliser le peuple allemand, et jusqu'à son avant-garde prolétarienne, qui allait se sentir encerclée non plus seulement par les impérialismes « démocratiques » mais aussi par les organisations ouvrières internationales. L'initiative britannique, au lieu de le fissurer, avait l'éventuel inconvénient de ressouder le bloc du peuple allemand autour de ses maîtres ¹⁴.

En France même, les pacifistes intégraux, à l'extérieur comme à l'intérieur du P.S.O.P., compromettaient, à chaque instant, notre position révolutionnaire contre la guerre. Les mêmes syndicalistes réformistes et anticommunistes, les mêmes intellectuels bêtards qui, en septembre 1938, avaient encensé les munichois, resurgirent, en

12. Lettre à D. GUÉRIN, cit.

13. D. GUÉRIN, *Juin 36*, 10 février 1939.

14. *Ibidem*, *Juin 1936*, 7 avril 1939 ; réponse de Fenner BROCKWAY, *op. cit.*, 12 mai 1939.

avril 1939, sous une nouvelle étiquette, celle, exhumée de 1935, d'un Centre de liaison contre la guerre (C.L.C.L.G.). Ils affirmaient « qu'aucun conflit économique, politique, international n'est insoluble », niaient ainsi le caractère impérialiste du conflit menaçant et répandaient l'illusion que, dans le cadre de l'ordre existant, il était possible de venir à bout de la guerre. Ces bonnes âmes sommaient les « gouvernements de trouver des solutions pacifiques ou, s'ils en étaient incapables, de s'en aller ». Elles incitaient, en somme, les pouvoirs publics à un nouveau Munich qu'elles endossaient à l'avance et elles entretenaient la chimère que des gouvernements bourgeois pouvaient abdiquer d'eux-mêmes sans y être contraints par la force. Comme en septembre, Marceau Pivert crut devoir associer le P.S.O.P. à cette initiative, et avec les mêmes arguments : certes, l'« idéologie moyenne » des auteurs du manifeste « contre toutes les guerres » n'était pas une position de classe, mais « tout front unique impliquait nécessairement des concessions réciproques » et nous avions le désir d'épauler ces pacifistes « sans chicaner ¹⁵ ». Juin 36 accorda l'hospitalité à la prose de Jean Giono ¹⁶. Je m'associai à la minorité trotskyste du P.S.O.P. ¹⁷ pour critiquer assez vivement ces bavardages pacifistes d'où les mots de lutte de classes et de révolution étaient soigneusement bannis et qui nous mettaient à la remorque d'un des courants de la bourgeoisie ; je déplorai qu'à chaque crise internationale notre parti donnât son blanc-seing à d'aussi équivoques manifestes.

Notre premier Congrès

Une situation nouvelle, en effet, était créée dans le P.S.O.P. par l'adhésion successive de la plupart des militants trotskystes. Ils formèrent moins de 10 % de nos effectifs ¹⁸. Le premier paquet fut le petit groupe schismatique qu'avait créé l'aventurier Raymond Molinier ¹⁹. Puis se présenta un lot d'excellents militants du P.O.I., avec, notamment, Jean Rous et Ivan Craipeau qui, n'ayant pu obtenir de nous un congrès de fusion, se résignaient à entrer indivi-

15. Juin 36, 21 avril 1939.

16. *Ibidem*, 28 avril 1939.

17. Cf. Ivan CRAIPEAU, « Les Pacifistes de M. Bonnet et le Parti révolutionnaire », *La Voie de Lénine*, N° 2, mai 1939.

18. Après la scission de Royan, nous avions espéré détacher de la S.F.I.O. une vingtaine de milliers de militants. Mais les prévisions s'avérèrent trop optimistes et, de surplus, le désarroi qui suivit Munich, la défaite du 30 novembre 1938 éclaircirent encore nos rangs. Au printemps 1939, le P.S.O.P. ne devait pas compter plus de 5 à 6 000 militants. Les trotskystes qui nous rejoignirent étaient quelques centaines.

19. *Commune*, 5 décembre 1938 ; *Le Prolétaire du Havre*, 1^{er} février 1939. Sur Molinier, voir plus haut p. 98.

duellement²⁰. D'autres suivirent. C'était le sommet de la IV^e Internationale, c'est-à-dire Trotsky en personne, qui, ne pouvant « se résigner à l'impuissance de sa section française », l'avait invitée, de façon pressante, à rejoindre le P.S.O.P. Seule une toute petite minorité, agglutinée autour de Pierre Naville, ne tint pas compte des consignes venues de Mexico et décida, contre vents et marée, de faire survivre un noyau, désormais réduit à sa plus simple expression. De Naville et des jeunes sectaires de son espèce, Trotsky confiait, d'un ton désabusé, qu'ils n'avaient « jamais eu, ni acquis, la capacité de pénétrer dans les masses, travailler avec elles »²¹.

Avais-je, pour ma part, une absolue confiance dans les méthodes que nos nouvelles recrues allaient mettre en œuvre pour tenter d'y faire prévaloir leurs points de vue ? Ce serait beaucoup dire²². Mais, par ailleurs, l'échéance du conflit mondial se rapprochant à larges enjambées, j'espérais, non sans un excès d'optimisme, que les révolutionnaires aguerris qu'étaient, ou que je supposais être, les trotskystes, nous aideraient à mieux tremper le P.S.O.P. et à le préparer à son rôle futur d'avant-garde clandestine : en fait, ils manquaient de préparation presque autant que nous.

Dans cette perspective, je me rapprochai d'eux, à partir du mois d'avril 1939, m'efforçant d'élaborer avec leur collaboration une plate-forme commune en vue du premier congrès du P.S.O.P. des 27-29 mai. A la réunion du bureau politique du parti, le 23 avril, nous fut communiqué le rapport que le secrétariat politique présentait au Congrès²³. A mon avis, ce rapport reflétait les incertitudes d'un parti qui en était encore à chercher sa voie. Le problème essentiel qui se posait à nous y était escamoté : il s'agissait, en effet, de savoir ce que nous voulions : continuer la S.F.I.O. ou construire un parti révolutionnaire ? Voulions-nous nous aligner sur les naufragés de la social-démocratie, réfugiés chez nous pour y pleurer leurs illusions perdues, ou sur les ouvriers révolutionnaires que nous n'avions pas encore su conquérir ? Il fallait choisir. Et ce choix était pour notre jeune parti une question de vie ou de mort : si nous tardions à le faire, nous continuerions à perdre les premiers éléments (dépassés, de plus en plus, par le rythme des événements), sans gagner les seconds.

Résolu à préserver la démocratie libertaire que nous nous étions

20. *Jun 36*, 3 février 1939 ; article de Jean Rous dans *La Voie de Lénine*, N° 1, avril 1939.

21. *La Lutte ouvrière*, 10 juillet 1939 ; entretien de Trotsky avec C. L. R. JAMES, *op. cit.* Pierre Naville m'a fait part, le 23 septembre 1969, de son intention de publier un recueil d'articles de lui et de documents sur la période 1929-1939 sous le titre : *Dix ans de politique française*. « Dans ce recueil, m'écrivit-il, on verra exactement ce que je pensais et pour quoi j'ai combattu à cette époque. »

22. Cf. D. GUÉRIN, lettre à Trotsky, *cit.*

23. Publié dans *Les Cahiers rouges*, avril 1939.

donnée, j'étais prêt à combattre quiconque eût voulu nous bolcheviser ; mais, à mes yeux, ce n'était pas affaiblir le parti, c'était, au contraire, le renforcer que de confronter loyalement nos conceptions avec les diverses minorités révolutionnaires et, si possible, les intégrer. Mais tel n'était pas l'avis de notre direction.

On substituait, depuis quelque temps, à la libre discussion des idées, une sorte de psychose antitrotskyte. Dans une virulente tribune libre de *Juin* 36, René Lefeuve dénonça, avec une âpreté qu'on ne lui connaissait point et qui, peut-être, lui était soufflée, « une activité scissionniste au sein du P.S.O.P. ». Selon lui, notre union était gravement menacée par une poignée de désagréateurs. Ils n'avaient rien appris ni rien abandonné des méthodes qui les avait condamnés, depuis tant d'années, à l'impuissance. Ils constituaient « un parti dans le parti ». Ils commettaient, entre autres, le crime de publier un périodique de leur tendance. Ce Fouquier-Tinville au petit pied invitait le P.S.O.P. à prendre sans tarder les mesures qu'imposait l'urgence du prétendu danger ²⁴.

Le parti se laisserait-il entraîner jusqu'à exclure la minorité trotskyste ? Avait-il déjà oublié avec quels accents passionnés nous proclamions, contre Léon Blum et Paul Faure, l'« inviolabilité des droits de la minorité » ? Se souvenait-il que nous avions été, nous aussi, il n'y avait pas si longtemps, accusés de former « un parti dans le parti » et que nous avions défendu, opiniâtement, notre organe de tendance ? Trop souvent, en ce bas monde, les opprimés deviennent, à leur tour, oppresseurs. Je posai la question à Lefeuve : les victimes d'hier seraient-elles les bourreaux de demain ²⁵ ? Le charmant bohème devenu inquisiteur, riposta en m'accusant de servir ou de couvrir tous ceux qui voulaient bolcheviser notre parti ; et il me souhaita, fraternellement, de me « reprendre » avant d'avoir été « caporalisé » ²⁶. Je m'abstins de voter le rapport du secrétariat politique.

À l'ouverture du Congrès du P.S.O.P. à Saint-Ouen, une motion préalable sur l'activité trotskyste, rédigée par René Lefeuve et reprenant les termes de son article, fut adoptée à l'esbroufe, « à l'unanimité moins trois voix », sans même un vote par mandats. À la tribune du Congrès, tout en affirmant que je n'étais pas trotskyste, je rappelai que c'était sous cette étiquette infamante que les staliniens combattaient et liquidaient les minorités révolutionnaires.

Sur le plan de la jeunesse, le même drame que nous avions vécu deux fois dans la S.F.I.O., en 1935 puis en 1937, se répéta chez nous. C'était à croire que l'on voulait singer la « vieille maison » jusque dans ses procédures pénales. Notre direction se défendit, comme l'autre, par des sanctions bureaucratiques, et elle fit sien

24. *Juin* 36, 19 mai 1939.

25. D. GUÉRIN, *op. cit.*

26. *Juin* 36, 26 mai 1939.

le langage que nous avons naguère si sévèrement reproché à Paul Faure : « il n'était plus possible de continuer à tolérer dans la région parisienne une organisation de jeunes travaillée par de nouveaux adhérents trotskystes ou trotskysants et devenu un "instrument de manœuvre" », etc. Les dirigeants de la J.S.O.P. furent exclus. Tout comme dans la S.F.I.O., la majorité du parti, sous prétexte d'indiscipline, se livrait à une opération politique. Pour les minoritaires adultes, c'était un avertissement.

Nous nous laissâmes entraîner au Congrès de Saint-Ouen à une longue et oiseuse discussion sur la « compatibilité » ou l'« incompatibilité » de l'appartenance à la franc-maçonnerie. Trotsky n'avait sans doute pas tort de soutenir que cette société secrète remplissait, de nos jours, une fonction profondément réactionnaire²⁷. Mais la question était délicate : la liberté de conscience de nos adhérents était en cause ; un certain nombre de nos dirigeants, et non des moindres, s'obstinaient dans une fidélité sentimentale à leur loge. Ils se flattaient d'y propager leur socialisme libertaire, leurrés par ses apparentes similitudes avec le libéralisme bourgeois²⁸. Ils y adjuraient en vain leurs frères de ne pas se lier aux institutions discréditées du parlementarisme bourgeois ; la franc-maçonnerie serait « révolutionnaire, ou elle ne serait plus » et elle tomberait « sous les coups d'un clérico-fascisme renaissant ». La prophétie devait se trouver vérifiée sous Pétain.

Les illusions de Suzanne Nicolitch quant au rôle progressif de la franc-maçonnerie n'en étaient pas moins dangereuses²⁹. En d'autres circonstances, il eût été nécessaire, bien que pénible, de vider l'abcès. En des temps d'extrême tension internationale, un tel débat était-il opportun ? Mais l'initiative en avait été prise au lendemain de la fondation du P.S.O.P. et ne pouvait être reculée indéfiniment³⁰. La motion déposée par la minorité contre la « compatibilité » eut un seul avantage : nous permettre de nous compter. L'épreuve ne nous fut pas trop défavorable, puisque notre texte réunissait 76 mandats contre 112.

Le problème le plus grave qu'eut à trancher notre Congrès, celui de l'attitude du P.S.O.P. en cas de guerre, fit apparaître combien nous étions divisés. Notre parti, je le soulignai à la tribune, était fragile du fait de l'extrême hétérogénéité de ses tendances,

27. *Le « trotskysme » et le Parti socialiste ouvrier et paysan*, 25 juillet 1939, voir aux Annexes p. 278.

28. Les « différences essentielles », en dépit d'une « ressemblance superficielle », entre francs-maçons et libertaires ont été clairement définies par *Noir et Rouge*, cahiers d'études anarchistes révolutionnaires, N° 23, février 1963.

29. S. NICOLITCH, *op. cit.*

30. Rapport de Suzanne Nicolitch (pour la compatibilité), *Les Cahiers rouges*, avril 1939 ; rapport ronéotypé de Pierre Bailly (contre la compatibilité) sous le titre : *Oui, la franc-maçonnerie est un danger*, mai 1939. Du Mexique, Trotsky suivait passionnément ce débat.

qui allaient du pacifisme intégral à des conceptions qui inclinaient vers celles des staliniciens³¹. Tandis que René Modiano affirmait que, seule la « paix, la paix immédiate et sans conditions, était révolutionnaire » et acceptait l'éventualité « de l'invasion, de la dictature dans la paix rétablie », prélude à une lutte antifasciste civile et clandestine, Michel Collinet appelait, lui, le prolétariat à la lutte, non seulement contre sa propre bourgeoisie, « mais contre un ennemi extérieur : le fascisme hitléro-mussolinien ». Moins explicite, toutefois, que le va-t-en guerre Zyromski, Collinet ne révélait point par quels moyens, autres que la lutte de classes, le prolétariat français devait combattre cet ennemi extérieur.

Entre ces deux extrêmes, je défendis, avec Lucien Weitz et Jean Rous, une traditionnelle position internationaliste et défaitiste révolutionnaire. Les votes furent très partagés. Aucune majorité nette ne réussit à se dégager. Nous allions à l'abattoir, sans être capables de préciser quel y serait notre comportement³².

Cependant, nous retrouvions l'unanimité sur des formules plus vagues, comme en témoigne cet Appel aux travailleurs : « Si du choc des impérialismes devait sortir la guerre, nous resterions des adversaires irréductibles de l'ennemi qui est dans notre propre pays [...]. Nous nous tiendrions prêts à hâter l'heure du réveil des peuples, de la chute des tyrans, de la contagieuse émancipation des hommes enfin libres. » Ce n'était pas assez, sans doute, mais à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, c'était, tout de même, ouvrir une porte vers l'avenir.

Ultime dialogue Pivert-Trotsky

A peine les lampions du Congrès de Saint-Ouen étaient-ils éteints que Marceau Pivert fut pressé par son entourage de s'en prendre au « trotskysme³³ ». De deux choses l'une, soutenait notre camarade dans *Juin 36* : ou bien le trotskysme abandonnerait ses méthodes sectaires du passé, sa prétention à l'hégémonie, et il aurait sa place dans le P.S.O.P., foyer de libre recherche et instrument d'action collective de l'avant-garde révolutionnaire ; ou bien il se révélerait incapable de cet effort sur lui-même, il apparaîtrait comme le cousin germain du stalinisme, il ferait la preuve éclatante de son incompatibilité avec un socialisme démocratique.

Marceau Pivert, plus prudent que Lefevre, plus proche aussi de mes conceptions, se refusait encore à prononcer un jugement définitif. Il saluait, au contraire, avec joie, les efforts remarquables que certains militants ex-P.O.I. avaient déployés pour militer loya-

31. *Juin 36*, 2 juin 1939.

32. *Les Cahiers rouges*, juin-juillet 1939.

33. « Le P.S.O.P. et le trotskysme », *Juin 36*, 9 juin 1939

lement dans le P.S.O.P.³⁴. Cependant il affirmait avoir les preuves (mais sans révéler lesquelles) d'un « travail fractionnel poursuivi avec des éléments extérieurs au parti et qui avait obligé notre Congrès à prendre certaines précautions »³⁵.

Aucune tendance, concluait Marceau Pivert, ne pouvait prétendre être détentrice de toute la lumière. Mais toutes devaient « apporter quelque chose de spontané, de sain, de libre, à l'élaboration d'une politique commune ». La méthode de construction de notre socialisme ne serait pas « autoritaire », mais « libertaire ». Cet article penchait plutôt vers la tolérance. Cependant, il contenait des attaques assez vives contre l'un des « éléments extérieurs » auxquels il faisait allusion : la personne même de Trotsky, lequel « ne pouvait admettre dans son organisation que des affiliés acceptant comme un dogme, c'est-à-dire sans discussion, ses directives ».

Piqué au vif, l'exilé de Mexico, comme il fallait s'y attendre, riposta. Le 25 juillet, il nous adressa une assez longue réponse, que notre hebdomadaire, malgré ses sommations, ne crut pas devoir insérer : *Le « trotskysme » et le Parti socialiste ouvrier et paysan*. Ainsi la dernière intervention de Trotsky dans le mouvement ouvrier français, avant la guerre et sa mort violente, n'avait pas été imprimée³⁶. « Non, protestait-il, la IV^e Internationale n'avait pas un régime de monolithisme et d'obéissance aveugle. Non, elle ne se réduisait pas à une seule individualité. » Et il en produisait des preuves. Ce suprême dialogue portait sur l'essentiel : sur deux conceptions du socialisme, l'une autoritaire, l'autre libertaire. Notre socialisme libertaire était, aux yeux de notre correspondant, une formule « pompeuse et nébuleuse ». Et il nous lançait à la tête : « Par sa nature, la dictature du prolétariat est autoritaire, sinon elle ne serait pas une dictature. » Formulation dont la brutale franchise n'était pas faite, assurément, pour nous rendre moins libertaires.

Et Trotsky de conclure : « La critique du bolchevisme à laquelle se livrait Pivert ne contenait pas un gramme de marxisme. A l'analyse matérialiste, elle substituait des ombres chinoises. » Cependant, après cette semonce qui, une fois de plus, trahissait son inaptitude à s'affranchir des schémas du passé, notre fêrle, s'adressant à nous pour la dernière fois, s'écriait, de façon plutôt encourageante : « Il faut cesser de se nourrir des formules vides d'hier », pour

34. En particulier, Ivan Craipeau avait constitué à Mantes un bastion à la fois politique et syndical, qu'il mit au service du P.S.O.P.

35. Ces « preuves » étaient les suivantes : Trotsky avait envoyé à Paris, vers avril 1939, une délégation de son organisation américaine avec pour mission de presser les trotskystes français de rejoindre le P.S.O.P., afin, confiait-il, de « gagner le P.S.O.P. » à la IV^e Internationale et de faire faire à cette dernière « un grand bond en avant ». (Entretiens de Trotsky avec C.L.R. James, *op. cit.*, dont Marceau Pivert eut connaissance.)

36. Lettre cit.

ajouter : « Je voudrais qu'y réfléchissent non seulement Marceau Pivert, mais aussi Daniel Guérin. » Je ne devais connaître que bien plus tard ce texte, entendre cette voix d'outre-tombe.

Suprême défense des colonisés

Plus se rapprochait la sanglante échéance et plus nous donnions la première place à nos « frères des colonies » dont la coopération, au cours de la guerre, nous paraissait riche en promesses.

Au Congrès de Saint-Ouen, j'avais proposé des thèses sur la question nationale et coloniale, afin de définir exactement notre position vis-à-vis de l'autodétermination et de l'indépendance. Le devoir d'un mouvement internationaliste était de revendiquer pour les peuples colonisés le droit de séparation. Nous ne faisons certes pas de l'indépendance un fétiche, et nous n'entendions pas prôner un isolement égoïste, qui eût fait tourner en sens inverse la roue de l'histoire. Mais l'association des peuples ne pouvait s'opérer que si l'acte de violence initial était d'abord effacé, et reconnu le droit à l'indépendance. Vingt ans s'écouleront avant qu'un chef d'Etat français finisse par admettre, contraint et forcé, après des années de combats et de revers, ce qu'il y avait d'avisé dans cette conception.

Ce rapport suscita des opposants. Leur porte-parole, René Krihiff, soutint que, de notre temps, aucune nation n'était indépendante et que, si un peuple colonisé conquérait son indépendance, il serait obligé de faire appel à un autre impérialisme pour s'industrialiser. Je répondis qu'il était nécessaire de parler aux colonisés un langage nouveau et hardi pour obtenir leur audience et lier leur lutte pour l'indépendance avec nos luttes prolétariennes révolutionnaires. Mes thèses furent adoptées par 116 mandats contre 34 et 33 abstentions³⁷. Elles valurent, au P.S.O.P., en dépit de sa faiblesse numérique, la confiance de ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers monde.

Louis Lecoin et ses camarades libertaires avaient créé sous le nom de Solidarité internationale antifasciste une organisation destinée, avant tout, à venir en aide aux anarchistes et aux membres du P.O.U.M. espagnol. Elle disposait d'un excellent et vivant hebdomadaire : S.I.A. Dans le cadre de ce mouvement, Lecoin nous avait incités à créer, en novembre 1938, un Bureau de défense des peuples coloniaux, auquel il ouvrit les colonnes de son journal, et dont le secrétaire fut un professeur, Marc Casati. Avec des anticolonialistes chevronnés tels que Robert Louzon, Félicien Challaye, etc., deux

37. *Les Cahiers rouges*, mai 1939 ; *Juin* 36, 2 juin 1939.

meetings furent organisés, l'un le 4 février 1939, le second, le 28 avril. Mais ce dernier fut interdit par le gouvernement Daladier.

Pour ma part, je centrai notre activité anticolonialiste autour de deux figures de martyrs : l'Indochinois Ta-thu-Thau, le Marocain Allal el Fassi.

Ta-thu-Thau, on le sait, avait fondé, en 1931, à Saigon, un organe de combat : *La Lutte*. Il avait été élu conseiller municipal de la capitale cochinchinoise. Sous Marius Moutet, en 1936-1937, il fut arrêté à plusieurs reprises. Le 30 août 1937, il entama une grève de la faim qui, à la suite d'une mystérieuse injection faite par un infirmier, le frappa de paralysie partielle. Moutet traita le malade de simulateur. Après une vaine tentative du gouverneur colonial pour faire déclarer irrecevable sa candidature, Ta-thu-Thau, le 30 avril 1939, fut réélu triomphalement à Saigon³⁸. J'entretenais alors avec lui une correspondance aérienne régulière³⁹. D'une énergie physique et morale peu commune, il était le plus internationaliste et le plus révolutionnaire des leaders colonisés. Il se réclamait, d'ailleurs, avec son camarade Tran-van-Tach, de la IV^e Internationale, et les trotskystes me reprochaient volontiers de ne pas assez souligner dans mes articles cette affiliation⁴⁰.

Allal el Fassi était l'antithèse du Vietnamien : un grand bourgeois marocain, nationaliste, musulman de stricte obéissance. Mais il avait payé de sa personne. En 1931, son opposition au dahir berbère⁴¹ lui avait déjà valu de passer plus d'un an en prison. Après la mise hors la loi du Comité d'action marocaine en octobre 1937, par le général Noguès, Allal el Fassi fut arraché à sa jeune épouse, jeté dans un avion et déporté au Gabon, dans un climat équatorial des plus meurtriers, mis au secret. Une vaste campagne fut organisée en sa faveur. J'écrivis plusieurs articles⁴². Cinquante mille tracts furent distribués. La signature de nombreuses personnalités fut recueillie pour un Appel. J'étais occupé, aux alentours du 22 août 1939, à mettre à la poste une partie de ce matériel lorsque la guerre nous surprit. Mais la campagne à ciel ouvert se doublait d'une

38. Cf. ANH-VAN et Jacqueline ROUSSEL (Marguerite BONNET), *Mouvements nationaux et lutte de classes au Viet-Nam*, mai 1947.

39. Des extraits de cette correspondance sont reproduits dans Nguyen-van-Dinh, *Ta-thu-Thau : Du nationalisme à l'internationalisme*, Saigon, avril 1939, en langue vietnamienne (Bibliothèque Nationale, 16^e Indoch. 1506).

40. J'ai raconté dans *Au service des colons*, 1954, p. 22, comment Ta-thu-Thau, captif, fut abattu, le 31 août 1945, par son geôlier stalinien.

41. Cf. Mouslim BARBARI, *Tempête sur le Maroc*, 1931, livre à la rédaction duquel j'ai participé ; voir plus haut p. 39.

42. D. GUÉRIN, *S.I.A.*, 22 juin 1939 ; *Jeun 36*, 23 juin 1939.

entreprise plus discrète : grâce à un Noir du Gabon, qui avait fait tenir à Emile Faure le croquis de la localité où El Fassi était séquestré, l'emplacement de sa villa, le plan des alentours, etc., nous projections, avec Edouard Serre, ingénieur en chef d'Air France, d'enlever en avion le leader marocain. Seule l'ouverture des hostilités nous empêcha de passer à exécution.

Depuis, Allal el Fassi est devenu, à son tour, impérialiste, rêvant d'annexer au Maroc la Mauritanie et brillant par son silence après l'enlèvement criminel de Mehdi Ben Barka, le 29 octobre 1965.

Le dénouement

Le 1^{er} juillet, le Front ouvrier international contre la guerre lança un ultime manifeste. L'Europe était transformée en une poudrière prête à sauter. Quel serait le point d'éclatement de l'orage maintenant très proche ? Dantzig ? Certes, Dantzig, proclamée ville libre par le traité de Versailles, était une ville allemande, et le couloir que les impérialistes de 1919 avaient interposé entre elle et la Prusse orientale, de population polonaise. Mais Dantzig n'était qu'un prétexte aussi bien pour les oppresseurs du peuple allemand que pour ceux du peuple polonais qui se préparaient à régler, par la force, leurs antagonismes. Ce manifeste invitait les travailleurs de tous les pays à « détruire un système social capable d'engendrer de telles tueries, de telles souffrances, de telles ruines ». Et il s'achevait par ces mots : « A bas le fascisme ! A bas la guerre ! Vivent les Etats-Unis socialistes du monde ! »⁴³.

En attendant, la répression commençait à pleuvoir sur notre parti. Marceau Pivert, Henri Goldschild, Maurice Jaquier étaient inculpés de provocation de militaires à la désobéissance pour un tract distribué à Cherbourg aux jeunes soldats, René Lefevre condamné. Dans les derniers jours de juillet, Lucien Weitz était arrêté et envoyé à la Santé. Si Pivert avait été en France à la déclaration de guerre, il eût sans aucun doute subi le même sort⁴⁴. Une perquisition policière était opérée au local du P.S.O.P.⁴⁵.

Au début d'août, les pouvoirs publics s'associèrent aux social-patriotes pour tenter de déshonorer notre parti : un sténographe du Sénat, Jean Amourelle, qui s'avéra être un agent hitlérien, fut arrêté. Il avait été, comme sténographe, sous les ordres de Marceau Pivert au secrétariat général de la présidence du Conseil, en 1936, mais il n'avait pas appartenu au P.S.O.P. Nous n'avions jamais eu avec lui, sur le plan politique, le moindre rapport⁴⁶. Pourtant, les

43. *Juin* 36, 14 juillet 1939.

44. En 1942, sous Pétain, il devait, à retardement, être condamné à la prison, par défaut.

45. *Juin* 36, 30 juin et 28 juillet 1939.

46. *Juin* 36, 11 août 1939.

staliniens crurent trouver dans ce scandale la preuve que, tout comme Marx Dormoy, ils recherchaient fébrilement, mais vainement, de notre collusion avec le fascisme.

Comme si de rien n'était, l'I.L.P. britannique ne voulut point renoncer à un plaisant projet qu'il avait formé depuis longtemps, celui d'une école d'été à Fort-Mahon, plage de la mer du Nord. Quelques camarades français, parlant (ou baragouinant) l'anglais y avaient été conviés. J'étais de ceux qui, le 12 août, vinrent participer à une ambiance à la fois de vacances, de travail et de camaraderie fraternelle.

Mais l'aggravation de la tension internationale abrégée d'une semaine ce stage qui jurait avec les événements et, dès le dimanche soir 20 août, nous étions de retour à Paris. Le soir du 23 éclata le coup de tonnerre du pacte Hitler-Staline. Depuis plusieurs mois, Trotsky, prophétique, annonçait qu'aussitôt après avoir abandonné les « démocraties », Staline ramperait devant Hitler et lui nettoierait avec empressement les bottes⁴⁷. De fait, le dictateur du Kremlin, n'ayant pas réussi à s'entendre avec les impérialismes occidentaux, retourna brusquement sa veste et, en s'alliant au *Führer*, il ouvrit la voie, non seulement à la sauvage agression hitlérienne contre la Pologne, mais, en même temps, à la saignée de tous les peuples d'Europe. Dans le même numéro de *Juin* 36 où notre éditorialiste commentait le pacte criminel, je rappelai quel régime de dictature, vassal de l'impérialisme français, était celui de Varsovie. Cet article, sans signature, fut mon dernier⁴⁸. Le quotidien *Ce soir*, sous la plume de Louis Aragon, avait présenté, idylliquement, le pacte comme une « garantie supplémentaire de paix ». En fait, c'était la guerre.

Le 25 au matin, Louis Joxe, alors collaborateur de l'agence Havas, m'assura, confidentiellement, que des troupes britanniques auraient commencé à débarquer en France. Cette fois, le sort en était bien jeté. La mission que le F.O.I., au mois d'avril, m'avait confiée me laissait le soin de déterminer moi-même la date de mon départ en Norvège. Je pris, à la gare du Nord, le soir du vendredi 25 août, l'express de Bruxelles. Je partis, presque sans bagages, comme quelqu'un qui s'absente pour vingt-quatre heures. Je devais rester absent trente mois.

Sous la mince couche de détermination avec laquelle je m'apprêtais à remplir ma mission, j'étais, au fond, désespéré. Depuis des mois, je savais, tout le monde savait, que la guerre était proche. J'avais essayé, tant bien que mal, de tremper notre parti, et de me tremper moi-même, en vue de cette éventualité. Et, pourtant, jusqu'à la dernière minute, me fiant, de façon excessive, et non marxiste, à la volonté humaine, j'avais espéré en mon for intérieur

47. Article du 24 mars 1939, *La Lutte ouvrière*, 21 avril 1939.

48. *Juin* 36, 25 août 1939.

que les maîtres du jeu se ressaisiraient, que leur libre arbitre s'arracherait à un fatal engrenage, qu'ils ne creuseraient pas, de gaieté de cœur, leur propre tombe et celle de dizaines de millions d'hommes : or, avec une criminelle inconscience, comme des somnambules, ils entraient, et faisaient entrer le monde, dans la catastrophe. Des dizaines de millions d'êtres humains se réveillèrent ce matin-là, sans savoir que leurs jours étaient comptés ; de grandes villes commencèrent leur activité quotidienne sans se douter qu'elles allaient être rasées.

Marceau Pivert venait, le mercredi 23, de partir pour les Etats-Unis, invité aux assises de la petite *League* de Jay Lovestone. Il ne devait rentrer en France que sept ans plus tard, diminué par la maladie, pour retomber dans la « vieille maison » social-démocrate. Absence irréparable : il avait le don d'amortir les heurts, de concilier les extrêmes ; et l'amitié confiante qui nous unissait l'un à l'autre évita, ou colmata, bien des fissures. Privé de sa direction, où la chaleur humaine tenait une si large place, le Parti socialiste ouvrier et paysan partit à la dérive, éclata en morceaux. Comme beaucoup d'autres choses qui tenaient encore debout à la veille du 1^{er} septembre 1939, il ne devait pas survivre à la tempête⁴⁹.

Départ pour la Norvège

Le récit de ce qu'il advint, et de ce qui m'advint, après le 1^{er} septembre 1939, devrait appartenir à un autre volume, qui n'a pas encore été écrit. Le sera-t-il ? La coupure n'est pas artificielle. Le monde qui commence n'est pas la simple continuation, l'imperceptible transformation du monde qui finit. La déclaration de guerre marque une rupture, un traumatisme, une mutation violente. Je me contenterai donc, ici, de quelques brèves incursions en direction de ce futur, dans la mesure où elles concernent encore le passé, où elles le prolongent pour un temps, où elles en sont les derniers sursauts, où elles en marquent le point final.

Tout d'abord, le voyage vers la Norvège. Jusqu'à Rotterdam, il se déroula sans encombre. A Bruxelles, je fus reçu fraternellement par Georges Vereeken, trotskyste dissident (toujours en vie et militant, bien que le chef blanchi, au moment où j'écris) ; à Rotterdam, hébergé par un militant ouvrier hors série, Ab Menist et sa famille. Il était l'un des plus proches collaborateurs du vieux Sneevliet, dont le parti révolutionnaire, en rupture de ban avec la IV^e Internationale, avait également trouvé refuge dans le F.O.I.

La Hollande prospérait dans un calme angélique. Aucune angoisse ne se lisait sur les visages. Rotterdam ne savait pas encore qu'elle

49. A l'exception de quelques flots de résistance socialistes, voir plus loin, p. 258.

serait détruite l'année suivante. Sneevliet et Menist ne savaient pas encore que, le 13 avril 1942, ils seraient fusillés l'un et l'autre en compagnie de dix autres camarades, par l'occupant hitlérien. J'étais arrivé juste à temps : quelques heures après mon admission sur le territoire néerlandais, le gouvernement interdisait l'entrée des étrangers.

Je réussis à prendre place sur le dernier courrier maritime assurant la liaison entre la Hollande et la Norvège. La douceur de vivre, la sérénité, agrémentées de mets scandinaves, aussi nouveaux pour moi que succulents, assoupissaient ce paquebot. A l'aube du 1^{er} septembre, il jeta l'ancre dans le port de Stavanger. Je dus, dans le salon, faire timbrer mon passeport par un fonctionnaire norvégien. Comme la fatale nouvelle lui était encore inconnue, il s'exécuta sans la moindre hésitation : une heure plus tard, l'entrée en Norvège ne m'eût sans doute pas été accordée. Une seconde fois, j'étais parti juste à temps.

Délivré de ces formalités, je descendis à quai pour un footing matinal. Penché sur le bastingage, au sommet de la haute proue d'un cargo allemand, un jeune mousse, blond et frisé, prenait le frais. Je lui criai dans sa langue un bonjour, suivit d'une interrogation : avait-il écouté la radio ? Il me répliqua, d'une voix rauque, rectifiant la position : « Les armées du *Führer* viennent d'envahir la Pologne ! » Mon cerveau de militant marxiste me prescrivait de survivre ; mais mon cœur d'homme eut peine à survivre.

Le cabotage, le long des côtes de Norvège, toute proches, côtes rocheuses, découpées, déchiquetées, avec des myriades de petits îlots escarpés au sommet desquels est planté, tantôt un arbuste, tantôt une maisonnette, sur un mer d'huile, souriante et bleutée, formait contraste avec ma misère intérieure. La petite ville de Bergen, où je débarquai, appartenait à un autre monde, et par ses apparences surannées, et par sa révoltante indifférence.

Dans le compartiment du train qui m'emmenait vers Oslo, la guerre était un peu moins absente : des réservistes venaient d'être rappelés. Mais ils étaient tellement civils et leur verve si joyeusement insouciance qu'encadré par eux, me comparant à eux, muet autant par inclination que par force majeure, je me faisais l'impression d'un obsédé.

Le secrétariat international d'Oslo

A Oslo, l'accueil des jeunes socialistes de gauche, groupés autour de Haakon Meyer, celui en particulier de Kjell Ottesen et d'Ærnulf Egge, me sauvèrent du désespoir. Très vite je me sentis adopté, intégré dans leur cercle juvénile. Mais le peuple norvégien vivait encore dans la lune : gavé, bien vêtu, luxuriant, sain, beau, indolent. A une vieille femme qui me logea pour une nuit, je confiai, un

peu trop pompeusement : « La deuxième guerre mondiale a commencé. » *Ja so !* (Ah, oui !), me répondit-elle, d'une voix traînante et mélodieuse, comme si je lui avais annoncé que les fraises sauvages étaient mûres.

A peine installé, je me mis au travail avec mes amis Hélène et René Modiano qui, passant leurs vacances en Norvège, avaient décidé d'y rester. Un certain nombre d'Allemands se joignirent à nous pour nous aider à mettre en route le secrétariat scandinave du F.O.I. : le jeune Peter Blachstein, du S.A.P., qui se faisait appeler Hans Petersen, réfugié politique en Norvège (aujourd'hui député social-démocrate à Bonn) ; un jeune trotskyste ultra-gauchiste que nous appelions « Bruno » (aujourd'hui Josef Hindels, dirigeant syndical autrichien) ; Walter Schwarz, un jeune ouvrier tailleur, envoyé spécialement par l'opposition communiste de Brandler pour nous seconder et, notamment, pour diriger nos tracts vers l'Allemagne par le truchement de matelots de la marine marchande.

Deux militants, de parler germanique, aux qualités exceptionnelles, se trouvaient également en résidence à Oslo : l'ancien secrétaire de Trotsky durant son séjour en Norvège, Heinz Epe (qui signait Walter Held), révolutionnaire en dentelles, à la culture raffinée et qui avait épousé une Norvégienne⁵⁰ ; Alois Neurath, ancien maire socialiste et président de la République des Conseils à Reichenberg (*Sudetenland*) en 1919, ancien secrétaire du Parti communiste tchèque de langue allemande, un homme déjà mûr (aujourd'hui disparu), bon vivant et pleinement humain. Ils devinrent tous deux mes amis.

Je dus suer sang et eau, pour amener ces fleurons de la IV^e Internationale, comme je l'avais déjà tenté à Paris, à collaborer avec les adhérents du F.O.I. La guerre russo-finlandaise rendit plus aisé le rapprochement : elle permit une vaste confrontation, verbale et écrite, de nos positions respectives sur ce conflit qui soulevait, pour un internationaliste, d'épineux problèmes.

Retranchés, du matin au soir, dans la salle de lecture de la bibliothèque de l'Institut Nobel, Modiano et moi procédions au dépouillement systématique de la presse mondiale : nos confrontations permettaient de dégager une vérité que tronquaient les journaux des belligérants. Nous suivions également de très près les mouvements de libération des colonisés. Nous étions en correspondance suivie avec l'émir Chekib Arslan qui, à Lausanne, publiait la revue *La Nation arabe* et formait, en ce temps de guerre, la plaque tournante du monde musulman, également avec le Dr Sajous, ami de George Padmore, qui représentait Haïti au Libéria. Nous étions à même de recueillir et d'analyser les textes du Congrès de l'Inde. Dès la fin novembre, nous pûmes commenter, avec joie, la

50. Epe devait être exécuté, à Saratov, par le Guépéou de Staline, au cours d'un voyage de Suède aux Etats-Unis qu'il avait témérairement entrepris *via* l'U.R.S.S. (été 1941).

déclaration suivante du Bureau du Congrès : « Le but du Congrès est désormais l'indépendance totale de l'Inde [...]. Le peuple de l'Inde profitera de la première occasion pour décider lui-même de son sort [...]. Tous les Indiens devront tout sacrifier pour mettre fin une fois pour toutes à la domination britannique. »

Nous avions à notre disposition les Livres Blancs publiés par Londres, Paris et Berlin, couvrant les ultimes négociations qui précéderent le déclenchement du conflit mondial. Nos recoupements nous permirent une première approximation. Chacun mentait, mais chacun laissait échapper, en même temps, une parcelle de vérité. Hitler avait bel et bien adressé une offre suprême au gouvernement de Varsovie : l'aménagement, pour résoudre la question de Dantzig, d'un couloir dans le couloir. Mais il s'y était pris de telle manière que l'offre, susceptible pourtant de sauver la paix, n'avait pas été prise au sérieux. En effet, le gouvernement britannique avait fait la sourde oreille, son ambassadeur invoquant une connaissance imparfaite de la langue allemande pour s'abstenir de transmettre à Londres, et de Londres à Varsovie, le compromis de dernière heure bâclé par le *Führer* : il est vrai que le ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop avait lu le document à l'ambassadeur d'une voix si rapide, peu intelligible et rude que l'interlocuteur avait trouvé un prétexte valable pour ne le point retenir. Aucun des deux partenaires, c'était évident, n'avait fait un effort vers l'autre. Les deux puissances voulaient désormais la guerre.

Le texte que je rédigeai, après ces lectures, n'eut pas l'heur de plaire au rédacteur de politique étrangère du journal socialiste d'Oslo, *Arbeiderbladet* (futur délégué de la Norvège aux Nations Unies) : Finn Moe me le rendit en insinuant acrimonieusement qu'il eût pu être publié dans le *Voelkischer Beobachter*, le quotidien hitlérien. Les social-démocrates norvégiens, bien que la Norvège fût officiellement neutre, étaient déjà enrôlés dans le camp des « démocraties » et incapables même de comprendre notre internationalisme révolutionnaire.

A partir d'octobre 1939, notre secrétariat publia, en un petit nombre d'exemplaires, un bulletin mensuel d'informations internationales, qui fut adressé aux correspondants du F.O.I. dans les divers pays. Dans le numéro de novembre, je crois, j'écrivis un article où nous annoncions que les deux vainqueurs de la guerre ne pourraient être, de toute évidence, que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. : ensuite les deux maîtres du monde, devenus rivaux,

s'affronteraient. Parallèlement, Marceau Pivert avait commencé, à New York, la publication d'un bulletin similaire, et il me semble bien qu'il y reproduisit l'article.

Avec New York comme avec Paris, nous entretenions une correspondance suivie. Nos lettres étaient microfilmées, puis insérées dans le ventre d'une poupée ou la pâte d'un gâteau. Les noms des camarades mentionnés étaient tous, bien entendu, des noms... de guerre. Et le déchiffrement de nos étranges messages n'était pas toujours facile. Notre courrier clandestin ne nous apportait pas que de bonnes nouvelles. Les défaillances de militants, en apparence solides, étaient nombreuses aussi bien en France que sur le plan international ; elles prenaient même parfois des formes déconcertantes et qui confirmaient, s'il était besoin, le caractère insondable de la nature humaine.

En sens contraire, nous ignorions, et n'avons appris que beaucoup plus tard, l'héroïsme de ceux demeurés eux-mêmes dans l'aile soit socialiste, soit trotskyste de la Résistance.

La fin du P.S.O.P. 1940

Avec Lucien Weitz, Jean Rous, Ivan Craipeau, Renée Plasson-Stibbe, et quelques autres, Marie Guérin avait participé à la consolidation d'une gauche du P.S.O.P., organisée sur la base de la clandestinité. Cette avant-garde s'était heurtée à une droite légaliste et antitrotskyste qu'animait Suzanne Nicolitch et qui s'obstinait, illusoirement, à vouloir conserver au parti une existence à ciel ouvert, en dépit de la répression et de la censure. Le 20 novembre, ce qui restait de la direction décida l'exclusion de la fraction trotskyste, jetant l'anathème sur les comités autonomes et les journaux, les uns et les autres clandestins, dont la minorité avait pris l'initiative.

Les exclus n'acceptèrent pas la sentence qui les frappait et, en leur nom, ma femme fit appel, en une lettre longue, énergique, pathétique, qu'elle adressa, par mon entremise, à New York, à Marceau Pivert. Ce qui avait été notre parti n'était plus qu'un squelette impuissant et vulnérable ; les derniers numéros de *Juin* 36 parurent avec les larges blancs imposés par les ciseaux de dame Anastasie⁵¹.

Au début de septembre, les pacifistes intégraux avaient lancé un appel : *Paix immédiate* sur le thème naïf et équivoque : faisons vite la paix avant qu'elle nous soit offerte par Hitler. Les noms de futurs collaborateurs, de futurs vichyssois, y côtoyaient ceux de

51. Les derniers numéros (légaux et censurés) parurent les 8 octobre, 11 novembre, 29 décembre 1939 et janvier-février 1940, plus un numéro clandestin en mai 1940. (Voir Annexe VI, p. 304.)

syndicalistes et d'écrivains depuis longtemps confinés dans un pacifisme purement sentimental. Louis Lecoin, rédacteur du manifeste avec le correcteur Biso, ajouta, d'office, sans avoir pu le consulter, la signature de Marceau Pivert⁵².

Tandis que la droite du P.S.O.P. s'était perdue dans les sables d'un légalisme impuissant, une partie de son aile gauche, après la défaite de 1940, se fourvoya dans un « Mouvement national révolutionnaire », qui essaya de se faire accorder une existence légale en zone occupée et d'obtenir, par le truchement de Gaston Bergery, les faveurs de Vichy. Marceau Pivert, du Mexique, condamna sévèrement cette défaillance. Quelques îlots, par contre, qui étaient restés en liaison avec notre camarade, traitèrent l'initiative de trahison et luttèrent clandestinement contre l'occupant nazi, tout en se refusant à verser dans le gaullisme. Ils étaient enracinés notamment dans la région Rhône-Loire, où ils formaient un mouvement de Résistance socialiste autour du journal clandestin *L'Insurgé*, animé par Marie Fugère (aujourd'hui disparu)⁵³.

Marceau Pivert s'adresse à de Gaulle

Marceau Pivert s'était éloigné à ce point des pacifistes munichois — en attendant, pour certains d'entre eux, de devenir vichysois — que, le 25 juin 1940, puis à nouveau le 18 août, il crut devoir s'adresser par lettre au général de Gaulle, à Londres. Il venait d'entendre l'appel du 18 juin. Il ne doutait pas de la volonté de son correspondant de poursuivre la lutte contre la servitude fasciste. Mais les méthodes de lutte du général étaient nécessairement très différentes des nôtres. Tandis que la force militaire était sa spécialité, nous nous inspirions de la lutte de classes internationale. Seule, à notre avis, la révolution socialiste pouvait liquider le fascisme.

Cependant Pivert s'offrait à mettre à la disposition du chef de la France dite libre « quelques parcelles de dynamite politique ». Les véritables dépôts de cette dynamite étaient, à nos yeux, en Afrique et en Asie. Il fallait renoncer aux empires et ouvrir les digues de la liberté, s'assurer le concours des peuples colonisés enfin libérés et se déterminant eux-mêmes. En France même, il y avait lieu de mobiliser contre le fascisme vichyssois les masses ouvrières et paysannes, trahies, mais non vaincues. Que le général autorise donc les aviateurs à transporter « notre » matériel politique en même temps que leurs bombes.

52. Louis LECOIN, *Le Cours d'une vie*, 1965, p. 173 et 178.

53. Le groupe réussit à publier, à peu près mensuellement, son journal clandestin, de fin 1941 à la Libération. Arrêté par les nazis pour cette activité clandestine, Fugère fut interné pendant deux ans au camp de Buchenwald. Cf. *Mémorial de l'Insurgé*, Lyon, 1968.

De Gaulle, comme il fallait s'y attendre, répondit évasivement ⁵⁴. Marceau Pivert et lui ne suivaient évidemment pas la même voie ; les moyens que lui et nous voulions utiliser pour combattre l'ennemi n'étaient pas du tout les mêmes. Ce ne fut pas notre dynamite qu'emprunta finalement la Résistance, bourgeoise, impérialiste et militariste bien que, sur le plan colonial, les idées de Marceau inspirèrent, dans une mesure d'ailleurs bien faible, la conférence de Brazzaville de janvier 1944.

Au moment même où il lançait ce message, Marceau Pivert rompait avec la *League* américaine de Jay Lovestone, dont il avait été l'hôte aux Etats-Unis et qui, lui, se rangea tout bonnement sous la bannière martiale de Churchill. Notre ami était même abandonné par des militants réfugiés comme lui au Mexique et qui, tout en se prétendant fidèles à l'internationalisme, se montraient enclins à enterrer notre frêle organisation internationale. Dans son carnet, Marceau notait amèrement : « J'ai un mandat, j'y reste fidèle. [...] Je n'ai pas résisté pendant dix ans aux arguments de Zyromski, aux subtilités de Léon Blum, aux facilités et aux séductions de tous les social-patriotes pour tomber dans leur même erreur, un peu plus tard. » Cette fidélité le condamnait, nous condamnait, à une cruelle solitude. Il notait encore, le 2 juillet 1940 : « Ah ! comme je voudrais avoir un compagnon de pensée [...] loin de mes amis, des miens, de ceux qui pensent comme moi et qui existent encore, j'en suis sûr, et qui sont peut-être exactement comme moi, effroyablement seuls, dans leur propre désert, comme je suis dans le mien, mais fidèles, malgré tout, malgré tout ! »

Trotsky assassiné

Au même moment, dans cette même ville de Mexico où Marceau trouvait asile après son départ forcé des Etats-Unis ⁵⁵, Trotsky écrivait sur la nouvelle guerre mondiale des articles lucides et prophétiques ⁵⁶. Il avait prévu, dès juin 1940, l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés des Occidentaux et le nouveau retournement de Staline, cette fois contre Hitler. En fonction de cette perspective, primait le souci de défendre l'Union soviétique, qui avait toujours hanté l'ancien chef de l'Armée rouge. Il insistait pour une rupture

54. On trouvera cette correspondance à l'Annexe VII, p. 305.

55. Ayant pris la parole, le 8 avril 1940, aux côtés d'Angelica Balabanoff, à un meeting du Parti socialiste américain, Marceau Pivert s'était vu refuser le renouvellement de son permis de séjour aux Etats-Unis et, le 20 juillet 1940, il avait dû quitter New York pour Mexico où le président Cardenas lui accorda le statut de réfugié politique.

56. Cf. TROTSKY, *Sur la Seconde Guerre mondiale*, préfacé par D. GUÉRIN, Bruxelles, 1970.

complète avec les pacifistes américains. Il voyait en eux des ennemis bien plus dangereux que les bourgeois militaristes. Il saluait le tournant de Lombardo Toledano : le leader syndicaliste mexicain, de tendance moscoutaire, venait de proclamer que le peuple mexicain combattrait les nazis les armes à la main. Léon Davidovitch allait jusqu'à rendre hommage au « courage » des staliniens et à prôner le soutien de leur candidat aux élections présidentielles américaines. Un trotskyste américain lui ayant objecté :

— Cela nous tuerait !

sa réponse fut :

— Rien ne peut nous tuer, camarade.

Deux mois plus tard, le 20 août, profitant de ce que l'attention du monde entier était accaparée par les invasions hitlériennes, un tueur aux ordres de Staline lui fracassa le crâne. Il mourut le lendemain. Cette fois, c'était vraiment la fin d'une époque

POSTFACES

I. Quand Trotsky leur faisait peur

Un « Centre marxiste ». — Marceau Pivert tient bon. — Pro domo.

Au moment où, la guerre déferlant, tout s'effondrait, la poignée de marxistes internationalistes que nous formions dans le monde fut, par-dessus le marché, minée par des dissensions internes. Au profane, elles risquent d'apparaître aberrantes. Quand on est si faible et si seul, est-il sensé de s'affaiblir davantage ? Pourtant, elles n'ont été, nos zizanies, ni oiscuses, ni byzantines. Elles ont mis aux prises, non des individualités ou des sectes, mais des positions politiques fondamentales. Elles ont eu une signification, une raison d'être ; elles comportent donc des enseignements.

Un « Centre marxiste »

J'ai dit que, sur une initiative prise, dès 1932, par le Parti ouvrier socialiste allemand (S.A.P.) un « Bureau international pour l'unification socialiste révolutionnaire » avait été créé à Londres, en 1934, dans le but de coordonner l'action de divers partis et groupes socialistes de gauche, réfractaires aux Internationales existantes et que Trotsky qualifiait sévèrement de centristes. Outre le S.A.P., ce Bureau n'avait pas tardé à grouper, notamment, l'Independent Labour Party britannique (I.L.P.) et le Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol (P.O.U.M.).

En 1938, le S.A.P., louchant vers le stalinisme, s'était retiré du Bureau de Londres. Les autres affiliés s'avisèrent, au printemps de 1939, de le tirer de la léthargie dans laquelle il était tombé et de le ressusciter sous une étiquette différente. Le bureau défunt, arguaient-ils, avait formé un « simple trait d'union et de solidarité », tandis qu'il s'agissait maintenant de « s'imposer une certaine

discipline théorique ». Le projet avait pour animateur, entre autres, un homme que des révélations ultérieures ont démasqué comme étant devenu le distributeur de la manne confiée par la C.I.A. au Labor américain pour corrompre le mouvement ouvrier international : Jay Lovestone, alors leader de l'Independent Labor League of America, et déjà apprenti-soudoyeur, faisait à cet aréopage européen un don de joyeux avènement ; l'adhésion de son groupuscule, pourvu d'un trésor de guerre en voie de formation. Lovestone entretenait à Paris un représentant : Leo Borochowitz, comme lui transfuge de l'Opposition communiste brandlérienne (K.P.O.). Ensemble avec Julian Gorkin, du Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol (P.O.U.M.), ils profitèrent de la conférence tenue à Paris, les 27-29 avril 1939, par le Front ouvrier international contre la guerre (F.O.I.), pour lancer un Centre marxiste révolutionnaire international (C.M.R.I.).

Le nouveau-né n'allait-il pas faire double emploi avec le F.O.I., puisqu'il était composé à peu près des mêmes organisations ? Le secrétariat du C.M.R.I., assumé par Gorkin, soutint que le F.O.I. devait se cantonner dans les tâches « spécifiques » de la lutte contre la guerre, pour laquelle il devait rechercher le concours actif d'organisations de masses (syndicats ouvriers, centres anticolonialistes, etc.), tandis que le C.M.R.I., noyau « pur » — ô combien ! — devait être composé exclusivement de partis et de groupes « marxistes révolutionnaires indépendants ».

En fait, la création du C.M.R.I. eut un motif moins noble que celui invoqué : ses fondateurs étaient aussi violemment antitrotskystes qu'antistalinien et, à la veille du conflit mondial, leur internationalisme révolutionnaire plutôt chancelant ; aussi nourrissaient-ils à l'égard du F.O.I. une certaine suspicion. Une aile gauche internationaliste s'y dessinait, en effet, avec le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande (R.S.A.P.), le parti de Henk Sneevliet, le groupe belge de Georges Vereecken, le groupe allemand *Der Funke*, quelques rares minoritaires de l'Independent Labour Party britannique (I.L.P.), une aile gauche du P.O.U.M. espagnol (avec Juan Andrade et Willebaldo Solano) et, enfin, la minorité du P.S.O.P., à laquelle j'appartenais.

Nous, les minoritaires, nous étions réticents à l'égard du C.M.R.I., car nous estimions que le F.O.I. suffisait, au point où l'on en était, à établir des liens de solidarité internationale. Notre parti, à sa conférence constitutive de 1938, avait cru devoir n'adhérer ni au Bureau de Londres, ni à une Internationale (lisez : ni à la Quatrième Internationale). L'indispensable regroupement international, estimait la minorité, ne pouvait être que retardé par la constitution d'un nouveau rouage qui risquait de jouer le rôle de repoussoir en face de la Quatrième Internationale. Par contre, le F.O.I., ouvert à toutes les minorités révolutionnaires, pouvait, du moins nous le pensions, permettre un premier rapprochement, une libre confrontation des idées et ainsi préparer la voie au si désirable regroupement futur.

Nous demandions, en conséquence, que les sections de la Quatrième Internationale fussent invitées à s'associer au F.O.I. et, aussi, qu'elles fussent conviées à la rencontre internationale que les initiateurs du C.M.R.I. entendaient tenir au mois de septembre 1939. Toutefois, Gorkin et ses amis s'étaient hâtés de mettre la charrue avant les boeufs, et, sans attendre la fameuse conférence qui devait, selon eux, à la suite d'une large discussion internationale, créer pour de bon le C.M.R.I., ils faisaient se comporter leur Centre comme un organisme déjà existant, doté d'un secrétariat, d'un comité exécutif, d'un bulletin intérieur et même d'une revue théorique, qui devait prendre pour titre *Monde marxiste* et avoir à sa tête Michel Collinet, du brain-trust du P.S.O.P. Ce dernier était devenu, sur le tard, agressivement antitrotskyte, et l'approche de la guerre lui avait fait remettre en question notre position d'internationalisme prolétarien et de défaitisme révolutionnaire.

Le secrétariat du C.M.R.I. avait adressé, à fin mai 1939, au premier Congrès du P.S.O.P., une longue lettre où les critiques de notre minorité, contre son initiative, étaient repoussées comme « erronées » et « arbitraires ». Je soutins, de mon côté, à ce congrès que le C.M.R.I. avait été conçu, en réalité, comme une machine de guerre contre la Quatrième Internationale et qu'« on ne crée pas une Internationale contre quelqu'un ». Malgré nos objurgations, le congrès du P.S.O.P. ne crut pas devoir nous suivre. Il vota par 121 mandats contre 41 et 25 abstentions l'adhésion au C.M.R.I. Tous nos efforts des mois précédents se trouvaient ainsi compromis. Une lutte fratricide allait, juste à la veille de la guerre, entraver le bon fonctionnement de liaisons internationales que, dans la clandestinité, nous avions pris la peine d'établir. Elle tournait autour de la personne formidable et de la frêle organisation internationale de Léon Trotsky. La véritable pomme de discorde était la question de la fidélité ou de l'infidélité à l'internationalisme prolétarien.

Mon opposition à l'adhésion au C.M.R.I. m'avait exposé au soupçon (injustifié) d'avoir passé dans le camp trotskyste. Le dimanche 20 août, je quittai Fort-Mahon, où l'Independent Labour Party britannique terminait sa *summer school*. Mais, le même après-midi, des délégués de plusieurs pays y avaient tenu, sur place, à mon insu, un mystérieux conciliabule où aurait été décidé, semble-t-il, en l'absence de Marceau Pivert, la révocation de la mission secrète que je devais, en cas de guerre, remplir en Norvège, à Oslo, pour le compte du F.O.I., à savoir la création d'un secrétariat de liaison internationale. Ce conciliabule s'était tenu sous l'égide de quel organisme ? Du Front ouvrier international contre la guerre ? Je ne le pense pas. Plus vraisemblablement, du C.M.R.I., dont le secrétaire, Julian Gorkin, était présent à Fort-Mahon, aux côtés de l'agent de Lovestone, Leo Borochowitz. Mais, dans la dernière hypothèse, le C.M.R.I. n'avait pas qualité pour défaire ce qu'un autre organisme, le F.O.I., avait fait.

Au bureau politique du P.S.O.P., le lundi soir 21, l'un de nos

secrétaires, Jaquier, fit un compte rendu des activités de Fort-Mahon, mais sans la moindre allusion à un changement quelconque du dispositif clandestin mis au point, depuis avril, par le F.O.I. Marceau Pivert était absent de cette réunion, car il préparait son départ, imminent, pour les Etats-Unis (sur invitation, antérieure, de la Ligue de Jay Lovestone). Jaquier indiqua, à la cantonade, que Pivert « passerait » au siège du parti le lendemain mardi, mais sans préciser qu'à cette occasion une réunion politique quelconque serait tenue, encore moins que des décisions y seraient à prendre.

Le mardi soir, je fus retenu par l'expédition massive de matériel de propagande en faveur du leader marocain Allal el Fassi, alors déporté au Gabon, que, vu la gravité de la situation, je voulais avoir achevée au plus vite. D'ailleurs, Marceau Pivert ne m'avait pas informé de la nécessité de ma présence, ce soir-là, au siège du parti. Ce ne fut qu'au courrier du mercredi matin 23 que, par suite d'un retard postal, je trouvai une carte de lui me priant de le rencontrer la veille au soir. Mais, au moment où m'atteignait cette convocation, Pivert voguait déjà vers les Etats-Unis. Peu d'heures après, j'appris, par un ami sûr, que deux des jeunes dirigeants du parti, Maurice Jaquier et Emile Rouaix, avaient l'intention, en cas de guerre, de me prier de renoncer à ma mission.

Le jeudi 24, vers 11 heures du matin, au « marbre » de l'imprimerie où se faisait notre journal, Jaquier me pria, à brûle-pourpoint, de lui remettre le petit pécule que le Front ouvrier international m'avait confié, au mois d'avril, pour mes frais de voyage. Il voulait, disait-il, s'en servir pour « organiser des liaisons du côté de la Belgique »⁵⁷. Mais, manœuvrant de biais, il se garda de me dire explicitement que ma mission était « révoquée ». Je lui répondis que j'allais me rendre à la prison de la Santé, pour y consulter Lucien Weitz, l'un des animateurs de la minorité du P.S.O.P. Le matin du lendemain 25, dans sa cellule du quartier politique, Lucien Weitz fut catégorique : il avait personnellement contribué au dispositif arrêté clandestinement (en se rendant, au printemps, en Suède et en Norvège, pour explorer et préparer le terrain) ; et il estimait qu'en l'absence de tout contre-ordre verbal ou écrit de Marceau Pivert, mon devoir était de partir immédiatement, pour la Norvège. Je fis donc, en hâte, mes bagages et je fis tenir à Jaquier un mot très bref l'informant que, conformément au mandat reçu, j'avais quitté Paris.

Arrivé en Hollande le dimanche 27, j'y rencontrai Sneevliet, qui revenait de Bruxelles où il avait rencontré Emile Rouaix, venu sans doute dans la capitale belge pour organiser la liaison à laquelle avait fait allusion Jaquier de façon qui, si ma mémoire est fidèle, m'avait paru bien imprécise. Sur l'insistance du vieux militant néerlandais, farouchement soucieux de discipline révolutionnaire, je téléphonai, le

57. Jaquier m'affirme aujourd'hui qu'il aurait été en réalité mandaté pour m'accompagner en Norvège.

lundi matin 28, à ma femme, la priant de voir immédiatement Jaquier et les autres membres du bureau politique du P.S.O.P. afin d'obtenir d'eux des instructions. Sneevliet, de son côté, promit d'écrire, par avion, dans le même sens, à Paris. Mais quelques heures plus tard, les communications étaient interrompues.

Je ne reçus qu'un télégramme me prescrivant d'attendre à Rotterdam l'arrivée de Jaquier, prévue pour le mardi 29 au soir. Mais, empêché sans doute par la fermeture des frontières, Jaquier n'était pas encore arrivé mercredi 30. Que faire ? Rester en Hollande ? Impossible, par suite des mesures gouvernementales prises à l'égard des étrangers. Je n'avais le choix qu'entre deux solutions : regagner la France ou continuer ma route. Averti que les relations maritimes entre les Pays-Bas et la Norvège allaient être coupées, je décidai alors de poursuivre mon voyage en prenant le dernier bateau régulier à destination de la Norvège.

Par la suite, un bulletin d'information édité en Belgique par un autre corrupteur, Raymond Molinier, publia une « lettre de France » où l'on pouvait lire : « Le P.S.O.P. était en plein désarroi [...]. Dans ce sauve-qui-peut, il paraîtrait qu'un groupe du F.O.I. est parti avec la caisse afin d'en faire bénéficier son travail et la sécurité de sa tendance ⁵⁸. » On ajoutait, dans les couloirs du P.S.O.P., que Jaquier « avait bien mérité » la situation dont je le frustrais en partant pour la Norvège. Ainsi donc, aux yeux de certains, la mission dont j'avais été chargé (et que nos militants ignoraient la veille encore, vu le secret rigoureux dans lequel elle avait été décidée en avril) était regardée comme un poste honorifique, décerné à titre de récompense. Je ne l'avais certes pas interprété de cette manière.

Par la suite, plusieurs sections du Front ouvrier international, dont celles de Hollande et de Grande-Bretagne, crurent devoir pénaliser mon « indiscipline » en s'abstenant d'entrer en liaison avec le secrétariat d'Oslo. Mais, derrière ce boycottage, il y avait la main de Jay Lovestone, plus que jamais hostile à un militant qu'il soupçonnait, à la légère, d'être aux ordres de Trotsky.

Marceau Pivert tient bon

Cette malheureuse intrigue avait des dessous financiers. La riche Amérique aidait pécuniairement, et d'une façon généreuse, certes, mais pas toujours désintéressée, les parents pauvres d'Europe. Deux hommes, tous deux anciens dirigeants du Parti communiste américain, étaient en compétition pour nous venir en aide : Jay Lovestone, déjà nommé, et James P. Cannon, leader du *Socialist Workers Party*, section américaine de la Quatrième Internationale. Trotsky, pour sa part, s'était persuadé qu'« avec l'aide des camarades américains » la Quatrième Internationale pourrait « gagner à elle ⁵⁹ le

58. *Correspondance socialiste*, Bruxelles, 30 septembre 1939.

59. En anglais : *win*.

P.S.O.P. et faire ainsi un grand bond en avant ». C'est pourquoi, en avril 1939, il avait envoyé Cannon en mission à Paris afin, en premier lieu, de presser les trotskystes français de rejoindre nos rangs ⁶⁰. Je me souviens que le madré New-Yorkais, m'ayant fait amener par Jean Rous dans sa chambre de l'Hôtel Moderne, place de la République, me proposa tout de go de subventionner l'hebdomadaire du P.S.O.P., *juin* 36. Je transmis aussitôt cette proposition à Marceau Pivert, qui, croyant devoir préserver son indépendance vis-à-vis de la Quatrième Internationale, la déclina. L'origine des fonds dont disposait Cannon était honnête : ils provenaient des contributions de militants révolutionnaires. Ceux de Lovestone étaient-ils déjà impurs ? Je ne saurais le dire. En tout cas, Lovestone ne voulut pas être en reste : ce fut la raison, sans doute, pour laquelle il se montra généreux à l'égard du C.M.R.I. et invita Marceau Pivert aux Etats-Unis.

Mais, comme le disait notre *Mémento révolutionnaire*, un militant du P.S.O.P. n'était pas à vendre. Marceau Pivert, une fois à New York, refusa de se laisser acheter par Lovestone : il mena son activité internationale, non pas sous l'égide du Centre marxiste, mais sous celle du Front ouvrier contre la guerre. Le bulletin d'information qu'il publia mensuellement, à New York d'abord, à Mexico ensuite, fut un bulletin du F.O.I. A New York, il ne tarda pas à quitter la confortable chambre de palace que son hôte lui avait fait réserver pour l'austère cellule d'un Y.M.C.A. et il lui arriva, comme en témoigne son carnet de notes, de n'avoir plus ni papier, ni encre, ni argent pour poursuivre la publication de son bulletin.

Cette attitude n'était pas seulement honnête, elle était politiquement correcte. Car les textes issus du F.O.I., tels que l'Appel de mai 1940 reproduit page 309, furent très supérieurs à ceux du C.M.R.I. Dans ces derniers, Staline était présenté, abusivement, comme le principal responsable de la guerre. Si Gorkin et ses amis finirent, tout de même, par désavouer Lovestone, lorsque celui-ci alla jusqu'à célébrer le « révolutionnaire Churchill », ils n'en traitèrent pas moins la résistance britannique au blitz (août-octobre 1940) de « facteur objectivement révolutionnaire », auquel il suffisait d'insuffler « un contenu et une finalité chaque jour plus révolutionnaire » ⁶¹. Ces formules sont du 15 novembre 1940, mais, peu de jours auparavant, le 7 novembre, Marceau Pivert, tenant la plume pour le F.O.I., avait démasqué, lui, derrière les partisans britanniques de la résistance à outrance, les intérêts des banquiers de la City. Le C.M.R.I. et le F.O.I. ne parlaient plus du tout le même langage.

La fermeté de sa position internationaliste fit expulser Marceau Pivert des Etats-Unis. Peu après, le C.M.R.I., privé des dollars de

60. Entretiens de Trotsky avec C.L.R. James, avril 1939, *op. cit.*

61. Lettre du C.M.R.I. du 15 novembre 1940 au congrès de l'I.L.L.A. (l'organisation de Lovestone) rédigée par Julian Gorkin.

Lovestone qui avait rompu avec lui, prononça sa propre dissolution. Par contre, sous l'impulsion de Marceau Pivert, réfugié au Mexique, le F.O.I., contre le gré de Gorkin, pour qui il n'avait « plus de raisons d'exister », s'obstina à publier ses bulletins.

« Pro domo »

Je ne crois pas pouvoir éviter ici d'ajouter à ce qui précède une justification *pro domo*. Les commentaires et les critiques qu'avait suscités mon départ pour la Norvège m'en font l'obligation. Tout d'abord, en ce qui concerne la mission qui m'avait été confiée, Marceau Pivert, sur ma demande, me remit l'attestation suivante, datée du 2 décembre 1949 :

« La conférence du F.O.I. d'avril 1939, en prévision de la guerre qui s'approchait, prit un certain nombre de dispositions concrètes pour maintenir les relations internationales pendant les hostilités entre les militants internationalistes organisés dans le F.O.I. En application de ces décisions, la Norvège fut choisie pour créer un centre de liaison. Un militant, Lucien Weitz, fit un voyage préparatoire. Puis Daniel Guérin, entre autres, fut désigné pour rejoindre Oslo avant l'ouverture des hostilités et pour organiser les liaisons internationales en Europe. J'atteste, comme secrétaire responsable du centre de New York, que cette mission a été remplie dans toute la mesure du possible jusqu'au moment de l'invasion de la Norvège par les nazis. »

Les mots « entre autres » avaient le sens que voici : Marceau Pivert apprenant, en juillet 1939, que René et Hélène Modiano, de l'équipe dirigeante du P.S.O.P., allaient passer leurs vacances en Norvège, les avait, à titre personnel et confidentiel, sans d'ailleurs m'en aviser, priés de demeurer sur place en cas de guerre, afin de me seconder dans ma mission. Ainsi une contrepoids modéré (les Modiano étaient plus pacifistes qu'internationalistes révolutionnaires) rétablirait-il l'équilibre au cas où le « gauchiste » appuierait trop sur l'autre plateau de la balance. Les Modiano, d'ailleurs, m'apportèrent, dans l'organisation de notre secrétariat d'Oslo, une collaboration aussi loyale qu'active, en même temps qu'ils furent les témoins de ma propre loyauté. J'entends par loyauté mes efforts continus pour rapprocher le F.O.I. de la Quatrième Internationale sans me faire, à aucun moment ni d'aucune façon, l'instrument de l'un contre l'autre.

Il me faut, maintenant, répondre à Victor-Serge. Dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire*, abusé sans doute par des racontars tendancieux, il écrit : « Le Parti socialiste ouvrier et paysan avait perdu son influence dans la région parisienne et il était en pleine crise morale, quitté par ses leaders les plus connus. Daniel Guérin, l'auteur de *Fascisme et Grand Capital*, qui commençait à faire figure de leader révolutionnaire, et que je rencontrai dans une imprimerie

du Faubourg-Montmartre, préparait fébrilement sa fuite à Oslo. Des gouttelettes de sueur perlaient à son front... »

Claude Bourdet, qui était alors rédacteur en chef de *Combat*, où parurent les mémoires en question, rectifia en ces termes : « Je tiens à signaler à nos lecteurs que Victor-Serge a commis là une erreur d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'un mort accusant un vivant. J'ai pu vérifier que, si M. Daniel Guérin est parti en Norvège, en 1939, c'est parce qu'il avait été chargé d'une mission extrêmement délicate par une organisation en relation avec le mouvement socialiste international. Il est donc injuste et inadmissible de parler de fuite ⁶². »

Lorsque les *Mémoires* de Serge furent réunis en un volume, les Editions du Seuil complétèrent la note de Claude Bourdet par les précisions suivantes : « Victor-Serge a écrit ses souvenirs pendant les années de guerre, alors que toutes possibilités d'information ou de correspondance étaient suspendues. La mort l'ayant empêché de mettre définitivement au point la dernière partie de ses souvenirs, on peut conjecturer qu'il serait revenu sur sa première rédaction puisque, le 7 janvier 1946, il écrivait lui-même à Daniel Guérin une longue lettre affectueuse : "Vous n' imaginez pas combien de fois, pendant les années noires, nous avons pensé à vous avec souci et anxiété. Heureux, infiniment, que vous ayez eu la chance extraordinaire de survivre". »

Nous étions, Serge et moi, correcteurs à *Messidor*, l'hebdomadaire de la C.G.T. Mercredi soir 23 août 1939, après la tombée du journal, nous avions pris un bock à la terrasse de la Promenade de Vénus, le café parisien qui fait l'angle de la rue du Louvre et de la rue Coquillière. La température était caniculaire. J'avais le cœur serré par une double angoisse : celle de la guerre, celle d'un imminent départ que je ne pouvais révéler à quiconque. Nous nous serrâmes la main, fraternellement, au moment de regagner notre domicile. Je ne devais plus revoir le malheureux Victor-Serge qui mourut, quelques années plus tard, au Mexique, d'une crise cardiaque, la nuit, dans un taxi. Au soir de sa vie de révolutionnaire, il avait rejoint, au moins en pensée, de Mexico, le camp occidental et répudié l'internationalisme.

Mais le lecteur ne doit pas rester sur une note finale de désolation. Tout n'était pas perdu, puisque nous avions été quelques-uns à ne pas nous renier, à survivre, en chair et en esprit, pour le jour à venir où nous ne serions plus seuls.

62. *Combat*, 5 et 7 janvier 1950.

II. Les fossoyeurs du Front populaire au banc des accusés

Sur la défensive. — La grande panique. — La chute au Sénat. — Le problème de l'Etat.

En 1966, à l'occasion du trentième anniversaire du Front populaire, quelques-uns de ses fossoyeurs, encore en vie, se sont placés, d'eux-mêmes, au banc des accusés. Le mensuel communiste *Démocratie nouvelle* les avait conviés à un débat dont il a publié l'enregistrement¹. Débat, nous dit-on, « préparé en accord avec la direction du Parti socialiste ». Formule trompe-l'œil puisque, parmi ses participants, l'ancien directeur du cabinet de Léon Blum, André Blumel, et l'ex-radical Pierre Cot, ancien ministre de l'Air du gouvernement de Front populaire, nagent aujourd'hui dans les eaux communistes, tandis que l'ancien secrétaire général du gouvernement Blum, Jules Moch, est *persona grata* auprès du P.C. Mais qu'importe : il y a trente ans, ces hommes ont assumé d'importantes responsabilités dans l'aile non communiste de la direction du Front populaire ; en participant à ce débat, réformistes et communistes se sont donné la main pour tenter, rétrospectivement, de se disculper, pour se décerner un blanc-seing réciproque.

La discussion s'est ouverte par un chœur d'autosatisfaction. Ces messieurs font grief aux historiens du Front populaire d'avoir donné une « impression d'échec ». Critique, d'ailleurs, non fondée, car les auteurs incriminés ont apprécié, je crois, à sa juste valeur l'immense succès remporté, en juin 1936, non par une coalition électorale, non par un gouvernement de cartel des gauches, mais, au-delà, par le soulèvement des masses.

Voulant, à tout prix, s'attribuer des mérites, Pierre Cot inscrit risiblement au bilan positif de l'expérience ses clubs d'aviation

1. N° de mai 1966.

populaire, tandis que Jacques Chambaz, escamotant la coupable carence du Front populaire vis-à-vis du peuple algérien, tire vanité du voyage gratuit offert tous les deux ans aux travailleurs algériens émigrés en France !

Sur la défensive

Mais, très vite, les participants se replient sur la défensive. Ils essaient de se laver de l'accusation d'avoir manqué une occasion révolutionnaire. La situation n'était pas révolutionnaire, clament, d'une même voix, Pierre Cot, Jules Moch, Jacques Duclos. Ce dernier loue Maurice Thorez d'avoir déclaré, « avec beaucoup de clairvoyance et de courage » (contre Marceau Pivert) : « Tout n'est pas possible. » Et il va jusqu'à tenter de justifier le « Front des Français » de juillet 1936, par lequel le P.C. aurait voulu « élargir » le Front populaire davantage encore vers la droite.

Pour excuser la carence du gouvernement de Front populaire, André Blumel a la franchise d'invoquer des arguments fort peu reluisants. Tout d'abord l'anticommunisme. Le Parti socialiste avait peur du Parti communiste : « Il y avait des gens qui disaient : si nous entrons dans une période révolutionnaire, nous sommes beaucoup plus faibles que les communistes à Paris. Ils prendront le pouvoir, nous en serons éjectés. » Ensuite la peur, mais oui, de Hitler : « Hitler manifestait un désir de paix, mais ajoutait qu'il ne tolérerait pas de gouvernement communiste. Provoquer Hitler, c'eût été isoler la France. » Ainsi donc, c'est par crainte des staliniens et c'est aussi par égard pour le *Führer* que le Front populaire n'a pas voulu franchir les cadres de la légalité bourgeoise !

Sur le légalisme infantile de Blum, le même André Blumel lâche une assez plaisante confidence : « Il a toujours pensé qu'il devait appliquer le programme du Front populaire, et lui seul ; il l'avait du reste sur son bureau et, de temps en temps, il disait : Tiens ! est-ce que c'est dans le programme ou non ? »

La grande panique

Mais, au fur et à mesure que la discussion s'approfondit, les débats laissent échapper des arguments qui se retournent contre leur thèse. Nous apprenons — si besoin était — qu'en juin 1936 la bourgeoisie claquait des dents. Aux dires de Jules Moch, le patronat, tout comme le président de la République, « étaient absolument effrayés », et il ajoute : « Peut-être aurait-on pu obtenir plus dans l'accord Matignon, puisque tout ce qui a été demandé a été obtenu en quelques heures. » L'historien communiste Pierre Vilar admet à

son tour : « La peur, au sein de la bourgeoisie, a été beaucoup plus forte qu'on n'a dit. Il y a eu une panique telle que toute une partie de la bourgeoisie était prête à accepter n'importe quoi par peur du développement du Front populaire. » Et Blumel ajoute cette précision, suggestive quand on songe à la suite : « Pétain lui-même avait très peur ; il ne voulait pas se risquer à faire la moindre opposition au gouvernement. » Ainsi donc, en ces heures historiques, nous avions l'adversaire à notre merci. Comme nous le disions avec Marceau Pivert, *tout était possible* ; et les dirigeants du Front populaire n'ont pas su tirer parti de cette circonstance unique.

Cependant, l'évocation des causes et des conditions de la dislocation rapide du Front populaire amènent les participants à faire, plus ou moins, leur *mea culpa*. Jacques Duclos admet que le gouvernement de Front populaire ne tarda pas à se trouver en présence de forces politiques et sociales qui essayèrent de « tirer parti de tout temps d'arrêt ou d'indécision ». Et il dégage, malheureusement avec trente ans de retard, la leçon : « Qui n'avance pas recule. »

Renchérissant, François Billoux consent à condamner sévèrement la « pause » : « Il ne fut pas tenu compte suffisamment des agissements de la réaction. » « Qu'à ce moment-là il fût permis à l'ensemble des forces capitalistes de reprendre du poil de la bête est la chose la plus grave. » « Nous avions conquis le terrain. Il fallait exploiter le terrain. Or [...] cela a été peu à peu le recul. » La Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, à l'époque vitupérée par le P.C., aujourd'hui encore traitée avec dédain, a-t-elle jamais dit autre chose ?

La chute au Sénat

Le débat porte alors sur la chute de Léon Blum devant le Sénat.

Pierre Cot concède que, du point de vue juridique, le gouvernement aurait pu rester au pouvoir. Mais, à son avis, il eût été difficile de heurter « une grande partie de l'opinion publique » qui s'était détachée peu à peu du Front populaire. Quelle opinion publique ? Plus loin, il précise qu'il s'agissait, en réalité, de l'opinion bourgeoise et petite-bourgeoise ; et il reconnaît que seule une petite minorité de la classe ouvrière (l'aristocratie ouvrière) était, plus ou moins, disposée à accepter la « pause ». Par conséquent (c'est ce que le lecteur déduit), les forces essentielles du prolétariat n'avaient nullement désarmé et, au printemps de 1937, il eût été possible de s'appuyer sur elles contre la réaction sénatoriale. Pierre Cot convient lui-même qu'« on aurait pu le faire si l'on avait accepté de se placer dans une perspective révolutionnaire », de « recourir à des moyens révolutionnaires ». Tantôt il rejette l'emploi de ces moyens, tantôt il avoue : « Je pense que nous aurions pu avoir plus d'aide. »

François Billoux (blâmant implicitement la ligne suivie alors par son parti) se hasarde à entrouvrir la porte à une politique plus combative : « Est-ce qu'il aurait été possible, le Front populaire ayant réalisé son programme, que nous allions vers une démocratie sans cesse plus évoluée et que même [sic] les problèmes du socialisme puissent se poser ? Cela, je ne l'exclus pas. » Mais, tout comme Pierre Cot, il s'excuse et se couvre en ajoutant prudemment qu'il s'agit là d'une opinion « purement subjective ».

Le problème de l'Etat

Enfin les débats, élevant le colloque à un niveau plus théorique, osent aborder le problème des problèmes, celui de « l'essence de l'Etat ». Pierre Vilar évoque des questions qu'il s'est, dit-il, toujours posées (et que, peut-être, les censeurs révolutionnaires du Front populaire l'ont aidé à se poser) : « Est-ce que le gouvernement, c'est exactement l'Etat ? » Le gouvernement de Front populaire, répond-il, ne faisait qu'occuper le pouvoir. Il n'en détenait pas la réalité. Il était le prisonnier de tout le système d'une caste dirigeante qui tenait tous les postes économiques et administratifs fondamentaux.

Et c'est alors que Pierre Cot lâche un aveu d'autant plus accablant qu'il émane d'un ancien ministre du gouvernement de Front populaire : « En réalité, en 1936, nous avons pris le pouvoir, mais nous n'avons pas pris l'Etat. » « Il eût fallu briser l'Etat. » « Il était impossible, avec la machinerie politique et administrative dont nous disposions et qui n'avait pas été brisée, d'aller beaucoup plus loin. » « Sans l'appui complet des masses populaires, sans l'élan et le dynamisme révolutionnaires », l'on ne pouvait « transformer suffisamment les structures politico-administratives de l'Etat ».

Et André Blumel, collaborateur immédiat de Blum, condense : « Lorsque le souffle populaire est puissant, les administrations s'inclinent. »

En juin 1936, vous l'aviez, camarades, cet « appui complet » des masses populaires. En vous servant de ce « souffle puissant », vous pouviez balayer tous les obstacles. C'est ce que Marceau Pivert, dans un fameux article, vous adjurait de comprendre. Nous n'avions pas tort de soutenir que vous avez manqué le coche de l'Histoire. Vos confidences *a posteriori* confirment que vous avez bien été les fossoyeurs du Front populaire.

Annexes

I. L'Association internationale des citrons pressés ¹

Le Bureau de Londres des centristes incorrigibles (Fenner Brockway, Walcher et consorts), en commun avec Brandler, Sneevliet, Marceau Pivert, avec la participation des « sections qui ont rompu avec la soi-disant Quatrième Internationale », s'est réuni, vu le danger de guerre, pour créer... — prière de ne pas sourire ! — un « Fonds extraordinaire de guerre » (*War Emergency Fund*). Sur le « fond » des idées, ces messieurs n'ont pas réfléchi : ils sont, grâce à dieu, matérialistes et non idéalistes. Il est permis de douter que cette nouvelle « union » représente quelque danger pour l'impérialisme ; par contre, elle rend le plus grand service à la Quatrième Internationale, car elle unifie la faiblesse de pensée, l'hybridité et l'inconsistance de toutes les variétés et nuances de centrisme, c'est-à-dire de la tendance qui est particulièrement en contradiction avec l'esprit de l'époque actuelle. De même que toutes les « unions » mécaniques semblables, elle deviendra la source de nouveaux conflits internes et de nouvelles scissions et tombera précisément en poussière lorsque sonnera l'heure de l'action.

Et pourrait-il en être autrement ? Les organisations qui se sont occupées de la création héroïque du « Fonds » n'ont pas surgi sur le terrain d'un programme commun, mais sont venues de tous les coins de la carte politique du centrisme, comme des débris des vieux partis et fractions opportunistes, et aujourd'hui encore ils chatoient de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel opportuniste et évoluent dans des directions différentes. Tous ont décliné et se sont affaiblis sans cesse dans les dernières années, à l'exception du parti nouvellement formé de Pivert, auquel on peut prédire le même

1. Extrait d'un article de Trotsky : *Après la « paix » impérialiste de Munich*, 10 octobre 1938.

sort peu enviable. Dans aucun pays du monde le Bureau de Londres n'a réussi à créer une nouvelle organisation, composée d'éléments jeunes, frais, sur la base d'un programme à soi. Aucun groupe révolutionnaire ne se mettra sous ce drapeau qui n'a ni passé ni avenir. Dans les pays coloniaux, le Bureau de Londres n'a pas une ombre d'influence. On peut cependant considérer ceci comme une loi : l'organisation « révolutionnaire » qui, dans notre époque impérialiste, n'est pas capable d'étendre ses racines dans les colonies est vouée à végéter misérablement.

Chacun de ces groupes, qui se sont survécu à eux-mêmes, se maintient par inertie, mais non par la force des idées. L'organisation qui possède le passé révolutionnaire le plus sérieux dans ce milieu, le P.O.U.M., s'est trouvée jusqu'à maintenant incapable de réviser courageusement sa politique centriste qui fut l'une des plus importantes causes de l'effondrement de la Révolution espagnole. Les autres membres de l'union sont encore moins capables de critique et d'autocritique. Un esprit de dilettantisme fané plane sur toute cette entreprise.

Certes, autour du drapeau de la Quatrième Internationale, il s'est rassemblé dans les premiers temps pas mal de « débris ». Mais là fut exécuté un travail de sélection, d'épuration, de rééducation, sur la base d'une théorie scientifique et d'un programme exact. Ce travail, dont les philistins n'ont jamais compris le sens ni l'importance, s'est mené et se mène dans une atmosphère de discussion libre, ouverte et patiente. Qui n'a pas supporté cette épreuve, celui-là a montré en fait que foncièrement il n'était bon à rien pour édifier une internationale révolutionnaire. Voilà que des débris déracinés, usés, rejetés de partout sont entrés maintenant dans le « Fonds » du centrisme international. Ce seul fait les marque tous d'un stigmate d'invalidité sans espoir !

Dans un instant de lucidité, Marceau Pivert a proclamé il y a quelques années : une tendance de la classe ouvrière qui mène actuellement la lutte contre le « trotskysme » se caractérise par-là comme une tendance réactionnaire. Cela n'a pas empêché, comme on le voit, Pivert lui-même, en centriste né qui sépare toujours la parole de l'acte, de rejoindre le Bureau de Londres, qui essaie de se donner une physionomie précisément en se repoussant convulsivement du « trotskysme ».

Il n'est pourtant pas difficile de prédire que la bourgeoisie, les réformistes et les staliniens qualifieront à l'avenir encore ces créateurs de « Fonds », de « trotskystes » ou de « semi-trotskystes ». Partiellement, par ignorance ; mais surtout pour les forcer à s'excuser, à se justifier et à se délimiter. Et ils ne manqueront pas de jurer de toutes leurs forces qu'ils ne sont pas des trotskystes et que s'il

leur arrive de rugir comme le lion, tel leur aïeul Bottom le tisserand, ils font tout pour rugir comme la colombe. Nous les connaissons ; ce ne sont pas des nouveaux venus. Les Fenner Brockway, les Walcher, les Brandler, les Sneevliet, les Pivert, ainsi que les éléments rejetés de la Quatrième Internationale, ont eu le temps durant des années — pour certains durant des dizaines d'années —, de révéler leur éclectisme incorrigible dans la théorie, leur stérilité dans la pratique. Ils sont moins cyniques que les staliniens, et tant soit peu plus à gauche que les social-démocrates de gauche, voilà tout ce que l'on peut dire d'eux. C'est pourquoi dans le tableau des Internationales il faut les marquer du numéro 3 1/8 ou 3 1/4. Avec « fonds » ou sans « fonds », ils entreront dans l'histoire comme une association de citrons pressés. Quand les grandes masses, sous les coups de la guerre, viendront au mouvement révolutionnaire, elles ne s'enquerront guère de l'adresse du Bureau de Londres.

II. Trotsky et le P.S.O.P. ¹

1. Lettre à la rédaction de « Juin 36 »

Coyoacan, D.F., le 23 juillet 1939.

Chers camarades ²,

La Lutte ouvrière, organe belge de la Quatrième Internationale, n'ayant pas reproduit, ou pas reproduit immédiatement, une des innombrables rectifications de Victor-Serge, votre journal a jugé possible de parler de « leur morale et la nôtre », autrement dit, il a accusé une feuille ouvrière d'un procédé indigne. Je ne pense pas que cette accusation soit exacte. Bien entendu, tout journal honnête est tenu de rectifier une *erreur matérielle* commise par lui, surtout s'il s'agit des intérêts d'un tiers. Mais aucun journal n'est tenu d'ouvrir ses colonnes à la propagande de conceptions qu'il juge fausses. Sous l'apparence de « rectifications », Victor-Serge développe simplement ses idées, qu'il a d'ailleurs lui-même assez de peine à mettre en ordre...

Il arrive à une publication marxiste d'attaquer de nombreux ennemis et adversaires. Si chacun d'eux voulait à ce propos défendre ses conceptions dans les colonnes du journal ouvrier, les travailleurs

1. Les deux écrits qui suivent manquent dans le recueil de Pierre BROUÉ : LÉON TROTSKY, *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, 1967. Il n'y est pas non plus fait allusion dans le vol. III, « Le Prophète hors la loi » du Trotsky d'ISAAC DEUTSCHER, 1965, ouvrage très déficient en ce qui concerne les rapports de Trotsky avec le mouvement révolutionnaire français à la fin de sa vie.

2. Traduction française originale du secrétariat de Trotsky (Houghton Library, Harvard University, T 4597-1).

seraient tout simplement privés de leur organe. Victor-Serge a la pleine possibilité de défendre ses conceptions dans les publications qui sont solidaires de lui.

Mais si vous prenez vous-mêmes au sérieux votre propre conception de la morale de la presse ouvrière, vous reproduirez, je l'espère, ma réfutation de l'article de Pivert consacré au « trotskysme ». Ma réponse est assez longue, car il est plus difficile de débrouiller une question que de l'embrouiller. Mais la longueur de l'article ne peut, bien entendu, être un obstacle, car une obligation morale ne se mesure pas au centimètre. Ce long article, vous pouvez le reproduire dans plusieurs numéros, d'autant plus que les attaques contre le « trotskysme » se succèdent continuellement.

Pour souligner mon droit à la reproduction de cette réfutation, je me permets encore d'invoquer le fait qu'à la différence de Victor-Serge je ne défends pas des conceptions purement personnelles et sans cesse changeantes, mais le programme d'une organisation internationale qui a sa tradition révolutionnaire, des adhérents dans toutes les parties du monde et des milliers de victimes en U.R.S.S.

Salut bolcheviste.

LÉON TROTSKY.

2. Le « trotskysme » et le Parti socialiste ouvrier et paysan ¹

« Prétentions à l'hégémonie ». — « Méthodes fractionnelles ». — Organisation des « cellules ». — « Commandé de l'extérieur ». — Un exemple du ton de « camaraderie ». — Le bolchevisme et les fractions. — La discipline de l'action. — La fraction Pivert. — La Quatrième Internationale et les fractions. — La tactique vérifiée sur un problème concret. — Le Parti-Chef. — Seul le bolchevisme a formé un parti révolutionnaire. — Rosa Luxemburg. — Le trotskysme en 1904. — Des promesses « libertaires ». — Exigence unilatérale. — Rupture avec la social-démocratie. — La franc-maçonnerie. — Le social-pacifisme. — Sneevliet. — Le P.O.U.M. — Les « résultats pratiques ». — La réaction et le « trotskysme ». — La force interne de la Quatrième Internationale. — Les critères d'un dilettante. — Notre section aux Etats-Unis. — En Belgique. — Une voix de Saigon. — En Angleterre et en France. — Le « dogme ». — Ombres chinoises. — Pour l'hégémonie de la pensée scientifique. — Bolchevisme ou menchevisme. — Le programme de la Quatrième Internationale.

C'est avec un vif intérêt que j'ai ouvert le journal du Parti socialiste ouvrier et paysan du 9 juin 1930 contenant l'article de Marceau Pivert : *Le P.S.O.P. et le « trotskysme »*. Je supposais que

1. Traduit du russe par Marcel Body.

Pivert s'était enfin décidé à analyser concrètement les divergences qui le séparent de la Quatrième Internationale. Hélas ! dès les premières lignes j'ai été déçu : Pivert n'essaie même pas de se placer sur le terrain de la théorie marxiste et de la politique de classe. Toute sa critique du « trotskysme » reste sur le plan de la psychologie, de la moralisation et des recettes de bon ton. Pivert élude manifestement une discussion sérieuse sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier. Je vais m'efforcer de le démontrer en analysant patiemment les idées, voire les moindres nuances d'idée, que l'on trouve dans l'article-programme de Pivert.

« Prétentions à l'hégémonie »

Pivert accepte de collaborer avec le « trotskysme », mais à condition que ce dernier abandonne ses « prétentions à l'hégémonie » et s'engage dans la voie d'« une collaboration confiante entre tous les éléments qui ont courageusement rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme ». Le fait d'opposer collaboration à « prétentions à l'hégémonie » suscite tout de suite la méfiance. Le concours de diverses tendances dans un seul parti suppose indubitablement la confiance de pouvoir se convaincre ou s'instruire les uns les autres. En cas de divergences, chaque tendance, qui a foi dans ses conceptions, cherche à obtenir la majorité : c'est en cela précisément que réside le mécanisme de la démocratie de parti. Quelle autre « hégémonie » peut-il exister dans un parti démocratique en dehors de la conquête de la majorité aux idées qu'on défend ? Au dernier Congrès du Parti socialiste ouvrier et paysan, Pivert et ses amis ne se sont-ils pas efforcés de s'emparer de la majorité ? Est-ce qu'ils ne s'en sont pas emparés ? Par-là, n'ont-ils pas établi leur « hégémonie » dans le parti ? Peut-on leur en faire grief ? L'argumentation de Pivert montre qu'il juge que l'« hégémonie » de sa tendance est conforme à la règle et à la loi, mais que les efforts de l'autre tendance pour s'assurer la majorité enfreignent la règle, sont un crime, pis encore : du trotskysme. Où donc est ici la démocratie ?

« Méthodes fractionnelles »

Décrétant ainsi qu'il a le monopole de l'« hégémonie » dans le parti, Pivert exige que les trotskystes « abandonnent les méthodes fractionnelles ». Cette exigence, qui revient à plusieurs reprises, vient bien mal à propos sous la plume d'un homme politique qui souligne instamment le caractère *démocratique* de son organisation. Qu'est-ce qu'une fraction ? Une association, momentanément non statutaire, à l'intérieur du parti, de partisans d'une même tendance en vue de convaincre ce dernier de la justesse de leurs conceptions.

La naissance d'une fraction peut être rendue inévitable, même au sein du parti ayant le plus de maturité et de cohésion, par l'extension de l'influence de celui-ci à de nouvelles couches sociales, par l'apparition de nouveaux problèmes, par un changement radical de la conjoncture, par des erreurs de la direction, etc. Vue sous l'angle du monolithisme, la lutte de fractions est un « mal » ; mais c'est un mal inévitable, et en tout cas incomparablement moins grand que l'interdiction des fractions. Certes, on assiste fréquemment, surtout dans les jeunes partis, à des tentatives pour former des fractions sans bases de principe suffisantes, tentatives dues à un manque de maturité politique, à l'ambition personnelle, à l'arri-visme, etc. Dans ces différents cas, la tâche de la direction du parti consiste, sans recourir à des mesures policières, à dénoncer de telles entreprises et à les discréditer aux yeux du parti. Ce n'est que de cette manière que l'on peut susciter un attachement profond au parti, quand les conflits momentanés, même très sérieux, ne mettent pas son unité en péril. L'existence des fractions entraîne fatalement des frictions et des pertes d'énergie, mais c'est là le prix de la démocratie intérieure du parti. Une direction ayant de l'adresse et de l'autorité s'efforcera de réduire les heurts de fractions au minimum. Elle y parviendra par une politique juste s'appuyant sur l'expérience collective, par une attitude loyale à l'égard de l'opposition, par l'autorité sans cesse accrue qu'elle exercera, mais non point par l'interdiction des fractions, ce qui ne ferait qu'empoisonner la lutte et lui donnerait une forme hypocrite. *Qui interdit les fractions, abolit par-là même la démocratie de parti et fait le premier pas vers un régime totalitaire.*

Organisation des « cellules »

Plus loin, Pivert exige des « trotskystes » qu'ils renoncent au « noyautage commandé de l'extérieur ». Le fait même de cette « exigence » s'appuie sur une confusion manifeste de notions. Pivert estime sans aucun doute que tout membre du Parti socialiste ouvrier et paysan a le devoir d'organiser des noyaux à l'intérieur des syndicats pour gagner la majorité des travailleurs. Dans la mesure où ces noyaux se trouvent sous les coups de la clique à Jouhaux, des mouchards de Staline et de la Sûreté nationale, ils sont astreints à une existence clandestine. Le Parti socialiste ouvrier et paysan, en tant que parti, garde, je l'espère, entre ses mains le moyen de diriger ces noyaux « de l'extérieur ». S'il renonçait à ces méthodes de travail à l'intérieur des syndicats, du parti de Blum, du parti de Staline, il renoncerait par-là même à la lutte pour l'« hégémonie » dans la classe ouvrière, c'est-à-dire à sa mission révolutionnaire. J'espère qu'il n'en est rien. Où donc est alors le désaccord ? Pivert redoute tout simplement pour lui et pour son parti les horreurs de la bolchevisation par les « noyaux » sans réfléchir le moins du monde au fond du problème.

Peut-être ne s'agit-il pas de cela, mais des noyaux « trotskystes » à l'intérieur du Parti socialiste ouvrier et paysan ? Alors nous aurions là une simple périphrase de l'accusation de fractionnisme. Cependant, dans ce cas, il serait tout à fait inexact de parler de l'organisation de noyaux, car il s'agit là d'une collaboration politique avouée et d'une lutte idéologique non moins avouée de deux tendances. Il va de soi que, si la lutte idéologique venait à être remplacée par la répression bureaucratique, les « trotskystes » auraient non seulement le droit mais, selon moi, le devoir de recourir à la méthode des noyaux clandestins. A la guerre comme à la guerre ! Mais dans cette éventualité, la bureaucratie totalitaire porterait la responsabilité de ces noyaux.

« Commandé de l'extérieur »

Comment doit-on comprendre : « commandé de l'extérieur » ? Là encore, Pivert ne cite ni personnes, ni organisations, ni faits (apparemment, par souci du « bon ton »). On peut néanmoins supposer qu'il veut dire : « commandé par Trotsky ». Nombreux sont ceux qui, à défaut d'arguments sérieux, se livrent à cette insinuation. Mais en l'occurrence, qu'est-ce que signifie proprement : « commandé » ? La bureaucratie stalinienne commande grâce au pouvoir et à l'argent. L'appareil de Blum commande grâce à ses liens avec la république bourgeoise. Les trotskystes n'ont ni argent, ni Guépécou, ni liens avec la bourgeoisie. De quelle manière peuvent-ils « commander » ? Il s'agit simplement d'une question de solidarité sur des problèmes fondamentaux. Que viennent faire ici les insinuations ?

L'emploi des mots : « de l'extérieur » ne vaut pas mieux. Est-ce une allusion à des tiers ? à des étrangers ? En quoi consiste le crime de ces derniers ? en ceci, qu'ils expriment leur point de vue, qu'ils donnent des conseils ? Quand, dans un parti révolutionnaire, une lutte sérieuse est en cours, elle a des échos sur le plan international. Les représentants de l'une ou de l'autre tendance dans les différents pays cherchent tout naturellement à se soutenir mutuellement. Qu'y a-t-il là de mal ou de criminel ? Il y a là, au contraire, une manifestation d'internationalisme. Et on doit non pas en blâmer les « trotskystes », mais plutôt prendre des leçons chez eux.

Un exemple du ton de « camaraderie »

Pivert exige encore des trotskystes qu'ils renoncent aux « moyens de pression ou de corruption ou de dénigrement systématique ». Que signifie « moyens de pression » ? L'appareil du parti est entre les mains de Pivert, et celui-ci n'est pas étranger aux moyens de

pression de celui-là. L'opposition n'a rien, hormis ses idées. Pivert entend-il interdire la pression idéologique ? Le mot « corruption » a dans le langage politique un sens très précis : vénalité, arrivisme, etc. Je pense que la Quatrième Internationale est la dernière des organisations à laquelle on peut faire de tels reproches. Reste le « dénigrement systématique ». L'expérience prouve que plus les conceptions d'un militant manquent de netteté, moins il accepte la critique, plus l'argument décisif lui paraît « injurieux ». L'excès de sensibilité traduit un manque d'assurance en soi. En sa qualité de leader du parti, Pivert devrait donner l'exemple d'une « collaboration confiante » alors qu'il se permet de parler de « corruption ». Nous voulons croire que la plume de Pivert a fourché dans le mauvais sens et qu'il trouvera l'occasion de se corriger lui-même.

Le bolchevisme et les fractions

Tout en déniaut à l'opposition le droit de combattre pour conquérir la majorité (l'« hégémonie ») du parti et en interdisant par-là même les fractions, c'est-à-dire en foulant aux pieds les principes élémentaires de la démocratie intérieure, Pivert a l'imprudence d'opposer la démocratie du Parti socialiste ouvrier et paysan au centralisme bolchevique. Opposition téméraire. Toute l'histoire du bolchevisme a été celle d'un libre combat de tendances et de fractions. Les différentes périodes du bolchevisme virent la lutte des partisans du boycottage [des élections à la Douma] et de ses adversaires, des partisans du rappel [des députés], des partisans de l'ultimatum [au gouvernement provisoire], des partisans et des adversaires de l'insurrection d'Octobre, des partisans et des adversaires de la paix de Brest-Litovsk, des communistes de gauche, des partisans et des adversaires d'une politique officielle de guerre, etc. Jamais il ne vint à l'esprit du comité central bolchevique d'exiger de ses adversaires qu'ils « renonçassent aux méthodes propres aux fractions », si ceux-ci estimaient que sa politique était fautive. La tolérance et la loyauté à l'égard de l'opposition a été un des traits les plus caractéristiques de la direction léniniste.

Le Parti bolchevik a, il est vrai, interdit les fractions au X^e Congrès (mars 1921), à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré en tout cas que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du parti. La bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de « fraction » un épouvantail pour ne pas permettre au parti de penser ou de respirer. C'est ainsi que s'est formé le régime totalitaire qui a tué le bolchevisme. N'est-il pas singulier que Pivert, qui aime à parler de démocratie, de libre critique, etc., emprunte non pas au bolchevisme juvénile sa démocratie vivante, agissante et créatrice, mais au bolchevisme décadant sa peur bureaucratique devant les fractions.

La discipline de l'action

La discipline de l'action est le correctif de la lutte de fractions. Le parti n'est pas un club, mais une association de combat. Si Pivert prétendait que les « trotskystes » enfreignent la discipline de l'action, l'argument serait sérieux. Mais Pivert ne le prétend pas, ce qui veut dire qu'il n'en est rien.

La fraction Pivert

Exiger « l'abandon des méthodes fractionnelles » est d'autant moins admissible que Pivert lui-même, qui détient l'« hégémonie », a sans aucun doute sa fraction, ses assemblées secrètes (notamment pour combattre le trotskysme), etc. La différence réside seulement en ceci que le « trotskysme » assène ses coups à droite, et que Pivert porte les siens à gauche.

La Quatrième Internationale et les fractions

En contradiction absolue avec la réalité, Pivert voit dans le régime de la Quatrième Internationale un régime de monolithisme et d'obéissance aveugle. On peut difficilement imaginer caricature plus fantaisiste et de moins bonne foi. La Quatrième Internationale n'a jamais interdit les fractions et ne se dispose pas à le faire. Dans nos milieux, il y a eu et il y a des fractions. Le débat porte toujours sur le contenu des idées de chaque fraction, et non sur le droit de celle-ci à l'existence. Du point de vue des conceptions bolcheviques sur la démocratie du parti, je trouverais plutôt scandaleux d'accuser un adversaire, faisant partie de la minorité, d'employer des méthodes « fractionnelles » au lieu d'entrer en discussion avec lui sur le fond. Si les divergences sont profondes, les méthodes propres aux fractions seront justifiées. Si les divergences ne sont pas sérieuses, l'adversaire perdra tout crédit. La lutte de fraction peut avoir pour effet soit un accord de principe plus net, soit la scission. Personne n'a encore trouvé d'autres issues, abstraction faite du régime totalitaire.

La tactique vérifiée sur un problème concret

A propos de l'adhésion au Parti socialiste ouvrier et paysan, le « monolithisme » ou la « soumission aveugle » était bien la chose qu'on eût pu le moins déceler dans les milieux « trotskystes ». Nos camarades français discutèrent longtemps et passionnément cette question et finalement se divisèrent. Quelle fut mon attitude à

l'égard de ce problème ? Je l'avoue franchement : j'étais hésitant. Quelques mois avant, dans une lettre personnelle, je m'étais prononcé plutôt dans un sens négatif. Cela n'empêcha pas un groupe influent de camarades français que dirigeait Rous d'adhérer au Parti socialiste ouvrier et paysan. Selon moi, ils ont eu raison.

Une partie de notre section française fit manifestement preuve sur le plan de l'organisation d'esprit conservateur et sectaire. Il eût été surprenant qu'au sein de l'extrême-gauche, en butte aux poursuites et aux persécutions, de telles tendances ne se fissent point jour dans les conditions politiques actuelles. Que la Quatrième Internationale combatte le sectarisme, d'ailleurs avec un succès qui va en s'accroissant, c'est ce qu'attestent des faits indiscutables. La scission est évidemment un épisode regrettable, mais ce n'est qu'un épisode. Si le Parti socialiste ouvrier et paysan vient à se développer dans le sens révolutionnaire (et nous le souhaitons de tout cœur), il attirera dans ses rangs le groupe scissionniste des « trotskystes ». Si, sous la pression de la bourgeoisie, des social-patriotes et des staliniens, ce parti se met à chasser les « trotskystes », l'unité se reconstituera en dehors de lui.

« Le Parti-Chef »

Généralisant ses conceptions du parti, Pivert écrit : « ... A la conception d'un Parti-Chef, sorte d'état-major centralisé, qui prépare, dans le secret des conspirations, l'action dite révolutionnaire, nous préférons la conception d'un parti largement ouvert sur le mouvement réel des masses et ménageant à l'avant-garde révolutionnaire toutes les possibilités de contact direct avec les couches les plus larges du prolétariat ouvrier et paysan. » Comme d'habitude, Pivert se cantonne dans des abstractions et dans de nébuleuses circonlocutions. De quel « Parti-Chef » s'agit-il ? De l'ancien Parti bolchevik ? Si c'est cela, pourquoi ne le dit-il pas franchement ? Peut-on éduquer les travailleurs au moyen d'allusions voilées ? De plus, sur le fond, ces allusions sont fausses. L'histoire ne connaît pas de parti qui, en même temps que par une profonde démocratie intérieure, ait été caractérisé comme le Parti bolchevik par un tel doigté, une telle hardiesse et une telle souplesse dans la manière d'aborder les masses. Pivert ne fait encore que promettre d'établir le contact avec les « couches les plus larges », alors que le Parti bolchevik, lui, a groupé des millions de travailleurs pour les mener à la victoire. A propos, à quelles « conspirations secrètes » Pivert fait-il allusion en termes si méprisants ? N'est-ce pas à la préparation de l'insurrection d'Octobre ? Mais alors il ne fait que répéter ce que libéraux, mencheviks et socialistes-révolutionnaires ont toujours dit.

Seul le bolchevisme a formé un parti révolutionnaire

Les points de vue en matière d'organisation n'ont évidemment pas de *caractère propre*. Mais en eux, et en eux seulement, se reflète à fond la position que l'on adopte à l'égard du programme et de la tactique. Pour les dilettantes de l'ex-revue *Masses* et leurs pareils, les questions d'organisation se réduisent à défendre leur « hégémonie » dans une minuscule revue et à se mettre à l'abri de critiques désagréables : ils ne vont pas au-delà. L'organisation de la social-démocratie fut et reste entièrement appropriée aux tâches électorales. Jusqu'à présent, seul le bolchevisme a su trouver les formes d'organisation qu'exige la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Tourner le dos au bolchevisme en se livrant à des généralités sans avoir derrière soi aucune autre expérience révolutionnaire est une manière d'agir inadmissible, irréfléchi et indigne de soi. Ce n'est pas ainsi qu'on fera l'éducation des travailleurs.

Rosa Luxemburg

A l'appui de ses vues sur les questions d'organisation (ou plus exactement : en l'absence de vues de ce genre), Pivert cite, bien entendu, Luxemburg. Mais cela ne nous avance guère. Il y a beaucoup à apprendre chez Rosa ; mais ses conceptions en matière d'organisation étaient le point le plus faible de sa position, car en elles se résumaient ses erreurs dans le domaine politique et théorique. En Allemagne, Rosa ne réussit pas à créer un parti ou une fraction révolutionnaire, et ce fut là une des causes de l'échec de la révolution de 1918-1919 (voir à ce sujet : Walter Held dans *Unser Wort*²). Quant au parti polonais de Rosa Luxemburg, il dut, sous l'effet des événements révolutionnaires, se réorganiser sur le modèle bolchevique. Ce sont là des points d'histoire qui ont beaucoup plus d'importance que des citations !

Le trotskysme en 1904

En 1904, j'ai écrit une brochure, *Nos tâches politiques*^{2 bis}, qui, sur le plan de l'organisation, développait des vues très proches de celles de Rosa Luxemburg (Souvarine cite complaisamment cette brochure dans sa biographie de Staline). Cependant, toute mon expérience ultérieure m'a prouvé que, dans cette question, Lénine avait raison contre Rosa Luxemburg ainsi que contre moi. Marceau Pivert oppose le « trotskysme » de 1939 au trotskysme de 1904. Mais depuis cette époque il y a eu, rien qu'en Russie, trois révo-

2. Organe, à l'époque, des trotskystes allemands. (D. G.)

2 bis. Traduction française, Paris, mars 1970 (D. G.).

lutions. Se peut-il qu'au cours de ces trente-cinq années nous n'ayons rien appris ?

Des promesses « libertaires »

Pour présenter son démocratisme sous le jour le plus favorable, Pivert promet que sa « méthode de construction du socialisme ne sera pas autoritaire, mais libertaire ». On ne peut s'empêcher de sourire non sans un peu d'amertume devant cette phrase pompeuse et nébuleuse. L'expression socialisme libertaire a-t-elle le sens d'anarchie, c'est-à-dire de répudiation de la dictature du prolétariat ? Or Pivert se dit marxiste, et non pas proudhonien ou bakouniniste. Par sa nature, la dictature du prolétariat est « autoritaire », sinon elle ne serait pas une dictature. Bien entendu, il y a des bornes à l'« autoritarisme », autrement dit, différents régimes intérieurs de la dictature. Si Pivert veut dire qu'il cherchera à obtenir que les soviets, en tant qu'organes de la dictature, conservent la plus large démocratie intérieure possible, il ne fait que reprendre à son compte un principe pour lequel les « trotskystes » combattent depuis 1923. Cependant, pour que sa promesse rende un son plus convaincant, Pivert eût mieux fait de ne pas piétiner aussitôt la démocratie intérieure du parti à l'instar de L.[éon] Blum et de P.[aul] Faure, en déniaut à la minorité les droits les plus légitimes, en interdisant les fractions d'opposants et en gardant le « monopole » pour sa fraction ; en d'autres termes, il eût fallu instaurer ne fût-ce qu'une dixième partie de la démocratie qui caractérisait le Parti bolchevik dans la clandestinité sous le tsarisme et dans les premières années du régime soviétique. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les promesses de biens « libertaires » dans un futur indéterminé n'auront pas grande valeur. Elles rappellent un peu celles d'une récompense dans l'au-delà pour les souffrances d'ici-bas.

Telles sont les opinions de Pivert en matière d'organisation. Elles signifient pratiquement la rupture avec la démocratie de parti et le remplacement du centralisme démocratique par le centralisme bureaucratique, c'est-à-dire par l'hégémonie de l'appareil sur les idées. Nous verrons tout à l'heure qu'en ce qui concerne la doctrine, le programme et la politique, les choses ne vont pas mieux.

Exigence unilatérale

Pivert exige, comme nous le savons déjà, une collaboration « confiante » avec tous les éléments qui ont « courageusement » rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme. Nous sommes prêts, en principe, à accepter cette exigence. Malheureusement, Pivert lui-même la bat en brèche de façon criante. Le bolchevisme a rompu avec toutes les formes de patriotisme un

quart de siècle avant le Parti socialiste ouvrier et paysan. Or Pivert ne manifeste pas du tout une « collaboration confiante » à l'égard du bolchevisme. Les trotskystes, qui ont donné la preuve du caractère révolutionnaire de leur internationalisme par une longue lutte et d'innombrables sacrifices, sont tenus de faire confiance à Pivert ; mais Pivert n'est nullement obligé de faire confiance aux trotskystes. Pivert a pour règle : confiance à droite, et répression à gauche. Or c'est aussi celle que Léon Blum prend pour lui-même, mais avec une avance de quelques degrés.

Rupture avec la social-démocratie

L'internationalisme est indubitablement la condition nécessaire de la collaboration. Nos camarades français ont pris au sérieux la rupture du Parti socialiste ouvrier et paysan avec le parti social-démocrate de Blum, sinon ils n'y auraient pas adhéré. Mais présenter les choses comme si le fait de se détacher d'un parti corrompu résolvait automatiquement *tous* les problèmes n'est pas juste. Il faut après la rupture élaborer un programme révolutionnaire, définir sans commettre d'erreurs ses amis et ses ennemis. La direction du Parti socialiste ouvrier et paysan ne le fait pas : elle est encore loin d'avoir coupé l'ancien cordon ombilical.

La franc-maçonnerie

Le malheur est que les leaders du Parti socialiste ouvrier et paysan n'ont pas « courageusement » rompu avec le social-patriotisme, car ils n'ont pas rompu avec la maçonnerie, ce réservoir de premier ordre du patriotisme impérialiste. Ces jours-ci, j'ai reçu une excellente brochure de Pierre Bailly : *Oui, la franc-maçonnerie est un danger*. Après avoir rejeté un fouillis psychologique et philosophique qui n'a pas la moindre valeur, car tout au long de son évolution la maçonnerie n'a pas apporté la plus petite contribution ni à la science ni à la philosophie, l'auteur aborde la question en termes de marxisme, c'est-à-dire du point de vue *social*. Se fondant sur les documents mêmes de la maçonnerie, il en démontre le rôle impérialiste, réactionnaire et démoralisant³.

La brochure de Bailly est, soit dit en passant, la meilleure preuve qu'à la différence de tous les autres groupes et fractions, nos camarades savent aborder les problèmes importants en révolutionnaires

3. Pour éviter les malentendus, nous ferons cette remarque : la maçonnerie dans les divers pays a joué à différentes époques un rôle politique qui n'a pas toujours été le même. Mais nous avons en vue la France actuelle avec son capitalisme et sa démocratie corrompus ; en France, la maçonnerie remplit de nos jours une fonction profondément réactionnaire. (Note de Trotsky.)

prolétariens. Même le simple fait que la brochure sentimentalobourgeoise et vide de Nicolitch soit très bien éditée⁴, tandis que l'ouvrage sérieux de Bailly est tiré à la ronéo, est une belle illustration de la condition sociale des idées centristes et des idées révolutionnaires.

Le social-pacifisme

Non, Pivert n'a pas du tout rompu « courageusement » avec le social-patriotisme et sa variété, le social-pacifisme, sinon il n'aurait pas conclu une alliance contre nous avec Maxton, le leader du Parti travailliste indépendant. Entre le marxisme révolutionnaire et le pacifisme impérialiste de Maxton, il y a un abîme. Fenner Brockway est légèrement plus à gauche que Maxton. Mais, comme le prouve toute l'histoire du Parti travailliste indépendant, Maxton dans toutes les situations critiques menace de démissionner et Fenner Brockway se met aussitôt à genoux devant lui. On peut fermer les yeux là-dessus. Mais les faits restent. Que Pivert veuille bien expliquer aux ouvriers ce qui le lie à Maxton contre la Quatrième Internationale. « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es. »

Sneevliet

Pivert marche la main dans la main avec Sneevliet qui, ces dernières années, construit toute sa politique de façon à ne pas indisposer — Dieu nous en garde — le gouvernement hollandais et à ne pas priver l'organisation syndicale sectaire des subsides de l'Etat. Nous avons demandé des dizaines de fois que le parti de Sneevliet mette sur pied une plate-forme afin que Sneevliet, en sa qualité de député, puisse lancer des mots d'ordre de combat, et que l'agitation dans les masses soit faite dans un esprit révolutionnaire. Sneevliet a systématiquement décliné l'offre afin de ne pas rompre avec le gouvernement conservateur. Sur quel « ton » ce démocrate a parlé aux jeunes camarades, mieux vaut ne pas le rappeler. Lorsque la conférence de la Quatrième Internationale s'apprêta, enfin, à poser carrément la question de la section hollandaise, Sneevliet quitta notre organisation et bien entendu se plaignit de nos mauvaises « méthodes ». Celles de Pivert sont évidemment préférables : en même temps que celui-ci passe sous silence la politique capitalarde de Sneevliet, il tourne ses foudres contre les trotskystes.

4. Suzanne NICOLITCH, *Front populaire, socialisme, franc-maçonnerie. Histoire d'une crise*, octobre 1938 (D. G.).

Le P.O.U.M.

Pivert s'efforce de défendre la mémoire d'Andrès Nin contre d'odieuses calomnies, et c'est évidemment très bien. Mais quand il représente la politique de Nin comme un exemple révolutionnaire, on ne peut qualifier cela autrement qu'un crime envers le prolétariat. En pleine guerre révolutionnaire entre les classes, Nin est entré dans un gouvernement *bourgeois* dont le but était d'abolir les comités ouvriers, piliers du gouvernement prolétarien. Après ça, au lieu de reconnaître l'énormité de l'erreur commise, le parti de Nin réclama le retour à la coalition avec la bourgeoisie. Pivert osera-t-il le contester ? Ce ne sont pas les mots qui décident, mais les faits. La politique du P.O.U.M. est caractérisée par la capitulation de celui-ci devant la bourgeoisie à tous les moments critiques, et par telle ou telle citation de discours ou d'articles de Nin. *D'une manière générale, il ne saurait y avoir de plus grand crime que de se coaliser avec la bourgeoisie en temps de révolution socialiste.*

Au lieu de dénoncer impitoyablement cette politique néfaste, Pivert reproduit pour les justifier les articles de Kurt Landau. Comme Nin, Landau est tombé victime du Guépéou. Mais la plus chaleureuse compassion pour les victimes des bourgeois staliniens ne libère pas de l'obligation de dire la vérité aux travailleurs. Landau, aussi bien que Nin, a été une variété du menchevisme de gauche, un disciple de Martov et non de Lénine. En soutenant les erreurs de Nin et non pas la critique que nous en faisons, Landau, comme Victor-Serge, comme Sneevliet, comme Pivert, a joué à l'égard de la révolution espagnole un triste rôle. Au sein du P.O.U.M., l'opposition de gauche (José Rebull⁵ et ses amis) relève la tête. Le devoir des marxistes est de pousser à fond la critique. Or Pivert soutient les pires conservateurs du P.O.U.M. dans le genre de Gorkin. Non, Pivert n'a pas tiré les conclusions de sa rupture avec Blum !

Les « résultats pratiques »

Avec une présomption bien inopportune, Pivert déclare que les « résultats pratiques » obtenus par le trotskysme sont trop insignifiants pour l'amener à changer sa manière de voir. De quelle façon, cependant, dans cette époque de réaction générale, un parti révolutionnaire peut-il devenir un parti de masses ? Aujourd'hui, à cause de la faillite avérée des deux vieilles Internationales, la situation est en train d'évoluer favorablement pour les révolutionnaires. Un des signes avant-coureurs : le Parti socialiste ouvrier et paysan s'est

5. Membre du P.O.U.M. qui évoluait alors vers les trotskystes (D. G.).

séparé du parti de Blum. D'un large point de vue historique, *le Parti socialiste ouvrier et paysan n'est qu'un sous-produit du trotskysme*. Pivert estime-t-il que ce « résultat » est lui aussi insinifiant ?

La réaction et le « trotskysme »

Le fait que les staliniens, de même que la police bourgeoise, appellent trotskysme toute tendance à gauche, montre bien que toutes les forces de la réaction mondiale sont tournées en fin de compte contre la Quatrième Internationale. Le Guépéou entretient un nombre considérable d'agents, d'une part pour la filature, la fabrication des faux et les assassinats, d'autre part, pour les conflits et les scissions qu'il cherche à provoquer dans nos rangs. Il n'y a pas encore eu dans toute l'histoire de mouvement politique aussi persécuté que le nôtre. La réaction comprend très bien que la Quatrième Internationale est le danger. Ce n'est que sous l'effet de la critique intransigeante de celle-ci et de sa propagande que les centristes commencent à bouger, les centristes de gauche à se détacher de ceux de droite, les droitiers à se séparer des social-patriotes avoués. Il y a quelques années, Pivert a dit fort justement que la lutte contre le trotskysme était un indice sûr de réaction. Il est dommage, toutefois, que ladite réaction l'entraîne lui-même dans ses rangs.

La force interne de la Quatrième Internationale

L'organisation internationale de Brandler, Lovestone et consorts, qui paraissait bien plus forte que nous, est tombée en poussière. L'alliance de Walcher, du Parti ouvrier norvégien, et de Pivert lui-même s'est brisée en miettes. Le Bureau de Londres a dit bonsoir à la compagnie. Mais la Quatrième Internationale, malgré ses difficultés et ses crises, est en pleine croissance ; elle a ses organisations dans plusieurs dizaines de pays ; elle est parvenue à convoquer dans des conditions critiques, sous la terreur du Guépéou (assassinat de Klement), un congrès international et à mettre au point un programme auquel personne n'a tenté jusqu'à présent d'opposer quoi que ce soit d'égale valeur. Que Pivert essaie de citer des publications marxistes qui, par leur niveau théorique, pourraient être mises en parallèle avec *New International*, *Clave*⁶, *Unser Wort* et autres organes de la Quatrième Internationale.

Tous les groupements de gauche qui gravitent autour du Bureau de Londres ne sont que des débris disparates du passé, sans programme commun, affligés de vieilles manies et de maladies incu-

6. Organe des trotskystes mexicains (Clave = clé). (D. G.)

rables. La Quatrième Internationale se développe en tant qu'organisation groupant des éléments nouveaux, frais et dispos, *sur la base d'un programme commun fondé sur toute l'expérience du passé, et constamment révisé et affiné.* Pour sélectionner ses cadres, la Quatrième Internationale a d'immenses avantages sur la Troisième. Ceux-ci découlent précisément des conditions extrêmement difficiles de la lutte sous la réaction. La Troisième Internationale s'est formée rapidement, car beaucoup d'« éléments de gauche » ont adhéré spontanément à la révolution victorieuse. La Quatrième Internationale rassemble ses effectifs sous les coups répétés des défaites et des persécutions. Le lien idéologique tissé dans des conditions pareilles est singulièrement plus solide. Mais le rythme de la croissance, du moins dans la première période, est forcément lent.

Les critères d'un dilettante

Victor-Serge s'écrie : « On ne peut à sa guise construire une Internationale digne de ce nom. » Quelle phrase pleine de fatuité et en même temps vide de sens ! On suppose que Serge a en poche toutes les mesures d'une Internationale, comme pour un pantalon. Mais un parti nationale « digne de ce nom », on peut le construire « à sa guise » ? Par exemple, le Parti socialiste ouvrier et paysan correspond-il aux mesures de Serge ? Les gens qui abordent la question avec de tels critères superficiels montrent tout simplement que, pour eux, une Internationale est une institution victorieuse et fastueuse, une sorte de temple. Quand le somptueux édifice aura été achevé (par qui ? comment ?), alors ils passeront sous ses voûtes. Nous voyons la chose autrement. L'Internationale est pour nous un instrument dont le prolétariat a besoin, comme il a besoin d'un parti national. Il faut créer cet instrument, l'améliorer, l'affiner. C'est ce que nous faisons. Nous n'attendons pas que quelqu'un le fasse pour nous. Nous convions tous les révolutionnaires à mettre la main à cette œuvre, dès maintenant, immédiatement, sans perdre une minute. Quand la Quatrième Internationale sera devenue « digne de ce nom » aux yeux de Messieurs les littérateurs, les dilettantes, les sceptiques, il ne sera pas difficile de s'y associer. Alors Victor-Serge (lui ou un autre) écrira un livre où il démontrera (avec du lyrisme et les larmes aux yeux !) que l'époque la plus belle et la plus héroïque de la Quatrième Internationale a été celle où, sans forces et sans ressources, elle se battait contre d'innombrables ennemis, sceptiques petits-bourgeois y compris.

Notre section aux Etats-Unis

Que Pivert ne se presse pas de tirer des conclusions. Le Parti socialiste ouvrier et paysan est encore très éloigné d'un parti de

masse et n'a pas eu le temps d'éprouver sa force de résistance à la pression de l'impérialisme. D'autre part, certaines de nos sections ont démontré non seulement leur vitalité, mais aussi qu'elles commençaient à entrer dans l'arène de la lutte de classes. Dans le plus puissant pays capitaliste, aux Etats-Unis, le Parti socialiste ouvrier est en train de se transformer sous nos yeux, d'association de propagande qu'il a été pendant des années, en une arme de combat de la politique ouvrière. La Section américaine de la Quatrième Internationale a pris la tête de la lutte contre le fascisme et contre la guerre. Le principal des agitateurs fascistes, le Père Coughlin, a dû consacrer récemment un de ses discours radiodiffusés à notre Section américaine et à la lutte qu'elle mène pour créer un mouvement d'autodéfense ouvrier. Le Parti socialiste ouvrier combat activement dans les syndicats, publie un excellent journal qui paraît deux fois par semaine, une importante revue mensuelle, un journal pour la jeunesse (bimensuel) et vient en aide activement, sur le plan idéologique et matériel, aux autres sections.

En Belgique

Notre Section belge, dont les effectifs sont presque entièrement prolétariens, a obtenu aux élections près de 7 000 suffrages. Dans l'atmosphère de réaction et de chauvinisme qui sévit, chacun de ces suffrages vaut des centaines de voix données aux partis réformistes. Que Pivert ne se presse pas de tirer des conclusions. Qu'il lise plutôt attentivement la déclaration de nos camarades belges élus à Flénu. Hélas ! au lieu de chercher à nouer des liens avec le Parti révolutionnaire socialiste de Belgique, Pivert prête l'oreille aux sectaires et aux faillis. Ce n'est sûrement pas Vereeken flanqué de Sneevliet et de Victor-Serge qui frayera la route qui mène aux masses.

Une voix de Saigon

Au sujet des élections à l'Assemblée territoriale de la colonie qui ont eu lieu le 30 avril dernier, on m'écrit de Saigon : « Malgré la honteuse coalition des bourgeois de tout poil avec les stalinien, nous avons remporté une brillante victoire. Celle-ci fut d'autant plus difficile que la conscience des électeurs avait été troublée pendant des mois par la propagande fumeuse du groupe centriste Octobre. [...] Nous sommes allés au combat sous le drapeau largement déployé de la Quatrième Internationale. [...] Aujourd'hui plus que jamais, poursuit la lettre, nous comprenons la portée non seulement du programme de la Quatrième Internationale, mais aussi de la lutte de 1925, 1926, 1927 et 1928 contre la théorie et la pratique du socialisme dans un seul pays, de la lutte contre la

Ligue anti-impérialiste et autres comités de parade, comme ceux d'Amsterdam, de Pleyel, etc. »

Cette voix des ouvriers révolutionnaires de Saïgon a infiniment plus d'importance que la voix de tous les Bureaux de Londres et des pseudo-« centres marxistes ». Les travailleurs d'avant-garde d'un pays opprimé se joignent à l'Internationale persécutée. L'expérience de leur propre lutte leur a fait comprendre ce que signifie notre programme, et ils sauront le défendre. Leur déclaration, à savoir que les travailleurs d'avant-garde de Saïgon ont compris le sens de la lutte que l'opposition de gauche a menée de 1925 à 1928, est particulièrement précieuse et significative. Seule la continuité des idées crée la tradition révolutionnaire sans laquelle un parti politique est aussi instable que le roseau sous le vent.

En Angleterre et en France

Dans les vieux pays colonialistes, comme l'Angleterre et la France, la bureaucratie ouvrière, directement intéressée au surprofit colonial, est plus puissante et plus conservatrice que dans tout autre pays et il est extrêmement difficile aux masses révolutionnaires de lever la tête. Ainsi s'explique le rythme particulièrement lent du développement des Sections de la Quatrième Internationale dans ces pays. Il dépend dans une large mesure du Parti socialiste ouvrier et paysan que les révolutionnaires puissent, dès les prochains mois, faire un brèche dans le mur de la félonie et de la trahison. Mais quelle que soit la situation à ce point de vue, le sens général de l'évolution ne laisse pas de place au doute. Lorsque les masses les plus opprimées d'Angleterre et de France entreront ouvertement en lice, elles ne s'arrêteront pas à mi-chemin et adopteront le programme qui correspond à la profondeur et à l'acuité des antagonismes sociaux d'aujourd'hui.

Le « dogme »

Pivert ne veut ou ne peut comprendre que notre force invincible réside dans notre continuité théorique et notre intransigeance. « Trotsky ne peut admettre dans son organisation, écrit-il, que des affiliés acceptent comme un dogme (?), c'est-à-dire sans discussion (?), la référence systématique aux principes élaborés par les quatre premiers Congrès de l'I.C. Notre conception du parti est toute différente. » Subissant toutes sortes d'influences douteuses, Pivert essaie de réduire le mouvement de la Quatrième Internationale à une seule individualité : « Trotsky ne peut admettre dans son organisation... » Pivert ne peut pas ne pas savoir que l'opposition de gauche a rassemblé, dès le début, la fleur du Parti bolchevik : les révolutionnaires trempés dans l'action clandestine, les héros de la

guerre civile, les meilleurs représentants de la jeune génération, des milliers et des milliers de marxistes cultivés qui eussent fait honneur à n'importe quel parti. Des dizaines de milliers de « trotskystes » sont morts dans les tourments. Est-ce simplement parce que « Trotsky n'admet » ou n'admet pas ? De telles platitudes doivent être laissées à Brandler, Walcher, Lovestone, Sneevliet et autres cyniques de cet acabit. [...] Mais revenons-en au « dogme ». Les dissidences se sont développées dans le Parti bolchevik *après* les quatre premiers Congrès du Komintern dont les résolutions furent rédigées avec l'étroite collaboration des futurs dirigeants de l'« opposition de gauche ». Le tournant décisif vers l'opportunisme fut sanctionné par le Cinquième Congrès. Sans abandonner la tradition révolutionnaire, la plus haute que connaisse l'histoire de l'humanité, nous avons pris cependant les quatre premiers Congrès uniquement comme *point de départ*, mais nous ne nous y sommes nullement cantonnés ; nous avons observé, étudié, discuté, critiqué, formulé des mots d'ordre, nous sommes allés de l'avant. Je puis en donner pour preuve nos revues théoriques, nos bulletins intérieurs, des dizaines de livres et de brochures-programmes publiés ces quinze dernières années. Pivert peut-il citer un ouvrage critique sérieux de nos adversaires que nous aurions laissé sans réponse ? Pivert et ses amis ont-ils connaissance de résolutions des quatre premiers Congrès du Komintern que nous n'aurions pas soumises à la critique ? Où sont ces résolutions ?

Dans ce même article, Pivert exige que les « trotskystes » dans le P.S.O.P. « acceptent sa charte, sa structure, ses règles, ses décisions de majorité et s'engagent à les appliquer sans réticence ». Cette exigence est au fond légitime. Mais cela signifie-t-il que la charte du Parti socialiste ouvrier et paysan, ses structures, ses statuts, etc., sont un « dogme » ? Ou bien n'y a-t-il que les résolutions-programmes des quatre premiers Congrès qui en soient un ?

Ombres chinoises

Pivert raisonne ainsi : il faut découvrir, démasquer et rejeter tous les traits, toutes les particularités, tous les travers du bolchevisme classique auxquels le stalinisme devait par la suite s'agripper. C'est un raisonnement formaliste et détaché de la vie. Le stalinisme ne s'est pas forcément agrippé aux plus mauvais traits du bolchevisme. L'abnégation est une très belle qualité du révolutionnaire. Certains des inculpés des procès de Moscou ont été incontestablement guidés par l'esprit de sacrifice : donner sa vie et même sa réputation au nom de la « défense de l'U.R.S.S. ». En découle-t-il qu'au lieu de l'abnégation on doive cultiver l'égoïsme ? A cela, on pourrait répondre : il faut développer l'esprit critique. Mais c'est là un lieu commun. Les bolcheviks n'étaient pas moins animés de cet esprit que leurs censeurs d'aujourd'hui. Mais les conditions

historiques objectives sont plus fortes que les conditions subjectives. Quand dans un pays isolé et arriéré, les nouvelles couches bureaucratiques prennent le dessus sur la classe révolutionnaire et étouffent son avant-garde, elles utilisent nécessairement les formules et les traditions du bolchevisme, les qualités et les méthodes qu'il a enseignées, en y mettant toutefois un contenu social contraire au sien. Lénine après Marx a émis l'idée que, dans la première phase du socialisme, des aspects de l'inégalité sociale continuent fatalement d'exister. La bureaucratie stalinienne en a tiré argument pour justifier ses privilèges de rapine. Faut-il donc à cause de cet abus rejeter l'idée absolument juste de Marx ?

Tout au long de l'histoire, la discipline de la lutte de classes a opéré des conversions, des mutations, des retournements de ce genre : ce fut le sort du christianisme, du protestantisme, de la démocratie, etc. Ce fut en particulier celui de la franc-maçonnerie. Elle vit le jour au ^{xii}^e siècle, en tant que réaction de la petite bourgeoisie contre la mentalité dissolvante qu'engendrait l'individualisme capitaliste et tenta de faire revivre la morale idéalisée de la « confrérie » de métier. Au cours de la lutte de classes, elle est devenue un instrument de la grande bourgeoisie pour discipliner la petite bourgeoisie et l'assujettir aux buts qu'elle s'était fixés. Les principes ne peuvent être pris en dehors de la réalité sociale, en dehors des classes qui en sont les vecteurs.

La critique du bolchevisme à laquelle se livre Pivert, après Victor-Serge, ne contient pas un gramme de marxisme. A l'analyse matérialiste, elle substitue le jeu des ombres chinoises.

Pour l'hégémonie de la pensée scientifique

Un révolutionnaire sérieux, qui prévoit la gravité des décisions à prendre dans les heures critiques, sent intensément la responsabilité qui lui incombe dans la période préparatoire ; il analyse avec soin, avec minutie, chaque fait, chaque idée, chaque tendance. Sous ce rapport, le révolutionnaire ressemble au chirurgien qui ne peut s'en tirer avec des généralités sur l'anatomie, mais doit connaître exactement la disposition des os, des muscles, des nerfs, des tendons et leur texture pour ne pas faire un faux mouvement avec son bistouri. Un architecte, un médecin, un chimiste seraient indignés si on leur proposait de ne pas préciser les notions ou les formules scientifiques, de ne pas prétendre à l'« hégémonie » des lois de la mécanique, de la physiologie ou de la chimie et de s'incliner devant d'autres manières de voir, fussent-elles erronées. Or telle est précisément la position de Pivert. Sans entrer dans le vif des divergences de programme, il répète des généralités, à savoir qu'aucune tendance « ne peut prétendre renfermer dans son sein toute la lumière ». Et pourquoi ? Parce qu'on doit vivre et laisser vivre les autres. On ne peut rien apprendre de bon au travailleur

d'avant-garde avec des aphorismes de ce genre ; au lieu du courage et du sentiment de responsabilité, ils sont tout juste propres à engendrer l'indifférence et la prostration. La Quatrième Internationale a engagé la lutte contre le charlatanisme et pour un comportement scientifique à l'égard des problèmes de la politique prolétarienne. La passion révolutionnaire dans la lutte pour le socialisme est inséparable de la passion intellectuelle dans le combat pour la vérité.

Bolchevisme ou menchevisme

Pivert croit que nous représentons le dogmatisme et la routine et que lui représente la pensée critique. En réalité, en critiquant le « trotskysme », Pivert répète de vieilles formules mencheviques sans y ajouter un seul mot. Or le menchevisme a été mis lui aussi à l'épreuve, et celle-ci fut sérieuse. Le Parti bolchevique a dirigé victorieusement une grande révolution ; resté isolé, il n'a pu résister à la pression des forces historiques hostiles. Autrement dit : le bolchevisme russe n'a pas eu la force de se substituer à la classe ouvrière mondiale. Quant au menchevisme, il n'a rien apporté à la révolution, hormis la prostration et la trahison. Le menchevisme de gauche personnifié par Martov n'a abouti qu'à un honnête désarroi et à l'impuissance. La tâche historique assignée par la révolution d'Octobre n'a pas été remplie. Les forces fondamentales qui ont pris part à la lutte restent les mêmes. Le choix à faire n'est pas entre le « trotskysme » et le Parti socialiste ouvrier et paysan, mais entre le bolchevisme et le menchevisme. Nous sommes prêts à aller de l'avant en partant du bolchevisme. Nous n'acceptons pas de marcher à reculons.

Le programme de la Quatrième Internationale

Pivert a cru nécessaire de revenir sur les « quatre Congrès » en juin 1939, alors que nous avions déjà réussi à faire un grand pas en avant. A notre dernière Conférence internationale de l'automne dernier, un programme de revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adopté. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitions autant que la critique. Quel qu'en soit le « ton », mais sur le fond !

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire « du dehors » : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la Quatrième Internationale :

« L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale. » Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant !

J'ai analysé l'article de Pivert avec un soin qui paraîtra à certains superflu ou fatigant. D'autres jugeront le « ton » trop acerbe. Mais je crois tout de même qu'une explication claire, nette et détaillée atteste beaucoup plus un désir de collaboration que ne le feraient des équivoques diplomatiques accompagnées de menaces ou d'insinuations. Je voudrais qu'y réfléchissent non seulement Marceau Pivert, mais aussi Daniel Guérin. Il faut cesser de se nourrir des formules vides d'hier. Il faut entreprendre sérieusement et honnêtement la discussion du programme et de la stratégie de la Nouvelle Internationale.

L. TROTSKY,
Coyoacan, 25 juillet 1939.

III. Tout est possible ¹

Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin.

Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui, TOUT EST POSSIBLE aux audacieux !

Tout est possible, et notre Parti a ce privilège et cette responsabilité, tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement.

Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle de lui résistera !

Il n'est pas vrai que nos amis radicaux puissent, ou même désirent, s'opposer à certaines revendications d'ordre économique, comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-neuve aux compagnies d'assurances ! Le goût du suicide politique n'est pas tellement développé sous la pression croissante des masses vigilantes.

Il n'est pas vrai que nos frères communistes puissent, ou même désirent, retarder l'heure de la révolution sociale en France pour répondre à des considérations diplomatiques d'ailleurs dignes d'examen. *On ne freinera pas, on ne trahira pas la poussée invincible du Front populaire de combat.*

Ce qu'appellent, du fond de leur conscience collective, des millions et des millions d'hommes et de femmes, *c'est un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique.* On ne pourrait pas impunément remettre à plus tard, sous prétexte que le programme du Rassemblement populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse.

Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine ; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées,

1. Article de Marceau Pivert paru dans le quotidien S.F.I.O. *Le Populaire* du 27 mai 1936.

mais d'un instinct sûr elles appellent les solutions les plus substantielles ; elles attendent beaucoup ; *elles ne se contenteront pas d'une modeste tisane de guimauve portée à pas feutrés au chevet de la mère malade*²... Au contraire : les opérations chirurgicales les plus risquées entraîneront leur consentement, car elles savent que le monde capitaliste agonise, et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre.

Des camarades tremblent à l'idée que, devant le Congrès national du Parti, un sectarisme de mauvais aloi contrarie tout effort de synthèse loyale. Mais la synthèse est facile, si l'on veut bien se placer dans le cadre des préoccupations fondamentales des masses qui animent le mouvement du Front populaire. *Tout est possible, là aussi.* Il suffit de traduire en décisions la volonté du peuple ; il suffit de donner un mandat précis à nos délégués au gouvernement. Abrogation des décrets-lois ; dissolution des ligues fascistes et arrestation de leurs chefs ; amnistie ; contrats collectifs ; vacances payées, etc., oui. Mais, en outre, on ne comprendrait pas que le retour, par décret, AU SERVICE D'UN AN, ne soit pas *immédiat*. Il n'y a qu'à relire les discours de Daladier, de Blum, de Thorez contre les deux ans pour être convaincu de cette nécessité. Cette mesure aurait un immense retentissement dans la jeunesse, sur les finances et dans le monde. NOUS Y TENONS ABSOLUMENT.

D'autre part, sans aborder les problèmes financiers, ne peut-on pas donner quelques avertissements à messieurs les nouveaux émigrés ; par exemple, à ces capitalistes lyonnais qui achètent des immeubles à Genève, alors que six mille appartements sont vacants dans cette ville ? Ce n'est certes pas un placement de rapport que vont chercher en Suisse ces bons patriotes. Il n'est pas difficile, pourtant, grâce à notre ami Nicole³, de retrouver la trace de ces mutations.

Toutes les opérations à caractère spéculatif de ces trois derniers mois devront donc donner lieu à enquête, et il ne faudra pas hésiter à sanctionner les déserteurs du franc en confisquant leurs biens.

De même chez nos « munitionnaires ». Croient-ils donc, eux aussi, que nous ignorons leurs trafics ? Et les ministres en exercice qui « expédient les affaires courantes » en passant par télégramme sept ou huit millions de matériel de 380, de manière que tout soit terminé *avant le 31 mai*, croient-ils que nous allons endosser une telle succession sans mettre un peu en vedette le Russe blanc qui passe de tels contrats ?

Et cette mystérieuse commande de mousquetons fabriqués par nos manufactures nationales, vendus à la Pologne, puis rachetés APRÈS USAGE, à la même Pologne (au prix de 435 francs pièce ?). Les fils d'archevêque qui ont conduit cette opération s'imaginent-ils

2. « La mère malade », formule du politicien radical-socialiste Edouard Herriot pour tenter de justifier son ralliement à l'Union Nationale (D. G.).

3. Dirigeant révolutionnaire du socialisme suisse à Genève (D. G.).

qu'il suffit de déplacer *in extremis* un haut fonctionnaire courageux pour que le silence se fasse sur leurs pirateries ?

Tout ceci, à titre d'exemple, et simplement comme critérium. Si, par hasard, des personnes trop prudentes voulaient nous mettre en garde, sous prétexte de *ne pas gêner le gouvernement*, nous leur répondrions que c'est là méconnaître la volonté de combat qui inspire le Parti, depuis le plus modeste militant jusqu'à ses chefs les plus éminents. Cette volonté de combat, à elle seule, est un élément dynamique dans la bataille qui s'engage ; *il faudra que le Congrès l'exprime en termes catégoriques et concrets*. Les mauvais serviteurs du socialisme ne seraient pas ceux qui, quoi qu'il arrive, entendent conserver leur franc-parler, mais ceux qui voudraient transformer en couvent silencieux un grand parti de démocratie prolétarienne ouvert à toutes les idées, et tout entier dressé dans un décisif combat de classe.

CAR TOUT EST POSSIBLE, avec un tel Parti fidèle à son objet, à sa structure et à ses principes.

Enfin, *tout est possible encore dans le domaine pour lequel nous devons loyalement reconnaître une certaine supériorité du Parti communiste : LE TRAVAIL DE MASSE*. Bien loin de vouloir affaiblir notre Parti, nous voulons, au contraire, le mettre au niveau de ses obligations en modernisant et adaptant ses techniques de propagande et de pénétration dans les masses populaires. Il n'y a aucune raison pour que nous soyons incapables de porter dans tous les milieux la pensée socialiste. Non pas en fraude, par tolérance, mais par décision régulière ; non pas d'une manière anarchique, mais selon un plan systématique. Les liens entre le gouvernement et le Parti, entre le Parti et les masses seront d'autant plus solides que la confiance réciproque développera les contacts et les échanges dans tous les sens.

Voilà pourquoi nous sommes favorables à la création de *Comités populaires* entraînant dans le mouvement toutes les énergies démocratiques et prolétariennes sans gêner, bien au contraire, le développement du Parti ni des syndicats.

Tout est possible : la croissance des effectifs et du rayonnement du Parti, le renforcement de son unité, le respect absolu de sa liberté intérieure, la discipline totale de son action extérieure, la hardiesse et l'énergie de ses délégués au gouvernement, l'ardeur passionnée des enthousiasmes soulevés par ses décisions successives...

Tout est possible, maintenant, à toute vitesse...

Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de notre histoire.

Alors, *puisque tout est possible, droit devant nous, en avant, camarades !*

MARCEAU PIVERT.

IV. Appel de la Fédération socialiste de la Seine

(Marceau Pivert, secrétaire)

pour la manifestation du 7 avril 1938 devant le Sénat

IL FAUT EN FINIR

Une poignée de vieillards au cœur sec, installés dans leur Bastille sénatoriale pour la défense des deux cents familles, s'oppose systématiquement depuis dix-huit mois aux volontés du peuple.

Aux ordres d'un patronat de combat qui veut en finir avec le mouvement syndicaliste et les lois sociales, leur sabotage a considérablement aggravé le désordre financier, la crise économique et la situation internationale, expression de l'anarchie meurtrière d'un vieux monde qui croule de toutes parts.

IL FAUT EN FINIR

Pour signifier votre volonté aux repus,

Pour briser la résistance des trusts, des banques et de leurs serviteurs insolents,

Pour l'ouverture de la frontière espagnole,

Pour la solidarité avec les ouvriers occupant leurs entreprises :

Commerçants, ouvriers, fonctionnaires, anciens combattants, vieux travailleurs, femmes, chômeurs, locataires, tous vous avez eu à souffrir de ce repaire d'égoïsme et d'intérêts de classe.

Venez crier votre colère avec nous :

A bas les saboteurs !

A bas les trusts !

A bas le Sénat !

TOUS AU LUXEMBOURG !

ce soir, jeudi 7 avril, à 18 h 30

La Fédération de la Seine, 7, rue Meslay.

V. Mémento du socialiste révolutionnaire

rédigé par Marceau Pivert¹
(Extraits)

Le militant du P.S.O.P. n'est à aucun titre un « amateur » ou un dilettante pour qui la politique est un jeu ou un passe-temps favori.

Le militant du P.S.O.P. aime ses frères de classe, mais jamais il n'incline sa pensée, son jugement, sa responsabilité devant autre chose que l'évidence des faits. Son admiration même pour tel ou tel est toujours mêlée d'une parcelle de doute vigilant à l'égard de ses propres inclinations.

Le militant du P.S.O.P. résiste quotidiennement aux pressions, tentatives de corruption, mensonges et illusions en provenance de la classe dominante. Il fait sienne la règle du « refus de parvenir ».

Le militant du P.S.O.P. cherche toujours à concilier les exigences de la pensée indépendante et celles de l'action collective. Il ne récite pas un catéchisme appris par cœur. Ce qu'il dit, il le pense vraiment. Il réfléchit par lui-même et apporte ainsi à l'œuvre d'élaboration en commun une contribution originale.

Le militant du P.S.O.P. ne se considère ni comme un être privilégié ni comme un être humilié. Il est lui-même, sans se surestimer, mais aussi en maîtrisant ses complexes d'infériorité.

Le militant du P.S.O.P. ne recherche pas le sacrifice inutile mais, s'il doit mettre un jour sa dignité d'homme libre en balance avec une

1. Bulletin intérieur du P.S.O.P., N° 1, novembre 1938.

capitulation de conscience, il n'hésite pas une seconde : le militant du P.S.O.P. n'est pas à vendre.

Le militant du P.S.O.P. fait preuve d'une intransigeance doctrinale qui n'est pas incompatible avec une certaine générosité à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme lui, pourvu qu'ils soient sincères. Il juge les hommes sur ce qu'ils font plutôt que sur ce qu'ils disent. Par contre, il n'a que sévérité pour les mauvais bergers qui mentent, fraudent, dissimulent la vérité et jouent un double jeu en exploitant la confiance populaire.

Le militant du P.S.O.P. n'est jamais découragé : dans les périodes de dépression et de défaite, il remonte le moral de ses compagnons ; dans les périodes d'enthousiasme et de victoire, il rappelle la nécessité de l'effort continu pour consolider les succès. Il voit, au-delà des apparences, la réalité et la vitalité du prolétariat international, même lorsqu'il paraît écrasé, la réalité et la puissance aussi des forces contre-révolutionnaires, même lorsqu'elles semblent avoir été vaincues.

VI. Le dernier numéro du journal *Juin 36*

Comme l'a indiqué la note de la p. 257, un quatrième numéro de guerre de Juin 36 avait paru en janvier-février 1940, caviardé par la censure. Le mari de la regrettée Suzanne Nicolitch, Draguy Nicolitch, a conservé les « morasses » intégrales de ces quatre numéros, avant censure. Ils ont été versés aux « Papiers des Amis de Marceau Pivert » aux Archives de France en même temps que le numéro, clandestin cette fois, qui parut en mai 1940. Cet ultime numéro contenait un Appel du Parti socialiste ouvrier et paysan, dont voici des extraits :

« Cent fois nous avons répété aux prolétaires : si vous ne marchez pas hardiment vers le socialisme, vous succomberez sous la dictature fasciste ; si vous ne hâtez pas l'heure de la révolution prolétarienne, vous serez jetés dans la guerre impérialiste. Et maintenant ? Qui oserait soutenir que notre perspective était fausse ? Nous devons subir à la fois la guerre impérialiste et la dictature fasciste. Qui avait vu clair ?

« Staline d'un côté, Léon Blum de l'autre, ont brisé le mouvement des masses françaises de Juin 36. Les principaux responsables de la défaite du prolétariat occidental sont les hommes qui, sous prétexte de lutter contre le fascisme par la guerre, ont cyniquement refoulé la marche à la révolution.

« Quelques individualités ont cédé lamentablement à la formidable pression de la classe ennemie. Tant pis pour elles ! Les démoralisés ou les esthètes, les neurasthéniques ou les dégonflés n'ont pas de place dans nos rangs. Ceux qui doutent de la classe ouvrière, parce qu'ils la voient divisée ou désorientée par les trahisons, ne méritent pas le titre de socialistes. Une telle situation exige, au contraire, que l'avant-garde se multiplie pour lever les fronts, ranimer l'espérance, rassembler les forces de classe et les ramener au combat. »

VII. Correspondance entre Marceau Pivert et le général de Gaulle

Lettre de Marceau Pivert, secrétaire international du P.S.O.P.
au général de Gaulle, à Londres

25 juin 1940.

Je viens d'entendre votre appel par radio : je ne doute pas de votre volonté de poursuivre la lutte contre la servitude fasciste et nazie ; de mon côté, en tant que militant socialiste révolutionnaire, je suis depuis toujours et je demeurerai quoi qu'il arrive irréductiblement dressé contre la pire menace qui pèse, non seulement sur l'indépendance de mon pays, mais sur les libertés et le niveau d'existence de mes frères de classe. Sans doute, vos méthodes de lutte contre le fascisme sont nécessairement très différentes de celles que nous préconisons : la force militaire est votre spécialité ; vous disposez de moyens matériels puissants ; mais vous venez de vous rendre compte vous-même que la force se brise, si elle n'est pas au service d'une cause clairement définie. Précisément, nos méthodes de lutte contre le fascisme s'inspirent de l'analyse des processus économiques et sociaux, c'est-à-dire de la lutte internationale de classe. Plus que jamais, nous sommes persuadés que seule la révolution socialiste dans la liberté pourra liquider le fascisme ; cette certitude nous a valu des persécutions : mes amis sont en prison, en France, frappés par des gouvernements qui, au même moment, libéraient les cagoullards, c'est-à-dire les agents directs de Mussolini et de Hitler qui croient aujourd'hui tenir le pouvoir en France. Mais aucune répression n'a jamais réussi à ébranler des convictions fortes. En vertu de celles-ci, nous poursuivons la lutte, dans tous les pays, afin que les travailleurs imposent la fin de la guerre par

la conquête du pouvoir, comme Lénine l'a fait en 1917. Or, à cette époque, en vue d'arrêter la marche de l'armée allemande sur Petrograd, un officier royaliste français mettait à la disposition de Lénine ses connaissances techniques pour dynamiter les ponts¹ ; il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'un socialiste fidèle à son drapeau, qui n'est pas le vôtre, songe aujourd'hui à mettre à votre disposition quelques parcelles d'une dynamite politique qu'il croit efficace — si toutefois vous ne craignez pas d'en faire usage. Nous savons en effet qu'en dépit des victoires militaires de Hitler, une fraction consciente du prolétariat allemand n'est pas indifférente à la propagande internationaliste que nous avons entreprise depuis le début de la guerre : mon ami Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party, pourrait vous donner à ce sujet quelques informations. Mais naturellement ni M. Churchill, ni vous-même, vous ne pouvez avoir la moindre autorité pour prendre en charge cette propagande. Cependant, elle ne vous laissera peut-être pas indifférent. Je me permets donc de vous adresser ci-inclus le magnifique Appel rédigé par nos militants européens du Front ouvrier international contre la guerre et qui vient de parvenir en Amérique, à l'Agence « Independent News », par voie scandinave. Si votre sens des réalités est aussi vif que le nôtre, j'ose espérer que vous n'hésitez pas à reproduire cet appel et à le diffuser largement, surtout en allemand et en français, par tous les moyens dont vous disposez. Ainsi pourrait se développer le mouvement de fraternisation révolutionnaire que nous croyons encore possible à travers les atroces souffrances que la guerre impose à tous les travailleurs vaincus et vainqueurs. Je n'ignore pas le risque d'incompréhension que comporte cette communication ; elle est uniquement inspirée par le désir de tenter un effort d'ordre politique contre les puissances totalitaires. Je sais que les formidables intérêts qui sont en jeu peuvent rendre vaine la présente lettre ; mais qu'importe ce risque, en face de tous les autres !

Si, d'autre part, l'esprit de liberté et la volonté d'indépendance nationale auxquels vous avez fait appel ne sont pas des artifices destinés à galvaniser la lutte des travailleurs antifascistes au seul service d'une classe de privilégiés, oui, vous avez encore de puissants moyens d'action qui peuvent barrer la route au fascisme. En Afrique et en Asie, il existe actuellement des peuples avides de liberté et d'indépendance : c'est là que résident les véritables réserves de projectiles politiques. Il faut donc demander immédiatement la libération de tous les leaders nationalistes emprisonnés ; il faut renverser complètement la vapeur. L'Empire français et l'Empire anglais sont perdus dans la forme d'exploitation dictatoriale où ils ont existé ; il faut maintenant ouvrir les digues de la liberté. Ainsi seulement le fascisme sera battu. Toutes les ressources, toutes les formes de collaboration des peuples coloniaux libérés, se déter-

1. Voir N.B., p. 311.

minant eux-mêmes, dans l'exercice absolu de toutes les formes démocratiques, seront alors rassemblés dans une puissante confédération sur laquelle Hitler et Mussolini n'auront aucune prise. Ce renversement politique annoncé partout aurait, dans tous les pays opprimés, et en France même, des répercussions énormes. J'ai confiance dans mes camarades ; ils reconnaîtraient leurs propres perspectives. Alors, l'esprit antifasciste et libertaire d'un peuple qui a fait quatre révolutions, d'un peuple qu'il a fallu odieusement tromper pour que Hitler et Mussolini réussissent à lui imposer le sinistre Gauleiter Pierre Laval, trouveraient les voies et moyens appropriés pour se dégager de l'infâme trahison qui le livre aux plus infâmes des bourreaux.

Avec l'expression de mes meilleurs sentiments socialistes révolutionnaires.

Réponse du général de Gaulle

Londres, 27 juillet 1940.

Monsieur,

Votre lettre m'a paru très intéressante et j'ai eu l'occasion de la communiquer à plusieurs personnalités anglaises et françaises de Londres.

Bien que nous ne suivions pas évidemment la même voie et que les moyens que vous et moi voulons utiliser pour combattre l'ennemi ne soient pas les mêmes, je note avec attention votre volonté de combattre Hitler et Mussolini momentanément triomphants.

Sans que je veuille préjuger de ce que sera ou devrait être l'état social de la France après la victoire, il me paraît certain qu'aujourd'hui les exploiters et les tyrans des classes laborieuses sont Hitler et Mussolini.

Exploiteurs et tyrans, ils le sont directement à l'égard de ceux qui leur sont soumis et ils le sont même indirectement à l'égard des autres en dévoyant le travail de sa meilleure destination et l'amenant à se concentrer, par légitime défense, sur des armements déplorables et ruineux.

Veuillez croire, Monsieur, à mes meilleurs sentiments.

Marceau Pivert au général de Gaulle

18 août 1940.

J'ai reçu avec plaisir votre accusé de réception du 27 juillet, mais je regrette de n'y point trouver de réponse précise relative à la suggestion que je vous faisais de diffuser par avion sur le

continent l'Appel au prolétariat allemand du Front ouvrier international contre la guerre.

Sans doute, votre réserve confirme la qualité internationaliste de notre littérature puisqu'il vous est bien plus difficile de la propager qu'il n'était difficile à Hitler de diffuser en tracts certains discours de son complice Molotov ; mais nous ne nous décourageons pas devant cette constatation prévue. Nous savons qu'il sera de plus en plus difficile de maintenir une position politique hostile à la fois au fascisme et au socialisme. Nous savons que l'Europe d'aujourd'hui ne peut plus être que *fasciste* ou *socialiste*. Nous observons avec confiance le mouvement d'opinion qui, en Angleterre, à travers de terribles épreuves, fait admettre aujourd'hui, dans les milieux les plus inattendus, la nécessité de la Révolution européenne. Oui, mais quelle révolution ? Hitler, Mussolini, Franco, Staline, tous parlent de la « Révolution ». Nous ne sommes pas dupes : à nos yeux, il n'y en a qu'une qui mérite ce nom ; c'est celle qui remplacera les gouvernements capitalistes et les bureaucraties totalitaires par les représentants directs des ouvriers, paysans et soldats. Toute autre formule n'est qu'une falsification qui prépare le lit de la contre-révolution fasciste. Or, cette définition, si j'en crois les nouvelles que je reçois de France, n'est pas du tout éloignée des perspectives que trace l'imagination des travailleurs de notre pays. La direction de mon Parti me donne l'assurance que rien n'est perdu définitivement. Mais le temps presse. Les hommes qui ont dans la tête l'idée politique salvatrice ne paraissent faibles et impuissants qu'à cause de l'absence totale de moyens matériels et des armes dont vous disposez, vous. Préféreriez-vous abandonner ces masses ouvrières et paysannes, trahies mais non vaincues, à la propagande des staliniens, des doriotistes ou de M. Déat, qui, eux, ont des moyens matériels puissants ? Excusez notre insistance : si vous ne pouvez pas — nous le comprenons — endosser, même indirectement, la responsabilité de notre politique, — exactement comme il nous est impossible d'endosser la vôtre —, ne pouvez-vous pas tout au moins autoriser les aviateurs *socialistes* (il y en a) à emporter *notre* matériel politique en même temps que vos bombes ? Je me borne à cette question préalable. Il est inutile, en effet, d'envisager d'autres problèmes (en particulier, ceux, décisifs, de l'Afrique du Nord) s'il vous est impossible de nous aider à transmettre nos appels à nos camarades demeurés en France et, en général, à tous les travailleurs angoissés qui, aujourd'hui, seraient particulièrement perméables à notre littérature. De toute façon, je pense qu'un entretien avec mon ami Fenner Brockway ne serait pas sans intérêt. Peut-être la diffusion d'une édition française du *New Leader* pourrait-elle être envisagée ? Je lui fais la plus absolue confiance...

Je vous prie d'agréer l'expression de mes meilleurs sentiments socialistes.

VIII. Appel du Front ouvrier international contre la guerre au prolétariat allemand

Mai 1940

(Extraits)

Ouvriers et soldats allemands !

Nous sommes vos frères de classe et nous nous adressons à votre conscience de travailleurs.

Nos militants, groupés dans le Front ouvrier international contre la guerre, luttent depuis le début de cette guerre contre leur propre impérialisme.

Camarades ! Nous voulons vous parler comme l'auraient fait vos grands disparus : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, symboles universellement admirés du prolétariat révolutionnaire international. A aucun moment, notre voix ne s'est confondue avec celle des brigands impérialistes qui ont provoqué cette guerre. Depuis la première heure, nous sommes dressés contre les impérialismes de Londres et de Paris aussi bien que contre les dictatures sanglantes de Berlin et de Moscou.

Nous sommes le *Troisième Camp* — le camp des opprimés de tous les pays, le camp de ceux qui meurent pour rien, le camp des esclaves coloniaux que les négriers modernes se disputent, le camp des affamés et des miséreux, le camp de la révolution socialiste mondiale !

C'est pourquoi vous nous entendrez !

Votre Führer vous conduit aux plus stériles des victoires. Ses légions motorisées et ses avions de bombardement peuvent réussir, au prix des plus lourds sacrifices, à réduire en esclavage les nations voisines.

Mais pour combien de temps ?

Le triomphe de la force brutale a toujours alimenté la haine des peuples et leur volonté de revanche. Une victoire militaire ne peut pas résoudre les problèmes posés au monde moderne, elle ne fera qu'en aggraver les inextricables contradictions. C'est au nom de cette vérité que nous avons combattu, en 1919, le traité de Versailles ; de même que votre vieux Liebknecht avait combattu, en 1871, le traité de Francfort.

Vos victoires militaires ne sont que de tragiques illusions qui devront être payées chèrement par l'ensemble des travailleurs du monde. Les exploiters capitalistes et les bureaucraties devront accentuer leur oppression afin de réparer les ruines accumulées par la guerre. La crise économique, le chômage, les épidémies, la famine menacent tous les pays, les vainqueurs aussi bien que les vaincus.

Votre Führer, qui vous fait massacrer par centaines de milliers pour réaliser ses ambitions, vous ment lorsqu'il vous laisse croire à la possibilité de coloniser les autres peuples aimant la liberté ; car un peuple qui consent à en opprimer d'autres ne peut pas être lui-même un peuple libre et heureux.

Soldats allemands ! Ne vous fatiguez-vous pas un jour prochain de servir passivement cette monstrueuse machine militaire qui écrase les faibles ? Arrêtez le massacre ! Débarrassez-vous de vos maîtres ! Tendez une main fraternelle aux ouvriers et paysans des autres pays !

Avec la fin de la guerre imposée par ce moyen, les travailleurs de tous les pays, imitant votre exemple, briseront à leur tour le système d'exploitation qui est à l'origine de la guerre et construiront avec vous l'Europe socialiste.

Travailleurs allemands ! Même si vous parveniez au sommet de la gloire militaire, en restant solidaires de Hitler, vous seriez seuls, entourés d'un monde d'ennemis que vous ne pourriez jamais conquérir. Vous auriez contre vous la conscience universelle des travailleurs qui ne pactiseront jamais avec le triomphe de l'injustice et de la brutalité. Mais, si vous entendez notre voix, si vous êtes sensibles à notre appel d'hommes, alors, vous vous placerez aussitôt au premier rang pour l'édification d'un monde nouveau, délivré des exploiters, des dictateurs et de la guerre.

Pour la construction des Etats-Unis socialistes des ouvriers et des paysans ! Travailleurs allemands, camarades !

Avec votre dictateur, solidaires de ses crimes, piétinant vos frères dans l'espoir abominable de les réduire en servitude,

Ou avec nous, avec les travailleurs révolutionnaires en lutte pour le socialisme et pour la liberté,

CHOISISSEZ !

Le Front ouvrier international contre la guerre.

Sources

Les documents originaux que l'auteur a pu rassembler pour écrire ce livre, parmi lesquels une collection complète de l'hebdomadaire *Juin 36*, ont été déposés aux Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-III^e, où ils sont conservés dans un carton : « Papiers des Amis de Marceau Pivert » (Archives économiques et sociales 22 AS).

Dans un autre carton : « Papiers de l'Insurgé » (23 AS) ont été déposés quelques-uns des documents conservés par le Mouvement de Résistance socialiste de *L'Insurgé* (1940-1945), dirigé par Marie Fugère, en liaison avec le Front ouvrier international (Marceau Pivert, Mexico). Toutefois, la partie de beaucoup la plus importante de ce dépôt est encore, temporairement, on l'espère, conservé aux Archives départementales du Rhône. Les vétérans de *L'Insurgé* ont publié, en outre, en 1968, à Lyon, une brochure : *Mémorial de l'Insurgé*.

Les originaux des textes de Léon Trotsky auxquels le présent livre se réfère sont conservés dans le dépôt des « Papiers de Trotsky » à la Houghton Library de l'Université de Harvard (Etats-Unis). Des copies en figurent dans le carton : « Papiers des Amis de Marceau Pivert ».

*
**

N. B. — La lettre de Marceau Pivert au général de Gaulle (p. 306) fait allusion à l'accord conclu entre Lénine et l'officier royaliste français de Lubersac, aux termes duquel des officiers français, experts en explosifs, aidèrent à faire sauter des voies ferrées pour entraver l'avance des troupes allemandes encore en guerre avec la Russie Soviétique. Cf. LÉNINE, *Lettre aux ouvriers américains*, 20 août 1918.

1870
The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the Board of Directors of the Bank of the City of New York, for the year 1870.

President: J. D. Morgan
Vice-President: J. D. Morgan
Cashier: J. D. Morgan
Treasurer: J. D. Morgan
Auditor: J. D. Morgan
Secretary: J. D. Morgan

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the Board of Directors of the Bank of the City of New York, for the year 1870.

President: J. D. Morgan
Vice-President: J. D. Morgan
Cashier: J. D. Morgan
Treasurer: J. D. Morgan
Auditor: J. D. Morgan
Secretary: J. D. Morgan

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the Board of Directors of the Bank of the City of New York, for the year 1870.

President: J. D. Morgan
Vice-President: J. D. Morgan
Cashier: J. D. Morgan
Treasurer: J. D. Morgan
Auditor: J. D. Morgan
Secretary: J. D. Morgan

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the Board of Directors of the Bank of the City of New York, for the year 1870.

President: J. D. Morgan
Vice-President: J. D. Morgan
Cashier: J. D. Morgan
Treasurer: J. D. Morgan
Auditor: J. D. Morgan
Secretary: J. D. Morgan

Table

AVANT-PROPOS (1970)	5
PRÉFACE (1963)	7
I. PROLOGUE ET APPRENTISSAGE (1930-1932)	13
Visite à Léon Blum. — Débuts à Belleville. — Deux exceptions : Zyromski, Marceau Pivert. — Nausée de l'électoratisme. — Chez les syndicalistes révolutionnaires. — Préjugés contre les intellectuels. — Quelques désaccords. — Au Syndicat des correcteurs. — Reporter social. — Les C.R.S. de 1930. — L'Eglise et les ouvriers. — La révolte des colonisés. — Pour l'unité syndicale. — Vie et mort des 22. — Dislocation. — La grande dépression. — Un pacifisme révolutionnaire.	
II. FASCISME ET ANTIFASCISME (1932-1934)	54
Montée du fascisme en Allemagne. — La peste brune. — Incrédulités. — A l'école des réfugiés allemands. — Peste verte ou peste brune ? — Front commun antifasciste. — Un congrès mondial pour rien. — Visite à Trotsky. — La folle soirée du 6 février. — Le grand capital au pouvoir. — La gauche prise à l'improviste. — La riposte des 9 et 12 février. — Doriot et la querelle du front unique. — Le pacte socialiste-communiste. — Fascisme ou socialisme.	
III. LES DEUX FRONTS POPULAIRES (1935-1936)	79
L'hypothèque de Versailles. — Le pacte Laval-Staline. — En flèche contre le pacte. — Du pacte au Front populaire. — Une mésalliance. — Programme rabougri. — Mauvaises excuses. — Naissance de la Gauche révolution-	

naire. — Trotsky et nous. — Météores dans le Parti socialiste. — Nos désaccords avec Trotsky. — Nous voulons être liés aux masses. — Pour ou contre le Front populaire ? — Unitaire oui, mais réticent. — Nous servons trop loyalement. — Un embryon de parti révolutionnaire. — Un petit brain-trust. — Syndicaliste avant tout. — Du Front populaire à l'expérience Blum. — Une mystique. — Exercice et conquête. — Tout est possible. — Un fil à la patte. — Blum frappé au visage. — Savoir terminer une grève. — Nous avons manqué le coche. — Un soviet en banlieue. — Un sigle magique : C.G.T. — La colonisation stalinienne. — Examen de conscience. — A la recherche d'un pouvoir révolutionnaire.

IV. LE REFLUX (1937-1938) 135

Un gouvernement débile. — Haro sur les grèves. — Appriivoiser les capitaux ? — Les classes moyennes trinquent. — Pas de souffle républicain. — Un parti se confond avec le pouvoir. — Nous cautionnons « nos » ministres. — Du pacifisme au social-patriotisme. — Blocus de l'Espagne. — Nous devenons gênants. — Le sang coule à Clichy. — Sanctions contre nos jeunes. — Une scission prématurée ? — Le mirage de l'avenant. — Finally tombe le premier. — Blum déserte. — Le lugubre congrès de Marseille. — Un boulet au pied. — Staline étrangle la Révolution espagnole. — Les procès de Moscou. — On ne tient pas parole aux colonisés. — Seul à la commission coloniale. — Exécution d'une brebis galeuse. — Une soirée mémorable. — Blum champion de l'union nationale. — Au cœur du deuxième round. — Blum a repris le pouvoir. — A bas le Sénat ! — Blum tombe pour la seconde fois.

V. LA GUERRE, DEJA (1938-1939) 190

Juste le temps. — Foudres bureaucratiques. — Nous relevons le gant. — Ne pas envenimer les choses. — La fortune sourit aux audacieux. — Jeunesse au Congrès de Royan. — La dernière passe d'armes. — Naissance du P.S.O.P. — Les hésitants. — Notre conférence constitutive. — Nous nous définissons. — Colère des staliniens. — La guerre frôlée de près. — La « paix » de Munich. — Les masses sont pacifistes. — La gauche munichoise. — Le torchon brûle dans tous les partis. — Echec d'une grève générale. — Sous la férule de Trotsky. — Défaite en Espagne.

EPILOGUE (1939-1940) 233

La guerre qui vient. — Front ouvrier international. — Déjà le drame palestinien. — Un puissant levier. — Encore les

pacifistes. — Notre premier Congrès. — Ultime dialogue Pivert-Trotsky. — Suprême défense des colonisés. — Le dénouement. — Départ pour la Norvège. — Le Secrétariat international d'Oslo. — La fin du P.S.O.P. — Marceau Pivert s'adresse à de Gaulle. — Trotsky assassiné. —

POSTFACES

I. QUAND TROTSKY LEUR FAISAIT PEUR	261
<i>Un « Centre marxiste ». — Marceau Pivert tient bon. — Pro domo.</i>	
II. LES FOSSOYEURS DU FRONT POPULAIRE AU BANC DES ACCUSES	269
<i>Sur la défensive. — La grande panique. — La chute au Sénat. — Le problème de l'Etat.</i>	
ANNEXES	273
I. L'Association internationale des citrons pressés, par Léon Trotsky.	
II. Trotsky et le P.S.O.P. :	
1. Lettre à la Rédaction de <i>Juin</i> 36.	
2. Le « trotskysme » et le Parti socialiste ouvrier et paysan.	
III. Tout est possible, par Marceau Pivert.	
IV. Appel de la Fédération socialiste de la Seine.	
V. Mémento du socialiste révolutionnaire.	
VI. Le dernier numéro du journal <i>Juin</i> 36.	
VII. Correspondance entre Marceau Pivert et le général de Gaulle.	
VIII. Appel du Front ouvrier international contre la guerre au prolétariat allemand.	
SOURCES	311

DANS « LES TEXTES A L'APPUI »

SÉRIE PHILOSOPHIQUE

Jean Jaurès, *Les origines du socialisme allemand*.
Paul Nizan, *Les chiens de garde*.
Paul Nizan, *Les matérialistes de l'antiquité*.
A. L. Morton, *L'utopie anglaise*.
Georg Lukacs, *Thomas Mann*.
Abdallah Laroui, *L'idéologie arabe contemporaine*.
Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*.

SÉRIE D'HISTOIRE CLASSIQUE

Jean-Pierre Vernant, *Mythe et pensée chez les Grecs*.
Laurette Séjourné, *La pensée des anciens Mexicains*.
Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun*.
Jean-Paul Brisson, *Virgile, son temps et le nôtre*.
Marcel Detienne, *Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque*.
Louis Gernet, *Anthropologie de la Grèce antique*.

SÉRIE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Thomas Oppermann, *Le problème algérien* (épuisé).
Daniel Guérin, *Sur le fascisme I : La peste brune*.
Daniel Guérin, *Sur le fascisme II : Fascisme et grand capital*.
José Martí, *Notre Amérique*.
J.-C. Mariategui, *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*.
Pierre Frank, *La Quatrième internationale*.
C. Blanche-Benveniste, André Chervel, *L'orthographe*.
Gérard Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire* (Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar).

SÉRIE SOCIOLOGIQUE

Jomo Kenyatta, *Au pied du Mont Kenya*.
Vittorio Lanternari, *Les mouvements religieux des peuples opprimés*.
C. Wright Mills, *Les cols blancs*.
C. Wright Mills, *L'imagination sociologique*.
C. Wright Mills, *L'élite au pouvoir*.
Bronislaw Malinowski, *Une théorie scientifique de la culture*.
Françoise Flis-Zonabend, *Lycéens de Dakar*.
Sabine Hargous, *Les oubliés des Andes*.

SÉRIE ÉCONOMIQUE

Réforme agraire au Maghreb (épuisé).
Industrialisation au Maghreb (épuisé).
Maurice Dobb, *Croissance économique et sous-développement* (épuisé).
Ernest Mandel, *La formation de la pensée économique de Karl Marx*.
André Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*.
Eugène D. Genevose, *Economie politique de l'esclavage*.
Maurice Dobb, *Etudes sur l'histoire du capitalisme*.
André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement*.

SÉRIE PÉDAGOGIQUE

Aïda Vasquez et Fernand Oury, *Vers une pédagogie institutionnelle*.
Abdou Moumouni, *L'éducation en Afrique*.
Elise Freinet, *Naissance d'une pédagogie populaire*.
Fernand Deligny, *Les vagabonds efficaces*.
A.S. Neil, *Libres enfants de Summerhill*.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
JANUARY 1954
MEMORANDUM FOR THE RECORD
SUBJECT: [Illegible]

1. [Illegible]
2. [Illegible]
3. [Illegible]

4. [Illegible]
5. [Illegible]
6. [Illegible]
7. [Illegible]
8. [Illegible]
9. [Illegible]
10. [Illegible]

11. [Illegible]
12. [Illegible]
13. [Illegible]
14. [Illegible]
15. [Illegible]
16. [Illegible]
17. [Illegible]
18. [Illegible]
19. [Illegible]
20. [Illegible]

21. [Illegible]
22. [Illegible]
23. [Illegible]
24. [Illegible]
25. [Illegible]
26. [Illegible]
27. [Illegible]
28. [Illegible]
29. [Illegible]
30. [Illegible]

31. [Illegible]
32. [Illegible]
33. [Illegible]
34. [Illegible]
35. [Illegible]
36. [Illegible]
37. [Illegible]
38. [Illegible]
39. [Illegible]
40. [Illegible]

41. [Illegible]
42. [Illegible]
43. [Illegible]
44. [Illegible]
45. [Illegible]
46. [Illegible]
47. [Illegible]
48. [Illegible]
49. [Illegible]
50. [Illegible]

*Achevé d'imprimer
le 4 avril 1970
sur les presses de
l'imprimerie Laballery et C^{ie}
à Clamecy (Nièvre)
N° Editeur : 339
Dépôt légal : 2^e trimestre 1970
Premier tirage : 3 300 exemplaires*





memoria

FRONT POPULAIRE RÉVOLUTION MANQUÉE

Entre Juin 36 et Mai 68 les différences, certes, ne manquent pas. Mais les deux vagues de fond ont un point commun : les masses, les deux fois, sont, subitement et spontanément, sorties de leurs gonds et, bien qu'au départ elles n'aient pas vu au-delà des revendications immédiates, les deux fois la dialectique de la Révolution les a entraînées beaucoup plus loin et elles ont été bien près d'en finir avec le régime capitaliste. Pour l'auteur le peuple aurait probablement triomphé, les deux fois, sans la volonté délibérée d'un grand Parti se réclamant de la classe ouvrière de canaliser le torrent, puis de la faire entrer dans son lit, au bénéfice final de la Réaction.

Les deux fois, il a manqué au prolétariat, et notamment aux jeunes travailleurs, des minorités agissantes capables de se faire entendre en temps voulu et de saisir l'occasion révolutionnaire. Les deux fois, cette rare occasion a été manquée.

Echec temporaire, cependant, estime Daniel Guérin, car chaque grande lutte porte en elle, alimente et prépare la suivante. Telle est la conclusion optimiste qui se dégage d'un témoignage militant où l'histoire du Front Populaire et la part qu'y a prise l'auteur, son expérience vécue, sont étroitement mêlées.

Daniel Guérin (né en 1904) a participé aux grèves avec occupation d'usines de juin 36 en tant que responsable inter-syndical dans une localité de banlieue de la région parisienne. En même temps il a milité dans la Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste, puis, après l'exclusion de cette tendance en juin 1938, dans le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan avec lequel Trotsky engagea, de Mexico, un vigoureux dialogue.

François Maspero, 1, Place Paul-Painlevé, Paris 5°